



UNIL | Université de Lausanne

Unicentre

CH-1015 Lausanne

<http://serval.unil.ch>

Year : 2016

Les conséquences biographiques de l'engagement en contexte répressif. Militer au sein de la gauche radicale en Turquie: 1974-2014

Cormier Paul

Cormier Paul, 2016, Les conséquences biographiques de l'engagement en contexte répressif. Militer au sein de la gauche radicale en Turquie: 1974-2014

Originally published at : Thesis, University of Lausanne

Posted at the University of Lausanne Open Archive <http://serval.unil.ch>

Document URN : urn:nbn:ch:serval-BIB_BC3464E2F81A7

Droits d'auteur

L'Université de Lausanne attire expressément l'attention des utilisateurs sur le fait que tous les documents publiés dans l'Archive SERVAL sont protégés par le droit d'auteur, conformément à la loi fédérale sur le droit d'auteur et les droits voisins (LDA). A ce titre, il est indispensable d'obtenir le consentement préalable de l'auteur et/ou de l'éditeur avant toute utilisation d'une oeuvre ou d'une partie d'une oeuvre ne relevant pas d'une utilisation à des fins personnelles au sens de la LDA (art. 19, al. 1 lettre a). A défaut, tout contrevenant s'expose aux sanctions prévues par cette loi. Nous déclinons toute responsabilité en la matière.

Copyright

The University of Lausanne expressly draws the attention of users to the fact that all documents published in the SERVAL Archive are protected by copyright in accordance with federal law on copyright and similar rights (LDA). Accordingly it is indispensable to obtain prior consent from the author and/or publisher before any use of a work or part of a work for purposes other than personal use within the meaning of LDA (art. 19, para. 1 letter a). Failure to do so will expose offenders to the sanctions laid down by this law. We accept no liability in this respect.

Université de Bordeaux, Institut d'Études Politiques
Centre Emile Durkheim
Ecole doctorale SP2 : Sociétés, Politique, Santé Publique

Université de Lausanne, Faculté des Sciences Sociales et Politiques
Institut d'Études Politiques Historiques et Internationales
Centre de Recherche sur l'Action Politique de l'Université de Lausanne

Les conséquences biographiques de l'engagement en contexte répressif **Militer au sein de la gauche radicale en Turquie: 1974-2014**

THESE DE DOCTORAT

présentée et soutenue publiquement
le 7 décembre 2016

à l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux,
en cotutelle avec l'Université de Lausanne

pour l'obtention du grade de

Docteur en Science Politique

par

Paul Cormier

Sous la direction de
M. Antoine Roger, Professeur à l'IEP de Bordeaux
M. Olivier Fillieule, Professeur ordinaire à l'Université de Lausanne

Composition du jury :

Mme. Mounia BENNANI-CHRAÏBI, Professeure ordinaire à l'Université de Lausanne

Mme. Donatella DELLA PORTA, Professeure à la Scuola Normale Superiore de Florence ; rapporteure

M. Yves DELOYE, Professeur à l'IEP de Bordeaux

M. Gilles DORRONSORO, Professeur à l'Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne ; rapporteur

M. Olivier FILLIEULE, Professeur ordinaire à l'Université de Lausanne ; co-directeur de thèse

M. Antoine ROGER, Professeur à l'IEP de Bordeaux ; co-directeur de thèse

Université de Bordeaux, Institut d'Études Politiques
Centre Emile Durkheim
Ecole doctorale SP2 : Sociétés, Politique, Santé Publique

Université de Lausanne, Faculté des Sciences Sociales et Politiques
Institut d'Études Politiques Historiques et Internationales
Centre de Recherche sur l'Action Politique de l'Université de Lausanne

Les conséquences biographiques de l'engagement en contexte répressif **Militer au sein de la gauche radicale en Turquie: 1974-2014**

THESE DE DOCTORAT

présentée et soutenue publiquement
le 7 décembre 2016

à l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux,
en cotutelle avec l'Université de Lausanne

pour l'obtention du grade de

Docteur en Science Politique

par

Paul Cormier

Sous la direction de
M. Antoine Roger, Professeur à l'IEP de Bordeaux
M. Olivier Fillieule, Professeur ordinaire à l'Université de Lausanne

Composition du jury :

Mme. Mounia BENNANI-CHRAÏBI, Professeure ordinaire à l'Université de Lausanne

Mme. Donatella DELLA PORTA, Professeure à la Scuola Normale Superiore de Florence ; rapporteure

M. Yves DELOYE, Professeur à l'IEP de Bordeaux

M. Gilles DORRONSORO, Professeur à l'Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne ; rapporteur

M. Olivier FILLIEULE, Professeur ordinaire à l'Université de Lausanne ; co-directeur de thèse

M. Antoine ROGER, Professeur à l'IEP de Bordeaux ; co-directeur de thèse



UNIL | Université de Lausanne

Faculté des sciences
sociales et politiques

IMPRIMATUR

Vu l'accord de cotutelle conclu entre les Universités de Lausanne et de Bordeaux, le Conseil de la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne, sur proposition d'un jury formé des professeurs

- Olivier FILLIEULE, Professeur à l'Université de Lausanne, co-directeur de thèse
- Antoine ROGER, Professeur à l'IEP de Bordeaux, co-directeur de thèse
- Mounia BENNANI-CHRAIBI, Professeure à l'Université de Lausanne
- Donatella DELLA PORTA, Professeure à la Scuola Normale Superiore de Firenze
- Yves DELOYE, Directeur de l'IEP de Bordeaux
- Gilles DORRONSORO, Professeur à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne

autorise, sans se prononcer sur les opinions du candidat, l'impression de la thèse de Monsieur Paul CORMIER, intitulée :

« Les conséquences biographiques de l'engagement en contexte répressif. Militer au sein de la gauche radicale en Turquie, 1974-2014 »

Le Doyen de la Faculté
Professeur Jean-Philippe Leresche

Lausanne, le 31 octobre 2016

RESUME en français

Quelles sont les conséquences biographiques d'un engagement radical et de la répression en contexte autoritaire ? C'est en recourant à une analyse fine des parcours biographiques des acteurs sur le long terme que cette recherche entend répondre à cette question peu traitée dans la sociologie de l'action collective. Le cas d'étude, largement méconnu dans la littérature spécialisée sur la Turquie et sur les mouvements révolutionnaires en général, porte sur les militants de la gauche révolutionnaire turque au cours des années 1970. Ses militants ont été confrontés au régime militaire (1980-1983) qui suit le coup d'Etat du 12 septembre 1980. Cet événement constitue une rupture centrale dans l'histoire de la République turque. La répression et la transformation des structures politiques mises en place par la junte ont redessiné en profondeur et sur le long terme les possibilités de contestation et de reconversion des acteurs dans l'ensemble des trois sphères de vie ici analysées : professionnelle, familiale et politique. Ce travail conjugue par ailleurs analyse temporelle et spatiale du militantisme révolutionnaire en Turquie en comparant les deux principales villes du pays : Istanbul et Ankara.

TITRE en anglais

The Biographical Consequences of Activism in Repressive Context. Political Commitment in the Turkish Radical Left: 1974-2014.

RESUME en anglais

What are the biographical consequences of a radical commitment and repression in authoritarian context? Based on a detailed analysis of biographical trajectories of the actors on the long run, this research intends to consider this neglected issue in the sociology of collective action. The case study, largely ignored in the literature on Turkey and on the revolutionary movements in general, deals with the activists of the Turkish revolutionary left in the 1970s. These individuals faced the military regime (1980-1983) following the 12 September 1980 coup. This event is a central break in the history of the Turkish Republic. The repression and the transformation of political structures set up by the junta redesigned in depth the possibility of objections and reconversions of the actors in the life spheres analyzed here: professional, personal and political. This work also combines temporal and spatial analysis of revolutionary activism in Turkey comparing two major cities: Istanbul and Ankara.

MOTS-CLES en français

Contexte autoritaire, gauche révolutionnaire, répression, carrière militante, conséquences biographiques de l'engagement, économie des sphères de vie, analyse locale et spatiale, Moyen-Orient, Turquie.

MOTS-CLES en anglais

Authoritarian context, revolutionary left, repression, militant career, biographical consequences of activism, life spheres economy, local and spatial analysis, Middle-East, Turkey.

Unité de recherche

Centre Emile Durkheim, UMR 5116, Centre Emile Durkheim Sciences Po Bordeaux, 11 allée Ausone, 33607 Pessac CEDEX

*Parce que chacun ne veut que son propre bien, ici
La justice est soumise à la tyrannie
Ainsi par ce chemin
Personne ne passe sans craindre la mort
Car tout se dérobe, de part et d'autre des portes*

Ambrogio Lorenzetti, *Fresque du bon gouvernement*, Sienne,
inscription sur le mur ouest, cartouche de la Timor¹

« On écrit sur le temps et l'espace en faisant comme si c'étaient des choses qui n'ont pas encore trouvé d'applications dans la vie pratique »²

¹ Cité in BOUCHERON P., *Conjurer la peur Sienne, 1338. Essai sur la force politique des images*, Paris, Seuil, 2013, p. 261.

² KRAUS K., *Pro domo et mundo. Aphorismes et réflexions II*, Paris, Payot-Rivages, 2015, p. 67

Remerciements

Je voudrais tout d'abord exprimer ma profonde reconnaissance à Antoine Roger et Olivier Fillieule, mes directeurs de thèse. Ils ont accepté d'accompagner de très près ce projet avec générosité, disponibilité et confiance. Leur soutien, leurs encouragements, leurs critiques ont été une incomparable source d'inspiration dans la rédaction de cette thèse. Ils ont tous deux exigé de moi l'ouverture et la curiosité intellectuelle, disciplinaire et théorique les plus larges possibles. J'espère rendre justice dans ce travail à la chance qu'ils m'ont offerte.

Je tiens également à remercier les institutions qui m'ont hébergé pendant ma recherche : le Centre Emile Durkheim (CED) et Sciences Po Bordeaux, l'Institut d'Etudes Politiques, Historiques et Internationales (IEPHI) et le Centre de Recherches sur l'Action Politique de l'Université de Lausanne (le fameux CRAPUL) qui ont été mes laboratoires pendant ces quatre années ; mais aussi l'Institut Français d'Etudes Anatoliennes (IFEA) au sein duquel j'ai appris à mieux découvrir la Turquie lors des mes études et qui m'a fourni un accueil amical lors de mes divers séjours stambouliotes depuis 2008.

Plusieurs chercheur-euses se sont trouvé-es impliqués-es et sollicités-es dans ce travail de thèse. Je tiens à remercier mes collègues « turcologues » pour le temps qu'ils m'ont accordé, la discussion des étapes préparatoires, leurs conseils méthodologiques et leur soutien lors de la réalisation d'une enquête qui, comme toute enquête, fut faite de hauts et de bas : Gilles Dorronsoro, Elise Massicard, Benjamin Gourisse, Jean-François Pérouse, Etienne Copeaux, Hamit Bozarslan, Dorothée Schmid, Gilles Bertrand, Eylem Özkaya et Derya Fırat. Merci également à Marc Sémo et Allan Kaval.

Magali Boumaza et Myriam Aït-Aoudia m'ont transmis leur passion et leur engagement exigeant dans la recherche, je leur dois beaucoup. De nombreux chercheur-euses ont par ailleurs accompagné de près ou de plus loin tous les moments de cette recherche et ont été un appui précieux : Mounia Bennani-Chraïbi, Isabelle Sommier, Choukri Hmed, Magali Della Sudda, Xabier Itçaina, Fanny Bugnon, Jean-Nicolas Bach, et Marion Charpenel. Mes collègues, et désormais ami-es, doctorant-es qui ont partagé ma condition pendant ces quatre années ont été de remarquables soutiens et ont souvent pris le temps de lire et de discuter les textes qui ont servi de base à cette étude : Audrey Alejandro, Clément Arambourou, Léa Barraut-Tran, Cyril Benoît, Henri Briche, Amandine Brizio, Alexandre Dafflon, Youssef El-Chazli, Işıl Erdiñç, Xavier Gilly, Michaël Girardin, Sarah Guillemet, Béatrice Garapon, Anne-Laure Mahé, Adrien Mazières-Vaysse, Jonathan Miaz, Cindy Morillas, Guillaume

Pollak, Emmanuel Rivat et Selen Sercen. Merci beaucoup à Maylis Ferry pour ses relectures critiques.

Mes remerciements vont bien entendu à mes enquêté-es qui ont pris le temps de me répondre et eu la patience de s'affronter à ma pratique du turc. La générosité dont ils ont fait preuve envers un parfait inconnu m'étonne encore. Merci à la *78'liler Devrimci Federaysonu* pour son accueil chaleureux et à la TMMOB *Mimarlar Odası* d'Ankara de m'avoir transmis ses documents sur la prison d'Ulucanlar. Ma profonde gratitude va à la famille Konuralp pour l'immense bienveillance, logistique et amicale, dont elle a fait preuve pendant mes séjours en Turquie : Emre et Ayşen, Aynur, Elif et Zihni le chat. Merci aussi à mes ami-es en Turquie : Barış, Işıl et bien entendu Didem pour son aide sur les entretiens et nos longues discussions sur la situation de ce pays.

Ma reconnaissance va également à toutes les personnes qui m'ont accompagnées de leur affection durant ce travail de longue haleine. A mes ami-es : François et Julie, Thomas et Marie, Adèle et Adrien (merci pour l'aide dans la tentative prosopographique) Thibaut et Célia ainsi que Ioannis. A ma famille directe : mes parents, Sandrine (merci pour les relectures) et Guillaume, François, Benoît et Elyse (merci pour l'aide dans l'élaboration des schémas) ; mes grands-parents Claude, Colette et Sylviane ; et indirecte : Daniel pour son accueil dans la dernière ligne droite de l'écriture, Maud et Thomas (et les « petits »), Barbara et Anthony, Agnès, Joël et Paddum le chien. Et, surtout, merci à Lou dont l'amour me porte dans les intenses et innombrables moments de bonheur mais aussi dans les périodes plus difficiles. Sa compréhension face à mes séjours répétés et prolongés en Turquie, sa créativité, son originalité et sa joie de vivre sont le plus merveilleux des soutiens.

Merci enfin à Simon & Garfunkel d'avoir infatigablement accompagné la rédaction de cette thèse ainsi qu'à Jack London, José Saramago, Mario Vargas Llosa, Annie Ernaux et Georges Perec pour les instants d'évasion qu'ils ont su me ménager au cours de ce travail.

Note sur la prononciation du turc

e se prononce « è » (thèse)

ı est une voyelle nasale intermédiaire entre « *i* » et « *é* »

ö se prononce « *eu* » (peu)

u se prononce « *ou* » (joue)

ü se prononce « *u* » (tu)

c se prononce « *dj* » (djellaba)

ç se prononce « *tch* » (Tchaïkovski)

g est toujours dur (guitare)

ğ ne se prononce pratiquement pas, prolonge la voyelle qui le précède et se rapproche du « *h* » français

h est expiré

s est toujours dur (soupe)

ş se prononce « *ch* » (chien)

y est une consonne (yaourt)

Les autres lettres se prononcent comme en français.

Sommaire

Introduction générale : d'un coup d'Etat a l'autre, 1980-2016	5
Section 1 : Etat de l'art : points aveugles de la littérature « turcologique » et de la sociologie des mouvements sociaux	9
A) Régime politique et mobilisations en Turquie	9
B) De quelques angles morts de la sociologie des mouvements sociaux	11
Section 2 : Orientations théoriques et hypothèses de la recherche	14
A) Une approche pluridisciplinaire	14
B) Échelles, espace et temporalités	15
C) Des lacunes dans l'analyse biographique : carrières et conséquences biographiques de l'engagement	17
D) Articuler capitaux et sphères de vie	22
Section 3 : Construction de l'objet et travail de terrain	26
A. Déroulement de la recherche et délimitation de l'objet	26
B. Sources et méthodes mobilisées	29
Section 4 : Plan de la thèse.....	42
Première partie : Révolutionnaires sans révolution(s)	47
Chapitre 1 : Les années 1970 en Turquie : sociohistoire d'une décennie tourmentée.....	49
Section 1 : Sociogenèse du « syndrome autoritaire » turc	51
A) La République du « consensus obligatoire »	51
B) L'armée : actrice dominante dans le système politique et économique	62
C) Peut-on diviser la nation turque ? Conflits sociaux et minorités.....	70
Section 2 : 1960-1980 : des bouleversements profonds aux crises multiples.....	77
A) Une société en pleine évolution	77
B) Les années 1970 : la décennie du chaos ?.....	88
***	101
Chapitre 2 : Reconstituer et spatialiser le « grand petit monde » de la gauche turque : un essai de comparaison	103
Section 1 : Une brève histoire de la gauche turque	104
A) Du socialisme ottoman à la bouillonnante décennie 1960 : genèse de la gauche turque	104
B) Une cartographie de l'offre militante de gauche dans les années 1970	111
C) Scissiparité, concurrence et coordination des luttes	124
Section 2 : Une analyse localisée et spatialisée du militantisme révolutionnaire étudiant : comparer Istanbul et Ankara.....	129
A) Localiser et spatialiser l'analyse du militantisme révolutionnaire : quelques enjeux théoriques.....	129
B) Les logiques de l'implantation des organisations de gauche à Ankara et Istanbul	136
C) Mettre en œuvre la violence politique.....	153
***	160

Chapitre 3 : Comment devient-on révolutionnaire ? Trajectoires d'engagement radical et façonnage institutionnel au sein des groupes révolutionnaires turcs des années 1970 163

Section 1 : De la sociographie à l'étude des trajectoires biographiques des militants révolutionnaires turcs 164

- A) Une sociographie des groupes révolutionnaires turcs 165
- B) Des trajectoires résidentielles et familiales plurielles 174
- C) Les dynamiques d'engagement dans un militantisme radical à « haut risque » 186

Section 2 : Etre révolutionnaire au quotidien : la pratique militante au sein de la gauche turque 197

- A) Un façonnage institutionnel ambivalent 197
- B) La pratique de la violence dans un contexte de légitimation des activités violentes et illégales 217
- C) Harmoniser des sphères de vie en tension 227
- *** 237

Seconde partie : Voyageurs sur une mer démontée 241

Chapitre 4 : Sous le talon de fer : les suites du coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 243

Section 1 : Le « bras droit » de l'Etat doit tomber « comme une massue » sur la gauche : le coup d'Etat du 12 septembre 1980 244

- A) Technique du coup d'Etat : « se réveiller au son des chars » 245
- B) Espaces et temps de la répression : deux dimensions négligées 249
- C) Des cours de sûreté de l'Etat aux prisons militaires : réprimer la dissidence 260

Section 2 : Maintien et reconfiguration de l'autoritarisme turc depuis 1983 : la démocratie sécuritaire 272

- A) La reconfiguration de l'autoritarisme turc 272
- B) Recomposition et émergence d'un champ politique 286
- C) Les continuités manifestes : fidélité occidentale et libéralisation économique 296
- *** 301

Chapitre 5 : Ne reste-t-il que des cendres ? Reconstitution d'un espace militant et émergence d'une mémoire collective en contexte autoritaire : 1980-2014 303

Section 1 : Guerre de mouvement ou guerre de position ? Résister au coup d'Etat 305

- A) De la résistance armée à la résistance légale : mobiliser et contester en contexte répressif 305
- B) Partir. La gauche en exil 315

Section 2 : Reconstruire un champ multi-organisationnel décomposé et dispersé après le régime militaire 326

- A) Mobilisations identitaires et contournement de l'interdit : la « société civile » comme répertoire alternatif ? 326
- B) La reconstruction d'un espace politique légal en contexte répressif 341

Section 3 : La vision des vaincus : mobilisation victimaire et questions mémorielles 355

- A) De « l'indicible à l'inaudible » : légitimer une mobilisation victimaire 355
- B) Harmoniser des mémoires en tension 367
- *** 376

Chapitre 6 : Marcher contre le vent : les conséquences biographiques de l'engagement en contexte autoritaire	378
Section 1 : « Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés » : les conséquences biographiques de la répression.....	379
A) L'expérience pénitentiaire	380
B) Le « grand cauchemar » des années 1980.....	392
Section 2 : Rentrer dans le rang ? Reconversions familiales et professionnelles.....	401
A) « On n'est pas des voleurs, on est des révolutionnaires ! » : recomposer une sphère professionnelle post-répression.....	402
B) Les conséquences biographiques de l'engagement sur la sphère privée.....	419
Section 3 : Un retour pluriel vers l'engagement politique.....	429
A) Les associations : un espace entre sphère professionnelle et sphère militante.....	429
B) Une reconversion dans les partis et groupes politiques : tenter une carrière politique légale ?	436
***	448
 Réflexions à partir du cas turc : conclusion générale	450
 Annexes :	460
 Bibliographie.....	492
 Table des matières	532

INTRODUCTION GENERALE :
D'UN COUP D'ETAT A L'AUTRE, 1980-2016

« La science sociale examine les problèmes de biographie et d'histoire, et leurs croisements au sein des structures sociales. Toutes trois – biographie, histoire, société – constituent les points coordonnés d'une bonne étude de l'homme »¹.

15 juillet 2016. Un peu plus d'un an après la mort du général Kenan Evren qui menait la junte responsable du coup d'Etat du 12 septembre 1980 et alors que je termine la rédaction de cette recherche, un groupe hétéroclite de militaires tente un coup d'Etat en Turquie, déployant chars et soldats dans les rues d'Istanbul et d'Ankara. Ils bloquent les accès aux ponts du Bosphore, s'emparent de la télévision d'Etat, bombardent le Parlement et tentent d'arrêter le président Recep Tayyip Erdoğan². Ce dernier apparaît alors sur une chaîne de télévision privée grâce à son téléphone portable et incite la population et ses proches à résister à la tentative de coup d'Etat par tous les moyens. Après douze heures d'incertitude et de violents affrontements, le putsch se révèle être un échec³. D'emblée, des interprétations tantôt complotistes (« Erdoğan a tout organisé pour légitimer la répression et les attaques contre la confrérie Gülen ») tantôt téléologiques (« Les putschistes ne pouvaient pas réussir étant donné leur désorganisation et l'absence de soutien de l'armée de terre ») emplissent les médias turcs et étrangers quand tout semble les démentir. Erdoğan et son gouvernement ont échappé de peu à une arrestation et la désorganisation a régné sur le pays pendant une douzaine d'heures avant que les partisans du parti au pouvoir ne parviennent à contrôler la situation. Les autorités turques ont alors produit un cadrage de l'évènement conduisant à subsumer une pluralité d'acteurs, impliqués ou non dans la tentative de putsch (confrérie Gülen, militaires « kémalistes », nationalistes Kurdes du *Partiya Karkerên Kurdistan* [PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan], services secrets étrangers), sous une catégorie : le « terrorisme » qui vise à déstabiliser la Turquie par tous les moyens. Ce « terrorisme » aurait une tête et un

¹ MILLS C. W., *L'imagination sociologique*, Paris, La Découverte, 2006, p. 146.

² Né en 1954 à Istanbul, Recep Tayyip Erdoğan est militant de l'islam politique turc depuis les années 1970. Elu maire d'Istanbul entre 1994-1998, il devient Premier ministre de 2003 à 2014, date à laquelle il est élu Président de la République de Turquie. Pour une biographie récente, voir CHEVIRON N. & PEROUSE J-F., *Erdoğan. Nouveau père de la Turquie ?*, Paris, François Bourin, 2016.

³ On compte 290 tués au cours des affrontements entre forces de sécurité et entre les militaires et les partisans du président Erdoğan, SEMO M. & JEGO M., « En Turquie, chronique d'un coup d'Etat raté », *Le Monde.fr*, 25/07/2016, consulté le 31/08/2016.

visage : Fetullah Gülen et sa confrérie, le *Hizmet* [Service]¹. Ce dernier aurait manipulé les putschistes pour renverser son ancien allié, l'*Adalet ve Kalkınma Partisi* [AKP, Parti de la justice et du développement], au pouvoir depuis 2002². Le gouvernement lance alors une purge sans précédent dans la fonction publique, la justice, les universités, les médias, l'armée et les autres forces de sécurité réellement ou supposément « infiltrées » par les partisans du prédicateur exilé aux Etats-Unis³.

Qu'il s'agisse des méthodes employées par les militaires ou des réactions du pouvoir vis-à-vis de ses adversaires qualifiés de « terroristes » et d'ennemis intérieurs soutenus par des ennemis extérieurs, les points de comparaison avec le coup d'Etat du 12 septembre 1980 sont nombreux en dépit du fait que seul ce dernier est parvenu à renverser le gouvernement en place. A bien des égards, ces deux tentatives de coups révèlent le profond bouleversement de la place de l'armée dans le régime turc, lui-même en pleine transformation sous la présidence d'Erdoğan.

Les coups d'Etat militaires ont une longue histoire en Turquie : 1960, 1971, 1980, 1997, pour ne mentionner que ceux qui sont parvenus à leurs fins. Ils nous introduisent directement au cœur de cette recherche qui s'intéresse aux conséquences biographiques de l'engagement révolutionnaire et de la répression en contexte autoritaire. Je prends pour cas d'étude l'engagement au cours des années 1970 et la répression qui sévit dans la foulée du coup d'Etat de 1980 qui constitue une rupture importante dans l'histoire du pays. L'on se trouve donc au croisement de plusieurs problématiques : comment analyser les mobilisations révolutionnaires en régime autoritaire ? Comment les recompositions politiques au plus haut niveau influent-elles sur la recomposition des espaces politiques (partis, syndicats, associations, organisations révolutionnaires) ? Comment rendre compte des effets de l'engagement et de la répression sur les parcours individuels selon différentes temporalités ? Comment rendre compte sur le long terme de parcours individuels pensés dans la diversité des

¹ Inspirée par Fetullah Gülen (1941 -), la confrérie du même nom est une des plus importantes de Turquie. Rattachée à la pensée de Saïd Nursi, elle se veut plus moderniste et tournée vers les questions de sciences et d'éducation que la *Nakşibeniyya*. La confrérie dispose d'importants relais dans l'appareil d'Etat, les élites économiques et intellectuelles mais également d'un important réseau d'écoles à l'étranger.

² Rappelons toutefois que c'est la présence des partisans de Fetullah Gülen dans l'appareil d'Etat qui a facilité son accès au pouvoir, mais aussi sa lutte contre l'état-major très hostile à l'AKP lors de son élection en 2002. L'alliance entre l'AKP et le *Hizmet* a par la suite facilité l'entrée massive de soutiens de la confrérie dans les structures administratives du pays. Le retournement de l'alliance est en partie la cause des bouleversements actuels.

³ Les mises à pied atteignent plus de 50 000 fonctionnaires et 18 000 personnes sont en garde à vue au 30/07/2016. L'usage de listes de suspects pour organiser les arrestations a parfois laissé supposer que le coup d'Etat avait été organisé afin de justifier leur utilisation. Or, si les listes d'opposants suspectés par le pouvoir existaient bien avant la tentative de putsch, rien n'indique un lien de cause à effet direct entre les deux.

inscriptions sociales qu'ils connaissent et comment rendre compte de leur articulation synchronique et diachronique ?

Section 1 : Etat de l'art : points aveugles de la littérature « turcologique » et de la sociologie des mouvements sociaux

Cette première section vise à présenter une revue de littérature sur deux thèmes centraux. Elle s'intéresse d'abord aux études consacrées au régime républicain et aux mobilisations en Turquie depuis les années 1960. Elle vise ensuite à dégager les points aveugles dans la littérature sur la sociologie des mouvements sociaux d'inspiration interactionniste.

A) Régime politique et mobilisations en Turquie

La recherche sur la Turquie a longtemps présenté la société turque comme fonctionnant par « cycles »¹, les coups d'Etat marquant les phases de compression (autoritaire) et de décompression (démocratique). Cette approche n'est pas satisfaisante. D'abord en raison de sa dimension à la fois téléologique et normative (les « bons » et les « mauvais » coups d'Etat) mais aussi parce qu'elle ne permet pas de penser les rapports de force qui conduisent aux coups d'Etats. De manière générale, l'approche de la Turquie reste très macrosociologique et se focalise surtout autour d'enjeux récurrents (modernité/tradition, Etat/« société civile », laïcité/islam politique)². Ce choix de perspective tend à figer des clivages incommensurables éloignés de la réalité politique et sociale des acteurs. Des travaux récents se sont rendus attentifs à la multiplicité des mobilisations dans la Turquie post-régime militaire et à leurs interactions avec le régime³. Ce dernier a lui-même fait l'objet de profondes relectures, passant d'une approche accreditant le discours officiel d'un centre

¹ RUSTOW D. A., "The Development of Parties in Turkey", in LA PALOMBARA J. & WEINER M. (eds.), *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1966, p. 107-133.

² Comme en témoignent certains chapitres de l'étude générale consacrée au pays : KAZANCIGIL A., BILICI F. & AKAGÜL D. (dirs.), *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, Paris, Fayard, 2013.

³ DORRONSORO G. (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Éditions, 2005.

dominant des périphéries à une vision moins homogène et plus conflictuelle des structures administratives¹. Cela m'a conduit à reconsidérer la place de l'armée dans le système politique. Celle-ci n'apparaît désormais plus comme la garante de son intégrité mais au contraire comme un vecteur de sa déstabilisation². Une attention doit désormais être portée aux périodes qui suivent les coups d'Etat et au cours desquelles les militaires se trouvent, directement ou indirectement, aux commandes du pays.

En ce qui concerne plus particulièrement mon objet d'étude, je me suis efforcé de dépasser, d'un côté, une « littérature de Guerre froide » qui fait de la mobilisation révolutionnaire en Turquie un « moment de folie »³ pathologique⁴. Ces approches, plus normatives que scientifiques, ne disent rien des dynamiques en cours à cette période. Privés de leur histoire et de la dimension politique de leur action, les militants révolutionnaires paraissent alors étranges dans la mesure où ils sont davantage l'objet d'un discours qu'ils n'en sont les sujets⁵. De l'autre, j'ai veillé à développer une perspective critique sur les travaux, souvent publiés par d'anciens militants, qui développent l'histoire de la gauche turque⁶. De récents travaux turcs, centrés sur l'histoire des partis et groupes révolutionnaires, ont initié une histoire plus distanciée de cette période⁷. Quant à l'histoire plus récente de la gauche turque, elle reste très parcellaire et centrée sur le mouvement altermondialiste qui a émergé au tournant des années 2000⁸. Il s'agit donc de poursuivre l'étude sur la gauche radicale en Turquie sur laquelle les savoirs sont encore limités et parcellaires, bien que la décennie 1970 ait fait l'objet d'une étude qui restitue la crise que traverse alors l'Etat turc⁹. La gauche turque n'est pas mentionnée dans les travaux sur la violence révolutionnaire de la période dans les pays occidentaux. Mais il n'y est pas fait davantage allusion dans les études sur les mouvements révolutionnaires et les guérillas dans les pays du Sud. Cette recherche vise donc à réinscrire l'importante mobilisation de la gauche en Turquie dans les années 1960-1970

¹ AYMES M. GOURISSE B. & MASSICARD E., *L'art de l'Etat en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours*, Paris, Karthala, 2013. Voir aussi MASSICARD E. & WATTS N. (eds.), *Negotiating Political Power in Turkey. Breaking Up the Party*, Londres, Routledge, 2013.

² DORRONSORO G. & GOURISSE B., « L'armée turque en politique. Autonomie institutionnelle, formation de coalitions sociales et production des crises », *Revue française de science politique*, 2015/4, Vol. 65, p. 609-631.

³ ZOLBERG A., « Moments of Madness », *Politics and Society*, n°2, 1972, p. 183-207.

⁴ SAYARI S., « The Terrorist Movement in Turkey: Social Composition and Generational Changes », *Conflict Quarterly*, 1987, p. 21-32, GUNTER M., « Political Instability in Turkey During the 1970s », *Conflict Quarterly: Journal of the Center of Conflict Studies*, n°1, 1989, p. 63-77.

⁵ BOURDIEU P., « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 17-18, 1977, p. 2-5.

⁶ *THKP-C ve Devrimci Yol'dan bugüne geçmiş değerlendirmesi. Bu tarih bizim* [Une évaluation du passé, du THKP-C et la Voie Révolutionnaire à aujourd'hui. Cette histoire est la nôtre], Istanbul, Devrim, 2006.

⁷ ERSAN V., *1970'lerde Türkiye solu* [La gauche turque dans les années 1970], Istanbul, İletişim, 2013.

⁸ LELANDIS G. E., *Altermondialistes en Turquie. Entre cosmopolitisme politique et ancrage militant*, Paris, L'Harmattan, 2011.

⁹ GOURISSE B., *La violence politique en Turquie. L'Etat en jeu (1975-1980)*, Paris, Karthala, 2014.

dans l'historiographie des mouvements révolutionnaires internationaux de cette période et à la relier aux travaux récents sur l'évolution du régime et des mobilisations. Mais elle cherche surtout à appréhender, à travers des trajectoires individuelles, les transformations du régime et des espaces de mobilisation depuis les années 1960.

J'ai tenté d'opérer un dernier déplacement. Partant du constat que l'écrasante majorité de la littérature disponible sur l'engagement portait la focale sur Istanbul, j'ai décidé, non pas d'abandonner cette ville, mais de la placer en situation de comparaison avec la capitale, Ankara, largement négligée des études scientifiques en Turquie comme ailleurs. Ce déplacement incite dès lors à travailler via une analyse localisée déjà initiée par d'autres travaux sur la Turquie¹ pour saisir des dynamiques congruentes ou divergentes. Il permet en dernier lieu de se prémunir contre un glissement dangereux : procéder à un coup de force analytique et étendre à l'ensemble du territoire des réalités économiques, politiques et sociales inférées d'un seul espace – qui plus est une ville comme Istanbul. Cette approche est très prégnante dans les études qui concernent les pays du Sud² où les chercheurs ont souvent accès au centre ou à quelques espaces à partir desquels ils extrapolent en postulant une homogénéité du territoire et de la société³.

B) De quelques angles morts de la sociologie des mouvements sociaux

Mon objet s'inscrit au cœur des questionnements récents de la sociologie des mouvements sociaux. Erik Neveu a pointé trois pistes d'exploration nécessaires au renouvellement de ce sous-champ⁴ menacé selon lui de « routinisation »⁵. La première est

¹ MASSICARD É., « Le factionnalisme comme mode d'ancrage social. Le Parti républicain du peuple à Adana (Turquie) », *Politix*, 2010/4, n°92, p. 53-75.

² « Le cas des *Middle East Studies*, non seulement se concentrent sur des processus macrosociologiques ou institutionnels, mais plus encore tendent à négliger les contextes locaux », BEININ J. & VAIREL F., « The Middle East and North Africa Beyond Classical Social Movement Theory », in BEININ J. & VAIREL F. (eds), *Social Movements, Mobilization, and Contestation in the Middle East and North Africa*, Stanford, Stanford University Press, 2011, p. 7.

³ Ces présupposés et la discussion autour de l'importance du déplacement du regard des grands centres urbains vers d'autres espaces, urbains ou non, a fait l'objet d'une section thématique co-organisée avec Youssef El-Chazli au Cospof à Lausanne en février 2015 et intitulée : *Un état des « lieux » de la résistance à l'État. De l'utilité de décentrer le regard sociologique sur les protestations.*

⁴ NEVEU E., *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011, pp. 111-115.

⁵ COMBES H., « 'Observer les mobilisations'. Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux », *Politix*, 2011/1, n°93, p. 10.

l'analyse des formes de l'action collective dans les systèmes politiques non pluralistes¹. La seconde et la troisième nécessitent un double « décloisonnement »² : d'abord, la mise à l'épreuve de l'appareillage théorique sur des terrains hors des sociétés européennes et nord-américaines³ et ensuite le désenclavement disciplinaire. Cette recherche s'inspire de ces trois suggestions.

La transposition des questionnements de la sociologie des mobilisations en contexte autoritaire et en dehors des sociétés « occidentales » est intéressante à plusieurs titres. D'abord, elle ouvre des pistes de comparaison avec les travaux sur ces sociétés. Ensuite, elle permet de déplacer le regard sur des sociétés éloignées et amène à reconsidérer des concepts qui semblent désormais aller de soi⁴. J'ai choisi d'employer l'idée de « contexte autoritaire » pour caractériser le régime républicain turc pour mieux questionner sa stabilité. Mon objet est ici de saisir comment s'articulent dans le temps démocratie et autoritarisme⁵. La spécificité turque réside dans le fait que l'armée interrompt de manière régulière (1960, 1971, 1980, 1997) la marche constitutionnelle de la vie politique sans jamais prétendre exercer directement le pouvoir mais en s'assurant une tutelle plus ou moins forte sur ce dernier. Il s'agit donc de conduire une analyse sociologique des effets de l'implication de l'armée dans la vie politique et sociale. Cela exige une sociologie de l'institution militaire elle-même. Comprendre les logiques internes aux forces de sécurité permet de mieux comprendre les raisons et les modalités de la prise du pouvoir et de l'exercice de la répression et d'éviter de ne les penser que comme un « appareil répressif », pour reprendre le vocabulaire althusserien.

Il convient ici d'apporter une précision importante. Il faut différencier la question du régime de la répression en elle-même. Cette dernière n'est pas l'apanage des seuls régimes autoritaires et l'analyse comparée de sa mise en œuvre constitue une piste de recherche à approfondir. De plus, le choix d'employer le terme de « contexte autoritaire » amène à ne pas raisonner de manière théoriquement abstraite mais à aller enquêter sur les modalités d'exercice de la répression en Turquie sur la longue période. Cela permet, au passage, de déplacer les termes de la question sur laquelle achoppent les chercheurs, notamment américains, intéressés par cette question des effets de la répression sur les organisations

¹ GEOFFRAY M-L., « Étudier la contestation en contexte autoritaire : le cas cubain », *Politix*, 2011/1, n°93, p. 29-45.

² SAWICKI, F., SIMEANT, J., « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, Vol. 51/1, 2009, p. 97-125.

³ BENNANI-CHRAÏBI M. & FILLIEULE O., « Appel d'air(e) », in BENNANI-CHRAÏBI M. & FILLIEULE O. (dirs.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 17-42.

⁴ SIMEANT J., *Contester au Mali. Formes de la mobilisation et de la critique à Bamako*, Paris, Karthala, 2014.

⁵ DABENE O., GEISSER V. & MASSARDIER G. (dirs.), *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2008.

contestataires et les individus qui les composent : a-t-elle un effet accélérateur ou dissuasif sur les mobilisations¹ ? Cette question ne trouve pas de réponse absolue et ne peut être traitée qu'au moyen d'une observation empirique et contextuelle des processus répressifs en lien avec les trajectoires individuelles. En effet, si la question des effets individuels de la répression est largement présente dans la littérature, elle est souvent posée sans aucun souci d'articuler les trajectoires individuelles aux stratégies organisationnelles et aux contextes². Par ailleurs, l'analyse de la répression politique a adopté deux perspectives différentes : une approche située qui cherche à en saisir les dynamiques dans une unité de temps et de lieu (manifestation précise) ou bien une sociologie institutionnelle sur le temps long des institutions répressives d'Etat ou paraétatiques. Si elles sont nécessaires, ces deux approches doivent être combinées pour parvenir à saisir les dynamiques qui travaillent les institutions sécuritaires en lien avec la manière dont elles conduisent le maintien de l'ordre et la répression des contestataires. Il s'agit de la condition pour tenir ensemble l'analyse des mouvements contestataires de gauche en Turquie sur le long terme et la répression plus ou moins forte qu'ils subissent.

L'enjeu est donc ici d'analyser un engagement radical (cf. infra), celui des militants de la gauche révolutionnaire turque des années 1970 en se rendant attentif aux temporalités à l'œuvre et en veillant à articuler constamment les niveaux macro, méso et microsociologiques de l'analyse. Porter l'attention sur les dynamiques individuelles de l'engagement – et du désengagement – ne doit pas conduire à oublier qu'elles prennent place dans des trajectoires collectives qui se recomposent dans le temps³ et dans des contextes locaux, nationaux et parfois internationaux qui les contraignent ou les facilitent. Comme l'écrit Fabienne Federini, il faut « contextualiser sans cesse l'engagement [...], ainsi que les formes à travers lesquelles il se décline au fur et à mesure que [le contexte] évolue, sous peine sinon d'en donner une vision transhistorique, substantialiste et univoque »⁴.

¹ TILLY C. & TARROW S., *La politique du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, GOODWIN J., *No Other Way Out: States and Revolutionary Movements, 1945-1991*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005 & BROCKETT C. D., *Political Movements and Violence in Central America*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

² COMBES H. & FILLIEULE O., « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire. Modèles structuraux et interactions stratégiques », *Revue française de science politique*, Vol. 61, 2011/6, p. 1066.

³ COLLOVALD A., « Pour une sociologie des carrières militantes », in COLLOVALD A., LECHIEN M-H., ROZIER S. & WILLEMEZ L. (dirs.), *L'humanitaire ou le management des dévouements : enquête sur un militantisme de solidarité internationale en faveur du Tiers monde*, Rennes, PUR, 2002, p. 177-229.

⁴ FEDERINI F., *Ecrire ou combattre. Des intellectuels prennent les armes (1942-1944)*, Paris, La Découverte, 2006, p. 18.

Section 2 : Orientations théoriques et hypothèses de la recherche

Cette seconde section vise à délimiter le cadre théorique et les hypothèses de recherche traitées dans le cadre de cette thèse. Partant des dimensions les plus générales, elle s'attache ensuite à caractériser les espaces sociaux et la conception ici engagée de l'individu. Elle dégage les enjeux centraux de l'analyse, les points plus secondaires sont développés dans des encadrés au fil du texte et des thèmes abordés.

A) Une approche pluridisciplinaire

Par les questionnements qu'il embrasse, ce travail se situe d'emblée à l'intersection de plusieurs disciplines, domaines de recherche et méthodes (cf. infra section 3). Adopter une approche de sociologie historique du politique¹ m'a permis d'appréhender mon objet dans toute sa complexité et de résoudre un problème que Philippe Gottraux avait rencontré dans sa propre recherche : « Comment [...] travailler sociologiquement sur un engagement politique passé ? Comment, également, s'improviser historien, quand on est sociologue de formation, et que le sujet choisi impose un détour historique ? »². L'intérêt de la démarche de sociologie historique du politique est de rapporter constamment les pratiques individuelles à leurs conditions sociales et historiques de possibilité et de déroulement. Dès lors,

« saisir l'historicité des phénomènes sociaux contemporains, c'est tout à la fois en reconstituer la genèse (le passé du présent), examiner pour eux-mêmes les processus du passé à l'origine du présent (le présent du passé), rendre visibles, du même coup, tous ceux qui n'ont pas abouti (le passé du passé) »³.

Cette approche m'a poussé à historiciser les trajectoires individuelles mais aussi les espaces sociaux et le contexte national au sein desquels ces dernières se déployaient. Le second questionnement a concerné les découpages historiques reconnus et acceptés de l'historiographie républicaine turque : ponctuée de coups d'Etat qui définissent autant de périodes considérées ensemble ou séparément, elle ne rendait pas compte des trajectoires individuelles qui « traversent » plusieurs périodes à la fois. Appréhender l'histoire de la

¹ DELOYE Y., *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 2003.

² GOTTRAUX P., « 'Socialisme ou Barbarie' : un itinéraire saisi par l'histoire et la sociologie », in DÉLOYE Y. & VOUTAT B., *Faire de la science politique. Pour une analyse socio-historique du politique*, Paris, Belin, 2002, pp. 185-186.

³ BUTON F. & MARIOT N., « Socio-histoire », in Encyclopaedia Universalis, *Dictionnaire des idées*, Vol. 2, 2006, p. 731-733.

Turquie à travers les trajectoires individuelles, c'est-à-dire « par le bas », permet d'envisager de manière concrète les transformations du pays décrites le plus souvent à l'échelle macro-sociale. Pour ce faire, j'ai mobilisé des travaux de sociologie urbaine et d'anthropologie rurale, d'histoire, de sociologie et de science politique.

B) Échelles, espace et temporalités

Les premières réflexions sur les conséquences biographiques de l'engagement m'ont amenées à réfléchir à trois dimensions centrales de l'analyse sociologique et parfois trop vite considérées comme allant de soi : l'espace, le temps et l'échelle d'analyse mobilisée. La première, l'espace, joue un rôle central dans les mobilisations. Comme l'écrit Howard Becker :

« Toute chose se déroule quelque part. Le point important de cette idée consiste à ne jamais oublier que ce que vous étudiez existe en un lieu spécifique – non pas le monde en général, ni un 'contexte social', mais *ce* lieu, précisément – et que tout ce qui est vrai de ce lieu affectera nécessairement votre objet »¹.

C'est dans cette perspective que j'ai cherché à réintroduire l'espace physique trop souvent négligé dans l'analyse sociologique et en faisant l'hypothèse de sa nécessité pour rendre compte de la mise en œuvre de la répression, des mobilisations et de l'usage² qu'elles font de l'espace urbain en Turquie mais aussi des trajectoires individuelles qui prennent concomitamment ou successivement place dans une pluralité d'espaces (village, banlieue, campus universitaire...).

Les sciences sociales peuvent développer leurs analyses à différentes « échelles »³ qui vont d'une perspective très macro-sociale à une vision microsociale. Il n'existe pas *a priori* de « bonne » échelle mais seulement un réglage de la « focale » qui dépend de l'objet étudié⁴. Dans un souci de clarté, je distingue dans cette recherche trois « échelles » d'analyse que je m'efforce de tenir en permanence imbriquées pour saisir leurs interactions mutuelles. D'abord, la perspective macrosociologique qui tient compte de l'environnement international dans lequel se trouve la Turquie pendant la seconde moitié du XXe siècle mais surtout du contexte national au sein duquel évoluent les groupes révolutionnaires et leurs militants. La

¹ BECKER H. S., *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2002, p. 103.

² DE CERTEAU M., *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990.

³ REVEL J. (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard/Seuil, 1998.

⁴ BOSA B., « 'Se tenir au plus près ou reculer pour mieux voir ?' Le réglage de la focale dans les sciences sociales », *Revue Internationale de Sociologie*, Vol. 23/3, 2013, p. 647-670.

seconde, méso-sociologique, vient caractériser les collectifs (partis, syndicats, associations, groupes révolutionnaires...) qui se mobilisent au sein du pays. Ces groupes entretiennent entre eux et avec les autorités des interactions variables dans le temps et l'espace. Enfin, la troisième échelle, microsociologique, concerne les individus, en l'occurrence les militants investis dans les groupes révolutionnaires. Mon travail vise à observer les effets réciproques de ces trois échelles dans une perspective diachronique.

La troisième dimension à prendre en compte dans toute analyse, et *a fortiori* quand elle s'intéresse aux conséquences biographiques de l'engagement, est celle des temporalités. Cette question a fait l'objet de questionnements ces dernières années qui restent cependant ouverts : comment définir théoriquement le temps dans ses différentes dimensions et quelle est sa fonction dans les explications sociologiques ? Comment articuler la longue durée (histoire sociale sur le temps long) et le temps biographique individuel ? Cette recherche vise justement à tenter de tenir ensemble sur le long terme des temporalités variables à différentes échelles¹ : temps long de la socialisation, temps court de l'événement², temps moyen des remaniements existentiels. Il faut pluraliser et combiner les modèles d'historicité en jeu dans l'analyse sans rabattre prématurément l'un sur l'autre. Ensuite, cette réflexion sur le temps pose des questions en matière de causalité et de définition *a posteriori* des ruptures et des continuités. Je rejoins William Sewell et son approche « événementielle » des temporalités quand il écrit : « la conception événementielle de la temporalité considère donc que les relations sociales sont caractérisées par la dépendance du sentier, des causalités hétérogènes dans le temps et une contingence globale »³. Le coup d'Etat constitue-t-il alors une rupture ? Ce type de question apparaît mal posé. Pierre Favre, dans une phrase qui semble écrite à propos du coup d'Etat de 1980 en Turquie précise que « le travail de la science consiste à considérer deux états successifs d'un système, à en isoler certaines caractéristiques pertinentes et à dégager des règles de transformations entre ces deux états »⁴ en évitant tout biais téléologique. Je formule ici l'hypothèse selon laquelle il n'est pas question pour le sociologue de décider *a priori* s'il constitue ou non une rupture mais d'essayer de voir dans quels espaces et chez quels acteurs il provoque des recompositions et des continuités, de quelles manières et

¹ McADAM D. & SEWELL Jr. W. H., "It's About Time: Temporality in the Study of Social Movements and Revolutions", in AMINZADE R. *et al.*, *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 89-125.

² FARGE A., « Penser et définir l'événement en histoire. Approche des situations et des acteurs sociaux », *Terrain*, n°38, 2002.

³ SEWELL W. H. Jr., « Trois temporalités : vers une sociologie événementielle », in GROSSETTI M. *et al.*, *Bifurcations*, Paris, La Découverte, 2009, p. 131.

⁴ FAVRE P., *Comprendre le monde pour le changer. Epistémologie du politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005, p. 72.

selon quelles temporalités, et où il suscite des continuités qu'il convient de constater puis de d'analyser.

L'articulation de ces temporalités et de ces échelles d'analyse implique une réflexion sur les types de causalités à l'œuvre. Les dynamiques macrosociales et/ou de long terme ont un effet sur les groupes sociaux et les individus mais aussi sur le déroulement des événements historiques. Mais lequel ? Comment parvenir à départager et à organiser les chaînes de causalités historiques et sociales ? Il ne s'agit pas de dégager une quelconque nécessité historique qui découlerait d'une approche téléologique de l'histoire. Tout au contraire, le travail du chercheur vise, pour reprendre les termes et le projet scientifique de Max Weber, à déterminer les « causalités adéquates »¹ à l'œuvre entre échelles et entre temporalités en respectant les dynamiques propres à chaque catégorie². En effet, cette catégorie permet d'analyser les événements historiques sans recourir à des lois générales ou à la catégorie de nécessité.

C) Des lacunes dans l'analyse biographique : carrières et conséquences biographiques de l'engagement

1) De la carrière...

Issu de la sociologie interactionniste, le concept de carrière trouve chez Howard Becker la définition suivante :

« dans sa dimension objective, une carrière se compose d'une série de statuts et d'emplois clairement définis, de suites typiques de réalisations, de positions de responsabilités et même d'aventures. Dans sa dimension subjective, une carrière est faite des changements dans la perspective selon laquelle la personne perçoit son existence comme une totalité et interprète la signification de ses diverses caractéristiques et actions, ainsi que tout ce qui lui est arrivé »³.

Le concept de carrière est aujourd'hui largement utilisé dans la sociologie des mouvements sociaux⁴ car il rend pensable « le processus de l'engagement et de l'activisme en politique en

¹ WEBER M., *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, 1965, pp. 293-294. Voir aussi WEBER M., « Possibilité objective et causation adéquate dans l'approche causale en histoire », *Tracés*, 1/2013, n° 24, p. 143-178.

² TILLY C., "Why and How History Matters", in GOODIN R. E. & TILLY C. (dirs.), *The Oxford Handbook of Contextual Political Analysis*, Oxford, Oxford University Press, 2008.

³ BECKER H., *Outsiders*, Métailié, Paris, 1985, p. 126.

⁴ Olivier Fillieule en a dégagé la définition suivante appliquée à l'engagement politique : « la notion de carrière permet de comprendre comment, à chaque étape de la biographie, les attitudes et comportements sont déterminés par les attitudes et comportements passés et conditionnent à leur tour le champ des possibles à venir, resituant ainsi les périodes d'engagement dans l'ensemble du cycle de vie. La notion de carrière permet donc de travailler

dégageant un modèle d'intelligibilité qui échappe à l'alternative classique entre structures et stratégies »¹ et évite toute représentation unidimensionnelle de l'acteur. Les acquis de la recherche existante permettent d'avancer trois ordres de détermination à l'œuvre dans les parcours biographiques analysés sous cet angle. Tout d'abord, le contexte structurel dans lequel évolue l'acteur joue un rôle important avec, d'un côté, l'économie générale des capitaux sociaux, culturels et économiques qui contribue à façonner les perceptions de la réalité et les pratiques et, de l'autre, le contexte politique (arrangements institutionnels, niveaux de répression, etc.) ; le contexte relationnel, autrement dit les réseaux de relations dans lesquels l'individu est inséré. Précisons que ce contexte est lui-même dépendant du contexte structurel. Enfin, l'intentionnalité de l'individu va contribuer à orienter son parcours au sein de l'environnement en fonction de ses choix. Dans chacun des espaces dans lesquels ils évoluent, les individus sont amenés à endosser des rôles spécifiques dans lesquels ils sont plus ou moins « impliqués ». Ceux-ci définissent alors autant de contextes de socialisation. L'identité des acteurs est le produit du processus d'ajustement à ces rôles. La structuration de l'identité a des effets en retour sur les possibilités de sortie de rôle et sur la manière dont seront éventuellement endossés d'autres rôles.

Pierre Bourdieu a critiqué l'approche biographique en insistant sur ses limites pour restituer les parcours individuels. Il lui préfère la notion de « trajectoire » qui conçoit la biographie comme « intériorisation du probable »² et s'articule mieux à la tradition théorique bourdieusienne³. La *microstoria* italienne a, elle aussi, apporté un éclairage central sur la

ensemble les questions des prédispositions au militantisme, du passage à l'acte, des formes différenciées et variables dans le temps prises par l'engagement, de la multiplicité des engagements le long du cycle de vie (défection(s) et déplacement(s) d'un collectif à l'autre, d'un type de militantisme à l'autre) et de la rétraction ou extension des engagements », FILLIEULE O., « Carrière militante », in FILLIEULE O., MATHIEU L. & PECHU C. (dirs.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 87.

¹ AGRIKOLIANSKY E., « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, Vol. 51, 2001/1, p. 28.

² BOURDIEU P., « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 62-63, 1986, p. 72. Il ajoute dans *Les règles de l'art* : « Essayer de comprendre une carrière ou une vie comme une série unique et à soi suffisante d'événements successifs sans autre lien que l'association à un 'sujet' dont la constance n'est peut-être que celle d'un nom propre socialement reconnu est à peu près aussi absurde que de tenter de rendre raison d'un trajet dans le métro sans prendre en compte la structure du réseau, c'est-à-dire la matrice des relations objectives entre les différentes stations », BOURDIEU P., *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1998, p. 426.

³ Pierre Bourdieu ne conçoit en effet la biographie qu'en creux, comme un révélateur du champ : « Les biographies, lorsqu'elles sont sociologiquement construites, font en fait l'histoire du champ dans lequel est inscrite une biographie », BOURDIEU P., *Sur l'Etat. Cours au Collège de France 1989-1992*, Paris, Raisons d'agir/Seuil, 2012, p. 160, c'est moi qui souligne. Je pense, d'abord, que la biographie ne saurait se résumer à une méthode qui ne travaille qu'en creux l'analyse d'un champ ou d'un espace social donné. De plus, l'emploi du singulier me semble insuffisant. Si l'analyse biographique contribue à dessiner des espaces sociaux, alors les récits de vie constituent « autant de fusées éclairantes des contextes sociaux traversés » qui ne sauraient se résumer à un champ correspondant le plus souvent à l'activité professionnelle, BERTAUX D., *Le récit de vie*, *op. cit.*, note 1, p. 7.

question biographique. Giovanni Levi qualifie de « modale » une trajectoire individuelle qui permet de saisir « des formes typiques de comportement ou de statut ». La biographie que le chercheur s'attache alors à écrire n'est « pas celle d'une personne singulière, mais plutôt celle d'un individu qui concentre toutes les caractéristiques d'un groupe »¹. Jean-Claude Passeron a, par la suite, mis en perspective les approches par la carrière et par la trajectoire en les comparant, non pour les opposer mais pour les faire dialoguer. Il pointe les risques épistémologiques inhérents à l'approche biographique : la dispersion d'une part et l'excès de sens d'autre part². Muriel Darmon rejette la critique faite à la notion de carrière en rappelant qu'il ne s'agit pas de faire émerger une « série unique » mais un « ordre collectif »³ permettant de comprendre les dynamiques à l'œuvre sans nier la subjectivité du sujet énonçant son parcours. Il faut par ailleurs se déprendre de toute logique « d'imputation rétrospective »⁴, d'où la difficulté de l'analyse par les carrières qui « consiste à étudier à la fois la succession des événements au sein de chaque ordre d'expérience (la structure de chaque ordre) et l'influence de chaque niveau sur tous les autres dont, bien entendu, la variable à expliquer, l'engagement militant »⁵.

Au final, j'emploie la notion de carrière dans une acception large, c'est-à-dire non restreinte aux seules études consacrées à la profession ou à l'activisme politique mais à l'ensemble des phénomènes d'engagement sociaux. Je considère ainsi que le parcours de chaque acteur dans chacune des sphères de vie dans lesquelles il est impliqué est susceptible d'être analysée à travers ce concept. L'analyse de carrière implique la prise en compte de deux dimensions essentielles des identités sociales. Celle, dans une perspective diachronique, de la « restitution fidèle de l'expérience du sujet [pour] savoir comment il percevait la situation, les obstacles qu'il croyait devoir affronter, les alternatives qu'il voyait s'ouvrir devant lui »⁶ (transformation des identités) et des mécanismes sociaux à l'œuvre dans ces transformations ; celle, dans une perspective synchronique, de la *pluralité des sites d'inscription* des acteurs sociaux⁷. Or, cette pluralité est plus souvent postulée qu'effectivement analysée dans les recherches existantes.

¹ LEVI G., « Les usages de la biographie », *Annales ESC*, Vol. 44/6, 1989, p. 1330.

² PASSERON J.-C., « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, Vol. 31-1, 1990, p. 4.

³ DARMON, M., *Devenir anorexique. Une approche sociologique*, Paris, La Découverte, 2008, p. 92.

⁴ COLLOVALD A., « Pour une sociologie des carrières militantes », *op. cit.*, p. 221

⁵ FILLIEULE O., « Post-scriptum : propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n°1-2, 2001, p. 208.

⁶ BECKER H. S., « Biographie et mosaïque scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 62-63, 1986, pp. 105-106.

⁷ STRAUSS A., *Miroirs et masques. Une introduction à l'interactionnisme*, Paris, Métailié, 1992.

L'usage de la notion de « carrière », même si le concept est aujourd'hui routinisé, doit faire l'objet de réajustements non pas théoriques mais méthodologiques. En effet, comme le soulignent Johanna Siméant et Frédéric Sawicki, « rares sont les travaux qui entendent véritablement restituer à la fois les possibles et les contraintes (professionnels mais aussi en termes de vie de couple par exemple) qui affectent les militants »¹. Loin d'être uniquement politiques, les mécanismes de construction de l'engagement opèrent au croisement de lieux d'apprentissage divers (sociaux, religieux, familiaux et affectifs) comportant chacun leur spécificité. Il faut donc prendre acte de « l'encastrement du politique dans les sphères professionnelles et familiales »². Il s'avère donc nécessaire, pour comprendre les cheminements, de saisir l'ensemble des contextes de vie et d'interdépendance des individus, et les liens existant entre les différents domaines d'action. De plus, dans la plupart des recherches, en raison de leur raisonnement en termes de causalité simple et des difficultés empiriques à observer dans la synchronie les arbitrages, la question des relations entre sphères de vie n'est envisagée que dans une perspective diachronique³. Au final, il faut parvenir à rendre effectivement compte « horizontalement » des inscriptions sociales multiples des acteurs et « verticalement » des différents contextes (échelles méso- et macro-) dans lesquels ces derniers se trouvent inscrits. Bien entendu, ces découpages sont opérés par le chercheur pour la clarté de la démonstration. Dans la réalité, ces dimensions sont très largement imbriquées et ne sont pas nécessairement envisagées – ni même vécues – ainsi par les enquêtés eux-mêmes.

2) ... aux conséquences biographiques de l'engagement

Les études sur les conséquences biographiques de l'engagement trouvent leurs racines dans les mouvements des années 1960 aux Etats-Unis⁴. Cherchant à évaluer les effets socialisateurs de la participation à ce type de mouvement, elles étaient alors attentives aux conséquences différenciées de la participation ou de la non-participation aux actions

¹ SAWICKI, F., SIMEANT, J., « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *art. cit.*, p. 111.

² PAGIS J., « Incidences biographiques du militantisme en Mai 68 », *Sociétés contemporaines*, 2011/4, n°84, p. 40.

³ FILLIEULE O., « Travail, famille, politisation », in SAINSAULIEU Y. & SURDEZ M. (dirs.), *Sens politiques du travail*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 354.

⁴ Pour un bilan récent voir, GIUGNI M., "Biographical Consequences of Activism", in SNOW D. A., DELLA PORTA D., KLANDERMANS B. & McADAM D (eds.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, 2013.

militantes sur les comportements politiques et les trajectoires professionnelles notamment¹. Ces enquêtes étaient principalement basées sur des questionnaires. L'enquête menée par Doug McAdam autour du mouvement *Freedom Summer* constitue une étape importante dans l'analyse puisqu'elle mêle l'utilisation de questionnaires et d'entretiens tout en étant attentive aux effets de l'engagement dans les différentes sphères de vie des acteurs². Depuis ce projet fécond, d'autres enquêtes, en France et ailleurs, se sont intéressées aux effets de l'engagement sur les trajectoires individuelles communistes³ ou de Mai 68⁴. Ces travaux se sont aussi penchés sur la dimension genrée des conséquences biographiques de l'engagement⁵.

Il s'agit désormais de fouiller davantage les incidences biographiques de l'engagement ainsi que les processus de reconversion militante trop partiellement explorés⁶. Ici, les notions d'« effets » ou de « conséquences » n'impliquent pas une conception causale, linéaire et mécaniquement séquencée des parcours de vie. La tâche du chercheur est de lier ensemble les expériences précédant l'engagement et les effets de celui-ci dans le vieillissement social qui ont souvent été analysés de manière séparés⁷ tout en prenant acte de la « détermination partielle des engagements et des désengagements militants par des contraintes extérieures au champ politique, que ce soient celles relevant de la vie professionnelle, familiale et privée, découlant d'autres pratiques ou engagements, etc. »⁸.

¹ NASSI A. L., "Survivors of the Sixties: Comparative Psychological and Political Development of Former Berkeley Student Activists", *American Psychologist*, n°36, 1981, p. 753-761, SHERKAT D. E. & BLOCKER T. J., "Explaining the Political and Personal Consequences of Protest", *Social Forces*, Vol. 75, n°3, 1997, p. 1049-1070.

² McADAM D., *Freedom Summer. Luttres pour les droits civiques Mississipi 1964*, Marseille, Agone, 2012 [1988].

³ LECLERCQ C., *Histoires d'« ex ». Une approche socio-biographique du désengagement des militants du Parti communiste français*, Thèse pour le doctorat de science politique, IEP de Paris, 2008.

⁴ GILDEA R., MARK J. & WARRING A. (eds.), *Europe's 1968. Voices of Revolt*, Oxford, Oxford University Press, 2013 & PAGIS J., *Un pavé dans leur histoire. Evènements et socialisation politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014.

⁵ VAN DYKE, N., McADAM, D. & WILHELM, B., "Gendered Outcomes: Gender Differences in the Biographical Consequences of Activism", *Mobilization: An International Journal*, Vol. 5/2, 2000, p. 161-177 et PAGIS J., « Quand le genre entre en crise (politique)... Les effets biographiques du militantisme en Mai-68 », *Sociétés & Représentations*, 2007/2, n°24, p. 233-249, MASCLET C., « Les militantes de la deuxième vague. Incidences biographiques et transmission familiale d'un engagement féministe », Thèse pour le doctorat, Université Paris 8/Université de Lausanne, 2016, MASCLET C., "Examining the Intergenerational Outcomes of Social Movements. The Case of Feminist Activists and their Children", in BOSI L., GIUGNI M. & UBA K., *The Consequences of Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016, p. 106-129.

⁶ LECLERCQ C. & PAGIS J., « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale », *art. cit.*, p. 5.

⁷ FILLIEULE O., "Age and Social Movements", in SNOW D. A., DELLA PORTA D., KLANDERMANS B. & McADAM D. (eds.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Blackwell Publishing Ltd, 2013.

⁸ GOTTRAUX P., « 'Socialisme ou Barbarie' : un itinéraire saisi par l'histoire et la sociologie », *op. cit.*, p. 196.

L'impact biographique du militantisme se réalise dans une pluralité de temporalités (courte, moyenne et longue) et de contextes qu'il s'agit de démêler¹. Cette recherche vise donc à questionner les conséquences biographiques de l'engagement radical dans un contexte répressif à partir de travaux déjà réalisés sur d'autres terrains² ou sur la gauche en Turquie³ et qui demandent à être approfondis et systématisés. Je fais également l'hypothèse que les conséquences biographiques de l'engagement se répercutent dans l'ensemble des sphères de vie de l'acteur en même temps que ces dernières peuvent être un atout dans les processus de reconversion en contextes répressif.

D) Articuler capitaux et sphères de vie

1) Des inscriptions sociales multiples

Les acteurs sociaux sont pris dans une multiplicité d'inscriptions sociales⁴. Il s'agit ici de contourner ce qui constitue l'un des points aveugles de la théorie du champ élaborée par Pierre Bourdieu : l'impossibilité de penser la simultanéité des pratiques sociales des acteurs au sein de l'espace social. On peut qualifier ces espaces de « sphères de vie ». J'en dégage trois principales autour desquelles s'articule l'analyse des trajectoires individuelles au cours de ce travail : scolaire/professionnelle, familiale/privée (relations avec l'entourage proche et vie de couple et familiale), politique/militante. Les sphères de vie ont à la fois une dimension objective et subjective et leur positionnement se transforme au cours du cycle de vie de l'individu.

L'environnement social et contextuel dans lequel évolue l'acteur est donc fait d'instances de socialisation qui procurent des relations ou des informations ainsi qu'une contrainte dans un sens positif ou négatif (approbation, sollicitation ou désapprobation, stigmatisation...). Elles servent ainsi de « passerelles pour relier les structures à l'intention de

¹ GOLDSTONE J. A. & McADAM D., "Contention in Demographic and Life-Course Context", in AMINZADE R. *et al.*, *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, *op. cit.*, p. 195-221.

² Voir les travaux présentés in BENNANI-CHRAÏBI M. & FILLIEULE O. (dirs.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, *op. cit.* et VAIREL F., *Politique et mouvement sociaux au Maroc. La révolution désamorcée ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014.

³ MASSICARD E., « Quand le militantisme s'adapte au terrain. Continuités et discontinuités dans les carrières militantes au sein du mouvement aléviste en Turquie et en Allemagne », *Politix*, 2013/2, n°102, p. 89-108 et UYSAL A., « Comme des pépins de grenade dispersés. Répression et devenir des militants de *Devrimci-Yol* en Turquie », *Politix*, 2013/2, n°102, p. 109-128.

⁴ LAHIRE B., *Monde pluriel. Penser l'unité des sciences sociales*, Paris, Seuil, 2012.

l'acteur »¹ qui vont faciliter ou au contraire freiner le passage à l'acte. Leur agencement dépend fortement de la fréquence d'activation de chacune de ces sphères par l'individu. Plus une sphère est activée, plus elle tiendra une place importante dans la vie de l'individu. Par exemple, plus la sphère des engagements politiques est intimement connectée aux autres sphères de vie de l'acteur, notamment à sa sphère affective (ou familiale) et à celle de son travail (ou des études s'il est au début de son parcours de vie), plus cet acteur aura de chances de stabiliser son engagement politique². En retour, à mesure que s'affermis son engagement, le militant tend à ne conserver que les liens organisationnels ou interpersonnels qui ont facilité son engagement. Réseaux sociaux et sphères de vie sont donc intimement liés.

Pour autant, l'économie générale des sphères de vie n'est pas toujours en équilibre. Elle est susceptible de subir ce que Philippe Gottraux appelle la « tension constitutive de l'engagement »³. Cette dernière est double bien que mêlée dans la réalité ; elle est

« autant matérielle qu'idéelle. J'entends par *tension matérielle* le fait que les militants sont confrontés à des conflits objectivement déterminés par la pluralité de leurs insertions. [...] Par *tension idéelle*, j'entends mettre l'accent sur le fait que l'agent ne subit passivement ni les contraintes objectives régnant dans chaque lieu d'insertion, ni les tensions matérielles qui découlent de leurs interconnexions, mais qu'il attribue du sens à toutes deux »⁴

Celle-ci est d'autant plus forte que l'engagement politique s'intensifie au détriment des deux autres sphères. Considérer la multiplicité des inscriptions sociales des acteurs est la condition de la compréhension de la limitation de l'engagement par leur insertion socioprofessionnelle et les investissements concurrents d'ordre privé. L'inscription de l'analyse dans une configuration localisée permet de situer les enquêtés au sein de leurs différentes sphères de vie. Chaque individu actif mène en quelque sorte plusieurs vies parallèles ; chacune a ses lieux, sa temporalité, et surtout ses propres logiques, ses coûts et ses rétributions. Ce déplacement du regard évite de rester centré uniquement sur l'engagement pour saisir la manière dont il s'articule synchroniquement et diachroniquement chez les acteurs⁵. Cette option permet également de contourner certains biais méthodologiques potentiels. Comme le note avec prescience Italo Calvino, cela permet d'éviter de coller de trop près aux propos tenus dans les entretiens au cours desquels « le danger [...] des souvenirs autobiographiques

¹ PASSY F., *L'action altruiste*, Genève, Librairie Droz, 1999, p. 80.

² PASSY F., « Interactions sociales et imbrications des sphères de vie », in FILLIEULE O. (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 116.

³ GOTTRAUX P., « Socialisme ou barbarie ». *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, 1997, p. 182.

⁴ *Ibid.*, p. 183.

⁵ MISCHI J., « Observer un collectif militant en milieu populaire », *Politix*, 2012/4, n°100, p. 122. Cette « ethnographie multi-intégrative » est défendue par Florence Weber, WEBER F., « Settings, Interactions and Things. A Plea for Multi-Integrative Ethnography », *Ethnography*, Vol. 2, n°4, 2001, p. 475-499.

sous l'angle politique est de donner à la politique un poids exagéré par rapport à celui qu'elle avait en réalité »¹. En effet, le caractère subjectif de l'interpénétration des sphères de vie peut amener à considérer toute sphère d'action quotidienne comme imbriquée à celle du militantisme par l'effet d'une reconstruction *a posteriori* de l'acteur. La mise en cohérence du parcours à travers l'entretien ou les mémoires conduit à passer sous silence les contradictions entre les sphères de vie à et survaloriser la sphère militante qui tend à englober les autres, conçues comme secondaires. Je fais ici l'hypothèse que ces dissonances cognitives sont inévitables sinon consubstantielles aux logiques d'engagement en raison du décalage entre l'idéal militant et la réalité économique et sociale (nécessité de ressources financières, de produits de consommation, de recours à l'aide sociale, etc.) dans laquelle ils s'insèrent.

2) Des capitaux et des compétences

L'analyse des conséquences biographiques de l'engagement implique de réfléchir aux dynamiques de reconversion² des moyens individuels dans différents espaces sociaux. Je m'inspire pour ce faire des travaux de Pierre Bourdieu. Le concept de carrière s'articule bien au raisonnement qui décrit les investissements sociaux comme le résultat du « poids relatif des différentes espèces de capital »³. Je reprends ici les types de capitaux distingués par Pierre Bourdieu⁴ : économique, culturel⁵, social⁶ et symbolique⁷ tout en raisonnant en les appréhendant de manière combinatoire⁸.

Par ailleurs, je n'emploie qu'avec prudence le concept de « disposition ». On peut définir cette dernière comme une « inclination ou une appétence intériorisée au fil de la trajectoire de l'individu, via les différents sites et étapes de sa socialisation » qui constitue un

¹ CALVINO I., *Ermite à Paris. Pages autobiographiques*, Paris, Gallimard, 2014, p. 166.

² Pour une discussion autour des reconversions, cf. chapitre 6.

³ BOURDIEU P., « Stratégies de reproduction et modes de domination », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 105, 1994, p. 7.

⁴ Je distingue dans l'analyse capital et ressource. Le premier vient caractériser les moyens à disposition des acteurs dans la vie sociale. La seconde recouvre les moyens dont disposent les collectifs militants pour conduire leurs activités.

⁵ BOURDIEU P., « Les trois états du capital culturel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 30, 1979, p. 3-6.

⁶ BOURDIEU P., « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 31, 1980, p. 2-3.

⁷ Est-il légitime et prudent de mélanger ici deux approches théoriques qui entretiennent un dialogue complexe ? Peut-on extirper la notion de capital sans la relier à la notion de champ et d'habitus qui constituent la triade conceptuelle du travail de Pierre Bourdieu ? Je crois justement que ces déplacements peuvent s'avérer productifs à condition d'être maîtrisés.

⁸ NEVEU E., « Les sciences sociales doivent-elles accumuler les capitaux ? A propos de Catherine Hakim, *Erotic Capital*, et de quelques marcottages intempestifs de la notion de capital », *Revue française de science politique*, 2013/2, Vol. 63, p. 337-358.

« principe d'engendrement *potentiel* de conduites ou d'attitudes »¹. Johanna Siméant les définit comme une combinaison « à la fois de compétences et d'appétences »². Dans le cours de la vie sociale, les dispositions fonctionnent sur le mode des analogies pratiques. Celles-ci sont définies par Bernard Lahire comme une « capacité à trouver – pratiquement et globalement et non analytiquement et intentionnellement – de la ressemblance [...] entre la situation présente et des expériences passées incorporées sous forme d'abrégé d'expérience », qui donne la possibilité à l'acteur d'agir de manière plus ou moins pertinente³.

L'approche dispositionnaliste a fait l'objet de critiques en raison de son risque tautologique⁴. En effet, elle repère dans la pratique présente l'activation de la disposition adaptée préalablement intériorisée. Ce mode d'analyse correspond à un environnement social relativement stable et prévisible et peine à penser les ruptures brutales que peuvent constituer l'engagement radical en situation de crise ou les coups d'Etat et la répression. Le transfert harmonieux des dispositions paraît une approche curieuse dans la mesure où celles-ci doivent s'actualiser dans des situations distinctes de leur site d'intériorisation. C'est donc davantage vers la logique des situations qu'il faut se tourner pour rendre intelligibles les pratiques en situation de bouleversement. De plus, il existe un flou dans la littérature entre ce qui révèle du niveau dispositionnel d'une part et des expressions politiques de ces dispositions (opinions, engagements) d'autre part⁵. Enfin, une analyse diachronique comme celle que propose cette recherche pose des problèmes particuliers. Comment délimiter les dispositions des acteurs si l'on ne peut les observer *in situ* ? On est alors obligé de le faire *a posteriori* en s'exposant au risque tautologique. Face à cet ensemble de problèmes, j'ai davantage sollicité la notion de « compétence » qui, sans régler toutes les critiques adressées au concept de disposition, se révèle plus souple et plus précise pour l'analyse des effets du militantisme. On peut en donner la définition suivante : « savoirs et savoir-faire bien circonscrits, liés à une circonstance ou à une pratique bien spécifique, dans un contexte très particulier »⁶. La compétence s'exprime dans des conduites dont elle permet l'accomplissement. Elles divergent des dispositions en ce

¹ LAHIRE B., *Portraits sociologiques. Dispositions et variations individuelles*, Paris, Nathan, 2002, p. 415.

² SIMEANT J., « Entrer, rester en humanitaire : des fondateurs de MSF aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue française de science politique*, 2001/1, Vol. 51, p. 53.

³ LAHIRE B., *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Fayard, 2001, p. 81.

⁴ MATHIEU L., *L'espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2012, p. 225.

⁵ GOTTRAUX P. & PECHU C., « Le réalignment politique à droite d'un petit commerçant : complexité de l'analyse des 'dispositions politiques' », in SAINSAULIEU Y. & SURDEZ M. (dirs.), *Sens politiques du travail*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 155-170.

⁶ LAHIRE B., *Portraits sociologiques. Dispositions et variations individuelles*, *op. cit.*, p. 415.

qu'elles ne sont que des « capacités mobilisables, 'disponibles' »¹. Les compétences s'avèrent donc plus facilement objectivables que les dispositions compte tenu de l'objet de cette recherche.

Section 3 : Construction de l'objet et travail de terrain

Cette recherche vise à recomposer des parcours biographiques et des espaces physiques et sociaux évoluant dans le temps. Elle se fonde, pour se faire, sur une enquête de terrain réalisée en Turquie et en France au cours de laquelle j'ai mobilisé un ensemble de méthodes différentes.

A. Déroulement de la recherche et délimitation de l'objet

Mener une enquête de terrain en Turquie sur la gauche révolutionnaire n'est pas toujours chose aisée. J'ai consacré la première année du doctorat à constituer un état de l'art théorique et sur la Turquie tout en préparant l'enquête de terrain. J'ai effectué quatre terrains de recherche en Turquie : le premier de la mi-juillet à la fin novembre 2013, un second au printemps 2014 (mai-juin), le troisième pendant tout le mois de novembre 2014 et le dernier de la mi-avril à début mai 2015. Le premier séjour, à Istanbul et Ankara, m'a permis de me familiariser avec le terrain, de prendre des contacts et de réaliser les premiers entretiens tout en accumulant de nombreuses données (archives, documents, photographies, livres, observations ethnographiques). Les deux terrains suivants ont été centrés sur Ankara où j'ai réalisé tous les entretiens prévus et poursuivi l'accumulation de données tout en réalisant des observations ethnographiques plus poussées lors des actions militantes auxquelles j'ai été convié. Le dernier moment a visé au même objectif sur Istanbul. Mais l'enquête ne s'est pas seulement déroulée en Turquie. J'ai également travaillé en France auprès des militants turcs exilés.

¹ LAHIRE B., *Dans les plis singuliers du social. Individus, institutions, socialisations*, Paris, La Découverte, 2013, p. 137.

Il est parfois sain de reconsidérer le projet entrepris, surtout lorsque celui-ci finit par peser fortement sur les épaules du chercheur. J'ai eu l'idée en début de thèse – que je crois toujours pertinente – de mener une comparaison, non plus seulement des trajectoires au sein de la gauche, mais des parcours militants de gauche, de droite et de l'islam politique. Ces trois mouvances politiques connaissent en effet un essor important et concomitant dans les années 1970 avant de connaître des destins contrastés ainsi que je crois l'avoir montré. Recep Tayyip Erdoğan, actuel président de la République ou encore Devlet Bahçeli, président du MHP, sont des enfants de cette décennie tourmentée sur laquelle s'interroge ce travail. L'ébauche de terrain au sein de l'islam politique s'est révélée assez pénible¹. L'entrée sur le terrain a été difficile et la conduite de l'enquête tout autant. Les expériences d'enquête sur l'extrême droite turque ayant souligné la réticence du milieu à l'égard des chercheurs², j'ai préféré abandonner cette perspective qui, en plus de s'avérer complexe, était proprement dantesque³. Ce projet nécessiterait plutôt l'investissement d'une équipe de chercheurs entière. Mais il donnerait, à coup sûr, des résultats intéressants.

Le choix d'Ankara comme point d'entrée alternatif à Istanbul s'est imposé avant l'arrivée sur le terrain dans le but de diversifier mes réseaux de connaissance⁴. Ceux-ci me semblaient biaisés par la forte concentration d'individus fortement dotés en capitaux (économique, culturel et social) à Istanbul et qui ne me semblait pas, intuitivement, refléter l'étendue des parcours militants de la gauche radicale depuis les années 1970. Ce choix n'a pas été sans susciter l'étonnement et parfois des critiques auprès des enquêtés⁵. La lutte symbolique entre les deux villes – la capitale historique et la capitale politique – se retrouve ainsi transposée jusque dans les rivalités militantes. Je crois, à l'issue de l'enquête, que ce choix se justifie pleinement et qu'il a été d'une grande productivité pour ce travail. Il m'a également permis de mettre en œuvre une approche comparative localisée⁶ entre ces deux espaces qui s'est avérée éclairante. Elle a permis d'éviter une « appréhension désincarnée du

¹ CORMIER P., « De la souplesse aux contorsions. Enquêter simultanément sur des engagements conflictuels : le cas de la gauche radicale et de l'islam politique en Turquie », Communication à l'atelier doctoral du CRAPUL, Lausanne, 02/04/2014.

² Souligné par Benjamin Gourisse, GOURISSE B., « Variation des ressources collectives et organisation activités de violence au sein du Mouvement nationaliste en Turquie (1975-1980) », *Cultures & Conflits*, n 81-82, 2011, pp. 85-86 et ÇAGLAR A. N., "The Greywolves as a Metaphor", in FINKEL A. & SIRMAN N (eds.), *Turkish State, Turkish Society*, London and New-York, Routledge, 1990, p. 79-101.

³ « C'est un soulagement de ne plus me concentrer que sur la gauche », journal de thèse, 22/05/2014.

⁴ Je dois beaucoup à mes discussions avec Benjamin Gourisse sur ce point.

⁵ P : « Je suis allé à Ankara pendant quelques temps » M : « C'est une erreur [Yanlış] », entretien avec Masis, Istanbul, 24/06/2014.

⁶ BRIQUET J-L. & SAWICKI F., « L'analyse localisée du politique », *Politix*, Vol. 2, n°7-8, 1989, p. 6-16. Pour des développements sur l'approche localisée, cf. chapitre 2.

militantisme »¹ tout en évitant d'homogénéiser des réalités localement différentes. Toutefois, quelques incursions dans d'autres espaces du pays sont opérées de temps en temps à fin de comparaison.

Sur quels critères constituer le groupe d'enquêtés ? En gardant à l'esprit que je ne pouvais travailler que sur des « restes de cohortes »² du fait des désengagés et faute de représentativité possible, j'ai focalisé mon attention sur les militants entrés dans le militantisme à la fin des années 1960 et au cours des années 1970. Je me suis concentré sur les militants actifs à Istanbul et Ankara dans des organisations révolutionnaires d'origine étudiante et les organisations de jeunesse des partis politiques. J'ai tenté, dans la mesure du possible, de me concentrer sur les militants « ordinaires »³, c'est-à-dire sur des personnes qui n'étaient pas nécessairement des cadres des organisations auxquelles elles appartenaient afin d'éviter un déséquilibre trop net et une surreprésentation des leaders. Mon enquête aspirait précisément à contourner le « biais du survivant ». Il n'en reste pas moins que la majorité des enquêtés sont des individus ayant maintenu un engagement qui les rend aujourd'hui repérables. Or, la majorité des militants des années 1970 a abandonné l'activité politique, et est de ce fait difficile à identifier. Si cette difficulté est l'un des « principaux obstacles à une sociohistoire étayée de l'engagement »⁴, elle est difficilement contournable. Les enquêtés ont été rencontrés sur la base de la méthode dite de la « boule de neige »⁵ qui consiste à solliciter à la fin de chaque entretien d'éventuels contacts supplémentaires susceptibles de venir étoffer le travail. Cette méthode a l'avantage de garantir des recommandations auprès des personnes contactées mais a l'inconvénient d'enfermer le chercheur dans certains réseaux, souvent locaux, délimités. Mon point d'entrée étant une association mémorielle à Ankara, j'ai tenté de contourner ce problème en multipliant les sites d'enquête afin d'élargir les réseaux potentiels. En dépit de la porosité indéniable entre la gauche et le mouvement kurde, je me suis davantage concentré sur les militants investis dans les associations et groupes de gauche. Ce choix est lié à la volonté de tenir l'enquête dans un espace clairement délimité. Par ailleurs, il ne me semble pas que ce choix soit une lacune pour cette recherche. Il permet au contraire de

¹ MISCHI J., « Observer un collectif militant en milieu populaire », *art. cit.*, p. 115.

² OFFERLE M., *Les partis politiques*, Paris, PUF, 2012, p. 75

³ NEVEU E., « Trajectoires de 'soixante-huitards ordinaires' », in DAMAMME D., GOBILLE B., MATONTI F. & PUDAL B. (dirs.), *Mai-juin 68*, Paris, Editions de l'Atelier, 2008, p. 308.

⁴ BRODIEZ A., « Penser les mutations de l'engagement : un dialogue entre histoire et sciences sociales », in OFFERLE M. & ROUSSO H. (dirs.), *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes, PUR, 2008, p. 40.

⁵ NEVEU E., « Trajectoires de 'soixante-huitards ordinaires' », *op. cit.*, p. 309.

porter l'attention sur une frange des mobilisations moins visibles que le mouvement kurde en Turquie.

B. Sources et méthodes mobilisées

J'ai mobilisé six grands types de sources au cours de l'enquête : les récits de vie obtenus à travers des entretiens, les sources écrites (littérature et mémoires militants), les archives disponibles, les observations ethnographiques, l'analyse spatiale et les sources de presse.

1) Récits de vie

Les entretiens biographiques sous forme de récits de vie ont été ma principale méthode de travail¹. J'en ai conduit quarante-quatre avec d'anciens militants de la gauche révolutionnaire turque et avec un militant français présent en Turquie à l'époque.

Sur quels critères constituer le groupe d'enquêtés ? En gardant à l'esprit que je ne pouvais travailler que sur des « restes de cohortes »² du fait des désengagés et faute de représentativité possible, focalisé mon attention sur les militants entrés dans le militantisme à la fin des années 1960 et cours des années 1970³. Je me suis focalisé sur les militants actifs à Istanbul et Ankara dans des organisations révolutionnaires d'origine étudiante et les organisations de jeunesse des partis politiques. J'ai tenté, dans la mesure du possible, de me concentrer sur les militants « ordinaires »⁴, c'est-à-dire sur des personnes qui n'étaient pas forcément des cadres des organisations auxquelles elles appartenaient afin d'éviter un déséquilibre trop net et une surreprésentation des leaders. Mon enquête aspirait précisément à rééquilibrer une tendance à la survalorisation des parcours « exceptionnels » qui sont les plus visibles (journalistes, universitaires etc.), ce que l'on appelle le « biais du survivant ». Toutefois, mon intégration aux réseaux de turcs passés ou restés en France m'a conduit à rencontrer plusieurs militants francophones dont les positions sociales et organisationnelles ne correspondaient pas nécessairement à celles de la majorité des militants des années 1970. La

¹ Cf. annexe 1 pour une liste exhaustive des entretiens conduits.

² OFFERLE M., *Les partis politiques*, *op. cit.*, p. 75

³ C'est-à-dire nés dans les années 1950 et au début des années 1960.

⁴ NEVEU E., « Trajectoires de 'soixante-huitards ordinaires' », *op. cit.*, p. 308.

majorité des enquêtés ont été rencontrés sur la base de la méthode dite de la « boule de neige »¹ qui consiste à solliciter les enquêtés sur d'éventuels contacts supplémentaires susceptibles de venir étoffer le travail.

Malgré un développement récent de l'histoire orale en Turquie², la pratique des sciences sociales et de l'entretien sociologique reste peu répandue. D'où la surprise et un certain malaise, passé l'enthousiasme initial, de plusieurs enquêtés vis-à-vis de cette méthode³. Il m'a ainsi été difficile de tenir mon objectif initial qui était de pratiquer des récits de vie dans lesquels le chercheur intervient le moins possible. Malgré mes tentatives, mes enquêtés attendaient des questions précises, essayant d'y répondre, inquiets de « bien dire ». Je n'ai pas vraiment réussi à développer des conversations (surtout en turc) franches et fluides. Déroutés par les questions – pourtant annoncées – qui sortaient du strict cadre de leur militantisme, ils étaient plus évasifs et tendus sur celles qui touchaient à leur vie professionnelle et personnelle. Au-delà de ce qu'elles soulevaient de souffrance pour certains, mes enquêtés semblaient ne pas en saisir la nécessité compte tenu de mon sujet. Les réponses étaient alors brèves. Si j'ai rapidement obtenu la confiance des militants encore investis dans les organisations mémorielles ou politiques, il m'a fallu plus de patience pour accéder à d'autres profils, à commencer par les femmes. Une amie turque m'a permis d'en rencontrer deux que je n'aurais pu rencontrer à travers les réseaux militants très masculins au sein desquels je gravitais et où les femmes étaient très discrètes quand elles étaient présentes et refusaient poliment mes sollicitations, me renvoyant vers des hommes dominants de ces groupes. Il est d'ailleurs notable qu'hormis deux entretiens réalisés au domicile d'enquêtés, tous se soient déroulés sur le lieu de travail des militants⁴, au siège de leur organisation militante ou dans un lieu public, souvent un café sans que je parvienne à négocier d'autres lieux⁵. Cela m'a privé d'un poste d'observation qui aurait pu se révéler potentiellement utile (lieu de vie, relations familiales) et a sans doute aussi rendu la parole intime plus difficile. Il a été difficile de placer des entretiens dans un moment prévu à cet effet. Lorsque je demandais un entretien, on me répondait souvent du tac-au-tac : « Oui, bien sûr, parlons maintenant, que veux-tu savoir ? ». J'ai parfois dû batailler ou trouver des excuses pour obtenir un rendez-

¹ *Ibid.*, p. 309.

² NEYZI L., « Oral History and Memory Studies in Turkey », in KERSLAKE C., ÖKTEM K. & ROBINS P. (eds.), *Turkey's Engagement with Modernity: Conflict and Change in the Twentieth Century*, Palgrave Macmillan, 2010, p. 443-459.

³ Asiye, à la fin de notre entretien, montre un certain soulagement en me voyant couper le dictaphone en me disant : « Ah, super ! », entretien avec Asiye, Ankara, 21/06/2014.

⁴ J'ai obtenu beaucoup d'adresses professionnelles de militants lors de mes sollicitations d'enquêtés potentiels.

⁵ Bien que cette méthode soit très critiquée dans les manuels de méthodologie, BARBOT J., « Mener un entretien de face à face », in PAUGAM S. (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, 2010, p. 123.

vous ultérieur et pouvoir mener un entretien digne de ce nom. J'ai également essuyé un nombre important de refus d'entretien. Ceux-ci émanaient de personnes très différentes. Certaines, actuellement en poste (journalistes, universitaires), ont refusé des entretiens, même anonymisés, de peur d'évoquer un parcours qu'ils se sont efforcés de minimiser pour construire leur carrière. D'autres, pour qui les années 1970 et la répression constituent une période éprouvante sur laquelle ils ne souhaitent pas revenir, ont également refusé de s'entretenir avec moi. Süleyman Çoşkun m'a ainsi renvoyé vers son témoignage publié sans vouloir s'exprimer davantage¹. Le dernier profil est constitué des militants installés en France suite à leur exil politique. Six personnes ainsi contactées n'ont pas donné suite à mes sollicitations, ont annulé nos rendez-vous au dernier moment ou ont accepté une simple discussion téléphonique.

L'objectif des ces entretiens est triple. Ils permettent de recueillir le souvenir des événements passés (*event history*), leur datation, leur durée et leur succession dans les diverses sphères de vie (familiale, scolaire, professionnelle) ainsi que les ruptures et les transitions. Ils permettent ensuite de prendre la mesure de où en sont les individus à tel ou tel moment particulier de leur parcours de vie. Enfin, ils visent à saisir de la manière la plus détaillée possible leur approche et leur point de vue sur leur parcours, le passé et le présent². Dès lors, les entretiens servent à rendre compte, de manière plus réflexive, des catégorisations, justifications et rationalisations utilisées par les acteurs pour expliquer leurs actions. Cette approche conduit à envisager le récit de vie « comme *le moment d'une trajectoire* autant que comme *le récit d'une trajectoire* »³. Une telle approche, doublée d'une vigilance méthodologique et d'un recoupement des sources, permet de dépasser l'« illusion biographique »⁴ si souvent opposée à cette méthode et qui postule que « tout se passe comme si ces entretiens débouchaient sur une reconstruction plutôt que sur une reconstitution des parcours »⁵.

Ces parcours biographiques ne sont toutefois pas toujours aisés à reconstituer, en particulier concernant la datation, du fait des scissions, des prises de distance temporaires vis-

¹ ÇOŞKUN S., *Tutukluymuşuk*, [Nous avons été prisonniers], Istanbul, TÜSTAV Yayınları, 2009.

² AGRİKOLIANSKY E. & FILLIEULE O., « Les rétributions du militantisme. Du concept à la méthode », communication à la journée d'étude *Bilan et perspectives pour l'analyse sociologique du politique. Débats autour des travaux de Daniel Gaxie*, Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne, 10/11/09/2015.

³ LAHIRE B., *L'esprit sociologique*, Paris, La Découverte, 2007, pp. 28-29.

⁴ BOURDIEU P., « L'illusion biographique », *art. cit.*

⁵ DEMAZIERE D., « Quelles temporalités travaillent les entretiens biographiques rétrospectifs ? », *Bulletin de méthodologie sociologique*, n°93, 2007.

à-vis de l'engagement, des retours, etc.¹ et des « infirmités de la mémoire »². Gitta Sereny écrit, dans un écho frappant avec toute expérience d'enquête historique, que

« lorsque je m'entretiens avec les gens [...] je constate souvent que le plus difficile est de dater les événements. Nous nous rappelons les couleurs et les températures, à quoi ressemblaient les maisons, les pièces, les paysages, nous nous souvenons des visages, des voix, des mouvements, des sensations, les nôtres et celles des autres, mais nous sommes incapables de retrouver un jour, un mois précis, parfois même une année »³.

Il semble bien en effet pour les militants de la gauche turque qu'à l'instar des militants du *Freedom Summer* des années 1960, « les choses se passaient trop vite pour donner à leur mémoire le temps de fixer durablement des faits précis. Il y avait trop de choses à ressentir, à voir, à vivre »⁴. L'entretien biographique implique donc nécessairement la question de la mémoire, *a fortiori* pour des événements s'étalant sur toute une vie. Pour contourner le « handicap de l'*a posteriori* »⁵, j'ai mêlé l'objectivation de certaines étapes clés (entrée dans la vie professionnelle, changement d'emploi, mariage, divorce, naissance des enfants, entrée/sortie de prison...) et des points de bifurcation dans le parcours à la restitution d'une logique séquentielle qui ne correspond pas toujours à des moments précis et peut s'étirer selon des temporalités variables dans les différentes sphères de vie. Cette méthode soulève une seconde difficulté. En effet, les entretiens laissent parfois le chercheur devant un problème qui touche aux choix et aux enchaînements de séquences biographiques présentés selon une logique tantôt rationnelle, tantôt contingente⁶. Comment décider du choix des « fragments »⁷ à découper et des « ralentis » à effectuer ? Une fois encore, la contextualisation de la trajectoire et la comparaison avec les données objectives obtenues par ailleurs doivent permettre de démêler ou de nuancer (sans prétention à l'omniscience) les défauts de la mémoire et « l'illusion téléologique »⁸ à l'œuvre. Ensuite, la volonté exprimée par l'enquêté de développer un moment particulier de sa trajectoire, peut donner lieu à des précisions qui rendent faisable ce découpage et cette analyse minutieuse de séquences clés.

Enfin, la conduite des entretiens a souvent entraîné les militants à traverser leurs souvenirs dans un retour vers un passé psychologiquement éprouvant. Ces tensions

¹ SOMMIER I., « Une expérience incommunicable ? Les ex-militants d'extrême gauche français et italiens », in FILLIEULE O. (dir.), *Le désengagement militant*, op. cit., p. 175.

² NORTON CRU J., *Du témoignage*, Paris, Allia, 2008 [1930], p. 102.

³ SERENY G., *Dans l'ombre du Reich. Enquêtes sur un traumatisme allemand (1938-2001)*, Paris, Editions Plein Jour, 2015, pp. 63-64.

⁴ McADAM D., *Freedom Summer. Luttres pour les droits civiques Mississipi 1964*, op. cit., p. 110.

⁵ BECKER J-J., « Le handicap de l'*a posteriori* », *Questions à l'Histoire orale, Cahiers de l'IHTP*, n°4, 1987, p. 95-99.

⁶ Du type « j'ai toujours voulu faire ceci » ou, tout au contraire, « c'est le hasard qui a fait que... », GROSETTI M., « L'imprévisibilité dans les parcours sociaux », *Cahiers internationaux de sociologie*, 2006/1, n°120, p. 26.

⁷ Pour reprendre le terme turc, *parça*, employé par Hüseyin G. pour qualifier ses souvenirs de cette période.

⁸ SCHWARTZ O., « Le baroque des biographies », *Cahiers de philosophie*, n°10, 1990, p. 174.

mémorielles les ont conduit développer longuement certains épisodes présentés comme heureux (enfance à la campagne, militantisme dans les années 1970) ou malheureux (torture) tout en montrant une certaine réticence à en évoquer d'autres (période post-détention) illustrée par la brièveté des réponses à mes questions. Les entretiens relèvent donc d'un processus de reconstruction identitaire. Comme l'écrit Michaël Pollak, « tous les récits de vie suggèrent que ceux-ci doivent être considérés comme des instruments de reconstruction de l'identité et pas seulement comme des récits factuels. [...] On imagine la difficulté que pose à ceux et à celles dont la vie a été marquée par de multiples ruptures et traumatismes un tel travail de construction d'une cohérence et d'une continuité de leur propre histoire et de son insertion dans une mémoire collective générale »¹. Plutôt que de déplorer cette limite potentielle au travail d'objectivation sociologique, je me suis appuyé sur ce processus de reconstruction identitaire pour travailler sur la « présentation de soi »² des enquêtés et réfléchir sur la construction de la mémoire individuelle et son articulation aux mémoires plurielles qui sont en conflit dans l'espace public. Les résultats de cette réflexion constituent la dernière partie du chapitre 6.

2) Sources écrites

J'ai fait le choix de mobiliser dans la thèse la littérature turque, souvent traduite en français, traitant des années 1970 ou de leurs conséquences. La littérature s'avère un outil précieux de restitution des ambiances, des émotions et des perceptions du présent et de l'avenir dans l'entremêlement du récit. Elle est également un outil mémoriel important en ce qu'elle permet de transmettre une vision, une image d'une période donnée. Elle a donc un statut ambigu pour le chercheur. Elle n'est pas un objet « froid » comme peut l'être une archive tout en restituant une part de passé. L'utiliser c'est également prendre le risque de contribuer à mobiliser une représentation particulière du passé. Nonobstant ces limites, j'ai utilisé des textes qui confinent au récit anthropologique, notamment en ce qui concerne la vie villageoise³. J'ai utilisé les romans qui évoquent le militantisme et la tension politique dans

¹ POLLAK M., *Une identité blessée. Etudes de sociologie et d'histoire*, Paris, Métailié, 1993, pp. 37-38.

² GOFFMAN E., *La mise en scène de la vie quotidienne. I. La présentation de soi*, Paris, Minit, 1973.

³ MAKAL M., *Un village anatolien*, Paris, Plon, 1963 et EDGÜ F., *Une saison à Hakkâri*, Paris, Gallimard, 1989.

les années 1970¹ en Turquie ainsi que ceux, plus nombreux, qui traitent de l'exil après le coup d'Etat² et des tourments d'un « passé qui ne passe pas »³.

Les publications de mémoires de militants et de témoignages⁴ autour du 12 septembre 1980 se multiplient en Turquie depuis le milieu des années 2000 – bien que des textes aient été publiés auparavant – chez des éditeurs engagés à gauche (Ayrıntı, Imge, Nota Bene...). J'ai exercé, tout au long de ma présence sur le terrain en Turquie (2012-2015), une vigilance concernant les publications de ces textes. Les mémoires de militants sont, depuis les travaux pionniers de Bernard Pudal et Claude Pannetier, des sources instructives pour l'enquête⁵. J'en ai analysé dix-huit issus de membres de différentes organisations (*Kurtuluş*, TIİKP...), bien que celles des anciens cadres de *Dev-Yol* soient largement dominantes quantitativement. Ces textes peuvent prendre deux formes. La première, assez classique, est un récit chronologique à la première personne qui part généralement de l'enfance et qui va jusqu'à la fin des années 1970 ou au début des années 1970. La seconde compose des mémoires sous forme dialoguée avec un journaliste. Ces deux types de textes contiennent souvent des photographies et, si l'auteur s'adonne à la poésie, un choix de poèmes.

Ces mémoires comportent, vis-à-vis de ma question de recherche, une série de lacunes. La première concerne le désajustement entre l'accroissement considérable du nombre de militants au cours des années 1970 et l'état de la littérature militante autobiographique. Cette-ci ne reflète pas du tout la diversité des trajectoires et reste cantonné aux leaders qui, de surcroît, possèdent souvent les capitaux les plus élevés. Les militants « de base » des groupes

¹ PAMUK O., *La maison du silence*, Paris, Gallimard, 2010 [1988].

² GÜRSEL N., *Un long été à Istanbul*, Paris, Gallimard, 1999 [1980], BENER Y., *Le revenant*, Arles, Actes Sud, 2015, BAYDAR O., *Et ne reste que des cendres*, Paris, Phébus, 2015.

³ ROUSSO H. & CONAN E., *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994. Pour une étude des romans et textes littéraires relatifs à la période du coup d'Etat du 12 mars 1971, voir ALVER A., "Cultural Memory of the 1970s: Turkey the Psychological Effects of State Oppression on the Imprisoned Individual in the March 12th Novel 'Büyük Gözaltı'", *Turkish Studies - International Periodical For The Languages, Literature and History of Turkish or Turkic*, Volume 7/3, 2012, p. 203-219.

⁴ J'entends ici par mémoires des textes écrits de militants impliqués dans les groupes révolutionnaires au cours des années 1970 et écrits à la première personne dans une perspective autobiographique. Les témoignages regroupent les textes écrits par des personnes non directement impliquées dans les organisations politiques. Ces témoignages peuvent être collectifs comme dans l'ouvrage des sœurs Delikanlı s'intéressant aux conséquences familiales de la répression sous le régime militaire, DELIKANLI E. & DELIKANLI Ö., *Keşke bir öpüp koklasaydım. Geride kalan aileler 12 Eylül'ü anlatıyor* [Si seulement je pouvais sentir un baiser. Les familles restées à l'arrière racontent le 12 septembre], Istanbul, Ayrıntı, 2014 ou individuels comme dans le cas du journaliste Hasan Cemal, CEMAL H., *12 Eylül günlüğü. T. 1 Tank sesiyle uyanmak* [Journal du 12 septembre. Tome 1 : Se réveiller au son des chars], Istanbul, Everest Yayınları, 2012 [1986]. et CEMAL H., *12 Eylül günlüğü. T. 2 Demokrasi korkusu* [Journal du 12 septembre. Tome 2. La peur de la démocratie], Istanbul, Everest Yayınları, 2012 [1986].

⁵ PUDAL B., *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989, PUDAL B. & PENNETIER C. (dirs.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, 2002.

révolutionnaires restent très largement inaudibles. La seconde touche évidemment à la question de la reconstruction déjà évoquée concernant les entretiens. La dernière est liée à la périodisation. En effet, les mémoires s'arrêtent généralement soit juste avant le coup d'Etat soit à la sortie de prison, contournant ainsi la question de l'« après ». Gün Zileli est un des seuls militants à avoir fait une autobiographie qui va au-delà de 1980, même s'il reste très discret sur les dimensions non directement politiques (familiale, professionnelle) de son parcours¹. Ces textes contiennent également un biais important lié au fait qu'ils sont généralement publiés par les militants les plus dotés en capitaux culturels et scolaires mais aussi en capital symbolique. Ils sont tous d'anciens cadres dirigeants de leurs groupes respectifs (Oğuzhan Müftüoğlu, Gün Zileli, Sedat Göçmen...). Comme l'écrit Catherine Leclercq, « s'en tenir à la production des mémorialistes reviendrait à avaliser le monopole narratif de ceux que leurs ressources sociales, leur capital personnel, leur sentiment de compétence, habilitent à l'ego-histoire et autorisent à investir le champ éditorial : ce faisant on tendrait à survaloriser l'expérience des plus enclins à les *faire voir* et à la *faire valoir* »². Cet effet de domination est particulièrement criant en ce qui concerne les mémoires écrits par des femmes³. Il invite par ailleurs à questionner le rapport à l'écriture qu'entretiennent les militants. Bien que nombre d'entre eux aient fait des études secondaires et supérieures, l'écriture, et en particulier l'écriture de soi, reste peu répandue et/ou peu publicisée⁴.

Ces biais potentiels peuvent être contournés de deux manières. D'abord, en approchant les mémoires avec une perspective critique attentive à l'expression des subjectivités intrinsèques à l'objet⁵ sans pour autant le rejeter d'emblée. Ces publications apportent quantité de détails sur le parcours de leur auteur mais également sur le fonctionnement des organisations, leurs relations, les lieux investis et les modalités de la répression. Ensuite, cette situation a renforcé ma volonté d'accéder à des militants n'ayant pas exercé ces positions dominantes au sein des organisations révolutionnaires. J'ai veillé à recouper, dans la mesure

¹ ZILELI G., *Havariler (1972-1983)*, [Les apostats (1972-1983)], Istanbul, İletişim, 2002 et ZILELI G., *Sapak (1983-1992)*, [Détour (1983-1992)], Istanbul, İletişim, 2003.

² LECLERCQ C., « Raisons de sortir ». Les militants du Parti communiste français », in FILLIEULE O. (dir.), *Le désengagement militant, op. cit.*, p. 132.

³ Je n'ai pas trouvé de mémoires militants écrits par une femme. Les mémoires féminines du militantisme et de la répression se sont exprimées dans des publications collectives : COLL., *Kaktüsler susuz da yaşar. Kadınlar Mamak cezaevini anlatıyor*, [Les cactus vivent aussi sans eau. Les femmes racontent la prison de Mamak], Ankara, Dipnot, 2011, SAĞIR A., *Bizi güneşe çıkardılar* [Ils nous ont emmenées au soleil], Istanbul, Ayrıntı, 2015.

⁴ Hüseyin E. m'a dit après un entretien : « Chaque fois on se souvient de choses différentes même en parlant entre nous. On n'écrivait rien donc on ne peut que se souvenir », journal de terrain, 24/05/2014.

⁵ MORALDO D., « Analyser sociologiquement des autobiographies », *SociologieS*, 2014.

du possible, les informations contenues dans ces textes avec les informations contenues dans d'autres types de sources.

Enfin, j'ai également consulté les textes militants publiés à l'époque dans des revues (cf. infra Les sources de presse) ou aujourd'hui compilés dans des ouvrages. Ils donnent un aperçu des débats, des conflits et des prises de position idéologiques qui animent alors la gauche turque¹.

3) Les archives

Il va de soi que l'on ne saurait considérer le dépouillement ici fait des archives avec la méthode historique. Toutefois, l'analyse socio-historique du militantisme politique de la gauche radicale turque et de la répression impliquait une recherche d'archives exploitables dans le but de les croiser avec les résultats des entretiens². Mal connues et mal exploitées, les archives turques constituent, pour reprendre le mot de Michel Lesure, un « monde ignoré »³, et ce, à tous les sens du terme. Elles sont de plusieurs types.

La principale source est composée par les archives militaires. Malheureusement classées, celles-ci sont en grande partie inaccessibles. Les militants de la *78'liler DF* ont pu obtenir, non sans mal, certains documents en émanant mais sont restés évasifs sur leur méthode d'accès aux archives. Le second pan d'archives publiques est composé des sources judiciaires des cours militaires après le coup d'Etat. Je n'y ai pas non plus eu accès. Par ailleurs, leur quantité impressionnante requerrait un travail à la fois colossal et minutieux de tri assorti d'une question de recherche précise pour ne pas s'y noyer. Une des sources que j'ai employées est constituée de la littérature dite « grise » (publications des militaires, statistiques officielles, rapports parlementaires et d'ONG) qui s'échelonnent dans le temps du régime militaire à aujourd'hui. Au-delà des données fournies par ces publications, elles attestent de la mobilisation autour de la répression politique tout en soulignant les représentations véhiculées par les différents protagonistes suivant leur positionnement.

¹ Pour une présentation des principaux textes théoriques de la gauche turque voir TÜRKMEN E. A., *Türkiye Sosyalist solu kitabı 1. 20'lerden 70'lere seçme metinler* [Le livre de la gauche socialiste de Turquie 1. Textes choisis des années 20 aux années 70], Istanbul, Dipnot, 2013 & TÜRKMEN E. A. & ÖZGER Ü., *Türkiye Sosyalist solu kitabı 2. 70'lerden 80'lere seçme metinler* [Le livre de la gauche socialiste de Turquie 2. Textes choisis des années 70 aux années 80], Istanbul, Dipnot, 2014.

² BOSI L. & REITER H., "Historical Methodologies. Archival Research and Oral History in Social Movement Research", in DELLA PORTA D. (ed.), *Methodological practices in social movement research*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 117-143.

³ LESURE M., *Lépante. La crise de l'Empire ottoman*, Folio, Paris, Gallimard, 2013, p. 13.

L'accès aux archives militantes des années 1970 n'est pas toujours aisé. Certaines organisations, de nature clandestine, veillaient à ne pas produire d'archives internes. Seules subsistent les documents (revues, tracts, brochures) qu'elles publiaient alors et qui sont relativement accessibles, notamment en ce qui concerne les organisations les plus importantes (*Dev-Yol, Dev-Sol, Kurtuluş...*) ou les publications d'autojustification collective publiées *a posteriori*¹. En ce qui concerne les organisations légales, la destruction préventive ou punitive des archives sous le régime militaire et les difficultés d'accès aux archives militaires m'a rendu la tâche ardue. Plusieurs organisations ont perdu l'ensemble de leurs archives sur la période 1960-1980. Ainsi des *Halk Evleri* qui m'ont ouvert l'accès à leurs archives en me précisant que la période 1945-1988 était manquante... Néanmoins, les quelques archives disponibles ont été mises à profit. J'ai également pu obtenir des copies d'affiches, de tracts et des photographies me permettant de compléter mon travail de reconstitution des espaces et activités militants des années 1970-1980². Le dernier moyen d'obtenir des archives a consisté à interroger systématiquement les enquêtés sur leur possession éventuelle de documents, quel que soit leur type. Très peu disposaient de sources d'époque, celles-ci ayant été saisies à leur domicile ou détruites par les autorités (non sans avoir été utilisées contre eux le plus souvent). Quand elles n'ont pas été confisquées, la plupart ont été détruites par les militants eux-mêmes ou leurs familles pour ne pas risquer de les compromettre. Seuls quelques-uns les ont gardées, cachées ou confiées à la famille³ et ont pu me transmettre des publications et des photographies.

Les archives concernant la période de l'exil sont minces. Certaines publications artisanales à destination de la Turquie (*Khamşin*) m'ont été envoyées par des militants. Les archives de la FTÖB (comptes-rendus de réunions, publications diverses...) sont gardées par un de ses membres qui envisage de les exploiter un jour. Mes recherches d'archives conservées par les partis politiques français impliqués dans le soutien aux turcs dans les années 1980 se sont révélées infructueuses. Le Nouveau Parti Anticapitaliste [NPA] n'a pas gardé de traces du soutien de la Ligue Communiste Révolutionnaire [LCR] aux réfugiés trotskystes turcs et le Parti Communiste Français [PCF] n'a pas donné suite à mes demandes répétées de consultation des archives de la place du colonel Fabien. Les archives militantes

¹ *Dev-Genç* puis *Dev-Yol* ont beaucoup utilisé ce mode d'action. Elaborés collectivement, ces textes ont ensuite été publiés : MÜFTÜOĞLU O., *Devrimci Yol savunması. 12 Eylül ve Türkiye gerçeği*, BirGün Kitap, 2012 & *THKP-C ve Devrimci Yol'dan bugüne geçmiş değerlendirilmesi. Bu tarih bizim, op. cit.*

² Celles-ci ont été collectées auprès des militants, trouvées dans les archives de presse ou issues de diverses sources (archives mises en ligne...). J'ai veillé à ne considérer que les sources identifiables et datées.

³ Ergun a ainsi confié ses archives à un cousin militaire de confiance qui ne risquait pas de voir son logement soumis à une perquisition.

contemporaines conservent la trace de la tourmente politique passée. La *78'liler DF* ne dispose que de peu d'archives, y compris sur ses propres membres. J'ai pu consulter le classeur des cotisations qui ne référence pas l'ensemble des adhérents et n'était pas mis à jour en 2013. D'autres organisations ont été plus réticentes à m'ouvrir leurs archives. J'ai dû insister et revenir plusieurs fois avant que la TMMOB *Mimarlar Odası* d'Ankara accepte de m'ouvrir ses archives concernant la prison d'Ulucanlar.

Face au caractère aléatoire des rencontres et à la multiplication des refus d'entretien (cf. infra), j'avais projeté de resituer mon groupe d'enquêtés au sein d'une population plus large via la réalisation d'une base prosopographique constituée à partir de notices biographiques rassemblées dans diverses publications sur la gauche turque. Celle-ci a été constituée dans le but de résumer certaines caractéristiques des trajectoires biographiques (données biographiques, scolaires, professionnelles, politiques) permettant de replacer et de comparer les enquêtés interviewés dans un panel plus large. Mais les données se sont révélées trop éparpillées et incomplètes pour donner un résultat satisfaisant et une base de travail à la comparaison. Je l'ai donc abandonné.

Au final, la recherche et l'accès aux archives s'est révélé plus ardu que je ne l'avais escompté. Je n'avais pas anticipé à quel point le sujet restait brûlant et qu'il pourrait susciter des résistances, de la part des autorités comme des militants et sans doute n'ai-je pas su me ménager des accès. J'ai tenté de compenser ces difficultés en élargissant mon champ de recherche avec plus ou moins de succès. L'accès partiel à ces sources m'a néanmoins permis de réaliser les analyses contenues dans la thèse. J'ai cependant bien conscience qu'un accès plus étendu aux archives permettrait d'éclaircir et de préciser certaines lacunes et angles morts.

4) Les observations ethnographiques

Le déroulement de l'enquête m'a conduit, en sus des entretiens menés avec les militants, à les côtoyer dans leur vie quotidienne et dans les actions menées par les différents groupes politiques dans lesquels ils sont aujourd'hui investis. Les observations ne représentent pas le cœur de l'enquête mais viennent contextualiser l'actualisation des engagements. Elles ont principalement été menées autour de quatre moments principaux.

Un des lieux d'observation important est le local de la *78'liler DF* à Kızılay à Ankara. C'est le lieu où se retrouvent les militants dans la journée et pour préparer les mobilisations

importantes. Le positionnement de la Fédération à l'intersection de beaucoup d'organisations politiques de gauche en fait un lieu de passage important. J'y ai longuement séjourné, y ai réalisé plusieurs entretiens et assisté à des réunions préparatoires aux actions de mobilisation.

Le second espace d'observation important est le Musée de la honte [Utanç Müzesi], exposition temporaire installée dans *Çankaya Çağdaş Sanatlar Merkezi* [Centre d'art contemporain de Çankaya] à Ankara (avant de se déplacer dans différentes villes du pays sous l'égide de l'antenne locale de la Fédération). Cette exposition s'est déroulée d'Ankara du 10 au 24 septembre 2013. J'ai assisté à l'inauguration puis suis revenu observer le déroulement de l'exposition (visiteurs, interactions entre les militants et le public...) et des activités parallèles (manifestation en mémoire du coup d'Etat le 12 septembre 2013 dans les rues d'Ankara) pendant la durée de l'exposition.

Une séquence importante lors de l'enquête de terrain fut d'accompagner les militants de la fédération à l'avant-dernière audience du procès des généraux Evren et Şahinkaya au tribunal d'Ankara le 28 juin 2014¹. Cet évènement m'a permis de mieux saisir les relations entre les organisations ainsi que les circulations individuelles. J'ai aussi pu observer en acte les représentations et répertoires victimaires mobilisés par les différents groupes et la manière dont ils tendent à s'harmoniser au-delà des concurrences.

Le dernier espace d'observation est la visite du musée-prison d'Ulucanlar à Altındağ à Ankara. Bien qu'il soit difficile de se représenter les conditions de détention dans cet espace quand il était en service compte tenu de l'ampleur des modifications qui ont été apportées aux locaux (cf. annexe 7), la présence de photographies et l'analyse de la disposition des lieux s'est révélée précieuse. J'avais projeté de faire la visite avec un des militants de la fédération qui s'était proposé de m'y accompagner. Malheureusement, cette idée n'a pu être mise en œuvre. Elle aurait sans doute constitué un outil important de mise en relation des espaces de la répression avec la parole militante.

Le local de *78'liler Derneği* à Istanbul ne se trouvait plus à l'adresse indiquée (contrairement à celui d'Ankara). Je n'ai donc pas pu y réaliser des observations autres que celles effectuées en 2009. L'enquête à Istanbul s'est davantage composée de rencontres individuelles que d'un séjour prolongé autour d'un lieu militant comme j'ai pu le faire à Ankara. Les observations ont enrichi mon analyse basée sur les entretiens et les archives en ancrant davantage les parcours dans le temps présent et me permettant de préciser davantage

¹ Je n'ai pu me rendre, pour des raisons de calendrier, à l'audience où fut prononcé le verdict.

l'analyse des modes d'action et les relations entre organisations politiques évoluant dans le même espace militant.

5) L'analyse spatiale (cartes et relevés)

L'analyse spatiale permet de réintégrer la dimension physique des mobilisations collectives et des trajectoires individuelles souvent négligée dans les analyses. C'est en effet en me rendant compte de l'importance que cette question avait au cours des années 1970 que j'ai pris conscience de la nécessité de la restituer dans la thèse mais aussi de la discuter théoriquement en exploitant la littérature s'y référant. J'ai tenté de reconstituer pour les deux villes étudiées (Istanbul et Ankara), la répartition géographique des groupes révolutionnaires. Cela m'a conduit à établir, en collaboration avec les militants, des cartes mentionnant les espaces contrôlés, les espaces politiques et symboliques clés en même temps que les lieux militants (cafés, librairies, lycées et universités) alors fréquentés¹. J'ai tenté de restituer quand cela m'était possible les circulations militantes dans l'espace urbain. Il est particulièrement difficile d'établir une carte tenant compte des évolutions dans le temps du contrôle des espaces ainsi que de différencier le degré de contrôle des quartiers par les différentes organisations. Il est également très difficile d'obtenir un découpage détaillé des zones investies. Les cartes présentées en annexes 5 & 6 manquent donc de précision et ont une dimension fixiste et atemporelle que je ne suis pas en mesure de corriger.

Pour réaliser ces cartes, j'ai réservé un pan de chaque entretien biographique à la question des espaces du militantisme – mais aussi de tous les espaces de vie alors utilisés par les militants – afin de connaître leurs parcours géographiques au sein du pays et au sein des espaces urbains. Je demandais également des précisions concernant les quartiers alors étiquetés à gauche et à droite médiatiquement ou dans les groupes ainsi que les liens entre ces espaces. Cet aspect s'est révélé très riche car, en plus de me permettre d'objectiver la mobilité personnelle des militants, ceux-ci avaient conservé une mémoire relativement claire des quartiers occupés par leur groupe et les groupes adverses. L'élément qui faisait le plus souvent défaut était la temporalité. Ils ne pouvaient que rarement répondre à la question des dates d'occupation des espaces. Au cours de certains entretiens, j'ai mobilisé une carte de la ville d'Ankara (plus rarement en ce qui concerne Istanbul faute de carte suffisamment

¹ Cette méthode vient dès lors s'ajouter aux autres dispositifs susceptibles de faire surgir la mémoire et d'activer la parole des enquêtés tels les chronologies, les articles de presse, les archives, les organigrammes..., voir DESCAMPS F., *Les sources orales et l'histoire. Récits de vie, entretiens, témoignages oraux*, Paris, Bréal, 2006, p. 46.

détaillée) afin de repérer plus aisément les espaces mentionnés par les militants, éventuellement en leur demandant de me les montrer et de circonscrire sur celle-ci les espaces qu'ils avaient en mémoire. Un bémol cependant vient du fait de la difficulté à trouver des cartes détaillées de l'époque. J'ai donc dû travailler avec une carte contemporaine ce qui n'est pas sans créer des biais potentiels dans les repérages¹. L'usage que j'ai fait des cartes ne se rapproche qu'en partie des cartes mentales dont l'emploi se développe en sociologie et en science politique et qui donne des résultats intéressants². Si l'inspiration est voisine, celles-ci sont davantage employées, non pour restituer un espace passé, mais pour analyser l'appropriation et l'usage d'espaces contemporains.

Mon corpus de mémoires publiés par les militants de gauche de cette période m'a conduit à les lire dans la perspective d'exploiter les données en termes de dates et de lieux qui étaient mentionnés : lieux et trajets des manifestations, lieux de sociabilité, emplacement des événements marquants. J'ai ainsi référencé les lieux et les espaces cités en tentant de recouper les informations avec les autres publications, la presse et les entretiens afin d'observer des récurrences. Ces recoupements avec d'autres données permettent une approche critique des sources.

6) Les sources de presse

J'ai consulté plusieurs périodiques pour établir la chronologie des événements et leur perception par leurs contemporains lorsqu'ils advenaient. Je me suis appuyé sur un dépouillement du journal *Milliyet* pour la période 1969-1980³, appuyé par les chronologies présentes dans la *Cumhuriyet Ansiklopedisi* [Encyclopédie de la République]⁴. J'ai également dépouillé, sur la période 1978-2014, le journal *Le Monde* en relevant les articles traitant de la Turquie ou des réfugiés turcs en France. Ce travail s'est avéré utile pour obtenir des informations sur la période du régime militaire au cours de laquelle la presse turque censurée se révèle fragile. Pour la période plus récente (2013-2016), j'ai mobilisé plusieurs quotidiens

¹ Même si les quartiers et les principaux axes existent toujours.

² BREUX S., REUCHAMPS M. & LOISEAU H. (dirs.), *Carte mentale et science politique. Regards et perspectives critiques sur l'emploi d'un outil prometteur*, Berne, Peter Lang, 2011 & ROWNTREE B., « Les cartes mentales, outil géographique pour la connaissance urbaine. Le cas d'Angers (Maine-et-Loire) », *Norois*, n°176, 1997, p. 585-604.

³ L'ensemble des numéros de *Milliyet* depuis sa création sont disponibles en ligne sur <http://gazetearsivi.milliyet.com.tr/>, consulté le 30/08/2016.

⁴ *Cumhuriyet Ansiklopedisi* [Encyclopédie de la République], *Cilt 3 (1961-1980)* [Tome 3 (1961-1980)] & *Cilt 4 (1981-2000)* [Tome 4 (1981-2000)], Istanbul Yapı Kredi Yayınları, 2002.

différents¹ et des articles de journaux français obtenus par une veille pendant la durée de la thèse. L'analyse localisée des événements politiques s'appuie sur les quotidiens nationaux, faute de presse locale.

Le second corpus de périodiques est constitué de publications militantes des années 1970 aux années 2010. J'ai eu accès aux archives des revues *Dev-Genç* et *Dev-Yol* pour la période 1977-1980 suite à leur mise en ligne par un collectif de jeunes chercheurs turcs travaillant aux Etats-Unis (<http://devrimciyolarsivi.org/>). Les autres publications militantes sont plus difficiles d'accès et plus éparpillées. Pour la période plus contemporaine, j'ai consulté les bulletins publiés par la *78'liler Devrimci Federasyonu* depuis 2008 (les autres étaient manquants au siège) et quelques numéros (également épars) de la publication de la *78'liler Derneği, Tükenmez* [Inépuisable]. Bien entendu, l'usage des sources de presse n'est pas sans comporter des limites désormais explicitées². Malgré ces défauts qui leur sont inhérents, elles restent des outils centraux pour reconstituer les chronologies, caractériser les acteurs et saisir les points de vue.

Section 4 : Plan de la thèse

Cette recherche est découpée en deux parties chronologiques articulées autour du coup d'Etat de septembre 1980. Elles sont chacune composées de trois chapitres allant à chaque fois des transformations macrosociales aux groupes politiques puis aux trajectoires individuelles. Il en découle la possibilité d'une double lecture³. La première, horizontale (chapitres 1 à 6), s'attache à tenir ensemble les trois échelles précédemment dégagées dans une perspective chronologique. En revanche, la seconde, que j'appelle lecture verticale, place les chapitres traitant de la même « échelle » en regard. Ainsi, la lecture des chapitres 1 et 4 permet de suivre l'évolution du régime turc depuis les débuts de la République, celle des chapitres 2 et 5 considère l'évolution sur le long terme de l'espace politique de la gauche turque et celle des chapitres 3 et 6 s'attache à décrire les trajectoires d'engagement

¹ Pour une liste détaillée des articles de presse mobilisés dans le corps du texte, cf. annexe 2.

² FILLIEULE O., « On n'y voit rien. Le recours aux sources de presse pour l'analyse des mobilisations protestataires », in FAVRE P. *et al.*, *L'atelier du politiste*, Paris, La Découverte, 2007, p. 215-240.

³ CORTAZAR M., *Marelle*, Paris, Gallimard, 1979.

révolutionnaire et leurs conséquences sur les parcours individuels des années 1970 à aujourd'hui.

Le premier chapitre décrit la genèse de l'autoritarisme en Turquie depuis les débuts de la République. Il insiste plus particulièrement sur les transformations de l'institution militaire et de son implication dans la sphère politique et rappelle l'historicité des pratiques répressives. Il s'attache ensuite à traiter les différents contextes qui caractérisent la décennie 1970 en mettant en avant les grandes transformations mais aussi les multiples conflits sociaux et politiques qui travaillent alors la société turque. Il dégage ensuite les dynamiques à l'œuvre dans le développement de la violence politique jusqu'en 1980.

Le deuxième chapitre est consacré à l'étude de la constitution du champ multi-organisationnel que constitue progressivement la gauche turque à partir des années 1960. J'en décris la genèse et les pôles de structuration. Cette approche permet de dessiner les contours des partis, syndicats et groupes impliqués dans cet espace et de broser les conflits et alliances qui les lient. Sa seconde partie est consacrée à une focalisation plus précise et comparée entre Istanbul et Ankara. J'y analyse la structuration à la fois locale et spatiale des groupes révolutionnaires au cours de la décennie 1970.

Le troisième chapitre cherche à comprendre les trajectoires individuelles des militants ayant investi les groupes révolutionnaires des années 1970. Il établit dans un premier temps la composition sociale des collectifs avant de s'attacher aux processus de socialisation des acteurs. Il se focalise dans un second temps sur les dynamiques d'engagement et de radicalisation avant de s'intéresser au façonnage institutionnel exercé par les groupes (idéologie, relations hommes/femmes, violence). Enfin, il s'intéresse aux tensions que l'engagement révolutionnaire fait peser sur l'économie générale des sphères de vie et à la manière dont les acteurs parviennent à les gérer.

Dans le quatrième chapitre, je décris comment la junte prend la tête du pays le 12 septembre 1980 et surtout la manière dont elle met en œuvre la répression à l'encontre des mouvements radicaux et réformistes qui se développent depuis les années 1960. Je m'attache ensuite à décrire la manière dont les militaires se sont alliés à certains groupes sociaux jusqu'alors marginalisés pour transformer la situation politique, économique et sociale du pays et imposer un nouveau cadre idéologique. Je montre ainsi qu'à partir de 1980, c'est en partie la concentration de la répression sur les organisations d'extrême gauche qui contribue à

favoriser l'émergence et la croissance des mouvements islamistes avant que la « menace islamiste » ne prenne le dessus.

Le cinquième chapitre est consacré à la recomposition progressive d'un champ multi-organisationnel de gauche en Turquie depuis les années 1980 dans un contexte profondément transformé par le régime militaire. Il débute par l'analyse des résistances opposées au coup d'Etat militaire. Bien que faibles, elles n'en ont pas moins existé et eu des conséquences importantes pour les acteurs qui les ont engagées. Il analyse ensuite le maintien des groupes et des mobilisations en exil, notamment en France. La troisième et dernière partie de ce chapitre analyse l'émergence d'une mobilisation victimaire et mémorielle au tournant des années 2000 autour du militantisme révolutionnaire des années 1970 et du coup d'Etat de 1980.

Enfin, le sixième et dernier chapitre revient sur les trajectoires individuelles pour présenter les conséquences biographiques à court, moyen et long terme et sur l'ensemble des sphères de vie de la répression qui suit le coup d'Etat. Il décrit d'abord les réactions au coup d'Etat (exil, détention) avant de s'intéresser aux dynamiques de reconversion professionnelles et familiales pour y dégager les effets productifs ou au contraire contre-productifs de l'engagement passé. Enfin, après s'être attaché à analyser les trajectoires de désengagement, il se penche sur les réengagements progressifs en lien avec l'offre d'engagement disponible et les contraintes imposées par le contexte politique, économique et social.

Je vous ai donné ma main
Nous avons donné notre main
Embrassez-nous
Vous les sans-culottes de l'Europe !
Cavalons côte à côte
Sur les beaux chevaux rouges que nous
montons !
Le but est là, est là tout près,
Tout, près, partons ! Voyez
Voyez. Ils sont comptés
Les jours qui nous séparent encore de la liberté !
Voyez accourir au loin
La révolution de l'Orient
Qui agite son mouchoir teinté de sang !
Voyez enfin nos beaux chevaux
Qui claquent leurs sabots
Sur le nombril hideux
De l'impérialisme !...¹

¹ Extrait de *Orient-Occident* (Pierre Loti), in HIKMET N., *C'est un dur métier que l'exil*, Anthologie établie et présentée par DOBZYNSKI C., Pantin, Le Temps des Cerises, 1999, p. 67.

PREMIERE PARTIE :
Révolutionnaires sans révolution(s)

CHAPITRE 1 :

LES ANNEES 1970 EN TURQUIE : SOCIOHISTOIRE D'UNE DECENNIE TOURMENTEE

« Sous leurs pieds, les chenilles d'acier tournent en grondant. Ils marchent dans la peur et les ténèbres avancent en même temps qu'eux. À minuit ils investissent la ville de toutes parts. [...] Les Mongols sont revenus sur des tanks »¹

L'enjeu de ce chapitre n'est pas de faire une histoire du régime turc depuis la fin de l'Empire ottoman. Ce chantier a été fort bien mené ailleurs². Pourtant, on ne saurait rendre compte de la singularité de la décennie 1970, des logiques qui la traversent, des trajectoires des acteurs qui s'y sont opposés et de ses suites si l'on ne restitue pas un certain nombre de dimensions structurantes de la vie politique et sociale en Turquie depuis le début du XXe siècle. Une précision s'impose toutefois d'emblée : ce chapitre n'est pas une entrée en matière ou une contextualisation générale dessinant la « toile de fond »³ inerte devant laquelle ont évolué les individus rencontrés pendant l'enquête et ne saurait être considéré séparément des autres. Tout au contraire, il présente, dans la mise en œuvre d'une sociohistoire attentive à la pluralité des échelles d'analyse développée dans l'introduction, un certain nombre de dynamiques macrosociologiques de longue et moyenne durée auxquelles je m'efforcerai de rattacher le plus clairement possible dans la suite de l'ouvrage les trajectoires collectives et individuelles des acteurs qui ne sauraient en être dissociées.

C'est donc à dessiner les continuités et les soubassements sur lesquels repose et se maintient, non sans difficultés, le pouvoir turc (I) que je m'attèlerai dans un premier temps avant de considérer plus en détail les logiques propres à la décennie 1970 (II). Je chercherai également à resituer ces enjeux dans la littérature scientifique, et turcologique en particulier. Plutôt que de perdre l'argumentation dans une quête généalogique effrénée (et bien souvent

¹ GÜRSEL N., *Un long été à Istanbul*, op. cit., pp. 74-75.

² Voir notamment ZÜRCHER E. J., *Turkey. A Modern History*, Londres, I. B. Tauris, 2004 & BOZARSLAN H., *Histoire de la Turquie. De l'Empire à nos jours*, Paris, Tallandier, 2013.

³ ROSS K., *Rimbaud, la Commune de Paris et l'invention de l'histoire spatiale*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2013, p. 7.

culturaliste) des origines de l'autoritarisme en Turquie, je préfère mettre en avant plusieurs points qui me semblent à même de faire comprendre les ressorts sur lesquels se sont bâtis le régime républicain et, par contraste, ses contestations. Une telle approche permet d'éviter de développer une « conception immaculée »¹, pour reprendre les termes de Verta Taylor, des mobilisations des années 1970 ; c'est-à-dire de déshistoriciser tant les mobilisations et les répertoires qu'elles mobilisent que les attitudes inclusives ou répressives du régime à leur rencontre. Il s'agit donc d'historiciser en les rendant indissociables les logiques du pouvoir et celles de sa contestation en Turquie.

Une telle perspective me permettra de me distancier des analyses dépréciatives, passées comme présentes, scientifiques comme indigènes, faisant des années 1970 le retour des « *dark ages* » et « rejetant une longue période dans l'ombre, ou, plutôt, lui conférant le statut d'intervalle »² entre les glorieuses années 1960 et l'autoritarisme des années 1980. Selon moi, l'idiosyncrasie souvent proclamée de ces années qui leur a valu le surnom peu flatteur de « décennie du chaos »³ ou de « période anarchique » (*anarşik ortam*)⁴ est un leurre. La période s'inscrit dans un ensemble de dynamiques externes et internes dont il est possible de rendre compte par l'analyse. Il en va de même du fonctionnement de la gauche radicale qui loin d'être anarchique répond aussi à des logiques de structuration particulières⁵. A rebours d'une conception téléologique faisant du coup d'Etat l'aboutissement inéluctable⁶ d'un moment de folie et d'irrationalité, la première partie de ce chapitre vise à inscrire cette soi-disant « parenthèse »⁷ dans l'histoire mouvementée de la République turque. Je poursuivrai ensuite mon effort d'historicisation en restituant les conditions de possibilité

¹ TAYLOR V., « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes », in FILLIEULE O. (dir.), *Le désengagement militant*, op. cit., p. 229.

² CORBIN A., « Le risque, pour l'historien désireux de comprendre le passé, de savoir ce qui est advenu après la période qu'il étudie », *Sociétés & Représentations*, 2015/2, n°40, p. 342.

³ BOZARSLAN H., « Le chaos après le déluge : notes sur la crise turque des années 70 », *Cultures & Conflits*, n°24-25, 1997, p. 79-89.

⁴ ALPAT I., *Türkiye solu sözlüğü* [Dictionnaire de la gauche turque], Istanbul, Siyah Beyaz Kitap, 2012, p. 37.

⁵ On constate cependant dans les sources que la perception subjective d'une situation de chaos est alors largement partagée dans la population. La presse turque participe, par ses comptes-rendus des actions violentes de cette perception d'une situation incontrôlable. Par exemple : « Bir öğrenci öldürüldü... Sokak savaşı oldu » [« Un étudiant a été tué... Une situation de guerre de rue »], *Milliyet*, 17/01/1977, pp. 1 & 7. La presse militante emploie également la rhétorique et de la guerre et de l'anarchie pour stigmatiser le camp adverse : « 10 aylık bilançosu : 870 öldü » [« Bilan de dix mois d'anarchie : 870 morts »], *Hergün* [quotidien lié au MHP], 01/11/1978, p. 1, cité in GOURISSE B., *La violence politique en Turquie. L'Etat en jeu (1975-1980)*, op. cit., p. 235. A l'opposé, la gauche se défend de propager l'anarchie et accuse le camp adverse de répandre la terreur : « 'Terörizm' ve 'anarşi' değil. FASIZM TERÖR VE FASIZME KARSİ MÜCADELE » [« Ce n'est ni du 'terrorisme' ni de l'anarchie'. Lutte contre la terreur fasciste et le fascisme »], *Dev-Yol*, n°23, 24/10/1978.

⁶ AYDINOĞLU E., *Türkiye solu (1960-1980). Bir amneziğin anıları* [La gauche turque (1960-1980). Souvenirs d'un amnésique], Istanbul, Versus, 2011 [2007], p. 463.

⁷ *Toplum ve Bilim*, « 1970'ler : Kapanmamış parantez » [Les années 1970 : La parenthèse non refermée], n°127, Istanbul, Birikim, 2013.

historiques des événements de la décennie 1970, ce qui implique de prendre en compte les dynamiques de long terme mais également d'y adjoindre celles qui lui sont plus spécifiques. C'est en restituant ensemble les dynamiques plurielles et intriquées et en les articulant aux autres échelles d'analyse précédemment dégagées qu'une contextualisation macrosociologique opérante est possible.

Section 1 : Sociogenèse du « syndrome autoritaire » turc

Je montre ici sur quelles bases idéologiques, politiques et sociales s'est construite la République, avant d'observer comment l'armée s'est progressivement installée au cœur du régime. J'analyserai ensuite comment ce dernier s'est trouvé contesté dans ses fondements mêmes par un retour et une politisation¹ des questions minoritaire et sociale à partir des années 1960 dans lesquelles s'enclasse le radicalisme de gauche.

A) La République du « consensus obligatoire »

Comment s'est opéré le maintien de l'autoritarisme en Turquie, tout en se reconfigurant sans cesse ? L'approche unanimiste et sécuritaire du politique sur le long terme a selon moi très largement contraint l'intégration des différents groupes sociaux et l'émergence d'un espace politique pluraliste.

1) Un régime autoritaire ? Enjeu classificatoire et dynamiques historiques

Encadré I-1 : Le régime turc est-il un régime autoritaire ?

Qualifier le régime turc et son évolution jusqu'en 1980 met d'emblée dans l'embarras et invite à questionner les catégories ordinaires de classification des régimes politiques. Si

¹ La notion de politisation souligne les processus de requalification des activités sociales les plus diverses dont la caractéristique principale est de remettre en cause la différenciation des espaces d'activité en faisant entrer la politique dans un espace social qui l'exclut *a priori*, voir LAGROYE J., « Les processus de politisation », in LAGROYE J. (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 360.

Etienne Copeaux affirme qu'il s'agit d'une « dictature sans dictateur »¹ Elise Massicard fait remarquer, dans les termes de Denis Constant Martin, que « la Turquie demeure à ce jour un 'objet politique non identifié', difficile à qualifier car ni vraiment démocratique, ni vraiment autoritaire »². Prenant acte de la domination de l'armée sur le champ politique, Ahmet Insel a avancé la notion d'« Etat prétorien » pour caractériser le régime turc³. Cette catégorisation a pour principal défaut de participer à constituer l'armée en alliée objective de la bureaucratie – ce qui est historiquement contestable – et d'en faire une institution homogène, autonome et surplombante vis-à-vis du reste de l'espace social. L'imprécision du concept d'autoritarisme, chez Juan Linz par exemple⁴, me conduit à reprendre, en l'adaptant au cas turc, la notion de « syndrome autoritaire » développée par Michel Camau et Vincent Geisser⁵. Cette approche me semble avoir l'avantage de chercher à sortir d'une approche fixiste et réifiante des régimes politiques en rendant attentif, par une approche historique et sociologique, aux (re)configurations des agencements autoritaires. Elle permet de déplacer la question autour de la qualification de la nature du régime vers les modalités d'exercice de la domination et, partant, de la répression. Par ailleurs cette approche a l'intérêt d'amener à penser l'interpénétration de l'Etat et de la société plutôt que de les opposer ou de les séparer. Pour reprendre Frédéric Vairel à propos du Maroc, la situation turque « combine de hauts niveaux de mobilisations et le maintien de l'autoritarisme, précisément parce que l'espace protestataire participe des transformations de ce dernier »⁶. C'est donc une analyse de long terme du syndrome autoritaire turc et de ses effets sur les mobilisations collectives que je propose de développer dans ce chapitre. Je la poursuivrai dans l'analyse des conséquences du coup d'Etat du 12 septembre 1980 dans la seconde partie de la thèse (chapitre 4).

¹ COPEAUX E., « Le consensus obligatoire », in RIGONI I. (dir.), *Turquie : les mille visages*, Paris, Syllepses, 2000, p. 89.

² MASSICARD E., *L'autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires*, Paris, PUF, 2005, p. 10.

³ « Nous utiliserons le concept de régime prétorien pour désigner le processus à travers lequel l'armée, soutenue par la haute bureaucratie civile, s'érige en pouvoir politique indépendant, soit en ayant effectivement recours à la force, soit en menaçant d'y recourir. Le régime prétorien pourrait être considéré comme une forme d'autoritarisme. », INSEL A., « 'Cet État n'est pas sans propriétaires !' Forces prétoriennes et autoritarisme en Turquie », in DABENE O., GEISSER V. & MASSARDIER G. (dirs.), *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIe siècle*, op. cit., p. 135.

⁴ LINZ J. J., *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2000.

⁵ « Lorsque nous parlons d'autoritarisme [...] nous nous référons uniquement à un syndrome, à un ensemble de traits qui rendent compte de tendances caractéristiques d'agencements politiques et de modes d'exercice du pouvoir », CAMAU M. & GEISSER V., *Le syndrome autoritaire : Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 40.

⁶ VAIREL F., « L'opposition en situation autoritaire : statut et modes d'action », in DABENE O., GEISSER V. & MASSARDIER G. (dirs.), *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIe siècle*, op. cit., p. 232.

Les travaux récents menés sur l'histoire de la Turquie moderne ont largement remis en cause l'historiographie officielle turque concernant la rupture historique qu'aurait apportée la proclamation de la République et le kémalisme¹. L'époque est davantage à dresser des continuités qu'à marquer des ruptures entre l'Empire et la République, notamment en ce qui concerne l'action de l'Etat et le maintien de ses structures. Si celui-ci a fortement évolué depuis la proclamation de la République puis le passage au multipartisme, il n'en reste pas moins marqué par des structures et des pratiques autoritaires résilientes.

Le régime kémaliste fait sans nul doute partie des régimes autoritaires modernisateurs de l'entre deux guerres². Entre 1923 et 1946, n'est toléré que le parti unique – le Parti républicain du peuple [*Cumhuriyet Halk Partisi*, désormais CHP]. Les tentatives d'ouverture au pluripartisme tournent court face aux rapides succès que rencontrent les partis d'opposition, pourtant artificiellement formés par des membres du CHP sommés de les constituer. Les principales réformes du kémalisme, célébrées comme la mise en œuvre à marche forcée d'un vaste projet de modernisation (réforme de l'orthographe, suffrage universel masculin et féminin, réforme dite du « chapeau », laïcité) sont imposées par le haut et les récalcitrants sont sévèrement sanctionnés. Ce « réformisme autoritaire » fortement nationaliste constitue le cœur du kémalisme. Il présente à la fois un caractère révolutionnaire et définitif. Après le kémalisme, la révolution étant faite – ou plutôt le kémalisme étant lui-même la révolution en marche –, il ne saurait y avoir d'autre révolution, sauf déstabilisation extérieure ou réactionnaire. Le régime républicain se réapproprie là le discours sur l'ennemi extérieur et intérieur³ observable dès la fin de l'Empire ottoman et alimenté par le traumatisme du traité de Sèvres de 1920⁴. Cette rhétorique de forteresse assiégée qui perdure jusqu'à aujourd'hui avec une incroyable plasticité, fait du peuple turc une victime de l'impérialisme étranger (occidental et russe en particulier) relayé par la « cinquième

¹ BOZARSLAN H., *Histoire de la Turquie. De l'Empire à nos jours*, op. cit., p. 24.

² En suivant la proposition de Guy Hermet, on peut définir un régime autoritaire modernisateur comme un pouvoir exercé « par le haut » et qui vise à « concilier la modernisation économique et la stabilité sociale », HERMET G., « Dictature bourgeoise et modernisation conservatrice : problèmes méthodologiques de l'analyse des situations autoritaires », *Revue française de science politique*, Vol. 25, n°6, 1975. p. 1030.

³ Il me semble que sans uniformiser ou nier les singularités de chaque situation révolutionnaire, la dialectique ennemi intérieur/ennemi extérieur soit un schème récurrent du discours révolutionnaire. Michel Vovelle en a fait une analyse intéressante dans le cas de la Révolution française, VOVELLE M., *La mentalité révolutionnaire*, Paris, Messidor/Editions sociales, 1985, notamment p. 247 et suiv.

⁴ Ce traité qui consacre la défaite de l'Empire à l'issue de la Première guerre mondiale, découpe ses restes de entre puissances occupantes (Grande-Bretagne, France, Italie, Grèce) et prévoit la naissance d'un Etat arménien et d'un Etat Kurde constitue un traumatisme originel pour la Turquie (on parle de « syndrome de Sèvres »). Il sera remplacé, à l'issue de la guerre dite d'indépendance contre les occupants par le traité de Lausanne de 1923 qui reconnaît la République turque dans ses frontières actuelles (hormis la province du Hatay rattachée par la suite).

colonne »¹ intérieure, tour à tour communiste, islamiste ou Kurde. Cette rhétorique du complot fonctionne comme un paradigme du pouvoir en Turquie et dont le corollaire est un nationalisme virulent, militariste et volontiers « anti-impérialiste »².

L'anti-communisme, le pilotage idéologique de la population (à travers les Instituts villageois [*Köy Enstitüleri*] et les maisons du peuple [*Halk Evleri*³]), et surtout la planification économique, rapprochent la Turquie des années 1920 et 1930 des régimes autoritaires européens de l'époque⁴. Le modèle unanimiste kémaliste reste centré autour de l'identité turque et de l'islam, ce qu'Etienne Copeaux a très justement qualifié de « consensus obligatoire »⁵. Le code civil de 1926 prohibe, dans ses articles 141, 142 et 163, la création de partis politiques se revendiquant de la lutte des classes ou mobilisant la religion pour faire campagne. Au final, l'héritage kémaliste est donc profondément confus. Hamit Bozarslan souligne à cet égard qu'« un révolutionnaire de gauche peut citer Kemal conjurant les Turcs de se battre 'contre l'impérialisme et le capitalisme' et un militant de la droite radicale justifie des homicides par l'impératif kémaliste 'd'écraser la tête du communisme dès qu'on le rencontre' »⁶.

Par la suite, et pour faciliter son intégration dans le bloc occidental (cf. infra II-B-1), le régime turc se convertit, non sans difficultés⁷, au multipartisme et aux élections libres en 1946. Le Parti démocrate [*Demokrat Partisi*, DP] est alors fondé par d'anciens cadres du CHP et l'emporte lors des élections législatives de 1950 en canalisant les voix des divers mécontentements générés par la politique réformatrice à marche forcée du régime kémaliste.

¹ KOYRE A., *La cinquième colonne*, Paris, Allia, 1997.

² GEORGEON F., « A la recherche d'une identité : le nationalisme turc », in GÖKALP A. (dir.), *La Turquie en transition. Disparités. Identités. Pouvoirs*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1986, p. 134.

³ Les *Halk Evleri* [Maisons du peuple], créées par l'administration kémaliste dans les années 1930 connaissent, dans les années 1960-1970, une forte réorientation à gauche de leur activité. Elles ont une vocation d'éducation populaire et culturelle. Elles furent dissoutes par le coup d'Etat de 1980 et renaîtront en 1992.

⁴ Il est intéressant de remarquer sur ce point que le petit groupe d'intellectuels qui publie la revue doctrinale du régime, *Kadro*, entre 1932 et 1934 est principalement composé d'anciens communistes ralliés et cooptés par la République à la fin des années 1920, TURKES M., "The Ideology of the Kadro [Cadre] Movement: A Patriotic Leftist Movement in Turkey", *Middle Eastern Studies*, Vol. 34, n°4, 1998, p. 92-119.

⁵ Par analogie avec ce que Marcel Mauss appelait les « croyances obligatoires » d'une société, in MAUSS M., « Esquisse d'une théorie générale de la magie », *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1983 [1950], p. 78. « Le régime turc est en fait un système coercitif dont la réussite au moins partielle est basée sur l'intériorisation de la coercition par une grande partie de la population. [...] Par consensus obligatoire, j'entends un ensemble d'opinions, de jugements, de comportements publics exigés du citoyen, à propos de certaines valeurs (le kémalisme et ses principes), de certains ou évènements du présent (la guerre du Kurdistan, la présence de l'armée turque à Chypre) ou du passé (le génocide des arméniens), de certaines institutions (l'armée, le contrôle de l'armée sur le gouvernement) », COPEAUX E., « Le consensus obligatoire », *op. cit.*, p. 90.

⁶ BOZARSLAN H., *Histoire de la Turquie contemporaine*, Paris, La Découverte, 2007, p. 44-45.

⁷ GOURISSE B., « Une transformation non consensuelle du jeu politique. Autorisation du multipartisme et alternance politique en Turquie (1945-1950) », *Revue française de science politique*, 2015/3, Vol. 65, p. 429-449.

Une fois au pouvoir, le DP déploie une politique économique libérale ouvrant, de manière encore modeste, l'économie turque aux investissements étrangers. Sa politique conservatrice (tolérance à l'égard des confréries interdites sous le CHP, retour du discours religieux dans la vie publique et politique) et profondément anticommuniste lui gagne un électorat majoritairement rural. Mais, plus profondément, le DP met en réalité à mal la position de certains groupes sociaux, et notamment le pouvoir des militaires qu'il entend contenir au profit du seul pouvoir civil. Le renversement des alliances qu'il opère en s'alliant à la bourgeoisie anatolienne et aux classes paysannes fait craindre aux groupes dominants sous le kémalisme une remise en cause de leurs positions. C'est donc davantage en raison de luttes pour le contrôle des ressources étatiques au sein des groupes sociaux dominants qu'en vertu de sa pratique autoritaire et conservatrice du pouvoir que le DP est renversé par l'armée en 1960¹ – laquelle s'impose dès lors comme l'acteur dominant du jeu politique (I-B-1).

Cette incapacité à négocier un contrat politique et social inclusif est l'un des éléments conducteurs de la violence des années 1970. Si la Turquie dispose de structures démocratiques formelles à compter de 1946 et consacrées par la Constitution de 1961 (cf. infra II-B-2), les structures de l'Etat et les rapports de force au sein de celui-ci ont empêché la constitution d'un espace politique pluraliste et compétitif par le maintien d'une gestion répressive de toute contestation et remise en cause de son modèle. Pourtant, à partir des années 1960, le kémalisme, se voit progressivement concurrencé par d'autres idéologies (extrême gauche et extrême droite, islam politique et nationalisme kurde).

2) Une politique répressive complexe à l'égard de la contestation

Encadré I-2 : Renouvellements de perspective dans l'étude de la répression politique

L'étude de la répression politique a fait l'objet de renouvellements théoriques importants ces dernières années qui attendent encore des résultats empiriques. Pour Charles Tilly, Sidney Tarrow et Doug McAdam il s'agit des « efforts pour supprimer tout acte contestataire ou tout groupe ou organisation responsable de ces derniers »². C. Tilly en avait auparavant donné une définition stratégiste plus proche de notre façon d'envisager les

¹ La violence déployée par les militaires à l'encontre des dirigeants du DP est éloquent: jugés par une cour militaire le premier ministre, Adnan Menderes, le ministre des Affaires Étrangères, Fatin Rüştü Zorlu et le ministre des Finances Hasan Polatkan sont exécutés le 16 septembre 1961. Sur le coup d'Etat voir HARRIS G., "The Causes of the 1960 Revolution in Turkey", *Middle East Journal*, Vol. 24, n°4, 1970, p. 438-454.

² McADAM D., TARROW S. & TILLY C., *Dynamics of contention*. Cambridge: Cambridge University Press, 2001, p. 69.

rapports entre militantisme et répression : « toute action menée par un autre groupe qui augmente le coût de l'action collective pour les protestataires »¹. Cette définition a l'avantage de souligner que l'on ne peut étudier le militantisme et sa répression que « relationnellement »². Comme le souligne Hélène Combes, la littérature sur les mouvements sociaux a jusqu'à récemment développé « une focale assez étroite de la répression, tant en termes de modalités que d'acteurs »³. La focalisation sur la répression observable en contexte⁴ a laissé dans l'ombre ses dimensions structurelles, cachées et ses effets de moyen et long terme. La répression peut ainsi mobiliser simultanément ou successivement, différents répertoires coercitifs aux caractéristiques variables : visibles et/ou cachés (bouclage d'un quartier ou opérations secrètes), physiques et/ou symboliques (torture et stigmatisation), directs et/ou indirects (arrestation ou menaces à l'encontre de la famille), ponctuels et/ou durables, continus et/ou discontinus, sélectifs et/ou indiscriminés, préventifs et/ou réactifs, localisés et/ou généralisés mais également genrés.

Par ailleurs, les études sur la répression en régime autoritaire restent lacunaires⁵ comparées aux enquêtes menées en contexte démocratique⁶ et « totalitaire »⁷. A l'échelle individuelle, l'analyse en termes de mobilisation des ressources considère que la répression est avant tout dissuasive en ce qu'elle tend à faire décliner celles-ci. Cependant, pour les tenants de la théorie de la frustration, elle tend plutôt à radicaliser les contestataires, que ce soit en raison de la provocation de « chocs moraux » ou de la production de mobilisations émotionnelles. Le cas turc est représentatif de ce « paradoxe de la répression ». Le coup d'Etat de 1971, s'il provoque une contraction temporaire des mobilisations suite à la répression, participe de la radicalisation de la gauche turque au cours des années 1970 (cf. chapitres 2 & 3). En revanche, le coup d'Etat de 1980 parvient à éradiquer les mobilisations de gauche en mettant une œuvre de répression à vaste échelle (cf. chapitre 4). Afin de sortir

¹ TILLY C., *From Mobilization to Revolution*, MA, Addison-Wesley Publishing Company, 1978, p. 100. Ma traduction.

² CODACCIONI V., *Punir les opposants. PCF et procès politiques (1947-1962)*, Paris, CNRS Editions, 2013.

³ COMBES H., « Répression », in FILLIEULE O., MATHIEU L. & PECHU C. (dirs.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 462-468.

⁴ FILLIEULE O. & DELLA PORTA D. (dirs.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

⁵ EARL J., "Tanks, Tear Gas, and Taxes: Toward a Theory of Movement Repression", *Sociological Theory*, Vol. 21, n°1, 2003, p. 44-68 et VAIREL F., *Politique et mouvements sociaux au Maroc. La révolution désamorcée ?*, *op. cit.*

⁶ DAVENPORT C., JOHNSTON H. & MUELLER C. (eds.), *Repression and Mobilization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005.

⁷ WERTH N., *La terreur et le désarroi. Staline et son système*, Paris, Perrin, 2007.

de cette apparente contradiction, Opp et Roehl¹ suggèrent de formuler la question autrement, pour mieux discerner quels effets sont observés de la répression ; c'est à dire en spécifiant et en contextualisant les relations qu'elle entretient avec les acteurs mobilisés. Il s'agit donc moins de donner un caractère univoque et définitif à la répression que de s'intéresser à l'effet de formes spécifiques de répression (criminalisation judiciaire de la dissidence politique, traitement policier spécialisé du militantisme politique, harcèlement administratif, coup d'État, torture) sur les trajectoires de démobilisation, mais aussi de remobilisation militantes.

Je propose de présenter, dans un premier temps, des aspects structurels de la répression en Turquie afin de mettre en avant les acteurs qui l'utilisent et les « répertoires répressifs »² qu'ils mobilisent sur le long terme. Ceux-ci sont à replacer dans le cadre plus large des techniques de gouvernement et dans une économie de la domination³ dans laquelle elle est constamment réévaluée et articulée à d'autres types de pratiques qui ont pour objet de décourager, d'encadrer ou de canaliser la protestation⁴. Il convient par ailleurs de ne pas postuler l'immobilité de ces répertoires répressifs et de leurs usages ni l'homogénéité des institutions répressives. Ceci me permettra d'éviter un des biais dans laquelle tombe l'analyse en termes de structure des opportunités politiques lorsqu'elle se saisit de cette question⁵. Je verrai plus en détail dans les prochains chapitres les modalités et temporalités de sa mise en œuvre ainsi que ses effets sur les organisations et les acteurs qui la subissent.

Contrairement à ce que proclame l'historiographie officielle, par ailleurs en mutation, l'histoire républicaine, et notamment son implantation, ne se sont pas faits sans heurts. Hamit Bozarslan souligne à juste titre qu'il est nécessaire d'« historiciser l'expérience turque et ses crises multiples, à commencer par la fin de l'Empire Ottoman qui joua un rôle traumatisant, renforçant depuis les réflexes sécuritaires et nationalistes dans le pays »⁶. A cet égard, le kéralisme est « une grille de lecture belligère, ne pouvant se reproduire qu'en classant et

¹ OPP K. D. & ROEHL W., « Repression, Micromobilization, and Political Protest », *Social Forces*, Vol. 69, n°2, 1990, p. 521-547.

² En déplaçant ici une notion bien connue caractérisant les modalités de l'action protestataire, TILLY C., « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle*, n°4, 1984, p. 89-108. Didier Bigo parle, pour sa part, de « répertoire d'action coercitive », BIGO D., « Disparitions, coercition et violence symbolique », *Cultures & Conflits*, n°13-14, 1994.

³ HIBOU B., *La force de l'obéissance. Economie politique de la répression en Tunisie*, Paris, La Découverte, 2006.

⁴ HMED C., « Répression d'État et situation révolutionnaire en Tunisie (2010-2011) », *Vingtième Siècle*, 2015/4, n°128, p. 79.

⁵ COMBES H. & FILLIEULE O., « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire. Modèles structurels et interactions stratégiques », *art. cit.*, p. 1057.

⁶ BOZARSLAN H., *Histoire de la Turquie contemporaine*, *op. cit.*, p. 106.

déclassant, en qualifiant et disqualifiant tel ou tel groupe, comme ennemi ou comme ami »¹. Il contient donc une violence intrinsèque puisqu'il criminalise toute contestation et rejette toute différence, tout écart avec le « modèle » national turc qu'il a érigé. La répression dont la gauche a fait l'objet après les deux coups d'Etat de 1971 et 1980 doit donc être réinscrite dans une perspective plus longue de lutte du régime contre les oppositions, tour à tour socialistes, séparatistes et religieuses.

La gestion répressive de la contestation se retrouve tout au long de l'histoire républicaine. Dès les années 1920-1930, les transformations mises en œuvre par le régime, sa volonté d'homogénéisation nationale, les promesses non tenues faites pendant la guerre d'indépendance² et l'affaiblissement des ressources des chefs Kurdes captées par l'administration centrale, génèrent de fortes contestations du régime, notamment parmi les populations exclues de la nouvelle identité nationale. La criminalisation des opposants accroît les tensions et soulignera l'incapacité du régime à comprendre – au double sens du terme – l'ensemble des populations dans un contrat social inclusif. Dès 1925, une résistance kurde, dirigée par Cheikh Saïd, défie trois mois durant le pouvoir dans l'Est du pays. Elle entraîne le vote par le Parlement d'une « loi sur le maintien de l'ordre » qui autorise le gouvernement à dissoudre toutes les organisations susceptibles de menacer le pays, interdit de nombreux journaux, ferme le Parti républicain progressiste³ et confirme l'interdiction du *Türkiye Komünist Partisi* [TKP, Parti communiste de Turquie]. Pourtant, plusieurs révoltes suivront, toujours en zone kurde, comme celle d'Ararat en 1930 et celle de Dersim entre 1936 et 1938, qui sont violemment réprimées⁴, faisant entrer le mouvement kurde dans un exil intérieur prolongé. Les kémalistes décrivent alors – et parfois aujourd'hui encore – ces révoltes comme des complots antinationaux et des surges réactionnaires, réfractaires au nouvel ordre moderne et laïc. La répression réduit au silence la contestation kurde qui ne ré-émerge progressivement qu'à partir des années 1960 à travers le mouvement de gauche.

La seconde mouvance politique combattue par le kémalisme est le communisme et son organe turc, le TKP. Concurrent du kémalisme et soutenu par l'URSS même s'il est encore faible parmi les dirigeants turcs en lutte pour l'indépendance après la Première Guerre

¹ *Ibid.*, p. 107.

² Notamment à l'attention des chefs Kurdes et des tenants du califat auxquels Kemal avait donné des garanties quant à la préservation de leurs ressources et statuts.

³ Le *Terakkiperver Cumhuriyet Fırkası* [TCF, Parti républicain progressiste] est le parti créé en octobre 1924 pour initier un multipartisme en Turquie. Une autre tentative de multipartisme aura lieu en 1930 avec le *Serbest Cumhuriyet Fırkası* [SCF, Parti républicain libéral] qui ne survivra pas six mois entre août et novembre 1930.

⁴ Si le bilan reste encore sujet à controverses, on estime que la répression a fait plusieurs milliers de morts au cours des opérations à Dersim. En novembre 2011, le premier ministre Recep Tayyip Erdoğan s'est excusé officiellement, au nom de l'État turc, pour le massacre perpétré à Dersim

mondiale, ses dirigeants sont éliminés par Kemal en janvier 1921. Après la victoire de ce dernier la répression s'accélère et les communistes anatoliens sont arrêtés en octobre et novembre 1922¹. En mai 1925, prétextant les révoltes dans l'Est, une nouvelle vague d'arrestations et de condamnations touche les communistes. Le poète Nâzım Hikmet est alors condamné à quinze ans de prison. L'adoption en 1926 du code civil condamne le parti à la clandestinité en Turquie et à l'exil, d'abord en Russie puis en Allemagne de l'Est. La fin du régime de parti unique et le succès du Parti démocrate aux élections en 1950 ne changent guère l'attitude de l'Etat vis-à-vis du mouvement communiste clandestin qui connaît des vagues d'arrestations dans les années 1950, notamment parmi les intellectuels. La suspicion de sympathie communiste reste un moyen de pression exercé à leur rencontre depuis les années 1920. Ainsi, avant même les purges de l'université par les militaires en 1981, le gouvernement de Süleyman Demirel évince certains enseignants soupçonnés de communisme en 1966-1967². La répression qui frappe des mouvements contestataires invite donc à réviser l'idée selon laquelle les réformes et transformations kémalistes se sont déroulées sans heurts. Notons de plus que la contestation du régime n'émerge pas seulement dans les années 1960 sous l'influence des mouvements soixante-huitards européens mais elle lui est à la fois antérieure et endogène.

Il convient néanmoins de nuancer ce tableau tendant à faire des autorités turques une puissance capable d'éradiquer la contestation sur son sol. L'Etat turc³, n'a pas toujours les moyens de ses ambitions répressives. En effet, s'il se singularise par une puissante volonté d'homogénéisation sociale et politique, il suscite des résistances diverses qu'il ne parvient pas toujours – ou difficilement – à contenir. Cela ramène à la littérature classique approchant l'Etat turc comme un Etat fort, autonome d'une « société civile »⁴ et donc en mesure d'imposer par le haut la modernisation nécessaire à son développement. La littérature scientifique a elle-même participé à cette naturalisation de la domination en endossant le discours kémaliste revendiquant un Etat fort ainsi que l'a montré Benjamin Gourisse⁵. Ainsi

¹ HARRIS G. S., *The Origins of Communism in Turkey*, Stanford, Hoover Institution Publications, 1967, p. 114.

² ZÜRCHER E. J., *Turkey. A Modern History*, *op. cit.*, p. 251.

³ J'adopte par commodité le singulier lorsque j'évoque les institutions étatiques. Je garde néanmoins à l'esprit que derrière l'unicité du vocable agissent une pluralité d'institutions, de groupes sociaux et d'acteurs en lutte pour l'imposition de leur point de vue en son sein, BOURDIEU P., *Sur l'Etat. Cours au Collège de France 1989-1992*, *op. cit.*

⁴ Pour une critique de cette notion appliquée au cas turc, voir *infra* chapitre 5.

⁵ GOURISSE B., « Ordonner et transiger : l'action publique au concret dans l'Empire ottoman et en Turquie », in AYMES M. GOURISSE B. & MASSICARD E., *L'art de l'Etat en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours*, *op. cit.*, p. 11-34.

le clivage centre/périphérie, dont Metin Heper et Şerif Mardin¹ font la ligne de fracture principale des systèmes politiques ottoman et turc, peut être décrypté à cette aune. Dans la théorie de la domination de l'Etat, celui-ci est présenté comme un corps autonome et homogène, la société y est perçue comme passive et inorganisée². Quant au paradigme de la modernisation, il avalise l'historiographie officielle de la République faisant de la volonté de Mustafa Kemal le moteur de la modernisation et de la construction d'un Etat sur les ruines de l'Empire³. En réalité, le pouvoir turc ne dispose pas toujours des moyens de ses ambitions coercitives. Souvent les agents des administrations centrales ne parviennent ni à prévoir, ni à réprimer, ni même, dans certains cas, à localiser les résistances qui s'organisent. Je constate ces limites dans la mise en œuvre de la répression au cours des années 1970 qui ne parvient pas toujours à circonvenir la violence ni à garder la main sur certains pans du territoire⁴. L'Etat turc se trouve finalement dans une situation paradoxale car il se veut et est initialement perçu comme fort (et autonome de la société) mais il se révèle à l'étude faible et particulièrement violent dans sa gestion de la contestation.

Par ailleurs, des travaux d'historiens et de politistes ont montré une continuité dans la délégation historique de la coercition qui se retrouve depuis l'Empire et jusqu'aux années 1980-1990⁵, participant ainsi à l'affaiblissement du pouvoir central et à la dispersion de l'usage de la violence. Il est désormais notoire que les forces de sécurité ont travaillé en collaboration avec des milices proches du parti d'extrême droite, le *Milliyetçi Hareket Partisi*, [MHP, Parti d'action nationaliste], pour éradiquer les groupes de gauche les plus radicaux des années 1970. Ces collusions se sont poursuivies après le coup d'Etat de 1980, malgré la répression qui touche certains militants nationalistes, notamment à partir du moment où le PKK débute ses actions dans le sud-est du pays⁶. Cette pratique, historiquement très ancrée, explique en partie, la faiblesse et la délégitimation de certaines institutions du maintien de l'ordre, et en premier lieu de la police. Benjamin Gourisse a bien souligné dans son étude de la décennie 1970 que la police souffre alors d'un sous-équipement chronique et d'un manque

¹ MARDIN S., "Center-Periphery Relations: A Key to Turkish Politics?", *Daedalus*, Vol. 102, n°1, 1973, p. 169-190.

² HEPER M., *The State Tradition in Turkey*, Northgate, The Eothen Press, 1985.

³ DUMONT P., *Mustafa Kemal invente la Turquie moderne. 1919-1924*, Bruxelles, Complexe, 1983.

⁴ Paul Stirling, dans son étude anthropologique d'un village turc dans le département de Kayseri mentionne qu'un seul sergent et quatre gendarmes stationnaient à Elbaşı, pour contrôler 17 villages, STIRLING P., *Turkish Village*, Londres, Weidenfield and Nicholson, 1965, p. 269.

⁵ GOURISSE B., *La violence politique en Turquie. L'Etat en jeu (1975-1980)*, *op. cit.*, notamment chap. 1.

⁶ MASSICARD E., « La politique à l'articulation entre institutions de sécurité et univers criminel. Les 'bandes en uniforme' en Turquie », in BRIQUET J-L. & FAVAREL-GARRIGUES G. (dirs.), *Milieus criminels et pouvoir politique. Les ressorts illicites de l'Etat*, Paris, Karthala, 2008, p. 57-94.

de formation patent¹. Son inefficacité est renforcée par la montée des tensions politiques en son sein qui tendent à la paralyser², y compris dans les grandes villes comme Istanbul et Ankara.

Parallèlement à ces logiques d'affaiblissement structurel du maintien de l'ordre civil et de délégation du monopole de la violence légitime de l'Etat turc, on observe la montée en puissance et l'autonomisation des organes sécuritaires à partir des années 1960. Cette situation conduit à une forte concurrence dans la « division du travail répressif »³. C'est sans doute là un des paradoxes supplémentaires de la Constitution « libérale » de 1961 qui renforce le pouvoir des militaires et consacre leur droit d'intervention dans le champ politique. Elle est alors la seule institution sécuritaire bien équipée par le soutien et les subsides américains (cf. infra). Simultanément, au sein de l'état-major des armées, émerge la Division de guerre spéciale [*Özel Harp Dairesi*] cellule *stay-behind* du réseau *Gladio*⁴. Elle s'appuie sur des ressources militaires et des organisations civiles, notamment d'extrême-droite, pour développer ses activités en Turquie. Des milliers de personnes ont été torturées selon les règles de la « guerre psychologique » dans les centres de contre-guérilla, créés d'après l'enseignement de la CIA reçu au Panama par les militaires turcs. Enfin, la contre-guérilla [*Kontrgerilla*], organisation clandestine formée de militants d'extrême droite entretenus par l'armée et subventionnée par les Etats-Unis, est créée en 1959 pour prévenir une prise de pouvoir communiste.

Le second groupe d'acteurs qui s'autonomise progressivement du pouvoir civil est constitué par les différentes officines des services de sécurité qui développent leur propre agenda et se trouvent rapidement en situation de concurrence. Mais les civils ont eux-mêmes participé à cette logique sécuritaire qui se diffuse rapidement au sein des forces de sécurité. L'assemblée nationale crée une commission parlementaire en janvier 1963 visant la mise en

¹ Y compris pour la *Toplum polisi* [Police de la société] créée en juillet 1965 pour encadrer les mobilisations collectives. Réformée par le régime militaire, elle devient la *Çevik kuvvet* [Force d'intervention rapide] en janvier 1982.

² GOURISSE B., « Pluralité des rapports aux normes professionnelles et politisation des pratiques dans la police turque des années 1970 », *European Journal of Turkish Studies*, n°8, 2008, voir également, GÜREL B., "'Communist Police!' The State in the 1970s Turkey", *Journal of Historical Studies*, n°2, 2004, p. 1-18.

³ BRUNETEAUX P., *Maintenir l'ordre. Les transformations de la violence d'Etat en régime démocratique*, Paris, Presses de Sciences Po/FNSP, 1995, p. 21.

⁴ Les cellules *stay-behind* sont des réseaux clandestins coordonnés par l'OTAN pendant la Guerre froide. Implantés dans de nombreux pays européens (Italie, Belgique, RFA, Grèce, France, Turquie...) ces organes visaient à prévenir la pénétration communiste et constituaient un réseau activable en cas d'invasion par les forces du Pacte de Varsovie. A ce sujet voir, GANSER D., *Les armées secrètes de l'OTAN : réseaux Stay Behind, opération Gladio et terrorisme en Europe de l'Ouest*, Paris, Demi Lune, 2007.

œuvre de méthodes pour combattre le communisme [*Komünizmle Mücadele Komisyonu*]¹. Elle est suivie en 1964 par la mise en place de l'Association pour la lutte contre le communisme [KMD, *Komünizmle Mücadele Derneği*] qui diffuse de la propagande anti-communiste et incite à la délation. Le MHP ne manque pas de s'appuyer sur elle pour légitimer ses actions. Par ailleurs, les services secrets turcs, le MIT [*Millî İstihbarat Teşkilatı*, Organisation de renseignement national], sont créés en 1965 en remplacement du *Millî İstihbarat Hizmeti* [MIH, Bureau du renseignement national]. Ils jouent un rôle important dans la répression de la gauche après le mémorandum du 12 mars 1971. Leurs « laboratoires », ainsi que les acteurs les nomment, restent des lieux de torture tristement célèbres.

Ces différentes organisations qui œuvrent avec des positions idéologiques proches et forment progressivement un véritable « secteur sécuritaire »², se trouvent pourtant en position de concurrence. Cette concurrence reflète les rapports de force entre et au sein des principaux organes de sécurité et les conduira à suivre des agendas répressifs complexes aujourd'hui difficilement cernables. Les États-Unis, comme dans la France de l'après-guerre soucieuse de réprimer l'agitation communiste, « jouent comme un guide dans la répression anticommuniste, fonctionnant à la fois comme une ressource pour la collecte d'informations et comme un réservoir d'expériences pratiques à mettre en œuvre »³. Il faut donc réintégrer et mettre en perspective la répression politique dans la période de crise qui affecte tous les secteurs de l'État, y compris les secteurs répressifs, au cours des années 1970. Il faut, pour compléter ce tableau, faire un point sur l'armée qui domine le champ politique à partir du début des années 1960.

B) L'armée : actrice dominante dans le système politique et économique

L'armée turque n'est pas une institution totalement autonome de la société et de l'État turcs⁴. Cette perspective conduit à un double aveuglement concernant sa position. D'abord, elle se trouve identifiée, dans une vision normative, comme un obstacle à la démocratisation

¹ AHMAD F., *The Turkish Experiment in Democracy, 1950-1975*, Londres, C. Hurst & Company, 1977, p. 219.

² VAIREL F., *Politique et mouvement sociaux au Maroc. La révolution désamorcée ?*, op. cit., p. 69.

³ CODACCIONI V., *Punir les opposants. PCF et procès politiques (1947-1962)*, op. cit., p. 109.

⁴ Pour une critique de l'appréhension de l'évolution de la position de l'armée turque dans la littérature turcologique, voir DORRONSORO G. & GOURISSE B., « L'armée turque en politique. Autonomie institutionnelle, formation de coalitions sociales et production des crises », art. cit.

face à une société magnifiée, naturellement demandeuse de liberté. Ensuite, postuler son autonomie totale des autres pouvoirs et de la « société civile » empêche de saisir son rôle politique au cours des deux décennies agitées qui m'intéressent¹. A la suite d'Alain Rouquié, je considère, au contraire, les forces armées comme des forces proprement politiques². Par ailleurs, l'institution militaire elle-même n'est pas exempte de tensions, de contradictions et de fragmentations internes. On observe sur la longue durée un « déplacement du rôle de l'armée, de gardienne des frontières à celui de garante des limites de la communauté politique, de l'extérieur vers l'intérieur »³.

1) Une implication croissante des militaires dans la politique turque: les coups d'Etat de 1960 et 1971

Historiquement, l'armée tient en Turquie une place centrale dans la structure de l'Etat turc. Elle est en charge de la lutte contre ses ennemis extérieurs *et* intérieurs⁴. Cette valorisation de l'armée et la légitimation de son rôle politique est renforcée par ses statuts mêmes. L'article 35 du Statut des Forces Armées précise que « le devoir des forces armées est de sauvegarder (*kollamak*) et de défendre (*korumak*) le territoire turc et la République de Turquie telle qu'elle est désignée par la Constitution »⁵. L'armée, s'appuyant sur l'héritage kémaliste, se perçoit et se revendique comme l'incarnation de la nation. Cette disposition légale est un des leviers de légitimation de son implication grandissante dans la vie politique du pays au cours des décennies suivantes. Par ailleurs, le service militaire obligatoire, conçu comme un élément de socialisation politique et citoyenne, contribue lui aussi à la vision tutélaire que l'armée cherche à se donner⁶. Néanmoins, s'en tenir, comme c'est souvent le cas, à cette position idéologique, ne saurait épuiser l'analyse de la position structurelle de

¹ BOZARSLAN H., « Armée et politique en Turquie (1908-1980) », *Vingtième Siècle*, 2014/4, n°124, p. 87-98.

² ROUQUIÉ A., « Les processus politiques au sein des partis militaires : définitions et dynamiques », in ROUQUIÉ A. (dir.), *La politique de Mars. Les processus politiques dans les partis militaires contemporains*, Paris, Le Sycomore, 1981, p. 17-38.

³ VAIREL F., « L'opposition en situation autoritaire : statut et modes d'action », in DABENE O., GEISSER V. & MASSARDIER G. (dirs.), *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIe siècle, op. cit.*, p. 215.

⁴ A la fin des années 1930, Mustafa Kemal en fait explicitement la garante de l'intégrité du pays dans un discours resté célèbre : « Notre grande nation et moi-même, faisons complètement confiance à votre volonté et à votre empressement à faire votre devoir, à tout moment, pour protéger la gloire et l'honneur de la patrie turque et le peuple turc contre tout danger interne ou externe », Message adressé par Atatürk à l'armée turque le 29 octobre 1938 à l'occasion du quinzième anniversaire de la République, cité in JEVAKOFF A., « Le kémalisme : 50 ans après », *Cahiers d'études sur la Méditerranée et le Monde Turco-Iranien*, n°8, 1989.

⁵ Cette disposition a été supprimée en 2013.

⁶ La République a développé un discours très martial et viriliste, comme le souligne le dicton « chaque Turc naît soldat », ALTINAY A. G., *The Myth of the Military-Nation: Militarism, Gender, And Education in Turkey*, Londres, Palgrave Macmillan, 2006..

l'institution¹. Chaque coup d'Etat conserve ses logiques propres mais il semble possible d'affirmer qu'ils apparaissent comme des réactions de l'armée contre l'investissement des institutions par les partis ou comme un mode de défense des officiers d'état-major contre des secteurs politisés de l'institution susceptibles, à terme, de contester leurs positions.

De fait, l'armée s'autonomise progressivement du pouvoir civil à partir de la fin des années 1950. Le processus est achevé en 1978 avec la nomination du général Evren à la tête de l'état-major. Si mon sujet d'étude m'amène à me focaliser sur l'intervention directe de l'armée dans le champ politique par le biais des coups d'Etat, il faut noter qu'elle intervient de multiples façons dans ce champ comme, par exemple, par son pouvoir d'influence sur les politiques de sécurité (à travers le MGK² [*Milli Güvenlik Kurulu*, Conseil de sécurité nationale]), les financements qu'elle accorde aux associations, etc. Elle se construit par ailleurs un pouvoir économique considérable³. Dans la décennie 1960, elle se dote d'une mutuelle, la *Ordu Yardımlaşma Kurumu* [OYAK, Mutuelle d'entre-aide de l'armée], qui devient rapidement l'une des plus grandes puissances économiques du pays⁴. La constitution de l'OYAK contribue à l'insertion des hauts gradés dans les réseaux d'affaires et à reconfigurer leurs intérêts, notamment face au mouvement ouvrier qui connaît alors une nette radicalisation. Pour autant, si l'armée parvient à s'imposer comme une « oligarchie financière et un parti politique [...] », elle ne peut pour autant se légitimer par une posture supra-sociale, supra-politique exclusive et elle doit par conséquent interagir avec d'autres acteurs issus de l'Etat ou de la société »⁵.

¹ Gilles Dorronsoro et Benjamin Gourisse résument les deux modèles qui sont régulièrement appliqués à l'armée turque et soulignent leurs insuffisances pour rendre compte de ses positions et prises de position : « le modèle instrumentaliste qui réduit le militaire à un agent d'exécution passif convié à intervenir dans le jeu politique en faveur de tel ou tel autre joueur et sous-estime par ce fait le système de valeurs propre aux forces armées, et l'approche institutionnaliste qui surestime celui-ci et considère que les racines de l'interventionnisme militaire sont à rechercher exclusivement à l'intérieur de l'institution et résultent du processus de socialisation interne de son corps d'officiers (en l'occurrence de l'intériorisation excessive des principes kémalistes jalousement gardés) », DORRONSORO G. & GOURISSE B., « L'armée turque en politique. Autonomie institutionnelle, formation de coalitions sociales et production des crises », *art. cit.*, p. 264.

² Instauré par la constitution de 1961 (article 11), le MGK est une instance réunissant les chefs d'état-major ainsi que le chef de l'Etat, le premier ministre et les ministres concernés par les débats. Dominé par les militaires, il émet des recommandations en matière de sécurité intérieure et extérieure obligatoirement appliquées par le gouvernement. Le MGK est l'instance principale de contrôle du gouvernement par l'armée, régulièrement renforcée par les coups d'Etat successifs (1971, 1980). Progressivement réformé à partir du début des années 2000, il n'est devenu un organe consultatif qu'en 2004 à l'issue du bras de fer entre l'actuel président de la République, Recep Tayyip Erdoğan, et l'état-major.

³ Sur l'implication économique croissante de l'armée depuis les années 1960 voir REAL PINTO G. A., *Armée sans frontière. Redéploiement économique du pouvoir militaire dans la Turquie néolibérale*, Thèse de doctorat, Institut d'Études Politiques de Paris, 2012.

⁴ Sur l'évolution de l'armée au cours de la période INSEL A. & BAYRAMOĞLU A. (dirs.), *Bir zümre, bir parti. Türkiye'de ordu* [Un clan, un parti. L'armée en Turquie], Istanbul, İletişim, 2013.

⁵ BOZARSLAN H., « Armée et politique en Turquie (1908-1980) », *art. cit.*, p. 88.

Le coup d'Etat du 27 mai 1960 jouit en Turquie d'une image plutôt positive¹. Il est perçu comme une intervention, sinon une révolution salutaire, de l'armée pour mettre un terme à la dérive autoritaire et religieuse du DP tout au long des années 1950. De plus, il est perçu comme un coup d'Etat « progressiste » à l'origine, selon l'expression consacrée, de « la Constitution la plus démocratique de l'histoire de la République »² en 1961. Cette vision a été récemment battue en brèche. D'abord, Gilles Dorransoro et Benjamin Gourisse ont récemment montré que loin d'être une alliance objective entre forces civiles et militaires progressistes cherchant à élargir les droits et libertés fondamentaux, il s'agit avant tout d'une mobilisation sectorielle visant une réforme des forces armées qui impliquait de renverser les rapports hiérarchiques au sein de l'institution. L'absence de vision commune explique la naissance rapide de divisions au sein du comité d'union nationale³. Ensuite, Nicolas Camélio a souligné la difficulté de relier ce coup d'Etat militaire à l'avènement de la démocratie et montré les hésitations des militaires une fois le DP renversé – l'écriture d'une nouvelle Constitution n'était pas prévue – et la difficulté que ces derniers ont eue à maintenir les civils hors du processus de rédaction⁴. L'ambiguïté est d'autant plus patente que dans la constitution, promulguée suite au renversement du pouvoir, l'armée s'octroie un rôle de premier plan à travers le MGK et son droit d'intervention reconnu dans le préambule de la nouvelle constitution. Les forces politiques, de droite comme de gauche, intériorisant ce droit ultime reconnu aux forces armées, essayeront de l'instrumentaliser en leur faveur selon la conjoncture politique du moment. À la suite de cette prise de pouvoir directe, la « présence absente »⁵ de l'armée dans la vie politique devient donc une présence inscrite dans l'ordre institutionnel qui s'incarne dans la domination par les militaires de la tête de l'Etat⁶ et conduit à une routinisation de la participation des officiers supérieurs à la décision politique⁷.

¹ Sur la perception des coups d'Etat militaires successifs en Turquie voir, MONCEAU N., « Le rôle des coups d'Etat militaires dans la formation et la trajectoire des générations politiques, l'exemple de la génération 68 en Turquie », *Revue internationale de politique comparée*, 2009/2, Vol. 16, p. 221-239.

² KAZANCIGIL A., « L'Etat, figure centrale de la modernité turque », in VANER S. (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard-CERI, 2005, p. 140.

³ DORRONSORO G. & GOURISSE B., « L'armée turque en politique. Autonomie institutionnelle, formation de coalitions sociales et production des crises », *art. cit.*, p. 623.

⁴ CAMELIO N., « Le droit saisi par les militaires : la rédaction de la Constitution de 1961 », in AYMES M. GOURISSE B. & MASSICARD E. (dirs.), *L'art de l'Etat en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours*, *op. cit.*, p. 127-149.

⁵ INSEL A., « 'Cet État n'est pas sans propriétaires !' Forces prétoriennes et autoritarisme en Turquie », *op. cit.*, p. 136.

⁶ A partir de 1961, et jusqu'en 1989, les présidents de la République seront exclusivement des militaires : Cemal Gürsel (1961-1966), Cevdet Sunay (1966-1973), Fahri Korutürk (1973-1980), Kenan Evren (d'abord en tant que chef du MGK de 1980 à 1982 puis président de 1982 à 1989).

⁷ PICARD E., « Armée et sécurité au cœur de l'autoritarisme », in DABENE O., GEISSER V. & MASSARDIER G. (dirs.), *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIe siècle*, *op. cit.*, p. 314.

L'état-major intervient de nouveau le 12 mars 1971 pour pallier un probable coup d'Etat d'officiers socialisants. Il remet un mémorandum au gouvernement qui démissionne aussitôt. Un gouvernement de technocrates – dirigé par Nihat Erim, mais supervisé par l'état-major militaire – est mis en place¹. Cette intervention relève une fois encore de dynamiques internes à l'armée. Les militaires choisissent de ne pas dissoudre le Parlement, espérant gouverner par procuration avec son aval. La gauche avait initialement bien accueilli le mémorandum à l'encontre de Süleyman Demirel qui dirigeait alors le pays. Les organisations de gauche, ignorant les rapports de force et les coups internes à l'armée, pensent en effet vivre une réédition de 1960 qui, cette fois aboutira et produira une véritable révolution socialiste² :

« A : [Le jour de] l'ultimatum, j'étais au lycée Galatasaray [...]. C'était un après-midi et il y a quelqu'un qui vient [...] et il m'a dit : « Les militaires ont lancé un ultimatum, Demirel a démissionné » et on a fait une fête. On a fait une vraie fête en disant : « Ouaiiis ! Demirel a démissionné, notre ennemi est parti ! ». Et pendant à peu près trois-quatre jours, pour nous c'était plutôt la fête. Bon après on a compris. [...] pour nous c'était le coup d'Etat de 60 qui était revenu et ils avaient chassé les réactionnaires en 60, ils allaient rechasser les réactionnaires en 71. L'attente c'était ça »³.

Elles déchantent vite face à la répression qui, par surprise, déstructure profondément les organisations militantes en provoquant leur dispersion et la mise en sommeil temporaire des mobilisations. Le coup d'Etat de 1971 scelle la fin de l'alliance entre la gauche radicale et certains pans de l'institution militaire. Ismail Cem résume cet épisode répressif en soulignant qu'il visait à « tomber comme une massue sur la tête de la gauche »⁴. Les leaders étudiants de gauche ayant entamé une résistance armée à l'encontre des militaires, Deniz Gezmiş, Yusuf Aslan, Hüseyin Inan (THKO), Mahir Çayan (THKP-C) et Ibrahim Kaypakkaya (TKP-ML/TIKKO) pour ne citer que les plus célèbres, sont exécutés. Les partis⁵, groupes et

¹ Avant les élections de 1973, plusieurs cabinets se succèdent : 03/1971-12/1971 : 1^{er} cabinet Erim, 12/1971-05/1972 : 2^e cabinet Erim, 05/1972-04/1973 : Cabinet de Ferit Melen et 04/1973-01/1974 : cabinet de Naim Talu.

² *Dev Genç*, principale organisation de la gauche étudiante (cf. chapitre 2), écrit dans un communiqué juste après l'annonce de l'intervention militaire : « Le mémorandum des généraux rend compte de la situation d'une façon juste et objective. Néanmoins, un gouvernement fort ne peut être constitué par le Parlement actuel. La solution ne peut être parlementaire. Qu'il s'agisse de réaliser la réforme agraire, de neutraliser le commerce extérieur et de réviser les relations avec les Etats-Unis, nous, de toutes nos forces, serons aux côtés des forces armées », cité in, ÜNSALDI L., *Le militaire et la politique en Turquie*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 100.

³ Entretien avec Ahmet, le 12/03/2015. Les entretiens en français sont cités directement, les entretiens réalisés en turc sont traduits par moi. Pour la liste des entretiens et la langue dans laquelle ils ont été effectués, voir annexe 1.

⁴ CEM I., *12 Mart* [(Le régime militaire du) 12 mars], Istanbul, Cem Yayınları, 1973, p. 434.

⁵ Le TIP [*Türkiye İşçi Partisi*, Parti des travailleurs de Turquie] est interdit le 20 juillet 1971 au prétexte que son quatrième congrès avait voté une motion reconnaissant les « aspirations démocratiques du peuple Kurde ». Le parti de l'ordre national [*Milli Nizâm Partisi*, MNP] de Necmettin Erbakan avait subi le même sort en mai au nom du non-respect du principe de laïcité. Il sera remplacé le 11 octobre 1972 par le Parti du salut national [*Milli Selamet Partisi*, MSP].

associations de gauche sont interdits et près de 5 000 personnes sont arrêtées¹ alors que l'extrême droite est épargnée. La loi martiale est proclamée le 27 avril 1971 dans onze départements, dont Istanbul et Ankara, et est renouvelée tous les deux mois pendant deux ans. La constitution est amendée, réduisant les libertés individuelles et collectives². Pourtant, face aux tensions et aux résistances que leur intervention suscite parmi les civils qui considèrent les cabinets successifs comme illégitimes, les militaires cèdent à nouveau le pouvoir en 1973 après avoir échoué à s'allier aux parlementaires de droite et à faire élire leur candidat, le général Gürler, à la présidence de la République³. On voit donc que l'armée, bien qu'étant l'acteur dominant au sein du champ du pouvoir, est constamment obligée de moduler ou de négocier ses interventions pour s'imposer et imposer ses choix. Mais elle connaît par ailleurs de fortes divisions internes, rapidement politisées dans le contexte des années 1960-1970.

2) La politisation interne de l'armée et les reprises en main des effectifs

Loin d'être une institution homogène et autonome des tensions qui travaillent la société, l'armée se trouve au contraire traversée par d'intenses conflits internes et, conséquence de son implication économique et politique, impliquée dans les conflits sociaux qui secouent alors la société turque. Pour comprendre la place qu'elle occupe dans le champ politique entre le début des années 1960 et la fin des années 1970, « deux tensions propres à l'institution doivent alors être analysées: d'une part, elle est politiquement divisée ; d'autre part, elle est traversée de tensions sociales et générationnelles très fortes »⁴.

Les tensions politiques particulièrement saillantes au cours des années 1960-1970 dans l'institution militaire recouvrent des tensions générationnelles⁵. La junte qui renverse le Parti démocrate le 27 mai 1960 ne comprend aucun officier d'état-major et profite de son passage au pouvoir pour limoger un certain nombre de haut gradés. Le mémorandum du 12 mars

¹ DODD C. H., "The Turkish Republic", in HEPER M. & SAYARI S. (eds.), *The Routledge Handbook of Modern Turkey*, Londres, Routledge, 2012, p. 56.

² La révision de la constitution entre 09/1971 et 03/1973 entraîne la modification de 44 articles : la restriction des libertés individuelles (art. 126), la création des tribunaux d'exception appelés ensuite « cours de sûreté d'Etat » [*Devlet Güvenlik Mahkemesi*] (art. 22 & 119), la sévère limitation de la presse et de la liberté d'expression (art. 119), la suppression des droits syndicaux des employés du secteur public (art. 120), le contrôle gouvernemental des universités (art. 121), la suppression de l'autonomie de la radio et de la télévision et la limitation des marges de manœuvre des partis politiques et des syndicats, ZÜRCHER E. J., *Turkey. A Modern History*, op. cit., p. 260.

³ C'est finalement l'amiral Korutürk, plus modéré, qui sera élu. Voir sur cette élection NYE R. P., "Civil-Military Confrontation in Turkey: The 1973 Presidential Election", *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 8, n°2, 1977, p. 209-228.

⁴ DORRONSORO G. & GOURISSE B., « L'armée turque en politique. Autonomie institutionnelle, formation de coalitions sociales et production des crises », art. cit., p. 612.

⁵ Pour une étude de la composition de l'évolution de l'armée turque à cette période voir BIRAND M. A., *Shirts of Steel: An Anatomy of the Turkish Armed Forces*, Londres, I. B. Tauris, 1991.

1971, dirigé contre le Premier ministre Süleyman Demirel, vise à le pousser à la démission. Or, il cherche surtout à couper l'herbe sous le pied d'un groupe d'officiers qui préparaient un coup d'Etat initialement prévu pour le 9 mars. L'armée engage à partir de 1971 une vaste purge de ses effectifs de jeunes officiers et de cadets des écoles militaires soupçonnés de sympathie de gauche. Cette reprise en main n'aboutit pas à la disparition totale des tensions internes mais assure aux officiers de droite le contrôle de l'état-major. Ceux-ci sont désormais peu susceptibles d'être débordés sur leur gauche par de jeunes officiers réformateurs et ambitieux. L'explicitation de ces conflits permet de comprendre les prises de positions successives de l'institution militaire qui peuvent paraître contradictoires, notamment entre 1960 et 1971. La nomination du général Kenan Evren à la tête des forces armées turques, quasi concomitante avec l'instauration de l'état de siège (le 26), scelle cette reprise en main de l'institution. Celui-ci s'entoure dans chaque arme de généraux qui lui sont proches et partagent ses tendances conservatrices. Ces coups d'Etat sont donc « des coups *dans* l'armée autant que *de* l'armée et conduisent finalement à une réaffirmation de la hiérarchie interne. A la suite de ces interventions, la nouvelle place de l'armée dans le système politique permet la fermeture de l'institution militaire par rapport aux gouvernements civils et l'accès à de nouvelles ressources »¹.

Ces fortes tensions internes liées aux rapports de force générationnels et politiques expliquent en partie la formation de groupes clandestins de différentes obédiences politiques qui sont à l'origine directe ou indirecte des deux premiers coups d'Etat (1960 et 1971). Dans la junte de 1960, composée d'officiers aux opinions fort variées, les rapports de force avaient conduit dès novembre à l'éviction des officiers qui envisageaient un maintien prolongé de l'armée au pouvoir². Les officiers socialisants, proches des milieux de la gauche intellectuelle comme la revue *Yön*³ [Direction, kémaliste] et acquis à l'idée d'un partenariat entre les forces « progressistes » pour faire advenir une révolution « kémal-socialiste »⁴, ont tenté à deux reprises au cours des années 1960, sous la houlette du colonel Talat Aydemir, de prendre

¹ DORRONSORO G. & GOURISSE B., « L'armée turque en politique. Autonomie institutionnelle, formation de coalitions sociales et production des crises », *art. cit.*, p. 612.

² On compte parmi notamment parmi ces exclus le colonel Alparslan Türkeş alors envoyé en mission diplomatique en Inde et qui deviendra, à partir de la seconde moitié des années 1960, le leader de l'extrême droite turque à travers le MHP.

³ INCE N. & OLSON R. W., « *Yön* and its Influence on the Leftist Movement in Turkey and on Foreign and Domestic Policy », *Turcica*, n°12, 1980, p. 174-186 et plus récemment ATILGAN G., *Yön-Devrim hareketi. Kemalizm ile marksizm arasında geleneksel aydınlar* [Le mouvement *Yön-Devrim*. Des intellectuels traditionnels entre kémalisme et marxisme], Istanbul, Yordam, 2008.

⁴ Sur les relations entre la gauche et les militaires au cours de cette période voir ULUS Ö. M., *The Army and the Radical Left in Turkey: Military Coups, Socialist Revolution and Kemalism*, Londres, I. B. Tauris, 2011.

le pouvoir, sans succès¹. En 1966, le général Cemal Tural, le nouveau chef d'état-major, profondément anti-communiste, fait circuler auprès des officiers une brochure intitulée *Komünizmle Mücadele Metodları* [Méthodes pour combattre le communisme]². En 1970, un groupe d'officiers subalternes, principalement de jeunes lieutenants et capitaines, tentent d'organiser, avec l'appui de l'intelligentsia de gauche (Mihri Belli, etc.) un coup d'Etat. Ils sont devancés par leurs aînés et supérieurs bien informés et vigilants après les tentatives du colonel Aydemir. Jean-François Bayart et Semih Vaner ont bien restitué les tentatives de collusion entre ces militaires se vivant comme une avant-garde modernisatrice et les groupes intellectuels et étudiants aspirant à un changement révolutionnaire en même temps que les tensions politiques fortes au sein de l'armée³. Mais il n'existe pas que des groupes de militaires socialistes au sein de l'institution et plusieurs cliques, plus difficiles à identifier, de militaires proches de l'extrême droite se développent à la même période. Elles sont des soutiens non négligeables du MHP dans la seconde moitié des années 1970, équipant et protégeant ses commandos, et tentant même un coup d'Etat en lien avec la *Kontrgerilla* – déjoué en 1978 – dirigé par le général Namık Kemal Ersun, chef d'état-major de l'armée de terre écarté en 1977. Les liens forgés dès cette époque entre ces deux univers sont ensuite réactivés dans la « sale guerre » contre le PKK dans les années 1980⁴. On constate donc que l'investissement politique de l'armée ne saurait se résumer à une option idéologique ou « morale » mais représente un moyen de capter des ressources et de résoudre les tensions qui la traversent.

Ainsi, à rebours des analyses faisant des coups d'État militaires des « modes de régulation du système par une armée « gardienne des institutions »⁵, les coups d'Etat sont analysables comme une modalité de participation politique. Si l'armée connaît aussi des conflits politiques internes, elle dispose des « ressources coercitives nécessaires pour se protéger des initiatives des partis et reconfigurer le jeu politique à son avantage »⁶.

¹ Gracié à la suite du premier échec en 1962, le colonel Aydemir sera exécuté à l'issue du second en 1963.

² AHMAD F., *The Turkish Experiment in Democracy, 1950-1975*, *op. cit.*, p. 195.

³ BAYART J.-F. & VANER S., « L'armée turque et le théâtre d'ombre kémaliste. 1960-1973 », in ROUQUIÉ A. (dir.), *La Politique de Mars. Les processus politiques dans les partis militaires contemporains*, *op. cit.*, p. 39-69.

⁴ MASSICARD E., « La politique à l'articulation entre institutions de sécurité et univers criminel. Les 'bandes en uniforme' en Turquie », *op. cit.*

⁵ DORRONSORO G. & GOURISSE B., « Une clé de lecture du politique en Turquie : les rapports État-Partis », *Politix*, 2014/3, n°107, p. 216.

⁶ *Ibid.*, p. 217.

C) Peut-on diviser la nation turque ? Conflits sociaux et minorités

Les Républicains ont construit l'Etat-nation turc sur deux principes : d'abord la négation de la pluralité sociale en fondant les groupes sociaux dans un seul « bloc », la nation turque, ensuite, sur l'imposition et la valorisation de la seule appartenance turque et sunnite – par le biais de la laïcité¹ – aux dépens de la pluralité religieuse et nationale. Les recherches récentes ont largement déconstruit le mythe de l'instauration unanime de la République et montré qu'elle masquait de profondes lignes de fracture. Celles-ci jouent un rôle important dans les mobilisations des années 1970 au cours desquelles elles trouvent à s'exprimer autant qu'elles se voient reformulées à travers l'investissement politique dont elles font l'objet par les organisations politiques.

1) La question minoritaire en Turquie : alévis et Kurdes

Le rétrécissement de l'Empire et la montée des contestations nationalistes en son sein tout au long du XIXe siècle amènent les élites ottomanes à développer un nationalisme turc agressif dont on connaît les conséquences désastreuses pendant la Première guerre mondiale. La République s'inscrit dans cet héritage et se replie sur une unidimensionalisation de l'identité turque. Ne subsistent dans l'idéologie kémaliste – « Heureux celui qui se dit turc » (« *Ne mutlu Türküm diyene* ») dit le slogan – que les Turcs sunnites. L'Etat-nation turc se bâtit donc sur l'exclusion des anciennes minorités². La grande majorité des populations grecques est échangée avec les populations turques de Grèce à partir de 1923. Les Kurdes, à qui les Alliés avaient promis un Etat dans le traité de Sèvres, ne sont pas reconnus, au même titre que les alévis³. Ces deux populations, minorités ethnique et religieuse, subissent alors une politique d'assimilation à marche forcée⁴.

¹ Jean-François Bayart a parlé à cet égard d'une « conception ethno-confessionnelle de la citoyenneté » turque. La vision turque de la laïcité établit, non pas la séparation, mais la subordination de la religion, en l'occurrence l'islam sunnite hanéfite, à l'Etat. Celui-ci définit donc, à travers le *Diyanet İşleri* [Présidence des affaires religieuses] rattaché au premier ministre, les prêches et gère le personnel religieux fonctionnarisé. BAYART J-F., *L'Islam républicain. Ankara, Téhéran, Dakar*, Paris, Albin Michel, 2010, p. 208.

² Le Traité de Lausanne de 1923 qui consacre l'indépendance de l'Etat turc après la guerre contre la Grèce (1919-1922) y reconnaît trois minorités officielles : les Arméniens, les Juifs et les Grecs sur la base de leur distinction religieuse.

³ Les alévis qui, constituent entre 10 et 20% de la population totale du pays, constituent un courant syncrétique et hétérodoxe de l'islam turc. A leur propos voir MASSICARD E., *L'autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires*, op. cit.

⁴ La distinction entre minorités n'est pas aussi simple qu'une présentation pédagogique tendrait à le laisser penser : il existe des turcs alévis et des Kurdes alévis comme il existe des turcs sunnites et des Kurdes sunnites.

Le passage conflictuel au multipartisme juste après le Seconde Guerre Mondiale ouvre la voie à l'inclusion politique de groupes jusque là marginalisés : religieux¹, entrepreneurs privés écartés par le poids du secteur public etc. Néanmoins, les minorités restent à l'écart de toute représentation politique officielle². Les conflits sociaux des années 1960-1970 entretiennent avec la question minoritaire une relation dialectique. Initiée par des acteurs marginalisés dans le système politique économique et politique et souvent issus de ces minorités, elle tendra à associer, bien que de manière non mécanique, ces populations. C'est donc en partie du fait de leur condition de minoritaire que certains acteurs vont investir le marxisme et ses différentes variantes mais c'est aussi à travers le marxisme qu'ils parviendront à politiser leur situation de minoritaire. En ce sens, la pensée politique de gauche vient politiser des conflits plus anciens que ceux strictement propres à la décennie 1970. Les opposants au marxisme, et au premier chef la droite radicale organisée autour du double principe de turcité et d'islamité « orthodoxe », ne manqueront pas de souligner cette *affinité élective* entre dominés (économiques et politiques) et situation minoritaire pour mieux accuser leur tentation séparatiste et « antinationale »³. Les questions identitaires ne doivent pas conçues de manière purement idéelle et subjectiviste. En effet, j'aurai l'occasion de le souligner dans les suites de ce travail, « les identités (régionales, ethniques, locales) ne sont pas seulement des principes d'affiliation territoriale ou sociale, des catégories de description ethnographique ou de perception populaire ; ce sont aussi des appartenances signalant un rang dans l'accès à différentes ressources dans le cadre d'une compétition ou d'une collaboration inégalitaire entre les groupes »⁴. De ce fait, les logiques de politisation des structures d'Etat au cours des années 1970 (cf. infra) sont indissociables de la conflictualisation de l'ensemble des appartenances sociales.

La situation minoritaire trouve sa réalisation dans les ressources et positions qu'occupent les acteurs qui la subissent. Benoit Fliche a bien montré que, marginalisés dans l'accès aux terres agricoles, les alévis avaient été des candidats privilégiés à l'exode rural et à

¹ Les confréries religieuses, interdites sous le pari unique et fonctionnant de manière clandestine refont alors surface. La tolérance dont fera désormais preuve l'Etat à leur égard permettra notamment le développement et la structuration de l'islam politique turc. Elles deviendront des acteurs politiques majeurs, bien que non officiels, après 1980 (cf. chapitre 4).

² Il faut toutefois signaler, et c'est là ce qui fait la complexité du système turc, que des candidats Kurdes ou alévis sont élus à travers les partis politiques et peuvent occuper des positions importantes dans certaines administrations mais ne peuvent le faire au nom de cette identité. La création de partis politiques à vocation religieuse ou ethnique reste interdite par la loi.

³ La proximité entre Kurdes, alévis et gauche d'un côté et entre turcs sunnites et droite radicale est cependant trompeuse car on constate que les associations sont loin d'être aussi clairement figées.

⁴ DORRONSORO G. & GROJEAN O., « Identité, hiérarchie et mobilisation », in DORRONSORO G. & GROJEAN O. (dirs.), *Identités et politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p. 27.

des investissements sociaux particuliers, notamment scolaires, visant à contourner leur déficit en capitaux économiques¹. Ils intègrent ainsi en nombre le salariat ouvrier et le secteur public alors en pleine expansion dans les années 1960-1970 mais accèdent également aux professions libérales (médecins, avocats, ingénieurs)². Les logiques d'appartenance religieuse mais aussi locale les conduisent à se regrouper dans certains quartiers à leur arrivée dans les grandes métropoles. Bien qu'aucun quartier ne soit totalement homogène du point de vue confessionnel ou ethnique, certains espaces sont réputés être des « quartiers alévis »³. Cette situation joue un rôle central dans l'implantation urbaine des groupes de gauche. Le glissement progressif du CHP, dont les alévis sont des soutiens historiques⁴, vers des positions sociale-démocrates à compter des années 1960 et l'importance numérique et symbolique de l'appartenance alévie de certains des animateurs de la gauche turque des années 1960-1970 ont alors conduit à identifier les alévis à la gauche et réciproquement⁵. Dans un pays hanté par le communisme, idéologie athée et étrangère, ce groupe stigmatisé comme hérétique et non musulman est assimilé à la menace. Les grands massacres des années 1970 à l'encontre des alévis⁶ suivent cette logique de tension autour des identités et conduisent à une rigidification des frontières communautaires. Cette « convergence symbolique »⁷ est renforcée par la polarisation politique que connaît alors le pays et qui conditionne les allégeances politiques. La situation pousse certains alévis, parfois à contrecœur, dans les bras de la gauche, seule force à même de leur offrir une certaine protection face à la violence mise en œuvre à leur encontre par la droite radicale et les forces de sécurité.

¹ L'ensemble des dynamiques ici soulignée n'est pas valable pour uniformément sur l'ensemble du territoire turc. Suivant les régions, ces phénomènes interviennent avec plus ou moins de force et selon des temporalités différées, FLICHE, B., *Odyssées turques. Les migrations d'un village anatolien*, Paris, CNRS Editions, 2007, pp. 33-34.

² Leurs associations professionnelles comptent alors parmi les plus engagées dans l'espace de la gauche turque, cf. chapitre 2.

³ Pour Ankara, citons les quartiers de Yenimahalle, Tuzlucaıyır, Mamak, Dikmen ou Batıkent. A Istanbul, les quartiers de Gazi, Nurtepe, 1 Mayıs, Küçükarmutlu.

⁴ En raison de la moindre hostilité qu'il développe à leur encontre en comparaison des partis de droite valorisant l'islam sunnite comme élément central de l'identité nationale turque.

⁵ Elise Massicard nuance ce rapprochement et précise que « la convergence entre alévitisme et gauche radicale est circonscrite en termes de génération. La hiérarchie religieuse regrette l'attrait des jeunes pour le marxisme. En effet, de nombreux jeunes idéologues à gauche se sont soulevés contre la religion et notamment les *dede* [dignitaires religieux alévis], qu'ils accusent d'exploiter le peuple et de vivre à ses dépens », MASSICARD E., *L'autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires*, op. cit., p. 47.

⁶ Plusieurs massacres perpétrés par la droite radicale ont lieu en plusieurs points du territoire à partir de l'année 1978 : à Malatya (avril 1978), Sivas (septembre 1978), Kahramanmaraş (décembre 1978) et Corum (juillet 1980). Ces violences feront plusieurs centaines de morts. Voir à ce propos GOURISSE B., *La violence politique en Turquie. L'Etat en jeu (1975-1980)*, op. cit., chapitre 7 & BOZARSLAN H., « Le phénomène milicien, une composante de la violence politique dans la Turquie des années 1970 », *Turcica*, Vol. 31, 1999, p. 185-244.

⁷ MASSICARD E., *L'autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires*, op. cit., p. 47.

Les nationalistes kurdes, dont on a vu qu'ils s'inscrivent dans une histoire longue de la résistance à la République, se confondent d'ailleurs peu ou prou avec la gauche radicale jusqu'à la fin des années 1960. C'est au cours de cette décennie que le TIP [*Türkiye İşçi Partisi*, Parti ouvrier de Turquie], qui comprend beaucoup de militants d'origine kurde, contribue à faire ré-émerger à l'échelle nationale la « question de l'Est » en empruntant à la rhétorique du sous-développement pour contourner la censure et la répression. Il est d'ailleurs fermé sous ce prétexte en juillet 1971. Marginalisés économiquement et politiquement dans l'accès aux ressources, les Kurdes se remobilisent localement à partir de la fin des années 1960 dans d'importants rassemblements urbains, les *Doğu Mitingleri* [meetings de l'Est] qui rassemble les populations locales autour des questions sociales. Ces rassemblements s'institutionnalisent progressivement et deviennent en 1968 les Foyers révolutionnaires et culturels de l'Est [*Devrimci Doğu Kültür Ocakları*, DDKO]. Ces foyers sont interdits après 1971. Au cours des années 1970, les groupes révolutionnaires qui se radicalisent après le mémorandum de 1971 s'implantent pour certains en zone kurde (Adana, Elazığ, Tunceli...). Ils participent activement à la défense des populations locales confrontées aux logiques miliciennes. De manière concomitante, la présence historique de Kurdes dans les grandes villes du pays, principalement dans les quartiers périphériques de *gecekondu* (cf. infra) où ils occupent les emplois les moins qualifiés, a renforcé leur affinité élective avec la gauche. Pourtant, les militants Kurdes entretiennent une relation ambiguë avec la gauche révolutionnaire. Cette relation est à la fois affinitaire car le marxisme fournit un cadre aux revendications et une modalité d'entrée en politique. Mais elle est aussi concurrentielle à mesure que s'affirme un courant indépendantiste fort à travers le PKK créé en 1978. Ce dernier parvient progressivement à s'imposer comme l'acteur dominant de contestation politique dans le sud-est du pays après le coup d'Etat du 12 septembre 1980. D'un courant secondaire au sein de la gauche révolutionnaire, le mouvement kurde est aujourd'hui fortement structuré et en pointe dans la contestation politique. Il fournit un appui et une alliance centrale pour une gauche qui a rencontré les plus grandes difficultés à se restructurer après le coup d'Etat¹.

¹ Au milieu d'un champ d'études dynamique aujourd'hui presque autonome (les *kurdish studies*) soulignons notamment BOZARSLAN H., *La question kurde : Etats et minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1997, GROJEAN O., *La cause kurde. De la Turquie vers l'Europe. Contribution à une sociologie de la transnationalisation des mobilisations*, Thèse pour le doctorat, EHESS, 2008.

2) Jeunesse et lutte de classes

Le kémalisme est porteur dans les années 1920/1930 d'une vision organiciste du monde social théorisée par Ziya Gökalp (1876-1924), principal penseur du nationalisme républicain turc. Cette théorie, alors fort répandue parmi les scientifiques, conçoit la société comme un organisme vivant, dans lequel chaque groupe social constitue un organe¹. Dans cet organisme idéal et homogène, les groupes sociaux perdent leurs spécificités et leur conflictualité (interne et externe) pour devenir des parties d'un tout qui les dépasse et les rassemble². Cette représentation du monde social a aidé à construire une nation sur les ruines de l'Empire ottoman, notamment par le biais de l'école républicaine, mais aussi à nier les transformations de la société turque (l'émergence d'une population ouvrière) et les conflits sociaux renvoyés d'emblée à la trahison.

La seule exception à ce tableau unanimiste est la question de la jeunesse. Celle-ci mérite quelques développements car elle est au cœur de l'idéologie kémaliste et de notre sujet. Depuis la fin de l'Empire ottoman, la jeunesse est au centre des préoccupations politiques des dirigeants turcs. Elle est à la fois le symbole du nouveau turc après la déliquescence impériale, la force militaire du pays (par le service militaire) et son avenir. Dans un discours resté célèbre du 20 octobre 1927, Mustafa Kemal lui confie le devoir « de protéger et de sauvegarder éternellement l'indépendance turque et la République turque ». Le régime kémaliste mettra en scène dans de vastes rassemblements caractéristiques des années 1930 la jeunesse du pays lors de la fête des enfants et des étudiants du 23 avril (*Çocuk Bayramı*) au caractère nettement viriliste³. La participation des étudiants, même de manière secondaire, à la chute du DP en 1960 contribuera à revivifier dans les milieux intellectuels, tout au long des années 1960-1970, l'idéal kémaliste d'une jeunesse intrinsèquement vectrice de progrès social et politique. La jeunesse étudiante en particulier, dans une actualisation de la pensée kémaliste faisant écho aux mobilisations de la jeunesse en plusieurs points du globe, est alors présentée comme l'élite montante d'une nation devant s'émanciper des tutelles impérialistes et être l'avant-garde d'une révolution « pour le peuple, malgré le peuple » – selon le mot de Kemal

¹ BOZARSLAN H., « Structures de pouvoir, coercition et violence », in VANER S. (dir.), *La Turquie, op. cit.*, p. 231.

² Cette vision est consacrée par la sixième flèche du kémalisme, le populisme. Les six flèches sont une synthèse de la pensée kémaliste représentées sur le drapeau du parti. Elles sont : le républicanisme, le nationalisme (seule l'ethnie turque incarne la nation), le populisme (contre le système des classes et valorisation de la solidarité nationale), l'étatisme (contrôle de l'Etat sur l'économie), la laïcité et le révolutionnarisme (modernisation par le gouvernement). Les six flèches sont toujours le symbole du CHP.

³ Sur la mise en scène de la jeunesse de la fin de l'Empire au kémalisme, voir LÜKÜSLÜ D., « L'invention de la jeunesse par l'Etat ottoman et turc », *CEMOTI*, n°37, 2004, p. 229-249.

lui-même – en compagnie des forces vives de la nation, principalement l’armée¹. C’est sur ce socle commun que naîtront les divisions sur la manière de mener cette révolution ; par la voie soviétique, maoïste, castriste... Suite aux années 1970 et au coup d’Etat de septembre 1980, l’image de la jeunesse qui tendra à s’imposer sera celle d’un groupe rebelle ayant mené le pays au bord du chaos et qui doit donc être sévèrement encadré, notamment à travers les institutions universitaires remaniées par les militaires comme je l’analyse (chapitre 4). Cette tension quant au regard porté sur la jeunesse n’est pas neuve. Ludivine Bantigny a pointé « la double polarité, désormais classique, qui oppose une jeunesse célébrée pour ses vertus et plus encore pour ses potentialités, et une jeunesse redoutée pour ses déviances et sa non-conformité »². Les « jeunes » ont depuis fait l’objet en Turquie de vives critiques concernant leur désintérêt politique supposé après 1980 du fait de la répression et de la méfiance entretenues par le régime à leur égard. Contrairement à leurs aînés militants ils auraient déserté la politique pour adopter un conformisme consumériste de bon aloi. Ce point de vue a depuis été révisé d’un point de vue sociologique³ et empirique comme l’ont montrées les mobilisations du parc Gezi à l’été 2013.

Le refus de la reconnaissance par l’Etat de la pluralité sociétale, a également concerné l’existence des classes sociales et les luttes autour de leur reconnaissance. Les mouvements politiques et syndicats de gauche qui défendaient les intérêts des ouvriers furent systématiquement réprimés. Initiant cette dynamique de remise en cause du consensus obligatoire républicain, les années 1960 seront non seulement le théâtre de la ré-émergence du nationalisme kurde mais, parallèlement et conjointement, celui de l’émergence de la notion de lutte des classes⁴. C’est principalement au sein du TIP à partir de 1961, puis de la centrale syndicale DISK, que matérialise cette dynamique. Adoptant une ligne socialiste (mais en évitant toujours d’employer le mot « communiste ») le TIP va contribuer à diffuser une vision marxiste de la société réveillant les clivages de classe niés par le régime et le discours étatique. L’extrême valorisation de la classe ouvrière reste symbolisée par l’ouvrier brisant ses chaînes affiché sur la façade de l’*Atatürk Kültür Merkezi* [Centre culturel Atatürk] place

¹ NEYZI L., “Object or Subject? The Paradox of ‘Youth’ in Turkey”, *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 33, n°3, 2001, p. 411-432.

² BANTIGNY L., « Les jeunes, sujets et enjeux politiques (France, XXe siècle) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°4, 2008. Voir aussi SOHN A-M., « Classes juvéniles, classes dangereuses (XIXe-XXIe siècles) », in BERGEL P. & MILLIOT V. (dirs.), *La ville en ébullition. Sociétés urbaines à l’épreuve*, Rennes, PUR, 2014, p. 63-81.

³ LÜKÜSLÜ D., *Türkiye’de gençlik miti. 1980 sonrası Türkiye gençliği* [Le mythe de la jeunesse en Turquie. La jeunesse turque après 1980], Istanbul, İletişim, 2009.

⁴ AHMAD F., “The Development of Working-Class Consciousness in Turkey”, in LOCKMAN Z. (ed.) *Workers and Working Classes in the Middle East: Struggles, Histories, Historiographies*, Albany, NY, SUNY Press, 1994, p. 133-163.

Taksim à Istanbul le 1^{er} mai 1977 et, dans une moindre mesure, par la figure du paysan. Le TIP et les milieux qui lui sont proches cherchent à placer au cœur du débat politique les conflits sociaux et à mettre en valeur le clivage émergent entre une bourgeoisie turque en plein développement, une paysannerie en difficulté et un prolétariat urbain en formation. Le progrès du marxisme dans les universités turques contribue alors à légitimer cette vision du monde social que reprennent à leur compte les organisations étudiantes. Le cadrage par le positionnement dans la structure sociale et la lutte pour le bouleversement de celle-ci constituera un puissant levier de mobilisation tout au long des années 1960 et 1970. La diffusion de la notion de lutte des classes sera perçue par les autorités, y compris par le CHP mal à l'aise avec un tel concept, comme mettant en danger la cohésion nationale et féroce combattue comme idéologie étrangère et séparatiste cherchant à diviser le peuple turc. La détermination mise par la junte militaire à partir de 1980, dans le cadre de la doctrine dite de l'« atatürkisme » (*atatürkçülük*), pendant autoritaire et conservateur du kémalisme, à rejeter les théories marxistes et à valoriser le nationalisme et l'islam comme étant le cœur de la nation turque montre (chapitre 4) à quel point la théorie organiciste travaille en profondeur et dans la durée les élites turques.

J'ai tenté dans cette première partie de distinguer les dynamiques, indissociables bien que paradoxales, constitutives de la République turque à savoir l'effort d'« intégration centripète » d'un côté, et la « segmentation centrifuge » de l'autre pour reprendre les termes de Marc Aymes¹. Ces caractéristiques rendent le régime turc difficile à classer selon la typologie classique des régimes politiques. J'ai néanmoins cherché à mettre en valeur, sur le long terme, la construction de structures autoritaires sous l'influence croissante de l'institution militaire et d'une gestion répressive de la contestation politique, sociale ou liée au statut des minorités. Il convient désormais, dans une seconde partie, de rétrécir ma focale pour m'intéresser aux dynamiques propres à la décennie 1970.

¹ AYMES M., « Le siècle de la Turquie. Une histoire contemporaine ? », *Vingtième Siècle*, 2009/3 n°103, p. 59.

Section 2 : 1960-1980 : des bouleversements profonds aux crises multiples

Pour rendre compte de la situation que traverse le pays dans les années 1970, il faut se pencher sur quelques mutations propres à cette période. Je verrai dans un premier temps les transformations sociopolitiques à l'œuvre avant de me pencher sur les dynamiques proprement politiques.

A) Une société en pleine évolution

La Turquie connaît de profonds bouleversements socio-économiques entre 1960 et 1980. Ces changements, économiques, démographiques et de l'enseignement supérieur permettent de remettre en perspective et de contextualiser la mobilisation des groupes révolutionnaires des années 1970.

1) Un modèle économique en mutation

Sous le régime kémaliste l'Etat est le principal acteur économique *via* les entreprises publiques. Dans les années 1950, celles-ci assurent plus de la moitié de la production industrielle du pays¹. À partir des années 1960, la Turquie s'oriente vers l'industrialisation par substitution aux importations, cette fois encadrée par des plans quinquennaux². Cette stratégie permet de pratiquer une économie de marché protégée où la croissance économique est tirée par la demande intérieure. De la gauche au *Milli Selamet Partisi* [Parti du salut national, dorénavant MSP, islam politique] de Necmettin Erbakan [1926-2011] transparaît, selon Levent Unsaldi, « l'idéal globalement partagé d'un développement assimilé à la croissance des forces productives dont la seule voie possible est celle d'une industrialisation »³. L'industrie représentait 17% du PIB en 1962 et en représente 25,5% en 1977⁴. Si les entreprises publiques jouent toujours les premiers rôles – l'Etat représente entre 30 et 40% des

¹ GÜLTEKIN B., « L'économie turque entre néo-libéralisme et pesanteur étatique », in ROY O. (dir.), *La Turquie aujourd'hui. Un pays européen ?*, Paris, Encyclopedia Universalis, 2004, p. 42.

² Quatre plans verront le jour entre 1963 et 1983 sous la houlette l'Office de planification [*Devlet Planlama Teşkilatı*, DPT] prévu par la Constitution de 1961.

³ ÜNSALDI L., « Évolution du concept de développement en Turquie », *Mondes en développement*, 2011/1, n°153, p. 92.

⁴ HALE W. M., *The Political and Economic Development of Modern Turkey*, New York, St. Martin's Press, 1981, p. 191.

investissements et des emplois dans l'industrie sur la période¹ – les sociétés privées gagnent en importance. Pourtant, la Turquie reste, encore en 1980, un pays profondément rural et agricole. Entre 55 et 63% de la population active travaille alors dans l'agriculture²: l'industrialisation du pays est croissante sur la période mais encore modeste et, surtout, centrée sur quelques espaces. La concentration des emplois industriels se fait dans le quadrilatère Istanbul-Izmir-Ankara-Zonguldak³, regroupant six foyers industriels parmi les plus importants résultant des deux générations successives d'industrialisation⁴: sous le régime kémaliste dans les années 1920-1930 pour la première puis à partir des années 1950 pour la seconde. En ce qui concerne les deux villes qui sont au cœur de notre étude, Istanbul concentre 25% des emplois industriels (industries légères et élaborées) du pays (soit 34% de la population active du département) tandis qu'Ankara, troisième centre industriel du pays en totalise 8% à quoi s'ajoute un important vivier d'emplois administratifs. Un important centre d'industrie lourde se situe à Kırıkkale à 70km d'Ankara⁵. Cette phase d'industrialisation conduit à l'émergence d'une classe ouvrière urbaine⁶ qui se trouve au cœur des mobilisations durant la décennie à côté de la jeunesse estudiantine et lycéenne (cf. infra).

A la fin des années 1970, l'économie turque connaît une crise structurelle profonde accrue par les conséquences des chocs pétroliers de 1973 et 1979. La croissance chute drastiquement dans la seconde moitié de la décennie au point de générer une décroissance⁷ et le chômage s'envole, atteignant peut-être 20% en 1980⁸. Ruşen Keleş et Artun Unsal, citant le quotidien *Milliyet* du 23 décembre 1981, donnent un taux de chômage de 9,7% et 10,9% respectivement pour Istanbul et Ankara⁹. Les gouvernements procèdent à plusieurs dévaluations successives au cours des années 1970 – dont la dernière, de janvier 1980 est de

¹ *Ibid.*, p. 193.

² MAURY R-G., « Géo-démographie de la Turquie : une transition difficile », *Méditerranée*, Vol. 50, n°4, 1983, p. 59.

³ Cf. la carte de la Turquie en annexe 4.

⁴ En 1980, le secteur public comptait plus de 200 entreprises et assurait environ 40% de la production industrielle globale, BAZIN M. & DE TAPIA S., « L'industrialisation de la Turquie : processus de développement et dynamiques spatiales », *Méditerranée*, Vol. 87, n°3-4, 1997, p. 124.

⁵ BAZIN M., « Disparités et déséquilibres régionaux », in DUMONT P. & GEORGEON F. (dirs.), *La Turquie au seuil de l'Europe*, Paris, L'Harmattan, 1991, pp. 33-34.

⁶ En 1980, 15,7% de la population active turque travaille dans le secteur secondaire (hors bâtiment) et 11,4% dans les industries extractives, BAZIN M., « Les disparités régionales en Turquie », in GÖKALP A. (dir.), *La Turquie en transition. Disparités, identités, pouvoirs*, op. cit., p. 32.

⁷ De 3,4% en 1977 et 1,5% en 1978 elle tombe à 0,6% en 1979 et à -2,4% en 1980. AKAGÜL D., « Dynamismes et pesanteurs économiques », in VANER S., AKAGÜL D. & KALEGASI B., *La Turquie en mouvement*, Paris, Complexe, 1995, p. 61.

⁸ Des chiffres précis sont très difficiles à obtenir faute de statistiques fiables, PAMUK S., « Political Economy of Industrialization in Turkey », *MERIP Reports*, n°93, 1981, p. 26.

⁹ KELEŞ R. & UNSAL A., *Kent ve siyasal şiddet* [Ville et violence politique], Ankara, Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları, 1982, p. 39.

48%. Cette crise provoque des chutes vertigineuses dans la part nette des revenus des catégories les plus démunies (l'inflation atteint 89.5% en 1980¹) et radicalise la contestation ouvrière qu'atteste la dureté des grèves pendant la seconde moitié de la décennie (cf. chapitre 2). Après les tentatives infructueuses de stabilisation économique du gouvernement de coalition de Bülent Ecevit (1978-1979) qui avait pourtant conclu deux accords de confirmation avec le FMI, le gouvernement minoritaire de Süleyman Demirel (AP), dès son retour au pouvoir (novembre 1979), charge Turgut Özal, alors sous-secrétaire d'Etat au plan, d'élaborer un programme de stabilisation, qui sera mis en œuvre en janvier 1980. Ce programme, plus connu sous le nom de « mesures du 24 janvier », amorce, à travers la libéralisation de l'économie, le changement de modèle économique turc. Cette politique est reprise par les militaires puis poursuivie tout au long des années 1980 lorsque Turgut Özal deviendra Premier ministre en 1983².

C'est dans ce contexte économique qu'évoluent les jeunes militants révolutionnaires au cours des années 1970. La gauche se trouve alors dans une position à la fois ambiguë et isolée sur les questions économiques. Elle est, d'un côté, fidèle aux positions économiques communistes et favorable à la politique d'industrialisation intensive ce qui limite son discours critique jusqu'à l'élaboration des mesures de janvier 1980. La gauche légale et illégale multiplie alors les attaques et dénonciations à l'encontre des politiques libérales mises en place. Mais, de l'autre, elle se trouve prise dans une querelle doctrinale héritée des années 1960 et qui porte sur la nature du capitalisme turc (périphérie vassalisée du capitalisme mondial ou puissance industrielle en devenir ?) et sur la nature de sa structure sociale (asiatique, féodale ou préindustrielle³ ?) et la forme que devra/devrait prendre l'économie turque après la révolution quelle qu'en soit la forme. Cette controverse, portée par les intellectuels comme Mihri Belli⁴, ne s'appuie pas sur un diagnostic économique concret mais repose bien davantage sur des prises de position visant la distinction idéologique et relevant des divisions internes à la gauche.

¹ *Cumhuriyet Ansiklopedisi*, *op. cit.*, tome 4.

² Pour les effets à court et long terme de la libéralisation économique de la Turquie, cf. chapitre 4.

³ Sur ces questions v. ZÜRCHER E. J., *Turkey. A Modern History*, *op. cit.*, p. 255 & LIPOVSKY I. P., *The Socialist Movement in Turkey. 1960-1980*, Brill, Leiden, 1992, p. 133.

⁴ Mihri Belli (1915-2011): économiste, figure majeure de la gauche turque, il fut un des leaders du TKP clandestin puis membre du TIP dans les années 1960, il dirige la frange dite MDD [*Milli Demokratik Devrim*, Révolution démocratique nationale] qui défendait l'idée selon laquelle la révolution n'était possible en Turquie qu'à travers l'action conjointe des militaires progressistes et des intellectuels. Il fonde en 1975 le Parti des travailleurs [*Emekçi Partisi*] fermé en 1980. Emprisonné à plusieurs reprises, défenseur de la cause Kurde, il est resté un acteur de premier plan de la gauche jusqu'à sa mort.

2) Exode rural et développement urbain

La Turquie connaît, dans la seconde moitié du XXe siècle, et notamment entre 1960 et 1980, une profonde mutation sociologique et démographique aux conséquences profondes. Je montrerai dans les deux prochains chapitres que ces transformations ne furent pas sans effet sur les conditions de possibilité des mobilisations urbaines et sur les trajectoires des individus qui s'engagent dans les organisations révolutionnaires au cours de la décennie 1970.

Malgré l'industrialisation croissante, la plupart des nouveaux urbains vivent de travaux hors des grandes usines et ne sont pas organisés dans des syndicats. Cette donnée se révèle importante dans l'incapacité relative de la gauche à mobiliser et à organiser les classes populaires. Focalisée sur ses modèles théoriques, elle peine à prendre conscience du caractère majoritairement rural de la population turque et de l'éclatement du prolétariat qui ne constitue pas dans sa majorité une réelle « classe ouvrière ». On saisit là, à titre comparatif, une partie des profondes différences de contexte entre la Turquie et les pays européens. On perçoit également que les groupes révolutionnaires turcs n'ont pas du tout eu affaire à la même structure sociale et donc aux mêmes enjeux politiques que leurs « homologues » européens. Mais la situation turque se distingue tout autant des luttes révolutionnaires en cours dans les pays du « tiers monde ». Il ne s'agit pas d'une guerre de libération ou d'une lutte contre une dictature oppressive et honnie – la gauche turque n'est pas anti-kémaliste à l'époque, bien au contraire. Elle s'inscrit dans une structure économique et sociale en pleine mutation. La situation turque se révèle donc à bien des égards difficile à classer dans les typologies économiques habituelles comme le rappellent Marcel Bazin et Stéphane de Tapia¹.

Entre 1950 et 1980 la population turque double (44 millions d'habitants à la fin de la période). Cette pression démographique, la mécanisation de l'agriculture, les difficultés économiques, le développement des liens avec le monde urbain et les traditions de migration (*gurbetçilik*) sont, dans la littérature scientifique, les principales variables qui auraient contribué à accélérer la désintégration du tissu social rural et l'exode rural à partir des années 1950². Plus récemment, Benoit Fliche a proposé de nuancer cette « équation de l'exode rural » en développant une analyse anthropologique localisée faisant jouer la qualité des terres exploitées, le niveau d'éducation et en tenant compte des relations entre les

¹ BAZIN M. & DE TAPIA S., « L'industrialisation de la Turquie : processus de développement et dynamiques spatiales », *art. cit.*, p. 121.

² KARPAT K. H., *The Gecekonu: Rural Migration and Urbanization*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976, p. 55.

populations au niveau local (alévis/sunnites notamment) dans le choix d'émigrer¹. Néanmoins, sous l'effet de l'exode rural, le rapport entre population rurale et population urbaine s'inverse au tournant des années 1980 : 43,9% de la population totale est urbaine en 1980, 53% en 1985 et 59% en 1990². Les migrations s'opèrent depuis le centre et le sud-est du pays vers les grands centres urbains que sont Istanbul, Ankara, Izmir et, dans une moindre mesure, la zone industrielle de Zonguldak sur la Mer Noire. Ankara recrute principalement dans les régions limitrophes, et notamment le centre de la Turquie. Istanbul rassemble des migrants de l'ensemble du territoire, et notamment des zones kurdes³. Jusqu'en 1970, Ankara a cru beaucoup plus vite qu'Istanbul :

	1960	1970	1980
Istanbul	1 466 535	2 132 407	2 772 708
Ankara	650 067	1 236 152	1 877 755
Total	2 116 602	3 368 559	4 650 463
Part de la population totale	7,70%	9,70%	10,60%

Tableau I-1 : Population d'Istanbul et Ankara entre 1960 & 1980.

Source : BAZIN M. & DE TAPIA S., *La Turquie. Géographie d'une puissance émergente*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 192.

Une des questions qui se posent concernant l'urbanisation est celle, désormais classique dans la littérature turcologique, de l'habitat illégal ou *gecekondu*⁴ et, concernant les mobilisations des années 1970, du lien entre cet habitat illégal lié à l'exode rural et le développement de la violence politique. Il n'est pas question ici de reprendre le débat qui a agité géographes, sociologues et urbanistes depuis les années 1960, il a été bien résumé par Jean-François Pérouse. Il appelle à la prudence dans son usage mais surtout en ce qui concerne les réalités que ce terme recouvre : « convoqué pour parler à la fois, et pêle-mêle, de pauvreté urbaine, de paysages urbains, d'immigration interne, de rapports de propriété au sol urbain, de mouvements sociaux, de politiques de logement ou de pratiques d'auto-

¹ FLICHE, B., *Odyssées turques. Les migrations d'un village anatolien*, *op. cit.*, pp. 33-34.

² BAZIN M., « La Turquie des villes au carrefour des systèmes urbains », in BAZIN M., KANCAL S., PEREZ R. & THOBIE J. (dirs.), *La Turquie entre trois mondes*, Paris, IFEA-L'Harmattan, 1998, p. 162.

³ Il est intéressant de regarder l'importance que revêt la part de la population qui n'est pas née dans les départements des deux principales du pays : la part des de non-ankariotes dans la population départementale est de 40,2% (1 147 892 d'habitants sur un total de 2 854 689) en 1980 et la part des de non-stambouliotes dans la population départementale est de 61,65% (soit 2 928 584 habitants sur un total de 4 741 890), BAZIN M., « Les disparités régionales en Turquie », *op. cit.*, p. 40.

⁴ Apparue en 1953 sous la plume de Fehmi Yavuz, littéralement « construit dans la nuit », « le *gecekondu* est une forme d'auto-construction illégale (sans autorisation), sur des terrains au départ non possédés par les constructeurs », PEROUSE J-F., « Les tribulations du terme *gecekondu* (1947-2004) : une lente perte de substance. Pour une clarification terminologique », *European Journal of Turkish Studies*, n°1, 2004.

construction »¹, la littérature sur la question assimile souvent *gecekondu* et périphérie², *gecekondu* et pauvreté³. Leur part dans le paysage urbain est très important et en constante augmentation sur la période⁴, notamment dans les deux principales villes du pays. Comme le notent Stéphane Yerasimos et Semih Vaner, « en 1980, 39,5% des habitations d'Istanbul étaient constituées par des *gecekondu* et 52% de la population de la ville y vivait »⁵. Les pouvoirs publics ayant les plus grandes difficultés à juguler le développement des *gecekondu*, ont promulgué plusieurs lois (politiquement intéressées) de légalisation des logements⁶.

Des connotations péjoratives à l'encontre des nouveaux urbains ont longtemps perduré dans la littérature sociologique sur l'exode rural⁷. Deux éléments en sont le cœur. D'abord, l'idée d'un peuple « ignorant » (*cahil*⁸) à qui l'arrivée en ville donne l'occasion de s'éduquer. Cette perception normative masque une réalité plus complexe des trajectoires de migration vers la ville comme je le verrai lorsque j'affinerai les parcours de ces nouveaux urbains entrés dans les organisations révolutionnaires (chapitre 3). Ensuite, et surtout, s'enracine l'idée, tout aussi péjorative, d'une ruralisation des villes, faisant des *gecekondu* un village à la ville⁹. Cette vision d'un accroissement urbain pathologique aboutit facilement à le lier directement à

¹ *Ibid.*

² A titre d'exemple, le quartier d'Altındağ à Ankara, en plein cœur de la ville, est alors un quartier de *gecekondu* tout comme le quartier de Zeytinburnu à Istanbul en plein cœur de la vieille ville. Cf. les cartes des deux villes en annexes 5 & 6.

³ Les *gecekondu* ne sont pas uniquement composés de populations pauvres et marginales comme le rapprochement du terme avec la notion de bidonville/*slum* le laisserait penser. Bien au contraire, ces quartiers se composent d'une mosaïque de situations sociales différentes allant des petits fonctionnaires aux commerçants en passant par les ouvriers et employés, les chefs traditionnels et religieux des communautés, etc.

⁴ Ruşen Keleş avance que la part des habitants de *gecekondu* dans l'ensemble de la population urbaine est passée de 4.7% en 1955 à 16.4% en 1960 pour s'établir à 26.1% en 1980, KELES R., *Kentleşme politikası*, Ankara, Imge, 2008. Marcel Bazin et Stéphane de Tapia précisent qu'en 1965 les *gecekondu* abritent la moitié de la population ankariote, BAZIN M. & DE TAPIA S., *La Turquie. Géographie d'une puissance émergente*, op. cit., p. 224.

⁵ YERASIMOS S. & VANER S., « Petite chronique des 'gecekondu' », in VANER S. (dir.), *Istanbul. Gloires et dérives*, Paris, Autrement, 1988, p. 153.

⁶ Il s'agit de des lois dites d'amnistie sur l'habitat illégal : loi n°327 de 1963 adoptée avant les élections locales, loi n°1990 de 1976, loi n°2805 de 1983 adoptée avant les élections générales, loi n°2981 de 1984 adoptée avant les élections locale et loi de 1985, PEROUSE J-F., « Les compétences des acteurs dans les micro-mobilisations habitantes à Istanbul », in DORRONSORO G. (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, op. cit., p. 136.

⁷ Pour une revue de la littérature sur ce point voir, DELI F. & PEROUSE J-F., « Migrations internes vers Istanbul : discours, sources et quelques réalités », *Les dossiers de l'IFEA*, Institut Français d'Etudes Anatoliennes, n°9, 2002.

⁸ On retrouve aussi dans les entretiens l'expression de « köylü », littéralement « villageois » mais pouvant aussi est un terme méprisant stigmatisant les origines rurales des nouveaux urbains. Entretien avec Kamber, Ankara, 08/11/2013.

⁹ La réfutation de ce point de vue répandu est au cœur de l'ouvrage de Benoit Fliche. Cherchant à connaître les processus de départ et les processus d'installation en ville il souligne les appartenances et les réseaux multiples différents de ceux du village, FLICHE, B., *Odyssees turques. Les migrations d'un village anatolien*, op. cit..

l'émergence de la violence dans une société perçue comme anémique¹. De plus, elle fait de la violence le seul répertoire des mobilisations politiques de l'époque – ce qui n'est pas le cas – tout en reproduisant une conception des classes populaires comme classes dangereuses² mal intégrées. Enfin, elle nie la dimension à la fois politique et ancrée dans des espaces, sociaux et physiques, des mobilisations au cours de la période en les renvoyant à une altérité radicale importée. S'il est vrai que cette immigration dans les grands centres urbains participe à la naissance de nouveaux acteurs sociaux (classe ouvrière, groupes étudiants, populations des quartiers de *gecekondu*), je verrai dans le chapitre 2 qu'il est important d'analyser finement comment s'opère le passage au politique dans les quartiers populaires (et dans les autres), comment les militants circulent dans et entre ces espaces et s'appuient sur des revendications et des conflits locaux, sans nécessairement recourir à la violence.

3) La massification de l'enseignement supérieur et ses conséquences

Le dernier phénomène, plus localisé dans l'espace social, qu'il me faut isoler pour rendre compte des logiques de mobilisation à l'œuvre dans les années 1970 est la massification de l'enseignement, et notamment de l'enseignement supérieur. Le Moyen-Orient a connu de fortes mobilisations estudiantines depuis la première moitié du XXe siècle qui ont fait des étudiants et des lycéens une réelle force sociale et symbolique. Les étudiants furent à la pointe de la contestation du régime du Parti démocrate à partir de 1957-58 et des acteurs secondaires de la chute de Menderes en contribuant à la contestation. Ils se montrèrent dans leur grande majorité très favorables au coup d'Etat du 27 mai 1960 et aux décisions prises par les militaires à sa suite³.

En Turquie comme ailleurs⁴, l'accroissement de la population a engendré une augmentation du nombre d'individus scolarisables renforçant encore le poids symbolique de la jeunesse éduquée¹. Jordi Tejel Gorgas note toutefois que

¹ DODD C-H., "The Containment of Terrorism: Violence in Turkish Politics 1965-1980", in O'SULLIVAN N. (dir.), *Terrorism, Ideology and Revolution*, Sussex, Wheatsheaf Books, 1986, p. 132-149.

² CHEVALIER L., *Classes laborieuses et classes dangereuses*, Paris, Perrin, 2002 [1958].

³ Cette participation des étudiants aux mobilisations conduisant au coup d'État militaire du 27 mai 1960 a profondément marqué les esprits de la « génération 68 » qui a espéré une réactualisation de l'alliance des secteurs « progressistes » pour faire advenir la « révolution socialiste » en Turquie. Le coup d'Etat du 12 mars 1971 imposera une rupture entre étudiants et militaires. Sur cette espérance déçue, voir MONCEAU N., *Génération démocrates. Les élites turques et le pouvoir*, Paris, Dalloz, 2007, pp. 97-130.

⁴ MEYER J. W., RAMIREZ F. O., RUBINSON R. & BOLI-BENNETT J., "The World Educational Revolution, 1950-1970", *Sociology of Education*, Vol. 50, n°4, 1977, p. 242-258.

« l'ouverture de collèges et d'universités, jusque-là caractérisés par un certain élitisme, à un plus grand nombre d'étudiants entraîna une série de transformations sociopolitiques importantes au cours des années 1960-1970: l'élargissement considérable du spectre des origines sociales, ethniques et religieuses des étudiants ; un processus de massification dans certaines universités conduisant à des tensions autour des ressources allouées à l'éducation »².

On observe une forte augmentation du nombre d'étudiants qui passe entre 1960 et 1977 de 180 000 à 436 000 dans les écoles professionnelles et de 65 000 à 340 000 dans les universités³. Entre 1960 et 1975, le personnel enseignant est multiplié par deux⁴. De fait, la situation lycéenne et surtout universitaire s'est, depuis les années 1960, passablement dégradée en Turquie, ce qui a entretenu les mobilisations étudiantes qui sont à la fois internes à l'université (conditions d'études, classes surchargées, méthodes d'apprentissage...) et plus généralement liées à la montée du radicalisme politique au sein de la jeunesse. Les hiérarchies et le fonctionnement internes des universités se verront contestés par les étudiants et les jeunes enseignants, dominés dans le système. L'Etat turc met dès lors en place un programme de construction d'universités, dont le nombre passe de six en 1957 à dix-sept en 1977⁵ pour absorber cette nouvelle population estudiantine et décharger les grandes métropoles. Istanbul et Ankara concentrent respectivement, hors écoles supérieures, 27,5% et 23,6% des étudiants du pays en 1981 contre 43% et 35,8% en 1975⁶. Par ailleurs, la répartition des étudiants dans l'espace académique s'opère, à la fin des années 1960, de la façon suivante :

¹ En 1980, 34,38% de la population est considérée comme illettrée (18,9% pour les hommes et 50,2% pour les femmes) contre 67,8% en 1950 (H : 52,1% ; F : 82,9%), TÜRKİYE İSTATİSTİK KURUMU, *Istatistik Göstergeler 1923-2009* [Indicateurs statistiques, 1923-2009], Ankara, 2010, p. 19

² TEJEL GORGAS J., « Où sont les étudiants du supérieur ? Démobilisation et réengagement du milieu universitaire en Turquie et au-delà », *European Journal of Turkish Studies*, n°17, 2013.

³ GOURISSE B., « Enquête sur les relations entre politisation et études supérieures: le cas turc (1971-1980) », *art. cit.*, p. 47.

⁴ GEORGEON F., « La politique de l'enseignement en Turquie », *Les Temps Modernes*, n°456-457, 1984, p. 387.

⁵ Les six universités existantes sont alors l'université d'Istanbul (*Istanbul Üniversitesi*), fondée en 1453 mais qui prend sa forme actuelle en 1922, l'université technique d'Istanbul (*Istanbul Teknik Üniversitesi*) fondée en 1928, l'université d'Ankara (*Ankara Üniversitesi*) fondée en 1946, l'université de l'Egée (*Ege Üniversitesi*) à Izmir fondée en 1955, l'Université Technique du Moyen Orient (*Orta Doğu Teknik Üniversitesi*) à Ankara fondée en 1956, et l'université Atatürk (*Atatürk Üniversitesi*) Erzurum fondée en 1957. Il faut ajouter à ces six universités l'Institut d'Administration Publique de Turquie et du Moyen Orient (*Türkiye ve Orta Doğu Amme İdaresi Enstitüsü – TODAİE*) fondée en 1953, l'université Technique de la Mer Noire (*Karadeniz Teknik Üniversitesi*) à Trabzon fondée en 1963, l'Université d'Hacettepe (*Hacettepe Üniversitesi*) à Ankara en 1967, l'Université du Bosphore (*Boğaziçi Üniversitesi*) qui apparaît en 1971 mais qui correspond à l'ancienne Haute Ecole fondée par le Robert College quelques années plus tôt, l'Université de Çukurova (*Çukurova Üniversitesi*) en 1973, l'Université de Diyarbakır (*Diyarbakır Üniversitesi*) en 1973, l'Université d'Anatolie (*Anadolu Üniversitesi*) à Eskişehir en 1975, l'Université de Bursa (*Bursa Üniversitesi*) en 1975, l'Université de la République (*Cumhuriyet Üniversitesi*) à Sivas en 1975, l'Université de l'Euphrate (*Fırat Üniversitesi*) à Elazığ en 1975, l'Université du 9 mai (*19 Mayıs Üniversitesi*) à Samsun en 1975, et l'Université seldjoukide (*Selçuk Üniversitesi*) à Izmir, fondée en 1977.

⁶ BAZIN M., « Les disparités régionales en Turquie », *op. cit.*, p. 41.

	Nombre total d'étudiants	Humanités et sciences sociales	Sciences et ingénierie	Santé	Total
1959-1960	39 000	57,3	23,3	11,8	100
1961-1962	49 500	63	21,4	9,2	100
1962-1963	50 000	64	19,2	9,8	100

Tableau I-2 : Répartition des étudiants du supérieur entre facultés de 1959 à 1963
 Source : OKYAR O., "Universities in Turkey", *Minerva*, Vol. 6, n°2, 1968, p. 223.

Les sciences sociales et les humanités sont largement dominantes dans l'accueil des étudiants du supérieur tandis que les sciences naturelles restent secondaires sinon en déclin pendant la décennie 1960. Cette domination des sciences sociales, et notamment de la science politique (à travers la *Siyaset Bilimler Fakültesi* d'Ankara), du droit et de l'économie (à l'*Istanbul Üniversitesi* et à ODTÜ à Ankara), dans le champ académique a participé à la l'investissement politique accéléré des effectifs étudiants.

C'est pourtant au niveau des lycées que le problème est le plus profond. L'augmentation rapide du nombre de diplômés¹ est de plus en décalage avec le nombre de places disponibles dans l'enseignement supérieur ce qui rend de plus en plus difficile le concours d'entrée aux universités². Cette situation est perçue dès les années 1960 qui voient se multiplier les manifestations réclamant davantage de places dans les universités (1961-1966). En effet, pour l'année universitaire 1969-1970, on compte 64 183 inscrits au concours pour 33 020 retenus soit 51,4% d'admis tandis que pour l'année scolaire 1978-1979 on compte 373 864 inscrits pour 37 000 admis (9,9%)³. Cette difficulté croissante à accéder à l'enseignement supérieur suscite un mécontentement et une inquiétude chez les lycéens et leurs familles pour qui les études restent la principale voie d'ascension sociale nécessitant parfois des sacrifices non négligeables. Il faut donc avoir ces chiffres à l'esprit pour rendre compte du glissement des mobilisations des universités aux lycées dans le courant des années 1970.

On voit ici pointer la même analyse que celle qui a prévalu en France à propos du lien entre la crise universitaire et les événements de Mai 68, faisant de l'accroissement rapide du

¹ Selon les statistiques officielles, on compte en 1970, 253 742 lycéens et 45 678 diplômés du secondaire pour 534 605 lycéens (+ 47%) et 109 130 (+ 41,8%) diplômés dix ans plus tard, TÜRKIYE İSTATİSTİK KURUMU, *İstatistik Göstergeler 1923-2009*, op. cit., p. 72.

² En Turquie l'accès à l'enseignement supérieur se fait sur la base d'un concours national auquel tous les prétendants aux études supérieures sont soumis. La répartition entre les différentes universités et facultés s'opère sur la base d'un système de points.

³ KELEŞ R. & UNSAL A., *Kent ve siyasal şiddet*, op. cit., p. 40.

nombre d'étudiants une cause de la dévalorisation des diplômes sur le marché du travail¹. Cette dévalorisation et les difficultés d'insertion effectives ou à venir des jeunes diplômés créeraient les conditions d'une contestation qui prendrait l'allure d'une révolte générale contre le système. Une telle explication a également été appliquée au cas turc par plusieurs auteurs. Joseph Szyliowicz met en avant dans une note de recherche sur l'activisme étudiant en Turquie la frustration systémique et la « sombre perception de leur opportunités futures comme motifs de mobilisation »² des étudiants. Quelques années plus tard Michael Gunter, dans un article caractéristique du traitement des mouvements révolutionnaires turcs dans la littérature américaine de la Guerre froide, soulignait le caractère pathologique et profondément dangereux de la mobilisation de la jeunesse turque – surtout de gauche – et utilise le même argument qu'il lie à la crise économique³. Enfin, l'historien François Georgeon reprend cette hypothèse en 1984 en liant la montée du « terrorisme » des années 1970 au faible nombre d'étudiants admis à l'université par rapport au nombre de lycéens diplômés :

« Les exclus de l'université, déjà détachés de leur milieu d'origine – souvent rural –, par leurs études secondaires, mais frustrés de ne pouvoir accéder à la consécration du savoir que représente l'enseignement supérieur, ont fourni de nombreuses recrues aux groupes terroristes à la fin des années soixante-dix. On voit ainsi que certaines des sources de l'anarchie et du terrorisme se situaient en amont du système universitaire. Par ailleurs, les diplômés de l'université n'arrivent pas toujours à trouver du travail »⁴.

Si cette explication a été depuis remise en cause pour la France⁵, elle mérite également de l'être en ce qui concerne la Turquie pour plusieurs raisons. D'abord, la dévalorisation des titres universitaires sur le marché du travail et le ressentiment qui en découlerait par rapport aux efforts consentis n'ont jamais été évoqués dans les entretiens ni dans les sources consultées. La valeur sur le marché du travail du diplôme poursuivi ne constitue, ni à l'époque ni *a posteriori*, une explication invoquée par les groupes politiques et leurs militants, bien davantage préoccupés par l'impérialisme américain ou la montée du « fascisme » que par leur employabilité à court ou long terme. A moins de réactiver du même coup l'idée de mobiles inconscients et la théorie de la frustration, il semble dès lors nécessaire de trouver une autre manière d'appréhender ces logiques de politisation. La seconde raison qui pousse à douter de

¹ BOURDIEU P., *Homo academicus*, Paris, Minuit, 1984 & BOUDON R., « La crise universitaire française : essai de diagnostic sociologique », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, Vol. 24, n°3, 1969. p. 738-764.

² SZYLIOWICZ J., *A Political Analysis of Student Activism: The Turkish Case*, Londres, Sage Publications, 1972, p. 20. Ma traduction.

³ GUNTER M., « Political Instability in Turkey During the 1970s », *art. cit.*, p. 67. Voir aussi DODD C-H., « The Containment of Terrorism: Violence in Turkish Politics 1965-1980 », *art. cit.*, p. 135.

⁴ GEORGEON F., « La politique de l'enseignement en Turquie », *op. cit.*, pp. 387-388.

⁵ Voir notamment GRUEL L., *La rébellion de 68. Une relecture sociologique*, Rennes, PUR, 2004.

la validité empirique de cette assertion est avancée par Osman Okyar à propos de la situation universitaire à la fin des années 1960. Citant la DPT [*Devlet Planlama Teşkilatı*, l'Office de planification] il souligne au contraire le manque de diplômés par rapport au nombre de postes à pourvoir compte tenu du développement économique. Il estime en 1968 que l'écart entre offre et demande représentera 60 000 postes en 1972¹. Il est peu probable que le ratio se soit drastiquement inversé au point de générer un important « surplus » de diplômés dans les années 1970 au regard des difficultés de l'Etat à augmenter le nombre de places disponibles². Ce n'est pas la perte de valeur de leur diplôme qui entraîne pour les militants des difficultés d'insertion professionnelles mais bien leur militantisme. Ceux qui ont pu finir leurs études avant ou après le coup d'Etat (et parfois même ceux qui ne les ont pas terminées) s'appuient au contraire sur le prestige de l'université qu'ils ont alors fréquentée (SBF, ODTÜ ou Hacettepe à Ankara, İÜ et İTÜ à Istanbul).

Enfin, si une colère des lycéens est perceptible en ce qui concerne les difficultés d'accès aux études supérieures, l'invocation de leur « frustration » n'indique rien quant aux modalités qui poussent à l'engagement plutôt qu'à l'inaction et n'expliquent pas les dynamiques de l'engagement dans l'un ou l'autre camp. Il reste néanmoins indéniable, comme je le développe dans le prochain chapitre, que la situation interne aux universités a contribué à en faire des lieux d'incubation des mobilisations. Mais elle ne saurait résumer à elle seule les dynamiques individuelles et collectives à l'œuvre dans le conflit entre groupes d'extrême gauche et d'extrême droite.

B) Les années 1970 : la décennie du chaos ?

Les transformations socio-économiques précédemment décrites doivent être mises en relation avec le contexte plus directement politique de la décennie 1970. La Turquie connaît alors un profond bouleversement de sa position géopolitique dans ce que l'on peut désormais considérer comme les derniers sursauts de la Guerre froide. Mais le pays connaît également une crise politique profonde et voit croître un antagonisme violent entre les groupes de la

¹ Il précise : “[...] if no steps are taken to increase significantly the output of Turkish higher educational institutions in the very near future, there will not be enough graduates to fill key jobs throughout the economy and the social services”, OKYAR O., “Universities in Turkey”, *art. cit.*, p. 222.

² On ne saurait donc rapprocher ces jeunes diplômés des « intellectuels frustrés » de l'Europe du XVIIe siècle décrits par Roger Chartier, CHARTIER R., « Espace social et imaginaire social : les intellectuels frustrés au XVIIe siècle », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. Vol. 37, n°2, 1982. p. 389-400.

gauche radicale et l'extrême droite sous l'égide du MHP qui débouche, à partir de 1977, sur une montée de la violence qui culmine à l'été 1980, peu de temps avant l'intervention militaire.

1) Un pays sous tension pendant la Guerre froide

La Turquie a, depuis l'avènement de la République kémaliste, adopté une politique internationale de neutralité et observé un attentisme non dénué d'ambiguïté pendant la Seconde guerre mondiale¹. Mais, à la fin de celle-ci, la pression soviétique sur les détroits² pousse la Turquie à s'engager clairement auprès de l'Ouest pendant la Guerre froide. Le gouvernement turc signe un accord d'assistance militaire avec les Etats-Unis en septembre 1947 et entre dans l'OTAN en février 1952³. Elle devient dès lors le seul pays de l'organisation à posséder une frontière directe avec l'URSS. Si la pression russe a conduit à identifier propagande communiste et pénétration soviétique, les relations avec l'URSS n'ont pas toujours été mauvaises. Ecevit fait de la Turquie le pays le plus aidé par l'URSS après Cuba dans la seconde moitié des années 1970⁴. De leur côté, les Etats-Unis font rapidement de la Turquie une de leurs bases avancées au Moyen Orient en déployant sur son sol bases militaires et missiles à partir de 1957.

L'ingérence politique américaine dans le pays est un vecteur important des mobilisations, notamment au cours de la décennie 1960⁵. La gauche turque, fortement empreinte de nationalisme, formule son anti-américanisme à travers une rhétorique anti-impérialiste plaçant l'« indépendance nationale » (*milli bağımsızlık*) en son cœur. Se développe alors l'idée, notamment au sein du TIP, de l'omniprésence américaine dans le pays

¹ WEBER F. G., *The Evasive Neutral: Germany, Britain and the Quest for a Turkish Alliance in the Second World War*, Columbia & Londres, University of Missouri Press, 1985. On ne saurait par ailleurs questionner l'idéologie du MHP qui émerge à la fin des années 1960 sans tenir compte de la pénétration des idées nazies dans le pays de la fin des années 1930 à la fin de la guerre et de la proximité que les milieux pantouranistes (auxquels appartient alors le colonel Türkeş) entretiennent avec ces thèses (nationalisme agressif, suprématisme racial et antisémitisme).

² A partir de 1945-1946 les soviétiques réclament une révision de la convention de Montreux qui règle depuis 1936 le statut des détroits turcs. Les soviétiques réclament une présence militaire sur place ainsi qu'un contrôle international des détroits. Cette pression pousse la Turquie à abandonner sa neutralité diplomatique et à rejoindre l'OTAN.

³ BILLION D., *La politique extérieure de la Turquie. Une longue quête d'identité*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 127.

⁴ DORRONSORO G., *Que veut la Turquie ? Ambitions et stratégies internationales*, Paris, Autrement, 2009, p. 62.

⁵ BOZARSLAN H., « L'anti-américanisme en Turquie », *Le Banquet*, n°21, 2004/2.

dans tous les secteurs d'activité : économique, politique, militaire¹... Les manifestations contre la présence américaine se multiplient à la fin des années 1960, notamment lors des visites de la VIe flotte américaine à Istanbul entre 1967 et 1969. Celle du 16 février 1969 (deux morts, des dizaines de blessés) est depuis couramment appelée le « dimanche sanglant » (*Kanlı Pazar*). Les organisations de guérilla révolutionnaire des années 1970-1972, sur lesquelles je reviendrai, visent principalement le personnel américain et le personnel de l'OTAN basés en Turquie. De plus, les liens étroits qui existent entre le principal syndicat ouvrier, *Türk-İş* [*Türkiye İşçi Sendikaları Konfederasyonu*, Confédération des syndicats turcs] depuis sa fondation en 1952 et l'AFL-CIO [*American Federation of Labour – Congress of Industrials Organisations*] renforcent cette idée au sein du monde ouvrier. La proximité, pour ne pas dire l'inféodation, de la *Türk-İş* à l'Etat turc et ses liens avec les intérêts américains seront, dans un contexte de bouillonnement politique et de diffusion des idées socialistes, très largement à l'origine de la création de la DISK [*Türkiye Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu*, Confédération des syndicats révolutionnaires de Turquie] en 1967. La CIA est alors perçue comme le principal agent de la pénétration américaine en Turquie. Cette position se retrouve notamment au sein du TIP et de la publication kémaliste de gauche alors très en vogue dans les cercles intellectuels, *Yön*. La nomination en novembre 1968 de l'ambassadeur Robert Komer, ancien de la CIA et précédemment envoyé au Vietnam, ne fera que conforter cette idée². Si le discours anti-américain s'estompe au profit de l'antifascisme dans les années 1970, il n'en reste pas moins présent. L'indéniable soutien des Etats-Unis aux putschistes du coup d'Etat du 12 septembre 1980³ qui va, selon les versions, d'un rôle d'initiateur à celui d'observateur informé, tendra à confirmer l'idée de l'inféodation des gouvernements turcs à Washington. J'aurai l'occasion de revenir sur l'image des Etats-Unis constituée et véhiculée par la mémoire de la gauche révolutionnaire turque depuis les années 1970 mais on peut d'ores et déjà souligner que les Etats-Unis sont alors préoccupés par l'instabilité politique du pays et par l'expansionnisme soviétique en Asie centrale qui les poussent à s'assurer de la stabilité de leur allié.

¹ Didier Billion estime que « de vingt-quatre mille [soldats américains stationnés en Turquie] en 1968 leur nombre passe à environ seize mille à la fin de l'année 1970 » (*ibid.*, p. 131). Ils sont principalement répartis entre le siège de l'état-major à Ankara et du commandement régional de l'OTAN à Izmir ainsi que sur les bases de Karamürsel, Sinop, Pirincilik et Incirlik ».

² Lors d'une visite à ODTÜ le 6 janvier 1969, des étudiants d'extrême gauche retournent puis incendient sa voiture. Il sera relevé de ses fonctions en mai 1969 face à l'opposition qu'il soulève, notamment auprès de la jeunesse estudiantine et des milieux intellectuels de gauche, « A.B.D elçisinin arabası yakıldı » [La voiture de l'ambassadeur des Etats-Unis incendiée], *Milliyet*, 07/01/1969, pp. 1&7.

³ DORRONSORO G., *Que veut la Turquie ? Ambition et stratégies internationales*, op. cit., p. 60.

Le 20 juillet 1974, suite à la tentative de coup d'Etat pilotée par les colonels grecs contre le gouvernement de l'archevêque Makarios à Chypre et visant au rattachement de l'île à la Grèce (l'*Enosis* en grec), le gouvernement de coalition de Bülent Ecevit (CHP, kémaliste) et Necmettin Erbakan (MSP, islamiste) décide d'envahir l'île. L'opération qui se déroule en deux temps entre juillet et août 1974 conduit à l'occupation d'une large partie du territoire chypriote. Le pays vit, depuis cette date, divisé en deux entités, la République de Chypre et, depuis 1983, la République turque de Chypre du Nord (*Kuzey Kıbrıs Türk Cumhuriyeti*, KKTC), uniquement reconnue par la Turquie. La grande majorité de la population turque, et la gauche également, soutient très largement l'invasion au nom de la protection de la population turque chypriote et de la lutte contre le « fascisme » grec représenté par le régime des colonels (1967-1974) qui s'effondre peu après. Cette opération militaire décrétée unilatéralement et sans soutien américain entraîne une crise dans les relations entre les deux Etats¹. Les Etats-Unis décrètent en février 1975 un embargo sur toutes les livraisons d'armes pour la Turquie qui dure jusqu'en septembre 1978². Cet embargo a pour effet de renforcer l'anti-américanisme dans le pays qui vit cette décision, et donc la condamnation de l'intervention turque, comme un coup de poignard dans le dos de la part de son allié.

La décennie 1970 donne, de manière synchronique, lieu à des interprétations contradictoires du « sens de l'histoire » en cours. D'un côté, la situation internationale renforce, depuis la fin des années 1960, les positions anti-américaines du fait de la guerre du Vietnam et du rôle central qu'ont joué les Etats-Unis dans nombre de coups d'Etat militaires anti-communistes, notamment en Amérique latine (Chili, 1973 ; Uruguay, 1975 ; Argentine, 1976 etc.). Cela donne l'impression à la gauche révolutionnaire qu'elle fait face à une offensive impérialiste « fasciste » sur l'ensemble du globe. Le démantèlement des dictatures européennes (Grèce 1974, Portugal 1974, Espagne 1975) ne donnant pas lieu à l'installation de régimes socialistes marque le début de l'effondrement de l'espoir révolutionnaire en Europe. Mais, parallèlement, l'échec américain au Vietnam (1975), la poursuite, parfois victorieuse, de combats révolutionnaires et anti-impérialistes (Nicaragua 1979, montée en puissance des organisations palestiniennes) attisent le combat révolutionnaire. Les deux rhétoriques, antifasciste et révolutionnaire, se trouvent tour à tour mobilisées pour galvaniser

¹ GOKMEN M., DE SOCIO M. & GHAZI-WALID F., "Geopolitics from Above: A Review of U.S.-Turkey Bilateral Relations, 1947-2006", *The Arab World Geographer*, Vol. 11, n°1-2, 2008, p. 1-17.

² « La Turquie répond alors avec violence : en avril 1975, elle crée la IVe Armée strictement nationale ([le général] Evren en est le chef), renvoie tous les militaires US présents sur le territoire, reprend possession de 25 bases et débranche le 'early warning system' jusque-là géré en commun », GROG G., « La Turquie et l'option atlantique », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n°50, 1988, p. 192.

les troupes. Les publications de la gauche révolutionnaire turque des années 1970 sont à la fois un reflet de l'activisme révolutionnaire international (principalement dans le tiers monde) mais également un bon révélateur des « cas » suivis, discutés et éventuellement pris pour exemple par les groupes turcs. Un dépouillement de la revue de *Dev-Yol*¹ montre ainsi que quelques grandes luttes suscitent l'intérêt du groupe : le Nicaragua (3 articles²), l'Iran (2 articles³), le Vietnam⁴, le Chili⁵ ou encore les luttes du tiers monde dans leur ensemble⁶. Si la décennie 1970 place la Turquie au cœur des bouleversements géopolitiques mondiaux et accroît sa position stratégique dans le cadre de l'ultime rebond de la Guerre froide, cette situation est perçue et discutée par les acteurs eux-mêmes à mesure qu'elle évolue et que se transforment les rapports de force.

Enfin, l'année 1979 doit être considérée dans sa spécificité à l'échelle internationale. Si elle est l'année de l'explosion de la violence en Turquie, elle s'inscrit dans un paysage international particulièrement tourmenté qui, par ricochet, l'accroît. Hamit Bozarslan y voit une année charnière au cours de laquelle s'opère une transformation dans l'imaginaire politique et social au Moyen-Orient caractérisée par une poussée religieuse conservatrice⁷ dont on perçoit aujourd'hui encore les effets. Le symbole de cette poussée conservatrice est sans conteste la révolution iranienne qui inquiète particulièrement la Turquie, voisine directe de la république islamique. Mais l'année 1979 est également la date de l'invasion soviétique en Afghanistan qui, après les événements de Prague en 1968, creuse au sein de la gauche turque le clivage entre partisans de l'URSS [le TKP, *Türkiye Komünist Partisi*, Parti communiste de Turquie (clandestin)] et ses contempteurs la rangeant dans le groupe des Etats impérialistes à combattre au nom de la solidarité avec les peuples opprimés⁸. Le coup d'Etat du 12 septembre 1980 viendra mettre un terme à l'agitation révolutionnaire.

Cette brève caractérisation de l'environnement international de la Turquie depuis la fin de Seconde guerre mondiale que j'ai tenté de mettre en relation avec ses effets sur la vie politique nationale et sur la gauche révolutionnaire, doit maintenant être complétée par une étude de la situation politique du pays au cours de la décennie 1970.

¹ Revue éponyme, elle compte 36 numéros entre le 1^{er} mai 1977 et juin 1980. Bimensuelle jusqu'en 1978, elle devient par la suite (de manière parfois erratique) mensuelle jusqu'au dernier numéro en juin 1980

² *Dev-Yol*, n°2, 15/05/1977, n°22, 20/09/1978 et n°30, 03/09/1979.

³ *Dev-Yol*, n°19, 20/06/1978, n°22, 20/09/1978.

⁴ *Dev-Yol*, n°23, 24/10/1978.

⁵ *Dev-Yol*, n°9, 19/07/1977.

⁶ *Dev-Yol*, n°13, 15/01/1978.

⁷ BOZARSLAN H., « La transformation des cadres d'interprétation au Moyen-Orient. L'année 1979 », in DORRONSORO G. & GROJEAN O. (dirs.), *Identités et politique*, op. cit., p. 277-292.

⁸ *Dev-Yol*, n°34, 01/1980, p. 8.

2) Une situation politique de blocage et de désobjectivation des structures étatiques

Au cours des années 1970, la situation politique est particulièrement tendue. Je présenterai deux éléments saillants de cette situation de crise à savoir le blocage politique au niveau national ainsi que le processus de désobjectivation des structures étatiques alors à l'œuvre, conséquence et générateur d'une conflictualité croissante au sein de la société.

Depuis 1945 et son rapprochement avec l'Ouest, la Turquie s'est ouverte au multipartisme et aux élections compétitives, les premières ayant lieu en 1950. L'intervention militaire de 1960 met en place un régime parlementaire suite à la rédaction d'une nouvelle constitution promulguée en 1961. Celle-ci renforce et garantit pour la première fois les droits individuels et collectifs¹ tout en instaurant l'armée comme institution centrale du régime. A la même période le champ politique turc est structuré autour d'un bipartisme central : le *Cumhuriyet Halk Partisi* [Parti républicain du peuple, CHP], ancien parti unique fondé par Mustafa Kemal et dirigé jusqu'en 1972 par son successeur Ismet İnönü, et l'*Adalet Partisi* [Parti de la justice, AP], parti de droite dirigé par Süleyman Demirel, refondation du DP dominant dans les années 1950 et fermé par les militaires en 1960. Ce dernier entretient un rapport de méfiance (réciproque) envers l'armée qui le renverse par deux fois, en 1971 et 1980. Le positionnement du CHP au cours des années 1965-1980 entraîne des divisions internes² et l'éloigne progressivement de l'élite militaire à mesure que celle-ci est captée par sa frange conservatrice.

L'intervention militaire de 1971, par sa violence envers les milieux de gauche et les restrictions constitutionnelles apportées³, a suscité une forte désapprobation parmi ses sympathisants d'un côté et des acteurs anti-communistes d'autre part, ces derniers estimant la répression insuffisamment sévère. Le coup d'Etat a donc paradoxalement contribué à

¹ Articles 15 & 16 : immunité de l'individu et inviolabilité du domicile, Articles 19 & 20 : liberté de penser et d'afficher ses opinions et protégée, Article 22 : liberté de la presse comme droit fondamental, Articles 47 & 119 : droit de grève et droit syndical, Article 48 : Instauration de la sécurité sociale, Article 120 : Autonomie des universités, Article 121 : Autonomie de la radio et de la télévision d'Etat.

² En avril 1967 un groupe de cadres et d'élus fait scission et fonde, sous la direction de Turhan Feyzioğlu, le Parti de la confiance [*Güven Partisi*]. Les responsables et les principes de ce parti farouchement opposé à la gauche et partisan d'un autoritarisme à peine voilé se retrouveront tant en 1971 qu'en 1980 à une position clef dans les gouvernements mis en place par les juntes militaires.

³ La constitution est révisée entre septembre 1971 et mars 1973 et 44 articles sont modifiés: restriction des libertés individuelles, article 136 : création des tribunaux d'exception appelés ensuite cours de sûreté de l'Etat, articles 22 et 119 : sévère limitation de la presse et de la liberté d'expression, article 119 : suppression des droits syndicaux des employés du secteur public garantis depuis 1965 ; article 120 contrôle gouvernemental des universités, article 121 : suppression de l'autonomie de la radio et de la télévision, limitation des marges de manœuvre des partis politiques et des syndicats (dont les droits et obligations avaient été codifiés en 1963).

polariser davantage la société turque. Lorsque les civils élus reviennent aux commandes de l'Etat fin 1973, le fonctionnement politique du régime républicain n'a pas réellement changé. Les partis et les leaders sont les mêmes et les blocages politiques liés au scrutin proportionnel vont rapidement refaire surface en même temps que les coalitions gouvernementales précaires. Les élections d'octobre 1973 donnent une majorité relative au CHP. L'opposition frontale entre le CHP et l'AP pousse chacun des deux partis à rechercher des alliances dans le but de constituer une majorité auprès des partis minoritaires ayant obtenus des sièges au Parlement. Les difficultés à rassembler une majorité gouvernementale entraînent des vacances prolongées du pouvoir¹. Le CHP fait ainsi alliance avec le MSP au cours de l'année 1974 avant que ne se forment les deux gouvernements dits de « Front nationaliste » en 1975-1977 puis en 1978-1979 réunissant l'AP, le MHP et le MSP.

Encadré I-3 : Le *Milliyetçi Hareket Partisi* (MHP)

Le *Milliyetçi Hareket Partisi* [Parti de l'action nationaliste] : fondé le 9 février 1969 sur les bases du Parti républicain villageois de la nation [*Cumhuriyet Köylü Millet Partisi*], le MHP est dirigé par le colonel Alparslan Türkeş (1917-1997), membre (expulsé) de la junte de 1960. Le parti devient le cœur d'un véritable mouvement nationaliste et l'acteur principal de l'anticommunisme au cours des années 1970. Issu de la mouvance pantouraniste des années 1940², il développe une idéologie organisée autour de la doctrine des « Neuf Lumières » qui repose sur un nationalisme agressif, un anticommunisme viscéral et un conservatisme social et religieux affirmé. A compter de la fin des années 1960, et dans le but de contrer l'influence croissante de la gauche, le parti met progressivement en place tout un réseau d'organismes qui lui sont rattachés et fidèles dans plusieurs champs sociaux. Si certains sont contraints de fermer après le mémorandum du 12 mars 1971, ils ne tardent pas à se reformer. La mouvance nationaliste investit ainsi le syndicalisme en 1970 avec la création de la *MISK (Milliyetçi İşçi Sendikaları Konfederasyonu*, Confédération des syndicats des travailleurs nationalistes), les organisations étudiantes (*Ülkü Ocakları Derneği*, Association des foyers de l'idéal en 1973 remplacée en 1978, suite à sa fermeture par le gouvernement CHP après les massacres de Kahramanmaraş³, par l'*Ülkücü Gençlik Derneği* (ÜGD, Association de la jeunesse Idéaliste)),

¹ La crise ministérielle de 1974-1975 a duré 213 jours la plus longue de l'histoire politique turque. La fin du mandat du président Korutürk le 6 avril 1980 laissera le pays sans président de la République faut d'accord sur un candidat jusqu'au coup d'Etat du 12 septembre 1980.

² Sur l'histoire du pantouranisme en Turquie on se référera à POULTON H., *Top Hat, Grey Wolf and Crescent. Turkish Nationalism and the Turkish Republic*, Londres, Hurst and Company, 1997.

³ CAN K., "Youth, Turkism and the Extreme Right: The Idealist Hearts", in YERASIMOS S., SEUFERT G. & VORHOFF K. (dirs.), *Civil Society in the Grip of Nationalism*, Istanbul, Orient-Institute, 2000, p. 340.

la police (*Ülkücü Polisler Birliği*, Union des policiers Idéalistes en 1975) mais aussi des associations de fonctionnaires, des associations culturelles et de villages en passant par les groupes à destination des femmes (*Ülkücü Hanımlar*, Ülkü-Han). Très organisé et très centralisé, il dispose par ailleurs et à mesure qu'il est associé aux gouvernements dits de Front nationaliste des ressources étatiques¹. Dans la seconde moitié des années 1970, il développe et centralise ses activités économiques dans plusieurs secteurs (tourisme, édition, presse...). Il dispose d'un journal quotidien, *Hergün*, à partir de 1975 et de nombreux périodiques. Ces ressources accumulées lui permettent de devenir le principal acteur de la multisectorisation des mobilisations (à laquelle la gauche tente de réagir²) et de la violence au cours des années 1970, à l'encontre de la gauche (assassinats, attentats, plastiquages) et des minorités (pogroms dans l'Est du pays). Enfin, comme le parti islamiste de Necmettin Erbakan, il s'implante dans l'émigration turque, notamment en Allemagne à travers un réseau associatif très dense³.

Les partis minoritaires, MSP et surtout MHP, sont les principaux gagnants de ce blocage institutionnel qui leur permet de négocier des postes gouvernementaux plus importants que ce que leurs résultats électoraux permettaient d'espérer⁴. La faiblesse des gouvernements et leur difficulté à juguler la violence politique – que certains de ces partis couvrent⁵ – ainsi que la crise économique entraînent une délégitimation des partis et de la classe politique sur laquelle sauront s'appuyer les militaires pour justifier leur prise du pouvoir. L'instauration de l'état d'urgence en décembre 1978 dans les principales villes du pays ne parviendra pas à enrayer la violence ; bien au contraire, les années 1979 et 1980 seront les plus meurtrières.

¹ GOURISSE B., « Variation des ressources collectives et organisation des activités de violence au sein du Mouvement nationaliste en Turquie (1975-1980) », *op. cit.*

² Dans une logique assimilable à mouvement/contre-mouvement, voir ZALD D., MAYER N. & USEM B., "Movement and Counter Movement Interaction: Mobilization, Tactics, and State Involvement", in MC CARTHY J., ZALD D. & MAYER N., *Social Movement in an Organizational Society*, Morristown, Transaction Books, 1987, p. 247-272.

³ ANTAKYALI F., « La droite nationaliste dans les milieux turcs immigrés », *CEMOTI*, n°13, 1992, p. 45-68.

⁴ Dans le premier gouvernement dit de Front nationaliste, le MHP obtient ainsi deux portefeuilles ministériels alors qu'il ne compte que 11 députés, AHMAD F., *The Turkish Experiment in Democracy, 1950-1975*, *op. cit.*, p. 348.

⁵ Süleyman Demirel, alors Premier ministre déclare, à propos des branches de jeunesse du MHP responsables d'une partie des violences: « vous savez, nous ne sommes pas un parti [l'AP] militant. Par conséquent nous ne pouvons donner jeunes l'enthousiasme qu'ils attendent. Nous ne pouvons satisfaire leur besoin d'action. Dans les faits, ils sont des nôtres, ils sont les nôtres », cité in BOZARSLAN H., « Le phénomène milicien, une composante de la violence politique dans la Turquie des années 1970 », *art. cit.*, note 6, p. 191.

Encadré I-4 : Sept gouvernements se succèdent entre 1974 et 1980

- 1) Le gouvernement Ecevit (CHP, MSP) du 17 janvier au 17 novembre 1974.
- 2) Le gouvernement İrmak du 17 novembre 1974 au 31 mars 1975.
- 3) Le premier gouvernement de Front nationaliste (AP, MSP, MHP) du 31 mars 1975 au 22 juin 1977.
- 4) Le deuxième gouvernement Ecevit (CHP) du 22 juin 1977 au 21 juillet 1977.
- 5) Le second gouvernement de Front nationaliste (AP, MSP, MHP) du 21 juillet 1977 au 5 janvier 1978.
- 6) Le troisième gouvernement Ecevit (CHP) du 15 janvier 1978 au 12 novembre 1979.
- 7) Le gouvernement Demirel (AP) du 12 novembre 1979 au 12 septembre 1980.

Parallèlement et concomitamment à cette polarisation du champ politique, s'amorce un processus de désobjectivation des institutions publiques du fait de leur pénétration par les forces politiques en conflit et de la politisation de leurs activités qui en résulte. Si cette appropriation et redistribution des ressources et postes publics¹ par les partis politiques pour s'assurer fidélités et clientèles ne sont pas nouvelles en Turquie, elles n'en prennent que plus d'ampleur au cours des années 1970. Ainsi, loin d'être la structure forte et homogène souvent présentée dans la littérature, on observe qu'au cours des années 1970 l'Etat turc se révèle particulièrement affaibli par les stratégies d'investissement dont il est l'objet. Construire l'Etat turc non comme un acteur autonome et homogène mais comme un « champ² », un lieu de luttes pour l'accès aux ressources, permet donc de mieux rendre compte des dynamiques à l'œuvre au cours de la décennie. Sa faible autonomie vis-à-vis des conflits sociopolitiques transforme chroniquement l'Etat en arène où s'exerce une violence interne qui s'articule à la violence politique et sociale venant des autres espaces sociaux. Par exemple, dans les années 1975-1980, le MHP profite de son influence dans l'administration grâce à ses deux passages au gouvernement pour obtenir des abandons de poursuites judiciaires et des libérations accélérées de ses militants arrêtés. Il fait du ministère de la santé qu'il dirige alors une porte d'entrée dans la fonction publique pour ses militants dans sa stratégie de noyautage de l'Etat³. Les alternances politiques suite aux élections et aux compromis politiques pour la mise en place des gouvernements conduit à un fort *turnover* parmi les fonctionnaires mutés ou remplacés en fonction de leurs opinions politiques. La radicalisation des prises de position

¹ Hamit Bozarslan décrit l'usage de l'administration comme une « caisse d'allocation de ressources aux partis au pouvoir », BOZARSLAN H., *Histoire de la Turquie contemporaine*, op. cit., p. 51.

² BOURDIEU P., *Sur l'Etat. Cours au Collège de France 1989-1992*, op. cit.

³ Le MHP n'est pas le seul à procéder de la sorte ; le MSP, à la tête du ministère de l'industrie pendant les deux gouvernements de Front nationaliste, procédera de la même manière. Ce « partage de l'Etat » était l'une des conditions de la survie même des coalitions présidées par le premier ministre Süleyman Demirel.

tend à transformer les activistes de droite en « fascistes » et les militants de gauche en « terroristes/communistes ». De plus, cette stratégie d'entrisme à l'échelle nationale est reproduite à l'échelle locale par l'ensemble des acteurs. La gauche, bien moins introduite dans les structures nationales faute de représentation parlementaire et disposant par conséquent de ressources moindres, s'efforcera de pénétrer les institutions d'Etat à l'échelle locale. Ces pratiques aboutissent à un affaiblissement généralisé des structures étatiques, et notamment des forces de sécurité qui subissent également ce phénomène de politisation. J'ai précédemment montré ce qu'il en était de l'armée et du processus de progressive reprise en main de ses secteurs exposés. La police est quant à elle clivée entre deux organisations syndicales, *Pol Bir* (droite) et *Pol-Der* (gauche), qui s'affrontent et contribuent à politiser le maintien de l'ordre¹. Ahmet explique ainsi : « la police de gauche, [...] aidait, nous informait évidemment. Et il y avait pas mal de commissaires sympathisants dans l'entourage de *Dev-Yol*, en tout cas moi j'en connaissais »². Cette situation politique a contribué à la délégitimation de l'Etat aux yeux de la population³ et au développement de la violence au cours des années 1970.

3) La décennie de la violence ? Du bon usage de la notion de guerre civile en Turquie

En Turquie, la décennie 1970 est devenue synonyme de chaos et de violence généralisée, sinon de « guerre civile » (*iç savaşı*)⁴ provoquée par les affrontements entre les organisations de gauche et de droite radicales. Il me semble toutefois prudent de rester à distance de ce terme non dénué de sous-entendus⁵. Une telle description renvoie par ailleurs inévitablement aux concepts d'anomie chez Emile Durkheim⁶ ou de « désorganisation

¹ Suivant l'orientation politique des policiers en charge de l'encadrement des manifestations celles-ci étaient plus ou moins susceptibles de se terminer par un affrontement. Les policiers prenaient même parfois parti pour un groupe ou un autre lors d'affrontements entre organisations politiques dans la rue.

² Entretien avec Ahmet, Paris, 12/03/2015.

³ VEGIN N., « Urbanisation et changements dans les attitudes socio-politiques », in DUMONT P. & GEORGEON F. (dirs.), *La Turquie au seuil de l'Europe*, op. cit., p. 67-77.

⁴ Cette perception se retrouve parmi l'ensemble des acteurs de la période. İnönü Alpat lui consacre d'ailleurs un article dans son *Dictionnaire de la gauche turque*, ALPAT I., « İç savaş », in *Türkiye solu sözlüğü*, op. cit., p. 192. La revue *Dev-Yol* emploie explicitement le terme pour caractériser la situation politique turque depuis le 12 mars 1971, « 12 Mart'tan bugüne... » [Du 12 mars à aujourd'hui...], *Dev-Yol*, n°14, 03/02/1978, pp. 2-4.

⁵ Jean Claude Caron a bien montré dans ses travaux l'ambiguïté du recours à l'idée de guerre civile. Il explique ainsi que « la guerre civile n'est rien d'autre qu'un masque dont on attend qu'il suscite l'effroi car porteur encore de nos jours d'une charge tragique a nulle autre comparable », CARON J-C., « Indépassable fratricide. Réflexions sur la guerre civile en France et ailleurs », *Cités*, 2012/2, n°50, p. 47.

⁶ DURKHEIM E., *Le suicide*, Paris, PUF, 2013 [1897].

sociale » chez William Isaac Thomas et Florian Znaniecki¹. La violence sature les propos et les écrits sur cette période conduisant à la rendre exceptionnelle au regard du reste de l'histoire républicaine – qui n'en est pourtant pas dénuée. Elle a dans un premier temps donné lieu à une littérature officielle corroborant la version de l'état-major qui décrivait une situation proche de la guerre civile évitée grâce à l'intervention militaire². Un autre pan des écrits sur la violence au cours de cette période insiste sur son aspect chaotique et anarchique et l'impute à la gauche³. Ces perspectives idéologiquement orientées ne permettent pas une analyse de la situation. Il convient donc d'écarter ces hypothèses trop rapidement établies et de décrire plus précisément les logiques à l'œuvre dans la mise en pratique de la violence politique. Par ailleurs, la violence politique exercée par les organisations illégales et/ou clandestines durant la décennie ne sont pas dissociables des stratégies répressives d'Etat précédemment décrites. L'échange de coups entre les différents protagonistes génère sur la période une montée de la violence participant de leur radicalisation réciproque.

Encadré I-5 : Désexceptionnaliser la violence politique

Les récents travaux de science politique sur la violence politique⁴ se sont attachés à rendre raison de l'emploi de la violence par les différents acteurs en lutte et à la réinsérer dans les questionnements de la sociologie de l'action collective⁵. Décrire les logiques de l'usage de la violence implique d'abord de sortir du vocabulaire largement employé pour la (dis)qualifier et lui dénier sa dimension politique et sociale. La notion de « terrorisme » en Turquie⁶ comme

¹ THOMAS W. I. & ZNANIECKI F., *The Polish Peasant in Europe and America: A Classic Work in Immigration History*, Champaign, University of Illinois Press, 1996 [1918].

² La junte a fait paraître en anglais et en turc des autojustifications de son intervention en présentant les chiffres de la violence et de la répression à l'encontre des « terroristes » : *State of Anarchy and Terror in Turkey*, Feryal Maatbaçılık, non daté, 84 p. et MILLI GÜVENLİK KURUMU [Conseil de sécurité nationale], *12 September in Turkey: Before and After*, Ankara, Ogun Kardeşler, 1982.

³ AHMAD F., *The Making of Modern Turkey*, Londres, Routledge, 1993 et SAMIM A. "The Tragedy of the Turkish Left", *New Left Review*, 1/126, 1981, p. 60-85.

⁴ On qualifie de violence politique « toute attaque collective lancée à l'intérieur d'une communauté politique, dirigée contre le régime politique, ses acteurs – les groupes politiques en compétition aussi bien que les représentants du pouvoir en place – ou ses politiques », GURR T., *Why Men Rebel*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 1970, pp. 3-4. La violence devient « révolutionnaire » en ce qu'elle « cherche à attaquer le pouvoir d'Etat suivant une idéologie de changement social radical », SOMMIER I., *La violence révolutionnaire*, *op. cit.*, pp. 18-19.

⁵ Les travaux d'Isabelle Sommier sont à cet égard pionniers dans la littérature francophone, SOMMIER I., *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Rennes, PUR, 1998. Voir également GOODWIN J., "Introduction to a Special Issue on Political Violence and Terrorism: Political Violence as Contentious Politics", *Mobilization: An International Journal*, n°17/1, 2012, p. 1-5, CRETTEZ X., « Penser la violence politique », in CRETTEZ X. & MUCCHIELLI L. (dirs.), *Les violences politiques en Europe*, Paris, La Découverte, 2010, p. 7-28 & DELLA PORTA D., « Mouvements sociaux et violence politique », in CRETTEZ X. & MUCCHIELLI L., *op. cit.*, p. 271-291.

⁶ VANER S., « Violence politique et terrorismes en Turquie », *Esprit*, n°10-11, 1984, p. 103.

ailleurs relève, ainsi que l'a pointé Isabelle Sommier¹, des concepts écrans masquant la pluralité des dynamiques à l'œuvre. Ensuite, ces recherches soulignent la nécessité de *réencastrer* l'usage et l'analyse de la violence politique à la fois dans les contextes sociaux dans laquelle elle prend place et en même temps de rendre compte des interactions concrètes entre acteurs de la violence par un jeu d'échelles permanent². Ainsi, si la violence n'est pas intelligible en dehors des cadres macro et meso-sociologiques qui lui donnent sens aux yeux des acteurs³, elle ne l'est guère plus en dehors des interactions au cours desquelles elle prend place. La violence gagne donc à être normalisée et appréhendée comme une modalité d'action parmi d'autres dans un contexte particulier. Une telle approche a également le mérite de limiter la focalisation de l'analyse sur la question de la violence qui masque bien souvent une oscillation entre fascination et question morale et tend à se transformer en un prisme déformant.

Poser quelques éléments chronologiques et quantitatifs avant d'aller plus avant dans l'explication des ressorts macrosociologiques de la violence sur la période s'avère ici nécessaire. Je développe par la suite sa mise en œuvre organisationnelle (chapitre 2) et individuelle (chapitre 3) car la violence doit être envisagée en parallèle de la structuration des mouvements radicaux et ne saurait être considérée de façon autonome. Dans les années 1960, l'usage de la violence reste relativement marginal bien qu'envisagé à gauche comme à droite. Les deux mouvances s'y préparent d'ailleurs clandestinement⁴ et quelques accrochages ont lieu autour des campus universitaires faisant plusieurs victimes. Le coup d'Etat de 1971 accélère ce processus de militarisation en cours, notamment à gauche, mais qui reste restreint à quelques groupes rapidement décimés. Les affrontements violents entre gauche et droite radicale, cette dernière ayant été relativement épargnée par le régime militaire en 1971, reprennent à partir de 1975, sur les campus d'abord, avant de se diffuser dans le reste des grandes métropoles puis dans plusieurs zones du pays. Si les chiffres sont difficiles à mesurer avec précision, Hamit Bozarslan référence, pour la période 1975-1980, 5 713 morts et 18 480

¹ SOMMIER I., *La violence révolutionnaire*, op. cit.

² Pour une mise en œuvre de cette démarche voir DEWERPE A., *Charonne 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'Etat*, Paris, Gallimard, 2006.

³ La dimension comparative de la violence politique gagnerait fort à être approfondie en ce qui concerne cette période. La violence est en effet au cœur des actions de répression menées par nombre de régimes politiques au Moyen Orient et également au centre des préoccupations des organisations révolutionnaires implantées dans de nombreux pays du globe. Cette idée comparative traverse de part en part ce travail que le manque de place ne permet pas de développer à sa juste valeur.

⁴ Le MHP met en place des camps d'entraînement clandestins et certains membres des organisations de gauche font des séjours auprès des organisations palestiniennes dans la plaine de la Bekaa. Voir LANDAU J.-M., *Radical Politics in Modern Turkey*, Leiden, Brill, 1974 et ÇANDAR C., "A Turk in the Palestinian Resistance", *Journal of Palestine Studies*, Vol. 30, n°1, 2000, p. 68-82.

blessés¹ quand William Hale ne comptait pour sa part que 2 812 victimes². Le recouplement des sources effectué par Benjamin Gourisse tend à accréditer les chiffres d'Hamit Bozarlan. La violence connaît une augmentation constante sur la période. On pourrait cependant pointer un moment de bascule lors entre 1^{er} mai 1977 où 34 personnes trouvent la mort dans un mouvement de panique sur la place Taksim à Istanbul³ et les élections législatives et municipales de juin. Le niveau de violence, que l'on peut (notamment) mesurer par le nombre mensuel moyen de décès liés aux affrontements et attentats fomentés par les deux camps, connaît une nette accélération entre l'année 1977 (18,4) et l'année 1978 (70) pour ne faire que croître par la suite (99,4 en 1979 et 194 en 1980). Notons que jusqu'en 1978 ces attaques ne visent que peu l'Etat et ses agents⁴. C'est surtout suite à ses tentatives répressives et à sa politisation interne qu'il devient acteur et enjeu de la violence. Benjamin Gourisse note également que le nombre de morts est le plus élevé dans les deux villes qui sont au cœur de notre étude : Istanbul compte 935 morts et Ankara 407 entre le 1^{er} mai 1977 et le 12 septembre 1980. Cependant, rapportées à l'ensemble de la population de ces deux zones, la violence n'y est pas la plus importante. Le sud-est et le nord-est du pays connaissent quant à eux un plus haut niveau de violence rapporté à la population totale.

La configuration sociopolitique turque de la seconde moitié des années 1970 se caractérise donc par la co-occurrence de deux processus distincts : la modification des règles des jeux étatiques (politisation et désobjectivation des institutions étatiques), mais aussi la modification des règles des jeux politiques (multisectorisation des mobilisations et diffusion de la violence dans l'espace social et géographique). Cette augmentation nette de l'usage

¹ BOZARSLAN H., « Le phénomène milicien, une composante de la violence politique dans la Turquie des années 1970 », *art. cit.*

² HALE W., *Turkish Politics and the Military*, Londres, Routledge, 1994.

³ En ce jour de la fête du travail, des centaines de milliers de personnes (ouvriers, employés, étudiants...) convergent à Istanbul vers la place Taksim, où se succèdent les discours de leaders des partis et des syndicats de gauche. La manifestation tourne à la tragédie pour des raisons encore incertaines. Certaines sources accusent des militants maoïstes opposés à la célébration d'avoir déclenché une bagarre et tiré des coups de feu qui auraient provoqué un mouvement de foule. La thèse la plus crédible reste celle d'une attaque de l'extrême droite turque soutenue, physiquement et/ou logiquement, par les forces de sécurité, qui aurait tiré les coups de feu depuis les toits avoisinants la place. Les auteurs de la fusillade n'ont pas été identifiés. La place Taksim revêt, depuis cette date, une haute valeur symbolique pour la gauche. Les célébrations du 1^{er} mai 1978, 1979 et 1980 seront interdites par le gouverneur militaire d'Istanbul. Sur l'histoire de la célébration du 1^{er} mai en Turquie voir DUMONT P., « Le premier mai en Turquie », in THOBIE J. & KANCAL S., *Industrialisation, communication et rapports sociaux en Turquie et en Méditerranée orientale*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 245-257 et sur le 1^{er} mai 1977 (témoignages et interprétations) voir ATAY K. (dir.), *1 Mayıs 1977. İşçi Bayramı Neden ve Nasıl Kana Bulandı* [1^{er} mai 1977. Pourquoi et comment le sang à couler le jour de la fête du travail], Istanbul, Metis/Siyahbeyaz, 2013 & BIRAND M. A., BILA H. & AKAR R., *12 Eylül. Türkiye'nin miladı* [12 septembre. La nouvelle ère de la Turquie], Istanbul, Doğan Kitap, 2010 [1999], pp. 49-52.

⁴ Seuls 3 policiers sont tués en 1978 quand, à partir de janvier 1978, il en meurt presque tous les mois. Hors mention contraire, les chiffres ici convoqués sont issus de GOURISSE B., *La violence politique en Turquie. L'Etat en jeu (1975-1980)*, *op. cit.*

d'une violence meurtrière à compter de l'année 1978 est liée à l'autonomisation de certains groupes de gauche qui entrent en clandestinité et entament des attaques contre les organisations Idéalistes qui les harcèlent (cf. chapitre suivant). Ceux-ci en retour intensifient leurs attaques contre la gauche et développent des structures dédiées aux activités violentes : la *Türk Intikam Tugayı* [TIT, Brigade de la vengeance turque], *Esir Türkleri Kurtarma Ordusu* [TYT, Armée de libération des Turcs asservis] et *Türk Yıldırım Ordusu* [TYO, Armée de la foudre turque] qui s'intègrent au système d'action nationaliste. La seconde raison de cette augmentation des victimes est liée à la multiplication à compter de décembre 1978 des massacres dans plusieurs villes du pays. L'entrée en vigueur de la loi martiale entraîne une augmentation du nombre d'arrestations et de procès intentés aux militants de deux mouvances sans parvenir à faire baisser l'intensité de la violence qui, au contraire, s'accroît.

Enfin, il faut distinguer les conditions interactionnelles dans lesquelles se déploie la violence. On peut distinguer trois modalités de mise en œuvre de la violence : la violence contextuelle liée au hasard des rencontres entre militants de groupes opposés d'abord, la violence organisée et planifiée et, enfin, la violence milicienne¹ Ce dernier aspect n'étant que marginalement présent dans les espaces qui me préoccupent dans le cadre de ce travail, je me focaliserai dans les prochains chapitres sur les deux premiers. En milieu urbain, je constate que la structuration des camps opposés et le recours à la violence ne tiennent pas uniquement à des crispations identitaires mais plutôt à l'accès aux ressources politiques et économiques. En effet, « les formes et l'intensité de la violence sont articulées aux positions des groupes dans les arènes municipales et nationales et aux soutiens qu'ils trouvent dans l'Etat », et « sa généralisation transforme les jeux politiques en devenant un mode routinier d'action politique »². En effet, la violence est principalement le fait des organisations de droite sous la houlette du MHP. C'est quand le parti dispose des moyens de pénétrer les institutions étatiques centrales sous des gouvernements de Front nationaliste, mais qu'il est localement minoritaire, que les sections Idéalistes radicalisent leurs pratiques afin de forcer l'accès aux ressources. Par ailleurs, cette privatisation de la violence s'articule, surtout à droite, avec les réseaux mafieux qui deviennent à la fois fournisseurs et clients des ressources accumulées par le système d'action nationaliste.

¹ Dans certaines villes, notamment dans l'Est et sur le sud-est du pays, la violence droite/gauche recoupe en grande partie les clivages communautaires (turcs/Kurdes et alévis/sunnites) entraînant la militarisation des groupes et le l'autonomisation temporaire ou durable de l'espace urbain au profit de ces groupes.

² GOURISSE B., *La violence politique en Turquie. L'Etat en jeu (1975-1980)*, op. cit., p. 230.

Le but de ce chapitre n'était de pas reconstituer les *causes* de la crise que traverse la Turquie dans les années 1970 ou du coup d'Etat du 12 septembre 1980 mais de restituer, par une approche multiscalaire et attentive au temps long, leurs *conditions de possibilité* et la configuration des acteurs alors en interaction. Il ne s'agit pas d'une histoire exhaustive de la Turquie depuis près de cent ans. J'ai plutôt choisi de développer un certain nombre d'aspects susceptibles d'éclairer le propos qui va suivre car il me semble que c'est au prix de ce travail d'articulation avec les autres échelles d'analyse dégagées en introduction qu'il devient possible de rendre raison des trajectoires militantes décrites ci-après.

J'ai tenté de montrer les logiques qui président à la mise en place d'une démocratie formelle aux soubassements autoritaires avant de m'intéresser plus en détail à l'un des acteurs clés de ce régime, l'institution militaire, en rendant compte de ses logiques internes et d'éclairer les enjeux la poussant à investir le champ politique au point d'en devenir l'acteur dominant jusqu'au début des années 2000. J'ai ainsi pu soutenir avec Gilles Dorronsoro et Benjamin Gourisse que l'armée doit être pensée comme « une institution partie prenante de la formation des crises, qu'elle instrumentalise pour accroître son autonomie, légitimer son action et multiplier ses relais sociaux »¹. Ensuite, j'ai tenté de mettre en évidence la conflictualité sociale d'une société alors en plein bouleversement en soulignant d'une part les dynamiques de long terme qui tiennent à la négation de la pluralité religieuse et nationale en Turquie avant de pointer les dynamiques plus conjoncturelles liées à l'émergence d'une jeunesse éduquée ainsi que d'une population ouvrière rapidement politisées. La seconde partie a opéré un plan rapproché sur les dynamiques qui se superposent dans les décennies 1960-1970 à celles précédemment évoquées. J'ai ainsi brossé les transformations économiques et démographiques à l'œuvre et souligné les recompositions qu'elles induisent tout en menant une analyse du contexte géopolitique dans lequel s'inscrit la Turquie. J'ai terminé par la caractérisation du processus de désobjectivation de l'Etat, enjeu de violentes luttes pour le contrôle de ses ressources. Le dernier point, consacré à démêler les dynamiques de la violence politique, visait à achever cette réinscription de la décennie 1970 dans le temps long de la République et à la sortir de l'exceptionnalisme dans laquelle elle se trouve cantonnée dans la littérature militante et scientifique.

¹ DORRONSORO G. & GOURISSE B., « L'armée turque en politique. Autonomie institutionnelle, formation de coalitions sociales et production des crises », *art. cit.*, p. 611.

L'objectif de ce bilan de la littérature était également de dégager un cadre macrosociologique, non pas inerte mais dynamique, des transformations profondes qu'a connues la Turquie depuis les années 1950. Les bouleversements économiques et leurs corollaires démographiques se trouvent incarnés dans les trajectoires dont il sera question dans les chapitres suivants. La massification de l'enseignement secondaire et supérieur tient également une place centrale dans les mobilisations des années 1960-1970 mais également, comme je le montrerai, dans le vivier de militants potentiels qu'il offre aux organisations révolutionnaires initialement issues des campus universitaires. Enfin, si la réinscription des organisations turques dans la littérature scientifique sur les mouvements révolutionnaires mondiaux est un des mes objectifs, restituer l'effet des dynamiques internationales a également constitué un des enjeux de ce chapitre.

C'est à l'intersection de l'ensemble de ces facteurs, ici traités séparément par commodité d'exposition du propos, que l'on peut comprendre les conflits subsumés dans l'opposition gauche/droite ainsi que les trajectoires de radicalisation des militants de la gauche radicale turque des années 1970, en tenant compte de leurs inscriptions dans des « cadres sociaux » plus larges, pour reprendre l'expression de Maurice Halbwachs.

CHAPITRE 2 :

RECONSTITUER ET SPATIALISER LE « GRAND PETIT MONDE¹ » DE LA GAUCHE TURQUE : UN ESSAI DE COMPARAISON

« Dans une ville, il y a toujours des séparations qui ne sont pas visibles à l'étranger qui arrive, mais inscrites subtilement dans le territoire et dans les têtes »²

Toutes les configurations politiques et toutes les périodes ne suscitent pas le même niveau d'engagement militant. La décennie 1970 a connu, en Turquie comme ailleurs, un accroissement sensible du niveau d'engagement politique et une relative généralisation des postures militantes. Par conséquent, la gauche turque de ces années ne saurait être comprise sans être rapportée à l'ensemble des forces politiques et sociales alors actives dans le pays ainsi qu'à l'échelle internationale. Ce second chapitre réduit la focale en se concentrant de manière plus précise sur les organisations, leurs structures et leurs interactions avec leurs adversaires et les autorités. Pour resituer les organisations étudiantes ou initiées en milieu universitaire qui sont au cœur de mon propos, j'ai choisi de les replacer dans l'ensemble des mobilisations (ouvrières, partisans...) pour éviter un effet de miroir grossissant qui tendrait à surestimer leur place dans l'ensemble des luttes alors menées en Turquie.

Pour appréhender de manière plus précise cette « logique multiscalaire, d'emboîtements de logiques variées »³ précédemment soulignée, j'ai procédé en deux temps, à la fois distincts et complémentaires. Le premier est consacré à l'histoire de la gauche turque jusqu'à la fin des années 1970. Elle se trouve alors dans une situation paradoxale : elle n'a jamais connu une telle vigueur idéologique et militante mais, dans le même temps, elle n'a jamais été aussi divisée. Cet éclatement et sa difficulté à s'articuler aux logiques

¹ Formule employée par Italo Calvino à propos de l'univers de l'antifascisme italien, in CALVINO I., *Ermite à Paris. Pages autobiographiques, op. cit.*, p. 163.

² ERNAUX A., *Le vrai lieu. Entretiens avec Michelle Porte*, Paris, Gallimard, 2014, p. 16

³ VIGNA X. & VIGREUX J., *Mai-Juin 1968 : huit semaines qui ébranlèrent la France*, Dijon, Presses universitaires de Dijon, 2010, p. 7.

institutionnelles, locales ou nationales, sont à l'origine de sa faiblesse politique, en dépit d'un vivier militant en expansion.

S'en tenir à une approche à l'échelle nationale sans opérer de distinctions entre les lieux et les contextes locaux d'inscription de ces organisations serait toutefois réducteur. Reprenant l'appel d'Henri Lefebvre à tenir et analyser ensemble acteurs, espaces sociaux et espaces physiques¹, la seconde partie du chapitre s'attèle à une approche comparative, localisée *et* spatialisée de l'implantation des organisations étudiantes dans les deux principales métropoles turques : Istanbul et Ankara. Cette approche soulève des questions théoriques et méthodologiques particulières liées à la restitution d'espaces militants disparus qu'il s'agit de ré-ancrer dans l'espace social et physique dans lesquels ils s'inscrivirent.

Section 1 : Une brève histoire de la gauche turque

L'histoire de la gauche en Turquie est une histoire fragmentée par les soubresauts politiques qui ont empêché qu'elle ne se structure et ne se stabilise véritablement. Elle est également minée par des dynamiques centrifuges. Cette première partie cherche ainsi à reconstituer les dynamiques historiques à l'œuvre au sein de cet univers particulier en constante recomposition.

A) Du socialisme ottoman à la bouillonnante décennie 1960 : genèse de la gauche turque

Après de modestes tentatives, le marxisme connaît un important développement à partir du début des années 1960 en Turquie. Mais il reste à la fois précaire et conflictuel au sein d'un champ politique instable et fréquemment déstructuré par la répression.

¹ LEFEBVRE H., *La production de l'espace*, Paris, Editions Anthropos, 1986 [1974].

1) L'impossible constitution d'un socialisme légal

Encadré II-1 : Reconstituer un espace militant disparu : enjeux méthodologiques

Entreprendre de reconstituer le « plan de métro »¹ ou le « réseau d'autobus »² que constitue la gauche turque dans les années 1970 et au sein duquel se meuvent ses militants n'est pas chose aisée. D'abord parce qu'il s'agit d'un mouvement social « disparu ». La brève existence et la faible institutionnalisation des organisations de gauche, qui suppose l'absence de listes des membres et des antennes locales, rend plus difficile une restitution précise de ses contours. J'ai ainsi travaillé à croiser les entretiens et les sources scientifiques, journalistiques et militantes, me permettant d'établir le plus précisément possible cette cartographie dans les deux espaces qui m'intéressent ici. Par ailleurs, le travail de recherche ne saurait se limiter à la caractérisation des différentes organisations ayant évolué sur la période. Il doit aller plus avant dans l'analyse pour tenter de restituer les rapports de force globaux et locaux entre ces organisations, par définition, variables dans le temps et l'espace.

Une fois effectué ce travail de reconstitution diachronique de l'espace des positions à l'échelle nationale puis à l'échelle locale, on peut construire la population à enquêter, ce qui implique de « procéder à une sorte d'ethnographie historique du mouvement social »³. Faisant d'emblée le deuil de la représentativité de mon groupe d'enquêtés⁴ faute de critères pour en établir des contours nets, je me suis efforcé de retrouver des militants des principales organisations évoluant sur Istanbul et Ankara. Cette démarche m'a dès lors permis d'identifier les différentes périodes au cours desquelles les organisations étaient souterraines, notamment en raison de la répression, et de saisir les réseaux grâce auxquels elles renaissent et se transforment⁵. J'ai ensuite distingué les cohortes militantes qui les composent⁶ afin d'être en mesure de comparer leurs socialisations militantes différenciées (chapitre 3).

¹ BOURDIEU P., « L'illusion biographique », *art. cit.*, p. 71.

² PASSERON J-C., « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *art. cit.*, p. 8.

³ MASCLET C., « La quête des féministes. Techniques et enjeux de reconstruction d'un mouvement social », *Genèses*, 2014/2, n°95, p. 122.

⁴ Sur les détails de l'établissement de la population enquêtée voir l'annexe méthodologique.

⁵ OSA M., *Solidarity and Contention: Networks of Polish Opposition*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2003.

⁶ WHITTIER N., « Political Generations, Micro-Cohorts, and the Transformation of Social Movements », *American Sociological Review*, Vol. 62, n°5, 1997, p. 760-778.

Au début du XXe siècle, les idées socialistes font des émules dans l'Empire ottoman au sein de cercles limités composés de journalistes et d'étudiants de retour d'Europe Occidentale – notamment de Berlin et de Paris –, principalement à Istanbul¹. Des journaux et des clubs de réflexion voient alors le jour en même temps que les premières revendications syndicales dans les grandes villes de l'Empire (Istanbul et Izmir). Les premiers socialistes ottomans, voyageurs ou exilés en Europe, diffusent les thèses socialistes en dépit de la censure. Le vivier militant n'est fort que de quelques dizaines de membres issus du milieu intellectuel. Il se trouve déstructuré par la Première Guerre mondiale et ne survit pas à l'effondrement de l'Empire.

Le *Türkiye Komünist Partisi* (TKP), apparaît en 1920 en URSS suite à la révolution bolchévique². Il est interdit en Turquie et ses membres contraints à l'exil ou exécutés dès les premières années de la République turque. En mai 1925, prétextant les révoltes à l'Est les communistes sont arrêtés et condamnés. Le parti survit clandestinement et mène de maigres activités. Avant 1960, il est composé de quelques centaines d'individus fortement dotés en capital culturel, dont certains, souvent exilés, sont des figures nationalement ou internationalement célèbres, tels Behice Boran³, Mihri Belli et Nâzım Hikmet. Le TKP, marginalisé par la répression et l'exil, est critiqué au sein de la gauche turque pour son alignement trop rigide sur Moscou, notamment après 1956 et son soutien à l'intervention soviétique en Hongrie. Il connaît cependant un renouveau spectaculaire au cours des années 1970 grâce au soutien du bloc de l'Est (cf. infra).

Le coup d'Etat de 1960 qui renverse le Parti démocrate assouplit la législation sur les partis politiques, octroie la liberté de réunion et d'association. Le nouveau pouvoir n'abroge cependant pas les deux articles du code pénal qui condamnent l'activité communiste avec lesquels doivent composer les différents mouvements de gauche. Ce nouveau contexte institutionnel explique en partie le bouillonnement intellectuel des années 1960, décennie qui accouche de tentatives de renouvellement du kémalisme sous l'influence d'un climat

¹ Sur les débuts du socialisme dans l'Empire et en Turquie, voir HARRIS G. S., *The Origins of Communism in Turkey, op. cit.*, et TUNCAY M., *Türkiye'de sol akımlar 1908-1925 (Cilt 1)* [Les courants de la gauche en Turquie 1908-1925 (Tome 1)] & *Türkiye'de sol akımlar 1925-1936 (Cilt 2)* [Les courants de la gauche en Turquie 1925-1936 (Tome 2)], Istanbul, İletişim, 2009.

² Pour une histoire du TKP, voir BABALIK N., *Türkiye Komünist Partisinin söniümlenmesi* [L'étouffement du parti communiste de Turquie], Ankara, Imge Kitabevi, 2005.

³ Behice Boran (1911-1987): sociologue, professeure à l'Université d'Ankara, renvoyée pour propagande communiste via des articles dans des périodiques en 1950, est condamnée à 15 ans de détention suite à sa protestation face à l'envoi d'un contingent turc lors de la guerre de Corée. Libérée en 1960, elle compte parmi les fondateurs du TIP en 1961 au sein duquel elle exerce une importante activité théorique. Elue députée en 1965, elle prend la tête du parti en 1970. Elle tente de relancer le parti après le coup d'Etat de 1971 puis est contrainte à l'exil à l'issue de celui de 1980. Elle meurt en Belgique en 1987.

international très empreint d'anti-impérialisme et de tiers-mondisme. Ainsi, la revue *Yön* [Direction], fondée en décembre 1961, tente une synthèse entre socialisme et kémalisme qui remporte un franc et durable succès auprès de la jeunesse éduquée et de certaines franges de la bureaucratie étatique et militaire¹. La revue défend l'indépendance nationale² [*milli bağımsızlık*] face à l'impérialisme occidental – en particulier américain – et promeut une modernisation socialisante, mais non communiste, par le haut, conduite par l'association des intellectuels et des militaires de gauche.

Suite à une grève au cours duquel la *Türk-İş* prend le parti du patronat, d'anciens membres de ce syndicat monopoliste fondent, le 13 février 1961, le *Türkiye İşçi Partisi*, [TIP, Parti des travailleurs de Turquie]³. Cette origine syndicale du parti a joué un rôle important dans la coordination des mobilisations et le multipositionnement de ses militants entre le champ politique et le champ syndical en développement⁴. D'inspiration socialiste et réformiste, le parti prend soin de ne pas s'afficher comme une organisation communiste et révolutionnaire. De 1961 à 1971, le TIP est l'acteur central et fédérateur de la gauche turque⁵. Il dispose d'une légitimité électorale à partir de 1965⁶ et diffuse ses idées à travers des meetings dans tout le pays et via sa revue *Dönüşüm* [Transformation]⁷. Cependant, la défaite électorale du parti en 1969, l'intensification de la répression et de la violence du MHP, les désaccords sur l'interprétation de la répression soviétique du printemps de Prague en 1968 et du Mai 68 européen provoquent l'émergence des tensions internes et une légitimation de sa frange radicale et violente. Son président, de tendance réformiste, Mehmet Ali Aybar, démissionne en 1969 au profit d'anciens membres du TKP, proches de la ligne soviétique, Behice Boran et Sadun Aren⁸.

¹ LIPOVSKY I. P., *The Socialist Movement in Turkey. 1960-1980*, op. cit., en particulier le chapitre. 6.

² Le nationalisme peut être considéré comme le dénominateur commun des acteurs du champ politique turc. Si son intensité est variable selon les factions, il n'en imprègne pas moins la gauche turque socialiste et révolutionnaire dans son ensemble depuis cette époque comme le prouvera le soutien exprimé à l'intervention militaire à Chypre en 1974 ou encore lors des tensions avec la Grèce au cours des années 1990.

³ UNSAL A., *Umuttan yalnızlığa. Türkiye İşçi Partisi 1961-1971* [De l'espoir à ma solitude. Le Parti des Travailleurs de Turquie 1961-1971], Istanbul, Tarih Vakfı, 2002.

⁴ Pour une histoire générale de la gauche en Turquie à cette période voir *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce. Cilt 8. Sol* [La pensée politique dans la Turquie moderne. Tome 8. La gauche], Istanbul, İletişim, 2008 et pour une approche chronologique voir AYDINOĞLU E., *Türkiye solu (1960-1980). Bir amneziğin anıları*, op. cit.

⁵ Pour une présentation des organisations de la gauche depuis 1961 sous forme d'arbre généalogique, voir annexe 3.

⁶ Le TIP fait alors le meilleur score enregistré par un parti de gauche en Turquie : 2,87% des voix, ce qui lui permet d'entrer pour la première fois au Parlement avec 14 sièges. Il n'en remportera que 2 aux élections de 1969. Il perdra ensuite toute représentation parlementaire.

⁷ Plusieurs revues théoriques importantes se développent au cours de la décennie : *Yön* [Direction] (1961-1967), *Devrim* [Révolution] (1969-1971), *Ant* [Le serment] (1967-1971), *Türk Solu* [Gauche turque] (1960-1970).

⁸ Entretien avec Yiğit, Istanbul, 28/05/2015.

La loi sur les sociétés de 1938 avait interdit la création d'organisations « fondées sur la classe ». La première loi sur les syndicats promulguée en 1947 dans la perspective d'ouverture prônée par İnönü restait extrêmement restrictive en matière de liberté syndicale. Les années 1960 voient une avancée importante en matière de droit du travail suite à d'importantes mobilisations en 1961-1962. Le 24 juillet 1963 une loi sur les syndicats, soumise par Bülent Ecevit alors ministre du travail, autorise le droit de grève promis par la Constitution de 1961. Cette loi permet la création du dernier acteur important de la gauche turque des années 1960, la DISK [*Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu*, Confédération des syndicats ouvriers révolutionnaires], créée par des membres du TIP le 13 février 1967 pour concurrencer la *Türk-İş*¹. Elle connaît un développement rapide tout au long de la décennie au point de concurrencer son adversaire dans certaines branches d'activité. Elle a la sympathie d'un mouvement ouvrier qui s'amplifie et prend parfois un aspect insurrectionnel comme lors du soulèvement des 15-16 juin 1970 à Istanbul où plus de 100 000 personnes occupent les principaux axes de l'agglomération, protestant contre le projet de loi syndicale du gouvernement de Süleyman Demirel adopté quelques jours plus tôt². Cet événement participe à enraciner l'idée de l'existence d'une classe ouvrière mûre pour une révolution désormais imminente.

Suite au coup d'Etat de 1971, les forces de sécurité procèdent à plus de 5 000 arrestations³ dans les milieux étudiants, intellectuels mais aussi au sein des cadres du TIP et de la DISK qui est fermée. Toutes les organisations étudiantes sont interdites le 20 juillet 1971 ainsi que le TIP qui avait adopté, lors de son congrès, une motion en faveur de « l'aspiration démocratique du peuple Kurde ». Ces organisations ne se reformeront qu'après les élections de 1973.

¹ Sur l'histoire de la DISK voir, KOÇ C. & KOÇ Y., *DISK tarihi. Efsane mi gerçek mi ?* [Histoire de la DISK. Mythe ou réalité?], Ankara, Epos, 2008 et, plus récemment, ALGÜL S., *DISK 1967-1975 : Türkiye'de sendika siyaset ilişkisi* [La DISK 1967-1975: relations entre politique et syndicat en Turquie], Istanbul, İletişim, 2015.

² Ce projet de loi prévoyait, par la transformation des règles de constitution d'un syndicat, la suppression de la DISK et octroyait le monopole syndical à *Türk-İş* (contrairement à la liberté syndicale proclamée par l'article 46 de la Constitution). Il est intéressant de noter l'ambiguïté du CHP qui avait initialement soutenu le projet de loi avant de changer de camp face à la protestation. GÜZEL Ş., « La grève des 15 et 16 juin 1970 à Istanbul », in BROWN L., HOURCADE B., JOLE M. *et al.*, *Etat, ville et mouvements sociaux au Maghreb et au Moyen-Orient*, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 163-178.

³ DODD C. H., « The Turkish Republic », *op. cit.*, p. 56.

2) Les mouvements étudiants et la tentation du guérillero

Le TIP dispose d'une organisation de jeunesse, la *Fikir Kulüpleri Federasyonu* [FKF, Fédération des clubs d'idées], née en 1965 du regroupement de clubs politiques universitaires et matrice de toutes les organisations de jeunesse de gauche au cours de la décennie. Cependant, des divisions et des impatiences émergent rapidement dans ce rassemblement hétéroclite qu'est le TIP. S'y télescopent, dans un contexte d'excitation sociale et politique inédite, guévarisme, stalinisme, maoïsme et diverses versions locales, plus ou moins nationalistes et anti-impérialistes, du socialisme contestant la voie légaliste choisie par le parti, et appelant à une lutte armée contre l'impérialisme américain en Turquie et la classe politique qui lui serait asservie¹. La Fédération est elle-même divisée depuis 1967 entre un courant fidèle au parti et une ligne nationaliste inspirée par Mihri Belli, la *Milli Demokratik Devrim* [MDD, Révolution démocratique nationale]. Cette dernière prend la direction de l'organisation en 1969 suite à la défaite électorale du TIP. La FKF s'autonomise alors du parti en défendant une ligne plus radicale. Elle devient *Devrimci Gençlik* [Jeunesse Révolutionnaire], dite *Dev-Genç*, en octobre de la même année. Son ancien président, Doğu Perinçek, sort de l'organisation et fonde sa propre revue, *Aydınlık* [Clarté] et constitue, en janvier 1978, le TIHKP [*Türkiye İhtilalci İşçi Köylü Partisi*, Parti des travailleurs et paysans révolutionnaire de Turquie] qui se tourne vers le maoïsme².

La montée en puissance du parti d'extrême droite MHP puis le coup d'Etat de mars 1971, entraînent la multiplication des altercations violentes dans plusieurs grandes villes du pays³. Le régime autoritaire de Nihat Erim mis en place par les militaires et la répression qui l'accompagne vont radicaliser certaines franges de *Dev-Genç*, issues d'ODTÜ, SBF et İÜ pour la plupart, qui passent alors à la violence armée. Les théories guévaristes du *foco* prennent dès lors le pas sur la propagande réformiste et accélèrent la radicalisation. Les militants favorables à la lutte armée se détachent alors de l'organisation et créent leur propre groupe. Tel est notamment le cas des leaders les plus connus de la période, Deniz Gezmiş (1947-1972), Mahir Çayan (1946-1972) et Ibrahim Kaypakkaya (1949-1973) qui fondent

¹ Cette position revendiquant la lutte armée pour accélérer la révolution dans une société jugée « mûre » n'est pas sans ambiguïté. Le programme des groupes en question reste très vague, quoiqu'inspiré des révolutions tiers-mondistes et communistes. Il n'en conserve pas moins un profond attachement à la figure d'Atatürk, dont il revendique l'héritage révolutionnaire, et aux fondements de la République, comme le montre leur nationalisme intransigeant.

² ZILELI G., *Yarıлма (1954-1972)* [Division (1954-1972)], Istanbul, İletişim, 2000.

³ Les commandos [*Komandolar*] du MHP commencent leurs attaques contre la gauche fin 1968, notamment à l'université d'Ankara. Le parti a mis en place depuis la fin de l'été 1968 plusieurs camps d'entraînement sur le territoire pour former les militants, POULTON H., *Top Hat, Grey Wolf and Crescent. Turkish Nationalism and the Turkish Republic*, op. cit., p. 161.

respectivement le THKO (04/1971) se revendiquant du *foco* guévariste, le THKP-C en 1970 proche des théories de Marighella sur la guérilla urbaine et le TKP-ML/TIKKO¹ qui se sépare du TIIKP de Perinçek et se base dans les provinces rurales pauvres (le sud-est) pour organiser la révolution à partir de février 1972. Ils mènent alors des opérations spectaculaires : en mars 1971, quatre soldats américains sont enlevés à Ankara puis libérés quelques jours plus tard par les militants du THKO. Le 17 mai, le consul d’Israël, Ephraïm Elrom, est enlevé par des militants du THKP-C qui souhaitent l’échanger contre la libération de leurs camarades emprisonnés. Devant le refus du gouvernement, le consul est exécuté et retrouvé mort le 20 mai à Istanbul. Ces trois figures héroïsées², à propos desquelles on ne compte plus les livres, vidéos et poèmes jusqu’à aujourd’hui³, constituent le panthéon des « martyrs » [*şehit*] pour les jeunes militants révolutionnaires des années 1970 – davantage encore que Marx ou Lénine – auxquels ils s’identifient et dont ils ont suivi les « aventures » au cours de leurs actions et cavales successives :

« A : [Gezmiş] pour nous c’était le Dieu. [...] le jour de sa pendaison, c’était pour nous vraiment, un coup très dur. [...]

P : Mais il est devenu une figure charismatique à partir du moment où il a été arrêté ou à partir du moment où on a eu connaissance de ses premières actions ?

A : A partir du moment où il était en cavale. [...] C’était la première fois, pour nous en tout cas, qu’on voyait des révolutionnaires défiant l’Etat, et se mettant en cavale et puis l’Etat... l’Etat incapable de les attraper pour... Ca devenait une légende. Et je me rappelle très bien, pour nous c’était un peu le roman de Yaşar Kemal, *Mehmed le Mince*. [...] C’était un peu un feuilleton parce qu’ils attaquaient des banques, ils n’étaient pas attrapés. A un moment donné on croyait qu’ils allaient continuer éternellement comme ça, le romantisme de 15-16 ans, que ça pouvait durer longtemps. [...] Parce qu’avant Deniz Gezmiş on ne le connaissait pas beaucoup parce qu’on n’était pas dans le milieu universitaire et ce n’était pas une figure qu’on rencontrait si vous voulez »⁴.

La répression vient cependant rapidement à bout de ces groupes de quelques dizaines de militants. En mars 1972, après s’être évadés de prison et avoir kidnappés trois soldats britanniques, Çayan et ses neuf camarades sont acculés puis tués par l’armée à Kızıldere⁵. Deniz Gezmiş et ses camarades Hüseyin Inan et Yusuf Aslan sont arrêtés par les autorités, jugés puis pendus à la prison d’Ulucanlar à Ankara le 6 mai 1972. Ibrahim Kaypakkaya meurt

¹ Respectivement : *Türkiye Halk Kurtuluş Ordusu* [Armée de libération du peuple de Turquie], *Devrimci Halk Kurtuluş Partisi-Cephesi* [Front-Parti de libération du peuple révolutionnaire] et *Türkiye Komünist Partisi/Marksist-Leninist-Türkiye İşçi ve Köylü Kurtuluş Ordusu* [Parti communiste turc marxiste léniniste-Armée de libération des travailleurs et paysans de Turquie].

² CENTLIVRES P., FABRE D. & ZONABEND F. (dirs.), *La fabrique des héros*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l’Homme, 1999.

³ On a ainsi pu observer leurs portraits affichés sur la façade de l’Atatürk Kültür Merkezi place Taksim au cours des événements de Gezi à l’été 2013.

⁴ Entretien avec Ahmet, Paris, 12/03/2015.

⁵ Seul Ertuğrul Kürkçü a survécu. Resté impliqué au sein de la gauche après sa libération en 1986, il est député du BDP [*Barış ve Demokrasi Partisi*, Parti de la paix et de la démocratie (pro-Kurde)] puis du HDP [*Halkların Demokratik Partisi*, Parti démocratique des peuples] depuis 2011 dont il est co-président. Il est une des figures majeures de la gauche.

sous la torture dans la prison de Diyarbakır le 18 mai 1973. Les autres cadres et militants de *Dev-Genç* sont arrêtés, se cachent ou s'exilent entre 1971 et 1974. La loi d'amnistie de mai 1974 [*af kanunu*] donne l'occasion à ces « seconds couteaux » de reconstituer les organisations démantelées et de lutter pour la captation de l'héritage du TIP et des organisations armées tout en réactivant les réseaux militants rendus dormants par la répression. La gauche des années 1970 se construit sur l'ensemble de ces expériences, théories et conflits. En ce sens, elle n'est pas une « renaissance » mais bien la continuité de la gauche des années 1960¹.

B) Une cartographie de l'offre militante de gauche dans les années 1970

A la suite du coup d'Etat de 1971, les organisations des années 1960 se replient dans la clandestinité avant de réapparaître discrètement et progressivement à partir de 1973 lors du retour des civils au pouvoir et de se multiplier à partir de l'amnistie de 1974. Une typologie des organisations permet de rendre compte de l'offre militante et de réinscrire les trajectoires militantes dans la pluralité des engagements disponibles.

1) Les partis politiques légaux et illégaux

Encadré II-2 : Circonscrire et caractériser la gauche turque des années 1970 : enjeux théoriques

Entreprendre une cartographie dynamique de la gauche en Turquie conduit à s'interroger sur la manière théorique appropriée d'en rendre compte. Dans son étude, Benjamin Gourisse², reprenant les termes de Jacques Lagroye, avait employé la notion de « systèmes d'action »³ concurrents à propos de la gauche et de la droite turques des années 1960-1970. Cette approche, davantage focalisée sur la comparaison de logiques concurrentes à travers les réseaux organisationnels et militants et la constitution d'un « groupe de

¹ AYDINOĞLU E., *Türkiye solu (1960-1980). Bir amneziğin anıları*, op. cit., p. 323.

² GOURISSE B., *La violence politique en Turquie. L'Etat en jeu (1975-1980)*, op. cit., p. 94-111.

³ « [...] on peut appeler système d'action l'ensemble des groupements et des associations qui contribuent chacun à sa manière, et selon ses logiques de fonctionnement propres, à la construction d'un groupe de référence. [...] Parler de système d'action ne signifie donc pas que les organisations soient liées par un contrat explicite, en d'autres termes qu'elles constituent un réseau manifeste ; elles peuvent tout aussi bien n'être reliées les unes aux autres que par un tissu de rapports interindividuels entre leurs membres, peu formalisé et repérable seulement par une analyse attentive », LAGROYE, J., FRANÇOIS B. & SAWICKI F., *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po et Dalloz, 2006, p. 273.

référence », éloigne de l'ambition initiale de cette thèse qui cherche à articuler une conception du militantisme en termes d'espace social avec son déploiement local et spatial.

Dans cette perspective, plusieurs concepts sont venus caractériser les mondes militants à partir d'aménagements de la notion de « champ » : champ militant¹, champ militant radical² et, plus récemment, espaces des mouvements sociaux³. Ces conceptions ont le mérite d'insister sur l'existence d'un espace hiérarchisé selon certains critères, à la fois structuré et structurant dans lequel interagissent les organisations politiques considérées. Pourtant, ces approches comportent, eu égard à mon analyse empirique, un double problème. Elles reposent d'abord sur des contextes « démocratiques » faiblement répressifs et très largement institutionnalisés. L'intérêt d'une analyse des organisations de gauche en Turquie depuis les années 1970 est qu'elle conduit à observer, au cours des brèves périodes où ces dernières ont la possibilité de se développer, un ensemble faiblement structuré face à un espace politique⁴ largement fermé et fortement répressif qui ne permet pas d'observer des structures comparables à celles induites par le concept « classique » de champ.

Cela amène à la deuxième limite, liée à l'approche en termes d'espace des mouvements sociaux. Celle-ci postule une certaine « autonomie », bien que « relative »⁵, des logiques qui le structurent par rapport au reste du monde social. Si la gauche turque a incontestablement un univers de sens et de pratiques qui lui est propre, on ne peut postuler son autonomie vis-à-vis du monde social qui n'influerait sur elle que par rétroaction. Au contraire, c'est son investissement – ou ses tentatives d'investissement – pluriels dans un ensemble d'espaces sociaux structurés (armée, champ partisan, fonction publique) ou en voie de (re)structuration (police, syndicalisme, enseignement supérieur, presse) qui garantissent sa survie et son développement et entraînent la politisation de ces espaces. Penser la gauche turque depuis les années 1960 comme un espace autonome serait se méprendre sur les

¹ PECHU C., « Les générations militantes à Droit au logement », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n°2, 2001, p. 73-104.

² « [...] soit le réseau constitué par les groupes, organisations, partis (ou fractions de partis) partageant des référents anticapitalistes et révolutionnaires, se revendiquant du prolétariat et/ou des sujets sociaux dominés et cherchant, enfin, dans une *praxis* (où se rencontrent réflexion et action) à transformer le monde qui les entoure. Quant aux profits recherchés, ils sont symboliques (prestige découlant du contrôle de la légitimité politico-théorique notamment) et matériels (capacités organisationnelles, influence dans les mouvements, les syndicats ou les associations, recrutement militant, etc.) », GOTTRAUX P., « *Socialisme ou barbarie* ». *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, *op. cit.*, pp. 11-12.

³ MATHIEU L., *L'espace des mouvements sociaux*, *op. cit.*

⁴ De la même manière que la notion de champ est difficile à appliquer aux organisations de gauche des années 1960-1970, on ne saurait employer le concept de « champ politique » faute d'une réelle autonomisation du politique, notamment vis-à-vis de l'institution militaire. Sur le champ politique voir BOURDIEU P., *Propos sur le champ politique*, Lyon, PUL, 2000.

⁵ MATHIEU L., *L'espace des mouvements sociaux*, *op. cit.*, p. 10.

logiques à l'œuvre. Renversant la perspective, on pourrait dire que ce sont davantage les inscriptions multiples et variables dans le temps et l'espace de groupes divers identifiés à la gauche qui conduisent, progressivement et de manière relationnelle, à la constitution de ce que l'on pourrait appeler un champ-multi-organisationnel au sens de Russell L. Curtis et Louis A. Zurcher¹. Un champ multi-organisationnel est le « système coordonné et ordonné »² constitué par l'ensemble des groupes et des militants engagés dans la défense d'une même cause. Un des intérêts du concept est de permettre d'intégrer des groupes et partis certes différents par leurs terrains (syndical, politique, étudiant) et leurs activités, mais unis, ou « alignés » selon les termes des deux auteurs, « par des affinités idéologiques, des cibles communes, un même bassin de recrutement ou les liens qu'entretiennent leurs responsables »³. Ensuite, ce concept permet d'éclairer les déplacements d'activistes circulant d'un groupe à un autre et de mieux retracer la dynamique des carrières militantes. Mon but étant de réinscrire les groupes révolutionnaires dans l'ensemble des mobilisations d'alors sans les surévaluer par un effet de miroir déformant, il n'est donc pas question d'abandonner une pensée en termes d'espace mais d'en avoir une idée moins rigide qui ne postule ni son autonomie totale ni une réduction des relations entre groupes à une logique de concurrence. La notion de champ multi-organisationnel permet, plus modestement, de penser l'espace des mobilisations de manière dynamique en situant un mouvement dans un champ d'alliance et de conflit⁴ des organisations impliquées dans des espaces sociaux variés mais partageant des références, des réseaux et parfois des ressources communs. Ce concept a également le mérite d'articuler les relations entre les groupes et la circulation des individus entre elles.

La recomposition de la gauche socialiste légale au sein du champ politique au début des années 1970 est très conflictuelle. L'interdiction du TIP en 1971 et l'éclatement de ses effectifs conduisent à une âpre lutte entre ses anciennes figures de proue pour la monopolisation de son héritage qui aboutit à la constitution de plusieurs petits partis concurrents. Ces derniers doivent faire face à un tarissement des effectifs dont une part –

¹ CURTIS R-L. & ZURCHER L-A., "Stable Resources of Protest Movements: The Multi-Organizational Field", *Social Forces*, Vol. 52, n°1, 1973, p. 53-61.

² MATHIEU L., « Secteur », in FILLIEULE O., MATHIEU L. & PECHU C. (dirs.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, op. cit., p. 491.

³ *Ibid.*, p. 491.

⁴ "Interorganizational processes within the field can be identified on two levels, which conceptually overlap: the organizational level, where networks are established by joint activities, staff, boards of directors, target clientele, resources, etc.; the individual level, where networks are established by multiple affiliations of members", CURTIS R-L. & ZURCHER L-A., "Stable Resources of Protest Movements: The Multi-Organizational Field", *art. cit.*, p. 53.

difficile à quantifier – est passée au CHP suite à l’interdiction du TIP, participant de sa réorientation au « centre-gauche » sous l’égide d’Ecevit.

Le premier dans l’ordre chronologique est le *Türkiye Sosyalist İşçi Partisi* [TSIP, Parti des travailleurs socialistes de Turquie] fondé le 23 juin 1974 par d’anciens MDDistes autour d’Ahmet Kaçmaz et qui soutient le CHP aux élections de 1977 avant de connaître, en 1978, une scission de jeunes opposants au légalisme du parti et qui fondent le *Türkiye Komünist Partisi/Birlik* [TKP/B, Parti communiste de Turquie/Union]. Il dispose alors d’une branche de jeunesse, la *Genç Sosyalistler Derneği* [GSD, Association des jeunes socialistes]. Il est rapidement concurrencé par le *Vatan Partisi* [VP, Parti de la Patrie], fondé en janvier 1975, qui se réclame des idées d’Hikmet Kıvılcımlı. Le *Türkiye Emekçi Partisi* [TEP, Parti travailleur de Turquie] voit le jour le 14 février 1975 sous la direction de l’ancien leader MDDiste du TIP, Mihri Belli. Le TIP renaît, quoique très affaibli, le 1^{er} mai 1975 sous la direction d’Aren et Boran. Il met également en place une structure à destination des jeunes, *Genç Öncü* [GÖ, Jeune pionner]. Ces partis sont de tendance prosoviétique plus ou moins marquée. On compte également, à compter du 30 mai 1975, le *Sosyalist Devrim Partisi* [Parti de la révolution socialiste] dirigé par l’ancien président évincé du TIP, Mehmet Ali Aybar qui maintient le cap réformiste du « socialisme souriant » [*güler yüzlü sosyalizm*].

Malgré la notoriété de leurs dirigeants, aucun d’entre eux ne parvient à exister électoralement avant 1980. Seul le TIP arrive à se réorganiser quelque peu et à participer aux élections de 1977 où il n’obtient qu’un dixième des voix acquises en 1965 (0,1% des suffrages). Les autres n’investissent que sporadiquement les élections locales en fonction de leur enracinement. Cette absence de positions électorales et administratives suite aux évictions opérées par le régime du 12 mars diminue considérablement leurs finances et les réduit à fonctionner sur les seules cotisations militantes. Ils sont principalement visibles à travers leurs publications respectives¹. Ces partis subissent par ailleurs une double concurrence : celle du CHP (cf. infra) qui tente de monopoliser l’héritage du TIP et celle du TKP réorganisé qui mène une intense campagne d’entrisme, notamment au sein de la DISK.

Le TKP connaît en effet un essor spectaculaire bien que clandestin au cours de la décennie. Installé en Allemagne de l’Est, il tient son premier congrès depuis quarante ans en 1977 au cours duquel un nouveau programme est adopté. Il lance une branche de jeunesse,

¹ Le TSIP publie *İlke* [Principe] et *Kitle* [Masse], le TEP, *Emekçi* [Travailleur], le TIP *Yürüyüş* [La marche], le TIKP, *Halkın Sesi* [La voix du peuple] qui redevient *Aydınlık* [Clarté] par la suite.

IGD¹ [*Ilerici Gençlik Derneği*, Association des jeunes progressistes], et une association de femmes, IKD² [*Ilerici Kadınlar Derneği*, Association des femmes progressistes], diffuse ses théories à travers *Radyo Sesi* [Radio Voix], fondée en 1972, et sa revue *Ürün* [Production]. Il profite du soutien du bloc de l'Est (dont les modalités restent encore méconnues) pour investir le militantisme syndical en prenant le contrôle de la DISK en 1977.

2) Le mouvement syndical et les organisations professionnelles

Le second pôle de structuration de la gauche turque au cours des années 1970 est formé par les organisations syndicales et professionnelles. L'activisme syndical, dans la continuité des manifestations de juin 1970 à Istanbul, est particulièrement intense. Ce précédent a toutefois conduit les autorités à accroître leur vigilance et leur méfiance à l'égard du mouvement ouvrier. La décennie 1970 est une décennie d'intenses mobilisations professionnelles et sectorielles. On ne peut rendre compte de l'atmosphère politique d'alors sans considérer la forte « insubordination ouvrière »³ qui se développe dans les grands centres urbains industriels notamment. Les grèves se multiplient à grande vitesse pour gagner l'ensemble des entreprises, publiques comme privées. Şeymuz Güzel recense 1 012 grèves entre 1973 et 1980⁴ dont le nombre va croissant sur la période : de 22 en 1973 à 227 en 1980⁵.

Fermée par les autorités après le coup d'Etat de 1971, la DISK se reforme rapidement en 1973. Son monopole syndical la conduit à devenir la force structurante de la gauche, même s'il existe de fortes divisions internes entre ses différentes branches et entre les pro- et les anti TKP. Celui-ci prend le contrôle du principal syndicat de la DISK, *Maden-İş*, (métallurgie), en

¹ IGD revendiquent respectivement, sans doute de manière ambitieuse, 150 antennes et 50 000 membres et 26 antennes et 15 000 membres à la fin des années 1970, ERSAN V., *1970'lerde Türkiye solu* [La gauche de Turquie dans les années 1970], *op. cit.*, p. 139.

² AKAL E., *Kızıl feministler. Bir sözlü tarih çalışması* [Les féministes rouges. Un travail d'histoire orale], Istanbul, İletişim, 2011.

³ « Nous désignons par là une contestation multiples tantôt larvée, tantôt ouverte, qui se nourrit d'un refus de l'organisation de travail dans les ateliers, et qui débouche sur des formes de politisation spécifiques dans les usines. Cette politisation ouvrière, partielle sans pour autant être marginale, est liée à la manière dont l'insubordination elle-même, dans ses énoncés et ses répertoires d'action, est relayée, mise en formes et en mots dans des « convenances collectives » (Bourdieu), c'est-à-dire tout à la fois traduite (et donc « trahie ») et relayée par les organisations syndicales, les groupes d'extrême gauche, les militants de tous bords [...] qui affluent dans les usines et à leurs portes », VIGNA X., « L'insubordination ouvrière dans l'après 68 », in DAMAMME D., GOBILLE B., MATONTI F. & PUDAL B. (dirs.), *Mai-juin 68*, *op. cit.*, p. 319.

⁴ GÜZEL Ş. *Türkiye'de işçi hareketi 1908-1984* [Le mouvement ouvrier en Turquie 1908-1984], Istanbul, Kaynak Yayınları, 1984, pp. 241 & 245.

⁵ A titre comparatif, on ne compte que trois grèves entre 1950 et 1960. Par ailleurs, selon les chiffres du ministère du travail turc, il y a 1 590 entre 1963 et 1980 grèves dont 1 021 entre 1973 et 1980, GÜZEL S., « Faire la grève en Turquie », in GÖKALP A. (dir.), *La Turquie en transition. Disparités. Identités. Pouvoirs*, *op. cit.*, p. 219.

1977 avant de prendre le contrôle de l'organisation lors des élections internes la même année¹. La DISK concurrence la *Türk İş* jusqu'alors hégémonique dans certaines entreprises et certains secteurs. Les chiffres restent encore discutés mais donnent une idée du développement du syndicalisme au cours de la période : en 1980, 1 500 000 de travailleurs sont syndiqués sur une population active de 19 000 000 de personnes, soit environ 7,9%². La DISK revendiquerait entre 400 000³ et 600 000⁴ adhérents en 1978 (contre plus d'un million pour *Türk İş*). Mais elle est aussi en concurrence avec le syndicat proche du MHP, la *Milliyetçi İşçi Sendikaları Konfederasyonu* [MISK – Confédération des syndicats des travailleurs nationalistes] et le syndicat islamiste *Hak-İş* [Droit-Travail] lié au MSP d'Erbakan. Cette situation amène une lutte intense au sein des entreprises où ces syndicats sont en concurrence (violences, licenciements, cooptations...)⁵.

La conflictualité sociale et la politisation de l'appareil d'Etat conduisent à une polarisation des activités professionnelles en deux camps. J'ai précédemment souligné ce qu'il en était dans la police et l'armée. A côté des syndicats existent de nombreuses chambres professionnelles politisées⁶ dont les plus célèbres sont sans doute la *Türk Mühendis ve Mimar Odaları Birliği* [TMMOB, Confédération des ingénieurs et architectes de Turquie]⁷ dont la direction est proche de *Dev-Yol*⁸, la *Türk Tabipleri Birliği* [TTB, Union des médecins de Turquie] ou encore le *Çağdaş Avukatlar Grubu* [ÇAG, Groupe des avocats progressistes]⁹ en ce qui concerne la gauche¹⁰. Dans le secteur éducatif, les organisations nationales et locales sont également nombreuses. Le syndicalisme est autorisé dans la fonction publique au cours des années 1960. Il est à nouveau interdit suite aux modifications constitutionnelles de 1971-

¹ Entretien avec Nejat F., Bobigny, 27/02/2015.

² GÜZEL Ş. *Türkiye'de işçi hareketi 1908-1984*, op. cit., p. 241.

³ Pour un panorama du syndicalisme en Turquie sur la période voir : MELLO B., "Communists and Compromisers: Explaining Divergences within Turkish Labor Activism, 1960-1980", *European Journal of Turkish Studies*, n°11, 2010.

⁴ GÜZEL Ş. *Türkiye'de işçi hareketi 1908-1984*, op. cit., p. 240.

⁵ Le 2 juillet 1979, le Centre d'éducation de la MISK à Ankara est fermé par les autorités de la loi martiale suite à une perquisition ayant conduit à la saisie de matériel explosif, *Milliyet*, 03/07/1979, p. 8.

⁶ BORA T., "Professional Chambers and Non-Voluntary Organizations in Turkey : The Intersection of Public, Civil and National", in YERASIMOS S., SEUFERT G. & VORHOFF K. (dirs.), *Civil Society in the Grip of Nationalism*, op. cit., p. 99-142.

⁷ GÖLE N., « Modernité et société civile en Turquie : l'action et l'idéologie des ingénieurs », in GÖKALP A. (dir.), *La Turquie en transition. Disparités. Identités. Pouvoirs*, op. cit., p. 199-217.

⁸ Entretien avec Yavuz, Ankara, 01/11/2013.

⁹ Qui fait face à son *alter ego* de nationaliste le *Meslek Birlik Grubu* [MBG, Groupe de l'unité professionnelle], ÖNGÜN E. & HASSAN M., "How Political Dynamics Work in Professional Organizations. The Radical Left and the Istanbul Bar Association", in MASSICARD E. & WATTS N. (eds.), *Negotiating Political Power in Turkey. Breaking Up the Party*, op. cit., p. 140-156.

¹⁰ D'autres organisations professionnelles sont plus proches de l'AP comme la *Türkiye Esnaf ve Sanatkarları Konfederasyonu* (Confédération des commerçants et artisans de Turquie, TESK), la *Türkiye Ziraat Odaları Birliği* (Union des chambres d'agriculture de Turquie, TZOB).

1973. Le *Tüm Öğretmen Sendikası* [TÖS, Syndicat des enseignants] s'auto-dissout en septembre 1971 pour se reformer à travers un cadre associatif resté légal dans la *Tüm Öğretmen Birleşme ve Dayanışma Derneği* [TÖB-DER, Association d'union et de solidarité de tous les enseignants] qui porte des proches de *Dev-Yol* à sa tête¹. L'éducation populaire prend elle aussi un tour politique à travers les *Halk Evleri* [HE, Maisons du peuple] réouvertes en 1963 et progressivement contrôlées par *Dev-Yol*². A l'échelle plus locale, se développent des associations dans chaque université qui tentent de rassembler le personnel à côté des étudiants³.

3) Les organisations armées clandestines

A la différence de la droite radicale, la gauche ne cherche pas à centraliser et à coordonner l'action violente. Sa mise en œuvre reste dispersée d'un point de vue organisationnel et géographique et répond à deux logiques différentes : d'abord, celle des groupes de guérilla prenant exemple sur leurs aînés de 1971-72, ensuite celle des groupes spécialisés dans la violence au sein d'organisations plus vastes (*Dev-Yol, Kurtuluş...*). Toutes ces organisations radicales entretiennent souvent peu de relations entre elles et se contentent de se critiquer mutuellement dans leurs publications respectives. Ces précisions permettent d'éviter un parallélisme trop souvent opéré entre les acteurs radicaux de gauche et de droite sur la période et qui tend à considérer leurs capacités d'action comme égales⁴.

On peut citer, pour la première catégorie, *Devrimci Savaş* [DS, Guerre révolutionnaire], milice implantée à Kahramanmaraş après les massacres de 1978, *Eylem Birliği* [EB, Union de l'action], les *Acilciler* [les Pressés] agissant surtout dans le Hatay, la *Marksist Leninist Silahlı Propaganda Birliği* [Union marxiste léniniste pour la propagande armée, MLSPB]⁵ fondée en 1975 et scindée en 1976 entre la *Cephe Yolu* [Voie du front] et les *Savaşçılar* [Guerriers]. Ces groupes, souvent implantés en milieu rural et dans des régions périphériques mal contrôlées par l'Etat, ne se composent que de quelques dizaines d'individus. Certains de leurs membres ont quitté la Turquie après le coup d'Etat 1971 et se

¹ *Dev-Yol*, n°1, 01/05/1977.

² *Dev-Yol*, n°33, 03/12/1979, p. 7.

³ Ainsi, à ODTÜ ouvrent l'*ODTÜ Öğretim Üyeleri Derneği* [Association des membres de l'enseignement d'ODTÜ] et l'*ODTÜ Tüm Öğretim Elemanları Derneği* [Association de tous les personnels de l'enseignement d'ODTÜ].

⁴ SAYARI S., "The Terrorist Movement in Turkey: Social Composition and Generational Changes", *art. cit.*

⁵ ERGÜDEN I., « 1970'li Yıllar Türkiye'sinde bir silahlı propaganda deneyim : MLSPB » [Une tentative de propagande armée dans la Turquie des années 1970 : le MLSPB], *Birikim*, n°274, 2012.

sont réfugiés dans des camps palestiniens au Liban ou en Syrie entre 1971 et 1975 où ils ont formé avec Gülten Çayan, la veuve de Mahir Çayan, la *X Örgütü* (Organisation X), destinée à former les militants au combat et à les renvoyer en Turquie pour organiser la lutte armée. Ils mènent des assassinats ciblés et usent des braquages pour se financer. Très présents dans la littérature en raison de l'aspect spectaculaire de leurs actions, ils ont toutefois une place marginale comparée aux organisations beaucoup plus vastes que sont *Dev-Yol* ou *Kurtuluş*. N'étant pas présents parmi mon groupe d'enquêtés et marginalement présents dans les espaces au cœur de l'analyse, je tiens ces organisations à l'écart de mes développements.

Encadré II-3 : La gauche turque : un produit importé impossible à exporter ?

La question de l'importation des textes politiques et des répertoires d'action de 1968 en France et aux Etats-Unis dans l'agitation des années 1968-1980 en Turquie fait l'objet de nombreux débats dans le pays. S'il est incontestable que la diffusion et la réappropriation du guévarisme ou du maoïsme doivent beaucoup aux circulations idéologiques et militantes de la période, et notamment des étudiants turcs faisant leurs études à l'étranger, on ne peut résumer le développement du militantisme révolutionnaire turc à une simple importation¹. Les débats autour du socialisme se développent depuis le début des années 1960, mobilisant de larges références allant jusqu'à l'Albanie d'Enver Hoxha. De plus, la traduction des différents courants du marxisme dans le tissu idéologique turc, fortement emprunt de kémalisme, donne lieu à des théories locales de la révolution, notamment sous la plume de Mahir Çayan², principal théoricien turc de la guérilla. Les idées socialistes et révolutionnaires ont connu un processus d'appropriation et d'adaptation par les militants turcs³. Ils donnent lieu à des discussions sans fin au sein des partis et groupes de gauche sur la nature du capitalisme turc (périphérie vassalisée du capitalisme mondial/puissance industrielle en devenir) et sur la nature de sa structure sociale (féodale/préindustrielle...).

Une des caractéristiques de la gauche révolutionnaire turque des années 1970, et qui explique sans doute en partie la relative ignorance dont elle fait l'objet dans la littérature spécialisée, est sa relative incapacité à – pour ne pas dire son absence de volonté de –

¹ BOURDIEU P., « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2002/5, n°145, p. 3-8. Sur le cas turc en particulier, voir UYSAL A., « Importation du Mouvement 68 en Turquie. Circulations des idées et des pratiques », *Storicamente*, n°5, 2009.

² ÇAYAN M., *Toplu yazılar* [Œuvres complètes], Istanbul, Su Yayınları, 2008.

³ JACQUEMART A. & ALBENGA V., « Pour une approche microsociologique des idées politiques. Les appropriations ordinaires des idées féministes », *Politix*, 2015/1, n°109, p. 7-20.

s'articuler aux autres mouvements révolutionnaires¹. Cette situation s'explique par la méconnaissance et la faiblesse des connexions avec les réseaux révolutionnaires internationaux. Le TIHKP s'était pourtant connecté, à la fin des années 1960 aux organisations palestiniennes qui accueillent alors certains militants turcs pour les former à la lutte armée dans leurs camps syriens et libanais². La lutte revendiquée contre l'impérialisme occidental et la solidarité internationaliste proclamée dans les publications militantes ne se traduit pas par des liens tangibles malgré quelques tentatives opérées *a posteriori* par certains groupes de se penser dans le contexte international d'alors³. Dans son ouvrage consacré à la Grèce de la même période, Kostis Kornetis montre bien la dimension internationale des mobilisations dans laquelle s'inscrit alors le pays⁴. Paradoxalement, la gauche turque participe à la fois de ce mouvement tout en restant à sa marge.

Mentionnons enfin *Dev-Sol* qui est une organisation particulière. Il s'agit d'une partie de la cellule stambouliote de *Dev-Yol* qui s'autonomise en raison de rivalités internes à la direction de l'organisation (basée à Ankara, les stambouliotes réclamant davantage d'autonomie⁵), d'un désaccord sur l'interprétation des thèses de Çayan sur la lutte armée (*Dev-Sol* réclame une intensification de son usage) mais aussi du fait de l'attentat du 16 mars 1978 à Istanbul (cf. infra) la conduisant à réclamer une intensification de la « lutte antifasciste ». Emmenée par Dursun Karataş et Paşa Güven, l'organisation se fait connaître par les multiples assassinats politiques qu'elle perpète entre 1978 et 1980.

4) Les organisations issues du milieu étudiant

J'ai décidé de recourir à une présentation succincte des organisations étudiantes des années 1970 pour consacrer davantage d'espace à l'analyse de leur insertion dans des logiques

¹ Malgré des références aux actions menées par d'autres groupes révolutionnaires en Europe et ailleurs. La revue *Dev-Yol* consacre ainsi un article à la stratégie des Brigades Rouges italiennes et de la Fraction armée rouge allemande en 1978, *Dev-Yol*, n°18, 22/05/1978, p. 11.

² ÇANDAR C., "A Turk in the Palestinian Resistance", *art. cit.*

³ THKP-C ve Devrimci Yol'dan bugüne geçmiş değerlendirilmesi. *Bu tarih bizim, op. cit.*, p. 23.

⁴ KORNETIS K., *Children of the Dictatorship: Student Resistance, Cultural Politics and the "Long 1960s" in Greece*, Oxford, Bergahn Books, 2013.

⁵ Ce point témoigne du progressif glissement du centre de gravité du militantisme révolutionnaire étudiant d'Istanbul, au cours des années 1960, à Ankara. *A contrario*, le militantisme syndical reste particulièrement intense à Istanbul.

locales dans la seconde partie du chapitre. L’histoire détaillée de chacune de ces organisations a été menée en détail ailleurs¹.

La répression consécutive au coup d’Etat de 1971 a fait « régner le silence »² sur les campus et dans les lycées. Pourtant, la libération des prisonniers en 1974 conduit à la réactivation rapide des réseaux militants dormants (*abeyance*)³ et à un processus de reconstitution/division progressive des organisations. Les militants libérés n’ont de prestige qu’auprès de la jeunesse universitaire ou lycéenne – ils ont côtoyé les grands leaders disparus – et leurs savoir-faire militants ne correspondent plus aux besoins des nouveaux partis de gauche, bien décidés à ancrer leurs actions dans la légalité et à pérenniser leurs activités politiques. En outre, les dirigeants des partis légaux nouvellement créés, tous issus de l’ancien TIP ou de la mouvance MDD, se méfient de la jeunesse universitaire qui, par sa radicalisation, a provoqué la fermeture du TIP lors du coup d’Etat du 12 mars 1971. Les années 1970, davantage encore que les années 1960, voient donc se multiplier les groupes d’extrême gauche fragmentés entre plusieurs courants (prosoviétique, prochinois, pro-albanais et indépendant), d’origine et de composition majoritairement universitaires, qui, au nom de la classe ouvrière et des « martyrs » tombés sous la répression militaire, s’érigent en défenseurs de la conception marxiste-léniniste d’une révolution prolétarienne à venir.

Cette recomposition s’opère selon deux logiques, d’abord successives puis concomitantes. D’abord, les organisations se développent à l’échelle universitaire, investissant le syndicalisme étudiant. Ce dernier apparaît dans les années 1960⁴ avec la *Türkiye Millî Talebe Federasyonu* [TMTF, Fédération nationale des étudiants turcs] et la *Millî Türk Talebe Birliği* [MTTB, Union nationale des étudiants turcs] financées par l’Etat pour encadrer les étudiants en défendant leurs intérêts catégoriels. Néanmoins, au cours de la décennie, la TMTF se rapproche du TIP⁵, amorçant la transition vers investissement politique du milieu étudiant. Ce syndicalisme est rapidement supplanté dans les années 1970 par le développement des groupes politiques dans les établissements scolaires. Dans un second

¹ ERSAN V., *1970’lerde Türkiye solu*, op. cit., AYKOL H., *Türkiye’de sol örgütler* [Les organisations de gauche en Turquie], Ankara, Phoenix, 2010 & *Sosyalizm ve toplumsal mücadeleler ansiklopedisi. Cilt 7 : 1960-1980* [Encyclopédie du socialisme et des luttes sociales. Tome 7 : 1960-1980], Istanbul, İletişim, 1988, p. 2232-2281.

² GÖÇMEN S., *Fırtınalı denizin yolcuları* [Voyageurs sur une mer démontée], Istanbul, Ayrıntı, 2013, p. 41.

³ « Le terme ‘*abeyance*’ décrit un processus de maintien ou de mise en veille par lequel les mouvements parviennent à durer dans des environnements politiques devenus non réceptifs, jouant ainsi un rôle de passeur entre deux étapes d’une mobilisation », TAYLOR V., « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes », op. cit., p. 230.

⁴ SZYLIOVICZ J., *A Political Analysis of Student Activism: The Turkish Case*, op. cit.

⁵ ROOS L. L. JR., ROOS N. P. & GARY R. “Students and Politics in Turkey”, *Daedalus*, Vol. 97, n°1, 1968, p. 192.

temps, à partir de 1975-1976, ces organisations se développent dans plusieurs directions avec un discours révolutionnaire : dans les *gecekondu* puis hors des grandes villes pour investir de plus petites bourgades ainsi que les campagnes.

En novembre 1973 à Istanbul se crée l'*İstanbul Yüksek Öğrenim Kültür Derneği* [IYÖKD, Association culturelle de l'enseignement supérieur d'Istanbul] et sa revue *İleri* [Avant-garde] qui milite activement pour l'amnistie des prisonniers politiques. Elle tient un congrès en 1974 et se compose alors en majorité d'anciens du THKP-C. Elle est fermée en février 1975 pour activités clandestines suite à une descente de police mais elle est immédiatement reformée sous le nom d'*Istanbul Yüksek Öğrenim Derneği* [IYÖD, Association de l'enseignement supérieur d'Istanbul]. Parallèlement, à Ankara, se crée l'*Ankara Demokratik Yüksek Öğrenim Derneği* [ADYÖD, Association de l'enseignement supérieur démocratique d'Ankara] qui réunit des étudiants d'ODTÜ, SBF et Hacettepe. Elle est fermée en décembre 1974¹ suite à une vague d'agressions perpétrées contre des militants d'extrême droite. Elle renaît en avril 1975 sous le nom d'*Ankara Yüksek Öğrenim Derneği* [AYÖD, Association de l'enseignement supérieur d'Ankara]. Dans d'autres villes, notamment à Izmir, les anciens membres de *Dev-Genç* créent des associations semblables qui publient d'abord une revue commune à partir de 1975, *Devrimci Gençlik* [Jeunesse révolutionnaire] à partir de décembre 1975, puis fusionnent en 1976 en créant la *Devrimci Gençlik Dernekleri Federasyonu* [DGDF, Fédération des associations de la jeunesse révolutionnaire]. Ils publient à partir de mai 1977 une nouvelle revue intitulée *Devrimci Yol* [Voie révolutionnaire] et se rebaptisent alors par l'abréviation *Dev-Yol*. Un groupe d'anciens du THKP-C créé en 1976 le groupe *Kurtuluş* [Libération] en sortant de DY sur un conflit d'interprétation des thèses de Çayan². Présente sur l'ensemble du territoire, elle est sans doute la seconde organisation par le nombre de militants. Elle est active sur les campus à travers sa branche étudiante, *Devrimci Öğrenciler Birliği* [DÖB, Union des étudiants révolutionnaires].

A partir du début de 1976, le groupe *Halkın Kurtuluşu* [Libération du peuple] revendique l'héritage du THKO d'ODTÜ et évolue petit à petit vers les thèses albanaises d'Enver Hoxha avec un positionnement très antisoviétique. L'organisation devient le *Türkiye Devrimci Komünist Partisi-Inşa Örgütü* [TDKP-IÖ, Parti communiste révolutionnaire de Turquie-Construction de l'organisation] en octobre 1978 puis se légalise en créant le *Türkiye*

¹ PEKDEMİR M., *Devrimcilik güzel şey be kardeşim* [Le révolutionnarisme est une belle chose mon frère], Istanbul, Ayrıntı, 2014, p. 70.

² ÖZTÜRK I., *THKP-C'den Kurtuluş'a mücadele hayatım* [Du THKP-C à Kurtuluş, ma vie de lutte], Ankara, Dipnot, 2010.

Devrimci Komünist Partisi [TDKP, Parti communiste révolutionnaire de Turquie] en février 1980. Les organisations étudiantes naviguent ainsi entre légalité et illégalité au cours de la décennie 1970. Elles peuvent en effet chercher à se légaliser pour deux raisons. D’abord pour échapper à la répression qui sévit après la proclamation de la loi martiale fin 1978. Ensuite, en vertu d’une approche idéologique inspirée du léninisme faisant de la constitution en parti la condition *sine qua non* de la capacité d’une avant-garde à mener la révolution. *Dev-Yol* amorce aussi ce processus (inachevé) de constitution en parti politique [*partileşme süreci*] ainsi que le groupe maoïste *Aydınlık* autour de Perinçek, un temps clandestin, avant de réapparaître légalement en 1978 sous le nom de *Türkiye İşçi Köylü Partisi* [TIKP, Parti ouvrier et paysan de Turquie]. Les ex-soutiens du TKP-ML/TIKKO créent la *Devrimci Gençlik Derneği* [DGD, Association de la jeunesse révolutionnaire]. D’anciens du THKP-C davantage focalisés sur la lutte armée dans les régions rurales et séparés de leurs ex-camarades désormais regroupés au sein de *Dev-Yol*, créent *Halkın Yolu* [La voie du peuple] en 1974 et publient la revue *Militan Gençlik* [Jeunesse militante] qui devient *Halkın Yolu* en 1975. Chacun de ces groupes va développer ses activités de recrutement dans les lycées en créant des branches dans l’enseignement secondaire. On peut citer la *Liseli Devrimci Gençlik* [LGD, Jeunesse révolutionnaire lycéenne], émanation de *Dev-Yol* créée en 1977, *Dev Lis* [Lycées révolutionnaires], émanation de *Kurtuluş, İlerici Liseliler Derneği* [ILD, Association des lycéens progressistes] proche du TKP et créée en 1978 ou, plus localisée, l’*Ankara Orta Öğretim Derneği* [AAOD, Association de l’enseignement secondaire d’Ankara] proche d’*Halkın Kurtuluşu*. Cette présence des groupes révolutionnaires dans les lycées est facilitée par la publicité des événements de la fin des années 1960 et le prestige des anciens leaders.

Cette rapide présentation constitue une simplification qui identifie les principales organisations rencontrées au cours de la recherche. Il est particulièrement complexe d’estimer le nombre de militants au sein de ces organisations. Il suffit, à l’échelle d’un quartier ou d’un établissement scolaire, de s’auto-labéliser du nom d’une des organisations pour en être. A la fin des années 1970 on recense une quarantaine d’organisations dans tout le pays, la plupart locales, allant d’une dizaine de membres¹ à plusieurs dizaines de milliers. Si certaines organisations, comme les syndicats, peuvent mobiliser des dizaines de milliers de manifestants, elles ne les mobilisent pas constamment. Les organisations de jeunesse et les

¹ Şadi estime le nombre de militants du groupe trotskyste *Sürekli Devrim* [Révolution permanente] implanté à Istanbul à une centaine, entretien avec Şadi, Istanbul, 25/10/2013.

partis politiques mobilisent davantage leurs militants¹. *Dev-Yol* aurait compté près de 40 000 membres (probablement davantage) et *Kurtuluş* entre 10 000² et 40 000³, répartis sur l'ensemble du territoire. On estime entre 4 000 et 7 000 le nombre de membres de *Dev-Sol* après sa fondation en 1978, principalement à Istanbul et à Izmir⁴. Ces chiffres constituent une différence notable entre les organisations révolutionnaires turques et européennes à la même période, ces dernières n'ayant rarement compté plus de quelques centaines d'individus à leur apogée. Il est impossible d'évaluer le nombre d'associations illégales et clandestines dans chaque ville ni le nombre de leurs militants du fait de l'absence de tenue de registres pour limiter les risques de répression mais également dans le but de pouvoir grossir les chiffres. Ensuite, il n'existe pas de réelle distinction entre militant et sympathisant ce qui complique encore le comptage. Les chiffres sont donc à manier avec précaution et ne donnent qu'une indication de l'ampleur du phénomène.

5) La gauche et le CHP : des relations ambiguës

Jacob Landau circonscrit la gauche à l'ensemble des organisations se trouvant « à la gauche du CHP »⁵. Je propose pour ma part de l'inclure dans l'analyse pour trois raisons. D'abord, parce que le parti revendique, à partir de la seconde moitié des années 1960 et plus encore sous la présidence d'Ecevit en mai 1972, un virage au « centre gauche »⁶ qui enracine sa doctrine au sein de la gauche en tentant de remplir l'espace laissé par la quasi-disparition du TIP après 1971. Dans une période de cristallisation des oppositions politiques qui tendent à se radicaliser, le CHP espère marquer une nette différence avec ses adversaires et obtenir les

¹ A titre de comparaison avec la France : « Les effectifs des groupes gauchistes sont estimés en cette année 1968 entre 5 000 et 16 000 militants ; ils rassemblaient à Nanterre de 130 à 140 personnes, soit 1% des étudiants. Ils sont donc maigres, surtout compte tenu du nombre d'organisations, par ailleurs souvent des micro-organisations, d'obédience variée et chacune traversée de divergences et contradictions internes difficilement compréhensibles pour le profane », SOMMIER I., « Les gauchismes », in DAMAMME D., GOBILLE B., MATONTI F. & PUDAL B. (dirs.), *Mai-juin 68, op. cit.*, p. 297.

² SAMIM A., « The Tragedy of the Turkish Left », *art. cit.*

³ ERSAN V., *1970'lerde Türkiye solu, op. cit.*, p. 331.

⁴ BILLION D. « Turquie », in BALECIE J-M. & DE LA GRANGE A. (dirs), *Mondes rebelles. Guérillas, milices, groupes terroristes*, Michalon, 2001, p. 1307.

⁵ LANDAU J-M., « Images of the Turkish Left », *Problems of Communism*, Vol. 32, n°5, 1983, p. 74.

⁶ Ce glissement vers la gauche ne se fait pas sans tensions internes. En avril 1967, les élus du CHP qui y sont hostiles font scission et fondent, sous la direction de Turhan Feyzioğlu, le *Güven partisi* [Parti de la confiance]. Farouchement opposés à la gauche et partisans d'un autoritarisme à peine voilé, ils se retrouvent tant en 1971 qu'en 1980 dans des positions clés dans les gouvernements mis en place par les militaires. Ces tensions illustrent les interprétations divergentes entre un « kémalisme de droite (armée, nationalistes, conservateurs) et [un] kémalisme de gauche », ZARCONI T., *La Turquie. De l'Empire ottoman à la République d'Atatürk*, Paris, Gallimard, 2005, p. 104.

voix de gauche via une relecture du kémalisme mettant l'accent sur sa dimension sinon révolutionnaire du moins progressiste et socialisante¹.

Il cherche également à politiser la classe ouvrière en revendiquant explicitement l'anti-impérialisme et l'antifascisme². Cette stratégie s'avèrera payante puisque la DISK, ainsi que certains groupes étudiants, comme *Dev-Yol*, appelleront leurs adhérents à voter CHP jusqu'en 1977³, au détriment des petits partis politiques socialistes marginalisés par leur éclatement et la monopolisation des positions et des biens symboliques de gauche par le CHP. L'invasion de Chypre en 1974 et la loi d'amnistie politique pour les détenus du coup d'Etat de 1971 lui valent une grande popularité au sein des milieux de gauche. Le parti renforce cette stratégie par son entrée dans l'Internationale socialiste en 1976⁴. Enfin, les organisations révolutionnaires implantées dans certains quartiers des grandes villes négocient parfois avec lui le partage des positions et des ressources (cf. infra), ce qui invite à penser que celui-ci, malgré ses hésitations entre répression et conciliation, ne peut être tenu à l'écart d'une analyse rendant compte du fonctionnement des organisations de gauche.

Les relations se tendent toutefois après l'adoption d'un discours d'ordre et de mesures répressives⁵ qui frappent la gauche comme la droite lors du retour du CHP au pouvoir en 1978-1979 et des mesures économiques que celui-ci initie auprès du FMI pour tenter de redresser l'économie en crise. Plusieurs organisations, comme *Dev-Yol*⁶ et *Kurtuluş* appellent au boycott du CHP lors des élections de 1979, contribuant, quoique marginalement, à la victoire de l'AP. La rupture observée à partir de 1978 doit cependant être nuancée car la gauche radicale est alors prise dans une contradiction entre son opposition au CHP jugé contre-révolutionnaire lorsqu'il est aux commandes et le besoin de son appui (ou de sa tolérance) pour parvenir à s'implanter localement.

¹ Ecevit profite également de sa popularité liée à son action en tant que ministre du travail où il avait élargi, en 1965, le droit syndical aux employés de la fonction publique.

² Discours d'autant plus efficace que les militants du parti, et Ecevit lui-même, sont victimes des exactions du MHP (attentats, assassinats, passages à tabac, plastiquage des permanences...) au cours des années 1970.

³ UNSAL A., « La recrudescence de la violence politique crée un climat de guerre civile larvée », *Le Monde*, 23/03/1978.

⁴ Il en est toujours membre ainsi que du Parti socialiste européen. Le CHP, après 1990, s'est parfois trouvé en délicatesse avec la direction de l'IS sur certaines prises de position et en raison de son nationalisme jugé trop marqué.

⁵ La célébration du 1^{er} mai 1979 est ainsi interdite par le gouvernement Ecevit en accord avec les autorités militaires responsables de l'ordre public sous l'état de siège. Les dirigeants de la DISK sont assignés à résidence. Behice Boran, bravant l'interdiction, est arrêtée ainsi qu'un millier de militants du TIP.

⁶ En juillet 1978, la revue *Dev-Yol* publie un article critique intitulé « Ecevit nereye gidiyor ? » [Où va Ecevit ?], *Dev-Yol*, n°20, 31/07/1978, p. 3.

C) Scissiparité, concurrence et coordination des luttes

Etablir la cartographie du champ multi-organisationnel que constitue la gauche depuis la fin des années 1960 est utile pour appréhender la diversité de l'espace dans lequel se déploient les carrières militantes. Néanmoins, cette approche tend à figer un espace qui s'avère localement et temporellement évolutif. Il faut donc repérer les logiques de concurrence et les « stratégies fluctuantes d'alliances ou d'affrontements »¹ entre les acteurs.

1) Concurrence et scissiparité sont les marques de la gauche

Les développements précédents ont distingué les différentes « formes » du militantisme de gauche dans les années 1970. Il va cependant de soi qu'elles se côtoient dans le temps et dans l'espace de manière plus ou moins heureuse. Si « l'activation des frontières »² entre gauche et droite est fermement établie et maintenue, il n'en va pas de même en ce qui concerne les fractures internes à la gauche. La confrontation passe alors par la lutte pour s'imposer comme seul représentant de la cause révolutionnaire en soulignant les différences théoriques – souvent ténues – entre organisations. Il s'agit d'un affrontement symbolique qui peut rapidement devenir physique. Dans cette dynamique les groupes se constituent, s'affrontent, se scindent et disparaissent, parfois très rapidement, les militants passant facilement de l'un à l'autre (cf. chapitre 3).

Une des principales caractéristiques de la gauche au cours des années 1970 est la scissiparité. Elle trouve ses racines dans la convergence de différents facteurs tant endogènes qu'hétérogènes. La disparition des principaux leaders et l'emprisonnement des cadres des organisations à partir de 1971 laissent ces dernières atones. La reconstitution des groupes à partir de 1974 voit la concurrence s'accroître entre les « anciens » (*eskiler*)³ pour la captation du capital symbolique et de l'héritage des organisations précédentes. Le prestige des dirigeants se mesure notamment selon leur proximité avec les leaders tués⁴. Les scissions sont autant dues à des divergences théoriques sur la théorie révolutionnaire que liées à des rapports de force interindividuels. La faible centralisation des organisations faute de ressources facilite

¹ BOZARSLAN H., « Le chaos après le déluge : notes sur la crise turque des années 70 », *art. cit.*

² TILLY C. & TARROW S., *La politique du conflit. De la grève à la révolution*, *op. cit.*, p. 352.

³ THKP-C ve Devrimci Yol'dan bugüne geçmiş değerlendirilmesi. *Bu tarih bizim*, *op. cit.*, pp. 48-51.

⁴ Entretien avec Sabettay, par téléphone, 10/02/2015.

la contestation interne, l'*exit* voire la création de formations concurrentes¹ en rendant les coûts de la dissidence peu élevés. Dans la même perspective, la taille des effectifs qui peuvent localement être importants rend plus difficile le contrôle sur la population militante. La concurrence et les divisions idéologiques limitent les contacts entre les organisations, rendant difficile leur coopération. Ainsi, la prise de contrôle par le TKP de la DISK limite peu à peu ses liens avec les organisations étudiantes, notamment DY et accentue les affrontements avec sa branche de jeunesse, IGD. Certaines oppositions entre organisations se radicalisent par publications et insultes interposées². Les maoïstes sont ainsi accusés d'être responsables du drame du 1^{er} mai 1977³. Cela leur vaut les qualificatifs de '*Maocular Bozkurt*' [maoïstes loups gris] les assimilant aux militants du MHP ou de '*sosyal faşist*' [social-fasciste]⁴. Les militants proches du TIP sont quant à eux qualifiés, par DY, de '*revizyonist küçük burjuva*'⁵ [révisionnistes petit-bourgeois] et ceux du TKP de '*sosyal-imperialist*' [social-impérialistes] en raison du soutien soviétique dont ils jouissent. Les organisations étudiantes sont qualifiées de '*goşist*' [gauchistes] par les partis légaux qui les accusent de légitimer la répression et la stigmatisation de la gauche tout en mettant en danger l'avenir du réformisme. Enfin, la répression qui s'accroît notamment à partir de 1978 tend à accélérer la scissiparité. L'effet de cette dernière est double. Elle participe à déstructurer les groupes qu'elle vise, atomisant ainsi les cellules. Mais elle contribue aussi à radicaliser certains militants tentés de répondre à la violence par la violence avec le soutien ou non des dirigeants des groupes auxquels ils appartiennent.

La violence au sein de la gauche elle-même reste, aujourd'hui encore, un sujet tabou⁶. Si les bagarres entre organisations étudiantes de gauche sont nombreuses, certains affrontements ont dégénéré et provoqué plusieurs dizaines de morts sur la période⁷. Ferhat et

¹ HIRSCHMAN A. O., *Exit, voice, loyalty. Défection et prise de parole*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2011.

² *Dev-Yol* critique ainsi souvent les groupes concurrents comme *Halkın Kurtuluşu*, les maoïstes d'*Aydınlık* ou encore le TKP : *Halkın Kurtuluşu şaşkınlığı* [La confusion d'*Halkın Kurtuluşu*], *Aydınlık oportünist fırsatçı tavırlar ve spekülasyonlarla devrimci harekete kara çalıyor* [*Aydınlık* assombrit le mouvement révolutionnaire avec des comportements profiteurs et opportunistes et des spéculations], *Dev-Yol*, n°4, 15/06/1977. DY critique le concept de « démocratie avancée » (*ileri demokrasi*) avancé par le TKP, jugé contre révolutionnaire et bourgeois, *Dev-Yol*, n°5, 01/07/1977.

³ ATAY K. (dir.), *1 Mayıs 1977. İşçi Bayramı Neden ve Nasıl Kana Bulandı*, op. cit.

⁴ Entretien avec Yalçın, Ankara, 11/06/2014.

⁵ *Dev-Yol*, n°2, 15/05/1977.

⁶ BOYOĞLU E., *Ölümden öte. Sol içi şiddeti sorgulamak ve aşmak* [Au delà de la mort. Interroger et dépasser la violence au sein de la gauche], Istanbul, Belge Yayınları, 2010.

⁷ Ergun Aydınoğlu donne le chiffre de 62 morts dont 18 chez IGD et 16 chez *Halkın Kurtuluşu* qui sont les principaux participants de ces combats. Mais on compte aussi des victimes dans les affrontements entre *Kurtuluş* et *Dev-Yol*, HK et TIKP, AYDINOĞLU LU E., *Türkiye solu (1960-1980). Bir amneziğin anıları*, op. cit., note 63, p. 399. *Dev-Sol* a également assassiné plusieurs militants de groupes concurrents, ERSAN V., *1970'lerde Türkiye solu*, op. cit., p. 380.

ses camarades d'IGD, numériquement plus faibles, ont été plusieurs fois battus par les militants de DY à ODTÜ :

« F : Dans une chambre, on est tous entrés là pour se défendre. [...] Donc ils ont attaqué les portes. C'était une porte contre laquelle ils donnaient des coups de chaîne, de bâton etc. Et finalement, ça ne tenait pas, on devait sortir de là, on était coincé. On a fait des pourparlers etc. Et là c'était inoubliable je crois. Comme traumatisme émotionnel, ça compte énormément. Ils nous ont laissés sortir. Bien sûr on a laissé toutes nos petites armes, enfin chaînes etc., bâtons là bas et on est sorti les mains libres. Et là tous les *Dev-Yolcu* étaient rangés le long du couloir de la *yurt*¹. [...] Donc, on marche, des deux côtés des rangées de *Dev-Yolcu*. [...] Ils ont tout lancé, des insultes, des machins etc., et nous on marchait. On savait qu'on ne pouvait rien faire parce que nous on était une vingtaine, une trentaine peut-être. Eux, une centaine »².

Sedat Göçmen (DY) raconte dans ses mémoires avoir été blessé par balle en janvier 1977 dans un affrontement avec un groupe d'*Halkın Kurtuluşu* à Ankara³. Ces violences n'apparaissent toutefois pas n'importe où ni n'importe quand. Elles sont articulées à des logiques locales et aux rapports de force entre organisations (cf. II). Ce sont ces mêmes dynamiques qui poussent parfois les organisations de gauche à collaborer et à s'entraider sur des enjeux particuliers.

2) Une coordination ponctuelle sur des enjeux précis

Au cours des années 1970, la majorité des mobilisations se construisent dans leurs champs respectifs. Pourtant, la coopération entre les organisations se manifeste par l'expression ostentatoire de l'unité de la masse ouvrière et étudiante avec des signes de reconnaissance et des slogans lors de mobilisations ponctuelles et exceptionnelles comme les 1^{er} mai 1976 et 1977.

Benjamin Gourisse a montré que « l'entrée en cohérence des mobilisations d'extrême gauche s'effectue toujours et dans un second temps, une fois que les organisations Idéalistes ont contribué à transformer les sites de mobilisation en espace de concurrence bipolarisés »⁴. Ainsi, si la tendance première est à la concurrence et à la confrontation, les organisations de gauche sont parfois contraintes de coopérer pour faire face à la pression de l'extrême droite. En 1977, à Ankara, est créée la *Demokratik Kitle Örgütleri Platformu* [DKÖP, Plateforme des organisations démocratiques de masse] qui rassemble des organisations contrôlées par des

¹ Les *yurt* sont l'équivalent turc des résidences universitaires. Elles accueillent le plus souvent les étudiants sur la base de leur origine géographique provinciale (*Sivas yurdu, Erzurum yurdu...*). La politisation au cours de la décennie 1970 conduit progressivement à l'homogénéisation des *yurt* et à l'expulsion des étudiants ne partageant pas les opinions du groupe dominant.

² Entretien avec Ferhat, Istanbul, 30/04/2015.

³ GÖÇMEN S., *Fırtınalı denizin yolcuları*, op. cit., p. 78.

⁴ GOURISSE B., *La violence politique en Turquie. L'Etat en jeu (1975-1980)*, op. cit., note 42, p. 220.

sympathisants de *Dev-Yol* : TÖB-DER, TMMOB *Mimarlar Odası*, HE et AYÖD qui organise des réunions où les organisations s'informent de leurs actions et organisent des manifestations communes¹. Le campus âprement disputé de l'université Hacettepe, dans le centre d'Ankara, conduit à plusieurs reprises à des alliances temporaires entre groupes de gauche pour repousser les groupes Idéalistes qui tentent de l'occuper². Dans les *gecekondu* les organisations coopèrent, notamment face aux autorités. Dans le quartier du 1er Mai [*1 Mayıs mahallesi*] qu'ils occupent, les groupes de gauche s'appuient sur la TMMOB pour légitimer auprès des autorités leurs propositions d'aménagement urbain³. Il existe également des transactions plus ou moins feutrées entre partis politiques (CHP), syndicats (DISK) et groupes révolutionnaires pour s'assurer des soutiens, notamment lors des élections locales.

Ces mobilisations se retrouvent parfois en des lieux de convergence qui sont autant de points de fixation des luttes. C'est le cas de l'épisode de l'usine Tariş à Izmir en janvier 1980 où, suite à une grève, les forces de l'ordre affrontent pendant plusieurs jours ouvriers et étudiants sur le site et dans les quartiers environnants⁴. Le 20 mars 1978, en réponse à l'attentat qui a causé la mort de sept étudiants à Istanbul le 16, la DISK organise une « Action d'avertissement au fascisme » (*Faşizme İhtar Eylemi*) durant laquelle syndicalistes et étudiants défilent ensemble dans le centre d'Istanbul⁵. La solidarité peut également s'exprimer face à la répression politique. Ainsi, lorsque le préfet d'Ankara fait fermer TÖB-DER et TÜTED, deux associations de fonctionnaires de gauche, le 7 février 1977, une campagne de soutien à ces associations est animée par les organisations étudiantes et la confédération syndicale révolutionnaire DISK. Le CHP, soucieux de préserver les soutiens électoraux qu'il trouve dans ces associations, réclame leur réouverture, sans succès⁶. Les liens entre mouvement étudiant et ouvrier restent néanmoins ténus sur la période. Dans les années 1960-1970 le cadre d'action syndical reste l'entreprise ou quelquefois un groupe d'entreprises⁷. Les négociations ainsi que les grèves sont, dans leur quasi-totalité, menées à cette échelle ce qui limite les actions communes et les connexions entre mobilisations. Toutefois, les relations

¹ COLL., *Tarihle söyleşiler* [Dialogues avec l'histoire], Ankara, Özgür açılım, 2014, p. 202. La revue de *Dev-Yol* annonce ainsi l'assemblée générale de TMMOB de juillet 1977, *Dev-Yol*, n°5, 01/07/1977, et présente une synthèse du congrès de TÖB-DER en septembre 1978, *Dev-Yol*, n°22, 20/09/1978, pp. 4-5.

² Entretien avec Saime, Istanbul, 30/04/2015.

³ ASLAN Ş., *1 Mayıs Mahallesi. 1980 Öncesi Toplumsal Mücadeleler ve Kent* [Le quartier du 1er mai. Ville et mobilisations sociales avant 1980], Istanbul, İletişim, 2010.

⁴ « Izmir'de bombalar patladı, çatışmalar sürdü » [A Izmir, des bombes ont explosé, les affrontements continuent], *Milliyet*, 12/02/1980, p. 1.

⁵ UNSAL A., « La recrudescence de la violence politique crée un climat de guerre civile larvée », *art. cit.*

⁶ GOURISSE B., « Participation électorale, pénétration de l'État et violence armée dans la crise politique turque de la seconde moitié des années 1970. Contribution à l'analyse des crises politiques longues », *Politix*, 2012/2, n°98, p. 188.

⁷ GÜZEL Ş., « Être ouvrier en Turquie », *Les Temps Modernes*, n°456-457, 1984, p. 296.

entre organisations sont parfois facilitées par l'activation de réseaux d'interconnaissance et par la présence de militants multipositionnés à l'échelle locale (voir chapitre 3).

Aussi nécessaire que soit cette cartographie du champ multi-organisationnel que constitue la gauche turque des années 1960 à la fin des années 1970, elle resterait en quelque sorte « hors-sol » si elle ne s'adossait pas à une analyse localisée et spatialisée. Une telle perspective permet d'ancrer les organisations et leurs militants dans des espaces concrets et de mieux restituer les dynamiques qui les traversent.

Section 2 : Une analyse localisée et spatialisée du militantisme révolutionnaire étudiant : comparer Istanbul et Ankara

Les organisations révolutionnaires et les groupes de jeunesse des partis politiques légaux ou illégaux (TIP, TKP...), ne sont pas uniformément répartis sur le territoire national, ni même dans l'espace urbain des grandes métropoles. Les rapports de force entre organisations de gauche – et avec les organisations d'extrême droite – varient considérablement d'un espace à l'autre. Une analyse qui s'en tiendrait à la seule restitution de l'espace politique des organisations de gauche sans rendre compte de leurs inscriptions géographiques perdrait beaucoup de sa capacité à expliquer les logiques organisationnelles et individuelles d'engagement. Or, c'est avant tout dans l'espace local que s'inscrivent les mobilisations de gauche (à la fois spatialement et sectoriellement) et que se déploient les militants.

A) Localiser et spatialiser l'analyse du militantisme révolutionnaire : quelques enjeux théoriques

L'analyse du fonctionnement des organisations révolutionnaires turques au cours des années 1970 amène à les appréhender à travers la combinaison de l'analyse localisée du politique et de l'analyse spatiale des mobilisations. Je reviens ici sur ces deux modalités

d'analyse du politique d'un point de vue théorique avant de développer les résultats empiriques de l'enquête.

1) L'analyse localisée du politique

La littérature spécialisée sur la gauche turque a une forte tendance à homogénéiser les organisations, qui relèveraient à peu près toutes du même schéma organisationnel, disposeraient des mêmes ressources et seraient composées des mêmes « profils militants ». A ce premier défaut s'en ajoute un second qui tend à homogénéiser leur présence et leurs activités dans le temps sur l'ensemble du territoire turc sans tenir compte de leurs spécificités d'implantation, de leurs dynamiques internes, de leurs interactions réciproques et avec leur environnement. Hamit Bozarslan avait pourtant, dès les années 1990, souligné l'importance de distinguer différents espaces de mise en œuvre de la violence politique dans la Turquie des années 1970¹. Sa recherche l'avait amené à distinguer plusieurs grandes régions qui répondaient à des logiques propres. Mon enquête de terrain ainsi que la consultation des archives et de la presse générale et militante m'ont convaincues de la nécessité, pour rendre compte des dynamiques à l'œuvre d'adopter un point de vue localisé, circonscrit aux deux grandes métropoles du pays, Istanbul et Ankara, qui constituent alors d'intenses espaces de mobilisations.

Me plaçant dans la continuité des recherches menées en sociologie des partis politiques par Frédéric Sawicki² en l'adaptant au cas turc, j'ai cherché à mettre en œuvre une méthode « microscopique »³ tout en cherchant à mettre en valeur, dans la restitution de l'enquête, « l'imbrication des espaces et des ressources »⁴ politiques. Dans cette perspective, l'espace urbain est à la fois considéré comme un espace géographique dans lequel prend place le militantisme mais également comme un tissu de relations sociales, historiquement situées, avec lequel celui-ci interagit et avec lequel il doit composer⁵. Ainsi, « le local n'est pas un lieu clos à l'intérieur duquel se limitent les relations de pouvoir, mais un lieu d'interactions et de transactions entre des acteurs disposant de ressources différentes (et inégales) » qui sont aussi

¹ BOZARSLAN H., « Le phénomène milicien, une composante de la violence politique dans la Turquie des années 1970 », *art. cit.*

² SAWICKI F., « Questions de recherche : pour une analyse locale des partis politiques », *Politix*, Vol. 1, n°2, 1988, p. 13-28.

³ SAWICKI F., « Les politistes et le microscope », in BACHIR M. (dir.), *Les méthodes au concret*, Paris, PUF, 2000, p. 143.

⁴ BRIQUET J-L. & SAWICKI F., « L'analyse localisée du politique », *art. cit.*, p. 6.

⁵ *Ibid.*, pp. 9-10.

bien locales que nationales¹. L'analyse localisée constitue un point de vue de recherche autant qu'une échelle d'analyse qui ne prend sens qu'articulée aux logiques nationales précédemment décrites et aboutit, au terme de l'analyse, à une restitution de ce que l'on pourrait appeler des « configurations » locales en empruntant ce terme à Norbert Elias². Les acteurs interagissent au sein de cette configuration où le local est à la fois enjeu et cadre des interactions. Ses frontières se définissent dans un « processus de différenciation à la fois horizontal (par rapport aux autres territoires) et vertical (par rapport aux niveaux englobants) »³ invitant aux comparaisons et jeux d'échelles permanents. Gilles Dorronsoro et Olivier Grojean insistent toutefois sur le caractère fluide du local dans la pratique. En effet, les acteurs circulent entre différents espaces locaux et interviennent à plusieurs niveaux, comme par exemple les cadres des organisations révolutionnaires qui agissent à l'échelle locale mais ont un rôle et circulent à l'échelle nationale. S'intéresser au local ne consiste donc pas à se focaliser sur un micro-espace en ignorant les autres, c'est, au contraire, analyser un espace à travers un jeu d'échelles permanent rendant compte des dynamiques qui le structurent et des logiques individuelles, collectives qui le traversent.

D'un point de vue méthodologique, la reconstitution de configurations locales disparues n'est pas sans poser un certain nombre de difficultés. Le chercheur doit dès lors faire feu de tout bois pour parvenir à les restituer. J'ai ainsi eu recours aux archives photographiques et filmées (à travers les documentaires⁴), aux ouvrages spécialisés sur ces deux villes⁵ ainsi qu'au croisement des informations recoupées au fil de lectures pluridisciplinaires sur la Turquie (géographie, économie, sociologie et histoire). Le dernier instrument est constitué par les entretiens avec les militants au sein desquels une attention toute particulière était portée à la remémoration des lieux et des relations sociales qui y prenaient place. Cet ensemble tente de faire revivre l'« espace vécu » des militants.

¹ *Ibid.*, p. 13.

² ELIAS N., *Qu'est ce que la sociologie ?*, Paris, Pocket, 1991.

³ DORRONSORO G. & GROJEAN O., « Identité, hiérarchie et mobilisation », *op. cit.*, p. 35.

⁴ Voir notamment BIRAND M. A. & ÜNLÜ M., *12 Eylül* [12 Septembre], documentaire télévisé, 9 épisodes, 1998.

⁵ AYDIN S., TÜRKÖGLÜ Ö., EMIROĞLU K. & ÖZSOY E. D. (dirs.), *Küçük Asya'nın bin yüzü: Ankara* [Les mille visages de la petite Asie : Ankara], Ankara, DOST, 2005.

2) La question spatiale en sociologie des mobilisations

L'espace géographique connaît depuis quelques années un retour dans les questionnements théoriques des sciences sociales¹. Cela se perçoit également en ce qui concerne le rôle de l'espace sur les mouvements sociaux². La nécessité de réincorporer l'espace physique dans l'analyse des mobilisations afin de ne plus les laisser « sur une tête d'épingle »³ ou le considérer comme un simple arrière-plan (*background*)⁴ est aujourd'hui largement partagée. Une fois actée la nécessité d'analyser l'effet que l'espace exerce sur les mouvements sociaux (et réciproquement), il faut se pencher sur la manière d'opérationnaliser méthodologiquement et empiriquement cette profession de foi. Or, les propositions en la matière, comme en ce qui concerne tout nouveau chantier scientifique, sont éparpillées, lacunaires et sans grande cohérence⁵. De plus, la réinscription des mobilisations dans l'espace physique dans lequel elles se déroulent ne saurait remplacer ni même se penser de manière autonome des autres variables habituellement prises en compte dans la sociologie des mouvements sociaux (mobilisation des ressources, répertoires d'action...). Tout au contraire, elles donnent à voir avec davantage de précision la manière dont celles-ci s'incarnent et sont adaptées au contexte local.

Pour rendre compte de la relation à l'espace qu'entretiennent les organisations révolutionnaires, je me suis inspiré des travaux de sociologie de l'action collective qui tenaient compte de l'espace ainsi que de ceux d'Erving Goffman. Il consacre dans *Asiles* plusieurs pages à la question de l'occupation de l'espace par les malades au sein de l'hôpital⁶.

¹ GIERYN, T. F., "A Space for Place in Sociology", *Annual Review of Sociology*, n°26, 2000, p. 463-496 & SOJA E. W., *Postmodern Geographies. The Reassertion of Space in Critical Social Theory*, Londres/New York, Verso, 2011.

² TILLY C., "Spaces of Contention", *Mobilization: An International Journal*, 2000, Vol. 5/2, p. 135-159, SEWELL W. H., "Space in Contentious Politics", in AMINZADE R. R. *et al.*, *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, *op. cit.*, p. 51-89, MILLER, B. A., *Geography and Social Movements. Comparing Antinuclear Activism in the Boston Area*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2001, AUYERO J., « L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°160, 2005/5, p. 122-132, NICHOLLS W. J., MILLER B. & BEAUMONT J. (eds.), *Spaces of Contention. Spatialities and Social Movements*, Farnham, Ashgate, 2013, COMBES H. GARIBAY D. & GOIRAND C. (dirs.), *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, Karthala, 2016.

³ HMED C., « Des mouvements sociaux 'sur une tête d'épingle' ? Le rôle de l'espace physique dans le processus contestataire à partir de l'exemple des mobilisations dans les foyers de travailleurs migrants », *Politix*, 2008/4, n°84, p. 145-165.

⁴ SEWELL W. H., "Space in Contentious Politics", *op. cit.*, pp. 51-52.

⁵ L'analyse géographique s'est parfois déployée dans une perspective synchronique, par exemple à travers l'étude de trajets de manifestations ou l'analyse d'incidents entre protestataires et forces policières la police. Mais elle n'est que rarement pensée diachroniquement à différentes échelles en sociologie de l'action collective. Les rares tentatives en la matière viennent davantage des géographes, voir à ce propos RIPOLL F., *La dimension spatiale des mouvements sociaux. Essais sur la géographie et l'action collective dans la France contemporaine à partir des mouvements de « chômeurs » et « altermondialistes »*, Thèse de doctorat, Université de Caen, 2005.

⁶ GOFFMAN E., *Asiles. Etude sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Minuit, 1968.

Il distingue trois usages de l'espace, dont deux m'intéressent particulièrement ici car ils sont empiriquement transposables au cas turc : les « zones franches »¹, espaces de circulation et de cohabitation inégalement partagées par tous les acteurs et les « territoires réservés »², c'est-à-dire des zones que s'approprient un groupe de malades. Cette seconde notion a trouvé des échos dans la sociologie de l'action collective puisque Francesca Polletta, à la suite de Sara M. Evans et Harry C. Boyte, avait développé l'idée de « *free spaces* »³ et William Gamson puis Charles Tilly avaient parlé de « *safe spaces* »⁴. Faute de sources totalement exhaustives⁵, on ne peut rendre totalement compte des points nodaux d'inscription des groupes dans des lieux précis. Si on en saisit la nature (librairies, cafés, associations : *Halk Evleri*, organisations professionnelles, sièges des groupes de gauche...), on n'en connaît pas toujours la localisation exacte. Enfin, la géographie nous introduit pour sa part à une notion centrale dans l'analyse de l'occupation de l'espace par les groupes politiques des années 1970 : la question des frontières⁶. Celles-ci sont en effet âprement disputées, mobiles dans le temps et dans l'espace. Elles sont les lieux de friction où se produisent les altercations entre groupes opposés et ne sont que « le résultat contesté et provisoire d'un rapport de forces aléatoire, la ligne mobile de frottement entre les communautés en lutte »⁷.

Dans cette perspective l'espace peut être étudié en tant que « ressource matérielle et symbolique et objet de luttes – territoire que l'on s'approprie, occupe, protège de l'intrusion ou que l'on partage »⁸. L'espace n'est pas un décor dans lequel se déroule la lutte entre acteurs politiques mais bien l'*objet* du conflit. Un territoire peut constituer une « base » sociale pour une organisation (étudiants et populations des quartiers occupés) et, dans le sens militaire du terme, une zone éventuelle de repli pour développer l'action ou s'y retrancher. Pierre Bourdieu, dans ses réflexions sur l'espace, précise à cet égard que « les profits d'espace peuvent prendre la forme de *profits de localisation*. [...] Ils peuvent aussi prendre la forme de *profits d'occupation* (ou d'encombrement), la possession d'un espace physique [...] pouvant

¹ *Ibid.*, p. 283.

² *Ibid.*, p. 294.

³ EVANS S. M. & BOYTE H.C., *Free Spaces. The Sources of Democratic Change in America*, Chicago, Chicago University Press, 1992 [1986], POLLETTA F., “Free Spaces’ in Collective Action”, *Theory and Society*, 1999, Vol. 28, p. 1-38.

⁴ GAMSON W., “Safe Spaces and Social Movements”, *Perspectives on Social Problems*, n°8, 1996, p. 27-38 & TILLY C., “Spaces of contention”, *art. cit.*

⁵ Certains événements marquants, comme les lieux d'événements meurtriers (Balgat, Bahçelievler à Ankara, Beşiktaş et Beyazıt à Istanbul) concentrent la plupart des mentions dans les sources, invisibilisant d'autres événements ou lieux moins cruciaux. C'est là un des biais potentiels de l'analyse dont il faut tenir compte.

⁶ Cette notion de frontière détermine autant l'espace physique occupé par les groupes que leurs frontières organisationnelles et sociales.

⁷ BAVOUX J.-J., *Introduction à l'analyse spatiale*, Paris, Armand Colin, 2010, p. 50.

⁸ BONI-LE GOFF I., « Emprises spatiales », *Genèses*, 2015/2, n°99, p. 3.

être une manière de tenir à distance et d'exclure toute espèce d'intrusion indésirable »¹. Dès lors, l'hypothèse que je soutiens dans le cadre de ce travail sur l'espace est la suivante : l'espace géographique, dans la mesure où il est soustrait temporairement ou durablement aux autorités, devient lieu de concentration des ressources organisationnelles², jouant suivant sa localisation comme « base arrière » ou « avant-poste ». Il s'agit là d'une métaphore militaire dans un conflit alors conçu comme militaire.

Il faut néanmoins complexifier le propos et préciser différentes modalités d'occupation de l'espace. En effet, se contenter de définir et de qualifier des zones empêche de voir l'usage qui en est fait, synchroniquement et/ou diachroniquement. On peut ainsi distinguer l'occupation *durable* de plusieurs types d'espaces : institutionnels, comme les campus universitaires (ODTÜ³, SBF), résidentiels (*gecekondu*, *yurt*...) et publics. Ensuite, il faut considérer l'occupation *temporaire* d'espaces urbains centraux et symboliques (Taksim à Istanbul, Kızılay à Ankara) ou d'espaces urbains stratégiques (carrefours, rues, stations de bus).

Encadré II-4 : Analyse locale et spatiale : enjeux méthodologiques :

Comment rendre compte d'organisations et d'espaces physiques sinon disparus du moins considérablement transformés depuis la fin des années 1970 ? Mettre en pratique une analyse géographique du militantisme est parfois complexe. Les manuels de sociologie et de science politique sont plus que discrets sur la mise en œuvre de l'analyse spatiale. Je me suis donc tourné vers la géographie urbaine qui offre des perspectives intéressantes. Etablir une carte précise et dynamique de l'orientation politique des quartiers des deux grandes villes dans les années 1970 n'est pas chose aisée. Si on obtient un aperçu de la couleur politique majoritaire d'un quartier, on ne peut généralement aller davantage dans le détail faute de sources (quel groupe domine et, s'ils sont plusieurs, qui domine quelle partie ?). Il faudrait, pour aller plus loin, croiser ces informations avec les relevés démographiques permettant de connaître la sociologie des populations résidant dans ces différents quartiers (origine, religion...), les résultats électoraux, la présence d'institutions et d'infrastructures d'Etat etc. afin d'expliquer les raisons de la pénétration des groupes dans ces espaces (sans négliger l'usage de la contrainte...).

¹ BOURDIEU P., « Effets de lieux », in BOURDIEU P. (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, pp. 256-257.

² MCCARTHY J., ZALD D. & MAYER N., "Resource Mobilization and Social Movements: a Partial Theory", *American journal of sociology*, Vol. 82, 1977, p. 1212-1224.

³ L'université ODTÜ est généralement surnommée la « forteresse de la gauche » (*solun kalesi*).

Pour appréhender les espaces concernés par mon étude, je me suis rendu directement dans les différents quartiers stambouliotes et ankariotes pour repérer leur ordonnancement. Je l'ai fait seul ou en compagnie des militants lors de nos rencontres. Cette méthode comporte une limite importante puisque les espaces urbains ont été profondément modifiés dans ces deux villes depuis la fin des années 1970¹. Arpenter les lieux permet néanmoins de projeter l'analyse dans des espaces concrets. De plus, au cours de certains entretiens, notamment lors d'une seconde entrevue, j'apportais une carte de la ville concernée². Une partie de l'entretien était alors consacrée aux espaces fréquentés (logement, lieu d'étude...) et aux circulations (trajets quotidiens, itinéraire de manifestations...) des militants, alors et aujourd'hui³.

Malgré ces éléments d'analyse qui m'ont permis d'affiner ma connaissance des registres d'occupation et de circulation dans les divers territoires et, du même coup, les logiques présidant aux actions des groupes révolutionnaires, l'analyse géographique ici présentée comporte certains biais et lacunes. Cette approche cartographique comporte d'abord un biais que l'on pourrait qualifier de fixiste. En effet, les cartes ne rendent pas compte des évolutions dans l'occupation de l'espace au cours de la période. Ensuite, elle condamne à une approche trop statique car le matériau n'est pas assez précis pour dater précisément tous les événements impliquant les groupes étudiés. Il faut donc rester prudent quant à la mobilisation de ces données. Je ne suis pas toujours sûr que ces espaces aient été occupés tout le temps ni même simultanément. La situation avant et après la proclamation de la loi martiale est bien différente en ce qui concerne les stratégies d'occupation de l'espace. Enfin, les sources sont disparates et inégales. Néanmoins, elles permettent, sur des points précis, de donner une idée du marquage politique de l'espace opéré par les groupes de gauche. Il faut donc renoncer à l'exhaustivité totale mais plutôt, compte tenu des sources disponibles, rendre justice à des logiques situationnelles, organisationnelles et individuelles permettant de saisir les dynamiques à l'œuvre.

¹ Jean-François Pérouse note à cet égard que le tissu urbain d'Istanbul est à 85% issu de l'après 1985, PEROUSE J-F., « Istanbul depuis 1923 : la difficile entrée dans le XXe siècle ? », in MONCEAU N. (dir.), *Istanbul. Histoire, promenades, anthologie et dictionnaire*, Paris, Laffont, 2010, p. 232.

² La spécificité de l'enquête distingue ce que j'ai réalisé ici de l'usage « classique » des cartes mentales. Celles-ci se concentrent davantage sur la restitution de déplacements contemporains et non sur la restitution de déplacements passés. Elles visent par ailleurs à saisir les représentations qu'on les ateurs de l'espace dans lequel ils vivent, voir notamment BREUX S., REUCHAMPS M. & LOISEAU H. (dirs.), *Carte mentale et science politique. Regards et perspectives critiques sur l'emploi d'un outil prometteur*, op. cit.

³ La tendance des enquêtés à vouloir s'inscrire dans un espace national de lutte (plus légitime) que dans un espace local a parfois donné lieu à des incompréhensions et à des résistances. Certains étaient intrigués par un projet de reconstitution aussi microscopique d'un combat qui ne prenait alors sens qu'à l'échelle nationale sinon internationale.

B) Les logiques de l'implantation des organisations de gauche à Ankara et Istanbul

Les développements précédents plaident pour un rapprochement entre analyse localisée *et* spatialisée du militantisme. L'implantation des organisations révolutionnaires à Ankara et Istanbul relève de logiques à la fois spécifiques et comparables dans le temps et dans l'espace. Leur analyse permet ainsi d'affiner la connaissance de l'enracinement des mobilisations dans des espaces géographiques et sociaux locaux.

1) Istanbul et Ankara dans les années 1970 : deux métropoles en contexte

L'histoire de ces deux métropoles au XXe siècle n'est pas toujours facile à établir faute de recherches approfondies¹. Istanbul et Ankara sont les deux plus grandes villes du pays en termes d'activité économique – notamment industrielle –, de population urbaine et de population étudiante. Elles sont au cœur du militantisme syndical et révolutionnaire au cours de la décennie. Avant d'aller plus avant dans l'analyse de l'implantation des organisations révolutionnaires, il est nécessaire de présenter quelques caractéristiques de ces deux agglomérations.

La volonté centralisatrice des gouvernants turcs n'est pas parvenue, faute de moyens et du fait de la politisation interne des institutions étatiques, à contrecarrer la fragmentation et l'autonomisation de certains pans du territoire urbain qui se traduisent par la présence de pouvoirs centrifuges réactualisant la situation qui prévaut de longue date dans les marges territoriales de l'Etat turc. Les infrastructures ne suivent pas l'accroissement démographique qui se déploie, en ce qui concerne les *gecekondu*, sur des espaces non prévus pour la construction. Comme dans le Paris prérévolutionnaire, les difficultés de contrôle d'une large population liées à la taille même de la ville ne rend pas la dissidence inévitable mais lui permet de durer et de prospérer². C'est sur ces dynamiques de recomposition sociale que vont s'appuyer les groupes pour mobiliser les populations récemment arrivées en ville plutôt que sur le prolétariat industriel, fortement encadré par le syndicalisme, et auquel ils ont peu accès.

¹ PEROUSE J-F., « Istanbul depuis 1923 : la difficile entrée dans le XXe siècle ? », *op. cit.*, p. 232.

² GARRIOCH D., *La fabrique du Paris révolutionnaire*, Paris, La Découverte, 2013, p. 163.

Si la majorité des quartiers populaires et des installations industrielles se trouvent dans les nouvelles périphéries d'Istanbul (Zeytinburnu¹, Merter (textile) ou Bakırköy sur la rive européenne, Ümraniye et Kartal sur la rive asiatique) et Ankara (Yenimahalle, Mamak...)², il convient de souligner que leur développement ne s'opère pas qu'en périphérie. Nombre de quartiers de *gecekondu* où résident ouvriers et employés, anciennement ou récemment installés, se trouvent au cœur du centre historique comme à Altındağ à Ankara ou à Aksaray au cœur de Fatih à Istanbul. Les quartiers populaires ne sont pas tous politisés et, lorsqu'ils le sont, ils ne sont pas tous marqués à gauche. Les quartiers de centre-ville connaissent également un phénomène de conflictualisation accéléré, notamment dans les quartiers qui hébergent universités, *yurt*, lycées généraux et instituts techniques, librairies et cafés (Beyazıt, Beşiktaş à Istanbul, Cebeci, Kurtuluş à Ankara).

Les deux villes connaissent au cours des années 1970, un renversement de leur majorité politique qui va également peser dans les jeux politiques locaux. A partir des élections de 1973, les premières après le coup d'Etat de 1971, le CHP contrôle Istanbul et Ankara³ et y reçoit une large majorité des suffrages lors des différents scrutins. Il contrôle également la grande majorité des municipalités des deux métropoles⁴. Il s'agit là d'un renversement puisque l'AP avait contrôlé les deux villes tout au long des années 1960.

ANKARA	1965	1969	1973	1977
AP	46%	42%	27%	30%
CHP	30%	34%	41%	51%
CKMP-MHP	2%	7%	4%	8%
TIP	4%	2%	-	0%
MSP	-	-	9%	6%

Tableau II-1 : Résultats électoraux aux élections législatives et municipales à Ankara entre 1965 & 1977.

Source : <http://www.secim-sonuclari.com/ankara.sehir>, consulté le 27/08/2016.

On constate que le TIP, absent des élections de 1973 du fait de son interdiction, ne parvient pas à remobiliser l'électorat urbain de gauche qui se reporte massivement sur le CHP tout au long de la décennie. Quant au MHP, il obtient des résultats croissants en parvenant à doubler

¹ KAYA M., *Siyasal katılım : Zeytinburnu örneği* [Participation politique : l'exemple de Zeytinburnu], Yüksek Lisans Tezi, Yıldız Teknik Üniversitesi, Istanbul, 2004.

² Cf. les cartes des deux villes en annexes 5 & 6.

³ Vedat Dalokay est élu maire d'Ankara entre 1973 et 1977. Ali Dinçer lui succède entre 1977 et 1980. A Istanbul, c'est Ahmet İsvan (1973-1977) puis Aytekin Kotil (1977-1980) qui tiennent la mairie.

⁴ Istanbul et Ankara sont découpées en municipalités (*belediye*) élues qui disposent cependant de prérogatives limitées sur leur territoire dans les années 1970.

son score en 1977, passant de 4% à 8% des voix. A Istanbul, la domination du CHP dans l'électorat est encore plus écrasante au cours des années 1970 et le MHP ne parvient pas à s'implanter électoralement à Istanbul, contrairement à l'Anatolie centrale et de l'Est.

ISTANBUL	1965	1969	1973	1977
AP	53%	47%	28%	28%
CHP	29%	33%	48%	58%
CKMP-MHP	1%	2%	4%	2%
TIP	7%	5%	-	0%
MSP	-	-	8%	6%

Tableau II-2 : Résultats électoraux aux élections législatives et municipales à Istanbul entre 1965 & 1977.

Source : <http://www.secim-sonuclari.com/istanbul.sehir>, consulté le 27/08/2016.

Bien que les municipalités ne contrôlent ni les forces ni les politiques de sécurité sur leurs territoires¹, la domination du CHP explique en partie la relative tolérance à l'égard de la gauche dans la première moitié de la décennie dans ces deux villes, y compris lors des deux gouvernements dits de « Front nationaliste ». Elle explique également les transactions menées lors des scrutins pour obtenir le soutien électoral des différents groupes révolutionnaires et des syndicats². On observe d'ailleurs que les quartiers où ces groupes sont implantés votent largement pour le CHP lors des élections (Mamak, Beşiktaş, Kartal...). Pour autant, les relations entre les collectivités locales et le pouvoir central sont largement déséquilibrées. Ahmet İsvan note dans ses mémoires qu'il gouverne « dans l'ombre d'Ankara » et que le préfet s'immisce régulièrement dans son domaine de compétence pour lui rappeler que « sa légitimité locale est de peu de poids en face du pouvoir central »³. La proclamation de la loi martiale fin 1978 réduit encore la marge de manœuvre des municipalités en matière de maintien de l'ordre et de négociation et accroît la pression répressive des autorités centrales et militaires.

¹ Celles-ci, comme en France, relèvent du préfet puis du commandant de l'état de siège [*sıkıyönetim komutanı*] à partir de décembre 1978.

² Ahmet İsvan, maire CHP d'Istanbul au jusqu'en 1977 et proche de la DISK, sera d'ailleurs arrêté et jugé par les militaires après le coup d'Etat de 1980.

³ PEROUSE J-F., « Istanbul depuis 1923 : la difficile entrée dans le XXe siècle ? », *op. cit.* p. 275.

2) Universités et yurt : l'enseignement supérieur au cœur des mobilisations

Le principal lieu d'implantation et de cristallisation de l'activité révolutionnaire au cours des années 1970 est sans conteste le milieu universitaire et les espaces qui lui sont liés comme les résidences universitaires (*yurt*). L'« écologie »¹ des campus dans les deux villes ici étudiées est importante à saisir. A Istanbul, le campus d'IÜ, initialement disputé puis largement dominé par la gauche, est situé à Sultanahmet, en plein cœur de la vieille ville, sur la place Beyazıt. Les *yurt* qui lui sont rattachées sont situées dans les quartiers voisins d'Aksaray, Kağıthane et Fatih et sont divisées entre gauche et droite². ITÜ dispose de plusieurs campus bien que le campus principal se situe au nord, dans le quartier de Maslak à Sarıyer dans une zone très excentrée. Sa faculté d'ingénierie mécanique se trouve à Gümüşsuyu près de Taksim et un de ses campus, ancré à gauche depuis la fin des années 1960, se trouve à Maçka près de Beşiktaş. A Ankara, ODTÜ se trouve elle aussi très excentrée, à l'ouest. Elle dispose de ses propres *yurt* disposées sur le campus. Les facultés de l'université d'Ankara (AÜ), diversement politisées, sont réparties en différents points de la ville. Le principal lieu d'ancrage de la gauche en son sein est la faculté de sciences politiques (*Siyasal Bilimler Fakültesi* – SBF) ainsi que la faculté de droit (*Hukuk Fakültesi*), toutes deux situées à l'Est de Kızılay, dans le quartier de Kurtuluş. La droite est très implantée dans la faculté de médecine d'Ankara (*Ankara Tıp Fakültesi*). Enfin, l'université d'Hacettepe, récente université privée, se situe en plein centre d'Ankara, au cœur de la zone de contact entre quartiers de gauche et de droite : Sıhhiye au sud-ouest (droite), Atatürk Bulvarı et Ulus au nord (droite), Altındağ au nord-est (gauche) et Kurtuluş au sud (gauche et droite). Les instituts d'éducation (*Eğitim Enstitüleri*) qui dispensent des formations techniques sont massivement investis par la droite qui y dispose de relais parmi le personnel éducatif et technique comme

¹ « Par écologie, j'entends l'impact de l'environnement physique du campus sur les étudiants et la réaction des étudiants à l'égard de cet environnement », ZHAO D., "Ecologies of Social Movements: Student Mobilization during the 1989 Prodemocracy Movement in Beijing", *American Journal of Sociology*, Vol. 103, n°6, 1998, note 5, p. 1495. Ma traduction.

² Les *yurt* sont des lieux très disputés entre organisations politiques. Une publication de *Dev-Yol* donne quelques précisions sur le réseau de *yurt* de gauche à Istanbul : *Atatürk Öğrenci Sitesi* (perdue en 1974 par *Dev-Genç*, reprise en 1977 elle est homogénéisée et aucun groupe autre que *Dev-Yol* ne peut entrer), *Kadırga Yurdu*, *Vezneciler Site Yurdu* (en 1976 la cité est menacée de fermeture : mobilisation grèves de la faim, organisation d'un meeting « Site Yurdu Kapatılmaz » [La cité ne fermera pas]. Elle est violemment vidée par la police en septembre 1977 puis transformée en *yurt* de filles en 1978-1979), *Denizli Yurdu* (centre d'activité de la gauche à Beyazıt), *Niğde Yurdu* à Fındıkzade, *Antep Yurdu* à Aksaray, *Bolu Yurdu* (contrôlée par les fidèles de Perinçek, se trouve à Fatih), *Balikesir Yurdu* (base de la lutte contre les fascistes à Sultanahmet à partir de 1978). A Sişli, la *Hürriyet-i Edebiye Yurdu* joue un grand rôle dans les activités de *Dev-Yol*, la *ITÜ Yurdu* à Maçka (près de Beşiktaş) est un autre lieu de regroupement. Les *yurt* de droites listées sans autre précision sont : Adana yurdu, Kayseri yurdu, Trabzon yurdu, Sakarya yurdu, Maraş yurdu, DEV GENÇ, *Bağımsızlık, demokrasi ve sosyalizm mücadelesinde. Gençlik. Cilt. 1 1974-1980* [Dans la lutte pour l'indépendance, la démocratie et le socialisme. La jeunesse. Tome 1 : 1974-1980], Istanbul, Boran Yayınevi, 1999 [1988], pp. 268-274. Le journal *Cumhuriyet* précise que les *yurt* de Sivas et de Kocaeli sont contrôlées par la droite, *Cumhuriyet*, 16/04/1978.

au *Gazi Eğitim Enstitüsü* d'Ankara¹. Les *yurt* connaissent le même processus de politisation qu'à Istanbul, imposant une géographie politique particulière. Par exemple, les avenues Küçükesat et Ahmetler² (aujourd'hui Libya) à Ankara abritent plusieurs *yurt* de droite où les militants de gauche ne peuvent passer sans risques. Il en va de même à Kolej, Cebeci et Ulus où sont situées plusieurs *yurt* de droite³. La politisation atteint les lycées qui suivent l'orientation globale du quartier dans lequel ils se situent. Respectivement scolarisés à Dikimevi et Mamak, quartiers ankariotes très ancrés à gauche, İnönü et Leyla, tous deux militants de DY, sont dans des lycées où domine la gauche, divisée en différentes fractions⁴.

Yurt et campus sont donc des espaces disputés entre gauche et droite tout au long de la décennie. Les deux camps s'appuient sur des dynamiques conflictuelles qui prennent leurs racines dans les années 1960 et qui sont restées souterraines sous le régime du 12 mars avant de reprendre et de s'intensifier à partir de 1974. Ils disposent de leurs « bases » qu'ils essaient de préserver et sur lesquelles ils s'appuient pour reprendre de nouveaux territoires à l'adversaire. Dans les lieux qu'il contrôle, le mouvement nationaliste procède à une mise en conformité du personnel (remplacement d'enseignants et du personnel technique par des proches du parti) et des étudiants. Par exemple, si ces derniers n'entrent pas dans les codes imposés par le mouvement, ils sont refoulés lors des examens ou échouent systématiquement. Certains étudiants quittent leur *yurt* du fait des tensions et des pressions politiques⁵. Le mouvement nationaliste mène une politique très agressive envers les lieux d'implantation de la gauche, parfois aidé par les autorités lorsque le parti est au gouvernement. La tentative d'entrisme la plus notoire est la tentative de prise de contrôle d'ODTÜ en février 1977. La nomination au poste de recteur d'Hasan Tan, dont les sympathies nationalistes sont avérées, par le gouvernement de Front nationaliste, déclenche un conflit violent avec les étudiants et le personnel de l'université⁶ qui dure quatre mois et entraîne de violents affrontements. Tan démissionne en juin 1977. A Istanbul, certaines universités font l'objet d'attaques récurrentes. Après avoir exclu les étudiants nationalistes de la majorité des facultés d'IÜ, les étudiants y sont régulièrement attaqués, ces attaques culminant avec l'attaque du 16 mars 1978 qui coûte

¹ GÖÇMEN S., *Fırtınalı denizin yolcuları*, op. cit., p. 58.

² PEKDEMİR M., *Devrimcilik güzel şey be kardeşim*, op. cit., p. 80.

³ Entretien avec Saime, Istanbul, 30/04/2015.

⁴ Entretien avec Leyla, Ankara, 18/11/2014 et İnönü, Ankara, 05/06/2014.

⁵ BİLİCİ N., *12 Eylül'e giden yol (Bir hukuk öğrencisinin günlükleri: 1976-1980)* [Sur la route du 12 septembre (Journal d'un étudiant en droit : 1976-1980)], Ankara, Savaş Yayınevi, 2013, p. 30. Nejat K. change plusieurs de fois de *yurt* pour des raisons politiques, entretien avec Nejat K., Ankara, 20/09/2013.

⁶ On trouve le récit détaillé des événements dans ÇALIŞKAN N., *ODTÜ Tarihiçe. 1956-1980* [Petite histoire d'ODTÜ. 1956-1980], Ankara, Arayış, 2002 et GOURISSE B., *La violence politique en Turquie. L'Etat en jeu (1975-1980)*, op. cit., pp. 209-218.

la vie à cinq étudiants¹ et constitue un évènement marquant dans l'esprit des militants stambouliotes qui occupent alors le campus :

« N : Là-bas, sept de nos amis avaient été tués, quarante blessés... Parmi eux certains ont perdu la vie des suites de leurs graves blessures. Au moment de l'évènement je n'étais pas là. Il y avait ceux du matin et ceux de l'après-midi et moi j'étais de l'après-midi. En entendant le bruit de l'explosion je suis venu en courant et je suis allé à l'entrée de l'université. Là-bas, c'était une mer de sang, les gens étaient couchés comme sur un champ de bataille»².

La difficile cohabitation entre groupes de gauche et de droite à Hacettepe entraîne des affrontements réguliers. Les groupes de gauche s'accrochent à la station de bus située en contrebas de l'université et d'où partent les bus pour ODTÜ, assurant ainsi une liaison sûre entre les deux campus et leurs militants³. Régulièrement, à Hacettepe comme ailleurs, des groupes empêchent le camp opposé d'entrer en classe, donnant lieu à d'interminables négociations entre professeurs et étudiants de gauche et/ou de droite pour la tenue des cours⁴.

Les organisations de gauche se mobilisent surtout au sein des universités dans un cadre légal flou pour défendre les droits des étudiants. Elles sont à la fois reconnues par les administrations qui cherchent des moyens de traiter pour limiter l'agitation et en même temps illégales et réprimées par les autorités⁵. İYÖKD se mobilise dès 1974 pour demander la création de tarifs étudiants dans les transports en commun stambouliotes⁶. Ces organisations mettent en place des structures élues qui représentent les étudiants auprès de l'administration. Ces élections sont censées légitimer le pouvoir de l'organisation dans les lieux où elle est majoritaire et sont utilisées pour marginaliser les vaincus. Les résultats des élections dans les établissements, mais aussi dans les conseils de *yurt*⁷, où l'organisation est implantée sont publiés dans son journal⁸. Le système le plus structuré est probablement celui mis en place à ODTÜ, l'*Öğrenci Temsilcileri Konseyi* [ÖTK, Conseil représentatif des étudiants⁹], largement contrôlé par DY pendant toute la période¹⁰ :

¹ « İstanbul Üniversitesi süresiz olarak kapatıldı. Üniversiteden çıkan öğrencilere bomba atıldı: 5 ölü, 5'i ağır 44 yaralı var » [L'Université d'Istanbul est fermée jusqu'à nouvel ordre. Une bombe a explosé sur des étudiants sortant de l'université : 5 morts, et 44 blessés dont 5 graves], *Milliyet*, 17/03/1978, pp. 1 & 9.

² Entretien avec Nejat K., Ankara, 20/09/2013.

³ Entretien avec Saime, Istanbul, 30/04/2015.

⁴ BİLİCİ N., *12 Eylül'e giden yol (Bir hukuk öğrencisinin günlükleri: 1976-1980)*, op. cit., p. 45.

⁵ Elles sont ainsi régulièrement dissoutes sur décret préfectoral.

⁶ DEV-GENÇ, *Bağımsızlık, demokrasi ve sosyalizm mücadelesinde. Gençlik. Cilt. 1 1974-1980*, op. cit., p. 93.

⁷ *Dev-Yol*, n°28, 05/1979, pp. 6-7.

⁸ *Dev-Yol*, n°18, 22/05/1978.

⁹ Une première association, *ODTÜ Öğrenciler Kültür ve Dayanışma Derneği* (Association culturelle et de solidarité des étudiants d'ODTÜ) dite ODTÜ-DER, avait été créée au printemps 1975. Elle est remplacée par ÖTK début 1976, PEKDEMİR M., *Devrimcilik güzel şey be kardeşim*, op. cit., p. 72.

¹⁰ Comme en témoignent les résultats des élections étudiantes reproduits dans ÇALIŞKAN N., *ODTÜ Tarihçe. 1956-1980*, op. cit.

« F : J'ai été élu représentant de la classe de management, de mon département [...]. Il y avait très peu d'élus de notre organisation [IGD], j'étais parmi les rares personnes. *Dev-Yol* avait le monopole à ODTÜ. [...]

P : Il y avait des élus de chaque département au sein de ÖTK qui représentait chaque département ?

F : Voilà, une sorte d'assemblée. Mais il y avait une autre branche, les élections de faculté. On se présentait en tant que liste. Donc ceux qui étaient de notre organisation et puis les sociaux-démocrates du CHP, on avait obtenu l'administration de cette association. [...] C'était très symbolique finalement. L'ÖTK, c'était *Dev-Yol* qui faisait tout. Je faisais des choses mais c'était pour... vraiment des questions techniques. En tant que représentant de la classe on se réunissait entre nous, on pouvait proposer des choses à ÖTK pour les faire accepter. Ça marchait jamais parce que eux c'était très monopolisant. Mais ce que je faisais c'était surtout au niveau des cours, de l'organisation des cours, des relations entre professeurs et étudiants etc. Voilà, c'était disons... les gens n'étaient pas contents du fonctionnement de ce cours, donc c'est moi allait parler au professeur etc. »¹

L'ÖTK organise un grand nombre d'activités sur le campus, destinées à forger le caractère révolutionnaire des militants : théâtre, musique, ateliers de caricature et d'affiches² (cf. chapitre 3).

Les conflits avec l'administration ou les tentatives d'investissement par la droite d'établissements contrôlés par la gauche entraînent la mobilisation d'un répertoire jusqu'alors peu usité en Turquie, l'occupation. Elle est interdite par la loi et n'a jamais été vue comme un moyen légitime de contestation par les forces de l'ordre, les médias et l'opinion. Elle est délégitimée et considérée comme un répertoire spécifique aux organisations illégales. A partir du coup d'Etat du 12 septembre 1980, ce mode d'action disparaît quasiment des modes d'action des groupes protestataires. Tout au long des années 1970, les occupations sont un moyen de pression sur les autorités et un instrument de mobilisation des militants³ qui se développe dans le milieu syndical. Les occupations d'usines lors des grèves ainsi que dans les universités se multiplient. IÜ est fermée à de multiples reprises par les autorités. En vertu de l'autonomie des universités, les forces de sécurité ne peuvent théoriquement pas entrer dans les *yurt* et les universités, favorisant ainsi le développement d'actions d'occupation. Ce qui n'empêche pas certains recteurs de faire appel à la gendarmerie pour pacifier le campus d'ODTÜ quand, en 1977, plusieurs mois de boycott et d'occupation tentent de venir à bout du nouveau recteur, Hasan Tan. Lors de cette occupation entre 700 et 800 étudiants squattaient les *yurt*⁴. Les institutions d'enseignement supérieur deviennent progressivement un enjeu qui

¹ Entretien avec Ferhat, Istanbul, 30/04/2015.

² Sur la production iconographique des organisations de gauche des années 1960 aux années 1980 voir AYSAN Y., *Afişe çıkmak. 1963-1980: Solun görsel serüveni* [Collage. L'aventure visuelle de la gauche], Istanbul, İletişim, 2013.

³ PENISSAT É., « Les occupations de locaux dans les années 1960-1970 : processus sociohistoriques de 'réinvention' d'un mode d'action », *Genèses*, 2005/2, n°59, p. 81.

⁴ *THKP-C ve Devrimci Yol'dan bugüne geçmiş değerlendirilmesi. Bu tarih bizim, op. cit.*, p. 84.

va contribuer à politiser très largement ces espaces. Le conflit va néanmoins rapidement déborder ce simple cadre et toucher une grande partie de l'espace urbain.

Encadré II-5 : Financer les organisations révolutionnaires

Le financement des groupes révolutionnaires est un sujet permanent de préoccupation pour les cadres de ces organisations sans existence légale. Les ressources des organisations sont en effet « dispersées, irrégulières et aléatoires »¹. Contrairement à l'extrême droite, les organisations révolutionnaires ne parviennent pas, ou rarement, à accéder aux ressources publiques pour se développer. Le financement se fait principalement par la vente des revues², les cotisations variables des militants et sympathisants³ qui mettent en commun leurs bourses d'étude quand ils en ont une ou une partie de leur salaire quand ils travaillent et d'appels à la contribution volontaire des citoyens à travers des campagnes de financement⁴. Les militants de DY font la récolte des fruits dans le sud-est du pays et rentrent les vendre en ville où ils empochent une partie de la somme⁵. Enfin, le financement peut se faire de manière illégale via le racket et les braquages, surtout en ce qui concerne les groupes clandestins armés qui les appellent des « actions de saisie contre le monopole capitaliste »⁶. Dans certains « quartiers libérés » une pression est exercée sur la population afin qu'elle paye « l'impôt révolutionnaire » dont les modalités dépendent des spécificités locales. L'argent est centralisé par la tête de l'organisation qui laisse aux antennes locales le soin de s'autofinancer. Ce mode de fonctionnement explique en grande partie les fortes disparités entre groupes d'une même organisation en différents points du territoire et explique l'enjeu que constitue le contrôle spatial pourvoyeur de ressources. Néanmoins, à mesure qu'elles se développent certaines organisations disposent de « révolutionnaires professionnels » à plein temps, notamment en charge de la publication de l'organisation ou qui sont envoyés dans les différentes régions pour « organiser » (*örgütlenmek*), c'est-à-dire structurer les antennes locales et impliquer politiquement les populations locales. Cette position, très enviée, constitue une rétribution très recherchée parmi les militants.

¹ GOURISSE B., *La violence politique en Turquie. L'Etat en jeu (1975-1980)*, op. cit., p. 122.

² Le prix de vente de *Dev-Yol* par exemple est d'abord fixé à 3 avant de passer à 5 livres. Dans les faits, le prix de vente varie parfois en fonction du vendeur et des moyens du lecteur. Selon Melih Pekdemir la vente de la revue représenterait « 90-95% du financement de l'organisation », COLL., *Tarihle söyleşiler*, op. cit., p. 359.

³ Sedat Göçmen rapport que les cotisations mensuelles à AYÖD variaient de 5 à 60 livres suivant les revenus des militants, GÖÇMEN S., *Fırtınalı denizin yolcuları*, op. cit., p. 48.

⁴ *Dev-Yol*, n°12, 01/01/1978, p. 11 et *Dev-Yol*, n°14, 03/02/1978

⁵ Comme le raconte Ali Alfıtlı, COLL., *Tarihle söyleşiler*, op. cit., p. 72.

⁶ DEVRİMCI SOL, *Revolutionary Left*, brochure non datée, p. 14.

Les différents groupes s'accusent mutuellement de détourner certaines ressources auxquelles elles ont accès lorsqu'elles sont dominantes. Sur le campus d'ODTÜ, par exemple, le conseil étudiant, ÖTK, obtient après un boycott la gestion de la cantine qui devient une importante source de financement pour l'organisation :

« Y : Le conseil étudiant [ÖTK d'ODTÜ] a négocié avec le rectorat, c'est lui qui a pris en charge toutes les cantines et c'est lui qui a commencé à faire fonctionner les cantines en vendant bien sûr non seulement du Coca-Cola mais en ayant des papiers... comment dire, des nappes avec ÖTK d'un côté et de l'autre côté Coca-Cola, ça ne les gênait pas. Et puis on en a vu quelques-uns qui avaient acheté des voitures ou autre. Un drôle de système et ça c'était aussi une manne financière »¹.

La dernière question concerne les financements étrangers qui suscitent aujourd'hui encore d'intenses débats entre tenants de « l'indépendance nationale » et « valets du social-impérialisme » étranger. Si les chancelleries communistes portent alors peu d'attention aux mouvements révolutionnaires turcs dans le but de préserver de bonnes relations avec le pays², certains financements et certaines facilités (faux passeports...) ont été fournis au TKP, notamment par les soviétiques et les allemands de l'Est – qui hébergent la direction du parti – sans qu'il soit possible d'en connaître la nature et le montant exacts. La percée de ce parti exilé et marginalisé dans la gauche turque avant la décennie 1970 n'aurait pu s'effectuer sans ces soutiens extérieurs.

3) Gagner du terrain : organisations révolutionnaires et investissement des quartiers

Alparslan Türkeş, président du MHP, déclarait en 1977 que « celui qui contrôle les rues de ces deux grandes villes [Istanbul et Ankara], s'emparera du pouvoir en Turquie »³. Les organisations de gauche et de droite se livrent une intense lutte pour s'imposer dans l'espace urbain qui devient un enjeu au cours de la seconde moitié des années 1970. L'afflux de population dans les grandes métropoles turques depuis les années 1950 conduit à une forte instabilité urbaine. Leur revendications politiques deviennent d'autant plus radicales que ces groupes sociaux ont subi les crises économiques des années soixante et soixante-dix et se trouvent dans une situation de grande précarité sociale et économique. L'émigration, d'une part, déstructure les réseaux d'insertion sociale qu'ils soient tribaux, religieux ou territoriaux

¹ Entretien avec Yiğit, Istanbul, 28/05/2015.

² BOZARSLAN H., BATAILLON G. & JAFFRELOT C., *Passions révolutionnaires. Amérique Latine, Moyen-Orient, Inde*, Paris, Editions de l'EHESS, 2011, p. 105.

³ Cité in *Milliyet* 76, Istanbul, Milliyet Yayınları, 1977, p. 40.

(*hemşehrilik*) tout en les conduisant à se reconfigurer à et se politiser progressivement à mesure que les assignations identitaires se renforcent au cours de la décennie.

Le choix des quartiers d'implantation des organisations est dicté par des antécédents politiques, notamment des années 1960, et des réseaux sociaux (origine commune). L'implantation des organisations révolutionnaires ne s'opère pas uniquement dans les quartiers populaires et n'est donc pas nécessairement corrélée aux conditions socio-économiques¹. Les quartiers centraux où se trouvent des populations jeunes et ouvertes aux idées de gauche sont également un lieu d'importante implantation: une partie de Cebeci, Kızılay² et Maltepe (jusqu'à Tandoğan) à Ankara ou Beşiktaş et Beyazıt à Istanbul sont les quartiers qui concentrent les universités (İÜ, Hacettepe, SBF), les librairies les cafés ainsi que le siège de certaines organisations proches (*Halk Evleri*, TMMOB...). Dans les quartiers populaires, et notamment dans les *gecekondu*, les organisations de gauche appuient et s'appuient sur les mobilisations locales pour la légalisation des parcelles occupées et l'accès aux infrastructures³ que les pouvoirs publics peinent à installer⁴. Cette implantation au niveau local ne passe pas nécessairement – ou pas seulement – par la propagande idéologique mais plutôt par les relations durables d'interconnaissance entre militants et habitants (cf. chapitre 3). Les réseaux de la mobilisation se développent sur la base de liens sociaux informels, parfois très territorialisés dans certains quartiers⁵, et de services rendus comme la protection face aux agressions des militants d'extrême droite – dont les organisations de gauche sont aussi la cause.

Contrôler un ou plusieurs territoires joue un rôle important d'un point de vue symbolique dans le conflit. L'étendue d'espace contrôlé ou l'occupation de lieux prestigieux permettent de juger de l'importance d'une organisation et de ses ressources. Dans cette perspective, le *gecekondu* est rapidement envisagé par les organisations révolutionnaires à la fois comme un environnement urbain spécifique et comme un sujet révolutionnaire en

¹ A titre d'exemple, en 1973, 43,7% de la population de Zeytinburnu vit avec moins de 1 000TL par mois, 52,7% à Gaziosmanpaşa contre seulement 10% de la population de Beşiktaş, KELEŞ R. & UNSAL A., *Kent ve siyasal şiddet*, op. cit., p. 48. Toutefois, les quartiers les plus riches d'Istanbul, comme Nişantası ou le centre de Sişli, sont relativement épargnés.

² Dans un premier temps l'AYÖD utilise les locaux d'ODTÜ-DER à Sıhhiye. Proche d'Hacettepe et situé dans un lieu où les militants nationalistes sont bien implantés, le lieu conduit à des affrontements répétés, COLL., *Tarihle söyleşiler*, op. cit., p. 317. Les locaux d'AYÖD se déplacent ensuite à Kızılay sur Menekşe Sokak où se trouvent également des locaux syndicaux, PEKDEMİR M., *Devrimcilik güzel şey be kardeşim*, op. cit., p. 81. Le siège de la revue de *Dev-Yol* se trouve également à Kızılay sur Kumrular Sokak, COLL., *Tarihle söyleşiler*, op. cit., p. 323.

³ ZÜRCHER E. J., *Turkey. A Modern History*, op. cit., pp. 269-270.

⁴ BAYAT A., *Street Politics. Poor People's Movements in Iran*, New York, Columbia University Press, 1997.

⁵ GOULD R. V., *Insurgent Identities. Class, Community, and Protest in Paris from 1848 to the Commune*, Chicago, University of Chicago Press, 1995.

devenir¹. Une organisation prenant pied dans un territoire organise le « marquage social de l'espace »². Celui-ci passe par la multiplication des graffitis, affiches et, parfois, sentinelles armées qui en protègent les frontières. Des slogans sont peints sur les chaussées des rues pour annoncer le secteur (gauche ou droite) et rendre visible la présence militante. L'occupation de territoire relève d'une double logique : elle permet d'abord de garantir l'accès à certains points importants du territoire urbain (carrefours, stations de transport en commun etc.) afin de repousser ou de se protéger des intrusions des groupes concurrents et opposés et d'y développer temporairement ou de manière pérenne ses propres activités. Mais, occuper un espace, c'est aussi se mettre en position d'accumuler et de garantir des ressources tout en se faisant sa place dans un espace social. Etre présent dans un quartier d'une grande ville fournit un vivier potentiel de militants « réservé » à l'organisation. Les organisations révolutionnaires se révèlent très prosélytes à l'égard des populations de ces quartiers et notamment auprès des lycéens et des jeunes travailleurs qui y vivent. De plus, ces quartiers constituent des refuges pour les militants recherchés et sont susceptibles d'abriter des planques pour le matériel. Enfin, ils fournissent parfois des revenus financiers grâce à la vente de la publication de l'organisation auprès des habitants, aux campagnes de financement lancées « contre le fascisme » ou encore auprès des commerçants régulièrement sollicités.

Le degré d'implantation militante varie cependant d'un quartier à l'autre en fonction de ses caractéristiques et en fonction des ressources mobilisables par les organisations pour les contrôler. Certains quartiers (Dikmen, Piyangotepe et Yenimahalle à Ankara ou Kağıthane à Istanbul) sont réputés de gauche en raison de leurs pratiques électorales ou du fait de la présence notoire d'organisations de gauche. Certains espaces s'autonomisent presque complètement de la tutelle des autorités politiques comme le célèbre quartier du 1^{er} Mai (1 Mayıs Mahallesi) à Istanbul étudié par Şükrü Aslan³ ou le quartier de Gülsuyu dans l'arrondissement de Maltepe, lieu de naissance de Mahir Çayan parmi ces « zones libérées » [*kurtarılmış bölgeleri*]. Ces quartiers tentent de créer des institutions « révolutionnaires », autonomes des autorités étatiques (crèches, conseils de quartier...). Cette autonomisation de pans entiers de l'espace urbain doit toutefois être nuancée. Les pouvoirs locaux installés n'ont

¹ BATUMAN B., « 70'ler : siyasetin odağındaki kent, kentin odağındaki kent » [Les années 1970 : la ville au cœur de la politique, la politique au cœur de la ville], *Toplum ve Bilim*, n°127, 2013, p. 68-87.

² PINÇON M. & PINÇON-CHARLOT M., « L'aristocratie et la bourgeoisie au bord de la mer. La dynamique urbaine de Deauville », *Genèses*, n°16, 1994, p. 92. Vincent Veschambre propose de définir le marquage de l'espace de la manière suivante : « le marquage pourrait être défini comme la matérialisation d'une appropriation de l'espace ou comme le vecteur (matériel) de légitimation d'une appropriation de l'espace », VESCHAMBRE V., « Appropriation et marquage symbolique de l'espace : quelques éléments de réflexion », *ESO*, n°21, 2004, p. 73.

³ ASLAN Ş., *1 Mayıs Mahallesi. 1980 Öncesi Toplumsal Mücadeleler ve Kent*, op. cit.

généralement pas les ressources nécessaires pour se perpétuer indépendamment des institutions publiques. Mais leur ancrage local leur donne une marge de manœuvre dans les négociations avec les pouvoirs publics en se faisant connaître et reconnaître comme interlocuteur, ce qui, en retour, les renforce dans la zone concernée. Par ailleurs, les quartiers ne sont pas nécessairement homogènes dans l'implantation des groupes. Certains quartiers peuvent être découpés et partagés entre plusieurs organisations de gauche ou découpés entre secteurs de gauche et secteurs de droite. A Yenimahalle à Ankara, le quartier est alors coupé en deux au cours de la décennie 1970 :

« Le quartier était 'tenu' par les mouvements de gauche. Ils organisaient des tours de garde et quadrillaient le périmètre, une dizaine de rues aux frontières très précises : 'en bas, dès que tu dépassais l'école, alors tu étais chez les fascistes' [au sud du quartier, à sa jonction avec Bahçelievler] »¹.

C'est également le cas à Keçiören² ou à Mamak qui concentre à la fois certains des quartiers les plus ancrés à gauche (Hüseyingazi, Tuzlucaıyır, Tepecik, Şirintepe) ce qui lui vaut le surnom de « petit Moscou » (*küçük Moskova*)³ et des quartiers fortement ancrés à droite comme Boğaziçi⁴. C'est auprès des frontières et dans ces « espaces disputés »⁵, de manière constante ou temporaire, que se produisent les affrontements les plus violents (cf. infra II-C-2). Les quartiers de Tepecik ou de Beşevler⁶ à Ankara sont de ceux-ci. Le massacre de Bahçelievler est à cet égard révélateur : le 9 octobre 1978, six militants du TIP sont torturés puis brûlés par des militants du MHP dans un quartier que ces derniers dominaient alors⁷. Cet acte vise à effrayer les autres groupes et leurs militants afin qu'ils quittent le quartier et assurent au MHP une hégémonie totale sur cet espace.

Les populations locales participent, avec plus ou moins d'entrain, aux activités « révolutionnaires » (séminaires, lectures, crèches) mises en place par les groupes et participent parfois financièrement à leur maintien (cotisation, achat de nourriture et coopératives)⁸. Il faut toutefois nuancer le tableau et préciser que la jeunesse, le plus souvent masculine, constituait l'essentiel de l'activisme révolutionnaire dans ces quartiers. Les autres générations, plus suspicieuses, restent très largement en dehors des conflits, même si elles

¹ FLICHE, B., *Odyssées turques. Les migrations d'un village anatolien*, op. cit., p. 93.

² Entretien avec Fecire, Ankara, 20/06/2014.

³ Entretien avec Özgür, Ankara, 12/11/2014.

⁴ Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 01/11/2013.

⁵ MATHIEU L., « Les manifestations en mai-juin 68 », in DAMAMME D., GOBILLE B., MATONTI F. & PUDAL B. (dirs.), *Mai-juin 68*, op. cit., p. 196.

⁶ « Beşevler bölgesindeki faşist işgali kıracağız » [Nous briserons l'occupation fasciste du quartier de Beşevler], *Dev-Yol*, n°17, 01/05/1978, p. 7.

⁷ « Ankara'da hunharca cinayet. TIP'li 6 genç öldürüldü » [Assassinat brutal à Ankara. 6 jeunes du TIP ont été tués], *Milliyet*, 10/10/1980.

⁸ Entretien avec Leyla, Ankara, 18/11/2014.

sont parfois prises à partie par des militants de groupes opposés en raison de leur lieu d'habitation qui les « marque » politiquement. A mesure que la tension monte et que les altercations se font de plus en plus violentes, les organisations révolutionnaires décident d'investir davantage les quartiers qu'elles contrôlent¹ ou au sein desquels elles ont de nombreux sympathisants. DY essaie d'organiser les populations au sein des « comités de résistance » [*Direnış Komiteleri*²]. Ses cadres dirigeants se répartissent les espaces urbains à organiser et politiser à partir de l'été 1977³. Cette implantation dans les différents quartiers va de pair avec une recherche d'implication dans d'autres espaces urbains.

4) Utiliser l'espace urbain pour montrer sa force : investir les « zones franches »

A partir des années 1970, la rue devient un espace central des mobilisations politiques⁴. Les « zones franches » identifiées plus haut sont des lieux hautement symboliques que mobilisent les organisations révolutionnaires et d'extrême droite pour faire démonstration de leur force. Ces actions sont tout autant destinées à (re)souder le groupe qu'à impressionner l'adversaire tout en cherchant à séduire de potentielles recrues.

Les zones franches sont des espaces qui ont souvent une forte dimension symbolique qu'il s'agit de capter en l'occupant de manière à la fois temporaire et répétée. A Istanbul, le lieu primordial est la place Taksim à Beyoğlu qui devient un « lieu de mémoire »⁵ (cf. chapitre 5), notamment après le 1^{er} Mai 1977 au cours duquel 38 personnes perdent la vie dans une bousculade qui suit une fusillade. Le second espace symbolique stambouliote est la place Beyazit qui se situe devant la plus ancienne université de Turquie, l'IÜ, au cœur de la vieille ville. Elle est le lieu de rassemblement de la majorité des protestations étudiantes et le lieu des affrontements les plus violents avec les forces de sécurité et les militants Idéalistes. A Ankara l'*Anıt Kabir* [mausolée d'Atatürk] est moins utilisé dans les années 1970 que dans les années 1960. Il garde pourtant un prestige symbolique central. Les groupes qui s'y rendent

¹ *Dev-Yol*, n°29, 18/07/1979, p. 5.

² ERDOĞAN F. E., *Direnış Komiteleri. Faşizme karşı demokratik halk iktidarı yolunda* [Les comités de résistance. La voie du pouvoir démocratique et populaire contre le fascisme], Istanbul, Pratika, 2013.

³ Sedat Göçmen est ainsi responsable de l'ouest de la ville, Melih Pekdemir de l'Est (Mamak), Akın Dirik de Çankaya et de Dikmen, GÖÇMEN S., *Fırtınalı denizin yolcuları*, op. cit., p. 84.

⁴ FIRAT D. (dir.), *Sokağın Belleği. 1 Mayıs 1977'den Gezi Direnişine Toplumsal Hareketler ve Kent Mekanı* [La mémoire de la rue. Du 1er mai 1977 à la résistance de Gezi. Mobilisations sociales et espace urbain], Istanbul, Dipnot, 2014.

⁵ NORA P. (dir.), *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1984.

cherchent à capter l'héritage de l'« inventeur de la Turquie moderne »¹ et sa dimension révolutionnaire tout en montrant aux autorités qu'ils ne dérogent pas à ces mêmes principes et qu'ils ne sont pas des « ennemis de la patrie » [*vatanın düşmanları*]. Les autres lieux de rassemblement ankariotes sont les places Tandoğan² et Kızılay à l'orée du quartier de Çankaya qui concentre tout ce que le pays compte de ministères, ambassades et institutions centrales. Cette place, emblème de la modernité d'Ankara est privilégiée par les groupes pour sa dimension symbolique, sa taille³, son accessibilité facile depuis les différents campus mais également parce que la place d'Ulus, place historique d'Ankara⁴, se situe dans un quartier largement dominé par les militants Idéalistes.

L'espace urbain est investi de manière massive lors des funérailles [*cenaze töreni*] de militants abattus par le camp adverse. La célébration des martyrs [*şehit*] donne lieu à des défilés monstres pouvant rassembler plusieurs dizaines de milliers de personnes. Le cercueil, recouvert d'un drapeau turc, est porté dans les rues jusqu'au cimetière après avoir traversé une haie d'honneur composée de militants le poing levé. La production de cette dimension sacrificielle du militantisme⁵ s'accompagne de l'affichage sur les murs de feuilles, reproduites dans les publications militantes, représentant la victime. Cette pratique perdure jusqu'à aujourd'hui, quoique de manière beaucoup moins massive, dans les célébrations des victimes du coup d'Etat de 1980. Les manifestations du 1^{er} Mai suivent le même schéma. Les deux manifestations de 1976 et 1977 ont rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes. Les cortèges se forment en différents points de la ville (Sirkeci, Beşiktaş à Istanbul, Dikimevi, Mamak à Ankara) et convergent ensuite vers le lieu de rassemblement final (Taksim, Kızılay ou Tandoğan). Les militants défilent derrière les banderoles de leurs organisations, clamant des slogans ou chantant. Les manifestations sont encadrées par un service d'ordre armé de bâtons et, de manière clandestine, d'armes à feu. Suite à la tragédie de 1977, puis en raison de l'instauration de la loi martiale, les rassemblements de 1978 et 1979 sont interdits par les autorités⁶.

¹ DUMONT P., *Mustafa Kemal invente la Turquie moderne*, op. cit.

² PEKDEMİR M., *Devrimcilik güzel şey be kardeşim*, op. cit., p. 107.

³ Au carrefour de deux des principales avenues d'Ankara, Atatürk Bulvarı et Gazi Mustafa Kemal Bulvarı, la place compte un grand parc (Güven Park) propice aux vastes rassemblements.

⁴ On y trouve la statue d'Atatürk à cheval ainsi que le siège, tout proche, de la première Assemblée nationale de la Turquie républicaine.

⁵ BOUMAZA M. & CAMPANA A., « Comment fabrique-t-on des martyrs ? Enjeux théoriques et méthodologiques », *Signes, Discours et Sociétés*, n°15.

⁶ La manifestation du 1^{er} mai 1978 est interdite par le gouvernement Ecevit au grand dam de la gauche turque. Cette décision participe à l'éloignement entre les organisations de gauche et le CHP.

Ces zones franches ne sont pas toujours pacifiées, loin de là. Les manifestations se terminent souvent par des affrontements entre groupes de gauche et forces de l'ordre soit entre groupes de gauche et groupes de droite. Par ailleurs, des incursions temporaires dans les zones franches peuvent donner lieu à des altercations violentes. Yavuz, directeur de la chambre des architectes dans les années 1970 et ancien proche de Mahir Çayan, raconte ainsi en entretien qu'il a été attaqué et violemment frappé à Kızılay par un commando MHP qui l'attendait¹. Ces espaces sont donc des enjeux pour les organisations politiques qui cherchent à en capter la dimension symbolique et à y mettre en scène leur force. Ce sont également des lieux vers lesquels les organisations exportent la violence et cherchent à toucher leurs adversaires qui sont alors plus fragiles que dans les espaces qu'ils contrôlent de manière plus étroite. A l'assemblage quelque peu statique de ces différents types d'espace doit maintenant s'ajouter l'analyse des circulations dans l'espace urbain.

5) Un essai de typologie des mobilités militantes

Le dernier point à considérer dans l'étude de la spatialisation de l'implantation révolutionnaire à Istanbul et Ankara est la question des circulations. Dans un pays où les moyens de communication sont encore peu développés et largement inaccessibles aux groupes de gauche, la mobilité militante est un élément crucial. Elle permet de diffuser l'information, les consignes et, surtout, les publications. J'ai identifié quatre types de circulations qui répondent à des temporalités propres : la mobilité intra-urbaine, la mobilité interurbaine, la mobilité villes-campagnes et la mobilité internationale.

Il faut d'emblée distinguer, en ce qui concerne la mobilité intra-urbaine, différentes modalités de circulation. La circulation quotidienne d'abord est liée aux déplacements des militants entre leur lieu d'habitation et leur lieu d'étude qui est, le plus souvent, le siège de la cellule à laquelle ils appartiennent. Cette mobilité doit tenir compte de la couleur politique des quartiers dans les itinéraires empruntés et relève donc d'un savoir pratique, d'une cartographie mentale à la fois individuelle et collective progressivement apprise et évolutive selon l'état du « front ». Par exemple, les étudiants d'ODTÜ venant en ville doivent traverser les quartiers ouest d'Ankara (Bahçelievler, Tandoğan), majoritairement de droite et où les militants Idéalistes sont bien implantés : « Quand on passait à Bahçelievler les fascistes nous jetaient

¹ Entretien avec Yavuz, Ankara, 01/11/2013.

des pierres »¹. Les déplacements se font presque toujours en groupe, notamment dans le secteur disputé d'Hacettepe, afin d'éviter d'être agressés sur le chemin entre les *yurt* et l'université. Comme le raconte Nejat qui résidait en *yurt* à Fatih à Istanbul :

« P: Les yurt de gauche étaient dans quels quartiers?

N: Les yurt de gauche... un peu partout. Par exemple, Kadirga [Kumkapı] en direction de Yenikapı. Il y avait aussi la cité universitaire Atatürk à Topkapı je crois. [Silence] Dans des lieux comme Vatan Caddesi [à Fatih].

P: A l'époque Fatih était à gauche ?

N: Des personnes de gauche à Fatih... non Fatih est un endroit différent. Fatih est un endroit avec une grande proportion d'islamistes... du MHP, des *ülkü ocakları*, des fascistes, on ne pouvait pas y aller. Ils restaient de leur côté. Nôtre espace était une petite île en fait. De manière générale il y avait des *ülkü ocakları*. Nous ne pouvions aller ni dans les rues plus loin ni celles de derrière ni celles au-dessus. Il y a avait seulement une sortie dans cette avenue que nous pouvions utiliser. En sortant par là on était tranquille. Mais c'était un coin dangereux c'est sûr »².

Ensuite les trajets plus exceptionnels liés aux manifestations ou aux cortèges funéraires, précédemment évoqués, empruntent des itinéraires spécifiques dans la ville. Les données collectées concernant ces événements indiquent que les cortèges partent souvent des universités (Hacettepe et SBF à Ankara) pour converger vers Kızılay, point central de la ville en passant par Kurtuluş et Cebeci. Là encore, le trajet entraîne souvent des affrontements puisque les quartiers traversés de Kurtuluş et Kolej sont majoritairement à droite. A titre de comparaison, les manifestations de droite, moins nombreuses, aboutissent également à Kızılay ainsi qu'à Tandoğan en partant de Bahçelievler³. A Istanbul, les cortèges de gauche partent soit de Beyazıt (campus d'IÜ) et descendent vers Sirkeci et Eminönü comme le 16 mars 1978, soit ils démarrent en plusieurs points de la ville (Beşiktaş, Eminönü, Kadıköy...) et convergent vers Taksim, notamment lors des manifestations du 1^{er} mai⁴.

La mobilité interurbaine est souvent directement liée à l'activité militante : elle est le fait de militants, le plus souvent les cadres, qui entretiennent les connexions avec leurs homologues dans les différents lieux où l'organisation s'est implantée. Ils s'y rendent pour aider à l'organisation locale et mobiliser les troupes. Sedat Göçmen, cadre ankariote de DY, raconte que le lieu des réunions du comité central devait initialement alterner entre Istanbul et Ankara⁵. Pour aider les militants de DY à se rendre à Istanbul lors des manifestations du 1^{er} mai 1976, la TMMOB leur prête quatre bus en 1976 puis huit en 1977⁶. Cependant, la communication entre les villes n'est pas toujours aisée et les comités locaux se développent

¹ Entretien avec Yalçın, Ankara, 11/06/2014.

² Entretien avec Nejat K., Ankara, 20/09/2013.

³ Entretien avec Saime, Istanbul, 30/04/2015.

⁴ ATAY K. (dir.), *1 Mayıs 1977*, op. cit.

⁵ GÖÇMEN S., *Fırtınalı denizin yolcuları*, op. cit., p. 77.

⁶ COLL., *Tarihle söyleşiler*, op. cit., pp. 205 & 207.

souvent de manière relativement autonome, y compris au sein des grandes métropoles. Masis assure ainsi que les branches des organisations dans les différentes villes étaient « relativement isolées »¹.

La mobilité entre villes et campagnes recouvre deux dimensions : les tentatives de d'implication des paysans dans le combat politique d'une part et les retours temporaires des militants dans leur famille pour les vacances scolaires, notamment estivales, d'autre part. Gün Zileli raconte dans ses mémoires les tentatives d'implantation dans les espaces ruraux en vertu de la théorie maoïste dont il se réclame alors². Cette politisation des campagnes, bien réelle dans certains espaces (Tunceli, Elazığ...) et articulée à des solidarités ethniques ou religieuses minoritaires, mériterait des recherches approfondies. La demande d'une réforme agraire qui redistribuerait aux paysans la terre confisquée par les propriétaires terriens, les fameux *ağha* dont Yaşar Kemal a dressé un portrait terrifiant dans ses romans, est alors un thème largement répandu au sein de la gauche tenante de l'implantation révolutionnaire rurale (issue du TPK-ML/TIKKO ou du TIKP). Sedat Göçmen raconte que le comité central de DY se répartit le territoire turc et que les dirigeants partent régulièrement dans la région dont ils sont responsables, et souvent originaires, pour participer à la construction locale de l'organisation : Ali Alfatlı dans la région égéenne, Mehmet Ali Yılmaz dans la Çukurova (Adana) et dans le Sud, Ali Başpınar à Kars et dans l'Est, Melih Pekdemir en Anatolie centrale etc. Sedat, quant à lui, part en Thrace, sa région d'origine, avant d'être ensuite envoyé sur la Mer Noire³. Özer, alors lycéen sur la côte de la Mer noire est plus sceptique quant à la réceptivité des paysans aux théories révolutionnaires de DY. Il les voit plus souvent « sourire » devant les explications des jeunes exaltés que prendre les armes⁴. Les interactions entre villes et campagnes s'opèrent également lors du retour des étudiants dans leur familles pour les *bayram* (fêtes de la fin du ramadan) et les vacances d'été⁵. Ces retours dans le village ou le bourg d'origine, plus ou moins réguliers suivant l'éloignement et le budget de l'étudiant, sont vécus de manière différente suivant que le contexte est plus ou moins réceptif à l'engagement militant (chapitre 3).

Contrairement à la fin des années 1960 qui voit se développer des liens entre la résistance palestinienne et la gauche turque, la mobilité internationale est marginale dans les années 1970, même si certains groupes entretiennent des contacts avec leurs homologues

¹ Entretien avec Masis, Istanbul, 24/06/2014.

² ZILELI G., *Havariler (1972-1983)*, op. cit., pp. 208-219.

³ GÖÇMEN S., *Fırtınalı denizin yolcuları*, op. cit., p. 85.

⁴ Entretien avec Özer, Ankara, 30/05/2014.

⁵ BILICI N., *12 Eylül'e giden yol (Bir hukuk öğrencisinin günlükleri: 1976-1980)*, op. cit., p. 16.

européens. Il s'agit alors principalement des trotskystes, à travers la IV^e Internationale¹, et des maoïstes. Ces organisations sont celles dont les militants sont les plus dotés en capitaux économique et culturel. Gün Zileli souligne dans ses mémoires les liens que le TIKP entretient avec les maoïstes français et notamment avec Jacques Jurquet². Ces contacts sont facilités par la présence, depuis la fin des années 1960, de militants maoïstes turcs en France, venus pour leurs études et/ou pour fuir la répression consécutive au coup d'Etat du 12 mars 1971³ (chapitre 3). Plus qu'un soutien réel dans les affrontements qui ont lieu en Turquie au cours de la décennie 1970, ces réseaux constituent néanmoins des portes de sortie quand la répression s'abat sur le pays après le 12 septembre 1980.

C) Mettre en œuvre la violence politique

Ce « détour » par l'inscription locale et spatiale des groupes révolutionnaires au cours des années 1970 est central pour comprendre les logiques de la mise en œuvre de la violence politique. La violence, qui a longtemps focalisé l'attention de la littérature au détriment du fonctionnement interne des organisations et de leur enracinement dans le paysage sociopolitique dans lequel elles étaient implantées, ne saurait en effet être seulement rapportée à la question idéologique.

1) Démêler les logiques de la violence politique

Traiter des logiques de la violence politique impose de se prémunir contre un important écueil analytique que constitue la survalorisation de la violence dans la littérature concernant la gauche de cette période ainsi que dans les discours *a posteriori* qui ont justifié la répression dont elle a fait l'objet⁴. Dans les recherches, on observe également un penchant culturaliste qui tend à faire de la violence une émanation mécanique de la culture de l'honneur et de la vendetta⁵. S'il est indéniable que la gauche turque reformule et réactualise des pratiques sociales historiquement ancrées, notamment en matière sexuelle ou de valorisation de l'autorité (voir chapitre 3), on ne saurait considérer que c'est l'importation d'un code de

¹ Entretien avec Ergun, Istanbul, 14/05/2014.

² ZILELI G., *Havariler (1972-1983)*, op. cit., p. 229.

³ Entretien avec Nedim, Paris, 16/02/2015.

⁴ MILLI GÜVENLİK KURUMU, *12 September in Turkey: Before and After*, op. cit.

⁵ ZÜRCHER E. J., *Turkey. A Modern History*, op. cit., p. 263.

comportement « villageois » en ville qui a rendu possible le recrutement et la légitimation de la violence auprès de groupes de jeunes originaires des campagnes¹. Le prochain chapitre montre, au contraire, que cette explication faisant des campagnes des lieux structurellement violents par rapport à la « civilisation urbaine », est contredite par l'analyse des trajectoires des acteurs. S'il n'est pas question d'éluider la violence mise en œuvre par les organisations révolutionnaires et leurs militants, celle-ci ne revêt pas, pour la majorité des militants d'alors, le caractère systématique et armé que lui prête la littérature.

L'usage de la violence a en effet tendance à polariser l'attention et empêche de la replacer dans l'ensemble des activités menées par les organisations de gauche comme de droite. Elle n'est en effet qu'une des modalités du militantisme et n'est pas mise en œuvre à l'aveugle ni de manière inconsidérée². Elle se mêle bien souvent avec l'usage de modes d'action non violents³. La violence politique est inscrite dans un maillage complexe de relations sociopolitiques impliquant une pluralité d'acteurs⁴. Elle n'est enfin pas homogène dans sa mise en œuvre et recouvre un ensemble de pratiques disparates qui vont des menaces, des bagarres et passages à tabac aux homicides commis sur des individus préalablement identifiés aux attentats à la bombe. Elle est le fait, dans sa dimension féroce (assassinats, attentats), de groupes circonscrits, spécialisés et expérimentés, au sein des organisations politiques et ne concerne par conséquent pas, ou marginalement, l'ensemble des militants. Réintégrer la violence dans l'ensemble des pratiques militantes est une manière de ne pas l'exceptionnaliser dans un contexte qui la mobilise largement et dans la mesure où elle n'est pas un critère distinctif dans l'échantillon, tout en permettant de battre en brèche le mythe présent dans la littérature de l'époque sur la gauche nécessairement et largement « terroriste »⁵. En ce qui concerne les individus enquêtés dans le cadre de la thèse, la violence est essentiellement défensive, non pas par pacifisme, mais faute de moyens pour la rendre réellement offensive. L'élévation des niveaux de violence est favorisée par la compétition entre groupes idéologiquement proches mesurant ainsi leur ferveur à la cause et avec les

¹ KARPAT K., "Turkish Democracy at Impasse: Ideology, Party Politics and the Third Military Intervention", in *Studies on Turkish politics and Society: Selected Articles and Essays*, Leiden, Brill, 2004, p. 301.

² DELLA PORTA D., « Mouvements sociaux et violence politique », *art. cit.*.

³ *Dev-Sol*, groupe réputé pour son emploi de la violence, mêle, au cours de ses campagnes des années 1970 la violence et d'autres modes d'action : pendant sa « Campagne contre l'impérialisme, la terreur fasciste, le chômage et le coût de la vie » en juillet-août 1979 à Istanbul ont lieu des manifestations devant la chambre de commerce et la « réappropriation » de stocks de nourriture et distribution à la population. Pendant la « campagne contre la torture dans les commissariats et l'oppression policière » en janvier-février 1980 ont lieu attaques de commissariats à Istanbul, des saisies d'armes et des placardages d'affiches, DEVRIMCI SOL, *Revolutionary Left, op. cit.*, pp. 7, 9 & 11

⁴ BOSI L., « État des savoirs et pistes de recherche sur la violence politique », *Critique internationale*, 2012/1, n°54, p. 171-189.

⁵ SAYARI S., "The Terrorist Movement in Turkey: Social Composition and Generational Changes", *art. cit.*

groupes opposés perçus comme des auxiliaires ou les alliés des forces répressives. La violence est le plus souvent mise en œuvre lors d'accrochages sur les campus et dans les quartiers avec les militants d'extrême droite, lors de bagarres avec des militants d'organisations concurrentes ou lors d'affrontements avec la police. Cette violence est donc à distinguer de la violence clandestine des organisations armées précédemment évoquées. Mettre de côté ces organisations ne revient pas à minorer leur action ou à faire des militants de gauche des simples victimes des nationalistes. Cela permet de rendre compte du groupe d'enquêtés rencontrés et des logiques militantes au sein d'espaces dans lesquels les organisations clandestines sont largement minoritaires sinon absentes (hormis *Dev-Sol*). Si l'on devait résumer la violence mise en œuvre par les organisations révolutionnaires, on pourrait recourir à la notion de « violence semi-militaire », c'est-à-dire relativement organisée mais de bas niveau¹.

La gauche et la droite radicales sont dans une « dynamique de couple »² qui les conduit à radicaliser réciproquement leurs répertoires d'action, d'autant plus lorsqu'ils sont en situation de coprésence. On peut ainsi considérer que la période valorise très largement l'usage de la violence comme modalité légitime de l'action politique, qu'il s'agisse, de manière classique, de défendre le pays contre les communistes (pour le MHP) ou que ce soit pour hâter la révolution et se défendre contre la fascisation du régime – attestée par l'alliance de l'AP et du MHP – ou encore contre l'impérialisme. On retrouve là les registres de justification de la violence mis en lumière par Isabelle Sommier : le registre matérialiste (la violence est nécessaire et imposée par l'ennemi), le registre Idéaliste (la violence comme instrument de libération, individuelle comme collective) et la « légitimation pratique » enfin qui est celle de « l'antifascisme militant » très fort alors³. Cependant, on trouve au final peu d'éléments dans les textes d'extrême gauche sur la légitimation de la violence, celle-ci paraissant aller de soi et relevant davantage de la pratique révolutionnaire que de la théorie⁴. Les débats portent surtout sur l'accusation de « révisionnisme » ou de « social-fascisme » proférés à l'encontre des partis qui la rejettent au nom du réformisme (le TIP) ou pour son aspect contreproductif et aventureux (TIKP).

Enfin, il faut tenir compte de la temporalité dans l'usage de la violence. Le précédent chapitre soulignait la progressive montée en puissance de son usage. On ne recourt pas à la

¹ DELLA PORTA D., *Social Movements, Political Violence, and the State*, op. cit..

² SOMMIER I., *La violence révolutionnaire*, op. cit., p. 64.

³ *Ibid.*, p. 21.

⁴ KARPAT K., « Turkish Democracy at Impasse: Ideology, Party Politics and the Third Military Intervention », op. cit., p. 300.

violence selon la même intensité ni selon les mêmes modalités en 1975 et en 1980¹. Certaines organisations se positionnent, à partir de la proclamation de l'état de siège dans une « perspective de guerre civile »² et réfléchissent de manière plus intense à la lutte armée. Les possibilités de recours à la violence découlent également de l'état des forces militantes et matérielles dont disposent les organisations. Les moyens ne sont pas les mêmes lors de la reconstitution des groupes (après 1974) et lorsque ceux-ci doivent se défendre et attaquer les groupes d'extrême droite qui recourent à des assassinats de plus en plus nombreux à partir de 1978. Les espaces dans lesquels cette violence se déploie varient également au cours du temps. Si elle est initialement concentrée sur les campus universitaires et leurs abords, elle se répand petit à petit vers d'autres espaces urbains (quartiers périphériques, espaces publics...). Elle dépend des rapports de force locaux et, enfin, du niveau de répression. Il est en effet important de noter que la répression à l'encontre de la gauche, n'est jamais aussi forte que sous les gouvernements de Front nationaliste, c'est-à-dire lorsque le MHP participe au pouvoir ou, à partir de la fin de l'année 1978, lorsque les militaires sont en charge de la répression des activités dites « subversives ».

2) Les logiques de la violence politique à Istanbul et Ankara

Tout au long des années 1970, la violence entre gauche et droite est essentiellement urbaine et touche relativement peu les campagnes³. Il s'agit ici de tester l'analyse localisée et spatialisée sur les dynamiques de mise en œuvre de la violence politique afin de saisir les ressorts géographiques de la violence et leur éventuelle correspondance avec les différentes logiques territoriales dégagées plus haut.

Contrairement au MHP qui fournit à ses militants les armes et explosifs nécessaires aux différentes opérations planifiées par la hiérarchie, les organisations de gauche sont plus démunies en ressources militaires. Si le MHP a les moyens de mettre en place des camps

¹ L'augmentation de l'usage de la violence par le MHP et ses organisations satellites à partir de 1978 correspond à la perte par ce dernier de ses positions gouvernementales, GOURISSE B., « Participation électorale, pénétration de l'État et violence armée dans la crise politique turque de la seconde moitié des années 1970. Contribution à l'analyse des crises politiques longues », *art. cit.*, p. 180.

² *THKP-C ve Devrimci Yol'dan bugüne geçmiş değerlendirmesi. Bu tarih bizim, op. cit.*, p. 106.

³ La campagne devient d'ailleurs un refuge pour certaines populations, notamment aléviés, qui se sentent menacés en ville et retournent parfois dans leur village d'origine pour échapper à la violence. FLICHE B., « 'Écraser le serpent' ? Violences privées et violences politiques dans l'espace rural turc », *Etudes rurales*, 2010/2, n°186, p. 197.

d'entraînement à la violence¹ – bien qu'il le nie –, ce n'est pas le cas de la gauche dont les militants s'auto-organisent et improvisent le plus souvent la mise en œuvre de la violence, même si celle-ci connaît également une tendance à la militarisation à partir de 1978/1979. Seules certaines cellules au sein de certaines organisations (*Dev-Sol*, *Dev-Yol*...) disposent d'armes efficaces et sont chargées des missions d'assassinat. A l'échelle locale, les militants se cotisent pour acheter des armes de contrebande en provenance du bloc de l'Est². Les membres des services d'ordre sont armés lors des manifestations mais la grande majorité des manifestants utilise des bâtons lors des bagarres ou recourt aux moyens à disposition lors des affrontements avec la police et les gendarmes (jets de pierres...). Une approche trop restrictive de la violence politique amènerait à ne considérer que les affrontements ayant entraîné la mort d'une ou plusieurs personnes. De manière routinière, la violence mise en œuvre n'est pas nécessairement mortelle dans le but de contrôler temporairement un espace précis ou lors de rencontres impromptues entre groupes opposés. Grâce aux intimidations et à l'usage de la force physique, des groupes parviennent à mettre la main sur un ensemble d'espaces, et donc de ressources, durables ou non, qu'ils mettent à profit : contrôler un coin de rue, c'est s'assurer de pouvoir y vendre les publications de l'organisation ; défendre une *yurt*³, c'est se donner la possibilité d'y loger ses membres et d'entretenir la sociabilité entre militants, d'y cacher des armes, d'y imprimer ses tracts et ses affiches.

Au tout début des années 1980, deux chercheurs turcs, Artun Unsal et Ruşen Keleş, ont proposé une analyse de la violence urbaine au cours des années 1970, gauche et droite confondues. Bien qu'ils affirment que la violence est principalement le fait de la gauche⁴, il est aujourd'hui démontré que c'est la droite qui est la principale responsable du nombre de victimes au cours de la période⁵. En ce qui concerne Istanbul et Ankara, ils donnent, pour la période 01/1978-09/1979, le chiffre de 414 victimes à Istanbul et 190 à Ankara soit 20,1% et 9,2% des victimes sur la période sur l'ensemble du territoire (2 055 morts)⁶. Les deux villes condensent donc à elles seules le tiers des victimes d'affrontements meurtriers. Les données, plus faibles concernant Ankara, permettent néanmoins d'identifier les quartiers les plus

¹ *Ülkücü Komando Kampları. AP Hükümeti'nin 1970'te Hazırlattığı MHP Raporu* [Les camps de commandos Idéalistes. Les rapports qu'a fait préparer le gouvernement AP en 1970], Istanbul, Kaynak Yayınları, 1978.

² NOBÉCOURT J., « Un pays menacé. L'anarchie et la démocratie », *Le Monde*, 25/07/1980.

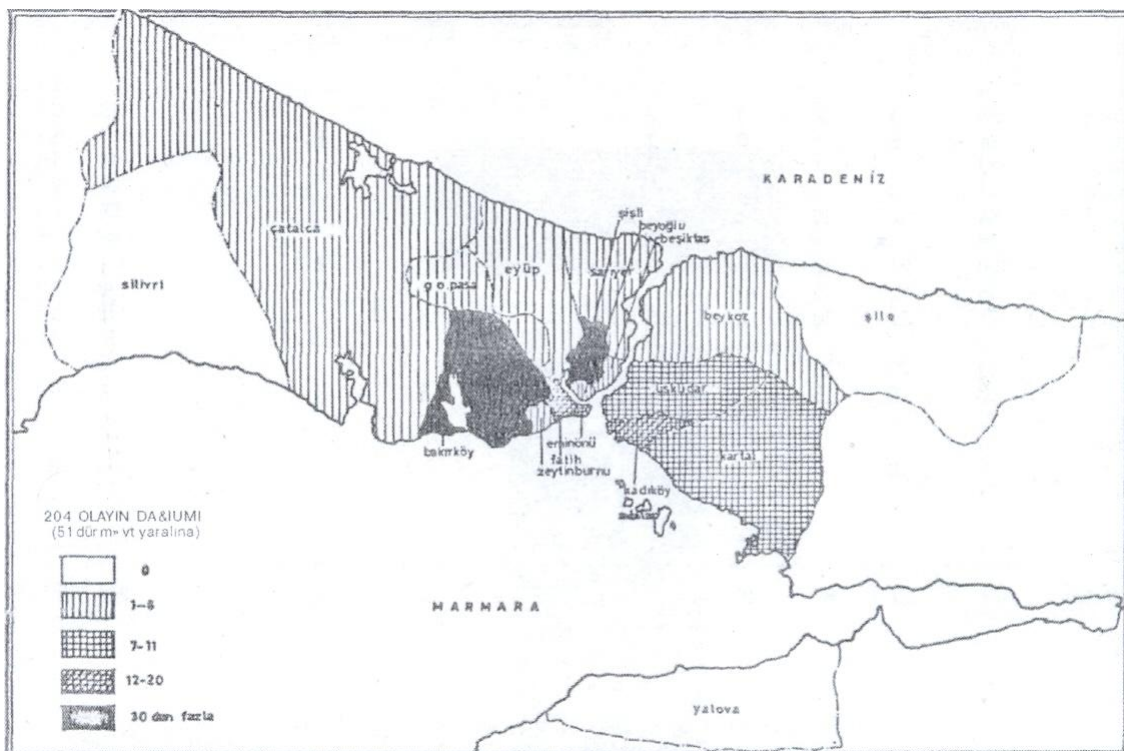
³ « Öğrenciler dün de çatıştı 25 genç yaralandı » [Des étudiants se sont encore battus hier, 25 jeunes blessés], *Milliyet*, 10/05/1974.

⁴ Selon eux, entre 1975 et 1979, 41,6% des faits de violence seraient le fait de la droite et 58,4% de la gauche à Istanbul contre 21,3% et 78,1% respectivement à Ankara, KELEŞ R. & UNSAL A., *Kent ve siyasal şiddet*, op. cit., p. 87.

⁵ GOURISSE B., *La violence politique en Turquie. L'Etat en jeu (1975-1980)*, op. cit.

⁶ KELEŞ R. & UNSAL A., *Kent ve siyasal şiddet*, op. cit., p. 39.

concernés par la violence. Ils correspondent aux quartiers identifiés comme les frontières et lieux de friction entre gauche et droite : Kızılay et Altındağ (qui abrite notamment l'université Hacettepe)¹. En ce qui concerne Istanbul, on retrouve Fatih où se trouvent nombre de *yurt* et le campus d'IÜ, Sişli où se côtoient quartiers de gauche et de droite, Kadıköy, Eminönü et Kartal², importante zone industrielle. Keleş et Unsal proposent une carte de la répartition des victimes pour le mois d'octobre 1980, juste après le coup d'Etat du 12 septembre. On retrouve les quartiers susmentionnés auxquels il faut ajouter Bakırköy, à l'ouest de la ville, périphérie qui concentre à la fois *gecekondu* et zones industrielles disputés entre gauche et droite.



Carte II-1 : Carte représentant le nombre de victimes par quartier au cours du mois d'octobre 1980 à Istanbul.

Source : KELEŞ R. & UNSAL A., *Kent ve siyasal şiddet*, op. cit., p. 71

Les deux auteurs donnent également des précisions sur le lieu où les victimes ont été tuées pour la période 1975-1979 : 39,4% (312 sur 944) sont mortes dans des affrontements ou lors d'assassinats en pleine rue, 13,3% (126) sur leur lieu de travail lors des grèves et des affrontements avec les forces de l'ordre et les milices Idéalistes, 9,7% dans l'espace universitaire (92), 8% à la banque (76) lors de braquages, 5,3% dans les locaux des partis politiques (56), 5,2% dans les cafés (49), 3,1% dans les lycées et écoles (29) et 3% dans les

¹ *Ibid.*, p. 83.

² *Ibid.*, pp. 65 & 69.

locaux des autorités (commissariats, prison...) sous l'effet de la torture (28)¹. Si l'on met de côté les décès sur les lieux de travail qui concerne surtout les militants syndicaux, on constate que la rue est de loin le principal lieu d'exercice de la violence suivie des espaces universitaires, principalement les campus universitaires et les *yurt*.

Le dernier aspect important à considérer concerne la diversification dans le temps des lieux et des cibles touchés²: Si les affrontements se concentrent au départ sur les campus et dans les cités universitaires, ils débordent, à partir de 1976-77, sur d'autres espaces urbains. Progressivement ce sont les cafés comme à Balgat à Ankara³ ou à Beşiktaş⁴ à Istanbul, les maisons habitées par des militants ou leurs familles ainsi que les transports en commun⁵ qui sont pris pour cibles. On constate également une diversification des victimes. La violence est d'abord cantonnée aux affrontements entre militants jusqu'en 1977-1978. A compter de la fin 1978 celle-ci touche d'autres franges de la population. Les militants Idéalistes s'en prennent aux universitaires, aux députés du CHP (M. Koksaloğlu assassiné le 15 juillet 1980), aux syndicalistes comme Kemal Türkler (ancien président de la confédération DISK) le 22 juillet 1980 et aux journalistes de gauche, comme lorsqu'ils assassinent, le 1^{er} février 1979, Abdi Ipekçi, figure majeure du journal *Cumhuriyet*. A compter du début de l'année 1980 à Istanbul, *Dev-Sol* s'en prend aux dirigeants que ses militants estiment responsables de la « fascisation » de l'Etat : Gün Sazak, vice-président du MHP est tué le 27 mai 1980 comme Nihat Erim, premier ministre suite au mémorandum de mars 1971 est assassiné devant chez lui le 19 juillet 1980.

Face au développement de la violence dans les deux grandes villes du pays, les forces de sécurité semblent parfois débordées quand elles ne participent pas elles-mêmes aux affrontements, notamment en ce qui concerne la police⁶. Cette dernière ne parvient plus à entrer dans certains quartiers, comme Gülsuyu à Istanbul et Hüseyingazi à Ankara, et n'est pas suffisamment équipée pour faire face à certains groupes. Elle intervient toutefois lors des

¹ *Ibid.*, p. 55.

² UNSAL A., « L'armée ne se laissera pas entraîner par les provocations des terroristes » déclare le chef d'état-major », *Le Monde*, 04/09/1978.

³ « Ankara'da 3 kahve, Kilis'te öğretmenler lokali tarandı : 5 ölü » [3 cafés à Ankara et le local des enseignants de Kilis mitraillés : 5 morts], *Milliyet*, 11/08/1978.

⁴ « Beşiktaş'ta bir kahvede bomba patladı, 5 kişi öldü » [Un bombe explose dans un café de Beşiktaş, 5 morts], *Milliyet*, 16/12/1979, p. 1.

⁵ Comme en août 1978 où des militants Idéalistes ouvrent le feu sur un autobus municipal dans le quartier de Mamak, fortement ancré à gauche, « Ankara'da otomatik silahlarla taranan belediye otobüsünde 2 kişi öldü, 15 kişi yaralandı [A Ankara 2 morts et 15 blessés dans un autobus municipal mitraillé avec des armes automatiques] », *Milliyet*, 09/08/1978, pp. 1 & 9.

⁶ Fecire, militante de *Dev-Yol*, est arrêtée dans un quartier contrôlé par les Idéalistes et où la police est réputée leur apporter son soutien, entretien avec Fecire, Ankara, 20/06/2014.

bagarres entre étudiants des deux bords, arrêtant ceux qu'elle parvient à neutraliser¹. Toutefois, à de nombreuses reprises, les affrontements entre police et militants font des blessés de chaque côté² et parfois des morts³ comme lorsque les autorités partent à la « reconquête » du quartier du 1^{er} Mai à Istanbul. Quelques semaines après l'arrivée au pouvoir du second « Front nationaliste » le quartier est envahi par des bulldozers. Les altercations entre les habitants et les forces de l'ordre font 5 morts et 47 blessés⁴. Par la suite, la brouille entre les organisations de gauche et le CHP puis la proclamation de la loi martiale à la fin de l'année 1978 change la donne. Les militaires passent aux commandes en matière de sécurité et vont s'atteler à préparer et à mener la répression. Les gendarmes n'hésitent pas à recourir à la force comme lorsqu'ils abattent un des leaders étudiants du campus d'ODTÜ, Ertuğrul Karakaya, le 8 juin 1977 lors des protestations contre le recteur Hasan Tan⁵. Ils mènent une activité de renseignement, cartographiant les activités des groupes, leurs lieux d'activités et fichent un grand nombre de militants. Ce travail, mené en amont du coup d'Etat du 12 septembre, a constitué une importante « base de travail » pour le régime lors du lancement de la répression à vaste échelle début 1981. En parallèle, les militaires procèdent à des arrestations de plus en plus nombreuses et à des condamnations devant des cours martiales qui poussent certaines organisations révolutionnaires, en plus de la montée des tensions avec les militants Idéalistes, à se militariser davantage, accroissant encore la violence urbaine. Pour autant, les étudiants sont plus prudents dans leurs interactions avec les militaires, qu'ils soient gendarmes ou soldats de la troupe.

Ce second chapitre a cherché à articuler les logiques structurelles décrites dans le premier chapitre aux dynamiques locales et géographiques d'inscription des organisations révolutionnaires à Istanbul et Ankara. J'ai d'abord rendu compte de la structuration historique

¹ « Ankara'da 143 öğrenci gözaltına alındı » [143 étudiants interpellés à Ankara], *Milliyet*, 05/12/1974.

² Le 24 juin 1975 à SBF ont lieu des affrontements entre étudiants organisant un boycott des examens et policiers : 300 étudiants en garde à vue et huit policiers sont blessés, « Sınavı engellemek isteyenler polisle çatıştı, 300 kişi gözaltında » [Ceux qui voulaient bloquer les examens se sont battus avec la police : 300 personnes en garde à vue] *Milliyet*, 25/06/1975, p. 1.

³ Le 7 avril 1976 un militant de *Devrimci Gençlik* est assassiné à Ankara. Le même jour SBF et les *yurt Cumhuriyet* et *Hukuk Yurdu* sont occupées. La police tue deux militants à Kurtuluş dans des affrontements (Esari Oran et Burhan Barın). İÜ est occupée en réponse à ces événements, DEV-GENÇ, *Bağımsızlık, demokrasi ve sosyalizm mücadelesinde. Gençlik. Cilt. 1 1974-1980, op. cit.*, p. 131.

⁴ ASLAN Ş., *1 Mayıs Mahallesi. 1980 Öncesi Toplumsal Mücadeleler ve Kent, op. cit.*, p. 130.

⁵ ÇALIŞKAN N., *ODTÜ tarihçe. 1956-1980, op. cit.*, p. 231.

de ce que j'ai appelé, à la suite de Russell Curtis et Louis Zurcher, le « champ multi-organisationnel » de la gauche turque en montrant son ancrage historique mais également ses visions et divisions internes jusqu'à la fin de la décennie 1970. Je l'ai envisagé au sens large avant de recentrer mon analyse sur les seules organisations étudiantes ou d'origine étudiante.

J'ai ensuite montré l'intérêt d'un rapprochement entre analyse localisée *et* spatialisée dans l'analyse du militantisme afin d'approcher au plus près des interactions, des logiques de structuration internes et de captation des ressources. On ne peut en effet pas rendre complètement compte de ces logiques avec une approche qui resterait très largement « hors-sol », c'est-à-dire isolée des dynamiques spatiales à l'œuvre, et qui se satisferait d'une description de l'espace social que constitue, en un lieu et à un moment donné, le militantisme. On ne peut non plus autonomiser les organisations du contexte social, global et local, avec lequel elles interagissent. Cela s'avère d'autant plus nécessaire quand, ainsi que je l'ai montré, les ressources indispensables au développement des organisations sont indissociablement liées aux espaces sociaux et physiques qu'elles investissent.

Il faut désormais rendre compte des logiques individuelles d'engagement et de maintien dans les organisations révolutionnaires à Istanbul et Ankara. L'attention portée aux caractéristiques et aux trajectoires sociales des militants ainsi qu'à la socialisation militante dans les groupes révolutionnaires permettra, dans le prochain chapitre, de lier ensemble les caractéristiques du champ-multi-organisationnel aux trajectoires individuelles.

CHAPITRE 3 :

COMMENT DEVIENT-ON REVOLUTIONNAIRE ?

TRAJECTOIRES D'ENGAGEMENT RADICAL ET

FAÇONNAGE INSTITUTIONNEL AU SEIN DES GROUPES

REVOLUTIONNAIRES TURCS DES ANNEES 1970

« Vivre, c'est passer d'un espace à un autre, en essayant le plus possible de ne pas se cogner »¹

Après avoir analysé les évolutions de l'autoritarisme turc sur le long terme et avoir décrit la structuration progressive d'un champ multi-organisationnel de gauche au cours des années 1960-1970, il importe désormais de porter la focale sur les trajectoires individuelles des militants de la gauche radicale turque des années 1970.

Ce chapitre entend revenir sur les socialisations des militants pour tenter de dessiner, dans une perspective dispositionnaliste et interactionniste, la structuration des capitaux ayant contribué à forger une appétence pour la cause révolutionnaire. Il s'interroge sur les dynamiques de radicalisation en étant attentif à l'articulation entre trajectoires individuelles et effets de contextes. Je fais donc l'hypothèse que l'entrée et le maintien dans une carrière militante révolutionnaire, qui constitue sans aucun doute alors un engagement à « haut risque »², ne se comprend qu'à partir des trajectoires individuelles prises sur le long terme et dans la pluralité des sphères de vie qu'elles recouvrent. De plus, il faut également tenir compte des multiples contextes dans lesquels les acteurs sociaux se trouvent plongés au long de leur parcours³.

¹ PEREC G., *Espèces d'espaces*, Paris, Galilée, 2000 [1974], pp. 15-16.

² Doug McAdam décrit le militantisme à haut risque comme un engagement qui combine des risques et un coût élevés. Les coûts représentent la dépense de temps, d'argent et d'énergie pour la cause et les risques sont les dangers anticipés de l'engagement qu'ils soient physiques, sociaux, financiers ou juridiques, McADAM D., "Recruitment to High-Risk Activism: the Case of Freedom Summer", *American Journal of Sociology*, Vol. 92, n°1, 1986, p. 64-90.

³ Sans présupposer que ces contextes ont un effet mécanique sur les acteurs.

Je pars ici de l'idée directrice selon laquelle ce n'est pas la radicalité initiale qui produit la carrière militante révolutionnaire mais plutôt que l'évolution de cette dernière au sein des organisations révolutionnaires construit et entretient la radicalité. De même que la dimension locale et géographique est un élément clé pour la compréhension des processus de concurrence entre groupes, je considère que les rapports de force sociaux et politiques locaux ainsi que le parcours résidentiel des acteurs – qui est indissociablement social – jouent un rôle central dans les processus de radicalisation. Après avoir établi une cartographie des enjeux et de l'offre militante locale, il s'agit d'observer comment les acteurs s'insèrent dans ces logiques en fonction de leurs trajectoires personnelles. Pour autant, comprendre comment certains individus se sont engagés dans la gauche radicale ne doit pas conduire à en faire l'alpha et l'oméga de leur parcours, c'est-à-dire l'évènement central qui expliquerait l'intégralité de leur parcours – bien que cet engagement bref ait eu des conséquences biographiques durables (cf. chapitre 6).

Ce chapitre dessine, dans un premier temps, le contour d'une population militante aux trajectoires variées avant de s'intéresser aux dynamiques plurielles de radicalisation politique au cours des années 1970. La seconde partie analyse le façonnage institutionnel à l'œuvre au sein des groupes révolutionnaires turcs et ses effets socialisateurs plurivoques.

Section 1 : De la sociographie à l'étude des trajectoires biographiques des militants révolutionnaires turcs

Cette première partie vise à circonscrire la population militante des groupes révolutionnaires turcs au cours des années 1970. Elle cherche à affiner la connaissance des caractéristiques des cohortes impliquées ainsi que les caractéristiques socio-économiques de leurs membres en se fondant sur les sources chiffrées disponibles affinées par les résultats de mon enquête. Sur la base de ces données, elle analyse ensuite les trajectoires qui amènent certains individus à entrer dans ces groupes. Pour ce faire, j'analyse de manière conjointe les biographies individuelles et les effets de contexte qui facilitent l'entrée dans les groupes révolutionnaires : il s'agit ainsi de rendre compte de la pluralité et de la complexité des dynamiques à l'œuvre. C'est en liant les dimensions macro et méso-sociologiques précédemment développées et en les articulant aux caractéristiques individuelles des militants

engagés dans les deux espaces étudiés (Istanbul et Ankara) que l'on peut parvenir à rendre compte des trajectoires de radicalisation politique.

A) Une sociographie des groupes révolutionnaires turcs

S'attacher à décrire la composition sociale des groupes révolutionnaires turcs des années 1970 impose de tenir compte de deux éléments principaux : la composition en termes de cohortes impliquées et d'origine sociale des militants. Un tel travail permet, d'une part, de dresser des continuités entre les mobilisations des années 1960 et celles des années 1970 et souligne, d'autre part, la massification et la diversification des profils d'engagement.

1) Démêler les cohortes au sein des groupes révolutionnaires

Il est particulièrement difficile d'estimer le nombre d'individus concernés par l'engagement radical dans les années 1970 en Turquie – d'autant que les frontières ne sont pas toujours nettes entre militants et sympathisants, particulièrement dans certains quartiers où l'investissement politique est très fort. Il serait toutefois imprudent de considérer que ce dernier est homogène et généralisé sur l'ensemble du territoire. Si le phénomène frappe par son ampleur, il n'en demeure pas moins que la majorité de la population reste étrangère aux violences entre militants Idéalistes et socialistes. Comme l'écrit Jean Giono à propos des guerres d'Italie, la violence n'arrête pas (partout) les activités sociales : « les laboureurs labourent, les cordonniers font des souliers, les forgerons forgent, les paysans, les artisans, les commerçants [...] continuent à paysanner, à artisaner et à commercer »¹. Hormis au sein de quelques professions (policiers, enseignants), la politisation et l'engagement radicaux restent minoritaires.

Qui peuple les groupes révolutionnaires dans les années 1970 ? Leur composition est-elle fondamentalement différente de celle de la fin des années 1960 ? Nous verrons qu'il n'y a pas altérité totale entre les groupes des années 1960 (notamment *Dev-Genç*, marquée par des scissions violentes) et ceux des années 1970. La prise en compte de ce que Nancy Whittier a nommé les « micro-cohortes » permet de suivre, dans un même mouvement, les continuités et

¹ GIONO J., *Le désastre de Pavie. 24 février 1525*, Paris, Gallimard, 2012 [1963], p. 74.

les différences dans la composition des groupes avant et après le coup d'Etat de 1971¹. Mes données permettent d'observer, dans la structure générationnelle des groupes révolutionnaires, la cohabitation de trois cohortes successives².

La première est constituée de militants engagés, notamment au sein de *Dev-Genç*, à la fin des années 1960 et jusqu'en 1971. Il s'agit des militants nés entre 1945 et 1950. Le mouvement socialiste touche alors une population relativement restreinte, notamment dans les milieux universitaires et intellectuels. Jeunes étudiants, ils sont arrêtés et incarcérés après le coup d'Etat du 12 mars 1971, s'exilent en Europe ou au Moyen-Orient ou entrent dans la clandestinité. Le maintien en prison, en exil ou en clandestinité de « structures de rémanence »³ sous le régime technocratique et autoritaire de 1971-1973 a facilité la progressive reconstitution des partis légaux et des groupes clandestins⁴. La répression provoque un fort désarroi dans la population militante surtout après l'exécution des principaux leaders des organisations de guérilla (Gezmiş, Çayan et Kaypakkaya). Privés de leurs cadres, 4 000 militants sortent de prison suite à l'amnistie négociée par le gouvernement dirigé par Bülent Ecevit le 14 mai 1974⁵. Passée la première phase de recomposition des groupes, on observe rapidement un phénomène de scissiparité qui s'accélère dans la seconde moitié des années 1970 (cf. chapitre 2). Ce phénomène entraîne la multiplication des « petits leaderships »⁶ et une lutte pour la captation de l'héritage symbolique des organisations précédentes (THKP-C, THKO). Par exemple, les cadres de *Kurtuluş* sont tous des anciens de *Dev-Genç* : Mahir Sayın, Mustafa Kemal Kaçaroğlu, İlhami Aras, Ali Demir, Şaban İba⁷ et İsmet Öztürk⁸. Contrairement aux recrutements des deuxième et troisième cohortes qui concentrent des profils plus diversifiés, les relations interpersonnelles sont à la fois plus intenses et plus durables dans ce groupe initial qui se sépare de *Dev-Genç* en 1976 pour former *Kurtuluş*. Le capital symbolique de ces militants n'a de valeur qu'auprès de la jeunesse universitaire ou lycéenne et leurs savoir-faire militants ne correspondent pas aux

¹ WHITTIER N., "Political Generations, Micro-Cohorts, and the Transformation of Social Movements", *art. cit.*

² Mon groupe d'enquêtés compte respectivement 6, 14 et 10 individus dans ces trois cohortes.

³ TAYLOR V., « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes », *op. cit.*, p. 230.

⁴ Sedat Göçmen explique dans ses mémoires que les réunions clandestines se sont maintenues et que les publications révolutionnaires continuaient de circuler sous le manteau sur les campus, GÖÇMEN S., *Fırtınalı denizin yolcuları*, Istanbul, Ayrıntı, 2013, p. 44.

⁵ On note, à l'issue de l'amnistie de 1974 une diminution drastique du nombre de détenus qui passe alors de 56 157 à 25 995, TÜRKİYE İSTATİSTİK KURUMU, *İstatistik Göstergeler 1923-2009*, *op. cit.*, p. 108.

⁶ COMBES H. & FILLIEULE O., « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire. Modèles structuraux et interactions stratégiques », *art. cit.*, p. 1064.

⁷ AYAŞLI Y., *Yeraltında beş yıl. 12 Eylül anıları* [Cinq ans sous terre. Souvenirs du 12 septembre], Istanbul, Yordam Kitap, 2011.

⁸ ÖZTÜRK İ., *THKP-C'den Kurtuluş'a mücadele hayatım*, *op. cit.*

besoins des nouveaux partis de gauche (TIP, TSIP...), bien décidés à ancrer leurs actions dans la légalité et à pérenniser leurs activités politiques. Ces militants vont donc, dès leur retour sur les campus, s'employer à reconstituer le mouvement révolutionnaire et participer au ralliement de la seconde cohorte.

Les jeunes de cette tranche d'âge, nés entre 1951-52 et 1958-59, sont lycéens au tournant des années 1970 et deviennent étudiants au cours de cette décennie. Influencés par leurs aînés à la fin des années 1960, ils ont suivi avec excitation les caavales de Deniz Gezmiş, Mahir Çayan et de leurs compagnons. La colère lors de l'exécution et leur entrée dans des espaces qui se politisent à mesure que les années passent participent de leur radicalisation. Leur arrivée à l'université leur donne l'occasion d'investir les groupes révolutionnaires en pleine recomposition. Ces jeunes militants constituent rapidement les cadres moyens des groupes révolutionnaires sur leurs campus ou dans les *yurt* dans lesquels ils séjournent. Ils s'implantent dans les quartiers de *gecekondu* des grandes villes qu'ils tentent, avec plus ou moins de succès, de rallier à leur cause.

La troisième cohorte (née entre 1958-59 et 1964-65) est composée d'individus lycéens au cours des années 1970 et résidents des quartiers investis par les groupes révolutionnaires. Fasciné par Ibrahim Kaypakkaya, le jeune Hüseyin G., lycéen à Ankara entre 1978 et 1980, discute souvent de lui avec les militants étudiants d'*Halkın Kurtuluşu* qui viennent à Keçiören où il réside avec sa famille. Il finit par adhérer à *Partizan* qui se réclame des thèses de Kaypakkaya¹. Yener, qui grandit dans le nord-est de la Turquie, est impressionné par ses aînés qui étudient à l'université à Istanbul et Ankara et reviennent au village pour les vacances en se qualifiant de « *profesyonel devrimci* » [révolutionnaires professionnels]². Cette cohorte recouvre un spectre d'acteurs plus large que la seule catégorie des étudiants. Certains n'ont pas encore 18 ans lors du coup d'Etat du 12 septembre 1980. Ils forment le gros des soutiens locaux des groupes révolutionnaires à mesure que ceux-ci se développent et investissent de nouveaux espaces sociaux et urbains.

On observe donc un phénomène de massification des recrutements et de diversification des profils militants au sein des groupes révolutionnaires entre la fin des années 1960 et les années 1970. Cette situation est pour partie liée à l'élargissement des profils sociaux intégrés dans l'enseignement secondaire et supérieur depuis les années 1960, à l'accélération de l'exode rural (cf. chapitre 1) et aux stratégies d'investissement de nouveaux

¹ Entretien avec Hüseyin G., Ankara, 16/06/2014.

² Entretien avec Yener, Ankara, 24/05/2014.

espaces de la part des groupes révolutionnaires en concurrence avec le MHP. Cette structuration en termes d'âge explique à la fois la continuité des formes d'organisation militante et des répertoires d'action qui survivent au coup d'Etat de 1971 d'une part, mais aussi la tendance scissipare et la concurrence acharnée entre groupes privés de leadership par le régime militaire de 1971-1973¹.

2) Une analyse de la composition sociale des groupes révolutionnaires

Encadré III-1 : La population féminine dans les groupes révolutionnaires

Il est très difficile d'estimer la part de la population féminine dans les groupes de gauche au cours des années 1970. Le nombre de prévenus lors de procès qui suivent le coup d'Etat de 1980 déforment largement la réalité militante : sur les 4 403 accusés dans les procès de *Dev-Yol*, seuls 251 (soit 5,7%)² sont des femmes³. Je fais ici l'hypothèse, difficile à démontrer faute de données, que cette sous-représentation des femmes est liée au caractère genré de la répartition des tâches militantes qui, laissant aux femmes les tâches secondaires, les expose moins à la répression. Ensuite, la répression comporte elle-même une dimension genrée reproduisant dans les arrestations une vision de l'homme comme figure dangereuse et violente et de la femme comme simple soutien. Compte tenu des informations dont je dispose, il me semble plausible d'estimer la part de la population féminine dans les groupes révolutionnaires d'Istanbul et Ankara entre un tiers et la moitié des effectifs. Les femmes s'investissent largement dans les organisations de gauche comme de droite⁴ au cours des années 1970. Soucieux d'organiser leur présence et les relations avec leurs camarades masculins, certains partis et groupes s'attachent à structurer le militantisme féminin (cf. infra II-A-2). Pour autant, la majorité des jeunes étudiantes et lycéennes s'investissent à l'échelle de leur campus, de leur lycée et/ou de leur quartier dans le militantisme révolutionnaire où elles se mêlent aux jeunes hommes.

¹ La composition de ces cohortes, qui se joue sur quelques années, semble tout à fait centrale pour saisir l'engagement de la jeunesse dans les années 1970. Si la gauche turque ne se résume pas à ces trois groupes, il est frappant de voir à quel point les cohortes plus jeunes et plus âgées sont restées, dans leur très grande majorité, éloignées de l'engagement radical.

² ALPAT I., *Randevuyu dağa verdik* [Nous nous sommes donné rendez-vous à la montagne], Istanbul, Su Yayınları, 2012 [1995], p. 33.

³ Emel Akal précise que sur les 380 membres du TIHKP jugés après le coup d'Etat du 12 mars 1971, 38 étaient des femmes, soit 10% du total, AKAL E., *Kızıl feministler. Bir sözlü tarih çalışması*, op. cit., p. 98.

⁴ Le MHP créé *Ülkü Han* [Association des femmes Idéalistes] pour encadrer les femmes proches de la mouvance Idéaliste.

Le mieux connu des groupes exclusivement féminin est l'*Ilerici Kadınlar Derneği* [IKD, Association des femmes progressistes]¹, créé par le TKP le 3 juin 1975². Il revendique 1 500 membres en 1976 puis 12 000 en 1978 avec une couverture presque complète du territoire³. L'association est toutefois majoritairement implantée dans les zones urbaines, notamment dans les quartiers ouvriers d'Istanbul (Maltepe où se trouve son siège et Kartal). Elle semble composée de femmes globalement plus âgées que celles investies dans l'organisation proche de *Dev-Yol*, la *Devrimci Kadın Dernekleri Federasyonu* [DKDF, Fédération des associations de femmes révolutionnaires]⁴ ou de *Kurtuluş*, l'*Emekçi Kadınlar Derneği* [EKD, Association des femmes ouvrières]. Le tiers de la population d'IKD, est composée de femmes au foyer, 21,7% sont des ouvrières, 17,3% des enseignantes et 10% des employées de la fonction publique. Seules 8,1% sont étudiantes et 1% paysannes. La majorité du comité central est composé de profils socialement dominants (ingénieures, avocates, docteurs, universitaires). Les fondatrices sont jeunes (entre 25 et 30 ans dans les années 1970), filles de fonctionnaires ou de professeurs avec une éducation élevée et de bonnes connaissances théoriques. Elles ont, pour la plupart, une expérience militante passée dans le TIP ou dans *Dev-Genç* à la fin des années 1960.

Les sources permettant d'établir des profils militants sont assez maigres et doivent être maniées avec prudence. Si l'on dispose d'enquêtes menées avant et après le coup d'Etat, en revanche, elles ont toujours été conduites auprès d'individus emprisonnés, ce qui constitue un prisme déformant par rapport à la population militante d'origine. Il semble néanmoins possible de conclure à une diversification des catégories sociales touchées par l'engagement révolutionnaire au cours de la décennie 1970. Les études menées sur les cohortes engagées dans les années 1960 montrent qu'elles sont issues de milieux sociaux plus élevés que celles de la décennie suivante⁵. La majorité est diplômée de l'université et dispose d'un capital

¹ AKAL E., *Kızıl feministler. Bir sözlü tarih çalışması*, op. cit. Les données qui suivent sont toutes tirées de cet ouvrage.

² Fermée par les autorités militaires de l'état de siège le 28 avril 1979, elle continue ses activités de manière clandestine.

³ Les chiffres de la publication du groupe, *Kadınlar Sesi* [La voix des femmes] donne également une idée de la diffusion de ses idées : le premier tirage était de 5 00 en 1975 (4 pages) et culmine, sous forme clandestine à 35 000 exemplaires (32 pages) en août 1980, AKAL E., *Kızıl feministler. Bir sözlü tarih çalışması*, op. cit., p. 176.

⁴ Créée le 08/03/1978, *Dev-Yol*, n°16, 20/03/1978, p. 13.

⁵ Ce mouvement d'extension et de diversification des profils sociaux est similaire à celui observé dans d'autres groupes radicaux. Voir les exemples donnés in SOMMIER I., *La violence révolutionnaire*, op. cit. et ZWERMAN G. & STEINHOFF P., "When Activist Ask for Trouble: State-Dissident Interactions and the New Left Cycle of Resistance", in DAVENPORT C., JOHNSTON H. & MUELLER C. (dirs.), *Repression and Mobilization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005, p. 85-107.

économique et culturel supérieur, ce dont témoignent leurs trajectoires de reconversion au sein de l'université et des milieux intellectuels¹.

Les sources consultées nuancent la représentation caricaturale et dépréciative des jeunes mobilisés au cours des années 1970 en Turquie. La caractérisation classique en fait une « sorte de 'lumpen intelligentsia' de déclassés ou de marginaux très souvent d'extraction provinciale »². Les militants sont ici décrits par leur trajectoire de déclassement intellectuel supposé et leur origine provinciale. Pour Sabri Sayari, « la majorité de ces jeunes gens ont un faible QI, certains présentent les symptômes d'un dysfonctionnement cérébral et la plupart sont sujets à la 'psychologie du troupeau'. Certains d'entre eux révèlent clairement des orientations de personnalité criminelle et masochiste »³.

L'enquête publiée par Doğu Ergil dans *Milliyet* en 1979 et reprise dans un ouvrage en 1980 est une source majeure et sans aucun doute plus fiable⁴. Menée au sein de la prison d'Ulucanlar à Ankara, elle concerne 125 militants de gauche et 162 de droite. Il me semble possible de transposer avec prudence les résultats de cette étude sur la population militante stambouliote, tout en restant réservé sur sa capacité descriptive en ce qui concerne les zones rurales et les villes de moindre importance.

Elle permet d'abord de mieux caractériser l'âge des militants actifs dans les années 1970 :

TRANCHE D'ÂGE	GAUCHE (en %)	DROITE (en %)
16-19	40,0	30,2
20-24	40,8	46,3
25-30	12,8	16,7
31-35	3,2	3,1
35+	2,4	3,7

Tableau III-1 : Répartition par tranches d'âge des militants de gauche et de droite en 1979.
Source : ERGIL D., *Türkiye'de terör ve şiddet*, op. cit, p. 112.

¹ MONCEAU N., *Génération démocrates. Les élites turques et le pouvoir*, op. cit.

² VANER S., « Violence politique et terrorismes en Turquie », art. cit., p. 94.

³ SAYARI S., "The Terrorist Movement in Turkey: Social Composition and Generational Changes", art. cit., p. 28. Ma traduction.

⁴ Les données, sauf indication contraire, sont tirées de ERGIL D., *Türkiye'de terör ve şiddet* [Terreur et violence en Turquie], Ankara, Turhan Kitabevi, 1980, pp. 105-170.

On constate ainsi que 93,6% des militants de gauche interrogés ont moins de trente et 80,8% ont moins de 25 ans en 1979¹. Il est frappant de voir que la structure par âge des deux mouvances est très proche. De la même manière, les chiffres donnés par Ruşen Keleş et Artun Unsal sur la base des listes d’inculpés dans le procès de *Dev-Yol* à Ankara soulignent la jeunesse des militants dont 89,9% ont moins de 30 ans et 68,5% moins de 25 ans² :

CLASSE D'AGE	NOMBRE	En %
Moins de 20 ans	184	32,5
21-25 ans	204	36,0
26-30 ans	121	21,4
31 ans et +	57	10,1
Total	566	100%

Tableau III-2 : Répartition par classes d’âge des accusés de *Dev-Yol* à Ankara.
Source : KELEŞ R. & UNSAL A., *Kent ve siyasal şiddet, op. cit.*, p.64.

Bien que les données à ma disposition ne permettent pas d’établir une base prosopographique probante susceptible de fournir une base comparative, les caractéristiques des militants de mon groupe d’enquêtés recourent ces chiffres³. Une importante donnée manquante concerne la répartition des militants suivant les groupes révolutionnaires⁴. Il semble que les groupes maoïstes (TIHKP) et trotskystes (*Sürekli Devrim, Vatan Partisi*), principalement actifs sur Istanbul, concernent des militants plus âgés et aux capitaux plus élevés que ceux de *Dev-Yol* ou de *Kurtuluş*. Cette hypothèse reste en suspens faute de données susceptibles de l’étayer.

La majorité de la population militante des années 1970 est donc composée de militants en âge d’être au lycée et à l’université ou de jeunes travailleurs, c’est-à-dire issus des seconde et troisième cohortes précédemment dégagées. L’analyse de leur occupation principale va d’ailleurs dans ce sens :

¹ Les statistiques officielles turques font état d’un rajeunissement de la population carcérale après 1980 : les 16-18 ans passent de 3,84% de l’ensemble de prisonniers en 1978 à 6,42% en 1982 (de 1 759 à 2 370) quand la part des 19-21 ans passe de 8,49% en 1978 à 11,84% en 1981 (de 3 885 à 4 372 individus), TÜRKİYE İSTATİSTİK KURUMU, *İstatistik Göstergeler 1923-2009, op. cit.*, p. 101.

² İnönü Alpat rejoint globalement ces chiffres dans son étude des profils de l’ensemble des prévenus de DY : 1 505 ont 20 ans et moins (soit 34%), 1 320 ont entre 20 et 25 ans (30%), 740 entre 26 et 30 ans (17%), 477 ont entre 31 et 40 ans (11%) et 307 ont plus de 41 ans (7%), ALPAT I., *Randevuyu Dağa Verdik, op. cit.*, p. 33.

³ 40% avaient moins de 20 ans en 1980, 26,7% avaient en 20 et 25 ans, 23,3% avaient entre 25 et 30 ans et 10% plus de trente ans.

⁴ Mon groupe d’enquêtés, bien que recoupant presque tous les groupes révolutionnaires, compte une nette surreprésentation de *Dev-Yol* (13 soit 43,3%). Les autres groupes et partis sont le TIP (2), *Sürekli Devrim* (2), le TIHKP (2), *Halkın Kurtuluşu* (2), *Kurtuluş* (2), le TKP(2), *Devrimci Sol* (1), *Partizan* (1), le *Vatan Partisi* (1) et *Birlikim* (1).

ACTIVITE PRINCIPALE	GAUCHE (en%)	DROITE (en %)
Etudiant ou lycéen	48,0	54,9
Fonctionnaire	8,8	14,2
Commerçant	0,0	1,9
Artisan	0,8	9,3
Ouvrier	28,0	13,6
Paysan	1,6	1,2
Etudiant + fonctionnaire/ouvrier	5,6	1,2
Demandeur d'emploi	2,4	1,2
Homme de religion ou autre	3,2	2,5
Sans réponse	1,6	0,0

Tableau III-3 : Activité principale des militants de gauche et de droite en 1979.
 Source : ERGIL D., *Türkiye'de terör ve şiddet, op. cit.*, p. 121.

Les militants de gauche emprisonnés avant 1980 sont pour près de la moitié étudiants ou lycéens et pour environ un tiers ouvriers. Les fonctionnaires recensés (8,8%) sont principalement des enseignants. En 1983, les ouvriers représentent 14% de l'ensemble des détenus (gauche et droite confondues), les employés 10%, les enseignants 7%, les demandeurs d'emploi 20% et les étudiants 20%¹. On constate donc un élargissement de la base du recrutement qui sort du seul milieu étudiant pour toucher également de jeunes ouvriers et des enseignants². Leur niveau d'éducation souligne une nette domination des individus encore au lycée ou passés par le lycée (40%) et en cours d'accession aux diplômes du supérieur (29,6%) :

EDUCATION DES MILITANTS	GAUCHE (en%)	DROITE (en %)
Niveau primaire	10,4	8,0
A étudié quelques années au collège	9,6	6,8
Diplômé du collège	10,4	9,3
A étudié quelques années au lycée	22,4	27,8
Diplômé du lycée	17,6	14,8
A étudié quelques années dans l'enseignement supérieur	26,4	28,4
Diplômé du supérieur	3,2	4,3

Tableau III-4 : Niveau d'éducation des militants de gauche et de droite en 1979.
 Source : ERGIL D., *Türkiye'de terör ve şiddet, op. cit.*, p. 127.

¹ La brusque diminution de la part des étudiants et la rapide augmentation de la part des demandeurs d'emploi doit être analysée comme le signe d'une classification d'une partie des premiers dans la seconde catégorie, ÖZGÜDEN D. (ed.), *Black Book on the Militarist "Democracy" in Turkey*, Bruxelles, Info-Türk, 1986, p. 179.

² Rappelons que TÖB-DER, principal syndicat enseignant de gauche, est contrôlé par des proches de *Dev-Yol* au cours des années 1970.

Ce niveau d'éducation contraste fortement avec celui de leurs parents – ou plutôt de leur père, faute de données sur les mères : 73% des pères de l'ensemble du panel de Doğu Ergil ont quitté l'école avant la fin du collège ; seuls 7% sont diplômés du lycée et 6,4% de l'université. Bien que la répression ait touché une population plus large que la seule population lycéenne ou étudiante, on constate que les personnes détenues ont, dans leur majorité, un bagage scolaire plus lourd que la grande majorité de la population. En 1980, seul 65,6% de la population de plus de 15 ans sait alors lire et écrire (81,3% chez les hommes et 47,5 chez les femmes)¹. On compte alors, sur l'ensemble du territoire, 4 967 307 individus âgés de 15 à 19 ans pour seulement 482 232 lycéens (soit 9,7%). De même, on compte 4 049 679 d'individus entre 20 et 24 ans pour 270 278 étudiants (soit 6,7%). On constate donc une mobilité sociale ascendante chez les militants de gauche au cours des années 1970². Ce résultat va à l'encontre des assertions selon lesquelles il s'agirait de déclassés par le bas exprimant un ressentiment ou une frustration sociale³. De plus, l'élévation générale du niveau scolaire a pu favoriser une lecture plus politique du monde social ainsi qu'une réflexivité critique sur sa propre condition et sur l'arbitraire de certaines dominations.

Ces données chiffrées permettent de dessiner le contour en pointillés de la population mobilisée dans les groupes révolutionnaires au cours des années 1970 : relativement jeune (moins de 25 ans en moyenne) et éduquée, elle connaît une mobilité sociale ascendante. Pourtant, ces données ne divergent finalement que peu de celles des militants de droite mises en regard. Elles ne peuvent discriminer ni l'orientation politique (entre gauche et droite) ni l'investissement militant (plutôt que la distanciation) de ces acteurs. Il faut maintenant analyser plus finement les trajectoires qui conduisent certains acteurs à entrer dans les groupes révolutionnaires en s'intéressant à leurs parcours résidentiels et sociaux.

¹ TÜRKIYE İSTATİSTİK KURUMU, *İstatistik Göstergeler 1923-2009*, *op. cit.*, pp. 18, 71 & 75.

² GOURISSE B., *La violence politique en Turquie. L'Etat en jeu (1975-1980)*, *op. cit.*, p. 252.

³ Nous disposons désormais d'un ensemble consistant de travaux qui identifient une relation causale entre les trajectoires sociales ascendantes et l'acquisition de dispositions au militantisme. Voir notamment PUDAL B., *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, *op. cit.*, GRUEL L., *La rébellion de 68. Une relecture sociologique*, *op. cit.* & PAGIS J., *Mai 68, un pavé dans leur histoire. Evénements et socialisation politique*, *op. cit.*

B) Des trajectoires résidentielles et familiales plurielles

S'interroger sur les trajectoires individuelles des militants de la gauche révolutionnaire turque implique de s'intéresser aux trajectoires résidentielles particulières qui, couplées avec leurs origines sociales, permettent d'établir un panorama plus complet et plus complexe des profils militants. Leurs parcours sont également marqués par les processus de socialisation, nécessairement pluriels, qu'ils ont connus.

1) Jeunesse des villes ou jeunesse des champs ? Origine sociale et trajectoires géographiques des militants révolutionnaires

Les trajectoires sociales et résidentielles des militants révolutionnaires sont multiples. Il est à cet égard utile d'analyser de manière conjointe les trajectoires résidentielles et l'origine sociale des enquêtés¹. Doğu Ergil fournit les chiffres suivants pour les emplois exercés par les pères des militants emprisonnés à Ankara² :

PROFESSION DU PERE	GAUCHE (EN %)	DROITE (EN %)
Industriel	4	1,9
Fonctionnaire	24	21,6
Commerçant	3,2	3,1
Artisan	5,6	11,7
Ouvrier	36	27,8
Paysan	12	17,9
Homme de religion	1,6	2,5
Sans emploi	3,2	3,7
Travailleur indépendant	0	3,1
Autre	6,4	0,6
NSP	4	6,2

Tableau III-5 : Profession du père des militants de gauche et de droite en 1979.
Source : ERGIL D., *Türkiye'de terör ve şiddet*, op. cit., pp. 129-130.

¹ CHARLE C., « Situation spatiale et position sociale. Essai de géographie sociale du champ littéraire à la fin du XIX^{ème} siècle », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 13, 1977, p. 45-59.

² ERGIL D., *Türkiye'de terör ve şiddet*, op. cit., pp. 129-130. Je ne dispose malheureusement pas de statistiques équivalentes pour les militants stambouliotes. La profession du père reste la référence faute de statistiques sur les professions des mères. Les entretiens laissent toutefois supposer que la grande majorité d'entre elles sont femmes au foyer.

Sans prétendre à la représentativité, mon groupe d'enquêtés connaît une surreprésentation des individus issus de familles de fonctionnaires et/ou de professions intellectuelles : un tiers (9) ont un père fonctionnaire (enseignant dans le primaire, sous-officier ou fonctionnaire local), 7 ont un père exerçant une profession intellectuelle supérieure (universitaire, avocat, haut fonctionnaire), 6 un père paysan¹, 3 un père ouvrier², 2 un père commerçant et un est fils d'industriel. De manière générale, la majorité des militants viennent donc de familles au capital économique modeste. L'analyse des revenus familiaux des militants abonde dans ce sens : 72,8% vivent avec moins de 140\$ par mois en 1979³ :

REVENU TOTAL MENSUEL (EN TL)	GAUCHE (EN %)	DROITE (EN %)
1000-2000	16,8	12,3
2001-3000	21,6	19,1
3001-5000	34,4	39,5
5001-7000	12,8	16,7
7001-10000	8,0	4,3
10000 et +	5,6	8,0
Sans réponse	0,8	0,0

Tableau III-6 : Revenu total mensuel des familles des militants de gauche et de droite en 1979.
 Source : ERGIL D., *Türkiye'de terör ve şiddet*, op. cit, p. 136.

Il faut toutefois rester prudent et résister à l'« effet de halo » qui conduit « à étendre à toute une classe les traits marquants des individus les plus typiques en apparence »⁴. On constate que 13,6% d'entre eux disposent de familles aux revenus s'élevant à plus de 7 000 liras par mois, ce que l'origine sociale de certains de mes enquêtés vient confirmer. Tous les militants ne sont donc pas issus d'une famille modeste tirant ses revenus du secteur privé ou public. Certains enquêtés sont issus de familles fortement dotées en capitaux économiques et culturels ce qui contraste avec la description courante donnée des militants de cette décennie. Au final, le spectre d'origine sociale des militants révolutionnaires des années 1970 se révèle assez large.

¹ Il est difficile de différencier les profils des paysans dans ces statistiques : s'agit-il de propriétaires terriens aisés ou de petits agriculteurs. Mes enquêtés sont tous issus de familles de petits paysans.

² Erik Jan Zürcher souligne que la catégorie « ouvrier » doit être entendue au sens large : seule une minorité d'« ouvriers » travaillent en réalité dans le secteur industriel. La plupart exercent des emplois journaliers ou de rue, ZÜRCHER E. J., *Turkey. A Modern History*, op. cit., p. 270.

³ En 1979, le dollar US s'échange contre 35,70 livres turques (TL) ; 1 000 TL correspondent donc à 28\$. Les taux de change de la livre turque sont consultables sur le site de la banque centrale de Turquie : <http://www.tcmb.gov.tr>

⁴ BOURDIEU P., CHAMBOREDON J-C. & PASSERON J-C., *Le métier de sociologue*, Berlin, Mouton de Gruyter, 2005 [1973], p. 29.

En ce qui concerne l'origine géographique, les études antérieures ont montré que la majorité des militants incarcérés à Ankara n'en sont pas originaires. Plus du tiers sont nés dans un village quand un autre tiers vient d'une préfecture départementale¹ :

LIEU DE NAISSANCE	GAUCHE (EN %)	DROITE (EN %)
Préfecture de département	29,6	33,9
Chef lieu de canton	21,6	21,0
Bourg	7,2	11,1
Village	39,2	34,0

Tableau III-7 : Lieu de naissance des militants de gauche et de droite en 1979.
Source : ERGIL D., *Türkiye'de terör ve şiddet, op. cit.*, p. 113.

Les chiffres concernant les accusés au procès de *Dev-Yol* à Ankara sont révélateurs. Seuls 21% sont nés à Ankara quand près des trois quarts sont nés dans un autre département² :

DEPARTEMENT DE NAISSANCE	NOMBRE	EN %
Ankara	121	21
Istanbul	12	2,1
Izmir	13	2,2
Autres département	421	74,7
Total	577	100

Tableau III-8 : Département de naissance des militants de gauche et de droite en 1979.
Source : KELEŞ R. & UNSAL A., *Kent ve siyasal şiddet, op. cit.*, p.64.

Pour atténuer un peu la focalisation sur le seul lieu de naissance, Doğu Ergil précise toutefois que 60% des militants de gauche ont passé la majeure partie de leur vie dans l'une des trois grandes villes du pays (Istanbul, Ankara ou Izmir)³. Au sein de mon groupe d'enquêtés, le départ de la région d'origine a deux origines principales : l'exode rural qui amène en ville ces jeunes avec leurs parents ou les études qui conduisent certains étudiants et lycéens en internat dans les grandes agglomérations du pays.

A l'issue de ce bref survol, il me semble possible de dégager quatre sous-groupes de militants révolutionnaires. Le premier concerne les militants nés soit à Istanbul soit à Ankara et y ayant toujours vécu, au moins jusqu'aux années 1970. Ce groupe est composé, dans mon groupe d'enquêtés, d'enfants des familles les plus dotées en capitaux (financiers, scolaires, culturels et sociaux). Ils résident souvent dans les quartiers centraux et huppés des deux

¹ ERGIL D., *Türkiye'de terör ve şiddet, op. cit.*, p. 113.

² KELEŞ R. & UNSAL A., *Kent ve siyasal şiddet, op. cit.*, p. 64.

³ ERGIL D., *Türkiye'de terör ve şiddet, op. cit.*, p. 115.

métropoles. Comme Ahmet ou Nedim, ils fréquentent des établissements prestigieux à la fin des années 1960, comme le lycée francophone de Galatasaray, et intègrent les meilleures universités au cours des années 1970 (IÜ, SBF, ODTÜ). Ils font également partie des individus qui obtiennent des bourses pour aller étudier à l'étranger, notamment en France (cf. chapitre 4). Bien intégrés par leurs aînés aux réseaux étudiants et intellectuels locaux, ils entretiennent des relations avant tout livresques avec le socialisme et intègrent les groupes où le militantisme politique est avant tout théorique¹ (cf. infra). Toutefois, certains natifs d'Istanbul et d'Ankara sont issus de milieux plus modestes. Ainsi, Haluk est le fils d'un boucher installé près d'Edirnekapı dans la vieille ville. Il parvient toutefois à intégrer le lycée de Galatasaray au sein duquel il est interne.

Le second groupe est constitué des militants nés en dehors d'Istanbul et d'Ankara mais dont les parents sont venus s'y installer. Souvent issus de milieu modeste (ouvriers, employés, enseignants) ou anciennement paysans, ils résident avec leur famille dans les quartiers périphériques des grandes villes. Les « cycles d'intégration urbaine »² de ces familles reposent en partie – et non de manière automatique³ – sur les réseaux de parenté et d'amitié ou d'origine commune (*hemşehri*) qui lient la famille à l'espace urbain et aux ressources⁴ qu'elle y trouve. Ces réseaux sont, comme l'a souligné David Garrioch pour le Paris pré-révolutionnaire, « le principal moyen d'intégration dans la grande métropole »⁵. Comme en Italie au cours des années 1950/1960 on observe à Istanbul et Ankara l'arrivée de jeunes migrants paysans « sans tradition de luttes ni expériences militantes traditionnelles »⁶. Lycéens à Mamak et Kızılay dans la seconde moitié des années 1970, Leyla et İnönü rencontrent le socialisme à mesure que les groupes révolutionnaires investissent les espaces dans lesquels ils vivent et étudient.

¹ Nedim se rapproche du maoïsme du TIKP à la fin des années 1960 et Ahmet du cercle intellectuel qui gravite autour de la revue *Birikim*.

² GRIBAUDI M., *Itinéraires ouvriers. Espaces et groupes sociaux à Turin au début du XXe siècle*, Paris, Editions de l'EHESS, 1987.

³ Benoît Fliche insiste sur ce point : « Croire que des personnes en font migrer d'autres pour la simple raison qu'ils appartiennent au même village est lisser considérablement la réalité, et *in fine* effacer tout l'enjeu et les tensions de la migration », FLICHE, B., *Odyssées turques. Les migrations d'un village anatolien*, op. cit., p. 98.

⁴ Maurizio Gribaudi les décrit comme le « bagage d'informations, d'expériences et d'attitudes urbaines qui favorise l'intégration et la mobilité des familles à travers les espaces professionnels et sociaux de la ville », GRIBAUDI M., « Espace ouvrier et parcours sociaux : Turin dans la première moitié du siècle », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, Vol. 42, n°2, 1987, p. 251.

⁵ GARRIOCH D., *La fabrique du Paris révolutionnaire*, op. cit., pp. 35-36.

⁶ SOMMIER I., *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, op. cit., p. 103.

Le troisième groupe est composé des militants issus du milieu rural¹ et parvenus à étudier jusqu'au secondaire et au supérieur. Fils et filles de paysans ou de petits fonctionnaires locaux, notamment, les instituteurs, ils arrivent en ville aux alentours à leur entrée au lycée ou à l'université après être parvenus à « gagner » (*kazanmak*) une place sur concours. Ils sont alors accueillis par des membres de leur famille. Özgür, originaire de Mislerovacıği à trente-cinq kilomètres au sud-est de Çorum est accueilli par un oncle qui vit à Tuzluçayır ce qui atténue le choc du changement d'environnement². Hüseyin E., originaire du département d'Adana dans le sud du pays, vient de terminer son lycée à Konya quand il arrive à Ankara en 1976. Il connaît déjà un peu la ville après qu'il ait travaillé à l'été 1974 dans un hôtel tenu par une connaissance de son père. N'y ayant pas de famille il est accueilli à la *Cumhuriyet yurdu* à Cebeci. Il déménage plus tard pour s'installer en colocation avec des amis. Militant socialiste depuis le lycée, il amène avec lui à Ankara une liste de contacts qu'il s'empresse de solliciter une fois arrivé et intègre un groupe qui devient peu après la branche ankariote d'*Halkın Kurtuluşu*³. Ces deux exemples contredisent l'hypothèse de Semih Vaner (cf. supra) qui postule que l'isolement des nouveaux venus dans les grandes villes les pousse à la radicalité faute d'insertion sociale et les rend « vulnérables » au recrutement. Tout au contraire, c'est bien leur insertion dans des réseaux sociaux (amicaux, étudiants) qui les conduit à rencontrer les groupes militants.

Le dernier groupe, plus marginal dans le cadre de cette enquête, recouvre les militants arrivés sur Istanbul et Ankara après le régime militaire. Originaires de villes moyennes ou des campagnes de Turquie, ils ont commencé à militer dans leur région d'origine au cours de leur période lycéenne avant de s'installer, souvent pour des motifs professionnels, dans une de ces deux villes et de s'investir dans différentes mobilisations comme Özer et Yener. Ils sont faiblement connectés aux grands centres militants que sont Istanbul et Ankara mais entretiennent des relations avec les jeunes étudiants de leur région qui reviennent périodiquement voir leurs familles et avec qui ils échangent. Ils lisent les publications des groupes auxquels ils appartiennent, en l'occurrence *Dev-Yol*, et reçoivent parfois la visite d'un

¹ Il va de soi que l'on ne saurait homogénéiser les espaces ruraux turcs qui sont alors très divers. J'utilise le singulier pour ne pas alourdir le propos. Sur la diversité des espaces ruraux turcs voir GÖKALP A., « Espace rural, village, ruralité : à la recherche du paysan anatolien », in GÖKALP A. (dir.), *La Turquie en transition. Disparités. Identités. Pouvoirs*, op. cit., p. 49-82.

² « C'était très différent très sûr. Mais ce n'était pas très difficile j'avais de la famille », entretien avec Özgür, Ankara, 12/11/2014.

³ Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 21/05/2014.

des envoyés du groupe dans la région¹. Ces deux derniers groupes entretiennent des rapports différents à leur enfance rurale. Certains, comme Irfan, tendent à la présenter comme une période enchantée bien que frugale : « La vie dans le village était très belle, proche de la nature, c'était la liberté »². A l'inverse, Hüseyin E. raconte que la vie y était « dure », il devait marcher plusieurs kilomètres pour se rendre à l'école³. Kamber, qui a grandi près de Sivas, partage ce point de vue : il n'y avait « pas de gaz, pas de machines pour travailler dans les champs, pas d'électricité et d'eau courante »⁴. Les descriptions qu'en ont faites les jeunes instituteurs envoyés dans les villages à la même époque et publiées sous forme romanesque ou de récit anthropologique tendent à abonder dans ce sens⁵. Leur témoignage reste d'ailleurs une source de première main pour saisir la rigueur de la vie rurale dans la Turquie des années 1950-1960. On peut toutefois faire l'hypothèse que l'arrivée en milieu urbain a facilité la comparaison entre classes sociales et favorisé la prise de conscience des inégalités.

A l'issue de cette première approche des différentes trajectoires biographiques des militants révolutionnaires, on constate que l'on ne peut pas opposer de manière simpliste origine rurale et origine urbaine pour en déduire la structure des capitaux individuels. Une manière de synthétiser, en grossissant nécessairement le trait, le recoupement des trajectoires résidentielles et sociales (dotation en capitaux suivant l'origine sociale) est de construire un tableau qui croise les deux variables. On aboutit alors au résultat suivant⁶ :

	URBAIN	RURAL
CAPITAUX ELEVES	Enfant de fonctionnaire/entrepreneur	Enfant d'enseignant
CAPITAUX FAIBLES	Enfant de nouveau migrant/ouvrier	Enfant de paysan

Tableau III-9 : Origine géographique et structure des capitaux individuels chez les militants des groupes révolutionnaire

Ces données doivent maintenant être complétées par une analyse détaillée des processus de socialisation des acteurs.

¹ Sedat Göçmen, dans ses mémoires, cite Özer dans la liste qu'il établit des militants de DY dans la zone de la mer Noire dont il avait la charge au sein du comité central, GÖÇMEN S., *Fırtınalı denizin yolcuları*, *op. cit.*

² Entretien avec Irfan, Ankara, 09/06/2014.

³ Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 21/05/2014.

⁴ Entretien avec Kamber, Ankara, 08/11/2013.

⁵ Voir notamment MAKAL M., *Un village anatolien*, *op. cit.* et EDGÜ F., *Une saison à Hakkâri*, *op. cit.*

⁶ J'emploi ici le singulier dans la mesure où je ne dispose que de la profession du père.

2) Des processus de socialisations complexes

Dresser le tableau général de la situation sociale, finalement diverse, des militants révolutionnaires conduit à affiner l'analyse en s'intéressant aux socialisations successives de ces acteurs sans, pour autant, considérer que l'engagement est tout entier contenu dans les socialisations familiales ou scolaires. Explorer les socialisations primaire et secondaire¹ permet au contraire d'éviter toute essentialisation et réductionnisme des parcours et des engagements politiques.

La socialisation peut être entendue comme un

« processus biographique d'incorporation des dispositions sociales issues non seulement de la famille et de la classe d'origine, mais de l'ensemble des systèmes d'action traversés par l'individu au cours de son existence. Elle implique certes une causalité historique de l'avant sur le présent, de l'histoire vécue sur les pratiques actuelles, mais cette causalité est probabiliste : elle exclut toute détermination mécanique »².

Cette définition présente l'avantage de tenir compte des différentes sphères de vie dans lesquelles les individus s'inscrivent et qui sont toutes, à des degrés et sous des formes divers, pourvoyeuses d'effets socialisateurs. De fait, il nous semble pertinent de parler, avec Muriel Darmon, de « socialisation continue »³ des individus tout au long de leur vie. Appréhender ainsi les processus de socialisation ne rend pas pour autant aisée l'analyse de la manière dont ils peuvent s'inscrire dans le devenir militant. Évoquer en amont des socialisations susceptibles de structurer des rapports au politique et des dispositions spécifiques ne dit rien de leur activation ni des effets du militantisme sur les militants eux-mêmes. Les éléments disponibles pour le chercheur sont souvent reconstruits au cours des entretiens faute de pouvoir les observer *in situ*. Ils ne sauraient par ailleurs fonctionner de manière mécanique⁴. J'ai toutefois dégagé un certain nombre de variables à prendre en compte pour mieux saisir les expériences socialisatrices à même de donner aux acteurs une appétence et des dispositions pour l'engagement.

Le premier élément à prendre en compte dans l'analyse des socialisations est bien entendu la socialisation familiale dont il ne faut pas présupposer l'homogénéité⁵. Si l'origine

¹ Peter Berger et Thomas Luckman les définissent ainsi : « La socialisation primaire est la première socialisation que l'individu subit dans son enfance, et par laquelle il devient un membre de la société. La socialisation secondaire est tout processus postérieur qui permet d'incorporer un individu déjà socialisé dans de nouveaux secteurs du monde objectif de la société », BERGER P. & LUCKMAN T., *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, 2003, p. 225

² DUBAR C., *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2004 [1991], p. 77.

³ DARMON M., *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 112.

⁴ ZARCA B., « Le sens social des enfants », *Sociétés contemporaines*, Vol. 36, n°1, 1999, p. 67-101.

⁵ MUXEL A., « La politisation dans ou par l'intime », in MUXEL A. (dir.), *La vie privée des convictions*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p. 13-22.

sociale, pour ne pas dire la classe sociale, peut jouer pour les militants dans leur choix d'engagement et dans la réception et l'appropriation des discours à destination des « exploités » et des « prolétaires » tenus par les organisations révolutionnaires, il convient tout de même de rester prudent et se garder de figer et de surestimer son potentiel explicatif¹. Une origine sociale modeste ne garantit pas l'engagement dans les organisations politiques de gauche (comme la structure de la population militante Idéaliste le montre). Là encore, plusieurs trajectoires de socialisation politique sont identifiables. La majorité des militants que j'ai interrogés sont issus d'une famille traditionnellement « *sosyal-demokrat* » [social-démocrate] homogène qui soutient dans la durée le CHP sans nécessairement être très concernée par la politique. Certains, comme Cumhuriyetçi et Özer, m'ont indiqué que leurs parents suivent avec un intérêt certain le glissement à gauche du parti au cours des années 1970² quand d'autres se rapprochent temporairement du TIP au cours des années 1960³. Le père de Fecire, grand lecteur de journaux réformistes, transmet le goût de la lecture et des discussions d'actualité à ses enfants⁴. D'autres, moins nombreux, sont issus de familles liées au PD (puis à l'AP) et hostiles à la gauche⁵. Ces positions ne sont pas sans susciter des frictions à mesure que leurs enfants s'engagent à gauche. D'autres grandissent dans des familles politiquement clivées, non pas tant au sein du couple parental, qu'avec la famille proche (oncles, tantes, cousins). De manière générale, les militants des groupes révolutionnaires des années 1970 adoptent des positions plus radicales que celles de leurs parents. La position de l'individu dans la fratrie joue un rôle dans l'éveil à la politique. Plusieurs militants ont souligné l'importance de leurs aînés dans leur intérêt pour la politique. Asiye a une sœur aînée ainsi qu'un oncle engagés à gauche. Ils lui donnent, contre l'avis de son père, des textes qu'elle lit dans sa chambre d'internat à Istanbul⁶. Haluk a lui aussi un frère aîné qui milite à l'université d'Istanbul où il fait ses études. Il emmène son petit frère à plusieurs meetings du TIP, que ce dernier finit par rejoindre, et à plusieurs manifestations dont celle pour protester contre l'attentat à la bombe sur le parvis d'IÜ en mars 1978. Cet événement produit d'ailleurs une forte impression sur le jeune Haluk⁷. La position géographique de la famille joue fortement dans le rapport à la politique. Il n'est pas naturellement plus fort dans les espaces urbains que dans les espaces ruraux mais il se structure sur des rapports de force différents. Les

¹ MICHELAT G. & SIMON M., *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1977.

² Entretien avec Haluk, Istanbul, 29/04/2015.

³ Entretien avec Ahmet, Paris, 12/03/2015.

⁴ Entretien avec Fecire, Ankara, 20/06/2014.

⁵ Entretien avec Cumhuriyetçi, Ankara, 20/09/2013 et entretien avec Özer, Ankara, 30/05/2014.

⁶ Entretien avec Asiye, Ankara, 21/06/2014.

⁷ Entretien avec Haluk, Istanbul, 29/04/2015.

chercheurs en anthropologie rurale qui ont mené des enquêtes dans les villages turcs au cours des années 1950-1960 notent que le rapport à la politique n'est pas directement lié aux oppositions partisans¹. Ces dernières viennent plutôt se surajouter à des antagonismes familiaux, économiques, religieux (sunnites/alévis) ou « ethniques » (Turcs/Kurdes) ainsi qu'à des fidélités notabiliaires locales². Les pratiques électorales sont souvent collectives et déterminées par les chefs de famille³. Dans l'espace urbain, et dans les *gecekondu* en particulier, le vote s'articule autour d'enjeux locaux, notamment d'accès aux infrastructures de base⁴, et de fidélités partisans ancrées.

Le second aspect à prendre en compte dans l'analyse des socialisations est la transmission et le vécu de la condition minoritaire. J'ai souligné combien cette dimension est structurante dans l'histoire de la Turquie depuis la fin du XIXe siècle. Plusieurs militants ont exprimé d'emblée leur appartenance minoritaire et souligné le rôle que celle-ci a pu jouer dans leur engagement militant. Celalettin, issu d'une famille kurde et alévie de Tunceli, considère de ce fait que sa famille était « structurellement une victime »⁵. Samut, également issu d'une famille kurde et alévie, naturalise son engagement qu'il qualifie de « réflexe identitaire »⁶ face à la violence et à la stigmatisation à laquelle font face Kurdes et alévis de la part des Idéalistes. Les massacres successifs de Malatya (avril 1978), Kahramanmaraş (décembre 1978) et Çorum (juin-juillet 1980) viennent renforcer ce sentiment. Certains militants cumulent des identités dévalorisées et subissent un étiquetage stigmatisant dans une période où les identités se rigidifient et sont vécues comme incommensurables. En réaction, les inventions de traditions⁷ et les relectures héroïques de la situation minoritaire font alors florès au cours de la décennie 1970⁸. Elles se diffusent à travers les textes politiques des organisations politiques et s'actualisent dans les discussions collectives au sein des campus ou des quartiers des grandes villes (cf. infra). Pourtant, comme pour l'origine sociale, la situation minoritaire n'est ni automatique ni la condition *sine qua non* de l'entrée dans la mouvance révolutionnaire. Tous les alévis et tous les (jeunes) Kurdes n'ont pas rejoint le militantisme de

¹ SZYLIOWICZ J. S., "The Political Dynamics of Rural Turkey", *Middle East Journal*, Vol. 16, n°4, 1962, p. 432. Voir également STIRLING P., *Turkish Village, op. cit.*, pp. 281-283.

² MASSICARD E., « Entre l'intermédiaire et 'l'homme d'honneur'. Savoir-faire et dilemmes notabiliaires en Turquie », *Politix*, Vol. 17, n°67, 2004, p. 101-127.

³ SZYLIOWICZ J. S., "The Political Dynamics of Rural Turkey", *art. cit.*, p. 430-442. Elles font écho aux pratiques mises en lumière par les travaux sur l'apprentissage du vote en France au XIXe siècle. GARRIGOU A., *Le vote et la vertu. Comment les Français sont devenus électeurs*, Paris, Presses de la FNSP, 1992.

⁴ KARPAT K. H., *The Gecekondu: Rural Migration and Urbanization, op. cit.*

⁵ Entretien avec Celalettin, Istanbul, 02/04/2009.

⁶ Entretien avec Samut, Ankara, 07/11/2014.

⁷ HOBSBAWM E. & RANGER T., *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

⁸ Pour le cas des relectures de l'histoire alévie comme résistance à l'oppression de l'Etat sunnite voir MASSICARD E., *L'autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires, op. cit.*

gauche au cours des années 1970. Si les affinités électives entre la situation minoritaire et le fait d'endosser des positions contestataires sont identifiables, elles ne sont pas un critère suffisant pour saisir les dynamiques d'engagement révolutionnaire. En effet, nombre d'individus « turcs sunnites » ont rejoint la gauche.

La question religieuse est justement le troisième élément de la socialisation primaire des acteurs à prendre en compte. Elle contribue à fixer certaines pratiques et valeurs transposables dans l'engagement¹. Bien qu'en déclin relatif depuis l'instauration de la laïcité et du processus de sécularisation du pays, les trajectoires de mes enquêtés sont très nettement marquées par l'absence de pratique religieuse et la distance à l'égard de l'espace sacré dans leurs familles. Renvoyée à une pratique très ponctuelle liée aux grands événements qui sont autant sociaux que religieux (*bayram*), elle est plutôt dévalorisée dans l'environnement familial. Asiye, qui grandit dans une petite ville sur le littoral de la mer Noire, n'a pas une famille très pratiquante. Elle qualifie sa pratique de « rituelle », surtout dans les années 1970. Elle ajoute que la pression religieuse n'était pas très forte, en particulier dans les villes contrôlées par le CHP². Rare cas pour lequel la religion a tenu un rôle central dans l'enfance, Hüseyin E., originaire d'un village de montagne dans le département d'Adana, a grandi dans un environnement sunnite très religieux (bien que ses deux parents aient divorcé deux fois chacun). Il a par la suite abandonné sa pratique après avoir quitté le foyer familial³. La religion a joué un « rôle important » chez certains alévis, comme Hüseyin G.⁴. L'imposition de la synthèse turco-islamique (cf. chapitre 4) et la domination, depuis le milieu des années 1990, de l'islam politique dans l'espace politique ont participé au maintien de cette défiance.

Le dernier aspect important dans les trajectoires biographiques des militants révolutionnaires est lié au rapport qu'ils entretiennent avec l'institution scolaire. Les enfants issus des classes favorisées stambouliotes et ankariotes, comme Nedim, sont poussés et surveillés tout au long de leur trajectoire scolaire⁵. De la même manière, Yener et Irfan, tous deux fils d'enseignants syndicalistes dans TÖB-DER en province, cultivent très tôt et simultanément un rapport de proximité au travail scolaire et aux idées socialistes⁶. En revanche, les trajectoires scolaires des enfants d'ouvriers et de paysans éloignés des grands centres urbains ne sont pas linéaires. Ils connaissent parfois une scolarité chaotique : certains

¹ FRETTEL J., « Quand les catholiques vont au parti. De la constitution d'une illusion paradoxale et du passage à l'acte chez les 'militants' de l'UDF », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, 2004/5, p. 77-89.

² Entretien avec Asiye, Ankara, 21/06/2014.

³ Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 21/05/2014.

⁴ Entretien avec Hüseyin G., Ankara, 16/06/2014.

⁵ Entretien avec Nedim, Paris, 16/01/2015.

⁶ Entretien avec Yener, Ankara, 24/05/2014 et entretien avec Irfan, Ankara, 16/06/2014.

enfants la commençant plus tard du fait des aléas des inscriptions sur les registres d'état civil¹. Ils sont quelquefois les premiers et les seuls de leur fratrie à poursuivre jusqu'au lycée et à l'université. Hüseyin E. est dans ce cas. Issu d'une famille nombreuse paysanne, il passe l'examen d'entrée au collège après l'école primaire pour obtenir une place d'interne au collège. L'internat, pris en charge par l'Etat, est la condition nécessaire à la poursuite de ses études, faute de moyens familiaux. Il commence ses études secondaires au Hatay, plus proche de chez lui, avant de partir pour Konya où il fait son collège et son lycée².

Encadré III-2 : Un détour par la littérature, Orhan Pamuk et *La maison du silence*.

La radicalisation politique a préoccupé toute une génération d'écrivains turcs depuis les années 1970. Orhan Pamuk en fait partie. Il publie en Turquie en 1983 son second roman intitulé *Sessiz ev* [*La maison du silence*]. Le roman se déroule au cours de l'été 1980 et met notamment en scène trois figures exemplaires de la jeunesse turque de cette période. Le premier, Métine, est un lycéen qui se désintéresse de la situation politique de son pays qu'il juge rétrograde et il rêve de s'installer aux États-Unis. Le second, Hassan, est un lycéen de 18 ans en échec scolaire et originaire du petit village dans lequel les familles stambouliotes passent leurs vacances. Il se rapproche progressivement des militants Idéalistes. La troisième, Nilgune, est la sœur de Métine. Elle est étudiante en deuxième année d'université à Istanbul et militante socialiste. Hassan, amoureux de Nilgune, finit par la tuer après qu'elle l'ait éconduit et pour prouver son attachement au groupe Idéaliste et son intransigeance face aux « communistes ». Pamuk décrit dans ce roman le fonctionnement des groupes Idéalistes qui valorisent la figure du chef. Il les décrit davantage comme un groupe de petites frappes frustrées par la réussite des urbains et des plus riches qui retournent leur stigmatisme de provinciaux peu éduqués en valorisant la culture populaire et le nationalisme turc. L'auteur montre les pressions qu'ils exercent sur les populations locales (racket de commerçants (chapitre 3), menaces sur les lecteurs des publications sociale-démocrates comme *Cumhuriyet*). Il met en scène les discussions politiques houleuses au sein des familles politiquement divisées mais aussi l'inquiétude face à la montée de la violence entre groupes opposés. Hassan, inquiet pour Nilgune, cherche tous les jours dans le journal si elle fait partie des victimes des derniers affrontements recensés :

« Je regarde tout d'abord combien il y a eu de morts hier à Kars, à Izmir, à Antalya, à Ankara... Je saute Istanbul, je regarderai plus tard. Les autres ont perdu seize personnes, nous

¹ STIRLING P., *Turkish Village*, op. cit., p. 277. Hüseyin E. est officiellement né le 01/01/1956 selon son état civil. En réalité, il serait né en juin 1955, entretien avec Hüseyin E., Ankara, 13/09/2013.

² Entretien avec Hüseyin E., 20/11/2014.

autres douze. Puis je reviens à Istanbul : pas de morts. Quant à Izmit, on n'en parle même pas. Je continue à examiner les listes, rapidement, avec crainte, mais parmi les noms des blessés, ne figure pas celui de Nilgune, Nilgune Darvinoglu. Je relis le tout, mais je n'y trouve rien. Je me dis que c'est peut-être le Hurriyet qui a raté la nouvelle, et je m'en vais acheter le Milliyet »¹.

Le roman questionne la montée de la violence dans la société turque et l'unidimensionnalisation des identités individuelles qui ne sont plus lues qu'à travers le prisme politique. La violence est présentée comme un engrenage de surenchère aveugle qui conduit à une guerre civile rampante et plonge le pays dans le chaos.

Au final, loin d'être largement en rébellion contre leurs parents, les militants révolutionnaires semblent plutôt agir en conformité avec les valeurs véhiculées par l'environnement familial : la majorité s'est vu transmettre une conscience politique sinon de gauche du moins favorablement disposée à son endroit. Ces jeunes se trouvent dans une situation de déclassement « vers le haut » et dans une position d'intellectuels de première génération. Il apparaît donc que si révolte générationnelle il y a (cf. chapitre 1), elle n'est pas tant tournée vers la communauté d'origine généralement valorisée dans les discours que contre les élites au pouvoir accusées de vendre le pays à l'impérialisme étranger et de raciaiser l'identité turque. On constate donc que les militants de la gauche révolutionnaire turque des années 1970 se recrutent sur la base de trajectoires sociales plurielles qui ne sauraient se résumer à la vision misérabiliste si souvent véhiculée qui fait d'eux des individus sans « bagage » ni « expérience »². Ces développements restent toutefois insuffisants pour expliquer les dynamiques d'engagement et de radicalisation. Celles-ci ne peuvent être rendues intelligibles sans analyser leur entremêlement avec les logiques contextuelles plurielles dans lesquelles les acteurs se trouvent pris. Je fais donc l'hypothèse que la sous-culture révolutionnaire acquise au sein des groupes militants et bâtie sur des réseaux amicaux, des liens familiaux et locaux est au moins aussi importante dans la socialisation politique des militants que leurs origines sociales. Cela me conduit à articuler le « contexte spécifique » propre à l'acteur au « contexte global », c'est-à-dire à l'environnement dans lequel il évolue (école, ville d'origine...), pour reprendre les termes d'Annick Percheron³.

¹ PAMUK O., *La maison du silence*, op. cit., p. 461.

² KÜRKCÜGİL M., « Du radicalisme républicain au socialisme », *Imprecor*, n°426, 1998, en ligne, consulté le 18/07/2016, URL : <http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=556>

³ PERCHERON A., « La socialisation politique : défense et illustration », in GRAWITZ M & LECA J. (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985, tome 3, p. 219.

C) Les dynamiques d'engagement dans un militantisme radical à « haut risque »

L'analyse des socialisations individuelles peut permettre d'identifier des affinités électives avec l'engagement révolutionnaire. Celles-ci n'ont de valeur explicative qu'à condition de les tenir ensemble et non isolément. Mais ces proximités potentielles entre la socialisation individuelle et l'engagement militant, qui plus est révolutionnaire, doivent être actualisées dans des contextes et à travers des situations favorables. Dans cette perspective, l'engagement radical est le fruit de la rencontre entre des individus socialisés qui se trouvent dans une position structurelle favorable (la période lycéenne/étudiante) et des contextes facilitateurs peuplés d'entrepreneurs de mobilisation.

1) Disponibilité biographique et rôle des entrepreneurs de mobilisation

La radicalisation politique des acteurs n'est donc pas un préalable à l'engagement mais est au contraire le fruit de celui-ci. Les dynamiques d'engagement se trouvent à l'intersection entre les socialisations antérieures, la position sociale (jeunes lycéens et étudiants) des acteurs qui les placent potentiellement en situation de s'engager, les conditions contingentes (rencontres, situation géographique) qu'ils rencontrent et le champ des possibles politiques¹. L'engagement (et, en creux, le non-engagement) n'est compréhensible qu'à condition d'analyser l'entremêlement de ces dynamiques. De plus, l'engagement ne procède pas d'un processus conscient de bout en bout mais plutôt d'une série d'étapes non linéaires à travers lesquelles passe l'acteur. Ainsi que l'écrit Howard Becker,

« tout engagement réalisé sans que l'acteur en ait conscience – ce que l'on pourrait nommer 'engagement par défaut' – survient au travers d'une série d'actes dont aucun n'est capital, mais qui, pris tous ensemble, constitue pour l'acteur une série de paris subsidiaires d'une telle ampleur que ce dernier se trouve dans une situation où il ne veut pas les perdre »².

C'est en réalité au cours de la participation que les individus découvrent les « raisons » ou les « justifications » de ce qu'ils ont déjà fait et la motivation de continuer³. L'entrée dans un

¹ FILLIEULE O., « Post-scriptum : propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *art. cit.*, p. 209.

² BECKER H., « Notes sur le concept d'engagement », *Tracés*, n°11, 2006, p. 188.

³ SNOW D-A., ZURCHER L-A. & EKLAND-OLSON S., "Social Networks and Social Movements: A Microstructural Approach to Differential Recruitment", *American Sociological Review*, Vol. 45, n°5, 1980, p. 795.

militantisme à haut risque ne relève donc pas d'un cheminement prévisible et rectiligne mais dépend d'un certain nombre de variables.

L'âge a souvent été placé au cœur des interprétations pour comprendre l'ampleur des contestations juvéniles des années 1960-1970¹. Gérard Mauger a défini la jeunesse comme « un état provisoire d'apesanteur et d'indétermination sociale mais aussi comme une période de classements et d'incohérences statutaires »². Cette période est cruciale car elle est à la fois la période de l'accumulation primitive des capitaux (notamment scolaires) et de la « cristallisation des habitus ». Cette « condition juvénile »³ crée les conditions de ce que Doug McAdam a appelé la « disponibilité biographique »⁴ c'est-à-dire l'absence de contraintes à l'engagement qui pourraient freiner et entrer en contradiction avec le processus de rapprochement avec les organisations politiques. Ceci est tout particulièrement vrai pour les étudiants installés dans les foyers loin de leur ville ou village d'origine. Leur jeune âge, leur situation scolaire et l'absence de famille à charge leur laisse du temps à consacrer à la cause dont ils se rapprochent. De plus, l'idée de jeunesse est tout particulièrement associée dans la société turque à cette période antérieure au mariage et à la fondation d'un foyer qui confère alors l'identité d'adulte⁵. La majorité des militants que j'ai rencontrés ont rejoint un groupe révolutionnaire au cours de leur scolarité secondaire ou supérieure suivant l'établissement qu'ils fréquentaient et leur âge⁶. L'éloignement familial qui entraîne le logement en *yurt* ou en internat facilite les rencontres en même temps qu'il limite le contrôle familial sur les acteurs. La disponibilité biographique joue donc un rôle certain dans les dynamiques d'engagement.

Toutefois, elle ne suffit pas à expliquer pourquoi certains individus partageant cette position structurelle s'engagent et pourquoi d'autres ne le font pas⁷ ; ensuite, elle doit être nuancée au regard des biographies des militants. Leur « condition juvénile » ne les affranchit pas totalement des tensions entre sphères de vie qui peuvent entrer en concurrence avec le militantisme. L'ensemble de ces tensions qui travaillent l'engagement sont développées plus loin (II-D).

¹ SOMMIER I., « La contestation juvénile des années 1960 âge de la rébellion ou temps de la révolution ? », in MUXEL A., *La politique au fil de l'âge*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011, p. 250-265.

² MAUGER G., « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme. Pour une histoire de la génération de mai 1968 », in CURAPP, *L'identité politique*, Paris, PUF, 1994, p. 208.

³ MAUGER G., *Âges et générations*, Paris, La Découverte, 2015, p. 80.

⁴ McAdam la définit comme « l'absence de contraintes personnelles qui pourraient accroître les coûts et les risques d'une participation au mouvement (emploi à plein temps, mariage et responsabilités familiales) », in McADAM D., « Recruitment to High-Risk Activism: the Case of Freedom Summer », *art. cit.*, p. 70.

⁵ NEYZI L., « Object or Subject? The Paradox of "Youth" in Turkey », *art. cit.*, p. 415.

⁶ Nejat K. ne rencontre les groupes socialistes qu'en entrant à l'université d'Istanbul alors qu'Hüseyin E. les fréquente depuis le lycée.

⁷ FILLIEULE O., « Age and Social Movements », *op. cit.*

Les groupes révolutionnaires peuvent être qualifiés, au regard du rôle qu'ils jouent sur les jeunes, d'« entrepreneurs de mobilisations » au sens qu'Howard Becker donne à ce terme¹. Ils participent par les redéfinitions des pratiques et des comportements, la publicisation de leur cause et leur politique de recrutement à la l'investissement politique des jeunes dans les quartiers des grandes villes ou sur les campus. Dans les villages ou les quartiers de *gecekondu*² les HE, contrôlées par des proches de DY, jouent un rôle central de socialisation politique et participent à orienter les jeunes vers cette organisation : « Nous n'avions pas de télévision ou d'électricité donc tout le monde allait à la HE boire du thé, discuter. Après on pouvait écouter la radio et discuter, tout se passait là. C'était très beau »³. Si, comme on le verra ci-après, le groupe fabrique ses militants autant que l'inverse, les militants choisissent l'organisation autant qu'ils sont choisis par elle⁴. Les processus d'entrée dans les groupes sont au fond très « aléatoires »⁵ et sont liés à des conditions géographiques, événementielles autant que relationnelles⁶ :

« P : Comment tu es entré au TIP ?

H : Parce que j'étais au lycée de Galatasaray. Si j'avais été étudiant dans un autre lycée, probablement que j'aurais participé à une autre branche. Parce que ce n'était pas... tu choisis parce qu'il y a une opportunité sinon c'est... tu ne choisis pas en disant : « Qu'est-ce qu'ils disent ? »

P : Ce n'est pas un choix idéologique.

H : Ouais. Parce que j'ai fait le choix quand j'avais 15 ans.

P : Mais tu as quand même fait le choix du TIP plutôt que de *Dev-Sol*.

H : Probablement parce que j'avais des bons amis du côté du TIP. Probablement. Ce n'était pas un choix logique quoi »⁷.

L'engagement dans les groupes révolutionnaires se fait de manière informelle. Le caractère illégal de ces groupes limite de fait les formalités (carte de membre). Les groupes étant en quête permanente de militants pour renforcer leurs positions locales face aux groupes adverses, les conditions d'entrée sont souples. Elles n'en comportent pas moins certains rites et épreuves (cf. infra). Mustafa Balbay ajoute, non sans malice, que pour devenir révolutionnaire « une période d'une semaine était suffisante »⁸.

¹ Il s'agirait ici des acteurs qui se mobilisent pour en politiser d'autres en faveur de leur cause, BECKER H., *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, op. cit., p. 145.

² Entretien avec Fecire, Ankara, 20/06/2014.

³ Entretien avec Yener, Ankara, 24/05/2014.

⁴ SAWICKI F., « Les temps de l'engagement. A propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », in LAGROYE J. (dir.), *La politisation*, op. cit., p. 146.

⁵ Entretien avec Ergun, Istanbul, 14/05/2014.

⁶ BENNANI-CHRAÏBI M., « Parcours, cercles et médiations à Casablanca. Tous les chemins mènent à l'action associative de quartier », in BENNANI-CHRAÏBI M. & FILLIEULE O. (dirs.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, op. cit., p. 343.

⁷ Entretien avec Haluk, Istanbul, 29/04/2015.

⁸ BALBAY M., *78'liler. 12 Eylül sol kırımı* [Les 78'ards. Le 12 septembre et le massacre de la gauche, Istanbul, Cumhuriyet Kitapları, 2008, p. 41.

Haluk est d'autant plus enclin à intégrer le TIP que ce dernier est présent dans son lycée et que son frère aîné en est membre. Le choix d'une organisation plutôt qu'une autre relève non pas d'un choix à la carte mais de l'implication dans des réseaux d'acteurs eux-mêmes pris dans des fidélités militantes et amicales préexistantes. Comme l'a montré Daniel Gaxie, il est illusoire de penser que les organisations politiques ne recrutent que sur des considérations idéologiques¹. Les acteurs ne maîtrisent pas toujours en profondeur l'idéologie des groupes qu'ils investissent (cf. infra) et « entrent en mouvement davantage par imprégnation que par conviction »², c'est-à-dire davantage par perméabilité aux slogans et aux dénonciations que par une conviction *antérieure* à l'entrée dans le militantisme. Il faut souligner le rôle des « autrui significatifs »³ qui influencent ou jouent le rôle d'intermédiaires vers l'entrée dans le groupe⁴. Plusieurs militants m'ont ainsi dit avoir eu des enseignants membres de TÖB-DER au cours de leur scolarité, notamment au lycée qui les avaient beaucoup influencés⁵. La proximité affective avec des individus engagés renforce les velléités d'engagement. Hüseyin E., est arrivé sur Ankara depuis son lycée de Konya avec une liste de contacts militants qu'il s'empresse de contacter avant d'intégrer leur groupe qui devient par la suite la branche ankariote d'*Halkın Kurtuluşu*. Le réseau de sociabilités des individus, que ce soit sur les campus ou dans les quartiers, joue ainsi un rôle déterminant dans le processus d'engagement⁶. Il s'agit en quelque sorte d'une entrée en politique « par le bas » via les groupes de pairs.

2) Tout corps plongé dans un environnement radical en sort-il radicalisé ?

Les effets de contexte : quartiers et établissements scolaires

La gauche révolutionnaire en Turquie constitue un mouvement politique radical en ce sens qu'elle entend transformer en profondeur les structures sociales et du pouvoir en appelant à leur renversement⁷. Le concept de radicalisation se trouve aujourd'hui fragilisé par

¹ GAXIE D., « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, n°27, 1977, p. 126.

² SIRINELLI J.-F., « Génération, générations », *Vingtème siècle*, n°98, 2008, p. 119.

³ HUGHES E., « The Making of a Physician », *Human Organization*, n°14, 1955, p. 21-25.

⁴ McADAM D. & PAULSEN R., « Specifying the Relationship Between Social Ties and Activism », *American Journal of Sociology*, Vol. 99, n°3, 1993, p. 640-667.

⁵ Hüseyin G. précise qu'au moins quatre d'entre eux étaient « socialistes », entretien avec Hüseyin G., Ankara, 16/06/2014.

⁶ PASSY F., « Social Networks Matter. But How? », in DIANI M. & McADAM D. (dirs.), *Social Movements and Networks*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

⁷ « La radicalité sera définie comme un ensemble de pratiques – dont les discours – qui instaurent une rupture entre une sodalité (un regroupement volontaire d'individus) et le reste de la société. Cette rupture est au principe de la constitution d'une organisation qui propose une alternative révolutionnaire à l'ordre social. L'univers de

l'usage massif qui en est fait. Je me place ici dans une approche microsociologique des *processus* de radicalisation¹ qui restent encore mal connus² malgré le développement récent des travaux sur cette question³. Je m'efforce dans cette recherche de les replacer dans les trajectoires longues d'engagement et de les considérer selon une approche multidimensionnelle. En effet, l'approche des radicalisations tend à se focaliser sur les trajectoires individuelles pour en décrypter les étapes au détriment des dimensions contextuelles qui jouent, selon moi, un rôle tout aussi central ainsi que j'essaierai de le démontrer⁴. Or, certains des éléments propres aux processus de radicalisation se trouvent dans la coprésence d'acteurs concurrents (autorités ou groupes adverses), dans l'assignation progressive à une ou plusieurs identités sociales et politiques et dans la nature des coups échangés et des répertoires mobilisés, voire, « lorsque le processus de radicalisation affecte l'ensemble de la société, dans la transformation conjoncturelle des structures sociales et des relations entre secteurs sociaux »⁵.

Dès lors, une telle vision permet d'éviter tout biais essentialiste et de laisser de côté une improbable frontière entre un « avant » et un « après » qui caractérise la vision pathologique et déviante de l'engagement radical⁶. De la même manière que les logiques de l'engagement, dont elle découle et ne diffère guère – c'est du moins là une hypothèse –, la radicalisation n'est intelligible qu'au croisement des trajectoires individuelles et de ses interactions avec les autres échelles (ou contextes) dans lesquelles elles se trouvent imbriquées⁷. Elle constitue un résultat davantage qu'un prérequis à l'engagement. Pour reprendre l'analyse en termes de carrière, la radicalisation est la

sens qui a cours au sein du mouvement est différent et, sur de nombreux points, opposé aux valeurs dominantes de la société. [...] Enfin, et ce point apparaît fondamental, la radicalisation n'implique pas mécaniquement des modes d'action spécifiques comme, par exemple, la violence », DORRONSORO G. & GROJEAN O., « Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie », *European Journal of Turkish Studies*, 2004.

¹ TACKETT T., *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997.

² SOMMIER I., *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 59.

³ BOSI L., DEMETRIOU C. & MALTHANER S., « A Contentious Politics Approach to the Explanation of Radicalization », in BOSI L., DEMETRIOU C. & MALTHANER S. (eds.), *Dynamics of Political Violence. A Process-Oriented Perspective on Radicalization and the Escalation of Political Conflict*, London, Ashgate, 2014, p. 1-23.

⁴ SEDGWICK M., « The Concept of Radicalization as a Source of Confusion », *Terrorism and Political Violence*, n°22, 2010, pp. 480-481.

⁵ COLLOVALD, A. & GAÏTI, B., « Questions sur la radicalisation politique », in COLLOVALD, A. & GAÏTI, B. (dirs.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute, 2006, p. 31.

⁶ BIARD M., GAINOT B., PASTEUR P. & SERNA P. (dirs.), « Extrême » ? *Identités partisans et stigmatisation des gauches en Europe, XVIIIe-XXe siècle*, Rennes, PUR, 2012.

⁷ DELLA PORTA D., *Social Movements, Political Violence, and the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

« conséquence imprévue d'une série de transformations objectives et subjectives progressant par étapes successives dont la dernière n'était pas forcément contenue et annoncée par la première. Penser ainsi la radicalisation conduit à historiciser son cheminement en réintroduisant dans l'analyse les hasards, les incertitudes, les ignorances, les imprévoyances qui constituent la trame empirique des lignes de conduite adoptées par les acteurs quels qu'ils soient »¹.

La radicalisation politique doit donc être pensée en interaction avec les autres sphères de vie. Un engagement radical tend à occuper une place centrale dans la vie de l'acteur et à réorienter l'économie générale des sphères de vie en sa faveur. L'entretien d'un engagement radical, qui plus est dans un contexte autoritaire, conduit l'acteur à réorganiser ses routines de vie, qu'il s'agisse de l'organisation de son temps ou de ses déplacements par exemple.

Les processus de radicalisation peuvent donc être liés à la fréquentation d'entrepreneurs de mobilisation par les futurs militants. Mais la radicalisation est, dans le même temps, le fruit des conditions contextuelles dans lesquelles les individus évoluent. Nejat F. considère ainsi que « c'est l'ambiance qui m'a amené vers la gauche »². J'ai souligné dans le premier chapitre le climat de tension politique et sociale qui prévaut au cours des années 1970 et qui se double d'une crise multisectorielle propice à la radicalisation. Cette situation globale s'incarne, à l'échelle locale, dans des espaces qui connaissent des dynamiques de radicalisation entre groupes sociaux et politiques qui les occupent. Le contexte politisé et fortement polarisé des grandes villes turques et des campus au cours des années 1970 a donc largement contribué à politiser et à radicaliser les jeunes qui y vivaient et y étudiaient. On retrouve là l'hypothèse de la centralité de la dimension géographique dans le rapprochement avec la cause révolutionnaire. Cette dimension ne saurait être isolée des autres au risque de perdre son caractère explicatif. Deux espaces principaux sont ici à étudier de près : les campus et les résidences universitaires d'un côté et les quartiers résidentiels d'Istanbul et Ankara de l'autre.

La force des entreprises de labellisation en vigueur au lycée et à l'université contribue à politiser la jeunesse. L'entrée dans ces institutions place les étudiants dans un contexte politique bipolarisé suivant une ligne de division gauche/droite et, dans le cas de campus presque exclusivement à gauche, dans une concurrence entre groupes révolutionnaires comme à ODTÜ à Ankara. Sous l'effet des stratégies des groupes et des contraintes qu'imposent le contexte, la qualité de *solcu* [gauchiste], de *kommünist* [communiste] ou de *faşist* [fasciste] deviennent des assignations identitaires centrales et produisent ce que Michel Dobry a qualifié

¹ COLLOVALD, A. & GAÏTI, B., « Questions sur la radicalisation politique », *op. cit.*, p. 22.

² Entretien avec Nejat F., Bobigny, 27/02/2015.

de processus « d'unidimensionnalisation de l'identité personnelle »¹. Dans ces espaces l'étiquetage politique devient le « statut principal » qui « réorganise l'ensemble de l'économie statutaire »². Ainsi, comme le souligne Benjamin Gourisse, « les organisations étudiantes produisent des labellisations et des injonctions à l'engagement qui contraignent les étudiants à se positionner politiquement et à témoigner de leur proximité avec le groupe »³. Nejat explique qu'en tant qu'étudiant de gauche dans une faculté occupée par les Idéalistes « on avait besoin de cette appartenance [au groupe], on était ensemble »⁴. Le simple fait de s'asseoir d'un côté ou de l'autre de l'amphithéâtre, de fréquenter tel ou tel café ou de lire tel ou tel journal, comme *Cumhuriyet*⁵, *Dev-Yol* ou *Demokrat*, étiquette d'emblée un individu qui peut, par la suite, être l'objet de quolibets ou d'attaques de la part des militants d'extrême droite. Hüsniye, interne dans un lycée de jeunes filles à Istanbul, subit plusieurs brimades de la part de la responsable de son dortoir, proche du MHP, en raison de son origine kurde et alévie⁶. Chose courante à l'époque, elle est automatiquement étiquetée comme communiste en raison de ses origines⁷. La situation se dégrade le jour où ses lectures, qu'elle ramène de séjours dans sa région natale de Kars, Nâzım Hikmet et Yılmaz Güney, sont saisies par la direction. Ces violences verbales ou physiques contribuent à son rapprochement avec les organisations de gauche qui encouragent les étudiants à s'engager et à politiser leurs pratiques. Dans cette perspective, la radicalisation s'opère sous la pression de l'environnement dans lequel les individus sont pris. C'est ensuite la structuration de l'espace politique au sein de chaque université qui joue un rôle important dans les possibilités et choix d'engagement des militants.

Le cas des foyers étudiants (*yurt*) sur les campus universitaires montre également bien ce phénomène de radicalisation par le contexte. Ces établissements sont progressivement détournés de leur but originel par les organisations politiques qui les occupent. Leur fonction

¹ « Les conjonctures critiques tendent à réduire l'identité à, ultimement, une dimension unique servant d'indice pratique dans les interactions perçues habituellement comme sensiblement différenciées. Cette unidimensionnalisation de l'identité peut émerger, en quelque sorte, à l'état pur, dans certaines conjonctures révolutionnaires », DOBRY M., *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009 [1986], pp. 153-154.

² DE QUEIROZ J-M. & ZIOTKOWSKI M., *L'interactionnisme symbolique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1994, p. 105.

³ GOURISSE B., « Enquête sur les relations entre politisation et études supérieures : le cas turc (1970-1980) », *Critique internationale*, n°50, 2011, p. 53.

⁴ Entretien avec Nejat K., Ankara, 20/09/2013.

⁵ Principal journal d'information d'orientation kémaliste proche du CHP, étiqueté à gauche.

⁶ Entretien avec Hüsniye, Ankara, 16/06/2014.

⁷ Elle est également coupable d'une autre transgression aux yeux de l'institution : s'intéresser à la politique, monde éminemment masculin qu'une jeune femme bien éduquée n'est pas censée investir, *a fortiori* pour y exprimer des positions contestataires.

est d'accueillir et de regrouper par région d'origine les étudiants non résidents des grandes villes ou n'ayant pas les moyens de se loger par eux-mêmes afin de limiter leur isolement¹. Les groupes d'extrême gauche (et d'extrême droite) investissent ces foyers pour en faire des « zones libérées » [*kurtarılmış bölge*]. Ils servent alors à organiser les actions, recruter et encadrer les militants². Les groupes y cachent leurs membres recherchés par les forces de l'ordre, y préparent leurs tracts et y mènent des activités de formation³. Dans les yurt occupées par les groupes de gauche, l'espace physique est saturé de symboles marxistes ou antifascistes⁴. Le foyer est aussi un espace où les discussions politiques sont intenses et récurrentes qui participent à la formation politique des jeunes militants qui y arrivent⁵. L'occupation des lieux par les groupes politiques radicaux aboutit à la politisation de l'affectation dans les dortoirs qui se fera via un « tri » entre les nouveaux arrivants en fonction de leurs opinions politiques, par l'exercice des pressions sur les étudiants qui ne participent pas aux séminaires organisés, ou sur ceux dont la proximité avec le camp opposé est avérée⁶. L'étudiant est alors d'autant plus apte à intégrer un sous-univers idéologique qu'il s'intègre dans une micro-société idéologiquement homogène qui se forme dans un lieu spatialement circonscrit. Toutefois, certains changent de yurt à plusieurs reprises suivant les évolutions des rapports de force. Nejat K. change « trois ou quatre fois de yurt avant le coup d'Etat » pour ces raisons⁷. L'éloignement familial et les faibles ressources économiques des étudiants logeant dans ces foyers entraînent une forte ségrégation territoriale qui les conduit à passer la quasi-totalité de leur temps dans un climat de polarisation politique contraignant. Le passage par le foyer étudiant produit quasi automatiquement une modification des activités sociales et des représentations.

Les quartiers investis par les groupes révolutionnaires au cours des années 1970 constituent un autre espace important de radicalisation pour les militants. La population de ces

¹ Les étudiants ayant les moyens de se loger en ville ou disposant d'un membre de leur famille susceptible des les héberger se sont trouvés moins exposés que les étudiants résidant dans les foyers. Ils se sont davantage engagés de leur propre fait en faisant la démarche auprès des groupes.

² Serge, qui séjourne en 1975 à Istanbul décrit la cité universitaire de Kadırga comme un espace couvert d'affiches et de tags dans lequel les étudiants s'organisent de manière autonome, entretien avec Serge, Paris, 03/10/2014.

³ Ces dortoirs sont au nombre de 21 en 1979 à Istanbul allant d'une centaine à plus de 2 000 étudiants, chiffre cité in GOURISSE B., « Enquête sur les relations entre politisation et études supérieures : le cas turc (1970-1980) », *art. cit.*, p. 39-53.

⁴ Entretien avec Serge, Paris, 03/10/2014.

⁵ DUCHESNE S. & HAEGEL F., « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, Vol. 54, n°6, 2004, p. 877-909.

⁶ Entretien avec Yalçın, Ankara, 11/06/2014.

⁷ Entretien avec Nejat K., Ankara, 20/09/2013.

quartiers constitue le « milieu »¹ se lequel s'appuient les groupes pour s'enraciner et accroître leurs ressources territoriales, financières et humaines² (cf. chapitre 2). On y retrouve des étudiants volontaires envoyés par leur organisation pour « organiser » [*organize etmek*], selon le terme militant, la population locale Irfan, entré à ODTÜ en 1972, interrompt ses études pour devenir « *profesyonel devrimci* » [révolutionnaire professionnel]. Il s'installe alors à Altındağ où il travaille à politiser les habitants du quartier et à construire le *Direnış Komitesi* local³ (cf. chapitre 4). On trouve aussi des lycéens qui y résident et s'investissent dans l'antenne de l'un ou l'autre groupe suivant leur implantation. Teoman, lycéen à Keçiören, se rapproche du TKP avant d'entrer à l'université Hacettepe où il continue de militer⁴., Fecire et Hüseyin G., tous deux résidents de Keçiören, rejoignent respectivement *Dev-Yol* et *Partizan* sur la base de leurs réseaux amicaux. La jeune Fecire est très investie dans les HE qui sont contrôlées par des proches de DY tandis qu'Hüseyin est fasciné par la guérilla d'Ibrahim Kaypakkaya dans la zone kurde dont il est originaire. Il se rapproche avec ses amis de *Partizan* qui se réclame de son héritage. Enfin, la population adulte locale est parfois composée de militants syndicalistes ouvriers (comme à Kartal à Istanbul) ou d'enseignants politisés qui s'investissent dans la vie locale et travaillent à impliquer politiquement la population. Ces rapprochements entre étudiants et quartiers populaires créent un phénomène de « courtage » (*brokerage*), c'est-à-dire un processus de connexion « par une unité médiatrice, d'au moins deux sites sociaux auparavant sans contact [ce qui] réduit les coûts de communication et de coordination entre sites, facilite l'usage combiné de ressources présentes dans différents sites et crée de nouveaux acteurs collectifs potentiels »⁵.

Pour parvenir à s'implanter, les groupes se greffent sur les luttes menées par les habitants des *gecekondu* pour légaliser leurs parcelles et réclamer l'accès aux infrastructures

¹ Le « milieu » comprend les groupes et les individus qui interagissent et, à des degrés divers, collaborent avec les groupes radicaux mais parfois aussi les critiquent, les concurrencent ou s'y opposent. La force du milieu radical dépend de la disposition géographique de l'espace, de sa taille, du degré de contrôle qu'y exercent les autorités et de la cohésion de la population en son sein. Il partage avec les groupes radicaux perspective et objectifs, approuve certaines formes de violence et (au moins jusqu'à un certain point) soutient moralement et logistiquement le groupe. Ils partagent ensemble des expériences, des symboles, des récits et des cadres d'interprétation et des réseaux sociaux, MALTHANER S. & WALDMANN P., "The Radical Milieu: Conceptualizing the Supportive Social Environment of Terrorist Groups", *Studies in Conflict & Terrorism*, n°37, 2014, p. 979-998.

² Selon des logiques proches de celles décrites par William Foot Whyte à propos des bandes des quartiers américains, WHYTE W. F., *Street Corner Society. La structure sociale d'un quartier italo-américain*, Paris, La Découverte, 2007.

³ Entretien avec Irfan, Ankara, 16/06/2014.

⁴ TMMOB Mimarlar Odası Ankara Şubesi, *Tanıkların Ulucanlar'ı. Sözlü tarih* [Témoins d'Ulucanlar. Une histoire orale], Ankara, 2007, p. 166.

⁵ McADAM D., TARROW S. & TILLY C., *Dynamics of contention*, op. cit., pp. 142 & 157.

publiques¹. IKD, la branche féminine du TKP, et DKDF² militent activement pour le développement des crèches dans les quartiers ouvriers et l'accès garanti aux produits de première nécessité pour les bébés en faisant pression sur les autorités locales (*muhtar*). Le groupe multiplie les ateliers sur la procréation et la grossesse pour les habitants de ces espaces³. Cette conjonction entre lutte idéologique et lutte contre la précarité participe au marquage politique de ces quartiers⁴. Cette dernière est activement organisée par les organisations révolutionnaires qui cultivent l'opposition aux « fascistes » et un rapport ambivalent aux structures étatiques. Certaines franges des habitants de ces quartiers en viennent donc à partager l'imaginaire violent des groupes révolutionnaires. On retrouve, dans les quartiers les plus politisés, le phénomène de tri observable dans les *yurt*. Ainsi à Hüseyingazi dans la municipalité de Mamak à Ankara « il y a eu un nettoyage. On a fait des échanges de maisons (*ev alış veriş*). Les gens de gauche dans les quartiers de droite et ceux de droite dans les quartiers de gauche. Ils sont partis et se sont installés dans un quartier qui leur convenait politiquement »⁵. Le quartier devient alors un espace néo-communautaire relativement homogène qui a pour enjeu à la fois l'intérieur (homogénéité) et l'extérieur (protection)⁶. Certains quartiers délèguent, face à la politisation des forces de l'ordre qui ne garantissent plus la sécurité de l'ensemble de la population, leur protection aux groupes révolutionnaires qui organisent des tours de garde armés. En retour, les populations sont invitées à participer aux activités menées par les groupes révolutionnaires : séminaires, assemblées de quartier et manifestations. L'action des groupes d'extrême gauche reçoit un certain écho auprès des jeunes, chez qui la mythologie de la lutte armée rencontre une forte audience.

S'il faut nuancer l'idée d'un investissement politique massif de la part de la société turque dans les années 1970, on peut en revanche en parler pour certains secteurs de la société et certaines zones géographiques qui dépassent le cadre de l'intérêt politique moyen du

¹ Dans son étude sur le quartier de Yenimahalle à Ankara, Benoît Fliche précise qu'en 1972-73 la municipalité installe l'eau courante dans le quartier puis l'électricité en 1975. Le quartier n'est viabilisé qu'au début des années 1980, FLICHE, B., *Odyssées turques. Les migrations d'un village anatolien*, op. cit., p. 135

² *Dev-Yol*, n°24, 30/11/1978, p. 5.

³ AKAL E., *Kızıl feministler. Bir sözlü tarih çalışması*, op. cit., pp. 177 & 216.

⁴ Cette dynamique se poursuit aujourd'hui dans certains espaces urbains restés ancrés à gauche (cf. chapitre 4), PEROUSE J-F., « Les compétences des acteurs dans les micro-mobilisations habitantes à Istanbul », op. cit., p. 144.

⁵ Cité in FLICHE, B., *Odyssées turques. Les migrations d'un village anatolien*, op. cit., p. 94. A l'inverse la famille d'Haluk, favorable à la gauche, préfère déménager en raison de la pression des militants Idéalistes dans le quartier de Karagünlük à Edirnekapi. Ils s'installent alors à Fındıkzade près d'Aksaray, entretien avec Haluk, Istanbul, 29/04/2015.

⁶ BOZARSLAN H., « Le phénomène milicien, une composante de la violence politique dans la Turquie des années 1970 », art. cit., p. 200.

citoyen-électeur¹, imprégnant des espaces, des pratiques professionnelles et sociales qui, jusqu'alors, ne l'étaient pas. Les espaces, comme Hüseyingazi à Ankara ou le quartier du 1^{er} mai à Istanbul, sont des lieux où s'entrecroisent liens de parenté, géographiques, de travail et de voisinage qui donnent à chaque quartier une puissante emprise affective². Comme le rappelle Anthony Oberschall, l'organisation préalable du groupe (communautaire ou associative) est un facteur de mobilisation fondamental. La production de ces « liens horizontaux » de solidarité permet leur activation pour la poursuite de buts collectifs et la formation de groupes de conflits³. Elle fournit à la fois « un réseau de communication préétabli, des ressources déjà partiellement mobilisées, la présence d'individus ayant les compétences de dirigeants et une tradition de participation parmi les membres de la collectivité »⁴.

Intégrer dans l'étude l'appétence et la compétence politique tout en tenant compte du statut et de la disponibilité biographique permet d'articuler l'effet de la socialisation des individus sur l'investissement politique et la radicalisation et, par là, sur les probabilités d'engagement. Les dispositions au militantisme radical ne sont pas des « dispositions inconscientes préexistantes à l'engagement, elles sont au contraire recherchées et finalement acquises au cours d'un travail de construction des dispositions »⁵. C'est donc en travaillant activement à maintenir l'engagement qu'on maintient ces dispositions et tout particulièrement dans le cas d'un militantisme à haut risque. Expliquer les engagements par des dispositions biographiques est une étape centrale mais insuffisante de l'analyse. Il faut également comprendre, de manière détaillée, les conditions sociales et organisationnelles qui fabriquent les pratiques militantes et qui permettent de les maintenir dans le temps. Au final, l'analyse de l'engagement doit articuler les différentes séquences de socialisation avec leurs produits⁶.

¹ Kemal Karpat rappelle que, d'après les résultats de l'étude qu'il a menée, la majorité des quartiers de *gecekondu*, votent plutôt pour les partis de droite, KARPAT K., "The Genesis of the *Gecekondu*: Rural Migration and Urbanization (1976)", *European Journal of Turkish Studies*, Vol. 1, 2004.

² GARRIOCH D., *La fabrique du Paris révolutionnaire*, *op. cit.*, p. 39.

³ GOULD R. V., *Insurgent Identities. Class, Community, and Protest in Paris from 1848 to the Commune*, *op. cit.*

⁴ OBERSCHALL A. *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, NJ, Prentice Hall Inc., 1973, pp. 119 & 124.

⁵ DARMON M., « La notion de carrière : un instrument interactionniste d'objectivation », *Politix*, 2008/2, n°82, p. 173.

⁶ DARMON M., *La socialisation. Domaines et approches*, *op. cit.*, p. 73.

Section 2 : Etre révolutionnaire au quotidien : la pratique militante au sein de la gauche turque

Les descriptions que j'ai données des groupes révolutionnaires turcs laissent peu de doute quant à leur éloignement de la notion d'institutions totale définie par Erving Goffman¹. Ils n'ont en réalité guère les moyens de fonctionner comme tel malgré leur intention affichée et le façonnage qu'ils imposent aux individus est de ce fait limité.

La notion de façonnage renvoie d'une part à la sélection des personnes à l'entrée et, d'autre part, à la socialisation organisationnelle, c'est-à-dire aux effets socialisateurs multiples – et parfois contradictoires – de la militance. Cette socialisation peut parfois prendre la forme d'inculcations explicites, dont le but est d'homogénéiser les catégories de pensée des militants et leur façon d'agir au sein et au nom de l'organisation ; mais, la plupart du temps, elle renvoie à un « sens pratique »² qui opère en dehors de la conscience connaissante, ce que Nicolas Mariot a appelé l'« habitus du dehors »³. Ainsi, pour reprendre Hans Gerth et Charles Wright Mills, « les institutions impriment leur marque sur l'individu, modifiant sa conduite externe aussi bien que sa vie intérieure »⁴. Il faut donc s'intéresser à la fois au contenu et aux modalités du processus de socialisation institutionnelle tout en tenant compte des répercussions immédiates ou différées dans tous les domaines de l'existence sociale.

A) Un façonnage institutionnel ambivalent

Le façonnage organisationnel renvoie à trois dimensions : l'acquisition de *ressources* (savoir-faire et savoir-être) ; l'acquisition d'une *idéologie* (l'intériorisation d'une vision du monde, de la place du groupe dans ce monde et de sa place dans ce groupe) ; la redistribution plus ou moins profonde des *réseaux de sociabilité*, dans la sphère militante comme dans les

¹ On peut définir une institution totale comme « un lieu de résidence et de travail où un grand nombre d'individus, placés dans la même situation, coupés du monde extérieur pour une période relativement longue, mènent ensemble une vie recluse dont les modalités sont explicitement et minutieusement réglées. », GOFFMAN E., *Asiles ; Etudes sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus, op. cit.*, p. 41.

² BOURDIEU P., *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980, pp. 111-112.

³ L'« habitus du dehors » correspond à « ces manières préétablies de faire et de penser [dont] l'autorité est extérieure aux individus » et favorise le « repos sur l'institution y compris chez les plus militants, puisqu'ils sont aussi les plus habitués aux rouages de l'action collective », MARIOT N., « L'habitus du dehors. Questions sans réponse et présence des institutions », *Politix*, 2012/4, n°100, pp. 196 & 200.

⁴ GERTH H. & MILLS C. W., *Character and Social Structure. The Psychology of Social Institutions*, Londres, Routledge & Kegan Paul PLC, 1954, p. 173.

autres sous-mondes sociaux, via la pression exercée par le collectif militant¹. Je propose ainsi d'étudier la manière dont se structure la carrière radicale par l'apprentissage du rôle et de la pratique du militantisme au sein des groupes révolutionnaires. Il importe pour cela de comprendre comment ces militants *vivent* leur engagement en « réencastrant » les motivations expressément idéologiques, spontanément avancées comme raisons d'agir, dans un ensemble de pratiques et d'habitudes qui les soutiennent et leur donnent chair.

1) La structure interne des groupes révolutionnaires

L'efficacité du façonnage institutionnel et des injonctions auxquelles sont soumis les militants dépendent du groupe, de la temporalité – le degré de structuration n'est pas le même en 1975 qu'en 1979 – et du contexte (position de force ou de faiblesse, forte concurrence ou monopole local). Les groupes révolutionnaires sont presque tous organisés selon une structure souple relativement proche. Chaque groupe est dirigé par un comité central qui fixe les grandes orientations mais qui s'occupe principalement de la conception et de la diffusion de la revue. C'est cette publication qui garantit le maintien et la continuité du groupe davantage qu'une chaîne de commandement intégré qui transmettrait les ordres du sommet à la base. Les groupes n'ont pas les ressources techniques, humaines et organisationnelles pour fonctionner de cette manière. Ces difficultés sont renforcées par leur caractère illégal et parfois clandestin. Seul le TKP clandestin semble avoir mis en place une organisation cloisonnée fonctionnant sur la base de microcellules étanches².

L'échelon organisationnel le plus important se situe au niveau départemental. Un comité départemental [*il komitesi*] est élu par les militants réunis. Il gère dès lors les actions des groupes sur le périmètre du département. Au niveau local, des comités sont également instaurés pour organiser les activités à l'échelle de la *yurt*, du lycée, du quartier. La coordination reste toutefois limitée entre les comités d'une même organisation. Le commandement n'est pas réellement centralisé et les comités locaux revendiquent – en retournant la contrainte – une forte autonomie d'action dans l'espace qu'ils contrôlent. Dans la pratique, les antennes locales des groupes révolutionnaires sont davantage des petits noyaux de militants qui s'auto-labélisent du nom d'une organisation avec laquelle ils ont des affinités ou qui se trouve présente sur leur territoire qu'une création *ex nihilo* de la part de la

¹ FILLIEULE O., « Le désengagement d'organisations radicales. Approche par les processus et les configurations », *Lien social et Politiques*, n°68, 2012, p. 37-59.

² Entretien avec Nejat F., Bobigny, 27/02/2015.

direction. Cette situation explique que les effectifs sont parfois faibles. Hüseyin G. estime à quinze les militants de *Partizan* dans son quartier. Il ne rencontre que rarement les cadres locaux du groupe qui font seulement livrer la revue¹. De la même manière, Fecire, militante lycéenne très investie dans son quartier (Keçiören), ne connaît pas les chefs de l'organisation en dehors de ceux de son quartier². Parfois, comme pour le TKP et *Halkın Kurtuluşu*, le comité se trouve à l'étranger (Allemagne de l'Est). Dans ces circonstances, les militants n'ont jamais l'occasion de voir les dirigeants de l'organisation et sont encadrés par les responsables locaux. Hüseyin E. souligne l'importance du *il komitesi* davantage que du *merkez komitesi* [comité central] dans l'organisation du groupe au jour le jour³. Seules les unités armées, qui se créent à mesure que la violence se développe à partir de 1977, sont contrôlées par le comité central.

Au sein des groupes révolutionnaires, les cadres sont élus à tous les échelons. Même si, comme on va le voir, ces consultations internes valorisent des profils particuliers, elles n'en restent pas moins des moments de socialisation électorale importants. L'extrême droite fonctionne, pour sa part, sur la base de nominations émanant du centre. A ODTÜ, les étudiants peuvent présenter des listes pour être représentés au sein du Conseil représentatif étudiant [ÖTK], lequel est composé de sept membres élus à la proportionnelle. En réalité, chaque liste représente une organisation politique présente sur le campus et peu d'indépendants⁴. On compte, à ODTÜ, jusqu'à dix listes pour les élections au sein de l'ÖTK⁵. Ergun Aydınoğlu, très critique à l'encontre de la gauche des années 1970 et du caractère démocratique de son fonctionnement interne, souligne quant à lui la « culture de la hiérarchie et de la discipline », l'importance des « dirigeants » [*yönetici*], des leaders [*önder*] et des chefs [*şef*] et les relents d'autoritarisme qui caractériseraient ces groupes⁶. La domination de DY au sein de l'ÖTK d'ODTÜ (2/3 des sièges dans la seconde moitié des années 1970) laisse en pratique peu de place aux autres groupes dans les décisions d'action, notamment en ce qui concerne l'organisation des boycotts⁷. Une fois encore, les situations sont variables selon le degré de contrôle que ces groupes ont sur un espace et la population militante. Certains militants, en particulier dans les quartiers de *gecekondu*, semblent avoir eu de bonnes

¹ Entretien avec Hüseyin G., 16/06/2014.

² Entretien avec Fecire, Ankara, 20/06/2014.

³ Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 20/11/2014.

⁴ Ce mode de fonctionnement s'exerce dans d'autres structures comme les HE.

⁵ Entretien avec Yalçın, Ankara, 11/06/2014.

⁶ AYDINOĞLU E., *Türkiye solu (1960-1980). Bir amneziğin anıları*, op. cit., pp. 415-416.

⁷ Entretien avec Yiğit, Istanbul, 28/05/2015.

relations avec leurs dirigeants locaux qui, bien souvent, étaient des proches ou des connaissances¹.

Dans la direction des groupes, les hiérarchies sont construites en fonction de l'âge, du sexe et de l'expérience militante. Le degré de proximité avec les leaders de 68 (Gezmiş, Çayan, Kaypakkaya) joue incontestablement un rôle dans le capital symbolique dont jouit un militant². De cette organisation en cascade, découle un rapport individuel aux groupes qui peut varier suivant le lieu de vie, l'âge et l'intérêt pour la politique des acteurs. Les relations de pouvoir sont assez fluides au sein des groupes malgré l'existence d'une hiérarchie qui reste moins marquée qu'au sein de l'extrême droite. Certains trouvent toutefois ce mode de fonctionnement pesant : « Il y avait quelque chose qui commençait à me gêner énormément, c'était la hiérarchie dans l'organisation »³. violemment réprimandé par sa hiérarchie quand il exprime la volonté de quitter le groupe, il n'est toutefois pas menacé et parvient à maintenir un certain nombre de contacts avec ses anciens camarades. Pour reprendre les termes d'Albert Hirschman, *voice* et *exit*⁴ sont relativement aisés et peu coûteux lorsqu'il s'agit de quitter un groupe pour un autre. Ceux-ci ont rarement les moyens de retenir leurs militants. Si les barrières à l'entrée des groupes sont, comme on l'a vu, limitées, elles le sont également à la sortie. Comme le synthétise Yiğit :

« Y : Les gens bougeaient sans cesse, passaient d'une organisation à l'autre aussi, il y avait énormément de mouvement. Donc, c'était surtout, plus que des vraies organisations de type structuré et dur, c'était des mouvements, des mouvements très lâches, très larges. Et alors les quelques hiérarchies c'était local »⁵.

Ce nomadisme militant s'opère notamment à l'issue des scissions successives, comme entre *Dev-Genç* et *Kurtuluş* en 1976 ou entre *Dev-Yol* et *Dev-Sol* en 1978, qui entraînent des pans entiers de militants vers une nouvelle structure. L'affaiblissement ou l'insuffisance des rétributions peut pousser, au-delà des motifs idéologiques avancés, certains militants dotés d'un certain capital symbolique à sortir pour créer leur propre groupe⁶. La scission entre *Dev-Genç* et *Kurtuluş* est liée à un conflit pour la captation légitime de l'héritage de Mahir Çayan et la division entre DY et DS est le résultat de la volonté d'autonomie de la direction stambouliote de l'organisation vis-à-vis du comité central ankariote. Les divisions

¹ Entretien avec Fecire, Ankara, 20/06/2014.

² Nasuh Mitap, ancien membre du THKP-C de Mahir Çayan devient rapidement un cadre de la jeune organisation *Dev-Genç* (qui devient par la suite DY) à sa sortie de prison en 1974. Il en va de même pour les cadres de *Kurtuluş*.

³ Entretien avec Ferhat, Istanbul, 30/04/2015.

⁴ HIRSCHMAN A. O., *Exit, voice, loyalty. Défection et prise de parole*, op. cit.

⁵ Entretien avec Yiğit, Istanbul, 28/05/2015.

⁶ GAXIE D., « Economie des partis et rétributions du militantisme », art. cit., p. 142.

idéologiques importantes masquent en réalité des rapports de force internes. Il est toutefois nécessaire de s'y intéresser.

2) Le « bricolage » de la formation idéologique au croisement du formel et de l'informel

Dans un curieux exercice de repentir publié par *Cumhuriyet* à l'été 1978, plusieurs cadres de *Dev-Genç* emprisonnés se livrent à une sévère autocritique : « Notre groupe ne discernait pas bien la voie à suivre. Aucun mouvement marxiste ne nous guidait. C'est cela qui nous a menés au désespoir et de là dans les chemins hasardeux du terrorisme. Une fois là, le 'mythe du héros' s'est emparé de nous » déclare Yusuf Küpeli¹. Comment comprendre ce rapport décrit comme hasardeux à l'idéologie au sein des groupes révolutionnaires ?

On peut considérer l'idéologie comme le « schème collectif d'interprétation du monde [...] qui ne devient objet de sociologie que quand on étudie ses conditions de production et de reproduction, ses moyens de diffusion et d'inculcation »². L'engagement produit ainsi une socialisation de l'individu dans une contre définition de la réalité, c'est-à-dire opposée à la conception des « légitimateurs officiels de la société »³. L'idéologie constitue un des opérateurs d'identification au rôle de révolutionnaire. Cela n'en fait pas pour autant le moteur des comportements mais plutôt un cadre d'interprétation et d'expérience permettant aux acteurs d'évoluer avec assurance dans un contexte social donné. Il faut voir la formation comme un processus qui s'accompagne d'adaptations aux rôles prescrits découverts progressivement dans les interactions et les situations affrontées. Les positions idéologiques ne sont pas – ou pas totalement – acquises avant l'engagement mais sont le fruit de celui-ci. De plus, les motivations idéologiques théoriques sont importantes mais doivent être rapportées au sens qu'elles prennent localement. Elles contribuent à former une « culture militante » qui enveloppe et structure l'expérience, s'adossant à des évidences socialement construites et à des stocks de connaissances qui organisent la pensée des groupes et des individus.

La formation des militants au sein des groupes révolutionnaires se fait à la fois par l'enseignement explicite de la doctrine dont se réclame le groupe mais aussi de manière plus informelle et symbolique. Elle est à la fois décentralisée et assez artisanale par manque de

¹ Cité in VANER S., « Violence politique et terrorismes en Turquie », *art. cit.*, p. 96.

² ANSART P., *Les idéologies politiques*, Paris, PUF, 1974, p. 11.

³ BERGER P. & LUCKMAN T., *La construction sociale de la réalité*, *op. cit.*, p. 146.

ressources. Les groupes organisent des séminaires et de *toplu okumalar* [lectures de groupe]¹ dans les espaces qu'ils contrôlent. Ils se tiennent ainsi dans les *yurt*, chez les militants, dans les librairies, les *çayhane* [salon de thé] ou les cafés² des différents quartiers :

« A cette époque, tous les étudiants révolutionnaires du quartier de Sıhhiye, de la faculté de médecine d'Ankara, d'Hacettepe et de notre faculté se retrouvaient dans le bistrot des employés municipaux qui se situait en contrebas de la voie de chemin de fer de la ville ; les étudiants de l'Université technique du Moyen Orient, dont l'arrêt de bus était placé juste devant, s'y regroupaient aussi. Je prenais un vrai plaisir à écouter Bedri et ceux de mon groupe débattre »³.

Les séminaires tenus dans les universités et les quartiers contrôlés par les organisations sont ouverts au public et sont un espace de recrutement privilégié. Ils permettent aux militants de se situer dans les débats internes à l'extrême gauche internationale et turque⁴. De manière globale, la gauche se trouve en Turquie dans une position idéologique ambiguë. Elle lie deux registres de lutte : nationale et nationaliste du fait de son anti-impérialisme, et sociale, puisque son but ultime est le renversement du pouvoir bourgeois. Elle est de ce fait pétrie d'imaginaire national et révolutionnaire. La coexistence de ces deux catégories permet à ses adeptes de se revendiquer à la fois de la lutte de classe et d'une forme de libération nationale. Mais le discours de gauche est également une actualisation et une subsumption de conflits anciens (kurdisme, alévisme, lutte de classes) qui explique en partie la diversité des trajectoires post-répression et de réengagement militant une fois ce cadre détruit par le régime militaire.

Le principal moyen de diffusion de ses positions et de recrutement pour une organisation politique est alors la presse militante. L'existence d'une publication régulière est presque une condition d'existence et de reconnaissance pour une organisation politique dans les années 1970⁵. Les journaux militants donnent régulièrement des conseils de lecture aux responsables locaux et aux militants pour affiner leur connaissance du marxisme. Les textes proposés concernent les classiques du marxisme comme Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao, Guevara, Çayan⁶ mais aussi Dimitrov⁷. Ces listes sont régulièrement renouvelées⁸ et les textes

¹ Ces groupes basés sur le volontariat choisissent un texte qui est discuté collectivement après une lecture à voix haute. Ces dispositifs sont largement utilisés pour familiariser les étudiants et les habitants des quartiers urbains au marxisme dans ses différentes variantes.

² Pour une analyse transposable en milieu urbain des cafés dans le milieu rural, voir BEELEY B. W., "The Turkish Village Coffeehouse as a Social Institution", *Geographical Review*, Vol. 60, n°4, 1970, p. 475-493.

³ BENER Y., *Le revenant*, op. cit., pp. 83-84.

⁴ BELORGEY N. et al., « Théories en milieu militant », *Sociétés contemporaines*, 2011/1, n°81, p. 5-25.

⁵ *Halkın Kurtuluşu* publie sa revue éponyme à 50 000 exemplaires au cours des années 1970, AYKOL H., *Türkiye'de sol örgütler*, op. cit., p. 75.

⁶ « Marksist teorinin ve teorik eğitimin önemi üzerine » [Sur l'importance de la théorie marxiste et de l'éducation théorique] et « Kitle eğitiminde dikkat edilmesi gereken noktalar » [Points à prendre en compte dans l'éducation des masses], *Dev-Yol*, n°1, 01/05/1977.

⁷ Nejat m'a dit avoir lu, dans sa traduction turque, *L'unité de la classe ouvrière dans la lutte contre le fascisme* de Dimitrov [*Faşizme karşı birleşik cephe*], entretien avec Nejat K., Ankara, 20/09/2013.

⁸ *Dev-Yol*, n°13, 15/01/1978 & *Dev-Yol*, n°15, 21/02/1978.

font l'objet de commentaires de la part des dirigeants du groupe ou du parti qui donnent lieu à des réinterprétations et des adaptations au contexte turc¹. Les revues militantes essaient également de réinscrire l'action des groupes dans une lutte de long terme pour le triomphe de la révolution en Turquie² tout en présentant des critiques des groupes opposés qui permettent de renforcer les frontières du collectif³. C'est davantage par ces textes critiques et les relations sur le terrain que se construisent les oppositions entre groupes. Les revues font le lien entre les différentes antennes et les organisations proches du groupe concerné participant ainsi au travail d'homogénéisation. A titre d'exemple, la revue de *Dev-Yol* relaie, dans sa rubrique *Kısa Haberler* [Brèves], les informations relatives à ses différentes antennes dans le pays, celles des luttes dans les usines et les campagnes ; mais le journal relaie l'actualité des organisations qui lui sont proches : il publie les résultats des élections internes à *Pol-Der*, à TÖB-DER ainsi que les résultats des comités étudiants élus sur les différents campus (en privilégiant toujours les campus dans lesquels l'organisation est majoritaire).

Pourtant, comme l'a montré Philippe Oliveira à propos des lectures dans les groupes de la gauche révolutionnaire française, « l'écart est ainsi spectaculaire entre les livres qu'il faut (ou faudrait) avoir lu et les indices de lectures réelles »⁴. Dans la pratique les périodiques jouent un rôle bien supérieur à celui des ouvrages dans l'usage des lectures pour l'action comme me l'a confirmé Özer⁵. Yiğit va même plus loin :

« Y : On lisait la revue du groupe et c'est les citations qui étaient dans la revue du groupe qui faisaient notre corpus théorique. Il y avait quelques dirigeants intellectuels, on leur faisait confiance mais en plus on s'en foutait un peu, c'était le mouvement qui comptait »⁶.

Bien qu'étudiants ou lycéens, les jeunes militants n'entretiennent pas nécessairement un rapport de grande familiarité avec la lecture⁷. Pour la plupart, la découverte d'une lecture

¹ On pourrait même aller plus loin et analyser, comme le propose Roger Chartier, « comment les mêmes textes ont pu être diversement appréhendés, maniés, compris », CHARTIER R., « Communautés de lecteurs », in *Culture écrite et Société. L'ordre des livres (XIVe-XVIIIe siècles)*, Paris, Albin Michel, 1996.

² Dans son numéro 19, *Dev-Yol* propose un article sur la lutte communiste au cours de la Guerre d'indépendance, *Dev-Yol*, n°19, 20/06/1978, pp. 16-17.

³ *Dev-Yol* publie régulièrement des critiques théoriques de ses concurrentes. Elle critique le concept de « *ileri demokrasi* » [démocratie avancée] soutenu par le TKP taxé de « contre-révolutionnaire et bourgeois », *Dev-Yol*, n°5, 01/07/1977. Elle s'en prend également à d'autres groupes : « *Halkın Kurtuluşu şaşkınlığı* » [La confusion d'*Halkın Kurtuluşu*] et « *Aydınlık oportünist fırsatçı tavırlar ve spekülasyonlarla devrimci harekete kara çalıyor* » [*Aydınlık* assombrit le mouvement révolutionnaire avec des comportements profiteurs et opportunistes et avec les spéculations], *Dev-Yol*, n°4, 15/06/1977. Pour une présentation graphique des principes d'opposition idéologique au sein de la gauche turque, cf. annexe 3.

⁴ OLIVERA P., « Les livres de Mai », in DAMAMME D., GOBILLE B., MATONTI F. & PUDAL B. (dirs.), *Mai-Juin 68, op. cit.*, p. 146-148. Voir aussi à ce sujet PONSARD N. & ROUSSEAU S., « Pour une histoire des lectures militantes au XXe siècle en France », *Siècles*, n°29, 2009.

⁵ Entretien avec Özer, Ankara, 30/05/2014.

⁶ Entretien avec Yiğit, Istanbul, 28/05/2015.

⁷ J'ai fait preuve, pendant les premiers entretiens, d'un biais intellectualiste manifeste en posant toujours la question des références théoriques alors mobilisées avant de me rendre compte qu'elle était en décalage avec la

critique et socialisante du monde vient de la littérature davantage que de la théorie politique. La presse et l'édition sont étroitement surveillées par les autorités et les publications révolutionnaires se font de manière clandestine puis semi-clandestine au cours des années 1960-1970¹. Le marxisme, sans existence légale, s'exprime majoritairement par ce biais ainsi que par celui de la poésie jusque dans les années 1960. Initialement cantonné aux milieux urbains et intellectuels (université) il est sans véritable lien avec le monde ouvrier et paysan. Le roman et la poésie à thème social se développent dans les années 1950 et puisent dans l'observation de la misère anatolienne et l'absence de justice comme chez Yaşar Kemal² et Orhan Kemal³. Diffusés sous forme de feuilleton dans des quotidiens à grand tirage, ils touchent un large public. La réédition, à partir des années 1960, des poèmes de Nâzım Hikmet joue un rôle tout à fait important. Il devient une référence à la fois commune et disputée. La poésie devient alors un important mode de transmission de la mémoire militante, pratique entretenue jusqu'à aujourd'hui⁴. La détention a donné aux militants du temps ainsi qu'une volonté de coller à l'image du poète communiste enfermé qu'était Hikmet⁵. On retrouve ici la description que fait Philippe Juhem des militants français de la LCR qui, finalement, « adhèrent moins à un programme idéologique précis qu'ils n'adoptent une posture

pratique réelle et m'empêchait de la comprendre. Prendre conscience de cette « illusion scolastique » plusieurs fois critiquée par Pierre Bourdieu permet de s'abstraire d'un présupposé qui génère un modèle du « bon » militant révolutionnaire qui est d'abord un théoricien avant d'être homme d'action et fustige l'inculture des militants « réels » incultes qui ne lisent pas et ne maîtrisent pas l'idéologie de leur propre groupe. Ce qui revient à oublier un peu vite que ce sont les rapports individuels à l'idéologie qui irriguent les subjectivités révolutionnaires et non l'inverse.

¹ Avant la Seconde Guerre mondiale, les autorités turques conservent une mainmise presque totale sur les publications qui pâtissent d'un état alors embryonnaire des techniques de fabrication et de diffusion. Après 1945, la presse se développe petit à petit, non sans subir de fortes pressions de l'Etat. La constitution de 1961 libéralise les possibilités de publication qui vont rapidement exploser malgré la répression. Les groupes révolutionnaires et le MHP profitent de l'expansion des technologies de communication au cours des années 1970. La littérature révolutionnaire se diffuse en Turquie à travers quelques maisons d'édition (*Ant, Sol Yayınları*). Traducteurs et éditeurs d'œuvres socialistes font toutefois l'objet de procès à répétition et nombre d'entre eux sont jugés et condamnés après le coup d'Etat de 1980. Le 22/09/1975, le ministère de l'Intérieur publie une brochure mentionnant tous les livres interdits à la publication. Elle contient les classiques marxistes mais également des romans, des poésies. La moyenne annuelle des procès et interdictions de publications était de 60 en 1950-1960, avant de tomber à 34 entre 1960 et 1974 et de remonter à 311 entre 1975 et 1980. Une enquête de 1978 citée par Orhan Koloğlu dénombre 79 publications exprimant les différentes opinions de la gauche turque, KOLOGLU O., « La presse turque : évolution et orientations depuis 1945 », in GÖKALP A. (dir.), *La Turquie en transition. Disparités. Identités. Pouvoirs*, op. cit., p. 188.

² Le personnage le plus connu de Kemal, *Memed le mince* [Memed Ince] représente à la fois la lutte révolutionnaire des paysans contre les grands propriétaires terriens, les *ağa*, et le bandit d'honneur dont la figure irrigue l'imaginaire militant des groupes révolutionnaires des années 1970. Sur Yaşar Kemal voir GÜRSEL N., « Yachar Kemal, romancier d'une période de transition », in GÖKALP A. (dir.), *La Turquie en transition. Disparités. Identités. Pouvoirs*, op. cit., p. 97-123.

³ KEMAL O., *Sur les terres fertiles* [Bereketli Topraklar Üzerinde], Paris, Gallimard, 1971 [1954].

⁴ GAYER L., « En vers et contre tout : poésie et politique chez les Mohajirs de Karachi », Sciences Po/CERI, 2009.

⁵ Özgür qui a publié plusieurs recueils de poèmes m'en a offert un lors de notre entretien. Il m'a confié en écrire depuis sa détention après le coup d'Etat de 1980, entretien avec Özgür, Ankara, 12/11/2014.

contestataire et une patente de radicalité »¹. Il semble par ailleurs qu'il ne faille pas trop rigidifier les oppositions idéologiques qui peuvent être confuses et brasser « de façon plus ou moins structurée, maîtrisée et cohérente, une certaine vulgate de l'époque faite de maoïsme, guévarisme, tiers-mondisme, qui se greffe le cas échéant sur des traditions révolutionnaires ancrées dans certains pays »².

L'homogénéisation des visions du monde et des pratiques dans l'organisation passe davantage par l'informel et par ce que Philippe Braud appelle les « modes d'expression symboliques » qui sont de trois types : le langage qui véhicule les mythes et génère les classements (« nous/eux »), les objets, les lieux et les comportements et pratiques³. Les mythes révolutionnaires comme la révolution bolchévique, la vie de Che Guevara, la martyrologie et la vénération des militants exécutés (Çayan, Gezmiş et Kaypakkaya), les symboles, les logos⁴ et les chants⁵ (l'Internationale) participent à ancrer l'individu dans l'engagement. Le théâtre joue un rôle « très important » chez certains militants comme Haluk⁶ qui le pratiquent dès le lycée ou à travers les associations culturelles étudiantes⁷. Montant des pièces de Brecht ou des créations personnelles, ils continuent parfois à le mobiliser aujourd'hui pour mettre en scène la répression⁸. Ces éléments participent autant, sinon plus, que la doctrine politique à construire le « révolutionnaire » comme un idéal, comme un vouloir-être et poussent l'individu à s'impliquer pleinement dans ce rôle.

Comme l'écrit Thierry Zarcone, « le glissement de l'alévisme vers le socialisme et le marxisme s'explique par le croisement de revendications sociopolitiques avec une lecture idéologique de ses mythes historiques »⁹ dans un contexte répressif après le coup d'Etat de

¹ JUHEM P., « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue française de science politique*, 2001/1, Vol. 51, p. 133.

² SOMMIER I., *La violence révolutionnaire*, op. cit., p. 95.

³ BRAUD P., *L'émotion en politique*, Paris, Presses de la FNSP, 1996, pp. 109-111.

⁴ Il peut s'agir des banderoles brandies pendant les manifestations, des slogans et des affiches peints sur les murs des espaces investis ou des bâches tendues sur les bâtiments lors des grandes célébrations comme le 1er mai.

⁵ L'Internationale bien sûr mais aussi « Deniz Gezmiş, Mahir Çayan devrim için öldüler, Devrimciler ölür ama devrimler durmaz sürer » [Deniz Gezmiş et Mahir Çayan sont morts pour la révolution, Les révolutionnaire meurent mais les révolutionnaires ne s'arrêtent pas et continuent] ou encore « Ey devrimci, ey devrimci savaş vakti yaklaştı, Al silah vakti vur beline, carpis faşizme karşı » [Ô révolutionnaire, le temps de la guerre révolutionnaire approche, prends ton arme il est temps de riposter contre le fascisme], chants cités in BİLİCİ N., *12 Eylül'e giden yol (Bir hukuk öğrencisinin günlükleri: 1976-1980)*, op. cit., p. 49.

⁶ Entretien avec Haluk, Istanbul, 29/04/2015.

⁷ Comme la *Devrimci Amatör Tiyatrocular Derneği* [DAT-DER, Association de théâtre amateur et révolutionnaire], DEV GENC, *Bağımsızlık, demokrasi ve sosyalizm mücadelesinde. Gençlik. Cilt. 1 1974-1980*, op. cit., p. 252. Le théâtre national d'Ankara (*Ankara Devlet Tiyatrosu*) est très fréquenté par les militants révolutionnaires de cette période du fait de sa programmation mais aussi des vastes mouvements de grève au sein du personnel.

⁸ Comme la *78'liler Derneği* qui a mis en scène la tuerie du 1^{er} mai 1977, entretien avec Celalettin, Istanbul, 19/03/2009.

⁹ ZARCONE T., *La Turquie moderne et l'islam*, Paris, Flammarion, 2004, p. 187.

1971 et de profonde transformation socio-économique (exode rural et urbanisation). Relisant leur héritage à l'aune du marxisme, les jeunes militants alévis commencent à considérer l'alévité comme une doctrine révolutionnaire¹ et une « philosophie de la résistance »². D'un côté, pour les dirigeants de la gauche, adopter une proximité avec l'alévité revient à s'inventer une généalogie ancrée dans la culture locale et à se forger une base autochtone. De l'autre, au fur et à mesure que se renforce cette convergence symbolique, la gauche est progressivement identifiée aux alévis : perçu comme une hérésie, l'alévisme passe pour un avatar du communisme, idéologie athée et étrangère. La droite nationaliste entretient, dans un climat de polarisation politique, cet amalgame qui a le mérite de définir un groupe clairement identifié responsable de la « menace rouge » pesant sur le pays. Par un effet circulaire, les attaques des nationalistes contre les alévis tendent à orienter, malgré eux, les alévis vers la gauche pour assurer leur sécurité.

Enfin, l'engagement révolutionnaire permet de réaligner la biographie avec l'expérience, c'est-à-dire qu'il permet de donner sens à des dissonances vécues : en apportant un sens collectif à des expériences individuelles de désajustement et de reclassement social, il a des effets réparateurs et libérateurs. Le travail de dignification des cultures populaires mené par les groupes et partis de gauche a ainsi contribué au retournement du « stigmaté des origines » chez les acteurs en voie d'ascension sociale. Chez les militants les plus dotés en capitaux scolaire et culturel, il a été l'occasion de rejoindre les groupes les plus portés vers l'élaboration théorique, notamment les maoïstes (TIKP) et les trotskystes (SD) ou encore la revue *Birikim*. Les rapports individuels différenciés à la littérature militante et politique sont liés au capital culturel acquis, à la facilité à se mouvoir dans cette littérature ou simplement d'y avoir accès. Peu de militants sont alors capables de lire dans une langue étrangère. Nejat F., étudiant au lycée de Galatasaray à la fin des années 1960, se rend régulièrement au consulat soviétique à Tünel à Istanbul où il récupère les œuvres de Lénine distribuées gratuitement en anglais et en français³. Certains s'initient à la traduction au cours de cette expérience militante : Ragıp, lui aussi *Galatasaraylı*⁴ et militant du TIKP, traduit les *Œuvres*

¹ Ainsi, « les sujets d'opposition déjà présents sont aisément adaptés au socialisme [...] ; le rouge, couleur des « têtes rouges », devient celle de la révolution ; les révoltes du XVI^e siècle sont réinterprétées comme mouvements socialistes », MASSICARD E., *L'autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires*, op. cit., p. 46.

² Non sans susciter des résistances de la part de leurs aînés qui ne partagent pas cette interprétation et ne les soutiennent pas, MASSICARD E., « La question alévie », in VANER S. (dir.), *La Turquie*, op. cit., p. 342.

³ Entretien avec Nejat F., Ankara, 29/02/2015.

⁴ Issu du lycée Galatasaray.

choisies de Mao lui-même¹ à destination du groupe. On peut ainsi formuler l'hypothèse que l'engagement révolutionnaire fut, pour une part de ses militants au moins, un soutien intellectuel et méthodologique pour entrer dans un espace de postures et de professions « intellectuelles » sans pour cela renier ses origines sociales².

3) « Faites la guerre, pas l'amour ! » Genre et révolution sexuelle dans les organisations révolutionnaires

La littérature scientifique sur les rapports entre genre et militantisme a largement souligné la reproduction des inégalités de sexe au sein des groupes militants³. Dans cette perspective, il faut penser le militantisme à la fois « comme un produit et comme un mode de (re)production des rapports de genre »⁴. Les groupes révolutionnaires turcs des années 1970 n'échappent pas à ce mode de fonctionnement. Ils intègrent une population féminine importante tout en la cantonnant à certains espaces et activités et en la soumettant à des injonctions morales très fortes.

On y constate tout d'abord « une division du travail militant fondée sur un processus de spécialisation qui (re)produit des groupes de sexe à l'intérieur même du mouvement »⁵. Hormis dans des cas très particuliers, comme Behice Boran⁶, aucune femme n'a acquis de position importante au sein des partis et groupes révolutionnaires. Les comités centraux de l'ensemble des groupes et partis sont exclusivement masculins. Seules trois femmes, investies dans des groupes armés, semblent les avoir dirigés⁷ : Gülten Çayan, épouse de Mahir Çayan, fonde après son exil parisien, la *X Örgütü* [Organisation X] en Syrie pour former des militants à la guérilla⁸ ; Nalan Gürateş est devenue une des dirigeantes du MLSPB¹ ; Sabahat Karataş,

¹ Entretien avec Ragıp, Istanbul, 24/10/2013.

² NEVEU E., « Trajectoires de 'soixante-huitards ordinaires' », in DAMAMME D., GOBILLE B., MATONTI F. & PUDAL B. (dirs.), *Mai-juin 68, op. cit.*, p. 311.

³ FILLIEULE O. & ROUX P. (dirs.), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

⁴ BARGEL L. & DUNEZAT X., « Genre et militantisme », in FILLIEULE O., MATHIEU L. & PECHU C. (dirs.), *Dictionnaire des mouvements sociaux, op. cit.*, p. 252.

⁵ DUNEZAT X., « Trajectoires militantes et rapports sociaux de sexe », in FILLIEULE O. & ROUX P. (dirs.), *Le sexe du militantisme, op. cit.*, p. 246.

⁶ Sur le parcours de Behice Boran voir ATILGAN G., *Behice Boran. Öğretim üyesi, siyasetçi, kuramcı* [Behice Boran. Enseignante, femme politique, théoricienne], Istanbul, Yordam Kitap, 2007.

⁷ Les informations concernant les trajectoires de ces femmes sont très lacunaires et donc à prendre avec prudence. Leur mention dans les sources relève systématiquement des critères que Fanny Bugnon a contribué à souligner concernant l'explication de la violence des femmes : leur fanatisme et le rôle des hommes qu'elles ont épousées (incitation sinon manipulation) dans leur entrée dans la violence, BUGNON F., *Les « Amazones de la terreur ». Sur la violence politique des femmes, de la Fraction armée rouge à Action directe*, Paris, Payot, 2015. Voir, de manière plus générale, CARDI C. & PRUVOST G., *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte, 2012.

⁸ GOURISSE B., *La violence en Turquie. L'Etat en jeu (1975-1980), op.cit.*, p. 90.

femme de Dursun Karataş, semble avoir tenu un rôle important au sein de *Dev-Sol* avant d'être tuée par la police en 1992 à Istanbul². Au sein des groupes, les femmes sont cantonnées à des activités considérées comme secondaires ou logistiques. Elles dactylographient les tracts, portent du courrier et des armes (sans les manipuler)³, fabriquent et peignent les banderoles pour les manifestations⁴. Elles sont même chargées de faire la cuisine et de nettoyer les *yurt* de garçons où elles viennent pendant la journée⁵. Toutefois, l'expérience acquise au sein de ces groupes leur apporte des compétences qui sont notamment réinvesties dans la création du mouvement féministe turc au cours des années 1980 (cf. chapitre 5).

Contrairement à ce que Kostis Kornetis met en avant pour le cas grec, il n'y a pas de révolution culturelle et sexuelle dans la Turquie des années 1970 à travers la gauche⁶. De la même manière, le mouvement de politisation de la vie quotidienne souligné par Julie Pagis⁷ dans la foulée du Mai 68 français ne se retrouve, quoique de manière discrète, que dans les organisations révolutionnaires de femmes⁸. La théorie révolutionnaire turque subordonne – quand elle la mentionne – l'émancipation des femmes au succès de la révolution⁹. Emel Akal qualifie les relations hommes/femmes dans les organisations socialistes des années 1970 de « conservatrices » (*muhafazakâr*) et décrit l'« autocontrôle » dont elles font preuve face à la « pression » (*baskı*) masculine¹⁰. Dans les quartiers de *gecekondu* les femmes restent principalement occupées par leurs activités domestiques et se mêlent moins que les hommes

¹ Le portrait qu'en fait Sabri Sayari est caractéristique de cette diabolisation de la violence des femmes : « En général, les femmes terroristes ont acquis la réputation d'être extrêmement dangereuses dans l'usage de la violence mortelle. La plus célèbre d'entre elles est Nalan Gürateş – aussi connue sous le nom de 'Nalan le Scorpion' depuis qu'elle utilise une arme automatique appelée 'Scorpion' – qui a pris part aux assassinats les plus brutaux commis par le MLSPB. Son recrutement dans le terrorisme est typique de celui-ci d'autres femmes terroristes. Nalan est tombée amoureuse et a épousé un instituteur qui était le chef de la cellule locale du MLSPB dans une ville de province. [...] Après sa mort [dans un affrontement avec les forces de sécurité], Nalan est devenue une des principales figures de son groupe et a participé à la fois aux prises de décision et à la mise en œuvre de nombreuses opérations, notamment le meurtre de plusieurs soldats américains à Istanbul en 1979 », SAYARI S., "The terrorist movement in Turkey: social composition and generational changes", *art. cit.*, pp. 28-29. Ma traduction.

² « TURQUIE : la lutte contre le terrorisme. L'armée a intensifié son offensive contre les extrémistes Kurdes et d'extrême gauche », *Le Monde*, 19/04/1992.

³ Ainsi que l'a fait Asiye à plusieurs reprises pour *Dev-Yol* à Istanbul, entretien avec Asiye, Ankara, 21/06/2014.

⁴ Comme en témoignent les photos reprises in AYSAN Y., *Afişe çıkmak. 1963-1980: Solun görsel serüveni*, *op. cit.*

⁵ Entretien avec Serge, Paris, 03/10/2014.

⁶ KORNETIS K., *Children of the Dictatorship: Student Resistance, Cultural Politics and the "Long 1960s" in Greece*, *op. cit.*

⁷ « La remise en cause de l'institution familiale, de la conjugalité, des normes établies de genre et de sexualité ainsi que des pratiques éducatives constituent le cœur des diverses répercussions du militantisme en Mai 68 sur les sphères familiale et privée », PAGIS J., *Mai 68, un pavé dans leur histoire. Evènements et socialisation politique*, *op. cit.*

⁸ AKAL E., *Kızıl feministler. Bir sözlü tarih çalışması*, *op. cit.*

⁹ KABASAKAL ARAT Z. F., « Women », in HEPER M. & SAYARI S. (eds.), *The Routledge Handbook of Modern Turkey*, *op. cit.*, p. 265.

¹⁰ AKAL E., *Kızıl feministler. Bir sözlü tarih çalışması*, *op. cit.*, pp. 259 & 262.

aux activités des groupes¹. Au sein des groupes révolutionnaires, les cadres veillent à deux choses : la garantie de la « moralité » des militantes – et des militants quoique dans une moindre mesure – et au maintien de relations de pure camaraderie politique entre révolutionnaires². A cette fin, les lieux de sociabilité militante sont parfois compartimentés. Les groupes révolutionnaires ne cherchent pas à contourner la séparation entre *yurt* de garçons et *yurt* de filles. Les activités principales des groupes se déroulent dans les *yurt* de garçons dans lesquelles les jeunes femmes viennent dans la journée avant de retourner dans leur résidence le soir³. Les filles internes font d'ailleurs l'objet d'un contrôle serré de la part des institutions scolaires. Hüsniye se trouve ainsi dans un lycée où les chambres de l'internat sont fouillées et les entrées et sorties sévèrement contrôlées selon les emplois du temps scolaires⁴. Seuls les lieux publics (siège des associations légales comme les HE, campus) voient un partage de l'espace entre militants.

Le groupe exerce une pression plus ou moins forte selon l'organisation sur les relations de couple en instaurant la « culture de la sœur » (*bacı kültürü*)⁵ : les femmes doivent être perçues comme des camarades, des « membres de la famille » et non comme de possibles compagnes. On retrouve là ce que décrit Jean Rolin à propos des maoïstes français à la même époque : « [...] l'amour entre militants n'était [pas] particulièrement bien vu par les échelons supérieurs. Une fois de plus, cela contrevenait à notre prolétarianisation, à notre dissolution dans les masses. Et cela entretenait, développait, exaltait des comportements petit-bourgeois, voire contre-révolutionnaires »⁶. Les femmes sont perçues comme des « invitations au vice » qui doivent être dépassées. Le slogan, « Le peuple est mon seul amour, tous les femmes sont mes sœurs », enjoint militants et militantes à éviter de perdre de vue le seul objectif : l'unité et la solidarité révolutionnaire⁷. Les groupes révolutionnaires se révèlent particulièrement moralisateurs à l'encontre de la liberté sexuelle et de l'homosexualité. Ces comportements trahiraient une attitude déviante révélatrice de la décadence capitaliste. Sur ce point, ils ne dépareillent pas du discours ambiant dans la société turque d'alors. Ces injonctions visent principalement les militants étudiants davantage que les lycéens qui restent sous le contrôle familial au sein de leur quartier de résidence. Les groupes tentent d'imposer des

¹ Entretien avec Fecire, Ankara, 2/06/2014.

² L'homosexualité relève d'un tabou encore plus fort qui n'est jamais soulevé par la gauche d'alors.

³ Entretien avec Serge, Paris, 03/10/2014.

⁴ Entretien avec Hüsniye, Ankara, 16/06/2014.

⁵ BERKTAY F., "Has Anything Changed in the Outlook of Turkish Left on Women?", in TEKELI S. (ed.), *Women in Modern Turkish Society. A Reader*, Londres, Zed Books, 1995, p. 251.

⁶ ROLIN J., *L'Organisation*, Paris, Gallimard, 1996, p. 44.

⁷ BERKTAY F., "Has Anything Changed in the Outlook of Turkish Left on Women?", *op. cit.*, p. 251.

comportements sexuels chastes, surtout dans les espaces qu'ils contrôlent solidement. Ainsi, à ODTÜ, largement dominée par DY, se met en place la *Devrimci Ahlak Zabıtası* [DAZ, Police révolutionnaire de la morale]¹ :

« Y : [A] l'été 80, trois mois avant le coup d'Etat, à ODTÜ, Ankara à 40°C de chaleur, les étudiants continuent à aller à l'école. *Dev-Yol*, [...] enfin le conseil des étudiants [ÖTK] dirigé par *Dev-Yol* publie un communiqué, un tract : « Nous constatons... », ça c'est quelque chose que j'ai appris par cœur, « Nous constatons que les mœurs petite-bourgeoises dégénérées commencent à s'infiltrer dans notre faculté, que des étudiantes se promènent en décolleté ou en chemise et qu'elles détournent par là l'énergie révolutionnaire que les camarades masculins devraient réserver à la révolution, qu'elles détournent vers la sexualité... [...] Et nous voyons qu'il y a des gens qui jouent au frisbee dans le jardin de l'université, c'est totalement dégénéré alors que notre peuple souffre etc. ». [...] C'était ça *Dev-Yol*. Et *Dev-Yol* à ODTÜ qui était quand même le plus avancé de *Dev-Yol*. Parce que derrière quand on gratte aussi un peu, il y a toute cette idéologie paysanne, de petite bourgade réactionnaire »².

Il ne faut toutefois pas considérer que ces injonctions sont nécessairement et uniformément respectées. Dans les faits et suivant les espaces, les groupes révolutionnaires ont fonctionné comme un important « marché matrimonial » selon une logique que Jeff Goodwin a qualifié d'« économie libidinale » de l'engagement³. Nombre de militants y ont rencontré leur compagne ou leur compagnon au sein du groupe dans lequel il milite, plus rarement dans un groupe concurrent. Leyla, lycéenne à Mamak et militante de *Dev-Yol*, a un petit ami légèrement plus âgé qu'elle avec lequel elle milite sans qu'elle soit réprimandée⁴. Ferhat a lui aussi une copine sur le campus d'ODTÜ. Représentant d'IGD lors d'un forum étudiant suite à la publication du communiqué d'ÖTK, il est obligé de soutenir le texte malgré son désaccord :

« Nous [à IGD], par contre, nous on était plus libertaires quand même. Il y a eu pas mal de relations d'amour parmi les membres. Nous on avait soutenu ce tract [d'ÖTK]. Moi j'étais représentant de notre *yurt*, *üçüncü yurt* [troisième *yurt*]. Donc un soir, il y a eu un forum, tout le monde expose ses idées. Donc *Dev-Yol* explique pourquoi c'est important de ne pas avoir de relations biologiques parce que nous sommes révolutionnaires. Et moi, tout en rougissant, j'ai soutenu les idées de mon organisation qui avait décidé de soutenir ce tract. J'ai dit 'Oui c'est important, il ne faut pas que ce soit ça mais il faut que ce soit un peu plus modéré'. Je rougissais. En plus, je tenais la main de ma copine »⁵.

Soucieuses de donner un cadre aux relations amoureuses, les organisations révolutionnaires ne remettent pas en cause l'institution du mariage. Elle est parfois adaptée et transformée en « mariage révolutionnaire » (*devrim nikâhı*)⁶. Hüseyin E. se marie avec sa compagne

¹ Entretien avec Ferhat, Istanbul, 30/04/2015.

² Entretien avec Yiğit, Istanbul, 28/04/2015.

³ GOODWIN J., « The Libidinal Constitution of a High-Risk Social Movement: Affectual Ties and Solidarity in the Huk Rebellion, 1946 to 1954 », *American Sociological Review*, Vol. 62, n°1, 1997, p. 53-69. Voir aussi GAYER L., « Faire l'amour et la guerre. Le problème des 'relations physiques' au sein de la People's Liberation Army (PLA) du Népal », *Politix*, 2014/3, n°107, p. 85-115.

⁴ Entretien avec Leyla, Ankara, 18/11/2014.

⁵ Entretien avec Ferhat, Istanbul, 30/04/2015.

⁶ BALBAY M., *78'liler. 12 Eylül sol kırımı*, op. cit., p. 49.

rencontrée au sein d'*Halkın Kurtuluşu* peu de temps avant le coup d'Etat et son arrestation¹. Melih Pekdemir, cadre de *Dev-Yol*, raconte dans ses mémoires son installation avec sa compagne Ayşe à Tunalihilmi après son mariage en avril 1975. Le mariage lui permet de quitter sa colocation « révolutionnaire » dans le centre d'Ankara et marque le début de sa carrière familiale².

Encadré III-3 : Le corps révolutionnaire : pratiques vestimentaires et pilosité

Les « techniques du corps »³ relèvent tout particulièrement des dispositifs de sensibilisation par le biais desquels le corps devient une construction symbolique signalant l'intégration de l'individu à la communauté. Italo Calvino dans ses réflexions autobiographiques écrit judicieusement : « Je ne crois pas que les historiens soulignent les aspects pileux des différentes périodes ; et pourtant il y a certainement là des messages qui ont une signification, surtout dans les moments de transition »⁴. Dans les années 1970 en Turquie justement, le port de la moustache, symbole de virilité, est très répandu. A gauche, elle se porte épaisse, « à la Staline » (*stalin bıyığı*), dépassant sur la lèvre supérieure tout en faisant écho à la moustache traditionnellement portée par les alévis⁵.

Les styles vestimentaires sont très codifiés par volonté de cohésion avec l'idéal révolutionnaire⁶, d'homogénéité interne du groupe et de différenciation, notamment vis-à-vis des militants d'extrême droite. On trouve ainsi dans la publication de *Dev-Yol* des incitations vestimentaires explicites : « Les vêtements courts pour les femmes, les cheveux longs et la barbe pour les hommes produisent une impression négative. Les femmes ne doivent pas utiliser de maquillage »⁷. Les militants s'habillent dans un style conçu comme « populaire » et « anti-américain ». Ils portent le plus souvent une parka ou un blouson, un pantalon en velours⁸, des chaussures de marche et troquent leurs cartables de classe pour des sacs de jute

¹ Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 21/05/2014.

² PEKDEMİR M., *Devrimcilik güzel şey be kardeşim*, op. cit., p. 80.

³ MAUSS M., « Les techniques du corps », *Sociologie et anthropologie*, op. cit., p. 365-386.

⁴ CALVINO I., *Ermite à Paris. Pages autobiographiques*, op. cit., p. 257.

⁵ A droite, elle se porte plus fine et en demi-lune. La courbe des sourcils et de la moustache vient ainsi rappeler le drapeau du parti constitué de trois demi-lunes disposées en triangle, FLICHE B., « Quand cela tient à un cheveu. Pilosité et identité chez les turcs de Strasbourg », *Terrain*, n°35, 2000, p. 158. Voir aussi DELANEY C., « Untangling the Meanings of Hair in Turkish Society », *Anthropological Quarterly*, Vol. 67, n°4, 1994, p. 159-172.

⁶ HOBBSAWM E., « Sexe, symboles, vêtements et socialisme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 23, 1978, p. 2-18.

⁷ *Dev-Yol*, n°1, 01/05/1977, p. 15.

⁸ Yiğit Bener décrit ainsi le style vestimentaire des Idéalistes et des révolutionnaires : « Les militants nationalistes, les fameux Loups gris, préféraient porter le costume. Des tissus dans les tons gris, pas chers, à rayures ; des costumes de mauvaise coupe le plus souvent sans cravate... la plupart étaient pauvres à l'époque. [...] Quant aux révolutionnaires, à l'heure où la mode des révolutions de velours n'avait pas encore assiégé les

qui rappellent ceux des paysans¹. Le choix de vêtements amples sert aussi à faciliter la dissimulation d'armes de poing quand il faut les transporter.

Les militants doivent, en théorie, respecter une hygiène de vie stricte. Toutefois, peu de sanctions sont prises en cas de non respect des principes. Une des punitions possibles peut être l'obligation de lire et de restituer un texte révolutionnaire devant les autres. Les militants sont incités à « consommer turc » pour valoriser les productions nationales et lutter contre l'invasion de produits « étrangers », en l'occurrence américains. Les militants consomment du tabac turc, écoutent la musique traditionnelle turque et valorisent le cinéma et le théâtre « populaire ». Le vocabulaire employé est également un moyen d'identification et de repérage pour les individus. Ils s'interpellent en s'appelant « *yoldaş* » [camarade] ou « *kardeşim* » [mon/ma frère/sœur]. L'utilisation de normes et de valeurs propres à chaque groupe avec ses mots de passe, son vocabulaire spécifique fonctionne comme un travail « d'ordonnement du monde » et favorise la « constitution d'univers symboliques séparés »².

4) Devenir révolutionnaire : émotions et transformation identitaire

Les organisations développent des modalités particulières du vivre ensemble et mettent en place des « dispositifs de sensibilisation »³ qui contribuent à l'apprentissage militant, à l'inculcation des émotions pensées comme nécessaires à la poursuite et à la perpétuation de l'action. Ils sont constitués de l'ensemble des attentes, des manières de voir, de faire, de dire, de tenir son corps ou de l'émouvoir. Les émotions jouent dans ce contexte un rôle central au point que l'on peut parler d'une « économie affectuelle »⁴ dans le déploiement de symboles et de passions autour de l'organisation et de la cause révolutionnaire⁵. Les symboles mobilisés lors des cérémonies comme le 1^{er} mai ou lors des enterrements de militants tués par les groupes d'extrême droite sont autant chargés de références cognitives

pays 'socialistes' d'Europe et de l'Est, ils avaient opté, on se demande bien pourquoi, pour le velours concernant le choix du tissu : pantalons à côtes épaisses en hiver et fines en été », BENER Y., *Le revenant, op. cit.*, pp. 174-175.

¹ Entretien avec Saime, Istanbul, 30/04/2015.

² PUDAL B., *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF, op. cit.*

³ « Ensemble des supports matériels, des agencements d'objets, des mises en scène, que les militants déploient afin de susciter des réactions affectives qui prédisposent ceux qui les éprouvent à s'engager ou à soutenir la cause défendue », TRAÏNI C. & SIMEANT J., « Pourquoi et comment sensibiliser à la cause ? », in TRAÏNI C. (dir.), *Émotions... Mobilisation!*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 13.

⁴ LEFRANC S. & SOMMIER I., « Les émotions et la sociologie des mouvements sociaux », in TRAÏNI C. (dir.), *Émotions... Mobilisation!*, op. cit., p. 292.

⁵ Pudal a mis en avant cet attachement affectif des militants à l'organisation dans laquelle ils évoluent, voir PUDAL B., *Prendre parti. Sociologie historique du PCF, op. cit.*

qu'émotionnelles. Enfin, les « conversations identitaires »¹ permettent, d'une part l'entretien des sociabilités et de la camaraderie militante et, d'autre part, la réactivation quotidienne du sentiment d'appartenance à un groupe. L'expérience du combat forge ce que l'on peut appeler une « communauté émotionnelle »². Les attaques menées par les Idéalistes en différents points du territoire qui sont relayées par les médias, militants ou non, ont pour effet de susciter une demande de vengeance et d'accroître la colère à l'encontre de l'adversaire³ comme en témoignent les affiches placardées sur les murs et célébrant les martyrs :



Traduction : Mort au fascisme Vive notre combat Le sang ne restera pas sur le sol !⁴

Illustration III-1 : Affiche commémorant la mort du militant du *Dev-Yol*, Ruhi Özvar.

Source : <http://www.devimciyol.org/Devrimci%20Yol/afisler/afislerindex.htm>, consulté le 26/08/2016.

La violence et le deuil ne doivent pas écarter l'importance de la joie et de la camaraderie qui structurent fortement les rétributions du militantisme⁵. Ces moments de joie ont été évoqués à plusieurs reprises au cours des entretiens : « Nous étions heureux, nous étions optimistes »⁶. Fecire insiste et répète plusieurs fois le mot « ensemble » (*beraber*) pour souligner la dimension collective des activités et du vécu militant⁷. L'impression de l'imminence de la révolution et de devenir des acteurs de l'Histoire créent un effet d'excitation : « Ne partons

¹ HUNT, S. A. & BENFORD R. D., "Identity Talk in the Peace and Justice Movement", *Journal of Contemporary Ethnography*, 22(4), 1994, p. 488-517.

² SOMMIER I., *La violence révolutionnaire*, op. cit., pp. 72-73.

³ JOHSUA F., « 'Nous vengerons nos pères...' De l'usage de la colère dans les organisations politiques d'extrême gauche dans les années 1968 », *Politix*, 2013/4, n°104, p. 203-233.

⁴ Ruhi Özvar (1960-1978) a été assassiné par des militants du MHP à Sivas le 30/04/1978.

⁵ LAGROYE J. & SIMEANT J., « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », in FAVRE P. et al., *Être gouverné. Études en l'honneur de Jean Leca*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 53-71.

⁶ Entretien avec Nejat F., Bobigny, 27/02/2015.

⁷ Entretien avec Fecire, Ankara, 20/6/2014.

pas en vacances, la révolution peut avoir lieu à la fin de l'été ! » se souvient Mustafa Balbay¹. Les dispositifs permettent donc de s'approprier la mémoire militante et facilitent le travail de filiation qui étaye les raisons du militantisme. Ils produisent de l'inculcation, socialisent aux exigences tactiques de la cause, impliquant travail sur soi et conformation et contribuent à former une « culture militante » propre à chaque groupe.

L'engagement durable au sein de la même tendance politique se corrèle à une série continue d'inscriptions dans des lieux (université, *yurt*, « quartiers libérés », lycée) au sein desquels les journées sont rythmées par les réunions, les discussions sur l'actualité, les stratégies à adopter, les actions des concurrents et celles à mener, la lecture de la presse militante, les tractages, les collages d'affiches et les gardes armées le soir ou la nuit. Par leur participation à toutes ces activités, les militants acquièrent de l'expérience, des connaissances et des compétences. La majorité du temps de l'individu étant passé dans le groupe, l'engagement génère des rétributions² qui fonctionnent en retour comme combustible de l'engagement militant³. Elles peuvent être matérielles comme la possibilité de se nourrir et de se loger offerte par le groupe en échange d'une cotisation ou le don d'une arme appartenant à l'organisation. Mais elles sont aussi, et peut-être surtout au regard des faibles ressources matérielles des groupes, symboliques. La valorisation de l'engagement à cette période fournit aux militants un motif de fierté. Ils ont ainsi l'impression de vivre dans « monde à part »⁴ car « se vivre comme révolutionnaire, c'est souvent vivre en distinction par rapport aux individus de même condition sociale mais ne partageant pas les idées communistes »⁵. Ils acquièrent, au fur et à mesure des actions menées, la reconnaissance de leurs pairs. Les militants montent alors en grade ou sont élus à la tête d'un comité de quartier ou d'une association étudiante. Quand les coûts deviennent supérieurs aux bénéfiques ou que les rétributions viennent à se tarir, alors des processus de désengagement peuvent s'enclencher (cf. infra et chapitre 6).

¹ BALBAY M., *78'liler. 12 Eylül sol kırımı*, op. cit., p. 44.

² La notion de rétribution renvoie à du « matériel » et à du « symbolique » et recouvre donc des éléments très hétérogènes : « l'attachement à la cause, la satisfaction de défendre des idées, constituent ainsi des mécanismes de rétribution de l'activité politique au même titre que la rémunération financière ou l'obtention d'un emploi », GAXIE D., « Economie des partis et rétributions du militantisme », art. cit., p. 125. Ces gratifications n'ont pas d'existence objective et ne valent qu'en rapport avec la carrière et le contexte dans lesquels sont pris les acteurs.

³ « Elles peuvent être à la fois espérées avant l'engagement et poursuivies ensuite, mais aussi et peut-être surtout pour les militants « de base » qui n'ont pas toujours grand-chose de bien tangible à attendre d'un engagement, découvertes dans le cours de l'action, produites en quelque sorte par l'expérience militante », FILLIEULE O., « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions », in FILLIEULE O. (dir.), *Le désengagement militant*, op. cit., p. 45.

⁴ LAFONT V., « Les jeunes militants du Front National : trois modèles d'engagement et de cheminement » *Revue française de science politique*, 2001/1, Vol. 51, p. 195.

⁵ ETHUIN N., « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Les écoles du PCF (1970-1990) », *Politix*, Vol. 16, n°63, 2003, p. 168.

Au cours des entretiens, l'engagement m'a toujours été présenté comme une continuité logique et jamais comme une rupture, une « révélation » comme je m'y attendais¹. Il semble simplement mettre en mots une expérience collectivement partagée : « On était contre les injustices, contre l'impérialisme, contre le fascisme donc on est devenus de gauche »². Sans pour autant relever d'une évidence logique, le militantisme a pu présenter une continuité avec la socialisation politique et/ou le vécu politisé de la condition minoritaire et socio-économique. L'entrée dans une organisation révolutionnaire implique pourtant un important bouleversement identitaire, notamment chez ceux qui sont issus de familles conservatrices. Il s'agit de penser leur engagement non pas comme le franchissement d'une frontière définissant nettement un avant et un après mais plutôt comme un processus de transformation identitaire³. L'acteur apprend progressivement à *devenir* militant révolutionnaire au sein d'organisations illégales. On peut rapprocher ce processus de la notion de conversion chez Emile Durkheim⁴ reprise par Doug McAdam⁵ qui consiste en une transformation complète de la vision du monde et de la perception de lui-même qu'a un individu rendant difficile tout retour en arrière. Cette transformation identitaire doit néanmoins être vue comme un « processus » et non comme un cap, c'est-à-dire comme le produit d'un « enchaînement de transformations subjectives qui accompagnent et conditionnent, dans l'illusion de la liberté, la transformation du statut social objectif des recrues »⁶. Cette définition se rapproche de la notion d'« alternation »⁷. « Rester converti » implique une reconstruction biographique où la transformation radicale devient le filtre exclusif pour envisager le produit des socialisations passées et réinterpréter l'histoire personnelle du point de vue de son aboutissement qu'est l'engagement pour la cause révolutionnaire. Cette conversion progressive marque l'entrée

¹ Sur le travail, plus ou moins formel, de mise en mots des « vocations militantes » voir PUDAL B., « La vocation communiste et ses récits », in LAGROYE J. (dir.), *La politisation, op. cit.*, p. 147-161.

² Entretien avec Özgür, Ankara, 12/11/2014.

³ L'identité est « à la fois le sentiment subjectif d'une unité personnelle, d'un principe fédérateur du moi et un travail permanent de maintenance et d'adaptation de ce moi à un environnement mobile. L'identité est le résultat d'un travail incessant de négociation entre des actes d'attribution, des principes d'identification venant d'autrui et des actes d'appartenance qui visent à identifier l'identité pour soi, les catégories dans lesquelles l'individu entend être perçu », NEVEU E., *Sociologie des mouvements sociaux, op. cit.*, p. 77.

⁴ « La vraie conversion c'est un mouvement par lequel l'âme toute entière, se tournant dans une direction toute nouvelle, change de position, d'assiette et modifie, par suite, son point de vue sur le monde », DURKHEIM E., *L'évolution pédagogique en France*, Paris, PUF, 1990, p. 37.

⁵ Il s'agit de la « transformation radicale de la vie d'une personne, incluant sa perception d'elle-même, son réseau d'associations et sa conception du monde », in McADAM D., « The Biographical Consequences of Activism », *American Sociological Review*, Vol. 54, n°5, 1989, pp. 745-746. Ma traduction.

⁶ SUAUD C., *La vocation. Conversion et reconversion des prêtres ruraux*, Paris, Minuit, 1978, p. 10.

⁷ L'alternation est le processus par lequel un individu « change de monde ». Elle donne lieu à « une réinterprétation de la biographie passée *in toto*. [...] Cela inclut fréquemment le rejet dans le passé de schémas interprétatifs présents [...]. La rupture biographique est ainsi identifiée à une séparation cognitive entre ténèbres et lumière [...] de façon à harmoniser la mémoire et la passé réinterprété », BERGER P. & LUCKMAN T., *La construction sociale de la réalité, op. cit.*, pp. 214 & 218-219.

graduelle dans le groupe. Elle se matérialise au cours d'une série de statuts (sympathisant, militant puis gradé), le passage d'un statut à un autre étant sanctionné par une série d'épreuves déterminantes, de « rites de passage »¹, devant mettre en évidence la motivation du militant à poursuivre son intégration dans le groupe. Ces éléments se combinent avec la fourniture par l'organisation de « stimuli intellectuels »² tels que les lectures et les discussions militantes formelles et informelles. L'addition de ces éléments contribue à la reformulation identitaire de l'individu tout en visant à produire un effet de cliquet dans le renforcement de l'engagement.

B) La pratique de la violence dans un contexte de légitimation des activités violentes et illégales

Les formes de militantisme illégales et violentes sont à placer dans un continuum avec les actions militantes « classiques » car elles en sont difficilement dissociables. La plupart des militants de la gauche révolutionnaire découvrent la violence politique sur les campus et dans les quartiers des grandes villes au cours des années 1970. Quelques-uns seulement l'ont connue avant le coup d'Etat de 1971. Le nombre d'organisations recourant à des pratiques illégales et violentes au cours des années 1970 augmente du fait de la légitimation dont ces pratiques font l'objet et de la concurrence accrue entre organisations engagées dans une stratégie d'escalade pour l'accumulation des ressources. Il faut pourtant relativiser le caractère massif de l'emploi de la violence par les acteurs au cours de leur carrière militante révolutionnaire.

1) La légitimation de la violence politique

Sans essentialiser le rapport à la violence dans la société turque des années 1970 en parlant de « culture politique violente en Turquie »³, il est clair que la violence politique est

¹ « Tout rite tend à consacrer ou à légitimer, c'est-à-dire à faire méconnaître en tant qu'arbitraire et reconnaître en tant que légitime, naturelle, une limite arbitraire », in BOURDIEU P., « Les rites comme actes d'institution », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 43, 1982, p. 58.

² ANDREWS M., *Lifetimes of Commitment: Ageing, Politics, Psychology*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 113.

³ Cette culture politique s'observerait à travers la socialisation scolaire qui fait l'apologie de l'armée et du soldat, l'« exaltation de la virilité » et la pratique de la vendetta « venue se superposer ou même se confondre avec le terrorisme politique », VANER S., « Violence politique et terrorismes en Turquie », *art. cit.*, p. 85.

envisagée comme une modalité d'action politique légitime par une pluralité d'acteurs (extrême droite, extrême gauche) depuis la fin des années 1960. Hamit Bozarslan a fait l'hypothèse que sa mise en œuvre aurait conduit « les instances traditionnelles de l'autorité » à décréter ce qu'Erik Erikson avait appelé un « moratoire psycho-social »¹. Ce moratoire, qui s'inscrit dans sa théorie du stade du développement, reconnaît aux plus jeunes le droit à la transgression allant jusqu'à encourager leur passage temporaire vers le hors-norme. Dans cette perspective, l'engagement et les discours des jeunes militants des années 1970, de droite comme de gauche, les différencieraient « radicalement » de leurs parents et leur apporteraient un prestige en termes de savoir et une autorité morale élargissant leur autonomie². Si cet argument relève davantage de l'hypothèse que d'une assertion empiriquement vérifiée (cf. infra II-C-2), il a le mérite de souligner la large diffusion de la rhétorique violente dans la société turque des années 1970.

Tous les groupes partagent un « cadre cognitif de crise »³ et sont convaincus de vivre une période révolutionnaire dans laquelle la violence est à l'ordre du jour. Cependant, l'idée de la légitimité de la violence dans l'accès au pouvoir n'éclot pas à cette période. La violence a pu être une arme légitime de la conquête du pouvoir en Turquie depuis la révolution des Jeunes Turcs de 1908⁴. De plus, le caractère révolutionnaire du kémalisme revendique la violence auto-légitimée car fondatrice du régime républicain. C'est en partie cette vision de la révolution qui a influencé le passage à la lutte armée de plusieurs groupes dans les années 1960 alors que le kémalisme imprègne encore fortement l'idéologie de gauche. La violence est alors envisagée comme une nécessité historique. Cette légitimation du recours à la violence politique va se trouver renforcée à l'extrême gauche par l'idéologie de la révolution violente, notamment sous l'influence de théoriciens comme Carlos Marighella pour la guérilla urbaine et Che Guevara pour la guérilla rurale, dite *foco*. *Dev Sol* revendique la théorie de la « guerre révolutionnaire combinée » associant guérilla rurale et urbaine⁵. De l'autre côté, l'Etat entretient un rapport historique à la violence et à la répression, comme lors des révoltes des Kurdes au début de la République en 1925 et 1938 ou lors des mouvements sociaux comme lors des grèves de Zonguldak en 1965 (cf. chapitre 1).

¹ ERIKSON E. H., *Adolescence et crise. La quête de l'identité*, Paris, Flammarion, 1972.

² BOZARSLAN H., « Structures de pouvoir, coercition et violence », *op. cit.*, p. 245.

³ OBERSCHALL A., « The Manipulation of Ethnicity: From Ethnic Cooperation to Violence and War in Yugoslavia », *Ethnic and Racial Studies*, Volume 23, n°6, 2000, p. 982-1001.

⁴ BOZARSLAN H., « Structures de pouvoir, coercition et violence », *op. cit.*, p. 235.

⁵ DEVRIMCI SOL, *Revolutionary Left*, *op. cit.*, p. 25.

Dans la pratique, l'emploi de la violence se trouve légitimé de deux manières : par le biais de justifications normatives d'une part et de justifications instrumentales d'autre part. Les justifications normatives sont d'ordre idéologique et éthique. Les militants des groupes armés partagent un imaginaire guerrier repérable à deux éléments : l'idée de constituer l'avant-garde de la révolution et une foi dans un changement radical qui implique une étroite imbrication entre les fins politiques et les moyens militaires, où la violence joue par conséquent un rôle moteur¹. Dans la logique qui préside à l'emploi de la violence dans les années 1970, les groupes de la gauche radicale sont imprégnés de la théorie du cycle « action/répression/mobilisation » visant à créer une mobilisation émotionnelle face à la répression en révélant la nature « fasciste » du pouvoir et entraînant le soulèvement général menant à la révolution. La valorisation du courage, de la virilité et de la force physique ainsi que du sens du défi dans une ambiance de camaraderie jouent également un rôle important. On peut même avancer l'idée que la violence a pu constituer une incitation au militantisme, dans la mesure où elle jouit d'une image fortement valorisée.

Les justifications instrumentales rejoignent l'idée de l'efficacité historique de l'emploi de la violence comme une modalité ordinaire de l'engagement. Le premier mode de légitimation de la violence est de la présenter comme une « contre-violence légitime »² face aux attaques du MHP³ et face à une potentielle fascisation du régime par un coup d'Etat militaire, notamment après l'instauration de la loi martiale. Dans l'action, la violence est généralement justifiée auprès de la population et des autorités par des tracts ou des articles dans les publications militantes expliquant les motivations de l'acte comme le font nombre de groupes d'Europe Occidentale à la même période. La violence fournit des justifications à l'action et facilite son emploi pour des militants qui, pour la plupart, n'y ont jamais eu recours avant leur entrée dans les groupes révolutionnaires. Si le discours entre en résonance avec l'expérience vécue – directement ou indirectement – par les acteurs il vient alors confirmer la justesse des positions idéologiques défendues.

S'il est important de penser les modalités de légitimation de l'emploi de la violence, cela ne doit pas masquer que ces justifications n'épuisent pas les explications de la violence. Isabelle Sommier avance même qu'il ne s'agit parfois que d'un « vernis idéologique

¹ Les articles de la revue *Dev-Yol* décrivant des révolutions violentes passées ou en cours (Nicaragua, Vietnam etc.) sont présents à chaque numéro.

² SOMMIER I., *La violence révolutionnaire*, op. cit., p. 64.

³ « Maraş katliamının hesabını soracağız » [Nous demanderons des comptes pour le massacre de Maraş], *Dev-Yol*, n°26, 05/01/1979, pp. 4-5.

artificiel »¹ masquant des dynamiques de groupes et des ressorts géographiques et contextuels tout en rationalisent les « logiques de distinction et d'affirmation de son groupe (et de soi) »². Les militants trouvent dans ces épreuves affrontées collectivement des moyens d'assurer leur cohésion interne. C'est donc dans l'observation des pratiques quotidiennes des activistes que l'on peut voir comment les institutions légitiment certains types de discours et de pratiques au détriment d'autres. La violence est un vecteur de socialisation et de façonnage institutionnel particulièrement efficace. Elle fournit une expérience fondatrice ancrée dans le combat et constitue une propédeutique révolutionnaire marquant l'entrée dans le groupe.

2) Organisation et pratique de la violence par les militants de la gauche révolutionnaire

L'explication de la violence politique a fait l'objet d'un nombre important de travaux de recherche. Mon enquête me permet de nuancer les analyses faisant des militants révolutionnaires des « tueurs implacables »³ vivant « dans l'instant, sans possibilité de se projeter dans un avenir constructif, encore moins dans un effort de réflexion leur permettant de donner sens à la violence dont ils étaient auteurs et/ou d'en sortir »⁴. L'analyse de la composition sociale des groupes révolutionnaires de la fin des années 1960 permet également de rejeter l'idée selon laquelle la marginalité économique et sociale qui serait celle des militants des années 1970 les amènerait à employer la violence. Ce sont au contraire les acteurs parmi les plus dotés en ressources qui théorisent et mettent initialement en œuvre la violence politique (Mahir Çayan). Les individus plus faiblement dotés en ressources ne s'y impliquent que dans un second temps et sans expérience préalable. Je fais ici l'hypothèse que les frontières ne sont pas étanches entre action violente et non violente – des va-et-vient entre les deux s'opèrent en réalité dans la pratique militante – et que son emploi se trouve à l'articulation des effets de contextes, des objectifs du groupe et des trajectoires individuelles. Les organisations révolutionnaires turques des années 1970, desquelles j'exclus ici les groupes armés non représentés dans mon groupe d'enquêtés, procèdent à des passages ponctuels à l'action violente. Leurs militants sont plus susceptibles d'y avoir recours suivant les contextes sans que cela soit automatique. Le passage à l'acte s'inscrit dans la continuité du processus de radicalisation au cours d'une période de routinisation de l'emploi de la violence

¹ SOMMIER I., *La violence révolutionnaire*, op. cit., p. 96.

² *Ibid.*

³ COMTE G., « Turquie-II. L'âge de la liberté », *Le Monde*, 19/08/1981.

⁴ BOZARSLAN H., *Histoire de la Turquie contemporaine*, op. cit., p. 64.

comme modalité d'action politique. Pourtant, dans les entretiens, la violence exercée contre autrui est souvent restée du domaine de l'indicible.

L'emploi de la force dépend tout d'abord des rapports de force locaux entre groupes mais aussi des liens entre les militants. Dans les zones rurales ou les petites villes, en raison des faibles effectifs, de la moindre rigidification des oppositions théoriques et politiques et de l'interconnaissance, les violences sont moins nombreuses. Özer et Yener, qui ont grandi dans ce type de contexte, expliquent même ne pas avoir été en contact avec les groupes proches du MHP, ce qui limite les affrontements¹. En revanche, dans les grandes villes, lorsque les groupes sont à la fois en contact et en concurrence, les affrontements ont plus de risque de survenir. Ils sont de plus en plus violents à mesure que le temps passe et que les rancœurs s'accumulent. La violence apparaît comme une modalité d'action permettant d'accroître temporairement ou durablement les ressources du groupe. A l'échelle locale, ces derniers ne peuvent mettre en œuvre qu'une violence limitée faute de ressources. Cependant, son emploi n'est ni anarchique ni aveugle. La prédation des ressources (économiques, symboliques, politiques, spatiales) est le véritable enjeu de la lutte dans le cadre d'une violence locale. La violence est le plus souvent contextuelle, c'est à dire fruit de rencontres fortuites et d'interactions quotidiennes entre groupes opposés. Elle mobilise un faible niveau de ressources chez les groupes révolutionnaires. Elle prend la forme d'altercations à la sortie des lycées ou des universités, d'attaques de colleurs d'affiches et de coups de feu en lisière des quartiers contrôlés par les groupes. A gauche, l'emploi de la violence est revendiqué idéologiquement comme une maïeutique révolutionnaire. Dans la pratique, il est rendu nécessaire par la pression exercée par les militants du MHP qui obligent à une lutte défensive. Les répertoires d'action violents sont donc des coproductions évolutives entre les acteurs impliqués².

Benjamin Gourisse a montré que la plupart des militants n'ont pas participé à la violence armée cantonnée à des groupes restreints agissant le plus souvent dans les espaces marginaux du territoire ou à des groupes délimités au sein des organisations plus massives (*Dev-Yol, Dev-Sol*). Il a également souligné sa dimension contextuelle et la nécessité de l'articuler aux ressources disponibles et espérées après son emploi³. Dans la pratique, les

¹ Entretien avec Yener, Ankara, 24/05/2014 et Özer, Ankara, 30/05/2014.

² FILLIEULE O. & DELLA PORTA D., « Variations de contexte et contrôle des mouvements collectifs », in DELLA PORTA D. & FILLIEULE O. (dirs.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, *op. cit.*, p. 17-40.

³ GOURISSE B., *La violence politique en Turquie. L'Etat en jeu (1975-1980)*, *op. cit.*, p. 259 et suiv.

affrontements amènent le plus souvent à utiliser des bâtons, des chaînes ou les seuls poings¹. La majorité des militants pratiquent des bagarres, des attaques de foyers et de locaux du MHP, des incursions visant à permettre le contrôle d'un lieu, à faire une démonstration de force ou à montrer sa main mise sur un espace contrôlé. La gauche ne dispose pas de camps d'entraînement en campagne équivalents à ceux du MHP et doit composer avec les espaces qu'elle contrôle. L'environnement organisationnel dans lequel évoluent les militants favorise ainsi les comportements violents qui relèvent davantage dans les faits du bricolage et non de l'organisation terroriste tentaculaire souvent décrite à l'époque. Les affrontements entre groupes de gauche sont rarement meurtriers². Les affrontements sont plus violents avec les Idéalistes.

Les individus entrent dans la violence selon deux types de facteurs³ : les facteurs « facilitateurs » que sont l'expérience antérieure de la violence pour les militants les plus expérimentés et la dévotion aux amis et au groupe. Le passage par un service d'ordre chez certains militants, qui est déjà en soi un début de spécialisation militante, façonne des dispositions utiles à l'action violente. Les facteurs « précipitants » sont la solidarité avec un ami arrêté ou la réaction à la mort de militants. Ainsi, les actions de représailles à la suite des attaques des militants d'extrême droite deviennent courantes et c'est dans ce contexte que la plupart des militants ont recours à des activités violentes. En 1976, Hüseyin E. voit son campus universitaire occupé par les Idéalistes à Beşevler à Ankara. Il participe avec ses camarades à la *Beşevler Akademi Kültür Derneği* [Association culturelle de l'académie de Beşevler] qui est en réalité l'antichambre des militants de gauche sur ce campus. L'association, qui regroupe alors, selon Hüseyin, 400 étudiants volontaires, organise des descentes dans l'établissement pour en chasser les Idéalistes. C'est chose faite fin 1976. Cette expérience a constitué une véritable « éducation combative » pour lui⁴.

Pourtant, il y avait bien des armes en circulation dans les groupes de gauche, et à DY en particulier, bien que son ex-président le nie⁵. La plupart des militants que j'ai rencontrés m'ont déclarés ne pas en avoir fait usage mais ont pu constater leur circulation. Fecire les voit

¹ Entretien avec Ferhat, Istanbul, 30/04/2015.

² Hüseyin G. raconte que dans son quartier, à Keçiören, plusieurs groupes cohabitaient plus ou moins bien : *Partizan*, IGD, *Kurtuluş*, *Halkın Kurtuluşu*. Ils s'alliaient toutefois de temps en temps contre les « légalistes », c'est-à-dire les militants des partis socialistes légaux (TIP, TSIP) ou clandestins (TKP), entretien avec Hüseyin G., Ankara, 16/06/2014.

³ DELLA PORTA D., *Social Movements, Political Violence and the State*, op. cit., p. 95.

⁴ Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 20/11/2014.

⁵ A la question sur l'usage des armes il répond en le répétant trois fois : « Chez nous il n'y en a jamais eu », ULUER B., « 64 arkadaşımın cenazesinde konuşum » [J'ai parlé avec 64 de mes amis au cours des funérailles], *Haber Türk*, 08/09/2013.

circuler dans Keçiören sans en connaître la provenance¹. Yalçın affirme pour sa part que la plupart de ces armes provenaient de la mer Noire où elles étaient fabriquées artisanalement et clandestinement². Comme l'explique Ahmet :

« A : Trouver les armes n'était pas très difficile. Parce qu'on ne cherchait pas des chars d'assaut. A l'époque les armes les plus... avoir même un fusil mitrailleur c'était un luxe. Je me rappelle en 77-78, pour la première fois, on commence à entendre des gens autour de nous des gens qui ont des uzi. Pour nous l'arme c'est le pistolet. [...] Il n'y avait pas un armement très lourd »³.

Pourtant, certains manipulaient des armes dans le cadre des gardes autour des quartiers qu'ils contrôlaient. İnönü qui participe à ces gardes dans les environs de Kızılay alors qu'il est lycéen a même une arme personnelle : « On en trouvait. S'il en fallait dix, on en trouvait dix »⁴. Il convient cependant de replacer la place de la violence dans la vie quotidienne du groupe. Comme l'écrit Jean Rolin alors militant de la Gauche prolétarienne :

« la bagarre ne représentait qu'une part minime de l'activité militante, y compris dans un groupe qui prônait la violence. [...] La préparation et la diffusion des tracts – laquelle peut, il est vrai, entraîner des affrontements – tiennent une place bien plus grande dans la vie militante, ainsi que [...] les interminables réunions destinées à préparer les activités susdites »⁵.

La majorité des militants n'ont en réalité eu recours à la violence que de manière très épisodique. Si la plupart font l'expérience de l'activité illégale, peu entrent finalement dans la clandestinité pour mener des actions meurtrières avant le coup d'Etat.

En dépit de ces éléments, la violence est profondément intégrée dans l'horizon politique des groupes révolutionnaires, qu'il s'agisse de la violence mise en œuvre ou subie. La construction d'une martyrologie autour des militants assassinés par les militants Idéalistes ou les autorités fait de la mort une épreuve pour le révolutionnaire et du deuil des camarades tombés au combat une souffrance nécessaire. Les *cenaze töreni* [cortèges funèbres] qui accompagnent les victimes de violence sont des moments centraux dans l'élaboration et le renforcement du groupe militant et dans la célébration des « martyrs » pour la cause. La poursuite et l'intensification des violences jusqu'en 1980 provoque pourtant un choc profond : « Nous avons perdu beaucoup de camarades qui nous étaient chers »⁶. La violence n'est pas sans effet sur les représentations de l'autre et de soi. Elle participe, pour les militants, à l'entretien d'une « représentation guerrière »⁷ d'eux-mêmes mais aussi à la satisfaction liée au fait de « tenir la rue », expliquant par là la vivacité des souvenirs qui lui sont liés chez ceux

¹ Entretien avec Fecire, Ankara, 20/06/2014.

² Entretien avec Yalçın, Ankara, 11/06/2014.

³ Entretien avec Ahmet, Paris, 12/03/2015.

⁴ Entretien avec İnönü, Ankara, 05/06/2014.

⁵ ROLIN J., *L'Organisation*, op. cit., p. 25.

⁶ Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 20/11/2014.

⁷ MAUGER G. & FOSSE-POLLIAC C., « La politique des bandes », *Politix*, 1991, n°14, pp. 32-33.

qui y ont participé. La prise de rôle martial favorise la formation de groupes de pairs soudés par une même valorisation de la force physique, un même ethos guerrier et une communauté d'expériences de combat¹. La violence, cultivée par un mode de vie en bande², participe à la cohésion du groupe. Elle produit l'attachement à l'organisation et donne accès à la reconnaissance des pairs. L'entrée dans le groupe est souvent scellée par la participation à une garde armée autour du foyer ou des frontières d'un « quartier libéré ». Les actes violents agissent comme un mécanisme surgénérateur de loyauté au groupe. Enfin, certains militants sont blessés lors des actions. Ces blessures, comme les arrestations, jouent un rôle important dans l'entretien du militantisme et vaut au militant qui les reçoit la reconnaissance de ses pairs et attestent de son engagement dans le groupe ; elles donnent à voir une capacité à se mettre physiquement en danger pour la cause, ce qui, au final, constitue davantage une rétribution qu'un coût. La violence produit donc un effet socialisateur à la fois sur le temps court en étant pourvoyeuse de compétences³ et en fournissant une expérience politique sur le temps long.

3) Faire l'expérience de la répression : la violence des autorités avant 1980

L'analyse de la répression en situation et dans une perspective attentive aux interactions entre protestataires et forces de sécurité que j'ai employée dans les précédents chapitres, doit ici être déclinée à l'échelle individuelle. Il faut tenir compte des modalités de résistance aux autorités mises en œuvre par les militants des groupes révolutionnaires tout en soulignant les pratiques de répression des opposants. Le recours à la violence des organisations de gauche et de droite au cours des années 1970 a entraîné une réplique des autorités et des forces de sécurité bien avant le coup d'Etat. Le gouvernement Ecevit annonce en novembre 1978 avoir arrêté 1 999 personnes depuis janvier dont 1 052 Idéalistes et 778 militants de gauche⁴. Doğan Özgüden précise que 46 000 personnes ont été arrêtées entre la proclamation de la loi martiale en décembre 1978 et le coup d'Etat⁵. Certains militants ont donc développé une expérience de la violence d'Etat et de la répression avant le 12 septembre 1980.

¹ SOMMIER I., « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, n°68, 2012, pp. 22-23.

² YON K., « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI », *Politix*, 2005/2, n°70, p. 150.

³ Même si les compétences illégales comme le maniement des armes ne se trouvent, dans la grande majorité des cas, pas actualisées après la fin du régime militaire.

⁴ AHMAD F., *The Making of Modern Turkey*, op. cit., p. 178.

⁵ ÖZGÜDEN D. (ed.), *Black Book on the Militarist "Democracy" in Turkey*, op. cit., p. 22.

La violence des autorités a pris deux aspects : la violence symbolique et le recours à la violence physique. La violence symbolique s'est exprimée par les discours véhéments tenus par les responsables politiques à l'encontre de la gauche turque, notamment par l'emploi du qualificatif de « terroriste ». Bülent Ecevit explique ainsi le 8 novembre 1978 que « le terrorisme sera éradiqué sans déroger aux principes inscrits dans la loi et sans combattre les terroristes avec leurs propres armes »¹. Parallèlement, dans les établissements contrôlés par les Idéalistes, certains professeurs réputés être de gauche sont mutés et des étudiants sont renvoyés ou se voient refuser la délivrance de leur diplôme – comme à ÖDTÜ sous la présidence d'Hasan Tan². Ces dispositions entraînent des manifestations et des boycotts dans les universités. Mais les militants sont également confrontés à l'utilisation de la violence physique à leur encontre. Le pouvoir politique réprime la contestation de rue, ce qui accroît le coût de la mobilisation. La violence policière est d'autant plus dure dans les régimes autoritaires qu'elle est intimement liée aux pratiques de la police et à l'appréhension des opposants perçus comme dangereux et violents. Les actions menées par les organisations clandestines armées amènent aussi à des combats avec les forces de l'ordre lors de braquages ou d'opérations de la police pour mettre fin à leurs activités. Certains militants sont alors capturés et d'autres abattus. La répression subie par les militants des différents groupes donne lieu à une mise en scène et en images dans les publications. A mesure que la violence politique augmente, la revue *Dev-Yol* donne de plus en plus de place aux listes et aux photos de victimes accompagnées d'appels à la vengeance³.

Cette pratique répressive du pouvoir a un effet important sur les carrières militantes. Beaucoup de militants ont connu, entre 1974 et 1980, plusieurs arrestations et gardes à vue suite à des bagarres, des évacuations de campus, lors de manifestations réprimées ou lors d'arrestations ciblées. Placés en garde à vue, ils ont parfois été condamnés à de la prison pour quelques semaines ou quelques mois. Les conditions de détention sont toutefois moins sévères avant qu'après le coup d'Etat ; curieusement, elles sont parfois entrecoupées de périodes de suspension face à l'enchaînement des événements et à la tension politique. Nejat K. suggère même que certains en viennent parfois à espérer une arrestation pour se mettre à l'abri :

¹ Cite in AHMAD F., *The Making of Modern Turkey*, op. cit., p. 178. Ma traduction.

² GOURISSE B., *La violence politique en Turquie. L'Etat en jeu (1975-1980)*, op. cit., pp. 209-218.

³ Le journal *Dev-Yol*, faisant la liste des « martyrs » tombés sous les balles « fascistes » appelle systématiquement à la vengeance. Voir par exemple le texte encadrant les photos des militants abattus, « Faşizme karşı savaşımızda yaşayacaklar » [Ils vivront dans notre lutte contre le fascisme], *Dev-Yol*, n°29, 18/07/1979, p. 12.

« N: On se battait beaucoup beaucoup! [Il rit] A cause des affrontements à l'université on allait parfois en garde à vue. On restait alors quinze jours en garde à vue à cette époque-là. Parfois, ces quinze jours étaient les bienvenus pour nous. C'était très reposant. Là-bas, on se reposait et on mangeait aussi. A l'extérieur c'était tellement stressant ! C'était parfois mieux à l'intérieur parce que dehors c'était dangereux et risqué partout »¹.

Pourtant, dans la majorité des cas ces courts séjours en prison ont eu tendance à radicaliser les individus. Sous le gouvernement du Front nationaliste, ils s'estiment prisonniers d'un gouvernement fasciste et ont à cœur en sortant, de reprendre le combat. Sous les gouvernements Ecevit, ils s'estiment trahis par le CHP à qui ils ont pu apporter leur soutien ou qu'ils ont considéré comme un allié objectif. Subir cette forme de violence a constitué un important vecteur d'intégration au groupe qui entretient les loyautés par la martyrologie. Etre réprimé par l'Etat « fasciste » est considéré comme faisant partie du chemin du révolutionnaire. La camaraderie entretenue au sein de la prison aide les militants à tenir :

« Y : Et la façon dont on est recruté c'est très simple : moi j'étais au début curieux, donc j'ai 18-19 ans, j'étais en faculté de médecine. Bon, *Dev-Yol* me semblait intéressant, je suis allé les voir, j'ai dit voilà, bon bah... recrutez-moi quoi! Ils m'ont dit : 'Très bien, alors tu viens demain à telle heure, on va distribuer des tracts dans tel endroit'. J'ai dit 'Attends, faut d'abord que tu me convainques non ? Que tu m'expliques qui tu es, qu'est ce que tu fais'. Enfin, moi c'est à ça que je m'attends. Non, ils m'envoient directement à l'action. Et une fois que tu pars à l'action, tu te fais tabasser soit par les flics soit par les fascistes, après tu te dis bon maintenant tu as une dent contre eux et hop c'est le groupe qui te prend en charge et... Ils t'envoient au casse-pipe d'abord et ensuite on te ferre. Ou tu te fais arrêter et là en prison c'est la solidarité des membres »².

L'expérience vécue de la répression, valorisée et légitimée par les instances dirigeantes revêt la forme d'une rétribution militante et représente une occasion de prouver leur conformité au « rôle » du « communiste révolutionnaire »³. Sedat Göçmen, arrêté par la police en avril 1975 et emprisonné quelques temps à Mamak, est élu président de l'association de gauche de SBF [SBF-DER] alors qu'il est en détention⁴. Bien souvent, un militant incarcéré avant le coup d'Etat est considéré comme un héros lors de son retour dans son établissement ou dans son quartier⁵. La répression se trouve réinvestie comme une ressource au sein des groupes révolutionnaires. Comme le montre Isabelle Sommier elle peut fournir une ressource identitaire en fixant un destin commun et en clarifiant les motivations. Elle peut aussi être une ressource organisationnelle en poussant les groupes à mieux s'y préparer tout en ayant une vertu pédagogique par sa fonction d'affirmation d'une altérité radicale⁶. A certains moments, les groupes tentent pourtant de l'éviter en éloignant certains militants recherchés ou connus des services. Hüseyin E., militant d'*Halkın Kurtuluşu* est ainsi

¹ Entretien avec Nejat K., Ankara, 20/09/2013.

² Entretien avec Yiğit, Istanbul, 28/05/2015.

³ CODACCIONI V., *Punir les opposants. PCF et procès politiques (1947-1962)*, op. cit., p. 245.

⁴ GÖÇMEN S., *Fırtınalı denizin yolcuları*, op. cit., p. 68.

⁵ BALBAY M., *78'liler. 12 Eylül sol kırımı*, op. cit., p. 47.

⁶ SOMMIER I., *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, op. cit., p. 78.

envoyé à Kırıkkale à une petite centaine de kilomètres d'Ankara pour éviter qu'il ne soit pris par la police ou visé par les groupes Idéalistes¹.

Une fois encore, il ne s'agit donc pas de se demander si, de manière générale, la répression produit un sursaut ou au contraire une inflexion dans l'engagement militant mais de considérer la diversité des situations et la pluralité des contextes répressifs entraînant des attitudes et des comportements variables d'anticipation ou de réaction. Si, dans certaines situations, la répression a pu provoquer un crescendo dans la mobilisation comme ce fut le cas au cours des années 1970, la répression militaire qui suit le coup d'Etat arrête net certains individus dans leurs trajectoires militantes par la compression des opportunités, le coût exorbitant de l'engagement pour de faibles espoirs de réussite et par les arrestations massives conduites par les autorités.

C) Harmoniser des sphères de vie en tension

J'ai jusqu'ici considéré, dans un but de clarté, le militantisme pour lui-même sans le rapporter aux autres sites d'inscription sociale des acteurs. Une telle approche m'a permis de détailler les trajectoires sociales antérieures au militantisme puis d'analyser les socialisations militantes au sein des groupes révolutionnaires. Cette dernière partie s'attache à « relier » les deux en questionnant les tensions potentielles entre les différentes sphères de vie des individus. Reprenant d'abord la réflexion sur les capitaux individuels et les effets du militantisme sur leur structuration, je précise ensuite les trois sphères esquissées dans l'introduction (sphère scolaire/professionnelle, sphère familiale/privée et sphère militante) pour montrer la manière dont elles trouvent à s'agencer chez les militants au cours des années 1970.

1) Le militantisme génère-t-il de nouveaux capitaux ? Capital spatial, capital d'autochtonie et capital militant

Pierre Bourdieu invite à une sociologie relationnelle dans laquelle le concept de capital joue un rôle central. Il faut cependant tenir compte de la question du rendement inégal des mêmes capitaux selon les espaces sociaux et physiques, des capacités inégales des acteurs à

¹ Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 13/09/2013.

tirer profit de capitaux comparables et du lien entre dispositions et capitaux¹. Dans un récent article, Erik Neveu se questionnait sur l'« usage inflationniste de la notion de capital »² dans la littérature sociologique. La multiplication des capitaux affaiblirait l'efficacité explicative de ce concept en tendant à l'étendre à un nombre toujours plus grand d'objets. Trois d'entre eux méritent d'être discutés au regard des développements précédents : le capital spatial, le capital d'autochtonie et le capital militant.

A la fin des années 1970, la politique « se reflète, et se répète, dans le miroir grossissant des structures spatiales, mais aussi dans les structures mentales en termes de catégories de perception de l'espace »³ (positif/négatif, gauche/droite, fréquentable/infréquentable, etc.). J'ai par ailleurs souligné à plusieurs reprises la mobilité intra-urbaine des militants révolutionnaires même si les jeunes femmes, dont les allées et venues sont plus contrôlées que celles des jeunes hommes, ont une connaissance généralement moins importante du territoire urbain que leurs camarades masculins. Leur fine connaissance de certains espaces acquise par une fréquentation intense (campus, quartiers...) conduit à s'interroger sur la pertinence de la notion de « capital spatial » pour rendre compte de ces aptitudes individuelles. Le capital spatial, tel qu'il est défini par Jacques Lévy, recouvre l'« ensemble de ressources, accumulées par un acteur, lui permettant de tirer avantage, en fonction de sa stratégie, de l'usage de la dimension spatiale de la société »⁴. La capacité à décoder les signes contenus dans l'environnement urbain permet de savoir quand se déplacer, où ne pas aller et qui éviter⁵. La maîtrise de la topographie des quartiers donne un avantage aux mobilisés sur la police, notamment dans les quartiers où celle-ci s'aventure peu⁶. Cette « socialisation spatiale »⁷ constitue-t-elle pour autant un « capital » au sens de Bourdieu ? Il me semble que les critiques qui ont été adressées au concept de « capital spatial » sont légitimes. Comme l'écrit Fabrice Ripoll « qualifier un capital de 'spatial' laisse penser que l'espace est une réalité autonome de l'économique, du culturel, du symbolique [...] et réciproquement que les différentes espèces de capitaux pourraient exister en dehors de

¹ En se questionnant sur la propension des acteurs à accumuler tel capital et, en retour, sur l'effet que produit la possession de telle structure ou masse de capitaux sur les dispositions de son détenteur.

² NEVEU E., « Les sciences sociales doivent-elles accumuler les capitaux ? A propos de Catherine Hakim, *Erotic Capital*, et de quelques marcottages intempestifs de la notion de capital », *art. cit.*

³ FOA J., « Le repaire et la bergerie des brebis du Seigneur au milieu de la France. Le paysage urbain à Orléans au temps des guerres de Religion », *Histoire urbaine*, 2014/3, n°41, p. 161.

⁴ LEVY J., « Capital spatial », in LEVY J. et LUSSAULT M. (dirs.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, p. 124.

⁵ HOUSTON C., «How Globalization Really Happens: Remembering Activism in the Transformation of Istanbul», *International Journal Of Urban And Regional Research*, 2014, p. 53.

⁶ HMED C., « Réseaux dormants, contingence et structures. Genèses de la révolution tunisienne », *Revue française de science politique*, 2012/5, Vol. 62, p. 797-820.

⁷ DARMON M., *La socialisation. Domaines et approches*, *op. cit.*, p. 32.

la dimension spatiale »¹. Si j'insiste sur l'importance de l'espace dans la structuration du militantisme et des trajectoires individuelles il me semble plus rigoureux de poser le problème en termes de « *dimension spatiale des capitaux* »² ; ou encore de conditions spatiales d'accumulation et d'usage des différents types de capitaux. A partir de là, on peut s'interroger d'une part sur l'espace comme savoir incorporé fournissant un appui à l'accumulation des différents types de capitaux (scolaire, culturel, économique, social et symbolique) et, de l'autre, sur la dimension spatiale des identités individuelles³.

Le second type de capital susceptible de rendre raison de certaines trajectoires biographiques est le « capital d'autochtonie ». Il peut se définir comme une « variante spatialisée du capital social » et correspond à

« l'ensemble des ressources que procure l'appartenance à des réseaux de relations localisés [et] d'une notoriété acquise et entretenue sur un territoire singulier. Un tel ensemble ne subsume cependant pas que des biens symboliques, il désigne aussi des formes pratiques de pouvoirs, puisque le fait d'appartenir à un groupe d'interconnaissance n'est pas une donnée neutre, mais est au contraire susceptible d'avoir un poids social permettant de se positionner avantagement sur différents marchés (politique, du travail, matrimonial, associatif, etc.) »⁴.

La dimension spatialisée du capital social qu'offre le concept de « capital d'autochtonie » permet de rendre compte à la fois des logiques d'engagement mais aussi des conséquences de celles-ci. Les réseaux dans lesquels est pris l'individu sont en effet modifiés par l'entrée dans le militantisme. Plus l'individu évolue dans des réseaux sociaux proches de l'enjeu protestataire plus il a tendance à orienter ses sphères de vie en lien avec son engagement politique. En retour, ces sphères de vie, étroitement connectées à l'enjeu de la protestation, définissent des structures de sens qui permettent de maintenir l'individu dans ces réseaux⁵ composés des membres du groupe auquel il appartient et des militants d'autres organisations du système d'action de la gauche turque rencontrés au gré des mobilisations. Mais il me semble important de garder à l'esprit que ces réseaux doivent être rapportés à l'ancrage des militants dans des espaces circonscrits et dans les réseaux sociaux qui lui sont liés. La montée en grade dans les groupes révolutionnaires est souvent liée au capital d'autochtonie des militants élus (réputation, capacité à lier des relations...). Ce capital est une ressource pour

¹ RIPOLL F., « Attention, un espace peut en cacher un autre », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2012/5, n°195, pp. 118-119.

² *Ibid.*

³ LEVY J., « Invitation au voyage. Propos sur l'espace politique », *Politix*, Vol. 2, n°5, 1989, p. 71.

⁴ RENAHY N., « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion », *Regards Sociologiques*, n°40, 2010, p. 9. Voir aussi, pour une analyse du capital d'autochtonie dans les quartiers bourgeois de Paris, AGRIKOLIANSKY E., HEURTAUX J. & LE GRIGNOU B. (dirs.), *Paris en campagne. Les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2011.

⁵ PASSY F., « Interactions sociales et imbrications des sphères de vie », *op. cit.*, p. 117.

l'individu qui peut le mobiliser en fonction des besoins comme lors d'une défection ou lors d'une recherche d'alliance ponctuelle entre groupes. En retour, le militantisme est aussi le moyen d'accumuler cette forme de capital par l'implication dans la communauté et le travail politique de terrain. L'installation de longue date dans un quartier et/ou le fait d'être originaire d'un village particulier tiennent un rôle important dans les reconversions familiales, professionnelles et politiques après le coup d'Etat en dépit de l'effet stigmatisant de la détention et de la criminalisation des engagements passés (cf. chapitre 6). Le capital d'autochtonie, comme l'ensemble des capitaux, a donc un rendement différencié suivant les espaces et les périodes.

Le troisième et dernier type de capital qu'il convient de discuter est le capital militant. Celui-ci « recouvre un ensemble de savoirs et de savoir-faire mobilisables lors des actions collectives, des luttes inter ou intra-partisanes, mais aussi exportables, convertibles dans d'autres univers, et ainsi susceptibles de faciliter certaines 'reconversions' »¹. S'attachant à souligner la différence des compétences et des ressources acquises dans l'espace militant par rapport au champ politique, il a le mérite de poser la question de la transférabilité des savoirs pratiques acquis dans le militantisme vers d'autres espaces sociaux. Cette notion reste cependant problématique à plusieurs titres. C'est précisément l'ensemble de savoir-faire et savoir-être qui fait la richesse des expériences militantes qui ne sauraient être réduite sous ce vocable. Il ne s'agit pas de connaissances objectivées et quantifiables comme le sont les capitaux dégagés par Pierre Bourdieu (hormis le capital symbolique), mais plutôt de manières de faire et de percevoir que seule la pratique permet d'acquérir et de maîtriser. Les compétences militantes sont acquises « par corps »², dans et par l'engagement. De plus, comme le développe Erik Neveu dans sa critique, le capital militant de chaque acteur n'est rien d'autre qu'une combinaison singulière de capitaux déjà recensés et reconnus et repérables par ailleurs. Il comprend en effet

« du capital social en termes de réseaux, d'interconnaissances, du capital culturel sous forme de maîtrise de repères idéologiques ou historiques, de savoir-faire opérationnels dans la mobilisation et/ou la gestion des organisations. Il peut intégrer une dimension symbolique quand des états de service militants donnent à leur auteur une aura valorisante. Il peut même comporter indirectement une dimension économique s'il permet d'éviter une dépense en court-circuitant les logiques de marché pour disposer de moyens nécessaires à la mobilisation (salle, matériel de sonorisation, prêt d'une institution bancaire mutualiste) »³.

¹ MATONTI F., POUPEAU F., « Le capital militant (1). Engagements improbables, apprentissages et techniques de lutte », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004/5, n°155, p. 8.

² FAURE S., *Apprendre par corps. Socio-anthropologie des techniques de danse*, Paris, La Dispute, 1998.

³ NEVEU E., « Les sciences sociales doivent-elles accumuler les capitaux ? A propos de Catherine Hakim, *Erotic Capital*, et de quelques marcottages intempestifs de la notion de capital », *art. cit.*, p. 355.

Selon mon analyse, le militantisme révolutionnaire est pourvoyeur de *savoir-faire* et de *savoir-être* particuliers plus ou moins reconvertibles dans d'autres espaces sociaux. Mais plutôt que de fournir une nouvelle forme de capital aux acteurs, il est davantage l'occasion d'une restructuration de la structure des capitaux individuels. Les trajectoires empruntées par les acteurs à travers le militantisme recomposent à court et/ou à long terme le capital symbolique, social, scolaire, culturel et même économique.

2) Etudier ou faire la révolution, faut-il choisir ?

L'entrée dans une carrière militante peut entraîner des tensions avec les autres sphères de vie dans lesquelles les individus sont inscrits. L'engagement révolutionnaire au cours des années 1970 en Turquie est chronophage et tend à redessiner l'économie générale des sphères de vie. La tension concerne davantage les individus étudiants que les lycéens qui restent majoritairement sous le contrôle de l'institution (internat) ou de leur famille. Dans leur cas le militantisme empiète peu sur leur trajectoire scolaire même s'ils se trouvent dans des établissements politisés. Il en va tout autrement à l'université. Les carrières étudiantes sont elles-mêmes composées de différentes étapes (l'entrée à l'Université, les réorientations scolaires, les échecs) et favorisent une insertion dans de nouveaux espaces de sociabilité, une prise de rôle dans l'arène étudiante et une reconstruction identitaire¹. Elles se déroulent en parallèle du militantisme et sont parfois mises en sourdine au profit de ce dernier alors fortement valorisé et parfois imposé par le contexte. Les rôles « d'étudiant » et de « révolutionnaire » simultanément et parfois successivement endossés par les militants entrent rapidement en concurrence du fait de l'impossibilité de concilier les injonctions édictées par les deux institutions. Le second rôle prend progressivement le dessus sur le premier, bien que les militants ne manquent pas de jouer des deux statuts selon les situations.

Les études des militants sont perturbées par les fermetures administratives décidées par les directions des universités suite aux affrontements récurrents sur leurs campus. Ainsi, après que dix étudiants aient été blessés le 25 novembre 1974 au cours d'une bagarre à IÜ, les facultés de droit, de médecine et d'économie sont fermées pour trois jours. Le 12 janvier 1976, après l'assassinat de deux étudiants à Istanbul, ITÜ et IÜ sont fermées pour plusieurs

¹ MICHON S., « Études et engagement politique : l'interdépendance des carrières militantes et étudiantes », in NEYRAT Y. (dir.), *Les cultures étudiantes. Socio-anthropologie de l'univers étudiant*, Paris, L'Harmattan, 2010, p. 41-53.

semaines¹. Les actions militantes limitent également le bon déroulement des cours et des examens. Le boycott décidé par les groupes révolutionnaires et le personnel de l'université ODTÜ suite à la nomination d'Hasan Tan au poste de recteur entraîne une interruption des cours pendant près de six mois². Ces perturbations entraînent le prolongement des périodes d'enseignements et le décalage des sessions d'examen qui fragilisent le déroulé des carrières étudiantes. La possibilité de poursuivre des études de manière sereine est aussi perturbée par les contraintes liées aux occupations de locaux par des groupes adverses. Nejat K., admis à la faculté d'agriculture à Ankara avant de rejoindre la faculté de droit d'IÜ, voit ses premières années d'université largement perturbées par l'occupation de ces deux établissements par les étudiants Idéalistes³. Identifié comme membre de *Kurtuluş*, il ne peut guère s'y rendre sans courir des risques importants. Il est donc contraint d'étudier chez lui dans sa *yurt*.

Certains essaient de poursuivre en parallèle carrière étudiante et carrière militante en limitant les interférences. Asiye, qui entre à l'université lors de sa seconde tentative aux examens, veille à rester investie dans son travail scolaire tout en participant aux activités de DY sur son campus de l'Académie des Beaux-arts d'Istanbul [*Istanbul Güzel Sanatlar Akademisi*] à Kabataş⁴. Plusieurs des militants que j'ai rencontrés au cours de l'enquête sont devenus, dans les années 1970, des « *profesyonel devrimci* » [révolutionnaire professionnel]. Ils ont résolu la tension entre carrière étudiante et carrière militante en optant clairement pour la seconde. Cet arbitrage se fait cependant de manière progressive et relève rarement d'un choix conscient et datable. Il dépend du groupe au sein duquel le militant s'est investi et de la situation politique locale. L'entrée dans un militantisme « à plein-temps » s'opère rarement dès la première année d'université. Lors de celle-ci, les jeunes gens qui entrent découvrent l'institution et les rapports de force qui la travaillent. Hüseyin E. a ainsi été un étudiant très investi et assidu lors de ses deux premières années d'études supérieures⁵ avant que le militantisme ne prenne le dessus, en partie en raison du contexte politique qui se tend et pousse à renforcer l'engagement face à la menace, réelle ou perçue, que représentent les « fascistes » et en partie en raison de son intégration de plus en plus poussée dans le groupe. L'action militante devient alors son activité principale comme c'est le cas pour Celalettin qui s'investit totalement dans le groupe auquel il appartient, *Dev-Sol* : « La dernière année

¹ « Kronoloji », *Cumhuriyet Ansiklopedisi*, Tome 3, (1960-1980), *op. cit.*

² ÇALIŞKAN N., *ODTÜ tarihçe. 1956-1980, op. cit.*, p. 197.

³ Entretien avec Nejat K., Ankara, 20/09/2013.

⁴ Entretien avec Asiye, Ankara, 21/06/2014. Je fais ici l'hypothèse que la surveillance familiale et scolaire sur les jeunes filles, plus intense que sur les jeunes hommes, leur laisse moins de possibilité de s'investir dans le groupe au point que l'engagement génère une tension avec la carrière scolaire.

⁵ Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 13/09/2013.

d'université, la quatrième, je n'allais pas en cours parce que je militais »¹. De la même manière, Irfan cesse d'aller à l'université après sa troisième année à ODTÜ. Convaincu, après le boycott contre Tan, que la lutte contre le MHP doit se mener sur le terrain, il s'installe dans le quartier d'Altındağ pour organiser la population locale et participe à la création du *Direnış Komitesi* [Comité de résistance] lié à *Dev-Yol* tout en faisant des voyages réguliers dans les villages d'Anatolie dans le même but². Ces étudiants devenus révolutionnaires à plein temps sont les modèles des jeunes lycéens qui rêvent de pouvoir faire la même chose : « A l'époque, quand on nous demandait ce qu'on faisait [dans la vie], on disait 'On est révolutionnaires !' »³. Toutefois, l'intensification de l'engagement n'est pas sans conséquences sur les carrières étudiantes : les échecs aux examens et les redoublements se multiplient. Ferhat, très investi dans IGD à l'université, se trouve peu à peu en situation d'échec scolaire faute de pouvoir dégager du temps : « J'avais redoublé ma classe, j'avais eu F à tous les cours et tout. Donc j'étais retourné à Ankara chez mes parents pour travailler et faire les examens de rattrapage »⁴. Cette situation et les blessures qu'il a reçues, le poussent à se désengager pour se recentrer sur ses études, non sans subir la pression du groupe :

« F : Finalement, je suis allé voir un leader et je lui ai dit 'Je peux pas, j'ai envie de... de prendre du repos'. Il a catégoriquement refusé : 'Comment ça, nous on est en train de faire la Grande Révolution, la Grande Lutte et toi tu veux partir en vacances ? Comment je vais expliquer ça aux autres ?'. J'ai dit 'Oui mais je ne peux pas, tout simplement'. Et là aussi j'ai vu que encore une fois que, décidément, je devais rompre avec ça parce que ne pas tenir compte de la personnalité, des problèmes comme ça, ça ne marchait pas. Donc j'ai dit 'Salut, je m'en vais', il a cogné la porte derrière moi »⁵.

Le désengagement peut s'avérer coûteux et impliquer un changement de *yurt*, un tarissement des rétributions militantes et une coupure des liens avec un certain nombre de relations proches. D'autant que la reconversion des compétences acquises, la possibilité de renouer avec des réseaux de sociabilité alternatifs et le degré de légitimité sociale de la défection⁶ rendent difficiles la réinsertion ultérieure dans d'autres sphères du fait des clivages politiques dans lesquels évoluent les jeunes militants, que ce soit sur les campus ou dans les quartiers périphériques. Ainsi, ce n'est pas tant le changement de groupe assez courant comme je l'ai souligné, que le retrait du militantisme qui pose alors problème⁷.

¹ Entretien avec Celalettin, Istanbul, 02/04/2009.

² Entretien avec Irfan, Ankara, 09/06/2014.

³ Entretien avec Leyla, Ankara, 18/11/2014.

⁴ Entretien avec Ferhat, Istanbul, 30/04/2015.

⁵ Entretien avec Ferhat, Istanbul, 30/04/2015.

⁶ FILLIEULE O., « Désengagement », in FILLIEULE O., MATHIEU L. & PECHU C. (dirs.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, op. cit., p. 185.

⁷ Les trajectoires de désengagement sont traitées plus avant dans le chapitre 6.

Certains étudiants reçoivent de l'argent de leur famille et/ou contractent des prêts afin de mener leurs études à bien. Les parents envoient leurs enfants au lycée ou à l'université en faisant parfois des sacrifices financiers afin de leur garantir une ascension sociale et des conditions de vie supérieures aux leurs. Sedat Göçmen raconte ainsi avoir contracté un prêt étudiant en même temps qu'il reçoit une aide financière de son grand frère, parti travailler en Allemagne, et de ses parents¹. Dans ces conditions, il fait face à une obligation de résultat difficilement compatible avec son poste de président de SBF-DER et de membre du comité central de DY ce qui n'est pas sans susciter des tensions au sein de sa famille. Beaucoup d'étudiants ne reçoivent pas d'argent de leur entourage pour vivre dans la ville où ils étudient. Même en résidant en *yurt* beaucoup travaillent en parallèle de leurs études. Cette activité fait naître une tension supplémentaire qui se surajoute à l'équilibre précaire entre études et militantisme. Hüseyin E. travaille pendant six mois dans une entreprise de travaux publics à Dikmen pour financer ses études. Menacé en raison de son militantisme (plusieurs de ses camarades ont été abattus), la direction de son groupe l'envoie à Kırıkkale, ville industrielle au sud-est d'Ankara en 1979. Abandonnant ses études, il est engagé comme ouvrier dans une raffinerie. Il devient un établi² avec pour mission d'« organiser les ouvriers » locaux dans un syndicat lié à *Halkın Kurtuluşu*³.

La tension entre carrière étudiante et carrière militante est donc vécue et gérée de manière différente chez les militants en fonction de différents critères (lieu d'étude, groupe et rôles investis, pression des groupes adverses, capitaux). Les conséquences de ces carrières étudiantes en dents de scie sont étudiées au chapitre 6. A cette tension entre sphère militante et sphère scolaire s'ajoute la tension avec la sphère privée.

3) Concilier vie privée et vie politique

Au cours des années 1970 toutes les activités des militants tendent à s'organiser autour de leur engagement politique qui structure progressivement leurs investissements scolaires et l'ensemble de leurs loisirs, de leur sociabilité et même de leurs amours. Cette réorientation des sphères autour de l'engagement a trouvé une explication courante à travers la notion de « disponibilité biographique » (cf. supra). S'il est juste de considérer que les exigences en matière professionnelle et familiale sont moins pesantes chez les étudiants et les lycéens et

¹ GÖÇMEN S., *Fırtınalı denizin yolcuları, op. cit.*, p. 40.

² DRESSEN M., *De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine 1967-1989*, Paris, Belin, 2000.

³ Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 01/11/2013.

peuvent favoriser l'engagement, il serait maladroit d'en déduire que leur position sociale les affranchit de toute tension entre les sphères de vie. Si les « recrues potentielles possèdent potentiellement une infinité de 'liens sociaux' préexistants », ils sont alors nécessairement soumis à des « injonctions conflictuelles » qui peuvent aussi bien faciliter que freiner la mobilisation¹. La conciliation entre militantisme et vie privée n'est pas toujours aisée mais est tout à fait central dans l'analyse de l'engagement politique. Les études de genre ont joué un grand rôle dans cette prise de conscience et Judith Butler écrit d'ailleurs que « [...] le privé, loin d'être le contraire de la politique, fait partie de sa définition même. [...] Cette sphère privée constitue le véritable arrière-plan de l'action publique »². La famille fournit d'abord une socialisation politique plus ou moins poussée comme je l'ai montré. Elle réagit également à l'engagement des jeunes militants.

L'adolescence turbulente des jeunes hommes en Turquie est souvent résumée à travers le terme de « *delikanlı* » (littéralement « sang fou »)³. Ce cadre traditionnel d'explication (et de justification) naturalisant les comportements hors-norme des jeunes hommes a pu servir de cadre interprétatif aux engagements militants radicaux bien qu'il ne prenne pas en compte les jeunes femmes. Reprenant quelque peu cette interprétation pour expliquer le caractère à la fois tolérant et débordé des parents, Hamit Bozarslan a employé, comme souligné plus haut, le concept de « moratoire psycho-social ». Les jeunes radicaux des années 1970 auraient imposé ce moratoire aux générations plus âgées ce qui leur aurait permis de garantir leur autonomie vis-à-vis de leur environnement familial (cf. supra). Cette vision rejoint par ailleurs, sans doute sans le vouloir, une interprétation faisant de l'aliénation de la jeunesse causée par la modernisation et l'urbanisation et renforcée par l'affaiblissement des autorités sociales (parentales, clanique, religieuse...) une des causes des mobilisations des années 1970⁴. L'étude des relations qu'entretiennent les militants avec leur entourage à cette période semble pourtant contredire cette analyse. Doug McAdam s'interrogeant sur le pendant du rôle des réseaux dans l'entrée dans le militantisme fait ainsi remarquer que « beaucoup de non-activistes, sans aucun doute, ont aussi des liens avec des activistes et ne s'engagent pas pour autant, et cela peut-être parce que les autrui significatifs ont fait pression sur eux pour qu'ils

¹ McADAM D., « Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant », in FILLIEULE O. (dir.), *Le désengagement militant*, op. cit., pp. 56-57.

² BUTLER J., *Qu'est-ce qu'une vie bonne ?*, Paris, Payot, 2014, p. 82.

³ FLICHE B., « 'Écraser le serpent' ? Violences privées et violences politiques dans l'espace rural turc », *art. cit.*, p. 206.

⁴ On retrouve cette idée chez SAYARI S. & HOFFMAN B., *Urbanization and Insurgency. The Turkish Case, 1976-1980*, Santa Monica, California, RAND Corporation, 1991 ainsi que chez DODD C-H., "The Containment of Terrorism: Violence in Turkish Politics 1965-1980", *art. cit.*, p. 145.

demeurent non engagés »¹. Certes, certaines familles, du fait de l'éloignement géographique, ont peu de prise sur leur progéniture. Mais celles qui côtoient leurs enfants de manière plus régulière tentent de peser sur leur engagement qu'elles estiment de plus en plus dangereux à mesure que la violence s'accroît. Sans forcément parvenir ou souhaiter l'empêcher, elles tentent de le limiter. Cumhur, qui a grandi dans une famille conservatrice bien que peu politisée, a des parents hostiles à son engagement révolutionnaire. Il entre également souvent dans de violentes altercations avec son frère, militant Idéaliste. Pour résorber la tension, il s'éloigne de sa famille pendant plusieurs années avant que son passage par la prison ne les rapproche et n'apaise les relations². D'autres ont des parents sympathisants de la cause révolutionnaire – ou tout au moins social-démocrate – notamment chez ceux qui résident dans les grandes villes où militent leurs enfants :

« Bah c'est toujours la mère qui s'intéresse à son fils. Elle me disait : 'Fais attention, ne fais pas ceci, ne fais pas cela' mais... non mon père... tout au moins on avait gagné deux lecteurs grâce à eux [il rit] ! »³

La montée de la violence accroît toutefois leur inquiétude et leurs injonctions à la prudence. Haluk subit, pour sa part, une forte pression de ses parents pour qu'il modère son engagement au lycée et dans la rue. Son père, soutien électoral du TIP, tient à l'accompagner systématiquement aux manifestations et aux meetings du parti⁴. Mustafa Balbay raconte dans ses souvenirs l'histoire d'Hakan Şenyuva, assassiné à Ankara le 10 juillet 1979⁵ par des militants Idéalistes. Successeur de Sedat Göçmen à la tête de SBF-DER, il avait démissionné de son poste quelques semaines plus tôt à la demande de son père inquiet pour sa sécurité⁶. Les familles sont donc bien souvent très préoccupées par les agissements des plus jeunes et ne subissent pas nécessairement leur engagement. Ces injonctions sont toutefois plus difficiles à formuler et à faire respecter lorsque la famille des militants est loin et qu'ils sont peu en contact avec elle.

L'éloignement vis-à-vis du milieu familial pour les études donne plus d'autonomie aux jeunes gens qui s'engagent. Plus faiblement contrôlés par leur environnement ils sont moins soumis à ses injonctions. Disposant de peu de moyens, ils ne rentrent que deux fois par

¹ McADAM D., « Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant », *op. cit.*, p. 56.

² Entretien avec Cumhur, Ankara, 20/09/2013. Son frère, resté dans leur village du département d'Erzurum, s'oriente vers le MHP alors que Cumhur rejoint la gauche après l'occupation de son lycée par le MHP à Ankara où il étudie. Je n'ai pas fait d'entretien avec le frère de Cumhur et ne peut comparer leurs trajectoires respectives mais il me semble que leur opposition souligne l'importance des effets de contexte sur l'orientation politique et la radicalisation des individus issus d'un même creuset familial.

³ Entretien avec Ragıp, Istanbul, 24/10/2013.

⁴ Entretien avec Haluk, Istanbul, 29/04/2015.

⁵ « Ankara, Uşak ve Kırıkhan'da 3 kişi tabancıyla öldürüldü » [3 personnes tuées par arme à feu à Ankara, Uşak et Kırıkhan], *Milliyet*, 11/07/1979, p. 9.

⁶ BALBAY M., *78'liler. 12 Eylül sol kırımı*, *op. cit.*, p. 163.

an dans leur ville ou leur village d'origine : lors des vacances d'hiver au mois de janvier et pendant l'été¹. Ceux qui sont à l'étranger rentrent moins souvent car cela coûte cher² tout comme ceux qui travaillent pour financer leurs études³. Celalettin, du fait de l'éloignement géographique et de l'intensité de son engagement, perd presque tout contact avec sa famille : « Je n'étais plus très proche de ma famille du coup et n'avais plus beaucoup de liens avec elle »⁴. Le retour dans le village est parfois l'occasion de tentatives de susciter des engagements au sein de l'entourage et des plus jeunes⁵ soit, tout au contraire, de mise en veilleuse de l'engagement lorsque la configuration familiale et villageoise rend approprié de se lancer dans de telles considérations. Ces militants sont des transfuges qui, en quittant leur milieu social d'origine, se trouvent confrontés à des injonctions contradictoires : d'où des « phénomènes de *double bind*, de double décalage, par rapport à leur classe d'origine mais également par rapport au milieu d'accueil, avec pour conséquence de fortes tensions identitaires »⁶. Plusieurs s'éloignent de leurs amis d'enfance restés au village avec qui ils ne partagent plus un univers de sens commun ou ont même adopté des positions idéologiques opposées⁷.

L'exode rural et le départ des jeunes lycéens et étudiants pour les grandes villes du pays a pour effet de limiter le caractère endogame des mariages qui avaient auparavant lieu au sein de l'espace restreint du village⁸. Bien que les relations amoureuses au sein des groupes révolutionnaires ne soient pas encouragées (cf. supra), ceux-ci constituent toutefois un important marché matrimonial renforcé par les affinités politiques. Plusieurs militants parviennent tant bien que mal à entretenir des relations de couple et épousent avant 1980 leur compagne ou leur compagnon rencontré pendant leur engagement militant⁹. De manière intéressante, aucun des militants rencontrés pendant l'enquête ou parmi ceux ayant rédigé leurs mémoires n'a d'enfant au cours des années 1970. L'instabilité statutaire qui touche la plupart d'entre eux, la place importante que tiennent l'engagement et le climat politique tendu ont sans doute joué un rôle dans cette situation. Néanmoins, l'installation du couple marié influe sur le degré de l'engagement. Le mariage conduit un certain nombre de militants à

¹ Entretien avec Özgür, Ankara, 12/11/2014. Voir aussi BILICI N., *12 Eylül'e giden yol (Bir hukuk öğrencisinin günlükleri: 1976-1980)*, op. cit., p. 16.

² Entretien avec Ahmet, Paris, 12/03/2015.

³ Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 20/11/2014.

⁴ Entretien avec Celalettin, Istanbul, 02/04/2009.

⁵ Entretien avec Yener, Ankara, 24/05/2014.

⁶ LECLERCQ C. & PAGIS J., « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale », *Sociétés contemporaines*, 2011/4, n°84, p. 14.

⁷ GÖÇMEN S., *Fırtınalı denizin yolcuları*, op. cit.

⁸ PIERCE J. E., *Life in a Turkish Village*, New-York, Holt, Rinehart and Winston, 1964.

⁹ Citons notamment Hüseyin E., Şadi, Melih Pekdemir et Gün Zileli.

adopter un comportement plus « prudent »¹. Sans se retirer de l'organisation, les militants mariés prennent moins de risques. Les arrestations et les séjours plus ou moins long en détention au cours des années 1980 ont accentué le décalage entre la population militante et le reste du corps social en ce qui concerne les trajectoires familiales (cf. chapitre 6).

Au final, on constate que la prégnance du militantisme dans les trajectoires des acteurs au cours des années 1970 tend certes à imposer une réorganisation de l'économie des sphères de vie. Le militantisme révolutionnaire est en constante tension avec la carrière scolaire et l'environnement familial et implique négociations et compromis.

L'engagement d'une partie de la jeunesse turque, notamment lycéenne et étudiante, au cours des années 1970 dans les groupes révolutionnaires relève de dynamiques complexes et entremêlées. Celles-ci ne peuvent être comprises qu'au prix d'une articulation serrée des contextes macro-sociologiques dans lesquels organisations politiques et acteurs se trouvent pris, des contraintes et produits des contextes méso-sociologiques que constituent les groupes révolutionnaires et des trajectoires individuelles. L'analyse localisée, couplée à une spatialisation des logiques d'engagement, montre clairement que l'engagement ne peut être compris sans être attentif à la structuration des réseaux de proximité et sans les interactions que les groupes politiques entretiennent avec les populations résidant dans les espaces qu'ils investissent.

Au terme de ce chapitre, on voit donc que la radicalité ne préexiste pas à l'engagement révolutionnaire mais que celle-ci se construit au fil du déroulement non linéaire de la carrière militante et de son intrication parfois conflictuelle avec le contexte et les différentes sphères de vie. Si l'engagement prend un place dominante durant la courte période 1974-1980, il est constamment négocié vis-à-vis du parcours scolaire/professionnel et des exigences privées. La carrière radicale est aussi un processus au cours duquel l'individu se familiarise avec l'organisation qu'il a investie et qui l'investit en retour. L'investissement des acteurs dans les groupes révolutionnaires ré-agence la structure des capitaux dont ils disposent et génère une socialisation politique intense pourvoyeuse de rétributions et de contraintes qui n'excluent nullement le désengagement ou la prise de distance, notamment sous l'effet de la répression.

¹ ZILELI G., *Havariler (1972-1983)*, op. cit., p. 418.

Enfin, la pratique et le vécu de la violence politique se révèlent, à l'étude, constitutives d'un processus complexe qui ne représente qu'une facette de l'engagement. Le coup d'Etat du 12 septembre 1980 vient, par une violente répression, mettre un coup d'arrêt au développement du militantisme radical et de la violence politique qui lui est liée, entraînant des dynamiques de reconversion différenciés.

Adieu

Restez en paix, mes amis
 restez en paix
Je m'en vais
 avec vous dans l'âme
et avec mon combat dans la tête.
Restez en paix,
 amis à moi,
 restez en paix.
Je ne veux pas vous voir sur la plage
rangés comme des oiseaux de cartes postales
Je ne veux pas vous voir avec des mouchoirs,
 Non, pas de ça.
Je me vois de tout mon long dans les yeux de mes amis.
O mes amis
 mes frères de combat
 mes compagnons de travail
Adieu sans un mot.
Les nuits pousseront le verrou de la porte
Les années tisseront leur toile sur la fenêtre
Et moi je chanterai comme un chant de combat mon
chant de prison.
Nous nous reverrons, mes amis nous nous reverrons
Nous sourirons ensemble au soleil
Nous nous battons côte à côte. O mes amis
mes frères de combat
 mes compagnons de travail,
 Adieu¹.

¹ HIKMET N., *C'est un dur métier que l'exil*, op. cit., p. 24.

SECONDE PARTIE :

Voyageurs sur une mer démontée

CHAPITRE 4 :

SOUS LE TALON DE FER : LES SUITES DU COUP D'ETAT MILITAIRE DU 12 SEPTEMBRE 1980

« Une guerre civile sanglante, telle qu'on n'en pas connue de semblables sous la République, était sur le point d'éclater et menaçait l'Etat de destructions et de divisions en mettant en cause l'intégrité de la patrie et de la nation turques qui sont éternelles »¹

Fait rarissime pour un chef d'Etat étranger, le général Kenan Evren fait la couverture de *Time Magazine* en date du 29 septembre 1980. Enlaçant Istanbul sous le titre « *Holding Turkey together* », cette une souligne en premier lieu l'intérêt américain pour la Turquie désormais sous la férule du chef d'état-major mais entend aussi témoigner du point de bascule que représenterait le coup d'Etat du 12 septembre 1980. Les entretiens et les mémoires publiés par les militants *a posteriori* abondent largement en ce sens. Mais s'intéresser aux conséquences biographiques de l'engagement ne signifie pas devoir supposer, non sans fatalisme, que les structures de l'autoritarisme se pérennisent inévitablement de manière immuable. Le régime militaire a eu un profond impact sur les trajectoires individuelles et collectives (cf. chapitre 5 & 6), ce qui pousse à considérer qu'il établit une rupture dans l'histoire de la République turque. Une fois encore, cette rupture s'incarne de manière différenciée sur le territoire, notamment dans le sud-est du pays. Tout en soulignant les ruptures opérées par le régime militaire (1980-1983) dans le système politique, social, économique et idéologique, je tiens à observer certaines continuités.

La répression qui suit le coup d'Etat ne survient et ne se déploie pas brutalement mais constitue au contraire la généralisation des méthodes employées à partir de la proclamation de la loi martiale en décembre 1978, c'est-à-dire sous le régime civil. La première partie de ce chapitre s'attache à analyser le déroulement du coup d'Etat et ses effets en tentant de

¹ Préambule de la Constitution de la République de Turquie de 1982, cité et traduit in GROG G., « Démocratie et société civile », in VANER S. (dir.), *La Turquie, op. cit.*, p. 197.

complexifier les analyses classiques de la répression, c'est-à-dire en y incluant les différences de temporalités et de lieux dans lesquels elle se joue. Je montre ainsi qu'à partir de 1980 c'est en partie la concentration de la répression sur les organisations d'extrême gauche qui contribue à favoriser le développement et l'enracinement des partis islamistes. Dans la seconde partie, je montre que le régime militaire parachève la pénétration et la domination progressive de l'état-major dans les structures étatiques et économiques du pays avant de voir ses positions contestées depuis le début des années 2000 par ces mêmes islamistes qu'il avait réhabilités face au « danger communiste ». Ainsi, le présent chapitre vise, dans la continuité du premier, à analyser sans les essentialiser les recompositions et les sédimentations de l'autoritarisme turc dont la pratique contestée de l'actuel président Recep Tayyip Erdoğan semble attester.

Section 1 : Le « bras droit »¹ de l'Etat doit tomber « comme une massue »² sur la gauche : le coup d'Etat du 12 septembre 1980

La prise du pouvoir par les militaires le 12 septembre 1980 radicalise la répression débutée dès l'instauration de la loi martiale en décembre 1978 en mobilisant des répertoires répressifs déjà éprouvés. D'une ampleur sans précédent, cette dernière conduit des centaines de milliers de personnes en garde à vue et opère une vaste purge des administrations pénétrées par des logiques idéologiques. Cette première partie vise à évaluer les continuités structurelles dans les mécanismes et la mise en œuvre de la répression en tenant compte de ses inflexions pendant et après le régime militaire. Proposant d'abandonner une approche synchronique et « photographique » de la répression politique, elle fait l'hypothèse que la répression connaît des modulations dans le temps et dans l'espace tout en étant à la fois rationnelle et erratique.

¹ Pierre Bourdieu distingue le bras gauche de l'Etat qui touche à sa dimension protectrice et redistributive (Etat-providence) et le bras droit qui renvoie à ses prérogatives régaliennes de maintien de l'ordre et de contrôle des forces de sécurité, BOURDIEU P., *Contre-feux I*, Paris, Liber/Raisons d'Agir, 1998, p. 9.

² Nihat Erim, premier ministre après le mémorandum de 1971, cité in BOZARSLAN H., *Histoire de la Turquie. De l'Empire à nos jours*, op. cit., p. 383.

A) *Technique du coup d'Etat : « se réveiller au son des chars¹ »*

Si son déclenchement² et ses conséquences ont été étudiées de près³, le régime militaire de 1980-1983 en tant que tel est finalement peu étudié dans la littérature en sciences sociales. Il apparaît certes « beaucoup plus brutal et déstructurant que les précédentes interventions militaires »⁴ mais n'en reste pas moins une boîte noire qui se résume aux chiffres de la répression (cf. infra), à une nouvelle Constitution auscultée de près⁵ et à une série de lois limitant drastiquement la participation politique des citoyens. Il me semble important, pour une analyse qui souhaite articuler les dynamiques de transformation des régimes autoritaires et la mise en œuvre de la répression, d'approcher de plus près ces trois années centrales dans l'histoire de la Turquie. Commençons par un bref rappel des faits.

Le général Kenan Evren parvient à la tête de l'état-major au début de mars 1978. Il lance, selon les sources disponibles, les préparatifs du coup d'Etat, confiés au général Haydar Saltık, le 11 septembre 1979⁶. Au mois de décembre, les hauts gradés de l'armée envoient un ultimatum au gouvernement, reprenant là une méthode proche de celle employée en 1971. Mais cette fois le gouvernement ne démissionne pas⁷. Rendu public le 2 janvier 1980 le mémorandum explique que

« la nation turque ne peut plus supporter, ceux qui, profitant des libertés reconnues par la Constitution substituent l'Internationale communiste à l'hymne national, ont la nostalgie de l'ordre théocratique ou aspirent à l'avènement d'un quelconque totalitarisme. Elle ne tolérera plus l'anarchie, le sabotage et le séparatisme... Les forces armées turques adressent un avertissement solennel aux partis politiques qui de par leurs dissensions stériles et leur intransigeance se révèlent incapables de résoudre les problèmes économiques, politiques et sociaux, d'endiguer l'anarchie et le séparatisme, véritable menace de l'intégrité nationale, et qui de surcroît se compromettent avec les instigateurs de ceux-ci. L'armée est le seul acteur protagoniste capable d'imposer sa définition des situations ».

Initialement planifiée pour le 11 juillet 1980, l'application de ces menaces est finalement suspendue en raison du vote de confiance accordé au gouvernement Demirel et des

¹ Il s'agit du titre du premier tome du journal tenu par Hasan Cemal pendant le régime militaire, CEMAL H., *12 Eylül günlüğü. T. 1 Tank sesiyle uyanmak*, op. cit.

² BIRAND M-A., *The Generals' Coup in Turkey. An Inside Story of 12 September 1980*, New York, Brassey's Defense Publishers, 1987. Voir aussi BIRAND M. A., BİLÂ H. & AKAR R., *12 Eylül. Türkiye'nin miladı*, op. cit.

³ DUMONT P. & GEORGEON F. (dirs.), *La Turquie au seuil de l'Europe*, op. cit. Voir aussi PEROUSE J-F., *La Turquie en marche. Les grandes mutations depuis 1980*, Paris, Editions de la Martinière, 2004.

⁴ BOZARSLAN H., *Histoire de la Turquie. De l'Empire à nos jours*, op. cit., p. 368.

⁵ ÖZBUDUN E., "The Status of the President of the Republic under the Turkish Constitution of 1982: Presidentialism or Parliamentarism?", in HEPER M. & EVIN A. (eds.), *State, Democracy and the Military. Turkey in the 1980's*, Berlin-New York, Walter de Gruyter, 1988, p. 37-45.

⁶ ÜNSALDI L., *Le militaire et la politique en Turquie*, op. cit., pp. 108-109.

⁷ Faute d'ouverture des archives militaires, je n'ai pu disposer des documents permettant de reconstituer avec précision le processus d'élaboration du coup d'Etat.

négociations sur la dette qui débutent avec l'OCDE ce même mois¹. Le projet est relancé le 2 septembre 1980 et déclenché le 12 au prétexte d'une manifestation islamiste survenue à Konya le 6 septembre réclamant la mise en place d'un régime islamique proche du régime révolutionnaire iranien². A quatre heures du matin, l'« opération Drapeau » [*Bayrak harekâtı*] est lancée. Les militaires s'emparent de la radiotélévision nationale [TRT, *Türkiye Radyo Televizyon Kurumu*] et des détachements motorisés stationnent aux carrefours des grandes villes. Cette vision constitue un souvenir marquant et inquiétant pour les militants qui circulent dans Istanbul et Ankara ce jour-là :

« E : Bien sûr dans la rue on avait vu personne. Il y avait un silence bizarre dans le quartier. Et puis de notre salle à manger il était possible de voir une partie de... du Bosphore, une très belle vue. Et à un moment j'ai vu un sous-marin mais pas submergé. Il passait comme ça. Et une heure après de l'autre côté. C'est assez terrifiant d'ailleurs de voir un sous-marin avec la marche militaire dans la radio et de temps en temps, les camions et les voitures militaires passaient dans la rue comme ça »³.

Süleyman Demirel, alors premier ministre, est contraint de démissionner. A 13h, le général Evren prend la parole à la radio et, après avoir listé les causes de « l'anarchie » et du « chaos », déclare :

« Mes chers concitoyens, [...] les forces armées turques ont été contraintes de prendre le contrôle de l'administration dans le but de sauvegarder l'unité du pays et de la nation, les droits et libertés du peuple ; assurant ainsi la sécurité de la vie et de la propriété, le bonheur, la prospérité du peuple ; assurant la primauté de l'ordre et du droit – en d'autres termes, en restaurant l'autorité de l'Etat de manière impartiale »⁴.

Après la publication du mémorandum de janvier 1980, l'éventualité d'un coup d'Etat est connue de la population. Il n'est pas aisé, faute de données, de caractériser les sentiments, nécessairement partagés suivant les groupes, à l'annonce du coup d'Etat. Seule son ampleur a été négligée par les acteurs, de gauche comme de droite. Dans ses mémoires le général Evren dépeint le coup d'Etat du 12 septembre comme inévitable pour la santé de la nation turque menacée par ses ennemis intérieurs sans doute manipulés par ceux de l'extérieur⁵. S'il est important de restituer les discours mobilisés pour justifier le coup d'Etat et tendant à présenter les putschistes comme les seuls garants de la sécurité du pays, il faut veiller à ne pas les

¹ BIRAND M-A., *The Generals' Coup in Turkey. An Inside Story of 12 September 1980*, op. cit., p. 142.

² Cet événement fut particulièrement mis en avant par le régime militaire qui utilisa le laïcisme comme ciment de l'unité des forces armées sur le plan interne et qui, sur le plan externe, lui permit justifier l'intervention militaire devant l'opinion occidentale en jouant sur le danger islamiste.

³ Entretien avec Ergun, Istanbul, 21/10/2013.

⁴ AHMAD F., *The Making of Modern Turkey*, op. cit., p. 181. Ma traduction.

⁵ EVREN K., *Kenan Evren'in Anıları* [Mémoires de Kenan Evren], Istanbul, Milliyet Yayınları, 1991.

valider, parfois malgré soi, comme cela apparaît dans une partie dominante de la littérature consacrée à cette question¹.

La seconde république turque tombe donc sans résistance. Cette brève chronologie laisse cependant dans l'ombre plusieurs éléments cruciaux pour le sociologue du politique. D'abord, elle masque le fait que le déroulement du coup d'Etat ne signifie pas qu'il soit entièrement contenu dans le récit de cette seule journée². Il doit être envisagé comme une *période* plus que comme un évènement, un « surgissement »³. Cette période comprend sa préparation, dont on saisit la dimension contingente autant qu'historicisable (cf. chapitre 1), sa réalisation et ses conséquences, dont l'interprétation doit s'écarter de toute tentation téléologique. Sa préparation et son déclenchement ne sont pensables ni en dehors du contexte dans lequel il est opéré, ni en occultant les caractéristiques des acteurs qui le perpètrent. Il n'est pas non plus intelligible si l'on ne tient pas compte de la position qu'occupe l'institution militaire dans les champs dans lesquels elle se trouve impliquée (politique, économique...). J'ai auparavant souligné l'inscription de plus en plus marquée des militaires dans le champ politique depuis 1960 et la nécessité pour eux de préserver leurs positions dans ce contexte. Le coup d'Etat marque un sommet dans l'investissement politique de l'armée qui doit être pensé comme « une modalité d'action dans un répertoire plus vaste d'investissement du politique par les militaires »⁴.

La captation du pouvoir par la junte s'étale en réalité sur plusieurs semaines pendant lesquelles des décisions s'enchaînent et s'articulent à un discours de légitimation de la prise du pouvoir par l'état-major. Le 12 septembre le Parlement est dissous, les partis politiques sont suspendus jusqu'à nouvel ordre. Le 14 septembre, Evren devient officiellement chef de l'Etat. Un gouvernement est annoncé le 16 septembre 1980 sous la direction de l'amiral à la retraite Bülent Ulusu. Il est constitué de vingt-huit membres qui sont des technocrates, des universitaires et des généraux à la retraite (pour six d'entre eux). Parmi eux, onze ont déjà été membres des gouvernements pilotés par les militaires soit après 1960 soit après 1971. Le

¹ Ainsi que tend à le faire Tanel Demirel dans son article sur l'élaboration du coup d'Etat, DEMIREL T., "The Turkish Military's Decision to Intervene: 12 September 1980", *Armed Forces & Society*, 2003, Vol. 29, n°2, p. 253-280.

² Comme le laisse entendre la définition de C. Tilly et S. Tarrow : « un groupe d'officiers se met à la tête d'une partie des troupes pour s'emparer des bâtiments publics, démettre les dirigeants politiques et prendre en main l'appareil d'Etat en invoquant des motivations patriotiques et en promettant de rétablir l'ordre », TILLY C. & TARROW S., *La politique du conflit. De la grève à la révolution*, op. cit., p. 93.

³ BENSA A. & FASSIN E., « Les sciences sociales face à l'évènement », *Terrain*, n°38, p. 5-20. Voir aussi GOBILLE B., « L'évènement Mai 68. Pour une sociohistoire du temps court », *Annales HSS*, 2008, n°2, p. 321-349.

⁴ DORRONSORO G. & GOURISSE B., « L'armée turque en politique. Autonomie institutionnelle, formation de coalitions sociales et production des crises », *art. cit.*, pp. 610-611.

gouvernement est cantonné à la fonction exécutive, la junte s’arrogeant le pouvoir législatif à travers le MGK [*Milli Güvenlik Kurulu*, Conseil de sécurité nationale] qui siège entre le 12 septembre 1980 et le 6 décembre 1983.

Encadré IV-1 : Les membres du *Milli Güvenlik Kurulu* :

- Kenan Evren (1917-2015), chef d’état-major, nommé le 07/03/1978.
- Nurettin Ersin (1918-2005), commandant l’armée de terre, nommé le 09/03/1978.
- Tahsin Şahinkaya (1925-2015), commandant l’armée de l’air, nommé le 21/08/1978.
- Sedat Celasun (1915-1998), commandant la gendarmerie, nommé le 25/08/1978.
- Nejat Tümer (1924-2011), commandant la marine, nommé le 10/08/1980.

Pour conforter leur autorité, les généraux adoptent le 27 octobre 1980 une « Loi sur l’ordre constitutionnel » [*Anayasa Düzeni Hakkında Kanununun*]. En théorie, la constitution de 1961 reste en vigueur mais le MGK s’octroie le pouvoir de l’amender (sans possibilité de recours) et d’édicter des décrets ayant force de loi¹. La loi martiale est étendue à l’ensemble des 67 départements que compte alors le pays. Elle élargit le domaine de compétences des commandants militaires nommés en leur donnant le pouvoir de suspendre les publications, les grèves, les manifestations et les réunions, et en leur permettant de renvoyer les fonctionnaires locaux, centraux et universitaires. Le 25 septembre 1980, les maires élus du régime précédent appartenant à un parti suspendu sont remplacés par des militaires à la retraite ou des civils « non partisans » nommés par le MGK². La répression judiciaire des activités dites subversives des années 1970 est confiée aux *Devlet Güvenlik Mahkemesi* [Cours de sûreté de l’Etat] présidées par des militaires (cf. infra I-B-1). En quelques semaines l’état-major parvient donc à se saisir et à s’assurer de la fidélité de l’ensemble des lieux de pouvoir sans rencontrer de résistances importantes.

Il faut pourtant aller au-delà du récit de l’opération Drapeau désormais bien connu mais qui ne renseigne en rien sur les modalités concrètes d’exercice de la répression à l’encontre des adversaires désignés par les putschistes. Il n’explicite pas non plus les dynamiques du régime militaire en lui-même qui, loin d’être un simple exercice du pouvoir (répressif) par la junte et les agents qu’elle a nommé, est une période de profond bouleversement politique, social et économique qui reconfigure – tout en participant à son maintien – l’autoritarisme turc.

¹ HALE W., “Military Rule and Political Change in Turkey 1980-1984”, in GÖKALP A. (dir.), *La Turquie en transition. Disparités. Identités. Pouvoirs*, op. cit., pp. 160-161.

² SUNAY I., « La redémocratisation en Turquie », in DUMONT P. & GEORGEON F. (dirs.), *La Turquie au seuil de l’Europe*, op. cit., p. 106.

B) Espaces et temps de la répression : deux dimensions négligées

L'emploi vague et indéterminé du terme « répression » tend à masquer une pluralité de pratiques et de temporalités, souvent enchevêtrées, mises en pratique par différents agents avec des variations suivant les espaces géographiques ou les configurations locales. Une analyse plus détaillée de la mise en œuvre de la répression politique en contexte autoritaire permet d'affiner sa compréhension et, surtout, ses effets sur les groupes révolutionnaires et leurs militants (cf. chapitres 5 & 6).

1) Distinguer les temporalités répressives

Encadré IV-2 : Bilan de la répression 1980-1983¹ :

Les bilans chiffrés du régime militaire tendent désormais à se stabiliser autour de chiffres proches² :

Personnes fichées : 1 683 000.

Personnes incarcérées sur la période : 650 000.

Nombre de procès intentés : 210 000 pour 230 000 prévenus.

Personnes jugées pour appartenance à une organisation subversive : 98 404.

Nombre de procès de condamnations à mort prononcées : 537.

Condamnations à mort exécutées : 49.

Morts documentées des suites de la torture et d'absence de soins médicaux : 171.

Morts suite à des grèves de la faim entre 1980 et 1983 : 14.

Personnes portées disparues : 43.

Personnes tuées dans des affrontements avec les forces de l'ordre : 95.

Privations de citoyenneté : 14 000.

Fonctionnaires licenciés : 30 000.

Personnes exilées pour motifs politiques : 30 000.

Associations interdites et fermées : 23 667.

Répression contre la presse : 400 journalistes jugés, 303 procès ouverts contre des journaux, 927 publications saisies.

¹ Ces chiffres sont issus des travaux de recension menés dans BOZARSLAN H., « Le phénomène milicien, une composante de la violence politique dans la Turquie des années 1970 », *art. cit.*, GOURISSE B., *La violence politique en Turquie. L'Etat en jeu (1975-1980)*, *op. cit.*, MASSICARD E., « Répression et changement des formes de militantisme : carrières et remobilisation à gauche après 1980 en Turquie », *Revue européenne d'analyse des sociétés politiques*, n°28, 2010, p. 6 et ALPAT I., *Türkiye solu sözlüğü*, *op. cit.*, p. 285.

² Certains écarts peuvent apparaître dans les chiffres mobilisés dans la suite de ce chapitre. Ils sont liés aux différences suivant les sources mobilisées. Je les mentionne malgré leurs défauts potentiels afin de présenter des ordres de grandeur.

L'analyse de la répression en contexte autoritaire, et plus particulièrement celle qui se met en place avant et après le coup d'Etat du 12 septembre 1980 demande de dépasser la seule question des chiffres. Elle implique de resituer l'historicité des pratiques mises en œuvre par les autorités (chapitre 1). Cette approche doit être conjuguée avec une analyse de la répression en acte, incarnée par des agents sociaux¹ qui la mettent en œuvre avec des méthodes particulières dans des *temps* et des *lieux* donnés. La répression, ainsi que je l'ai précisé précédemment peut mobiliser, simultanément ou successivement, différents répertoires coercitifs. La junte met en œuvre l'ensemble de ces registres en fonction de ses buts, des moments, des lieux et des espaces sociaux. La répression ne doit cependant pas être perçue comme une mécanique implacable, cohérente, maîtrisée de bout en bout par un groupe homogène d'agents. Si elle semble incontestablement « efficace », une analyse plus fine montre au contraire qu'elle n'est pas exempte de différences locales ni même d'hésitations et de ratés. Au fond, elle semble avoir autant pour but l'arrestation des adversaires désignés du régime militaire que de « terroriser les terroristes », pour reprendre une expression française quasi-concomitante, afin de les pousser à rentrer dans le rang, à s'exposer ou à s'enfuir à l'étranger. S'il est indéniable que l'avènement du régime militaire amène une reconfiguration politique, la répression à l'encontre des organisations révolutionnaires et de leurs militants correspond à une chronologie légèrement différente. De ce point de vue il ne faut pas considérer le 12 septembre 1980 comme le début de la répression politique mais comme un palier dans l'usage de cette dernière. Il apparaît plutôt que l'épisode répressif débute en décembre 1978 lors de la proclamation de la loi martiale qui donne aux militaires la responsabilité de la répression politique. La police passe, jusqu'au retour du pouvoir civil, sous le contrôle de l'armée qui la reprend drastiquement en main tant en termes d'effectifs que d'orientation idéologique et d'équipement². Le coup d'Etat permet donc aux militaires d'avoir les mains libres pour organiser la répression selon leur propre calendrier.

La répression à l'encontre des militants de gauche et, dans une moindre mesure, de droite ne commence pas avec le coup d'Etat. Sa sévérité à l'égard d'un camp ou de l'autre dépend de l'orientation du gouvernement. Sous le gouvernement dit de Front nationaliste, le

¹ Les archives à disposition des chercheurs restent minimes sur cette question. On ne peut guère reconstituer et travailler sur les profils et les trajectoires des agents responsables de la répression, ce qui s'avèrerait sans doute éclairant pour mieux comprendre les modalités de son exercice.

² La *Toplum polisi* devient la *Çevik kuvvet* [Force d'intervention rapide] le 1^{er} janvier 1982 suite à une réforme menée par le MGK. Cette nouvelle force de police, en charge de la gestion des manifestations, est toujours en service aujourd'hui. Sur les transformations et la formation de la *Çevik kuvvet*, voir UYSAL A., « Organisation du maintien de l'ordre et répression policière en Turquie », in DELLA PORTA D. & FILLIEULE O. (dirs.), *Police et manifestants*, op. cit., p. 257-278.

préfet d'Ankara ferme ODTÜ-DER en février 1976¹. En 1978, sous le gouvernement Ecevit, 1 999 arrestations de militants politiques sont recensées dont 1 052 sont de droite et 778 de gauche². Toutefois, avant le coup d'Etat, les gardes à vue sont rarement assorties de condamnations ou seulement de condamnations brèves. La proclamation de la loi martiale en décembre 1978 suite aux événements de Kahramanmaraş laisse aux militaires le soin d'organiser la répression des mouvements politiques de gauche comme de droite. Doğan Özgüden, journaliste et militant de gauche, a consacré, depuis son exil belge, un important ouvrage à la répression politique en Turquie. Il a recensé à cette occasion les périodes de l'histoire républicaine soumises à la loi martiale et fournit le tableau suivant :

Année	Durée	Motif
1920-1922	2 ans 6 mois 19 jours	Guerre dite de libération nationale
1925-1927	2 ans 8 mois 26 jours	Insurrection en Anatolie de l'Est
1940-1948	7 ans 1 mois 11 jours	Seconde Guerre mondiale
1955-1956	8 mois	Pogroms anti-grecs à Istanbul
1960-1961	1 an 7 mois 28 jours	Coup d'Etat du 27 mai 1960
1963-1964	1 an 1 mois 28 jours	Tentative de coup d'Etat militaire
1970	3 mois	Grève des 15-16 juin 1970
1971-1973	2 ans 3 mois	Coup d'Etat du 12 mars 1971
1974-1975	1 an 11 jours	Guerre à Chypre
1978-1980	1 an 8 mois 23 jours	Massacre de Kahramanmaraş
1980-1985	5 ans 3 mois 19 jours	Coup d'Etat du 12 septembre 1980

Tableau IV-1 : Périodes régies par la loi martiale en Turquie, 1920-1985.

Source : ÖZGÜDEN D. (ed.), *Black Book on the Militarist "Democracy" in Turkey*, op. cit., p. 82.

La loi martiale s'est donc exercée sans interruption pendant près de sept années consécutives, entre la fin de l'année 1978 et le printemps 1985. Entre la fin de l'année 1978 et la proclamation du régime militaire, civils et militaires travaillent de concert à la répression des organisations illégales. Les gouverneurs militaires de chaque département, en lien avec les préfets, vont procéder à des dissolutions d'organisations politiques et à des arrestations de plus en plus nombreuses jusqu'au coup d'Etat. IGD est ainsi fermée par le commandant en chef d'Istanbul le 6 novembre 1979 mais l'organisation se maintient de manière clandestine³. Le 26 janvier 1979, l'état-major de la loi martiale à Ankara suspend plusieurs associations

¹ « Ankara valliliği ODTÜ-DER'i kapattı » [La préfecture d'Ankara ferme ODTÜ-DER], *Milliyet*, 02/02/1976, p. 1.

² AHMAD F., *The Making of Modern Turkey*, op. cit., p. 178.

³ ILERİ GENÇLİK DERNEĞİ, « İGD 38 YAŞINDA ! » [L'association de la jeunesse progressiste a 38 ans!], en ligne, consulté le 28/06/2016, URL : <http://www.yolveamac.org/index.php/haberler/278-igd-38-yasinda>

professionnelles dont *Pol-Der*, *Pol-Bir*, les organisations de police de gauche et de droite. Le premier juin suivant, il ferme *Dev-Genç*¹.

L'annonce de la prise du pouvoir par les militaires amorce le début d'une période brève mais paradoxale (septembre 1980-novembre 1980). Bien que le général Evren ait plus tard déclaré être convaincu que « face à un danger, il faut réagir immédiatement, afin de l'éliminer à la racine »², une analyse des premières semaines du régime militaire ne manque pas d'étonner. D'un côté, les partis politiques et les associations sont suspendus, les journaux sont fermés pendant trois cent jours avant qu'une forte censure ne s'exerce sur les médias – jusqu'en 1985 – via l'envoi de notes présentant les sujets interdits. Mais parallèlement, Artun Ünsal, le correspondant du *Monde* en Turquie, témoigne d'une situation qui contraste fortement avec les représentations courantes du régime militaire :

« Après la levée du couvre-feu, de quatorze à vingt heures, des milliers d'habitants d'Ankara ont vécu, vendredi 12 septembre, un jour de congé presque normal, se promenant dans les rues, déambulant dans les parcs ou s'asseyant aux terrasses des cafés. Les citoyens de la capitale, habitués à l'état de siège depuis la fin de 1978, ont même été surpris de rencontrer si peu de soldats en service. Le déploiement des chars et des véhicules blindés paraissait purement symbolique. Sur l'ensemble du territoire, le calme absolu régnait. Les communications téléphoniques et télégraphiques avec l'étranger ont été rétablies, et le trafic aérien, ferroviaire et maritime international a repris. Les banques rouvriront normalement lundi 15 septembre. Le communiqué du Conseil national de sécurité (C.N.S.) a déclaré que les dépôts des particuliers jouissent, comme auparavant, de la garantie de l'État »³.

Menant une tactique visant à rassurer la population, l'état-major semble, dans un premier temps, jouer l'apaisement. Le 14 septembre, les cadres de la DISK sont invités à se rendre aux autorités sous 48h. Réunis à la caserne de Selimiye, quartier général de l'état de siège à Istanbul, ils sont entendus mais ressortent libres⁴ :

« E : [En 1971] la répression était très, comment dirais-je, très évidente, très en vue. Alors que le 12 septembre, par exemple le lendemain et les jours qui ont suivi le coup d'Etat militaire, ils n'ont déclaré aucune liste des gens recherchés. Il n'y avait pas d'embuscades, de, comment dirais-je, des persécutions dans les maisons, presque rien. Par exemple, pour les dirigeants ouvriers, un jour le commandement militaire de... de la loi martiale d'Istanbul, a invité tous les représentants syndicaux d'Istanbul à se présenter à Kışla Selimiye [la caserne Selimiye]. Un lundi, à 9h du matin. Le même jour, j'ai vu de mes propres yeux, en venant de Kadıköy à Üsküdar, il y avait une queue devant Selimiye. Une queue de, je ne sais pas, 300 mètres. Des milliers d'ouvriers et de dirigeants syndicaux »⁵.

¹ PEKDEMİR M., *Devrimcilik güzel şey be kardeşim*, op. cit., p. 202.

² EVREN K., « Ankara : le pari de la modernité », *Politique internationale*, n°36, 1987, p. 195.

³ UNSAL A., « Le général Kenan Evren promet de rétablir la démocratie dès que possible... », *Le Monde*, 15/09/1980.

⁴ AHMAD F., *The Making of Modern Turkey*, op. cit., p. 182.

⁵ Entretien avec Ergun, Istanbul, 21/10/2013.

Behice Boran, présidente du TIP, parvient à quitter la Turquie en novembre 1980 sans être inquiétée grâce à son passeport d'ancienne parlementaire¹. Jouant sur la frayeur provoquée par un nouveau régime militaire – Behice Boran avait connu la prison en 1971 –, les militaires laissent fuir à l'étranger ceux qui le souhaitent et le peuvent tout en préparant leur offensive. Pourtant, à compter de la fin de l'année 1980, les militaires mettent progressivement en place une terreur contre-insurrectionnelle appuyée par un discours martelé dans des médias mis sous contrôle soulignant l'importance et la légitimité de la répression. La télévision d'Etat retransmet les photos et la radio diffuse des listes de noms des personnes recherchées². Le 20 novembre 1980, le gouverneur militaire d'Ankara lance une vaste opération contre *Dev-Yol* : Bülent Forta et Mehmet Ali Yılmaz, membres de la direction de l'organisation, sont arrêtés en même temps que 202 militants³. Les arrestations, souvent collectives, sont mises en scène par les autorités et les journalistes. Sur les photos, les militants sont alignés face à l'objectif, mains attachées dans le dos, devant une table sur laquelle sont posées toutes les armes et le matériel saisi (ronéo, faux papiers, fausses plaques...)⁴. Ces opérations se multiplient et touchent l'ensemble des organisations légales et illégales tout au long de l'année 1981 dans les grandes villes de Turquie. Une fois les organisations armées ou partiellement armées démantelées, les militaires se tournent vers les partis légaux (TIP, TSIP...) et clandestins (TKP). Nejat F., cadre de la DISK et membre du TKP raconte ainsi : « Après le coup d'Etat militaire, [...] j'étais sur le point de partir. Après je me suis dit : 'Mais ils ne nous attaquent pas ces militaires là, ils ne font rien donc j'attends un peu'. Et puis j'ai attendu, j'ai attendu huit mois ». Il reste en Turquie sous une fausse identité tout en changeant d'apparence. Il sort finalement de Turquie le 1^{er} avril 1981. Le 15, les militaires lancent l'opération *Kızıl Fener* [Phare rouge] et arrêtent 4 500 membres du TKP⁵.

La répression s'exerce à la fois sur le moyen terme que représente le régime militaire (septembre 1980-décembre 1983) mais également sur le long terme. En effet, elle connaît des échos qui excèdent largement le régime militaire *stricto sensu* ; certains procès (cf. infra I-C-1) ne se terminent qu'au début des années 1990. Après avoir décidé de juger les dirigeants politiques actifs dans les années 1970, le MGK décide de dissoudre, le 16 octobre 1981, les

¹ KHOJINIAN M., « L'exil belge de Behice Boran, présidente du Parti ouvrier de Turquie (1981-1987) », in PIETTE V. & GUBIN E. (dirs.), *Femmes exilées politiques*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2009, p. 119.

² Bülent Uluer, cadre stambouliote de *Dev-Yol* raconte : « Le matin du 13 septembre [1980], une liste en couleur de cinq personnes a été imprimée et placardée [...] : Mehmet Ali Ağca, moi, İsa Armağan, Paşa Güven, Hasan Şensoy. 3 gauchistes et 2 Idéalistes devaient être arrêtés. [...] On m'a dit : 'Bülent, il y a une affiche avec 5 personnes [recherchées], dont toi », ULUER B., « 64 arkadaşımın cenazesinde konuşum », *art. cit.*

³ PEKDEMİR M., *Devrimcilik güzel şey be kardeşim*, *op. cit.*, p. 259.

⁴ On peut en voir des exemples in AYAŞLI Y., *Yeraltında beş yıl. 12 Eylül anıları*, *op. cit.*, pp. 383 & 401.

⁵ Entretien avec Nejat F., Bobigny, 29/02/2015.

partis politiques jusqu'ici suspendus. Avec cette mesure qui survient plus d'un an après le coup d'Etat, l'état-major indique que le retour des civils au pouvoir n'est pas d'actualité. Dans le journal qu'il tient pendant toute la première moitié des années 1980, et publié pour la première fois en 1986, le journaliste à *Cumhuriyet*, Hasan Cemal, rend compte du soulagement initial de la population qui se teinte progressivement de peur face à l'intensité de la répression que mènent les militaires¹. Celle-ci s'opère notamment par le biais d'arrestations et de procès collectifs ainsi que par des licenciements massifs dans la fonction publique. Le recensement des prisonniers incarcérés en Turquie montre la montée en puissance et l'ampleur de la répression politique jusqu'en 1983. A compter de cette date, qui marque également le retour des civils au pouvoir, le nombre de détenus chute rapidement :

	Détenus condamnés	Détenus non condamnés	Total
1980	31 241	38 931	70 172
1981	42 446	37 340	79 786
1982	44 650	33 551	78 201
1983	45 144	31 114	76 258
1984	44 208	26 100	70 308
1985	42 693	25 050	67 744
1986	29 157	20 942	50 099
1987	29 134	18 705	47 839

Tableau IV-2 : Répartition des détenus suivant leur situation, 1980-1987.

Source : YILMAZ A., *Kara arşiv. 12 Eylül cezaevleri* [Archive noire. Les prisons du 12 septembre], Istanbul, Metis, 2013, p. 38.

Mais cette répression massive est largement ciblée. Entre septembre 1980 et décembre 1981, 43 140 personnes dont 21 864 militants d'extrême gauche (50,7%), 5 953 militants d'extrême droite (13,8%) et 2 034 « séparatistes Kurdes » (4,7%) sont arrêtées². On observe, parmi les 60 481 personnes toujours détenues au 02/02/1983, une nette surreprésentation de la gauche : 54% des détenus (32 956) sont ainsi classés par les autorités contre 14% (8 198) pour la droite et 7% (3 921) pour les Kurdes³. Entre la fin de 1980 et la fin de 1981 plus de 18 000 fonctionnaires ont été sanctionnés administrativement ou pénalement⁴ d'une interdiction à vie d'exercice dans le service public à la suite d'une enquête de sécurité sans appel possible. Les

¹ CEMAL H., *12 Eylül günlüğü. T. 1 Tank sesiyle uyanmak*, op. cit., qui couvre la période 09/1980-17/1982 et CEMAL H., *12 Eylül günlüğü. T. 2 Demokrasi korkusu*, op. cit., qui couvre la période 07/1982-09/1985.

² GUNTER M., "Political Instability in Turkey During the 1970s", art. cit., pp. 69-70.

³ Les 25% de détenus restants sont simplement classés « autre », ÖZGÜDEN D. (ed.), *Black Book on the Militarist "Democracy" in Turkey*, op. cit., p. 179.

⁴ DODD C. H., *The Crisis of Turkish Democracy*, Londres, Eothen Press, 1990, p. 55. On estime au total à 30 000 le nombre de fonctionnaires démis de leurs fonctions dans les suites du 12 septembre, ALPAT I., *Türkiye solu sözlüğü*, op. cit., p. 285.

ministres nommés par le gouvernement Ulusu, sont chargés, dans leurs administrations respectives, de mener une chasse aux sorcières pour purger la fonction publique de ses éléments politisés. Dressant son bilan au sein du ministère de l'éducation, Hasan Sağlam, déclare le 19 décembre 1982 avoir licencié 5 040 personnes depuis le coup d'Etat. Le ministère du travail a, pour sa part, licencié 4 172 personnes sur la même période¹. La levée de la loi martiale ne s'opère progressivement qu'à compter de 1985 mais elle reste maintenue dans le sud-est du pays où commence la guerre contre le PKK. La répression qui précède et suit le coup d'Etat doit donc être analysée dans ses diverses temporalités mais également en fonction des espaces et configurations locales dans lesquels elle est mise en œuvre.

2) De la spatialisation du militantisme à la spatialisation de la répression politique

Au même titre que le militantisme, la mise en œuvre de la répression par les agents des forces de l'ordre répond à des logiques tant *locales* que *spatiales*. De très utiles travaux ont été menés sur la répression *in situ* analysant de manière dynamique les interactions entre protestataires et forces de l'ordre². Mais ils restent souvent cantonnés à l'analyse d'un épisode protestataire précis et circonscrit. La mise en œuvre sur le temps long et sur un vaste espace de répertoires répressifs variés a, jusqu'ici, fait l'objet d'études trop générales et trop peu attentives à leurs applications et effets locaux. Le maintien de l'ordre comme le recours à la répression relèvent du « mode spatial d'inscription du politique »³ et peuvent varier profondément en fonction des espaces politiques locaux comme en Turquie avant et après le coup d'Etat du 12 septembre 1980.

La répression permet en premier lieu la réaffirmation symbolique du contrôle des autorités sur l'espace urbain et la mise en place d'un « contrôle spatial de la ville »⁴ par les forces de l'ordre. Ce retour en force de l'Etat et de ses agents s'opère dès la proclamation de la loi martiale avec la présence visible de fantassins dans les rues des grandes villes et devant les bâtiments officiels. Le coup d'Etat renforce encore la présence militaire dans les espaces

¹ « [...] entre novembre 1981 et janvier 1983, cent quatre-vingt-douze enseignants avaient déjà été révoqués de leurs fonctions par les autorités universitaires, tandis que deux cent quatre autres prenaient, pour une grande majorité, leur retraite anticipée ou donnaient leur démission », « Nouvelles purges dans les universités », *Le Monde*, 16/03/1983.

² RASLER K., « Concessions, Repression, and Political Protest in the Iranian Revolution », *American Sociological Review*, Vol. 61, n°1, 1996, p. 132-152.

³ BRACONNIER C., « Braconnages sur terres d'Etat. Les inscriptions politiques séditieuses dans le Paris de l'après-Commune (1872-1885) », *Genèses*, n°35, 1999, p. 110.

⁴ DEWERPE A., *Charonne 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'Etat*, op. cit., p. 89.

urbains où se densifie la présence des soldats et où s'ajoutent de nombreux blindés positionnés dans des endroits considérés comme stratégiques (carrefours) et permettant de mettre en place des barrages filtrants. Lors des grandes opérations, les militaires mettent en œuvre une stratégie spatiale de bouclage des quartiers considérés comme hostiles. Avant le coup d'Etat, ils mènent des actions en juin 1980 à Kartal (Istanbul) et en août 1980 à Davutpaşa et Mamak (Ankara), tous trois d'importants quartiers du militantisme de gauche¹. Encerclant, parfois de nuit, les quartiers avec des blindés et installant des barrages, les soldats procèdent à des fouilles de maisons et des contrôles d'identité. Les individus suspects sont arrêtés et placés en garde à vue². Contrairement aux actions de police menées avant la déclaration de la loi martiale, comme dans le quartier du 1^{er} mai (*1 Mayıs mahallesi*, cf. chapitre 2), les résistances à l'armée sont alors faibles. Doğan Özgüden estime à 46 000 le nombre de personnes qui auraient ainsi été arrêtées entre la mise en place de la loi martiale et le coup d'Etat³. Après le coup d'Etat, les militants doivent composer avec la surveillance militaire. S'ils ne sont pas identifiés ou dénoncés et arrêtés chez eux, ils peuvent être arrêtés par des patrouilles ou des contrôles routiers, mobiles ou fixes, installés en différents points des villes mais aussi sur les grands axes routiers. Cette situation les oblige à modifier leurs itinéraires, à ne pas occuper plus de quelques nuits un même logement et à anticiper leurs déplacements pour tenter de ne pas se faire arrêter. Les militaires lancent des opérations dans les quartiers réputés de gauche. Ils bouclent le quartier, le plus souvent la nuit : « Ils viennent avec des listes de noms chez les gens »⁴, parfois sur la base de dénonciations. Les arrestations sont particulièrement brutales comme le raconte Irfan : « Ils enfoncent votre porte, la police vous emmène, vous ne pouvez rien faire. Et des fois vous disparaissent. Il y en a beaucoup qui ont disparu en Turquie »⁵. Après son arrestation, Leyla est transférée au commissariat du quartier qui l'envoie ensuite à l'*Emniyet Müdürlüğü* [Direction de la sûreté] d'Ankara pour sa garde à vue.

Toutefois, malgré cette reprise en main de l'espace urbain à partir de la fin de l'année 1978, toutes les villes ne sont pas logées à la même enseigne. Les plus grandes villes, Istanbul et Ankara au premier chef, comptent parmi les plus surveillées. Mais elles ne connaissent pas pour autant le même degré de répression. Les militants témoignent dans les entretiens et leurs

¹ AYAŞLI Y., *Yeraltında beş yıl. 12 Eylül anıları*, op. cit., p. 82.

² Pour éviter cette situation, les militants ou leurs familles si ces derniers sont en fuite, brûlent tous les livres et magazines politiques en leur possession, BENER Y., *Le revenant*, op. cit., p. 69.

³ ÖZGÜDEN D. (ed.), *Black Book on the Militarist "Democracy" in Turkey*, op. cit., p. 22.

⁴ Entretien avec Leyla, Ankara, 18/11/2014.

⁵ Entretien avec Irfan, Ankara, 09/06/2014.

mémoires de la forte pression qui pesait sur eux à Ankara. Plus petite, siège de toutes les institutions officielles, la ville est plus rapidement quadrillée par les forces de sécurité. Au sein de *Dev-Yol*, la préparation et l'impression de la revue, organisées depuis une imprimerie clandestine en sous-sol à Kızılay, s'effectuent de plus en plus difficilement dans la capitale. Les militants envoyés dans les différentes régions du pays pour participer à la structuration des antennes locales emmènent des piles de journaux avec eux pour les distribuer sur place. A compter de l'été 1980, la pression s'accroissant, ces tâches sont désormais effectuées dans des villes plus petites dans lesquelles l'organisation compte un important réseau de sympathisants (Denizli, Samsun)¹. Avant même le coup d'Etat, les cadres de *Dev-Yol* vivent clandestinement, se cantonnent dans Kızılay et ne sortent presque plus². A l'inverse, il semble qu'il ait été relativement plus facile de se cacher à Istanbul et d'y vivre en clandestinité, y compris après le coup d'Etat. Plus imposante, bien plus peuplée et avec une topographie complexe, la mégapole stambouliote est plus difficile à maîtriser pour les forces de l'ordre. La plupart des dirigeants de *Dev-Yol* s'y réfugient à l'été 1980³ où ils finissent néanmoins par être arrêtés les uns après les autres dans la rue ou dans une des caches qu'ils utilisaient alors.

On peut également rendre compte des différences dans la répression politique, notamment dans sa dimension mortifère, à travers l'analyse de la répartition géographique des détenus décédés (hors exécution capitale). Cela renseigne partiellement sur la différence de degré dans l'exercice de la violence à l'égard des individus arrêtés et/ou détenus. Sur la période 1980-1995, 460 personnes sont décédées dans les locaux des organes de sécurité dont 190 (41,3%) entre le 12 septembre 1980 et le 12 décembre 1983⁴.

¹ COLL., *Tarihle söyleşiler*, op. cit., pp. 53-54.

² *Ibid.*, p. 108.

³ Notamment Nasuh Mitap, Oğuzhan Müftüoğlu, Melih Pekdemir et Ali Başpınar. Seuls restent à Ankara, siège de l'organisation, Ali Alfatlı et Mehmet Ali Yılmaz, COLL., *Tarihle söyleşiler*, op. cit., p. 92.

⁴ TÜRKİYE İNSAN HAKLARI VAKFI, *İşkence dosyası. Gözaltında ya da cezaevinde ölenler. 12 Eylül 1980-12 Eylül 1995* [Le dossier de la torture. Les morts en garde à vue ou en détention. 12 septembre 1980-12 septembre 1995], Ankara, TIHV Yayınları, 1996.

	Morts en prison ou en garde à vue	Morts de grève de la faim en prison
1980 (12/09-31/12)	43	-
1981	73	1
1982	49	4
1983	20	-
1984	23	6
1985	27	-
Total	235	11

Tableau IV-3 : Nombre de personnes décédées en prison ou en garde à vue, 1980-1985.

Source : TÜRKIYE INSAN HAKLARI VAKFI, *Işkence dosyası. Gözaltında ya da cezaevinde ölenler. 12 Eylül 1980-12 Eylül 1995, op. cit.*

L'année 1981, qui concentre près du tiers des décès en détention, correspond au pic de la répression à l'encontre des organisations politiques. Le déclin observé dans la part des individus décédés en détention à compter de 1983-84 correspond à une concentration de la violence dans le sud-est du pays face à la montée en puissance de la guérilla kurde. Parallèlement, débute le mouvement de grève de la faim qui s'étend à plusieurs prisons du pays (cf. chapitre 5). Les trois villes principales du pays (Istanbul, Ankara, Diyarbakır) regroupent à elles seules, sur la période 1980-1985, 45,1% des victimes en détention¹. En se concentrant uniquement sur les deux premières villes, qui sont au cœur de mon étude, on obtient les chiffres suivants :

	Ankara	Istanbul	Total des deux villes	Ensemble du pays
1980	8	8	16 (37,2%)	43
1981	8	16	24 (32,9%)	73
1982	5	8	13 (25,5%)	49
1983	3	1	4 (20%)	20
1984	0	4	4 (17,4%)	23
1985	7	1	8 (29,6%)	27
Total	31	38	69 (29,4%)	235

Tableau IV-4 : Répartition des décès en détention entre Istanbul et Ankara, 1980-1985.

Source : TÜRKIYE INSAN HAKLARI VAKFI, *Işkence dosyası. Gözaltında ya da cezaevinde ölenler. 12 Eylül 1980-12 Eylül 1995, op. cit.*

¹ Décès à Istanbul : 38 (16,17% du total des victimes), décès à Ankara : 31 (13,19%), décès à Diyarbakır : 37 (15,74%).

Ankara et Istanbul regroupent à elles seules le tiers des victimes du pays sur la période et connaissent un net recul des décès à compter de 1983¹. Si le nombre de victimes dans les deux villes est relativement proche sur l'ensemble de la période on observe qu'en 1981, Istanbul concentre deux fois plus de victimes extrajudiciaires qu'Ankara (22% des victimes du pays pour l'année). Si Ankara apparaît plus rapidement mise en coupe réglée avant le coup d'Etat, à Istanbul la répression semble plus tardive mais aussi plus violente. Ce tableau montre donc la place importante qu'Istanbul et Ankara tiennent dans le dispositif répressif tout en signalant les différences qui les distinguent. Par ailleurs, les chiffres indiquent qu'elles sont loin de résumer à elles seules l'étendue et la férocité de la répression dans le pays. Pour affiner l'analyse de la répression au sein de l'espace de ces deux villes, on peut se focaliser sur les lieux de décès connus des victimes. La violence extrajudiciaire s'incarne dans des lieux, devenus des symboles de l'arbitraire et de la violence d'Etat, où surviennent les décès des militants : les commissariats, les sièges locaux de la sûreté situés au cœur de Fatih à Istanbul et au nord-ouest (Yenimahalle) à Ankara² et les prisons³ dans lesquels plusieurs détenus décèdent suite à l'emploi de la torture alors utilisée comme « méthode d'interrogatoire systématique »⁴, ou des grèves de la faim :

	Emniyet Ankara	Mamak et Ankara Merkez Cezaevi (AMC)	Emniyet Istanbul	Prisons d'Istanbul (Metris, Sağmacılar)
1980	3	2	2	1
1981	4	0	2	3
1982	3	2	1	2
1983	0	1 (AMC)	0	0
1984	0	0	4	0
1985	2	3	0	1
Total	12	8	9	7

Tableau IV-5 : Répartition des lieux de décès des détenus entre Istanbul et Ankara, 1980-1985.

Source : TÜRKIYE INSAN HAKLARI VAKFI, *Işkence dosyası. Gözaltında ya da cezaevinde ölenler. 12 Eylül 1980-12 Eylül 1995, op. cit.*

¹ L'importante augmentation du nombre de décès à Ankara en 1985 correspond à des arrestations locales et à des transferts de détenus impliqués dans la guérilla Kurde.

² En particulier le DAL (*Derin Araştırma Laboratuvarı*, Laboratoire de recherche approfondie) situé dans les garages de l'Emniyet d'Ankara et dirigé par le tristement célèbre tortionnaire Kemal Yazıcıoğlu. İnönü Alpat précise que le DAL est responsable de la mort d'au moins sept militants de DY : Adil Yılmaz, Sahin Dokuyucu, Ibrahim Eski, H. Asker Özmen, Yaşar Gündoğdu, Behçet Dinlerer et Haydar Öztürk, ALPAT I., *Türkiye solu sözlüğü, op. cit.*, p. 91.

³ Les principales prisons ankariotes sont : Mamak (dans le quartier de Mamak) et Ankara Merkez Cezaevi (dite aussi Ulucanlar Cezaevi à Altındağ). Les prisons stambouliotes sont : Metris à Gaziosmanpaşa à la lisière nord d'Istanbul et Sağmacılar dans le quartier de Bayrampaşa

⁴ TÜRKIYE INSAN HAKLARI VAKFI, *Işkence dosyası. Gözaltında ya da cezaevinde ölenler. 12 Eylül 1980-12 Eylül 1995, op. cit.*, p. 20.

On constate ainsi que, dans les cas où les lieux de décès sont connus, la majorité de ceux-ci (58,3%) survient dans les locaux de l'*Emniyet*, c'est-à-dire lors de la période de garde à vue sous l'effet de la torture. La torture intervient également pendant les périodes de détention, comme en témoigne la mort de l'éditeur de gauche İlhan Erdost¹ le 7 novembre 1980 à la prison de Mamak, mais restent bien plus répandue lors des interrogatoires par les services de renseignement ou la police².

Si, « loin d'être extérieure et comme opposée aux conduites légitimes de violence contenue et maîtrisée, la violence paroxystique est en réalité une des figures, rarement actualisée mais toujours actualisable, du répertoire des actes de gouvernement, démocratique ou pas »³, il semble donc utile de ne pas homogénéiser la répression et de considérer ensemble sa *territorialité* et sa *temporalité* qui permet de penser son caractère changeant selon les lieux ainsi que les chronologies, variations et spécificités de sa mise en œuvre. À côté de cette répression violente se déploie un autre répertoire répressif majeur qu'est la justice d'exception qu'il faut maintenant étudier de plus près.

C) Des cours de sûreté de l'Etat aux prisons militaires : réprimer la dissidence

Le coup d'Etat et ses suites ne s'observent pas uniquement à travers la suspension de la vie politique civile et le lancement de vastes et violentes campagnes d'arrestations. La répression de la dissidence, ou de ce qui est désigné comme telle, s'incarne également dans la tentative du pouvoir militaire de maintenir une forme de légalité judiciaire. Les procès devant la justice militaire et la politique pénitentiaire sont caractéristiques de cette coexistence entre le maintien de la légalité et le régime d'exception qui se maintient sur le long terme.

¹ İlhan Erdost (1944-1980) avait fondé, avec son frère aîné Muzaffer Edost (1932), *Sol Yayınları* (Editions de gauche), principal maison d'édition des classiques marxistes dans les années 1970.

² «The Torture of Hüseyin Yıldırım», *MERIP Reports*, n°121, 1984, p. 13-14.

³ DEWERPE A., *Charonne 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'Etat*, op. cit., p. 168.

1) Avoir la loi pour soi : réprimer par le droit

Le régime militaire pourrait s'apparenter à première vue à un « état d'exception » schmittien¹, par la violence de la répression à l'encontre des groupes révolutionnaires et de leurs militants. Pourtant, les militaires, soucieux de ne pas être assimilés à leurs pairs latino-américains, entendent mener la répression en sauvegardant les apparences légales et non en les suspendant. Ils manient donc simultanément répression violente et justice d'exception en s'appuyant sur des dispositions constitutionnelles pour conserver une légitimité interne et externe, notamment vis-à-vis de leurs alliés américains et européens (cf. infra II-C-1). Cela aboutit à une situation que Dicle Koğacioğlu qualifie de « légalité d'exception »². Même dans l'exercice de la justice « anti-terroriste », les militaires doivent composer avec les instances judiciaires et politiques qu'ils ont contribué à mettre en place et qui contrebalancent régulièrement les peines requises par les procureurs militaires.

Le 17 septembre 1980, la durée de la garde à vue est prolongée par décret de 15 à 30 jours avant d'être allongée dès le 7 novembre 1980 à 90 jours³. Pour lancer des procès contre leurs adversaires, les militaires réactivent les *Devlet Güvenlik Mahkemeleri* [Cours de sûreté de l'Etat] prévues par la Constitution de 1961 et mises en œuvre en 1971 suite au mémorandum qui relève de la justice militaire. Réinscrites dans la Constitution de 1982, elles restent actives tout au long des années 1980 et 1990, permettant par la suite de juger les militants Kurdes et islamistes⁴. La junte adosse ces dispositifs répressifs à une rhétorique construisant une représentation pathologique des engagements des années 1970, qu'ils soient légaux ou illégaux, comme une entreprise subversive destinée à mettre en péril l'existence de l'Etat⁵. Dans ce contexte, les intellectuels et les universités sont sévèrement désavoués et accusés d'avoir « préparé le terrain intellectuel d'où avait jailli le terrorisme en Turquie »⁶. Editeurs, traducteurs et journalistes sont traduits en justice alors que les ouvrages marxistes

¹ SCHMITT C. *La dictature*, Paris, Seuil, 2015. Voir également la définition qu'en donne G. Agamben : « L'état d'exception n'est pas un droit spécial (comme le droit de guerre), mais en tant que suspension de l'ordre juridique lui-même, il en définit le seuil ou le concept limite », AGAMBEN G., *Etat d'exception. Homo Sacer*, Paris, Seuil, 2003, p. 15.

² KOĞACIOĞLU D., « Hukukçu otobiyografileri ile 12 Eylül yasallığının dinamiklerini düşünmek » [Penser les dynamiques de la légalité à travers les autobiographies des professionnels du droit], *European Journal of Turkish Studies*, n°15, 2012.

³ Elle sera ramenée à 45 jours en septembre 1981 face aux pressions étrangères, notamment des instances européennes qui menacent d'exclure la Turquie du Conseil de l'Europe.

⁴ Cette tendance des justices d'exception à durer dans le temps ou à être périodiquement re-convoquées est analysée par Vanessa Codaccioni, CODACCIONI V., *Justice d'exception. L'Etat face aux crimes politiques et terroristes*, Paris, CNRS Editions, 2015.

⁵ EXTERMANN L. « La criminalisation de la contestation politique : un échec du libéralisme », *Déviance et société*, Vol. 2, n°2, 1978, p. 199-213.

⁶ BARCHARD D., « Les intellectuels turcs et la crise des années 1980 », in DUMONT P. & GEORGEON F. (dirs.), *La Turquie au seuil de l'Europe*, op. cit., p. 160.

disparaissent des librairies, sont saisis et détruits. La criminalisation générale des mobilisations se décline également en une requalification d'un ensemble d'acteurs¹ en une catégorie juridique délibérément floue, les « terroristes ».

Les autorités militaires vont dès lors mener un nombre impressionnant de procès que l'on peut qualifier de « politiques »². Assimilés par les militaires à la subversion et à la violence, les partis socialistes légaux (TIP, TSIP...) sont traduits en justice même quand ils défendaient des positions non violentes et condamnaient « l'aventurisme » des groupes révolutionnaires plus radicaux. Au total, 167 procès collectifs sont conduits, dont 134 contre des organisations de gauche (partis politiques, syndicats (DISK³), organisations étudiantes et groupes armés), 12 contre les organisations d'extrême droite et 21 contre les « organisations séparatistes Kurdes »⁴. Les milliers de personnes devant être jugées ont conduit certains procès, de verdict en appel, à s'étaler jusqu'aux années 1990⁵, notamment ceux de *Dev-Sol*. Les procès collectifs de *Dev-Yol*, à Ankara, Fatsa et Artvin par exemple, impliquent respectivement 723, 811 et 898 accusés⁶. Les centaines de milliers de pages nécessaires à l'instruction sont transportées aux audiences par camions entiers. Le journal *Le Monde* relate ainsi l'ouverture du procès de *Dev-Yol* à Ankara :

« Le tribunal militaire de Mamak a ouvert, le 18 octobre, le procès [...] de 574 militants de la région d'Ankara. [...] 498 [des] accusés sont détenus depuis plus d'un an [et] une dizaine est à l'étranger depuis l'intervention militaire du 12 septembre 1980. Selon l'acte d'accusation, long de quelque 1 300 pages, accompagné de documents remplissant 200 cartons, les inculpés d'Ankara ont à répondre devant leurs juges de 78 assassinats et 75 tentatives de meurtre, environ 233 attentats à la bombe et fusillades, ainsi que de 28 hold-up "idéologiques" qu'ils auraient commis entre 1975 et 1981 »⁷.

Les motifs d'inculpation listés par les autorités pour justifier la répression sont les suivants :

- Etablissement d'association dans le but de détruire l'ordre existant
- Tentative de changer ou d'abroger la constitution par la force
- Incitation du peuple à la révolte
- Violation des principes de laïcité
- Agissements considérés comme des crimes par les lois et provoquant le désordre civil

¹ BOURDIEU P., « La force du droit », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 64, 1986. p. 3-19.

² Il s'agit d'« une procédure judiciaire à travers laquelle un gouvernement tente d'éliminer des individus ou des groupes qu'il perçoit comme traîtres à son pouvoir », in CODACCIONI V., *Punir les opposants. PCF et procès politiques (1947-1962)*, *op. cit.*, p. 14.

³ En décembre 1986, après plusieurs années de procès, le verdict tombe pour les dirigeants de la DISK: la dissolution de 28 syndicats qui lui étaient affiliés est confirmée. Sept de ses dirigeants sont condamnés. Son président, Abdullah Bastürk, est condamné à 10 ans de prison. Cetin Uygur, président de l'Union des mineurs, convaincu de liens avec DY est condamné à 15 ans de prison.

⁴ HALE W., "Military Rule and Political Change in Turkey, 1980-1984", *art. cit.*, p. 163.

⁵ Le procès de *Dev-Yol* à Ankara ouvert le 18 octobre 1982 se clôt le 19 juillet 1989.

⁶ ERSAN V., *1970'lerde Türkiye solu*, *op. cit.*, p. 318.

⁷ « Cinq cent soixante-quatorze militants d'extrême gauche sont traduits en justice », *Le Monde*, 20/10/1982.

- Insulte aux forces de sécurité
- Dissémination de fausses nouvelles
- Propagande communiste¹

On dispose de la liste des 37 procès menés contre la seule *Dev-Yol* sous le régime militaire : le procès de la direction a lieu à Ankara, trois procès se tiennent à Istanbul pour les antennes de Thrace, d'Avçılar et de Bakırköy ainsi que dans les grandes villes du pays : Bursa, Gebze, Zonguldak, Uşak, Balıkesir-Çanakkale-Manisa, Denizli, Antalya (2 procès), Yeni Çeltek, Sivas, Çorum (3 procès), Turhal, Adana, Mersin, Iskenderun, Artvin, Ordu (5 procès dont Fatsa), Trabzon (4 procès), Samsun (2 procès) et Giresun². Cette géographie pénale informe là encore du poids de la répression suivant les espaces et, en creux, de la densité du réseau militant local.

Les procureurs militaires réclament souvent la peine de mort dans leurs réquisitoires à l'encontre des cadres des différentes organisations jugées. Parmi les 6 353 demandes de condamnations à mort recensées, on observe la répartition suivante pour les principales organisations de gauche :

	Peines de mort demandées par le procureur
Dev-Yol	2 458
Dev-Sol	529
TKP/ML	254
Kurtuluş	118
DISK	68
MLSPB	57
Eylem Birliği	10
Acilciler	13
TIKB	31
TKEP	11
Halkın Yolu	3
Total	3 552

Tableau IV-6 : Répartition par organisation des peines de mort réclamées par le procureur militaire.

Source : ÖZGÜDEN D. (ed.), *Black Book on the Militarist "Democracy" in Turkey*, op. cit., p. 178.

Sur les 44 347 condamnations prononcées jusqu'en 1986, on observe à la répartition suivante : 22 912 personnes ont été condamnés à des peines inférieures à un an, 10 784 à des

¹ Ces motifs correspondent à des infractions aux articles 141, 142, 146, 149, 163, 174 et 312 du code pénal turc, ANONYME, *State of Anarchy and Terror in Turkey*, op. cit., p. 22.

² ALPAT I., *Randevuyu dağa verdik*, op. cit., pp. 32-33.

peines allant de 1 à 5 ans de détention, 6 186 à des peines allant de 5 à 10 ans, 2 396 à des peines allant de 10 à 20 ans de prison, 939 à des peines supérieures à 20 ans, 630 à des peines de prison à perpétuité¹. La répartition des condamnations par organisation offre le panorama suivant:

DISTRIBUTION OF CONDEMNATIONS TO ORGANISATIONS		
Organisation	Number of those sentenced to prison	Number of those sentenced to death
DEV-YOL (Revolutionary Path)	1,552	73
PKK (Workers' Party of Kurdistan)	640	129
TDKP (Revolutionary Communist Party of Turkey)	632	19
TKP/ML (Communist Party of Turkey/Marxist-Leninist)	529	43
TKP (Communist Party of Turkey)	436	—
KURTULUS (Liberation)	390	7
DEV-SOL (Revolutionary Left)	272	21
KAWA (Kurdish Organisation)	246	6
MLSPB (Marxist-Leninist Armed Propaganda Unit)	227	22
DHB (People's Revolutionary Union)	223	9
TIP (Workers' Party of Turkey)	185	—
THKP/C (Popular Liberation Party/Front of Turkey)	177	22
KIP (Workers' Party of Kurdistan)	153	—
EB (Union for Action)	97	10
DS (Revolutionary Struggle)	94	—
Ala Rizgari (Kurdish organisation)	93	—
IGD (Progressive Youth Association)	89	1
ACILCILER (Emergency Group)	83	12
Rizgari (Kurdish organisation)	75	—
HDO (People's Revolutionary Vanguard)	71	12
TKEP (Communist Labour Party of Turkey)	71	3
TKP/B (Communist Party of Turkey/Union)	70	—
TOB-DER (Teachers' Association of Turkey)	51	—
TIKB (Revolutionary Communists' Union of Turkey)	51	—
KUK (National Liberation of Kurdistan)	41	3
TDY (Path of Turkey's Revolution)	40	1
YDGD (Patriotic-Revolutionary Youth Association)	37	—
DHY (Revolutionary People's Path)	34	—
TKP/IS (Communist Party of Turkey/Workers' Voice)	33	—
TIKP (Workers-Peasants' Party of Turkey)	28	—
PY (Partisan's Way)	25	—
DK (Revolutionary Liberation)	24	9
THKO (Popular Liberation Army of Turkey)	22	2
TSIP (Socialist Workers' Party of Turkey)	22	—
Jehovah's Witnesses	22	—
TKKKO (Liberation Army of Turkey and Northern Kurdistan)	16	—
TIEKP (Revolutionary Communist Labour Party of Turkey)	15	—
EK (Emancipation of Labour)	14	—
DC (Revolutionary Front)	13	—
Kivilcim (Spark)	11	1
DÖ (Revolutionary Vanguard)	10	—
DEV-GENC (Revolutionary Youth)	9	—
Palestinian Guerillas	—	4
DDKD (Progressive Cultural Association of the East)	7	—
SGB (Socialist Youth Union)	4	—
TEKOSIN (Kurdish organisation)	3	2
HY (People's Path)	3	2
TIKKO/Bolcheviks (scission of TKP/ML)	3	—
EB (Union of Labour)	3	—
ÜY (Third Path)	3	—
TEP (Labour Party of Turkey)	1	—
TIKP (Revolutionary Workers-Peasants' Party of Turkey)	1	—
UKO (Revolutionary Liberation Army)	1	—
DIFFERENT WORKERS' GROUPS	741	—
DIFFERENT KURDISH GROUPS	199	4
DIFFERENT LEFT-WING GROUPS	331	39
DIFFERENT RIGHT-WING GROUPS	566	35
DIFFERENT UNLABELLED GROUPS	528	25

Tableau IV-7 : Répartition des condamnations prononcées par organisation.

Source : ÖZGÜDEN D. (ed.), *Black Book on the Militarist "Democracy" in Turkey*, op. cit., p. 176.

¹ YILMAZ A., *Kara arşiv. 12 Eylül cezaevleri*, op. cit., p. 39.

Au cours de ces procès, la situation des prévenus est fragile. A l'époque, la justice turque ne connaît ni le droit à l'assistance judiciaire, ni l'octroi d'un avocat commis d'office. Il en résulte que de nombreux accusés n'ont pas d'avocat même quand ils encourent de lourdes peines. Dans les procès politiques de masse, il arrive qu'un seul avocat assure la défense de plus de cent accusés¹. En décembre 1980, cinquante-huit avocats du barreau d'Ankara ont dénoncé sans succès au tribunal militaire les limitations des droits de la défense, et notamment une modification de la loi sur l'état de siège qui supprime l'appel pour les peines inférieures à trois ans de prison². Cette situation judiciaire, renforcée par le faible soutien de la population aux militants incarcérés (cf. chapitre 5), a rendu difficile l'adoption d'une défense politique de « rupture »³. La normalisation du champ juridique opérée par les militaires à travers sa mise sous tutelle entraîne de fortes tensions. Dicle Koğacioğlu a analysé, à travers leurs pratiques, la manière dont certains professionnels du droit se sont opposés à une telle légalité alors que d'autres l'ont observée passivement. Dans la plupart des procès politiques, le président du tribunal est un militaire haut-gradé accompagné de magistrats civils détachés. Elle souligne, elle aussi, les formes de continuité entre cette légalité d'exception pendant le régime militaire et de celle qui lui succède, tant au niveau des idées que des pratiques observables dans le champ juridique⁴.

Pourtant, les militaires n'ont pas les mains totalement libres dans la mise en œuvre de la répression. Sur les 459 condamnations à mort prononcées avant 1985, seules 86 ont été confirmées par la Cour de cassation militaire, une instance restée indépendante y compris sous le régime militaire. Parmi ces condamnations, seules 32 ont été ratifiées en vertu de la loi par le Parlement après 1983⁵. De plus, pendant tout la durée du régime militaire « la torture devient un moyen rapide et peu coûteux de recréer de la distance entre les individus et les institutions »⁶. La junte ne la dément pas et, face à son ampleur, précise simplement que si des infractions venaient à être commises, des enquêtes seraient diligentées et, s'il y avait lieu, des

¹ Certains anciens dirigeants des groupes révolutionnaires publient des ouvrages d'autojustification *a posteriori* dans lesquels ils rejettent les accusations dont ils ont fait l'objet et clament avoir défendu la Turquie contre les « fascistes » et l'« impérialisme » américain et soviétique : MATER T., *Devrimci-Yol savunması. 12 Eylül öncesi ve sonrası*, Istanbul, Simge Yayınları, 1989 & MÜFTÜOĞLU O., *Devrimci Yol savunması. 12 Eylül ve Türkiye gerçeği*, *op. cit.*

² UNSAL A., « Le premier ministre souligne la diminution du nombre des attentats », *Le Monde*, 09/12/1980.

³ Posture de défense que certaines organisations révolutionnaires européennes (RAF, Action Directe) ont adoptée lors de leurs procès respectifs et qui consiste à rejeter la légitimité du tribunal à les juger.

⁴ KOĞACIOĞLU D., « Hukukçu otobiyografileri ile 12 Eylül yasallığının dinamiklerini düşünmek », *art. cit.*

⁵ « Turquie. Les prisons restent pleines », *Le Monde*, 20/07/1985.

⁶ DORRONSORO G., « La torture discrète : capital social, radicalisation et désengagement militant dans un régime sécuritaire », *European Journal of Turkish Studies*, n°8, 2008.

condamnations seraient prononcées¹. Mais les enquêtes piétinent et les condamnations tardent à venir. L'impunité des tortionnaires tient en premier lieu aux difficultés à prouver les faits. Les sanctions contre les policiers condamnés sont généralement légères et les procès traînent en longueur au point que les faits sont parfois prescrits. En février 1986 la revue turque *Nokta* [Point] publie un dossier sur la torture dans les prisons depuis le coup d'Etat ; y sont publiés des dessins d'anciens prisonniers montrant les différents types de torture employées et le témoignage d'un ancien tortionnaire qui vient accréditer les dires des militants emprisonnés². La même année, face à la médiatisation de cette question, Necat Eldem, vice premier ministre, déclare publiquement, après s'être fait remettre un rapport de la commission des droits de l'Homme de l'Assemblée nationale (*TBMM İnsan Hakları Komisyonu*), qu'entre le 12 septembre 1980 et le 12 septembre 1986, 3 077 cas de torture sont avérés, 546 membres des forces de sécurité avaient été condamnés à des peines allant de 4 mois à 4 ans et demi de prison mais que 2 418 étaient sortis blanchis et 1 722 procédures étaient toujours en cours³. Pourtant, la torture se perpétue, se généralise et se banalise même après le régime militaire dans le sud-est du pays grâce la passivité, voire la complicité, de l'appareil judiciaire. Le 13 janvier 1986 le projet de loi proposant que les tortionnaires soient plus lourdement condamnés est rejeté par l'Assemblée.

2) La Turquie, une prison à ciel ouvert ? Le régime carcéral dans les années 1980

On dispose désormais de recherches de plus en plus fouillées sur l'histoire des prisons en Turquie⁴. Parallèlement, se développe dès la fin des années 1980 et surtout depuis le milieu des années 2000, une vaste littérature dans laquelle les militants emprisonnés racontent leur détention. Lors de leur publication, les premiers textes ne reçoivent que peu d'échos dans

¹ Non sans mauvaise foi, les autorités déclarent que « 204 allégations de décès sous la torture ont été recensées entre le 12 septembre et le 4 octobre 1982. Selon les résultats de l'enquête, il apparaît clairement que seulement quatre d'entre eux sont liés à la torture. Il a été établi que 70 décès ne relevaient pas de la torture mais que 25 individus étaient morts de mort naturelle, 15 se sont suicidés 5 ont été abattus en tentant de s'évader et 25 ont été tués dans des affrontements armés. Il est aussi apparu qu'une des personnes soi-disant mortes sous la torture était sur la liste des personnes recherchées, que 12 étaient vivantes et comparaissaient devant la justice, que 10 d'entre elles étaient en détention et que 2 autres y étaient renvoyées. L'enquête se poursuit pour les 117 cas restants. Les résultats de l'enquête montrent que la majorité de ces allégations sont sans fondement et que celles qui s'avèrent véridiques donnent immédiatement lieu à des poursuites », ANONYME, *State of Anarchy and Terror in Turkey*, *op. cit.*, pp. 24-25, ma traduction.

² « Ben bir işkenceciyim » [Je suis un tortionnaire], *Nokta*, 02/02/1986, p. 13.

³ YILMAZ A., *Kara arşiv. 12 Eylül cezaevleri*, *op. cit.*, p. 124.

⁴ BIRIKIM, *Hapishaneler : Zuladaki resmimiz* [Les prisons : l'officiel planqué], n°136, 2000, MASSICARD E., « La réforme carcérale en Turquie », *Critique internationale*, n°16, 2002, p. 169-181, YILMAZ A., *Kara arşiv. 12 Eylül cezaevleri*, *op. cit.*

l'opinion publique et peu de relais dans un espace militant atomisé. Aujourd'hui réédités, ils accompagnent l'effervescence de publications autour de ce thème par d'anciens militants¹ et militantes² ainsi que par des chercheurs³. Ces textes cherchent davantage à peindre l'horreur des prisons militaires qu'à offrir une description de la vie concrète dans les prisons. Néanmoins, au détour de quelques pages, on approche une certaine matérialité de la vie en détention sous le régime militaire. Faute d'accès aux archives, il est malgré tout difficile de mener une « anthropologie carcérale »⁴ précise susceptible de rendre compte des logiques de la détention sous le régime militaire (transferts, conditions de détention, tortures éventuelles...). Certains lieux de détention acquièrent une sombre réputation en raison de la sévérité de discipline qui y règne : la prison n°5 de Diyarbakır⁵ où la torture à grande échelle est pratiquée, les prisons d'Ulucanlar et Mamak à Ankara et celles de Metris et Sağmacılar à Istanbul. Il est par ailleurs aisé de constater que les militants de gauche sont bien plus nombreux que les militants de droite à être enfermés. En octobre 1980 dans les prisons militaires d'Istanbul, 95% (1 651) des prisonniers sont de gauche contre 88 de droite (5%)⁶.

Un régime autoritaire n'a pas toujours les moyens de ses ambitions répressives. La politique carcérale turque se révèle à l'étude aléatoire et semble souvent avoir été menée dans l'improvisation et la précipitation alors même que les infrastructures pénitentiaires sont largement insuffisantes. Haluk, militant de la branche de jeunesse du TIP, participe à l'appel de son parti à la manifestation du 1^{er} mai 1979, pourtant interdite par le gouverneur militaire d'Istanbul. A peine rassemblées près de Taksim, près de mille personnes sont arrêtées par les militaires⁷. Haluk est emprisonné pendant trois semaines. Faute de lieu suffisamment grand, les prisonniers sont conduits pendant quelques heures au stade İnönü au pied de Gümüşsuyu le temps qu'une caserne militaire soit aménagée pour les accueillir. Haluk en garde un

¹ Entre autres ÇALIŞLAR O., *12 Mart'tan, 12 Eylül'e Mamak* [Mamak, du 12 mars au 12 septembre], Istanbul, Milliyet Yayınları, 1989, ÇOŞKUN S., *Tutukluymuşuk*, op. cit., YAZGAN O. N. & OVACIK Ö., *Aynı göğün öyküsü. Suretimiz Mamak* [Histoire d'un même ciel. Notre période à Mamak], 10 Yayınları, Ankara, 2002, ÖZ M., *Mamak tatlısı* [Le goût de Mamak], Bilim Ve Sanat Yayınları, 2013, GEVHER D., *Mamak. Ardından tavşan yaşamı* [Mamak. Après ma vie de lapin], Istanbul, Belge, 2014.

² COLL., *Kaktüsler susuz da yaşar. Kadınlar Mamak cezaevini anlatıyor*, op. cit., SAĞIR A., *Bizi güneşe çıkardılar*, op. cit.

³ DELIKANLI E. & DELIKANLI Ö. (dirs.), *Keşke bir öpüp koklasaydım. Geride kalan aileler 12 Eylül'ü anlatıyor*, op. cit.

⁴ FASSIN D., *L'ombre du monde. Une anthropologie de la condition carcérale*, Paris, Seuil, 2015.

⁵ FIRAT D. & TOPALOĞLU H., "Total kurum, disipliner cezaevi, kamp : Goffman, Foucault ve Agamben'in kavramlarıyla Diyarbakır Askerî Cezaevi (1980-84)" [Institutions totales, prisons disciplinaires, camp : la prison militaire de Diyarbakır (1980-84) avec les concepts de Goffman, Foucault et Agamben, *Toplum ve Bilim*, n°123, 2012, p. 76-92.

⁶ BIRAND M. A., BİLÂ H. & AKAR R., *12 Eylül. Türkiye'nin miladı*, op. cit., p. 178.

⁷ « Istanbul'da dün 987 kişi gözaltına alındı » [987 personnes placées en garde hier à vue à Istanbul », *Milliyet*, 02/05/1979, p. 1.

souvenir amusé car la concentration des dirigeants lui donne la possibilité de participer à de fructueuses discussions politique avec eux dans des conditions « très confortables, ce n'était pas une vraie prison »¹. Après le coup d'Etat, les infrastructures pénitentiaires saturent rapidement face à l'afflux de prisonniers. Özgür estime toutefois à entre 30 et 40 000 la population carcérale d'Ankara². Oral Çalışlar fait remarquer qu'avant 1971 la prison militaire de Mamak à Ankara ne contient qu'un seul bâtiment. Agrandie dans la précipitation, elle passe à quatre blocs (A, B, C et D) sous le régime militaire sans parvenir à empêcher la surpopulation carcérale³. Les blocs A et B sont occupés par les prisonniers avec des peines lourdes, les blocs C et D par ceux condamnés à des peines plus légères. Les blocs A & B sont en un seul bâtiment, le bloc C en 4 et le bloc D en 5. Les dortoirs passent ainsi de 50-60 individus à 250-300 en quelques mois⁴ avant de se stabiliser aux alentours de 100 détenus par dortoir. Les dortoirs sont sexuellement et politiquement séparés (gauche/droite). Comme l'indique Hüseyin, les militants de droite sont surtout présents dans le bloc A premier dortoir et les militants de gauche dans le bloc B où il se trouve lui-même⁵. Il est difficile de connaître les chiffres concernant la population carcérale année par année, les chiffres n'étant pas publics. Leyla, arrêtée après le « nettoyage » de Mamak, n'est pas envoyée dans la prison militaire du même nom faute de place disponible. Elle est alors enfermée pendant quatre mois dans un institut technique universitaire réquisitionné pour l'occasion à Beşevler. Selon elle au moins deux cent personnes s'y entassent sous la surveillance de la police et de soldats. Les femmes, entre trente et quarante, se trouvent au premier étage du bâtiment reconverti en dortoir⁶.

Le caractère disciplinaire⁷ des prisons militaires rend le régime des prisons ankariotes et stambouliotes, particulièrement sévère. Eylem Özkaya parle de « militarisation des détenus »⁸. Les mémoires militants en témoignent abondamment : cheveux rasés à l'entrée, port de l'uniforme. Les prisonnier-ères doivent s'adresser à leurs gardiens avec un vocabulaire militaire (« *Evet, komutanım* » [Oui mon commandant]). Ils doivent effectuer des exercices physiques collectifs dans la cour de la prison. Certaines lectures sont obligatoires et à apprendre par cœur (comme les *Principes et réformes d'Atatürk* [*Atatürk İlke ve İnkılapları*]

¹ Entretien avec Haluk, Istanbul, 29/04/2015.

² Entretien avec Özgür, Ankara, 12/11/2014.

³ ÇALIŞLAR O., *12 Mart'tan, 12 Eylül'e Mamak*, op. cit., p. 30.

⁴ YAZGAN O. N. & OVACIK Ö., *Aynı göğün öyküsü. Suretimiz Mamak*, op. cit., p. 17.

⁵ Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 13/09/2013.

⁶ Entretien avec Leyla, Ankara, 18/11/2014.

⁷ FOUCAULT M., *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.

⁸ ÖZKAYA E., *La grève de la faim et le lien social : le cas des détenus de la gauche radicale turque (1978-2007)*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2010, p. 209.

préfacé par Kenan Evren¹ et le Coran) et des slogans doivent être inscrits sur les murs des dortoirs² et parfois répétés collectivement à voix haute : « La Turquie plus grande que tout le reste », « celui dont le front touche le tapis de prière est mon frère ». Les brimades, fouilles et insultes sont récurrentes et les visites des proches, d’abord inexistantes, restent rares par la suite³. En 1982, la revue allemande *Quick* publie un dossier intitulé « Camps de concentration en Turquie » [*KZ in der Türkei*] à propos des prisons militaires turques avec des photos obtenues de manière clandestine :



¹ Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 13/09/2013.

² Par exemple : « *Özgürlüğünü kaybettin, onurunu kaybetme* » [Tu as perdu ta liberté, ne perds pas ton honneur], lisible sur un mur de la prison d’Ulucanlar à Ankara, notes de terrain, 27/09/2013.

³ İBİKOĞLU A., “Disciplinary Evolution of Turkish Prisons, 1980s-1990s”, *Studies In Law, Politics & Society*, n°51, 2010, p. 67-94.



Illustration IV-1 : Photographies de la prison militaire de Mamak et parues dans la revue allemande *Quick* en 1982.

Source : YAZGAN O. N. & OVACIK Ö., *Aynı göğün öyküsü. Suretimiz Mamak, op. cit.*, pp. 140-141.

Ces initiatives de la presse européenne qui relaie par ailleurs les campagnes de dénonciation de la répression menées par les réfugiés turcs en Europe participe à la stigmatisation du régime militaire et accentue les pressions dont il fait l'objet concernant le respect des droits de l'Homme. Face à cette discipline de fer, les organisations militantes vont rapidement utiliser le regroupement qu'elles subissent pour organiser des séances de formation politique et participer à l'investissement politique d'autres détenus¹, mais également organiser les premières résistances. Les militants se mobilisent alors contre le port de l'uniforme (dont ils obtiennent l'abandon en 1986), la discipline militaire ainsi que pour la reconnaissance du statut de prisonnier-ère politique². Faute de moyens et réactivant un registre martyrologique emprunté à l'alévisme³ (cf. chapitre 6), les détenus mobilisent principalement le répertoire de

¹ C'est notamment le cas du PKK dans les prisons de l'Est et du Sud-est du pays.

² La seconde moitié des années 1980 et la décennie 1990 voient des mobilisations carcérales davantage concentrées sur la question de l'autonomie dans l'organisation de la vie quotidienne et du contrôle de l'espace.

³ ÖZKAYA E., « Mourir pour que les autres puissent vivre : la fabrication des martyrs dans les organisations de la gauche radicale turque », *Signes, Discours et Sociétés*, n°15, 2015.

la « violence contre soi »¹ pour instaurer un rapport de force avec les autorités militaires. Sa mise en œuvre passe par le développement des grèves de la faim² et, de manière secondaire, par les immolations (en mars puis mai 1982 à Diyarbakır). Dans la prison militaire n°5 de Diyarbakır, les grèves de la faim se multiplient (en 1981, 1982 et 1983) et se diffusent dans les prisons ankariotes et stambouliotes (1983-1984)³, faisant 14 victimes compte tenu du refus de négocier opposé par la junte. Parallèlement, la mobilisation des proches des détenus conduit à l'instauration d'un certain continuum entre « l'intérieur » et « l'extérieur » des prisons. Ce soutien se matérialise en 1986 avec la création de la Fondation turque des droits de l'homme [*Türk İnsan Hakları Vakfı*] (cf. chapitre 5). Pourtant, jusqu'à la rétrocession des institutions pénitentiaires aux civils en 1986, les militaires restent fermés aux demandes et actions des prisonniers. A partir de cette date, l'Etat turc lève l'isolement des détenus considérés comme dangereux et les lieux de détention se démilitarisent. Les proches peuvent rendre visite aux détenus de manière plus régulière. Les prisons se vident peu à peu à partir de 1984. Selon la Fondation turque des droits de l'Homme, on compte 5 950 détenus de moins entre 1983 et 1984 et 28 419 entre 1983 et 1987⁴. Le journal *Le Monde* signale pour sa part qu'en avril 1991, 5 230 détenus politiques ont été libérés⁵. La dernière vague de libérations survient en 1991 lors de la promulgation d'une nouvelle loi anti-terroriste qui prend acte de la fin de la Guerre froide et, surtout, de la nouvelle « menace » à laquelle fait face le pays : le séparatisme kurde.

Dans un bilan de l'action de la junte publié en 1989, Michael M. Gunter la félicite d'avoir su éviter l'« effondrement » (*collapse*) du pays mais aussi d'avoir fait preuve de « modération » dans son emploi de la répression. Il ajoute qu'« il apparaît clairement que la démocratie turque a surmonté avec succès les crises des années 1970 et prépare avec confiance l'entrée dans les années 1990 »⁶. C'est à l'étude des transformations au cours de la décennie charnière que constituent les années 1980 qu'est consacrée la seconde partie de ce chapitre.

¹ Il s'agit « des actions volontaires de dégradation physique, voire de destruction de son propre corps afin de protester ou de défendre une revendication », GROJEAN O., « Violences contre soi », in FILLIEULE O., MATHIEU L. & PECHU C. (dirs.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, op. cit., p. 565.

² SIMEANT J., *La grève de la faim*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

³ ÖZKAYA E., *La grève de la faim et le lien social : le cas des détenus de la gauche radicale turque (1978-2007)*, op.cit.

⁴ TÜRKIYE İNSAN HAKLARI VAKFI, *İşkence dosyası. Gözaltında ya da cezaevinde ölenler. 12 Eylül 1980-12 Eylül 1995*, op. cit.

⁵ « TURQUIE. 5 230 détenus ont déjà été libérés », *Le Monde*, 16/04/1991.

⁶ GUNTER M., « Political Instability in Turkey During the 1970s », art. cit., pp. 63, 73 & 74.

Section 2 : Maintien et reconfiguration de l'autoritarisme turc depuis 1983 : la démocratie sécuritaire

Le régime militaire reconfigure en profondeur l'espace politique et social turc. Il pose de nouvelles règles constitutionnelles, accélère la transition économique vers le libéralisme économique sans desserrer l'étau répressif et valorise un modèle républicain attaché aux valeurs religieuses et nationalistes. Face à la « menace communiste » construite à travers une rhétorique de l'ennemi intérieur, la junte participe à la montée en puissance de l'islam politique turc. La montée en puissance de la question kurde et de l'islam politique au cours des années 1990 et 2000 vont progressivement venir contester le régime sécuritaire mis en place par les militaires. L'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002 et le bras de fer qu'il entame avec l'institution militaire aboutit à une reconfiguration de l'autoritarisme turc autour du président élu au suffrage universel direct en 2014, Recep Tayyip Erdoğan, et à une délégitimation de l'armée affaiblie par les purges successives et le coup d'Etat manqué à l'été 2016.

A) La reconfiguration de l'autoritarisme turc

La junte, au-delà du régime militaire qu'elle installe de 1980 à 1983, va renouveler tout en les reconfigurant les structures autoritaires du pouvoir turc, qu'il s'agisse des équilibres politiques ou des alliances élitaires dominantes. Elle va aussi reformuler le cadre idéologique du régime à travers l'imposition de la synthèse turco-islamique.

1) Le raidissement autoritaire : réformer la Constitution et les structures du pouvoir

Encadré IV-3 : La Turquie après 1980, un régime sécuritaire

Les récents travaux sur les régimes autoritaires ont souligné les processus de « recomposition autoritaire »¹ et d'« hybridation »¹ entre démocratie et autoritarisme, c'est-à-

¹ VAIREL F., *Politique et mouvements sociaux au Maroc. La révolution désamorcée ?*, op. cit. Sur la capacité des régimes autoritaires à s'adapter pour se maintenir, voir HIBOU B., *La force de l'obéissance : Economie politique de la répression en Tunisie*, op. cit.

dire leur capacité à se transformer pour maintenir les équilibres qui président à leur survie tout en empruntant à des procédures démocratiques formelles. La Turquie post-régime militaire correspond très largement à ce phénomène.

Après trente neuf mois de régime militaire, la junte rend le pouvoir aux civils le 6 décembre 1983. La nouvelle constitution adoptée, par référendum en novembre 1982, instaure ce que Gilles Dorronsoro a décrit comme un « régime sécuritaire ». La caractéristique principale du régime sécuritaire réside dans l'imbrication entre la « politique institutionnelle et le champ sécuritaire »² (armée, police, services secrets, justice). Celui-ci fonctionne sur la base d'une méta-idéologie³ axée sur deux idées-forces. D'une part, l'obsession de la sécurité nationale (*milli güvenlik*) introduite dès les débuts de la République, développée dans les années 1960 et imposée comme idéologie fondatrice du régime après 1980. Elle fonctionne comme l'expression d'une rationalité particulière liée à des contraintes de sécurité⁴. Ce concept justifie l'intervention des forces de sécurité dans pratiquement tous les domaines de l'activité sociale : l'information, les partis politiques, l'enseignement, etc. D'autre part, la théorie de l'ennemi intérieur manipulé de l'extérieur, ennemi qui fut à tour de rôle la gauche, les islamistes et les Kurdes, entraîne la criminalisation des activités protestataires qui remettent en cause la sécurité nationale⁵. Le régime sécuritaire définit de façon restrictive la politique légitime et permet régulièrement l'interruption ou la manipulation des procédures institutionnelles. A partir de 1980, le système politique turc fonctionne selon une logique d'exception constitutionnalisée qui s'appuie sur la dialectique entre violence politique et coercition. Le régime sécuritaire, conçu comme une forteresse assiégée nécessitant un pouvoir d'exception, ne se justifie que par les attaques dont il fait l'objet mais qu'il attise par ses exactions à l'encontre de ses adversaires Kurdes, islamistes ou d'extrême gauche. Cette dynamique est plus ou moins marquée selon les périodes. L'affirmation du pouvoir de l'AKP et de ses réseaux conduit à l'heure actuelle à une reconfiguration du régime sécuritaire que l'on peut déduire de la mise au pas de l'armée, du contrôle qu'ont désormais l'AKP et ses

¹ CAMAU M. & MASSARDIER G. (dirs.), *Démocraties et autoritarismes. Fragmentation et hybridation des régimes*, Paris, Karthala, 2009. Voir aussi DABENE O., GEISSER V. & MASSARDIER G. (dirs.), *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIe siècle*, op. cit.

² DORRONSORO G., « Mobilisations et régime sécuritaire », in DORRONSORO G. (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, op. cit., p. 22.

³ G. Dorronsoro parle à ce sujet des « règles en partie implicites touchant à ce qu'il est légitime de dire, notamment pour les groupes contestataires », *ibid.*, p. 24.

⁴ DORRONSORO G., « Réflexions sur la causalité d'un manque : pourquoi y a-t-il si peu de mobilisations en Turquie ? », *Notes du CERI*, 2001, p. 7.

⁵ UYSAL A., « Organisation du maintien de l'ordre et répression policière en Turquie », op. cit., pp. 257-258.

alliés sur les structures politiques et économiques et les forces de sécurité¹ et la présidentialisation du régime depuis 2014.

L'Assemblée constituante composée par la junte se réunit à l'automne 1981. Elle élabore une constitution adoptée par référendum le 8 novembre 1982 avec 91,3% de oui² sans qu'une véritable campagne ait pu avoir lieu. Le général Evren devient automatiquement président de la République, poste qu'il occupe jusqu'en novembre 1989. Les quatre autres putschistes forment, jusqu'au retour des civils au gouvernement, le Conseil de la présidence de la République [*Cumhurbaşkanlığı Konseyi*], qui a pour tâche d'examiner les lois importantes et de conseiller le président de la République avant leur promulgation. La Constitution leur garantit l'immunité après le retour des civils au pouvoir. La nouvelle architecture institutionnelle accroît les pouvoirs de l'exécutif et garantit une grande autonomie aux institutions sécuritaires. Le Conseil de sécurité nationale [MGK, *Millî Güvenlik Kurulu*] où siègent à parité, sous l'autorité du président de la République, les membres du haut commandement militaire et quelques membres du cabinet, est une des clés de voûte du nouveau régime. Ce conseil se réunit obligatoirement une fois par mois à huis clos, ses délibérations sont préservées par le secret d'État et ses recommandations doivent être traitées en urgence par le gouvernement. Les militaires sont désormais omniprésents constitutionnellement dans toutes les hautes instances nationales, « de la Commission de Censure cinématographique au Conseil de l'enseignement supérieur, en passant par la Haute Autorité audio-visuelle et le Conseil des Contrôleurs d'Etat »³.

Cette militarisation des institutions de gouvernement se double d'une réglementation très stricte des activités politiques, syndicales et intellectuelles. La liberté de la presse et les libertés individuelles sont sévèrement encadrées. Les libertés de parole et d'association peuvent être suspendues ou annulées en cas de « menace à l'ordre républicain ». L'autonomie des universités est supprimée. Elles sont mises sous la tutelle du YÖK [*Yüksek Öğretim Kurulu*, Conseil de l'enseignement supérieur] qui nomme les recteurs (cf. infra II-A-2). La constitution et la loi 2821 du 5 mai 1983 sur les syndicats est particulièrement limitative. Les

¹ Sans pour autant postuler une harmonie totale et la disparition des luttes internes au parti et aux institutions qu'il contrôle.

² Significativement on observe que les grandes villes et les régions de l'Est et du Sud-est sont les plus réticentes à son adoption. La seule région à rejeter le référendum à plus de 20% est Bingöl. Les départements le rejetant entre 10 et 20% sont : Istanbul, Kocaeli, Ankara, Konya, Tunceli, Elazığ, Muş, Bitlis, Diyarbakır, Siirt, Mardin et Hakkâri. Tous les autres ont un « non » à moins de 10%, HARRIS G., *Turkey: Coping with Crisis*, Boulder, Westview Press, 1985, p. 19.

³ BOZDEMİR M., « Une forme nouvelle de complexe militaro-industriel : le cas turc », *Pouvoirs*, n°34, septembre 1985, p. 146.

syndicats ne peuvent défendre « de buts politiques » ou avoir « une activité politique » sous peine d'être fermés et le droit de grève est sévèrement encadré¹. L'article 33 permet au gouvernement de repousser une grève de 60 jours si la « sécurité nationale est menacée » et une grève doit être annoncée au moins six jours à l'avance.

L'état-major garde la main sur les questions de sécurité intérieure comme extérieure même après que le retour des civils au pouvoir. Au cours des années 1980, Turgut Özal qui occupe le poste de premier ministre jusqu'en 1989, n'a que peu de prise sur ces questions. Cette dynamique est renforcée par l'intensification des opérations militaires dans le sud-est du pays à partir de 1984 contre le PKK. Cette guerre et la montée de l'islam politique à partir des années 1990, contribuent à la constitution de ce que l'on appelle l'« Etat profond » (*derin devlet*). Il désigne le maelström où politiciens de tous bords², agents de l'appareil répressif, miliciens stipendiés par les différents services des forces de sécurité, militants d'extrême droite nationaliste et criminalité organisée se côtoient³. La notion d'« État profond » montre qu'après le coup d'Etat qui avait contribué à ré-objectiver les institutions, la guerre contre le PKK a rapidement conduit à une re-fragmentation de la violence étatique en Turquie. Celle-ci redevient dès lors l'objet de négociations et d'antagonismes, entre des forces alliées et concurrentes à la fois, qui se trouvent au croisement du militaire, de la politique et de la criminalité. L'autonomie progressivement acquise au fil des années 1960 et 1970 par l'armée lui permet donc de fonctionner comme « le pivot de coalitions sociales hégémoniques »⁴ afin d'exercer un pouvoir permanent sur le champ politique. Les militaires conservent ainsi la possibilité de générer des crises politiques⁵ qui leur permettent de se présenter en sauveurs tout en conservant leurs positions institutionnelles et économiques. Ils s'allient, au cours des années 1980, aux forces politiques et sociales conservatrices afin d'éliminer la gauche avant

¹ MARGULIES R. & YILDIZOĞLU E., "Trade Unions and Turkey's Working Class", *MERIP*, n°121, 1984, p. 20.

² On y retrouve à la fois des hommes politiques de droite concurrencés par la montée en puissance de l'islam politique que d'anciens militants de gauche reconvertis dans le nationalisme intransigeant comme Doğu Perinçek et son *İşçi Partisi* [Parti des travailleurs] fondé en 1992 et devenu en 2015 le *Vatan Partisi* [Parti de la patrie](cf. chapitre 5). Voir à ce sujet RIEXINGER M., "'Turkey, Completely Independent!'. Contemporary Turkish Left-Wing Nationalism (*ulusal sol/ulusalcılık*): its Predecessors, Objectives and Enemies", *Oriente Moderno*, Vol. 90, n°2, 2010, p. 353-395.

³ AYMES M., « Le siècle de la Turquie. Une histoire contemporaine ? », *art. cit.*, p. 56. L'exemple le plus frappant de ces collusions est l'accident de Susurluk le 3 novembre 1996. Suite à un accident de la route, on découvre dans le même véhicule Abdullah Çatlı (vice-président d'ÜGD à partir de 1978, condamné pour les multiples assassinats perpétrés par l'organisation, reconverti dans les trafics et les actions clandestines dans le sud-est), le député DYP (cf. infra II-C-1) de Şanlıurfa et chef de tribu Kurde, Sedat Edip Bucak, accompagné d'un haut gradé de la police stambouliote Hüseyin Kocadağ.

⁴ DORRONSORO G. & GOURISSE B., « L'armée turque en politique. Autonomie institutionnelle, formation de coalitions sociales et production des crises », *art. cit.*, p. 612.

⁵ BOZARSLAN H., « La crise comme instrument politique en Turquie », *Esprit*, n°271, 2001, p. 140-151.

de se tourner vers les forces « laïques » et souverainistes pour écarter la « réaction religieuse » [*irtica*] et contraindre le gouvernement *Refahyol* [alliance du *Refah Partisi* et du *Doğru Yol Partisi*] dirigé par Necmettin Erbakan à démissionner le 18 juin 1997 (cf. infra II-B-2).

La volonté de démanteler cette configuration d'acteurs menaçant le pouvoir de l'AKP élu en 2002 est à l'origine de l'attaque massive du gouvernement contre l'armée et ses réseaux. En 2004, l'AKP parvient à imposer que le MGK ne soit plus qu'un organe consultatif. Puis, à travers les procès dits *Ergenekon*¹ et *Balyoz* qui conduisent plusieurs centaines de militaires, magistrats, universitaires, journalistes en prison pour tentative de coup d'Etat, l'AKP prend l'ascendant sur les militaires au sein des structures du pouvoir et réduit les potentielles coalitions à son encontre². Son hégémonie actuelle doit beaucoup à cette mise au pas des adversaires qui n'est pas sans risque ; l'AKP a ainsi frôlé la fermeture par la Cour constitutionnelle en 2008 pour atteinte à la laïcité. Cette période d'intenses conflits se poursuit par le référendum du 12 septembre 2010 qui modifie plusieurs articles de la constitution de 1982 réduisant notamment l'influence des militaires dans les institutions et ouvrant la voie à la traduction en justice des généraux (cf. chapitre 5). En 2013, l'article 35 du règlement intérieur de l'armée qui lui confiait la tâche de « préserver et protéger la République » et constituait le fondement juridique de sa tutelle sur le politique et des coups d'Etat est modifié. Pour autant, depuis son arrivée au pouvoir, l'AKP a reproduit à une échelle jusqu'ici inégalée les pratiques de pouvoir des partis dominants précédents, et notamment l'appropriation massive des institutions publiques décrites dans le premier chapitre. Mais, à l'inverse de ses prédécesseurs ayant dû quitter le pouvoir à la suite de coups d'Etat militaires, l'AKP est désormais un acteur quasi-hégémonique en Turquie, capable de s'appuyer sur des moyens d'actions multiples (bureaucratiques, sécuritaires³, judiciaires, médiatiques et économiques⁴) pour réprimer l'opposition, instrumentaliser les processus électoraux et conduire les réformes institutionnelles permettant, non seulement le maintien, mais le renforcement et la

¹ « Ergenekon », nom mythique renvoyant à la vallée d'Asie centrale dont seraient originaires les tribus turques originelles, est un supposé réseau criminel composé de militants d'extrême droite, de la gauche républicaine, d'officiers de l'armée et de la gendarmerie, de magistrats, de mafieux, d'universitaires et de journalistes qui auraient fomenté un coup d'Etat contre le gouvernement AKP dirigé par Erdoğan. Les arrestations par centaines et les procès qui s'ensuivent s'étalent entre 2007 et 2009.

² Non sans s'être appuyé de manière stratégique sur l'Union européenne en mobilisant le registre de la démilitarisation de la vie politique et de la démocratisation du pays.

³ Les violences commises à l'encontre de la population civile dans le sud-est du pays depuis la relance des affrontements avec le PKK en témoignent : les unités spéciales de gendarmerie, de police et de renseignement qui opèrent agissent de manière quasiment autonome vis-à-vis de l'état-major.

⁴ Sur ces évolutions récentes de la politique en Turquie, voir INSEL A., *La nouvelle Turquie d'Erdoğan*, Paris, La Découverte, 2015.

concentration des pouvoirs¹. Ces recompositions complexes et successives de l'autoritarisme turc ne sont pensables qu'articulées à une analyse des alliances au sein du pouvoir.

2) Recomposition des élites et des alliances de pouvoir

Une fois à la tête de l'Etat, les militaires vont s'atteler à ré-objectiver les institutions largement politisées, comme on l'a vu, au cours des années 1970. Toutefois, ré-objectivation ne signifie pas dépolitisation. Parler de dépolitisation dans les années 1980 viendrait masquer la montée en puissance des tenants de l'islam politique soutenus par les militaires dans les structures d'Etat. Résumant la structure du groupe d'acteurs réunis autour de la junte, Kemal Karpat écrit que

« le pouvoir militaire prit fin après avoir créé une nouvelle coalition dirigeante dans laquelle un conglomérat de groupes sociaux des classes moyennes, allant des petits entrepreneurs aux capitalistes et des traditionnalistes modérés aux activistes nationalistes et aux islamistes ont désormais la main. Ce processus, débuté en 1950 [sous le Parti démocrate] fut interrompu, contrecarré et contraint par l'orientation choisie par le CHP en lien avec les militaires en 1960 et, partiellement, en 1971 »².

Le coup d'Etat et l'instauration du régime militaire viennent en effet bouleverser et recomposer les élites dominantes au cours de la décennie précédente. La mise en place rapide et temporaire d'un pouvoir exceptionnel ne signifie pas qu'il faille le considérer comme « hors-sol », c'est-à-dire imposé par la seule force et dénué de tout compromis et soutien. Souligner l'importance des appuis reçus par les militaires dans l'exercice du pouvoir permet d'éviter de relayer une image démiurgique des militaires seuls aux commandes qui remodelent le pays comme ils l'entendent. Les militaires ne s'appuient pas sur les partis politiques traditionnels (ou sur une frange de ceux-ci) mais justifient au contraire leur intervention par l'impéritie de ces derniers. Ils nouent et maintiennent des alliances avec certains groupes tout en écartant d'autres pans de la société. On voit donc que l'analyse de la répression n'épuise pas, loin s'en faut, l'ensemble des modes d'action mobilisés par les militaires.

La mise à l'écart temporaire des principaux hommes politiques (Demirel, Ecevit, Erbakan...) jusqu'à la fin des années 1980 permet la montée en puissance de personnalités fortes comme Turgut Özal. Mais, au-delà des hommes, on observe une recomposition des

¹ TAYLA A., « L'AKP et l'autoritarisme en Turquie : une rupture illusoire », *Confluences Méditerranée*, 2012/4, n°83, p. 87-97.

² KARPAT K., "Military Interventions: Army-Civilian Relations in Turkey Before and After 1980", in KARPAT K., *Studies on Turkish Politics and Society: Selected Articles and Essays*, BRILL, 2004, p. 374. Ma traduction.

alliances qui soutiennent le pouvoir militaire. L'implication croissante de ces derniers dans le milieu économique à travers l'OYAK les pousse à chercher des soutiens au sein des milieux économiques¹. Les patrons des grands groupes turcs redoutent la montée de la violence et, surtout, le développement des revendications syndicales dans la seconde moitié des années 1970 qui aboutissent à un fort développement des grèves. Ils soutiennent par ailleurs un desserrement de la pression étatique sur l'économie et une intégration, soutenue par les Etats-Unis, de la Turquie au marché mondial. Les militaires sont un partenaire tout trouvé dans ce but puisqu'ils vont contenir les mobilisations sociales tout en garantissant une libéralisation économique importante. De plus, l'armée n'est pas, en 1980, le « rempart contre l'islam politique » qu'elle prétend être. Bien que les manifestations islamistes aient servi de prétexte au coup d'Etat et quoi qu'ils en disent après l'emprisonnement d'Erbakan et des principaux dirigeants du MSP, les militaires n'affrontent pas les islamistes avant leur montée en puissance dans les années 1990. Tout au contraire, les militaires ont largement contribué à remettre en selle certains tenants de l'islam politique (surtout s'ils sont favorables à l'économie de marché). La junte s'appuie sans le reconnaître officiellement sur le réseau de confréries musulmanes qui émaillent le pays et notamment sur la confrérie *Nakşibendi*². Turgut Özal est membre de cette confrérie et son frère est un de ses principaux dirigeants. Ces nouvelles alliances favorisent le renouvellement des coalitions dominantes dans le pays mais aussi l'émergence de nouvelles élites. La Turquie des années 1980 offre des possibilités d'ascension sociale et un pouvoir croissant aux « contre-élites » appartenant aux franges conservatrices. L'accession de l'ANAP au pouvoir (cf. infra II-B-1) entraîne une reconfiguration du champ politique. Le parti parvient à coaguler autour de lui un vaste ensemble d'acteurs. Il fournit une opportunité pour les anciens du MHP, interdit par les militaires, désireux de se reconvertir et de monnayer les positions qu'ils étaient parvenus à acquérir dans l'appareil d'Etat. Ils forment une faction « islamo-nationaliste » au sein du parti autour de personnalités comme Mehmet Keçeciler et Mustafa Taşar³.

Dans le milieu intellectuel, les militaires procèdent directement ou indirectement à une véritable épuration. De nombreux journalistes sont poursuivis pour leurs écrits et licenciés de leur journal. Les universitaires sont également accusés d'avoir encouragé par leurs écrits le chaos de la décennie précédente. La loi 2547, entrée en vigueur le 6 novembre 1981 avant même l'adoption de la nouvelle constitution et l'instauration du YÖK puis la loi 1402 de

¹ BOZARSLAN H., « Armée et politique en Turquie (1908-1980) », *art. cit.*, p. 96.

² Sur les confréries et leur rôle en Turquie, voir ZARCONE T., *La Turquie moderne et l'islam*, *op. cit.*

³ POULTON H., *Top Hat, Grey Wolf and Crescent. Turkish Nationalism and the Turkish Republic*, *op. cit.*, pp. 140-141.

1983, garantissent l'exclusion des intellectuels et penseurs de gauche et mettent fin à l'autonomie scientifique et administrative des universités garantie par la Constitution de 1961¹. Ce n'est qu'en 1994, quand le Parlement modifie la loi 1402 qui permet le renvoi des fonctionnaires, que les enseignants exclus à vie de la fonction publique peuvent réintégrer l'université². L'expulsion des enseignants de gauche des universités et la montée parallèle de militants de droite engagés dans des postes administratifs a permis la montée d'une intelligentsia conservatrice³. En effet, les militaires contribuent à promouvoir dans l'enseignement supérieur, mais pas seulement, des techniciens libéraux et les intellectuels à l'origine de la synthèse turco-islamique (cf. infra II-A-3).

C'est donc avec des groupes concurrents, et jusqu'ici relativement marginalisés de la vie politique, que les militaires gouvernent. De manière assez juste, Feroz Ahmad présente le général Evren, non comme l'homme fort du pays mais au contraire comme un conciliateur qui, après l'éloignement des précédentes élites, a su accommoder modérés et radicaux⁴. On observe donc que même pendant les moments de plus grande fermeture, comme ont pu l'être les périodes d'administration militaire, l'élaboration et la mise en œuvre des réformes donnent lieu à nombre de transactions avec les forces sociales et politiques. L'armée obtient, à l'issue du régime militaire, une autonomie et une position centrale et incontournable dans l'espace social⁵. En devenant le pivot de larges coalitions sociales (rassemblant entrepreneurs et intellectuels de droite mais aussi certaines confréries) sous couvert de sécurité nationale, elle dispose des moyens pour intervenir de façon plus régulière et – en apparence seulement – moins directe dans le jeu politique. Ainsi, non sans quelques compromis, l'armée parachève la mise sous tutelle du champ politique et bureaucratique débuté en 1960. Ces prises de position se doublent d'une profonde recomposition des alliances élitaires toujours sensible aujourd'hui.

L'accession au pouvoir de l'AKP a progressivement, et non brutalement comme sous le régime militaire, conduit à un certain renouvellement des élites. Le parti et ses membres s'appuient sur un enracinement populaire profond et entretenu⁶ mais aussi sur des alliances politiques et économiques (armateurs, médias...) structurantes, notamment avec les

¹ Bien que revue et corrigée suite au mémorandum du 12 mars 1971.

² YILMAZ M., « Le YÖK et le Politique : un rapport paralysant la réforme de l'enseignement supérieur en Turquie », *Confluences Méditerranée*, 2012/4, n°83, p. 156.

³ BARCHARD D., « Les intellectuels turcs et la crise des années 1980 », *op. cit.*, p. 163.

⁴ AHMAD F., *The Making of Modern Turkey*, *op. cit.*, p. 182.

⁵ SAKALLIOGLU Ü., « The Anatomy of the Turkish Military's Political Autonomy », *Comparative Politics*, Vol. 29, n°2, 1997, p. 151-166.

⁶ WHITE J., *Islamist Mobilization in Turkey. A Study in Vernacular Politics*, Seattle, University of Washington Press, 2002.

entrepreneurs anatoliens¹. Le soutien de la confrérie Gülen et de ses relais économiques et dans l'appareil d'Etat (police, justice) est central dans l'accession d'Abdullah Gül et Recep Tayyip Erdoğan au pouvoir. Ce sont ces mêmes alliés qui ont permis de mener les poursuites à l'encontre de l'état-major et de « l'Etat profond » entre 2007 et 2009. La rupture entre Erdoğan et Gülen a conduit à un très violent conflit au sein des institutions, policières et judiciaires notamment, d'où les gülenistes ont été évincés. Les alliances dominantes ne sont donc pas nécessairement stables et les recompositions de l'autoritarisme sont le reflet de leurs mutations successives et des changements d'équilibre.

3) La réorientation idéologique du régime turc : la « synthèse turco-islamique » et l'« atatürkisme »

Au cours de son procès, le 11 octobre 1982, Alparslan Türkeş prononce une phrase restée célèbre : « Nos idées sont au pouvoir mais nous sommes en prison » [*Fikrimiz iktidarda, biz zindandayız*]. Le MHP n'a pas réussi, comme il l'espérait, à récupérer le coup d'Etat même si son idéologie convergeait en certains points, sans s'y confondre totalement, avec la conception autoritaire, répressive et nationaliste qu'ont du kémalisme les généraux de la junte. Ces derniers se montrent fortement anticommunistes, partisans d'un kémalisme autoritaire². L'équation gökalpienne (cf. chapitre 1) a en effet permis aux partis de droite, mais aussi aux autorités du régime militaire du 12 septembre, d'intégrer l'islam dans leurs dispositifs de légitimation. A partir de la décennie 1980, on observe l'élaboration d'une nouvelle « orthodoxie idéologique »³. Cette volonté d'élaborer un discours hégémonique et de « dépolitiser » la société constitue sans doute les caractéristiques les plus importantes de cette nouvelle ingénierie du pouvoir⁴. Les militaires décrètent que toute appartenance autre que turque, toute idéologie autre que le kémalisme, toute affiliation religieuse autre que sunnite est une perversion.

¹ YANKAYA-PEAN D., *La nouvelle bourgeoisie islamique. Le modèle turc*, Paris, PUF, 2013.

² Comme le soulignent Bayart et Vaner, l'ambiguïté du kémalisme favorise sa manipulation car il est « simultanément réformisme autoritaire et aspiration à la démocratie libérale de type occidental » ce que la comparaison des coups d'Etat de 1960 et de 1980 illustre parfaitement, BAYART J.-F. & VANER S., « L'armée turque et le théâtre d'ombre kémaliste. 1960-1973 », *op. cit.*, p. 42.

³ Il s'agit d'une situation où « un pouvoir symbolique s'affirme comme seul détenteur des biens idéologiques et impose à la population le discours légitime », ANSART P., *Les idéologies politiques*, *op. cit.*, p. 57.

⁴ Une ample littérature est venue attester de leur réussite dans cette entreprise. Contrairement aux deux précédentes générations, les « enfants du coup d'Etat » [*darbenin çocukları*] aussi appelés les « enfants du libéralisme » [*liberalizmin çocukları*] auraient été, depuis les années 1980, dépolitisés et apathiques. La réalité de la transmission politique des luttes en contexte autoritaire est plus complexe (cf. chapitre 5 & 6) et le mouvement Gezi à l'été 2013 a semblé prouver le contraire. Sur ces questions voir LÜKÜSLÜ D., *Türkiye'de gençlik miti. 1980 sonrası Türkiye gençliği*, *op. cit.*

L'acteur central et dominant de l'imposition de la « synthèse turco-islamique » [*Türk-Islam sentezi*] est le *Aydnınlar Ocağı* [Foyer des intellectuels] créé le 14 mai 1970¹ pour contrer le dynamisme intellectuel de la gauche depuis le début des années 1960. Regroupant intellectuels et universitaires de droite, dont certains sont par la suite ministres sous le gouvernement ANAP, le Foyer souligne dans ses publications le besoin d'une « nationalisation » idéologique intégrale de l'éducation contre les « méfaits » du « matérialisme » et du « cosmopolitisme » qui pervertissent le « style de vie turc »². Ils appellent à poursuivre les purges entamées dès les années 1950 contre les universitaires gagnés par les « idéologies étrangères ». A la fin de la décennie 1970, le Foyer se tourne résolument vers l'islam comme ciment de la nation turque et s'évertue dès lors à le marier au nationalisme professé jusqu'alors³. De son point de vue « sans l'islam, la culture turque se serait évanouie, et sans les Turcs⁴, l'islam se serait affaibli ou sclérosé »⁵. Après le coup d'Etat, les principes revendiqués par le Foyer des intellectuels sont adoptés par le régime militaire qui les promeut dans le domaine culturel et scolaire dans un mouvement de retour à la « culture nationale » et à la morale. Les programmes scolaires sont révisés⁶ et, à partir de 1982, l'enseignement religieux – constitutionnalisé par les militaires – réapparaît dans les établissements du secondaire. Son abandon est lu comme une des causes de la rébellion de la jeunesse privée de repères spirituels⁷. Les impressions de Corans s'accroissent nettement⁸, la junte développe les établissements scolaires à vocation religieuse [*Imam Hatip*] et fait construire de nouvelles mosquées. A partir de 1986, la Haute fondation Atatürk pour la

¹ Sur la genèse et l'imposition de la synthèse turco-islamique, voir COPEAUX E., *Espaces et temps de la nation turque. Analyse d'une historiographie nationaliste, 1931-1993*, Paris, CNRS Editions, 1997, notamment le chapitre 2.

² Gilles Dorronsoro a dégagé les éléments constitutifs de cette doctrine des putschistes de 1980 : 1) Attaque des ennemis intérieurs précipitant le déclin culturel national, 2) revalorisation de la culture nationale, 3) revalorisation des valeurs de l'islam, 4) rattrapage économique de l'Occident et importation de sa culture, 5) restauration de l'Etat, in DORRONSORO G., *Que veut la Turquie ? Ambitions et stratégies internationales*, op. cit., pp. 34-35.

³ ÜSTEL F., « La synthèse turco-islamique entre traditionalisme et modernisme », in THOBIE J. & KANCAL S., *Industrialisation, communication et rapports sociaux en Turquie et en Méditerranée orientale*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 387-400.

⁴ Le sultan ottoman est également calife entre 1517 et 1924.

⁵ Le principal penseur de ce courant, Ahmed Arvasi, membre du MHP jusqu'en 1980, n'en a pas moins été arrêté et emprisonné à Mamak par les militaires après le coup d'Etat, COPEAUX, E., « Ahmed Arvasi, un idéologue de la synthèse Turco-Islamique », *Turcica*, vol. 30, 1998, p. 211.

⁶ KARPAT K., « Military Interventions: Army-Civilian Relations in Turkey Before and After 1980 », op. cit., p. 372.

⁷ TOPRAK B., « Religion as State Ideology in a Secular Settings: The Turkish-Islamic Synthesis », in WAGSTAFF M. (dir.), *Aspects of Religion in Secular Turkey*, University of Durham, Center for Middle Eastern Studies, Occ. Paper Series, n°40, 1990, p. 13.

⁸ On passé ainsi de 31 075 éditions en 1979 à 259 731 en 1981 selon les chiffres du ministère de culture cités in POULTON H., *Top Hat, Grey Wolf and Crescent. Turkish Nationalism and the Turkish Republic*, op. cit., p. 186.

culture, la langue et l'histoire [*Atatürk Kültür, Dil ve Tarihi Yüksek Kurumu*, AKDITYK, créée par la constitution de 1982], est chargée de mettre en œuvre une politique culturelle conforme à ces idées¹.

A côté de la synthèse turco-islamique, les militaires s'appuient sur une lecture particulière du kémalisme pour légitimer leur prise du pouvoir et le régime qu'ils entendent imposer. Contre la lecture marxiste du kémalisme, ils instaurent ce qui est plus tard qualifié d'« atatürkisme » (*atatürkçülük*) pour souligner la différence avec le kémalisme. Ils insistent sur le nationalisme de Kemal et sur les menaces intérieures et extérieures qui pèsent sur le pays, exigeant de chaque citoyen de faire bloc derrière l'institution militaire chargée de protéger la nation. Le régime de 1980 réactualise, et fait ainsi émerger une nouvelle constante, « l'idée de la nation turque perçue comme un corps organique, dont la survie dépendrait de l'épuration perpétuelle de ses 'cellules traîtresses' (d'autres groupes linguistiques, confessionnels, politiques...) et d'une constante mobilisation contre 'la force ou la ruse' des ennemis »². Cette vision du kémalisme est notamment transmise à travers l'école et les cours d'histoire de la guerre d'indépendance et de la pensée d'Atatürk. Cette approche du kémalisme valorise nettement la figure du « chef » qu'a pu être Mustafa Kemal et que le général Evren revendique également³. Il n'est donc pas étonnant de voir Recep Tayyip Erdoğan mobiliser une rhétorique proche de celle de la synthèse tout en se positionnant comme le nouveau « chef » de la Turquie contemporaine, rêvant d'être encore en fonction lors du centenaire de la République en 2023.

S'il est loin d'être évident que ces réformes intellectuelles et morales se soient imprimées dans les populations comme sur de la cire molle sans susciter des résistances qui sont encore à étudier, il n'en reste pas moins que cette restauration politique a durablement marqué et balisé les positions idéologiques légitimes tenables dans l'espace public et médiatique et fortement imprégné le système éducatif.

¹ L'ensemble de ces éléments me semblent nettement remettre en cause la vision faisant de l'armée l'institution garante de la laïcité turque...

² Les passages sont cités sont extraits du *Discours [Nutuk]* de Mustafa Kemal de 1927, BOZARSLAN H., *Histoire de la Turquie contemporaine, op. cit.*, p. 107.

³ COHEN Y., *Le siècle des chefs. Une histoire transnationale du commandement et de l'autorité (1890-1940)*, Paris, Amsterdam, 2013.

4) Les nouveaux ennemis intérieurs : de la menace « rouge » aux périls « séparatiste » et « vert »

La répression politique est tout autant physique que discursive et idéologique. On résume souvent les trois adversaires du régime à travers les « trois K » : *Kürt-Kızılbaş-Komünist* [Kurde-Alévi-Communiste]¹. A partir de 1980, c'est en partie la concentration de la répression sur les organisations d'extrême gauche qui contribue à favoriser l'émergence et la croissance des mouvements islamistes avant que la « menace islamiste » ne prenne le dessus. De plus, la situation de guerre civile qui oppose l'État au séparatisme kurde détermine la manière dont l'ensemble des mouvements de protestation sont à la fois perçus et gérés par les institutions de sécurité, au nom de la méta-idéologie sécuritaire.

Après le coup d'Etat du 12 septembre 1980, les militaires s'emploient à légitimer leur gouvernement par les interventions télévisées répétées du général Evren qui dénonce le spectre du désordre et du chaos et mobilise abondamment la théorie de l'ennemi intérieur qui devient un mode de gouvernement et de mobilisation des populations dans le cadre du régime sécuritaire. Cette figure mouvante et floue suivant les contextes n'est pas seulement intérieure, elle est mobile, à cheval entre l'extérieur et l'intérieur ou agit depuis l'intérieur où elle est infiltrée². Il est intéressant de souligner la construction métaphorique de cet « intérieur » dans lequel l'ennemi est censé agir, en l'occurrence la « *yurt* », c'est-à-dire le territoire national sacré. Cet ennemi doit donc être dénoncé, surveillé, contrôlé sinon annihilé. Ces constructions discursives martiales ont des effets concrets particulièrement lourds.

L'offensive contre la gauche dans son ensemble après le coup d'Etat, physique autant qu'idéologique, a renforcé sa marginalisation électorale et annihilé son prestige intellectuel. Amalgamée et stigmatisée comme représentant une idéologie étrangère et opposée aux principes fondateurs de la République, elle subit, au tournant des années 1990, le contrecoup de l'effondrement du bloc de l'Est qui constituait un contre-modèle de référence face à la libéralisation économique et à ses conséquences. Condamnée à une semi-clandestinité, elle n'a jamais pu, hormis lors des alliances avec les partis kurdes, obtenir de représentation parlementaire (cf. chapitre 5). Enfin, l'effacement du clivage et de l'affrontement gauche/droite au profit d'une double ligne de partage social entre Turcs et Kurdes et laïcs et islamistes la rend difficilement audible (en plus de la diviser).

¹ Les deux premiers, communiste et alévi, sont généralement considérés comme fortement imbriqués bien que la réalité soit plus nuancée (cf. chapitre 1).

² CEYHAN A. & PERIES G., « L'ennemi intérieur : une construction discursive et politique », *Cultures & Conflits*, n°43, 2001.

En 1980, le PKK se replie en Syrie et au Liban. Il lance ses opérations de guérilla à compter de l'été 1984. La guérilla kurde a contribué au maintien de la proximité des militaires au pouvoir politique, d'autant qu'Evren est président de la République jusqu'en 1989. A travers cette recomposition des clivages et de l'évolution de l'image de l'« ennemi », la gauche devient très largement secondaire dans la répression politique. D'abord parce qu'elle est presque éradiquée à partir de 1982-1983 et ensuite parce que le PKK représente un danger croissant. Ce nouveau cadrage du régime autour du risque séparatiste entraîne rapidement une réorientation des idéologies des acteurs politiques et médiatiques : d'un anticommunisme farouche, on passe à un vif sentiment anti-Kurdes. Mais surtout l'intensification des affrontements dans le sud-est conduit à la naissance d'une paranoïa sécuritaire qui conduit à la requalification de tout opposant en fauteur de troubles, en « subversif », en ennemi qu'il faut éliminer par tous les moyens, même les plus radicaux. Il est relégué en situation de non-droit. Dès lors, la violence entre, ou plutôt reste, dans l'ordre des choses pour devenir « un état de fait »¹. Même les partis politiques kurdes légaux sont dénoncés comme des organisations « terroristes » et régulièrement interdits par la Cour constitutionnelle pour séparatisme².

La stigmatisation de l'alévitité par la droite radicale dans les années 1970 s'est poursuivie dans les années 1980 et 1990, notamment en raison de l'orthodoxie sunnite promue par la junte. L'alévitité est considérée comme une hérésie d'origine étrangère (persane), c'est-à-dire extérieure à la « culture turque ». Si les mobilisations aléviées au cours des années 1980-1990 ne connaissent pas la même trajectoire de radicalisation que celles des organisations kurdes et parviennent à s'organiser dans un cadre légal³, les alévis n'en sont pas moins victimes d'attaques violentes comme à Sivas en 1993⁴ ou dans le quartier de Gazi à Istanbul en 1995⁵. La relative tolérance dont fait preuve le régime à l'heure actuelle et

¹ VAIREL F., *Politique et mouvements sociaux au Maroc. La révolution désamorcée ?*, op. cit., p. 59.

² Le cycle création-interdiction-recréation des partis Kurdes donne une liste éloquent de la bataille juridique que mènent ces derniers : Parti de la démocratie, *Demokrasi Partisi* (DEP), (1993–1994) ; Parti de la démocratie du peuple, *Halkın Demokrasi Partisi* (HADEP), (1994–2003) ; Parti démocratique du peuple, *Demokratik Halk Partisi* (DEHAP), (2002–2005) ; Parti de la société démocratique, *Demokratik Toplum Partisi* (DTP), (2005–2009) ; Parti de la paix et de la démocratie *Bariş ve Demokrasi Partisi* (BDP), (2008–2014) ; Parti démocratique des peuples, *Halkların Demokratik Partisi* (HDP), depuis 2013.

³ MASSICARD E., *L'autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires*, op. cit.

⁴ Le 2 février 1993, à Sivas, 37 personnes meurent dans l'incendie de l'hôtel dans lequel un groupe d'intellectuels alévis se sont rassemblés dans le cadre du festival alévi de *Pir Sultan Abdal*.

⁵ Le 12 mars 1995, quatre cafés et une pâtisserie sont mitraillés par des militants d'extrême droite dans le quartier de Gazi, connu pour abriter une forte proportion d'alévis. L'incident fait 2 morts et 16 blessés. Il entraîne plusieurs jours d'émeutes qui font 22 morts. Elles sont notamment menées par de jeunes militants des organisations de gauche radicale (DHKP-C) qui y sont restées implantées de manière clandestine, « PROVOSKAYON : Gaziosmanpaşa Gazi Mahallesi'nde dört kahveane ile bir pastane otomatik silahlarla tarandı : iki ölü, 16 yaralı » [PROVOCATION : quatre cafés et une pâtisserie mitraillés à l'arme automatique dans le quartier de Gazi à Gaziosmanpaşa : 2 morts et 16 blessés], *Milliyet*, 13/03/1995, p. 1.

l'affaiblissement de la mobilisation en faveur de la reconnaissance officielle du culte alévi qui se pratique dans l'étroit cadre dont il dispose ont contribué à rendre le débat moins prégnant bien qu'il reste sensible.

Le dernier adversaire des militaires est, à parti du début des années 1990, l'islam politique. Le retour de Necmettin Erbakan à la tête du parti *Refah* et ses succès électoraux croissants (cf. infra) qui le propulsent à la tête des grandes villes du pays puis à la tête du gouvernement inquiètent les militaires. Après avoir encouragé le retour de l'islam dans le pays et dans la rhétorique du pouvoir, ils se lancent dans une campagne vigoureuse contre le *Refah* au nom de la laïcité, faisant alors émerger un clivage resté central dans la vie politique et sociale turque. Largement relayée par les intellectuels progressistes farouchement opposés à la montée de l'islam politique, les militaires font pression sur le gouvernement Erbakan qui préfère démissionner le 30 juin 1997 suite à ce qui est resté célèbre sous l'étiquette du « coup d'Etat postmoderne ». L'accession au pouvoir d'Erdoğan, profitant du contexte de crise économique en 2002 mais aussi après avoir rompu avec son mentor Erbakan le conduit à une lutte très violente avec l'establishment militaire et ses alliés qui aboutit dans la prise de pouvoir des civils au sein du MGK et l'éviction des militaires opposés et leur remplacement par des officiers mieux disposés à l'égard de l'AKP.

Quel que soit l'ennemi mis en avant, communiste dans les années 1980, Kurde dans les années 1980/1990, islamiste à partir de la seconde moitié des années 1990, l'insistance portée à la question de la sécurité nationale (*milli güvenlik*) a contribué à justifier le rôle politique des militaires jusqu'au début des années 2000. Néanmoins, on observe, malgré l'éviction des militaires du pouvoir, un déplacement et une récupération intensive de la rhétorique de l'ennemi intérieur par l'AKP et le président Erdoğan depuis plusieurs années. Le PKK reste la figure centrale de cet ennemi mais on a également pu constater l'emploi de cette logique lors des manifestations de Gezi à l'été 2013 quand les manifestants ont tour à tour été accusés d'être au service de puissances étrangères (Etats-Unis, UE, Israël) ou de groupes terroristes intérieurs (Kurdes ou de gauche). L'ennemi intérieur, qui voisine avec la théorie du complot, est devenu un ressort central du politique en Turquie et se retrouve désormais dans l'ensemble du spectre politique.

B) Recomposition et émergence d'un champ politique

La suspension puis l'interdiction de l'ensemble des partis politiques après le coup d'Etat sont prolongées par une constitution et une loi sur les partis politiques qui vise à encadrer de manière très stricte la pratique politique. Dès le retour des civils au pouvoir cependant, on voit progressivement s'autonomiser un espace politique qui s'affranchit progressivement et non sans difficultés de la tutelle militaire. Le conflit entre l'AKP et l'armée, dont cette dernière sort grandement affaiblie, a largement accéléré ce processus. Si autonomisation ne rime pas nécessairement avec démocratie, cette évolution cruciale autorise désormais à parler d'un véritable champ politique turc¹.

1) La revanche des civils : les résistances au développement d'un champ politique autonome

Face à la pression étrangère et suite à l'écriture de la nouvelle constitution, le MGK décide d'organiser des élections générales qui scellent le retour des civils au pouvoir dans les conditions posées par la constitution, c'est-à-dire sous l'étroit contrôle des autorités militaires. Ces derniers font voter le 3 mars 1983 une loi sur les partis politiques particulièrement restrictive² qui vient renforcer les difficultés posées par la Constitution qui instaure un barrage imposant à tout parti d'obtenir au moins 10% des suffrages pour avoir une représentation parlementaire. Ce barrage vise à éviter la fragmentation de la représentation nationale et son affaiblissement vu comme une des causes de la crise des années 1970. Mais il cherche surtout à préserver le système des partis minoritaires, Kurdes en premier lieu. Les élections de 1983 ont lieu sous la loi martiale et la campagne dure moins d'un mois. Il est interdit pendant la campagne de soulever un point concernant la période de l'ordre militaire ou d'en débattre. Les anciens élus et leaders politiques sont interdits de se présenter et le MGK pose un veto en octobre 1983 à la création d'un nouveau parti créé par des proches de Demirel [*Büyük Türkiye*

¹ BOURDIEU P., *Propos sur le champ politique*, Lyon, PUL, 2000.

² Combinée aux dispositions constitutionnelles elle entraîne l'interdiction pour les partis politiques d'établir des relations politiques avec les associations, les coopératives ou les associations professionnelles et d'en recevoir des fonds. La création de branches « jeunesse » et « femmes » est interdite, les jeunes de moins de vingt et un ans, les étudiants et les universitaires ne peuvent adhérer à un parti. Le nombre des départements dans lesquels les partis devaient s'organiser pour pouvoir se présenter aux élections législatives est relevé de quinze à trente quatre. Comme l'écrit Semih Vaner, « ces dispositions ont eu pour effet, d'une part, de supprimer les petits partis politiques, d'autre part, de réduire la participation politique en dépit de l'autorisation accordée aux partis de créer des organisations à l'échelon des quartiers et des villages comme avant 1960 », VANER S., « La démocratie et l'autoritarisme vont de pair », in VANER S. (dir.), *La Turquie, op. cit.*, p. 169.

Partisi, BTP, Parti de la grande Turquie] ainsi qu'à un parti social-démocrate. Seuls trois partis politiques sont autorisés à concourir après avoir été, de manière plus ou moins directe, créés par la junte et confiés à des hommes « fiables ». Ces trois partis créés au printemps 1983 sont le *Milliyetçi Demokrasi Partisi* [MDP, Parti de la démocratie nationaliste] dirigé par le général à la retraite Turgut Sunalp et ouvertement soutenu par les militaires, Evren en tête. Le second, le *Halkçı Partisi* [HP, Parti populiste] dirigé par Necdet Calp, se rapproche idéologiquement de l'aile droite du CHP et vient représenter le pluralisme politique selon les militaires. Le troisième et dernier parti est l'*Anavatan Partisi* [Parti de la mère patrie] dirigé par Turgut Özal. Le MGK filtre les candidatures des députés qui se présentent pour les trois partis¹. La population se rend massivement aux urnes (92,3%) et, à la surprise générale, Turgut Özal et l'ANAP remportent le scrutin avec 45,1% des voix², infligeant un camouflet à la junte, signe de l'affaiblissement du soutien de la population à celle-ci dont les trois années au pouvoir et la violence de la répression ont émoussé la légitimité. Özal est nommé premier ministre par Kenan Evren le 13 décembre 1983.

Le champ politique turc se recompose tout au long des années 1980³ bien que l'ANAP soit le parti largement dominant. Ce dernier, sous la coupe d'Özal, parvient à fédérer en offrant des opportunités de reconversion à des acteurs variés issus de l'AP comme du MHP et du MSP⁴. Aux élections locales de mars 1984, trois nouveaux partis apparaissent : le *Refah Partisi* [RP, Parti de la prospérité] proche d'Erbakan (cf. infra II-B-2), le *Sosyal Demokrasi Partisi* [SODEP, Parti de la social-démocratie] dirigé Erdal İnönü, le *Doğru Yol Partisi* [DYP, Parti de la juste voie] proche de Süleyman Demirel et des réseaux de l'ancien AP. Tout au long des années 1990, l'ANAP dirigé par Mesut Yılmaz à la mort d'Özal et le DYP, dirigé par Tansu Çiller après l'accession à la présidence de Demirel, se disputent la prééminence au sein de la droite libérale, exerçant tour à tour le pouvoir dans des gouvernements de coalition précaires avant d'être éclaboussés par des scandales de corruption. Ces événements puis la domination de l'AKP, qui se positionne à la fois comme un parti traditionaliste au plan social mais libéral économiquement, marginalise progressivement ces deux formations. Ironiquement, elles fusionnent en 2009 sans plus de succès électoral.

¹ Le MGK a mis son veto pour 672 des 1 683 candidats à la députation : 74 pour le MDP, 81 pour l'ANAP, 89 pour le HP et 428 pour des indépendants.

² 30,5% pour le HP et 23,1% pour le MDP. TÜRKİYE İSTATİSTİK KURUMU, *İstatistik göstergeler 1923-2009*, op. cit., p. 118. A Istanbul, l'ANAP l'emporte avec 45% des voix contre 33% pour le HP et 19% pour le MDP. A Ankara : l'ANAP remporte 51% des suffrages contre 29% pour l'HP et 18% pour le MDP, <http://www.secim-sonuclari.com>, consulté le 28/08/2016.

³ J'évoque la question particulière des « partis Kurdes » dans le chapitre 5.

⁴ HARRIS G., *Turkey: Coping with Crisis*, op. cit., p. 99.

En novembre 1985 le SODEP et le HP fusionnent en créant le SHP [*Sosyal Halk Partisi*, Parti social du peuple]. En désaccord avec le SHP sur le leadership et certains positionnements politiques, Bülent Ecevit, officiellement interdit d'activité politique, crée en novembre 1985 le *Demokrat Sol Partisi* [DSP, Parti de la gauche démocratique] grâce à son épouse Raşan qui en prend la tête. Le 19 juin 1992, l'Assemblée nationale ratifie la loi sur la restauration des partis politiques dissous en 1980 par la junte militaire. Une frange du SHP recrée le CHP dès septembre 1992. S'ensuit un conflit avec la majorité du SHP qui aboutit à une fusion entre les deux partis le 18 février 1995 et à la renaissance du « grand » CHP. Ecevit refuse de rejoindre le parti et reste président du DSP jusqu'à sa mort en 2006¹. Pourtant, ainsi que l'écrit Jean-François Pérouse, « il n'y a pas de continuité, si ce n'est en apparence (par la magie du nom), entre le CHP des années 1960 et le CHP actuel »². Dirigé par Deniz Baykal entre 1992 et 2010, le CHP a progressivement abandonné ses positions sociale-démocrates pour une posture nationaliste et laïciste hostile aux négociations avec le PKK et l'Union européenne. Kemal Kılıçdaroğlu, qui a pris la tête du parti en 2010, tente de renouer avec l'héritage social-démocrate mais peine à incarner une alternative à l'AKP comme le décalage entre le parti et les protestataires lors du mouvement Gezi l'a souligné. La sociologie de ses cadres souligne pourtant le caractère de refuge et de reconversion qu'a pu constituer le CHP pour un certain nombre de militants de la gauche révolutionnaire des années 1970. Si le CHP compte, entre 2007 et 2009, 43% de primo-engagés en son sein ou dans les partis qui en sont issus (SHP, SODEP, DSP) parmi ses cadres, on n'en dénombre pas moins 11 anciens militants de *Dev-Yol* (16%), 5 de *Dev-Sol* (7%) et 4 d'IGD (5,7%) pour ne citer que ceux-là, soit en tout 37% de ses cadres (26)³.

¹ Le parti a depuis largement disparu du champ politique. Sa dernière grande figure, Yılmaz Büyükerşen maire d'Eskişehir, a rejoint le CHP en 2011.

² PEROUSE J-F., *La Turquie en marche. Les grandes mutations depuis 1980*, op. cit., p. 246.

³ UYSAL A. & TOPAK O., *Particiler. Türkiye'de partiler ve sosyal ağların inşası* [Partisans. Les partis politiques et la construction des réseaux sociaux en Turquie], Istanbul, İletişim, 2010, p. 81.

	1983	1987	1991	1995	1999	2002	2007	2011	2015
Adalet ve Kalkınma Partisi (AKP)	-	-	-	-	-	34,3	46,6	49,8	40,7
Anavatan Partisi (ANAP)	45,1	36,3	24	19,6	13,2	5,1	-	-	-
Barış ve Demokrasi Partisi (BDP)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Büyük Birlik Partisi (BBP)	-	-	-	-	1,5	1	-	0,7	-
Cumhuriyet Halk Partisi (CHP)	-	-	-	10,7	8,7	19,4	20,9	26	25,1
Demokratik Halk Partisi (DEHAP)	-	-	-	-	-	6,2	-	-	-
Demokratik Sol Partisi (DSP)	-	8,5	10,8	14,6	22,2	1,2	-	-	-
Demokratik Toplum Partisi (DTP)	-	-	-	-	-	-	4,5	-	-
Doğru Yol Partisi (DYP)	-	19,1	27	19,2	12	9,5	-	-	-
Fazilet Partisi (FP)	-	-	-	-	15,4	-	-	-	-
Halkçı Partisi (HP)	30,5	-	-	-	-	-	-	-	-
Halkın Demokrasi Partisi (HADEP)	-	-	-	4,2	4,7	-	-	-	-
Halkların Demokratik Partisi (HDP)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Milliyetçi Çalışma Partisi (MÇP)	-	2,9	-	-	-	-	-	-	-
Milliyetçi Demokrasi Partisi (MDP)	23,3	-	-	-	-	-	-	-	-
Milliyetçi Hareket Partisi (MHP)	-	-	-	8,2	18	8,4	14,3	13	16,4
Özgürlük ve Dayanışma Partisi (ÖDP)	-	-	-	-	0,8	0,5	0,15	-	-
Refah Partisi (RP)	-	7,2	16,9	21,4	-	-	-	-	-
Saadet Partisi (SP)	-	-	-	-	-	7,2	3	1,2	-
Sosyaldemokrat Halkçı Partisi (SHP)	-	24,8	20,8	-	-	-	-	-	-

Tableau IV-8 : Résultats électoraux (en %) aux élections législatives entre 1983 & 2015.

Source : TÜRKİYE İSTATİSTİK KURUMU, *İstatistik Göstergeler 1923-2009*, op. cit., p. 118. Pour les résultats plus récents : <http://www.ysk.gov.tr>, consulté le 26/08/2016.

Les anciens leaders des années 1970 parviennent donc tous à reprendre pied en politique de manière indirecte au cours des années 1980 malgré les sanctions qu'ils leur ont été infligées. La réouverture de la compétition politique nationale à l'ensemble des partis

politiques est complète lors des élections législatives de 1987¹. On peut en effet affirmer que le régime militaire ne prend réellement fin qu'entre 1989 et 1991, soit entre l'élection d'Özal à la présidence de la République à la suite d'Evren (31 novembre 1989²) et le vote de la loi anti-terroriste qui scelle l'amnistie de la gauche (22 juillet 1991). Il ne s'agit pas d'affirmer que l'on passe là d'un système autoritaire à un système démocratique – la situation au Kurdistan ainsi que la structure institutionnelle du régime (poids de l'exécutif, rôle de l'armée à travers le MGK) en témoignent – mais l'année 1990 marque le retour d'une vie politique normalisée et à nouveau compétitive entre les différents partis. Les années 1990 voient revenir, comme dans les années 1970, une période de forte instabilité des gouvernements enlisés dans le conflit dans le sud-est, dans les affaires de corruption et maintenus sous pression par l'état-major. L'essoufflement de l'ANAP après le décès d'Özal conduit à un retour des alliances (RP et DYP en 1996), parfois contre nature (DYP-SHP-CHP entre 1993 et 1996, DSP-MHP-ANAP en 1999) sur fond de crise économique au tournant des années 2000.

Comme tous les autres partis, le MHP est suspendu puis dissous par la junte et ses militants sont pourchassés, arrêtés et jugés. Certains sont exécutés pour leurs activités criminelles dans la seconde moitié des années 1970³. Alparslan Türkeş est jugé après quatre mois de clandestinité et purge une peine de quatre ans de prison⁴. Pendant l'interdiction du parti, certains cadres épargnés par la répression se tournent vers l'ANAP⁵ et certains militants spécialisés dans les actions violentes au cours des années 1970 entrent dans diverses activités criminelles (mafia). Ils sont par la suite sollicités par l'armée et les services secrets pour participer à la « sale guerre » dans le sud-est (assassinats, intimidations, torture...)⁶. En juillet 1983, d'anciens membres du parti, soutenus par Türkeş, fondent le MÇP [*Milliyetçi Çalışma Partisi*, Parti travailliste nationaliste] qui ne parvient pas à retrouver son poids électoral passé. Sorti de prison, Türkeş prend officiellement la tête du parti en décembre 1991 qui reprend son ancien nom, MHP, en 1993. Il fait alors face à trois contraintes importantes : d'abord, la

¹ A l'issue d'un référendum particulièrement disputé sur la levée de l'interdiction d'activité politique des anciens leaders et cadres des partis politiques d'avant le coup d'Etat le 6 septembre 1987 : 11 682 291 oui, 11 593 040 non.

² Décédé le 17 avril 1993 il est remplacé le 16 mai 1993 par Süleyman Demirel (1993-2000).

³ Mustafa Pehlivanoglu est le premier militant Idéaliste exécuté à la prison d'Ulucanlar à Ankara le 7 octobre 1980.

⁴ FINKEL A. & HALE W., "Politics and Procedure in the 1987 Turkish General Election", in FINKEL A. & SIRMANN N (eds.), *Turkish State, Turkish Society*, Londres & New-York, Routledge, 1990, p. 103-138.

⁵ POULTON H., *Top Hat, Grey Wolf and Crescent. Turkish Nationalism and the Turkish Republic*, *op. cit.*; note 37, p. 140.

⁶ MASSICARD E., « La politique à l'articulation entre institutions de sécurité et univers criminel. Les 'bandes en uniforme' en Turquie », *op. cit.*

concurrence que l'islam politique lui impose à droite. La recomposition politique et idéologique imposée par les militaires et la perte de son adversaire de gauche le prive de sa rhétorique anti-communiste¹ tout en l'obligeant à se positionner davantage sur les questions morales et religieuses². Pourtant, électoralement affaiblies, les deux mouvances conservatrices décident de s'allier lors des élections législatives de 1991³ avant de se dissocier quand le RP gagne en importance. Le second évènement clé est la scission de Muhsin Yazıcıoğlu⁴ qui crée le *Büyük Birlik Partisi* [Parti de la grande union] en janvier 1993 en sortant du parti avec la frange la plus religieuse⁵. Cette scission souligne la perte d'autorité de Türkeş sur la droite nationaliste, situation qu'il avait pu et su éviter au cours des années 1970. Le dernier choc pour le parti est la mort de Türkeş lui-même en avril 1997 qui plonge le parti dans une violente crise de succession dont Devlet Bahçeli, ancien membre fondateur des foyers Idéalistes des années 1970, sort vainqueur⁶. Le parti fait une percée électorale historique lors des élections législatives de 1999 (18% des voix) qui le fait revenir au pouvoir dans un gouvernement de coalition mené par Bülent Ecevit dans un contexte de scandales politiques à répétition et de violente crise économique. Il reste, depuis cette date, le troisième parti de Turquie. Il manque, pour compléter le tableau de la recomposition politique post-coup d'Etat, un acteur majeur qu'il convient d'aborder dans un dernier temps : l'islam politique.

2) L'enracinement de l'islam politique et sa confrontation avec l'armée

L'émergence et la structuration de l'islam politique turc ne débutent pas avec le coup d'Etat de 1980 et le triomphe de son idéologie conservatrice. Ses tenants participent à différents gouvernements depuis 1974 : dans le premier gouvernement Ecevit, dans les deux gouvernements dits de « Front nationaliste [*Milliyetçi Cephe*] menés Süleyman Demirel de

¹ ARIKAN B., "The Programme of the Nationalist Action Party: An Iron Hand in a Velvet Glove?", *Middle Eastern Studies*, Vol. 34, n°4, 1998, p. 120-134.

² BORA T. & CAN K., *Devlet, ocak, dergâh. 12 Eylül'den 1990'lara ülkücü hareket* [Etat, foyer, tekke. Le mouvement nationaliste du 12 septembre aux années 1990], Istanbul, İletişim, 2009 [1991].

³ Cette alliance leur permet de franchir le barrage des 10% et donne au MCP 19 sièges.

⁴ Né en 1954 dans le département de Sivas, il est président des foyers Idéalistes [*Ülkü Ocakları*] jusqu'à leur dissolution en 1978. Il prend alors la tête de l'association de la jeunesse Idéaliste [*Ülkücü Gençlik Derneği*]. Il est à la tête de l'organisation lors des évènements de Kahramanmaraş et de Bahçelievler la même année. En 1980, il devient le bras droit de Türkeş au sein du MHP. Après le 12 septembre 1980, il est emprisonné sept ans et demi à Mamak. Elu député de Sivas en 1991, il est reconduit en 1995. Yazıcıoğlu meurt en 2009 dans un accident d'hélicoptère.

⁵ Le parti n'obtient qu'un faible écho électoral et survit difficilement depuis la mort accidentelle de son leader en 2009.

⁶ L'enquête d'Ayşen Uysal et Oğuz Topak montre d'ailleurs la remarquable continuité des cadres au sein du parti depuis les années 1970 : sur les 32 cadres du parti qui ont été enquêtés à la fin des années 2000, 18 ont commencé à militer dans les *Ülkü Ocakları* et 13 directement au MHP, UYSAL A. & TOPAK O., *Particiler. Türkiye'de partiler ve sosyal ağların inşası*, op. cit., p. 81.

mars 1975 à juin 1977, d'une part, et de septembre 1977 à janvier 1978, d'autre part. Dans ces gouvernements, Necmettin Erbakan est vice-premier ministre et l'on trouve des ministres islamistes aux ministères de l'Intérieur, de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie qui est un des chevaux de bataille du parti. L'islam politique turc entretient donc un long compagnonnage avec le pouvoir politique. Il ne s'y trouve pas confronté pour la première fois lors des victoires municipales de 1994 ou de l'accession d'Erbakan au poste de premier ministre en 1996 et, *a fortiori*, lors de l'arrivée au pouvoir d'Erdoğan en 2002-2003.

Après le coup d'Etat de mars 1971, le MNP [*Milli Nizam Partisi*, Parti de l'ordre national] est interdit pour infraction au caractère laïque de la République¹. Il est remplacé dès 1972 par le *Milli Selamet Partisi* [MSP, Parti du salut national] qui obtient 12% des voix aux élections législatives d'octobre 1973 et entre dans une coalition avec le CHP. Le parti défend alors l'ordre moral, les valeurs nationales et spirituelles, le respect des traditions et des coutumes, l'antimaçonnisme et l'antioccidentalisme. Comme le reste des partis politiques, le MSP est suspendu puis fermé par la junte sous régime militaire en 1980. Ses cadres sont jugés mais faiblement condamnés et Erbakan, exilé en Suisse, est relaxé en appel. Par l'intermédiaire d'un de ses lieutenants, il crée le *Refah Partisi* [RP, Parti de la prospérité] en 1983. Il en prend officiellement la tête à partir d'octobre 1987. De nouveau autorisé à participer à la compétition politique le *Refah* obtient 7,2% des voix législatives de 1987 – où il fait un meilleur résultat qu'aux municipales de 1984 (4,4%) – mais est victime du seuil des 10% des voix autorisant une représentation parlementaire. Son influence va pourtant croissante à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Aux élections municipales de 1989, il obtient 9,8% des suffrages exprimés et retrouve l'influence électorale des années 1970. Des villes importantes sont conquises : Konya, Urfa, Sivas, Kahramanmaraş. En 1994, le *Refah* obtient cette fois à lui seul 19% des suffrages. Il contrôle désormais six grandes villes (Istanbul dirigée par Recep Tayyip Erdoğan, Ankara gouvernée par Melih Gökçek, Erzurum, Diyarbakır, Konya et Kayseri) ainsi que de nombreuses autres communes. Le *Refah* s'impose alors comme la deuxième force politique du pays. Le 24 décembre 1995, avec plus de 21% des voix aux élections législatives, le parti islamiste arrive en tête – pour la première fois de l'histoire de la République turque moderne et Necmettin Erbakan devient premier ministre dans un gouvernement de coalition avec le DYP.

¹ Pour une remise en cause de l'idée selon laquelle l'islam politique turc viendrait des couches marginales de la population alors qu'il est plutôt la forme politique d'un réseau d'acteurs islamistes qui se structure à partir des années 1960 au sein des cercles dominants et non à leur périphérie, voir SEZGIN I. G., "How Islamist Parties Emerge. The Case of the National Order Party", in MASSICARD E. & WATTS N. (eds.), *Negotiating Political Power in Turkey: Breaking up the Party*, op. cit., pp. 78-79.

La première place du *Refah* doit d'abord être attribuée à la division de la droite turque, dont les partis recueillent chacun un peu moins de 20% des voix. Mais il doit également sa victoire à son fort enracinement local dans les couches conservatrices d'Anatolie qui reste le bastion du vote islamiste mais aussi dans les quartiers périphériques des grands centres urbains¹ où il a su saisir la place laissée vacante par les organisations de gauche. Il faut toutefois nuancer le tableau. Tous les croyants n'apportent pas leur soutien au parti d'Erbakan, et toutes les périphéries urbaines ne votent pas nécessairement pour l'islam politique. Nombreux sont les quartiers qui restent ancrés à droite ou à gauche, à Istanbul (Okmeydanı) comme à Ankara (Dikmen). Les années özaliennes ont été décisives dans la montée en puissance de l'islam politique turc. L'imposition de la synthèse turco-islamique qui légitime le discours religieux, la libéralisation de l'économie et des médias, la croissance des métropoles de l'ouest et des villes intermédiaires d'Anatolie, l'entrée de la Turquie dans le consumérisme, ont induit des bouleversements considérables dans la vie quotidienne et dans les représentations morales de la société. Le RP va s'atteler à donner une dimension politique à ces transformations et endosser un discours de défense des populations marginalisées économiquement et socialement en insistant sur la nécessité de la restauration d'un ordre moral malmené par la corruption des élites².

La mouvance islamiste s'appuie également sur un réseau d'organisations qui participent de ses succès électoraux tout en en tirant profit. La plus ancienne de ces structures est la *Millî Görüş* [Vision nationale]. Fondée en 1969, à Braunschweig (Allemagne), elle vise à encadrer dans une perspective politique et religieuse conservatrice les Turcs présents en Europe. Elle devient rapidement la plus grande organisation turque d'Europe. À partir des années 1990, les universités, les ministères, notamment ceux de l'Éducation nationale et de l'Intérieur turcs, ont été investis par des proches de la *Millî Görüş*³. Dans les années 1970, le MSP s'appuie également sur une branche de jeunesse, les *Akıncılar* [Commandos], relativement active bien que moins impliquée dans les affrontements politiques que la gauche et le MHP. Recep Tayyip Erdoğan et Abdullah Gül, président de la République de 2007 à 2014, ont été des membres importants de cette organisation dans leurs années de jeunesse. Le troisième acteur directement connecté aux partis islamistes successifs est la branche syndicale incarnée par la *Hak-İş* [*Türkiye Hak İşçi Sendikaları Konfederasyonu*, Confédération des vrais syndicats turcs] qui se reforme rapidement après la fin du régime militaire et compte en 1984

¹ WHITE J., *Islamist Mobilization in Turkey. A Study in Vernacular Politics*, op. cit.

² ÇAKIR R., « La ville, piège ou tremplin pour les islamistes turcs ? », *CEMOTI*, n°19, 1995.

³ AKGÖNÜL S., « Islam turc, islams de Turquie : acteurs et réseaux en Europe », *Politique étrangère*, 2005/1, p. 37.

approximativement 12 000 membres¹. Le syndicat est aujourd'hui entre les mains de l'AKP et un important relais de ses positions dans les entreprises comme son équivalent dans le secteur public, *Memur Sen* [*Memur Sendikaları Konfederasyonu*, Confédération des syndicats de fonctionnaires]. Enfin, le parti s'est appuyé sur un réseau d'entrepreneurs structurés dans la MÜSIAD [*Müstakil Sanayici ve İşadamları Derneği*, Association des entrepreneurs et industriels indépendants] à partir de 1990. L'islam politique turc a aussi bénéficié du soutien de certaines confréries (comme la confrérie *Nakşibendi* dont Erbakan fut membre) et de leurs positions et réseaux dans les structures étatiques et économiques². Si les *Nurcu*³ soutiennent le DYP dans la lignée de leur soutien au DP puis à l'AP, les *Nakşibendi* et les *Süleymancı* ont largement soutenu le *Refah*⁴. Les confréries ont été des viviers de recrutement pour les partis islamistes successifs mais elles ont également socialisé les croyants au jeu électoral, au principe de la représentation parlementaire et aussi au militantisme de parti quand la plupart des autres formations, à l'exception du MHP, sont des partis de cadres chargés de la canalisation clientéliste des suffrages⁵. La transformation des cadres idéologiques et la montée des partis islamistes ont contribué à imposer l'islam comme référent central de la vie politique et obligé l'ensemble des partis politiques à se positionner sur cette question, faisant du clivage laïcs/religieux une articulation centrale de la politique contemporaine turque.

Cependant, l'arrivée et le maintien au pouvoir des partisans de l'islam politique ne se fait pas sans réticences et oppositions fortes. Les militaires ont jugé près de 14 000 membres du MSP après 1980⁶ tout en contribuant à la légitimation de certaines positions défendues par Erbakan et ses partisans. Ils craignent progressivement que l'arrivée au pouvoir du RP ne vienne contester leurs positions politiques et économiques. De la méfiance, les militaires passent à une franche hostilité à partir de l'accession à la tête du gouvernement d'Erbakan en 1996. Ils mettent alors en branle ce que Benjamin Gourisse et Gilles Dorronsoro ont appelé le

¹ TOPRAK B., "The State, Politics, and Religion in Turkey", in HEPER M. & EVIN A. (eds.), *State, Democracy and the Military Turkey in the 1980's*, New-York, Walter de Gruyter, 1988, p. 126.

² ÇAKIR R., *Ayet ve slogan. Türkiye'de islami oluşumlar* [Versets et slogans. Les organisations islamiques en Turquie], Istanbul, Metis, 2012 [1990].

³ DUMONT P., « Les 'disciples de la lumière'. Le mouvement *nourdjou* en Turquie », in CARRE O. & DUMONT P. (dirs.), *Radicalismes islamiques. Tome 1 Iran, Liban, Turquie*, Paris, L'Harmattan, 1985, p. 215-256.

⁴ Les affinités ici soulignées ne doivent pas cependant pas masquer les importantes rivalités entre confréries et groupes de droite. Le récent conflit entre la confrérie Gülen et les soutiens du président Erdoğan tout au long de l'année 2014-2015 en témoigne.

⁵ MASSICARD E., « Entre l'intermédiaire et 'l'homme d'honneur'. Savoir-faire et dilemmes notabiliaires en Turquie », *op. cit.*

⁶ POULTON H., *Top Hat, Grey Wolf and Crescent. Turkish Nationalism and the Turkish Republic*, *op. cit.*, p. 186.

« système d'action national-souverainiste »¹ qui regroupe leurs soutiens dans les milieux politiques et médiatiques². Ils génèrent par ce biais une crise politique de première importance en défendant la république laïque et nationaliste assiégée par la réaction religieuse. Le MGK adresse au gouvernement le 28 février 1997 un mémorandum l'informant d'un possible recours à la force. Erdogan choisit de démissionner, avalisant la dernière intervention réussie à ce jour de l'armée dans la vie politique. La cour constitutionnelle entame alors une procédure à l'encontre du parti pour entrave à la laïcité qui entraîne sa fermeture en janvier 1998. Le parti renaît peu après sous le nom de *Fazilet partisi* [FP, Parti de la vertu] avant d'être à son tour interdit en 2001 pour les mêmes motifs. Deux tendances se dégagent alors : une première, fidèle à Erdogan fonde le *Saadet partisi* [SP, Parti de la félicité] en 2001 quand la seconde, emmenée par Abdullah Gül, Recep Tayyip Erdoğan et Bülent Arınç crée l'AKP en août 2001. En rupture avec le modèle traditionnel prôné par Erdogan, l'AKP revendique une approche moderne dite « musulmane démocrate » pro-européenne³. Cette posture lui donne la victoire aux élections législatives de novembre 2002 avec 34,3% des voix⁴.

La confrontation que le parti a entamée dès son élection avec l'institution militaire qui a plusieurs fois tentée de le déstabiliser semble s'orienter vers une victoire dont le principal bénéficiaire est Recep Tayyip Erdoğan lui-même. La mise sous tutelle progressive de l'armée⁵ suite aux grands procès successifs, bien qu'inaboutie comme l'a révélé le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016, la montée en puissance de l'AKP qui tend à devenir hégémonique dans les structures administratives⁶ et la pratique autoritaire et personnelle du pouvoir d'Erdoğan, désormais président de la République⁷, conduisent à une profonde reconfiguration du régime sécuritaire. Celui-ci se maintient dans sa dimension fondamentale à savoir l'emploi d'une rhétorique de forteresse assiégée et d'une criminalisation de la contestation. Mais les

¹ DORRONSORO G. & GOURISSE B., « L'armée turque en politique. Autonomie institutionnelle, formation de coalitions sociales et production des crises », *art. cit.*, p. 624.

² Il est, suivant les circonstances, composé d'une pluralité d'acteurs qui vont du CHP à l'IP en passant par les associations de défense de la pensée d'Atatürk [ÇYDD, *Çağdaş Yaşamı Destekleme Derneği*, Association de soutien à la vie moderne et l'ADD, *Atatürkçü Düşünce Derneği*, Association pour la pensée kémaliste], les journaux comme Cumhuriyet ou Milliyet, les officiers supérieurs qui s'expriment lors des commémorations officielles, certains magistrats notamment au sein de la Cour constitutionnelle.

³ L'origine idéologique des cadres de l'AKP est tout aussi intéressante : sur les 55 personnes enquêtées par Ayşen Uysal et Oğuz Topak, 7 ont commencé au MHP, 5 à la MTTB et un au THKO, UYSAL A. & TOPAK O., *Particiler. Türkiye'de partiler ve sosyal ağların inşası*, *op. cit.*, p. 81.

⁴ DORRONSORO G., MASSICARD E. & PEROUSE J-F., « Turquie : changement de gouvernement ou changement de régime ? », *Critique internationale*, n°18, 2003, p. 8-15.

⁵ Notamment de l'armée de terre qui s'est révélée pendant la tentative de putsch de 2016 fidèle au régime dans sa très grande majorité.

⁶ Les reprises en main autoritaires successives de certains secteurs de l'administration, principalement régaliens (police, justice), viennent conforter cette idée.

⁷ Il cherche d'ailleurs à réformer la Constitution de 1982 qui donne des pouvoirs limités au président de la République du fait de la forme parlementaire du régime.

équilibres politiques qui étaient à sa source sont aujourd'hui bouleversés. Le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016 et la purge qui s'ensuit semblent accrédi-ter l'idée d'une mise sous tutelle de l'armée par le pouvoir civil et, plus important encore, d'un affaiblissement net de son autonomie institutionnelle. La nomination aux plus hautes fonctions militaires en août 2016 d'officiers ayant fait alliance avec le régime entérinerait cet état de fait. Enfin, le resserrement des rangs par le biais de visites et de déclarations de l'opposition (CHP et MHP) avec Erdoğan depuis le coup d'Etat peut être interprété comme l'affirmation de la volonté des acteurs de conserver un espace politique, certes déséquilibré par la domination de l'AKP, indépendant de l'institution militaire.

C) Les continuités manifestes : fidélité occidentale et libéralisation économique

Sur le long terme, seuls deux domaines d'intervention publique connaissent une remarquable stabilité depuis 1980 : la politique étrangère qui reste fortement ancrée à l'Ouest et le programme de libéralisation économique lancé par le gouvernement Demirel en janvier 1980 qui a profondément remodelé l'économie du pays.

1) Pressions étrangères et nouveau contexte international

Le coup d'Etat du 12 septembre 1980 survient dans un contexte régional et international tourmenté qui contribue à peser sur les choix opérés par les militaires et informe sur les soutiens qu'ils ont pu recevoir dans leur projet de renversement du gouvernement. A l'échelle régionale, deux événements cruciaux font peser une menace sur la Turquie : d'abord, la révolution islamique d'Iran qui se précipite dès 1980 dans une interminable guerre avec l'Irak de Saddam Hussein (1980-1988). Hostiles à Khomeiny, les militaires puis leurs successeurs tâcheront néanmoins de ménager leurs deux voisins au cours de cette période difficile. Ensuite, dans un contexte de relance de la Guerre froide, l'offensive soviétique en Afghanistan en 1979 accroît les tensions entre la Turquie et l'URSS. L'état-major n'a alors guère de difficultés à agiter les menaces communiste et islamiste, intérieures comme extérieures, pour justifier sa reprise en main autoritaire du pays et se garantir des soutiens. Pour autant, la position de la junte turque est difficile à tenir face à l'affaiblissement des

régimes autoritaires sud-européens et américains face auxquels elle semble naviguer à contre-courant. La fin de la Guerre froide, qui éloigne la « menace communiste », et le déplacement de la conflictualité politique vers le sud-est du pays après l'entrée en action du PKK en 1984, puis lors de la seconde guerre du Golfe (1991) conduisent à un relâchement de la pression à l'encontre des organisations et militants de gauche qui deviennent alors des adversaires secondaires du régime.

La junte reçoit d'emblée le soutien explicite des Etats-Unis à la suite du coup d'Etat¹. Le rôle des Etats-Unis, et de la CIA en particulier, dans sa préparation reste cependant flou. Le voyage du général Evren aux Etats-Unis début juin 1980 aurait eu pour but d'informer les américains de son calendrier et d'obtenir leur aval. Il est souvent avancé que le responsable de la CIA à Ankara, Paul Henze, aurait câblé à Washington dans la nuit du 11 au 12 septembre 1980 : « *our boys did it in Ankara* »². De manière plus concrète, un mois après le coup d'Etat, le 19 octobre 1980, les américains persuadent les généraux d'accepter le retour de la Grèce dans la force militaire de l'OTAN et de ratifier l'Accord de coopération économique et de défense (*Defence and Economic Cooperation Agreement*). En échange, ils soutiennent la demande turque de crédit auprès du FMI. Ce dernier accorde un prêt de 92 millions de dollars en 1980 et reporte 350 millions de dollars de créances arrivées à échéance à 1981. Les relations entre la junte et les Etats-Unis restent excellentes tout au long de la période et l'aide américaine s'accroît de manière substantielle : 453 millions de dollars en 1981, 704 millions en 1982 puis 688 millions en 1983³. Par ailleurs, les services secrets et militaires américains forment depuis la fin des années 1960 de nombreux officiers turcs de haut rang et les '*Field Manuals*', traduits dans les années 1970, enseignent à toute une génération de militaires la stratégie de la contre-insurrection (contre-guérilla, torture...). L'appartenance de la Turquie à l'OTAN a favorisé la diffusion de ces méthodes employées tant dans le sud-est du pays face à la guérilla kurde que dans les prisons militaires. Les relations entre la Turquie et les Etats-Unis connaissent ensuite, dans les années 1990, des fluctuations importantes. L'arrivée de l'AKP au pouvoir en 2002 et son refus de soutenir l'invasion de l'Irak en 2003 a contribué à tendre les relations entre les deux Etats mais aussi à rapprocher temporairement la gauche et le gouvernement AKP au nom d'un anti-américanisme partagé (cf. chapitre 5).

¹ DORRONSORO G., *Que veut la Turquie ? Ambition et stratégies internationales*, op. cit., p. 60.

² Rapporté par BIRAND M. A., *12 Eylül. Saat : 04.00* [12 septembre, 4 heures du matin], Istanbul, Karacan, 1984, p. 1.

³ DAGI I. D., "Democratic Transition in Turkey, 1980-83: The Impact of European Diplomacy", *Middle Eastern Studies*, Vol. 32, n°2, 1996, p. 127.

La réaction européenne au coup d'Etat, plus discrète, laisse percevoir le soulagement des pays membres qui adoptent une politique de « *wait and see* »¹ après le 12 septembre. La CEE propose de maintenir la coopération avec la Turquie pour soutenir le retour à l'ordre tout en l'utilisant comme moyen de pression. Face aux allégations répétées puis avérées de torture et de répression violente, elle critique le non respect des droits de l'Homme et la lenteur du processus de retour à la démocratie. Le Conseil de l'Europe menace – sans passer à l'acte – d'exclure la Turquie de ses membres. Le pays subit de nombreuses critiques de la part de la presse européenne qui relaie les mobilisations d'exilés turcs en Europe dénonçant le régime militaire, notamment en France sous l'impulsion communiste² (cf. chapitre 5). Les relations turco-européennes restent tendues pendant toute la durée du régime militaire. La fin du régime militaire et le retour des civils au pouvoir inaugure une nouvelle étape dans la diplomatie turque par le rapprochement avec la CEE auprès de laquelle la Turquie fait une première demande d'adhésion en 1987³. Les réformes engagées par le gouvernement AKP à compter de 2002-2003 dans la perspective des négociations européennes étaient initialement censées prévenir toute tentative des militaires de renverser le régime tout en légitimant l'AKP qui suscitaient d'importantes réticences au sein de l'Union européenne. Ces réformes avaient favorisé le rapprochement entre la gauche réformiste et l'AKP face à une gauche révolutionnaire marginale et réservée (au nom de l'indépendance nationale et de l'anticapitalisme). L'enlisement de la candidature depuis 2007-2008 et le raidissement autoritaire de Recep Tayyip Erdoğan, ont éloigné – et marginalisé – tout à la fois la perspective d'adhésion à l'UE et la gauche réformiste.

2) Une libéralisation économique à marche forcée

Au tournant des années 1980, et notamment à compter des mesures dites du « 24 janvier » 1980, négociées avec le FMI, la Turquie passe d'une économie dirigée à un modèle économique néolibéral garanti par un système sécuritaire dans lequel l'armée occupe une

¹ DAGI I. D., "Democratic Transition in Turkey, 1980-83: The Impact of European Diplomacy", *art. cit.*, p. 129.

² BILLION D., *La politique extérieure de la Turquie. Une longue quête d'identité*, *op. cit.*, pp. 319-320.

³ Cette candidature ne s'est pas faite sans rebondissements ni crises successives. Le 21 juillet 1959 déjà, la Turquie avait demandé à être associée à la CEE ce qui se traduit le 12 septembre 1963 par un accord d'association. La demande de 1987 est refusée en décembre 1989. La fin de la Guerre froide, qui éloigne le danger russe et la position stratégique qu'occupe la Turquie, et la négociation intra-européenne du marché commun affaiblissent également la candidature turque. En 1997, la Turquie est exclue, sur la base des critères de Copenhague (1992), de la liste des pays ayant vocation à rejoindre l'UE avant d'y être réintégrée au sommet d'Helsinki (1999). L'ouverture officielle des négociations débute en décembre 2004. Elles sont aujourd'hui largement bloquées : un chapitre clos, quinze en cours de négociation sur les trente-cinq que compte la procédure.

place centrale. C'est l'institution militaire qui supervise ce changement de paradigme social et économique mis en œuvre par son inspirateur Turgut Özal, déjà en poste en 1980, ministre de l'économie sous le régime militaire puis premier ministre à partir de 1983. Ancien agent de la Banque mondiale (1971-1973) et fidèle à la pensée du « consensus de Washington », il impose comme solution à l'inflation galopante de la décennie 1970 – 84% en 1980 – et à l'endettement colossal du pays une restructuration de l'économie, une dévaluation de grande ampleur de la livre turque et le passage à un régime de change flottant. Il se fait le promoteur d'une ouverture à l'international (libéralisation des importations, soutien des exportations à travers des subventions et une baisse des taxes, encouragement des investissements étrangers) et entame un processus de privatisation, moins sensible qu'en Amérique latine toutefois¹. L'armée s'est aisément convertie au libéralisme qui, couplé à un régime politique autoritaire, lui permet de conserver et de renforcer ses positions économiques² et de devenir, à travers l'OYAK, un acteur central du système économique.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Real GNP ^a	-0.4	-1.1	4.1	4.6	3.3	5.9	5.1	8.1	7.4	4.1
Real domestic demand ^a	-2.2	-1.2	1.6	2.8	4.7	5.5	4.4	11.4	6.1	1.5
Implicit GNP deflator ^a	71.1	103.8	41.9	27.5	28.0	50.1	43.9	30.9	38.3	63.2
Private investment ^a	-3.1	-10.0	1.7	3.4	3.0	2.0	4.3	17.8	14.1	13.6
Interest rate ^b	10.8	13.5	40.5	40.5	40.5	46.8	45.0	36.9	34.2	74.7
CB credits to public sector ^a	72.6	71.0	35.2	5.5	12.8	-4.1	62.1	38.0	71.4	45.9
Tax revenue ^c	18.4	16.9	18.1	17.9	16.7	12.9	13.8	15.2	15.5	13.9
Merchandise exports ^c	2.3	2.9	4.7	5.7	5.7	7.1	7.9	7.5	10.2	11.7
External debt at year end ^d	15.8	16.2	16.9	17.6	18.4	21.3	25.3	31.2	38.3	37.7
Real wage index ^e	100.0	68.8	79.5	75.0	79.7	78.5	74.0	75.9	67.8	56.9
Unemployment rate ^f	13.6	14.8	15.2	15.6	16.1	16.1	16.3	15.8	15.2	14.4

Tableau IV-9 : Principaux indicateurs économiques de la Turquie entre 1979 et 1988
 Source : CECEN A., DOĞRUEL, S. & DOĞRUEL F., "Economic Growth and Structural Change in Turkey 1960-1988", *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 26, n°1, 1994, p. 47.

Sous la direction d'Özal, la Turquie connaît une période de croissance industrielle et d'intégration de l'économie dans le système capitaliste mondial, mais aussi d'aggravation des inégalités sociales. Si la croissance économique repart à la hausse – 5% en moyenne entre 1983 et 1992³ – après une croissance faible à la fin des années 1970, les effets des choix en matière de politique économique, monétaire et budgétaire sont durement ressentis par les

¹ L'ensemble de ces éléments ainsi que l'intensité des relations avec les Etats-Unis rapprochent la situation de la Turquie dans les années 1980 de l'Amérique latine étudiée par Yves Dezalay et Briant Garth, DEZALAY Y. & GARTH B. G., *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'Etat en Amérique latine, entre notables du droit et « Chicago boys »*, Paris, Seuil, 2002.

² REAL PINTO G. A., *Armée sans frontière. Redéploiement économique du pouvoir militaire dans la Turquie néolibérale*, op. cit.

³ BILLION D., *La politique extérieure de la Turquie. Une longue quête d'identité*, op. cit., p. 412.

salariés, et en particulier, par les fonctionnaires. Les salariés ont vu leur pouvoir d'achat amputé de moitié environ entre 1979 et 1988¹. Les mobilisations professionnelles sont quasiment absentes sous le régime militaire du fait de l'ampleur de la répression et du démantèlement des structures syndicales publiques et privées. Les militaires exercent une forte pression sur les organisations professionnelles qu'ils maintiennent toutefois ouvertes, préférant les contrôler plutôt que les dissoudre :

« Y : Ils avaient décidé de fermer mais ils ont laissé libres les organisations. Mais ils ont bloqué tout l'argent dans les banques. Et ça a été très difficile de travailler. [Silence] Et des gens de droite sont venus diriger les Chambres. [...] Mais en 1990 ça a été un autre tournant très important. Nous sommes revenus dans les chambres [suite à des élections internes] et nous avons commencé une autre vague de manifestations »².

Les mobilisations professionnelles et syndicales ne ré-émergent qu'à la fin des années 1980, notamment lors du « printemps ouvrier » (cf. chapitre 5).

La sévère crise économique et bancaire de 2001 qui anéantit la valeur de la livre turque et conduit plusieurs banques à la faillite est conjurée, comme en 1980, par le recours à un technicien reconnu issu de la Banque mondiale, Kemal Derviş. Il restructure le secteur bancaire turc et installe la nouvelle livre turque (2005-2009). A partir de 2002, l'AKP se fait le champion du libéralisme économique en allant à l'encontre des positions tenues par l'islam politique turc qui promouvait depuis les années 1970 le développement d'une économie industrielle et dirigée. Le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan accélère les privatisations depuis 2002 et poursuit des politiques de développement économique libérales³ qui ont amené des taux de croissance économique élevés (4,9% en moyenne sur la période 2002-2013 (OCDE)) mais qui ne sont pas sans coûts sociaux. Les faibles garanties en matière de droit et de sécurité au travail, ainsi que l'a rappelée la catastrophe minière de Soma en mai 2014 (301 morts), et le maintien de pratiques répressives à l'encontre des mobilisations professionnelles, en témoignent.

¹ AKAGÜL D., « Dynamismes et pesanteurs économiques », in VANER S., AKAGÜL D. & KALEGASI B., *La Turquie en mouvement*, op. cit., p. 74.

² Entretien avec Yavuz, Ankara, 01/11/2013.

³ AKÇA I., BEKMEN A. & ÖZDEN A., *Turkey Reframed. Constituting Neoliberal Hegemony*, Londres, Pluto Press, 2013.

Ce chapitre visait à rendre compte de deux dimensions centrales dans la réflexion sur l'articulation dans le temps long entre mobilisations révolutionnaires et contexte autoritaire.

D'abord, il cherchait à rendre raison des logiques de la répression politique telle qu'elle fut employée avant et sous le régime militaire en invitant à repenser des rigidités analytiques, notamment périodiques, trop souvent admises. Je me suis également employé à montrer que l'on ne saurait rendre compte de la répression sans s'intéresser à ses temporalités, à sa spatialisation et à l'analyse localisée de sa mise en œuvre par les agents des forces de sécurité. J'ai également souligné l'intrication et l'articulation des « répertoires répressifs » mobilisés par les autorités militaires (violence physique et justice d'exception). Creuser les situations concrètes, historiques mais également synchroniques, que masquent l'emploi général du terme « répression » me semble être un chantier de recherche prometteur.

Ensuite, j'ai tenté de montrer comment le régime militaire, puis le régime sécuritaire qu'il a contribué à mettre en place, avaient participé au maintien de l'autoritarisme turc tout en le reconfigurant de manière drastique autour de l'institution militaire, du moins jusqu'au années 2000. Cette recomposition se joue à la fois au niveau des structures du pouvoir, des coalitions élitaires dominantes mais aussi au niveau idéologique avec l'imposition de la synthèse turco-islamique et le maintien d'une rhétorique faisant de la Turquie une forteresse continuellement assiégée. La progressive domination de l'espace social par l'AKP et ses alliés depuis 2002, concrétisée par l'élection au poste de président de la République de Recep Tayyip Erdoğan en août 2014, et la progressive mise sous tutelle des militaires après le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016 marquent sans doute une nouvelle phase dans l'histoire politique de la république de Turquie.

Nous pouvons désormais nous tourner vers la question des conséquences biographiques pour les militants révolutionnaires de la répression et de la reconfiguration autoritaire induite par le coup d'Etat du 12 septembre 1980.

CHAPITRE 5 :

NE RESTE-T-IL QUE DES CENDRES¹ ?

RECONSTITUTION D'UN ESPACE MILITANT ET

EMERGENCE D'UNE MEMOIRE COLLECTIVE EN

CONTEXTE AUTORITAIRE : 1980-2014

« S'il est vrai, en effet, qu'il existe une mémoire nationale, celle-ci fonctionne comme un filtre, et toujours dans le sens de la réduction. Elle épure, elle simplifie, elle ordonne, elle unifie. Mais faut-il se résigner à ignorer ce qui se trouve ainsi refusé ou rejeté ? »²

Alors qu'on observe à l'heure actuelle en Turquie une rétraction de l'espace de parole et d'action publique légitime, il est utile de s'attarder, dans la continuité des chapitres 2 et 4, sur l'articulation entre les recompositions de l'autoritarisme³ turc et celles du champ multi-organisationnel de la gauche depuis 1980. Le régime militaire est sans conteste parvenu à créer un phénomène de « démobilisation »⁴ concomitant du renforcement de la puissance publique sous la tutelle des institutions sécuritaires⁵. Ce phénomène a contribué à marginaliser davantage encore certains pans de la société, notamment ceux qui se sont mobilisés à gauche au cours des années 1970 (alévis, Kurdes). La criminalisation des mobilisations se poursuit sur le long terme, bien que de manière hétérogène et différenciée selon les espaces, comme en témoignent la situation dans le sud-est du pays aujourd'hui ou la répression du mouvement Gezi à l'été 2013. Mais il me semble important de revenir sur un

¹ BAYDAR O., *Et ne reste que des cendres*, op. cit.

² GIRARDET R., « Préface », in ZOLA E., *La débâcle*, Paris, Gallimard, 1984, p. 7.

³ VAIREL F., *Politique et mouvements sociaux au Maroc. La révolution désamorcée ?*, op. cit.

⁴ On entend par démobilisation un « état persistant de faiblesse des mouvements sociaux protestataires », POMMEROLLE M-E., « La démobilisation collective au Cameroun : entre régime postautoritaire et militantisme extraverti », *Critique internationale*, Vol. 40/3, 2008, p. 73.

⁵ Il semble en effet indispensable d'articuler dans l'analyse les processus de construction étatique sur le court et le long terme (structures administratives et répressives, coalitions élitaires...) et les processus concomitants et historiquement situés de mobilisation à son encontre ou en sa faveur (ce que Sydney Tarrow nomme les cycles de mobilisation). C'est à l'intersection de ces deux processus étroitement liés que se produisent les rapports de force qui décident de l'évolution des situations politiques et sociales au sein du régime.

lieu commun qui veut que le régime militaire n'ait entraîné aucune résistance, qu'elle soit pacifique ou armée. Les « mobilisations de perdants »¹ attirant rarement l'attention, les mobilisations en Turquie et en exil de la gauche contre le régime militaire et ses suites ont rarement été abordées (I).

Par ailleurs, la mobilisation des Kurdes (armée ou non), a, par son ampleur, légitimement focalisé l'attention des chercheurs au cours des trois dernières décennies². Or, une multitude d'autres groupes issus de la gauche des années 1960 et 1970 a poursuivi ou entamé des luttes politiques, identitaires et mémorielles depuis 1980. Lorsque ces dernières ont été aperçues, elles ont souvent été assimilées à la naissance d'une « société civile » turque, supposément inexistante auparavant. Ce chapitre entend contester cette approche en détaillant l'articulation des causes et des réseaux d'acteurs mobilisés avant et après le coup d'Etat. Souligner une telle continuité n'empêche en aucune manière de mettre en lumière les transformations et les différentes temporalités qui différencient les mobilisations des années 1970 et celles des décennies ultérieures. La reconstruction des espaces militant et politique n'a pu s'opérer que très progressivement par la conjonction de la remobilisation de réseaux préalablement établis, notamment au cours des années 1960 et 1970, mais également en tentant de s'accorder, avec plus ou moins de succès, avec les nouveaux entrants qui amènent un renouvellement à la fois générationnel, organisationnel et idéologique. Je tente ici d'illustrer ces dynamiques à travers la poursuite de mon analyse localisée et spatialisée qui opère une comparaison entre Istanbul et Ankara. Cet espace recomposé reste traversé d'importantes luttes internes et des confrontations complexes avec les autorités (II).

Enfin, une des dynamiques récentes les plus sensibles concerne la constitution progressive d'une mobilisation mémorielle autour du coup d'Etat et de la répression qui l'a accompagné. Toutefois, cette mobilisation n'est pas sans générer des conflits multiples tant vis-à-vis de la mémoire d'Etat qu'entre entreprises mémorielles concurrentes (III).

¹ BAUDINIÈRE C., « Une mobilisation de victimes illégitimes. Quand les épurés français de la Seconde Guerre mondiale s'engagent à l'extrême droite », *Raisons politiques*, 2008/2, n°30, p. 21-39.

² BOZARSLAN H., *La question Kurde : Etats et minorités au Moyen-Orient*, op. cit., GROJEAN O., *La cause Kurde. De la Turquie vers l'Europe. Contribution à une sociologie de la transnationalisation des mobilisations*, op. cit.

Section 1 : Guerre de mouvement ou guerre de position ? Résister au coup d'Etat

Loin d'être parvenue à imposer la loyauté¹ ou, tout au moins, l'apathie², la junte a provoqué d'indéniables mouvements de résistance. La littérature sur les résistances en régime autoritaire qui s'est développée à partir des travaux de James C. Scott a permis d'en identifier de multiples formes³. Laissant de côté les *résistances quotidiennes* d'une population confrontée à l'autoritarisme, je m'intéresse davantage ici aux tentatives de résistance organisée, c'est-à-dire aux *mobilisations*. On peut saisir les nuances dans la capacité à résister en reprenant la typologie proposée par Johanna Siméant qui distingue trois formes d'action : protester/mobiliser/ne pas consentir⁴. Comment et par qui sont-ils investis ? On retrouve, dans les résistances au régime militaire, ces trois registres qui vont des tentatives d'organisation de guérillas rurales et urbaines à des mobilisations pacifiques et souterraines sur les campus universitaires en passant par un mouvement d'« escapisme »⁵ vers l'Europe de l'Ouest où se sont (re)constitués des groupes de militants poursuivant à distance la lutte.

A) De la résistance armée à la résistance légale : mobiliser et contester en contexte répressif

Qu'elles aient été violentes ou pacifiques, les mobilisations contre le régime militaire ont souvent été négligées dans la littérature alors qu'elles sont en quelque sorte le « pont » qui relie les mobilisations des années 1970 à celles des années 1980. Elles prennent des formes multiples⁶ qui vont des comités de quartier aux tentatives de guérilla rurales et à la résistance clandestine dans les établissements universitaires. Bien qu'elles se soient développées de

¹ Je reprends ici, en l'appliquant au terrain turc, la typologie d'Albert O. Hirschmann (*exit, voice, loyalty*) qui vient caractériser les conséquences des conditions de l'action publique sur les comportements des acteurs, HIRSCHMAN A. O., *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983.

² BAJOIT G., « Exit, voice, loyalty... and apathy. Les réactions individuelles au mécontentement », *Revue française de sociologie*, Vol. 29-2, 1988, p. 325-345.

³ SCOTT J. C., *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*, New Heaven, Yale University Press, 1990.

⁴ SIMEANT J., « Protester/mobiliser/ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain », *Revue internationale de politique comparée*, 2013/2, Vol. 20, p. 125-143.

⁵ Ainsi que le développe la littérature africaniste, voir notamment BAYART J.-F., *L'Etat en Afrique*, Paris, Fayard, 1989, pp. 308 et suiv.

⁶ DELLA PORTA D., *Clandestine Political Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

manière désordonnée et qu'elles aient « échouées » à renverser la junte, elles ne sauraient être passées sous silence.

1) L'échec des guérillas et des *Direnış Komiteleri*

La littérature sur le coup d'Etat militaire néglige plusieurs dimensions importantes. J'ai montré les faiblesses des travaux existants qui tendent à faire du régime militaire une « boîte noire » dont émergerait, de manière logique, une nouvelle constitution et un nouveau contexte politique et économique (cf. chapitre 4). Or, cette approche entérine un peu vite l'idée, qui trouve son origine dans la rhétorique de la junte, selon laquelle le coup d'Etat aurait fait l'objet d'un consentement unanime. Si la majorité de la population, inquiète de la violence politique des années 1970, a pu soutenir le coup d'Etat par fidélité à l'armée ou par peur¹, cette littérature pointe également, non sans une cruelle ironie, l'inaction des organisations politiques de gauche². Tétanisées devant l'institution militaire – pour laquelle elles n'auraient pas abandonné leur fascination – elles se seraient trouvées désorganisées et paralysées³. Sans surévaluer la résistance des groupes révolutionnaires au coup d'Etat comme le fait la littérature militante⁴, il semble nécessaire de réévaluer ces positions historiographiques trop vite bâties⁵. J'ai souligné précédemment (chapitre 4) les protestations dans les lieux de détention (grèves de la faim, immolations) qui ont permis l'amélioration des conditions de détention, notamment après le retour des civils au pouvoir. Ce ne sont pas les seules résistances opposées par les militants de la gauche au régime militaire. Par ailleurs, rappeler le maintien dans la clandestinité de certains groupes permet de souligner, au-delà de l'analyse de la détention, la mise en sommeil des réseaux organisationnels⁶. Il n'est pas question de voir de la résistance partout ou de nier la force du régime militaire dans sa capacité à mettre un coup d'arrêt aux mobilisations sociales mais de restituer un pan négligé de l'analyse des groupes révolutionnaires et du régime lui-même qui a dû compter avec elles.

Face à la montée de la répression et de la violence de grande envergure du MHP et ses alliés à partir de 1978 dans divers points du territoire (Kahramanmaraş, Corum...), des

¹ Ce qui reste davantage une hypothèse qu'une thèse démontrée. Il est difficile de croire que les populations mobilisées par la gauche au cours de la décennie 1970, dont j'ai montré que leur part n'était pas marginale, aient changé d'avis le 12 septembre 1980 au matin.

² KELEŞ R. & UNSAL A., *Kent ve siyasal şiddet*, op. cit.

³ Nejat F. se demande encore : « Le coup d'Etat de 80, c'était tellement évident que je ne sais pas comment on a fait pour commettre autant d'erreurs », entretien avec Nejat F., Bobigny, 29/02/2015.

⁴ *THKP-C ve Devrimci Yol'dan bugüne geçmiş değerlendirilmesi. Bu tarih bizim*, op. cit.

⁵ Ainsi qu'y invite Yaşar Ayaşlı dans ses mémoires, AYAŞLI Y., *Yeraltında beş yıl. 12 Eylül anıları*, op. cit.

⁶ OSA M., *Solidarity and Contention: Networks of Polish Opposition*, op. cit.

groupes révolutionnaires comme *Dev-Yol*, recourant parfois à des alliances locales, mettent en place les *Direnış Komiteleri* [DK, Comités de résistance] en lien avec les populations de certains quartiers des grandes villes¹. Ces comités tentent d'organiser la population pour se prémunir contre les incursions de groupes d'extrême droite dans certains espaces mais également pour faire face à la pression des autorités². Ils ont également vocation à constituer des noyaux de résistance en cas de coups d'Etat et à fournir des appuis à la révolution à venir. Pourtant, faute de moyens, ces comités sont plus souvent des assemblées d'habitants que des soviets en devenir. Après le coup d'Etat, la peur puis la répression empêchent, hormis de manière ponctuelle et localisée, la mobilisation à grande échelle des populations concernées. Les groupes politiques se retrouvent privés de leur milieu social et de son soutien. En effet, si certains de leurs cadres avaient subi la répression après le mémorandum de 1971, la majorité des organisations révolutionnaires n'étaient pas suffisamment expérimentées et dotées en ressources pour résister à une répression dont elles n'avaient pas envisagé l'ampleur. Bien que clandestines, elles n'avaient pas les réflexes et l'organisation des groupes plus restreints d'Europe occidentale (RAF, BR...). La fermeture du régime politique par les militaires leur supprime l'accès aux maigres ressources politiques dont elles disposaient et la répression supprime systématiquement et méthodiquement leur présence dans les campus universitaires et les lycées qui leur fournissaient à la fois des bases matérielles et des viviers de recrutement. Le maigre système de cloisonnement, notamment en ce qui concerne les appartements clandestins, mis en place par la direction de *Dev-Yol* afin de limiter l'effet domino en cas d'arrestation d'un des membres ne permet ni leur exfiltration ni d'éviter l'arrestation de l'ensemble des cadres³.

Malgré ces faiblesses, les mobilisations, y compris violentes, ne cessent pas le matin du 12 septembre 1980 même si elles chutent de manière drastique. Les militaires, très préoccupés d'installer un régime fort qui garantisse l'ordre, sont les meilleurs observateurs du maintien de l'agitation. Si les espaces urbains sont rapidement reconquis par les forces de sécurité, notamment à Ankara, le calme n'est pas totalement revenu. Le quotidien *Milliyet* publie le 8 février 1981 un bilan – sans doute fourni par les autorités militaires – de l'agitation depuis le coup d'Etat et donne la liste suivante : 434 évènements armés se sont produits au cours de la période, 273 explosions, 2 219 affichages, 16 manifestations et résistances, 632

¹ ERDOĞAN F. E., *Direnış Komiteleri. Faşizme Karşı Demokratik Halk İktidarı Yolunda*, op. cit.

² *Dev-Yol* consacre trois pages d'explication des modalités d'organisation dans son journal en septembre 1979 puis en décembre de la même année, *Dev-Yol*, n°30, 03/09/1979, pp. 8-11 & n°33, 03/12/1979, pp. 12-14.

³ MÜFTÜOĞLU O. & BOSTANCIOĞLU A., *Bitmeyen yolculuk. Oğuzhan Müftüoğlu kitabı* [Le voyage qui ne finit pas. Le livre d'Oğuzhan Müftüoğlu], Istanbul, Ayrıntı, 2001, p. 224.

extorsions, 3 braquages et 48 protestations étudiantes sur la voie publique sont recensés. Durant ces événements 328 personnes ont été tuées, 499 blessés. Pendant cette même période 2 481 fusils ont été saisis, 11 766 pistolets, et 317 942 munitions¹. Même si, au début de l'année 1981, le premier ministre, l'amiral Ulusu, se félicite de la forte baisse du nombre de victimes dans des affrontements politiques, ceux-ci n'ont pas disparu. On est alors à une moyenne d'un mort par jour, contre une moyenne de 22 avant le 12 septembre 1980². La mort de plusieurs dizaines d'agents des forces de l'ordre souligne toutefois le maintien d'une certaine résistance sur le territoire.

Seule *Dev-Sol*, qui subit pourtant de plein fouet la répression entre 1983 et 1986, maintient sur le long terme son objectif de lutte armée urbaine. Le groupe, qui se recentre en exil autour du petit noyau qui pratiquait les actions armées³, parvient à se maintenir, notamment en France, en articulant activité militante et accumulation illégale de ressources économiques et militaires par le biais de trafic (drogue, braquages)⁴. Réorganisée autour de Dursun Karataş (1952-2008)⁵, l'organisation se lance, au tournant des années 1990, dans une campagne d'assassinats spectaculaires : militaires haut gradés, cadres de la police, cadres des services secrets, responsables pénitentiaires⁶. Dans les six premiers mois de l'année 1992, 56 personnes dont 33 policiers, 15 militants et 8 civils sont tués⁷. Les autorités répondent par de vastes et violentes campagnes d'arrestation et de liquidation des militants identifiés⁸, y compris hors de son territoire. Paşa Güven, cadre historique réfugié et relais du groupe à Paris après le coup d'Etat y est assassiné en pleine rue le 13 juillet 1991⁹. Rebaptisé DHKP-C [*Devrimci Halk Kurtuluş Partisi-Cephesi*, Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple]

¹ Article cité un AYAŞLI Y., *Yeraltında beş yıl. 12 Eylül anıları*, op. cit., p. 18.

² Les autorités signalent alors que 368 personnes, dont 90 pour le seul début de l'année 1981, ont trouvé la mort dans des affrontements : 129 activistes, 185 civils, 54 membres des forces de l'ordre, chiffres cités in UNSAL A., « Le chef du gouvernement a dressé un bilan positif de la lutte contre le terrorisme », *Le Monde*, 17/03/1981. Je n'ai toutefois pas de détails sur les lieux et les conditions de ces affrontements qui couvrent l'ensemble du territoire.

³ Des militants de *Dev-Sol* détournent un avion turc en 1981 vers Sofia en exigeant la libération de leurs camarades emprisonnés. En France, ils coordonnent également deux actions avec Action Directe : la première contre un local d'extrême droite turque et l'autre contre les intérêts d'Israël en mars 1982, SOMMIER I., *La violence révolutionnaire*, op. cit., p. 112.

⁴ BILLION D. « Turquie », op. cit., p. 1323.

⁵ Condamné à mort par le régime militaire, il voit sa peine commuée en prison à vie. Il s'évade de la prison de Sağmacılar à Istanbul avec plusieurs compagnons le 25 octobre 1989 et relance l'action du groupe. Pour éviter une nouvelle arrestation, il part en Europe où il voyage dans plusieurs Etats tout en restant secrétaire général du DHKP-C jusqu'à sa mort, AYKOL H., *Türkiye'de sol örgütler*, op. cit., pp. 232-233.

⁶ ERSAN V., *1970'lerde Türkiye solu*, op. cit., pp. 382-383.

⁷ « TURQUIE : quatre policiers tués à Istanbul », *Le Monde*, 19/11/1992.

⁸ La compagne de Dursun Karataş, Sabahat Karataş, est tuée avec dix autres militants lors d'une intervention de la police à Istanbul en avril 1992, « TURQUIE : la lutte contre le terrorisme. L'armée a intensifié son offensive contre les extrémistes Kurdes et d'extrême gauche », *Le Monde*, 19/04/1992.

⁹ « Un opposant turc assassiné à Paris », *Le Monde*, 14/07/1991.

en 1994, le groupe est le fer de lance des insurrections dans les prisons turques au tournant des années 2000¹. Il poursuit aujourd'hui ses actions spectaculaires avec des effectifs très largement renouvelés depuis les années 1980 du fait de la forte mortalité dans les opérations² et reste fermement implanté dans des espaces fortement marqués par l'alévité comme Okmeydanı et Gazi à Istanbul. Dursun Karataş est décédé le 11 août 2008 aux Pays-Bas. Son enterrement, le 15 août 2008, dans la *cemevi* (lieu de culte alévi) du quartier Gazi à Istanbul a réuni entre 15 et 20 000 personnes³.

Parallèlement, des tentatives de guérilla rurales se mettent en place depuis 1980 dans certaines zones : les montagnes de la Mer noire, le sud-est, le centre-est (Tunceli, Dersim, Elazığ) et la région d'Anatolie centrale autour de Tokat et Yozgat. Peu avant le coup d'Etat, *Dev-Yol* crée les *Silahlı Direniş Birlikleri* [SDB, Unités de résistance armées] dans les campagnes du nord-est du pays et les *Devrimci Savaş Birliği* [DSB, Unité de guerre révolutionnaire] dans les villes entre Samsun et Artvin. Souvent constituées sur la base de réseaux militants et affinitaires antérieurs, elles impliquent souvent des individus originaires de la région dans laquelle elles se déploient⁴. Sortie de prison en février 1981, Leyla souligne la situation précaire dans laquelle elle se trouve ainsi que ses camarades. Sans information ni consigne sur la situation politique, ils avancent à l'aveugle : « On était coincés, on ne pouvait rien faire. [...] Les cadres étaient en prison, l'organisation était dispersée et nous on restait comme ça, il n'y avait plus personne tout d'un coup. Alors on s'est concerté avec ceux qui restaient, on savait que certains étaient dans la montagne, il fallait qu'on se réorganise alors on a décidé d'y aller ». Elle part avec quelques camarades en 1982⁵. Manquant de moyens, ces guérillas sont dans l'ensemble composées de militants peu aguerris qui rejoignent les montagnes pour échapper à la répression dans les grands centres urbains⁶. Les conditions de vie y sont difficiles et l'appui de la population locale limité. Les jeunes militants peu préparés sont rapidement désemparés : « Une fois là bas, la vie était très dure. On ne savait pas

¹ Plusieurs organisations de la gauche radicale turque lancent une campagne de grèves de la faim chez leurs militants emprisonnés pour protester contre leurs conditions de détention mais surtout contre le développement des prisons de « type F » qui suppriment les dortoirs collectifs et généralisent les cellules individuelles. Pour mettre un terme à ces grèves très médiatisées, les autorités lancent le 19 décembre 2000 l'opération « Retour à la vie » [*Hayata dönüş*] qui fait 32 morts parmi les prisonniers et hospitalise de force plusieurs centaines de militants. Voir MASSICARD E., « La réforme carcérale en Turquie », *op.c it.*, p. 169-181.

² On ne dispose pas d'une sociographie des militants du DHKP-C. Les actions menées par l'organisation impliquent toutefois des militants des deux sexes qui semblent avoir le plus souvent entre vingt et trente-cinq ans.

³ ERSAN V., *1970'lerde Türkiye solu*, *op. cit.*, p. 357.

⁴ ALPAT I., *Randevuyu dağa verdik*, *op. cit.*

⁵ Entretien avec Leyla, Ankara, 18/11/2014.

⁶ Comme pour les militants de *Dev-Sol*, il est difficile de retracer les trajectoires des militants qui composent ces groupes et donc d'en donner un aperçu exhaustif.

comment survivre »¹. Les accrochages avec les militaires envoyés réduire ces poches de résistance sont meurtriers² et les arrestations sont nombreuses. Comme l'explique Leyla, « à la fin on était nos propres cadres ». La situation devenant intenable, elle quitte la guérilla en 1984 après deux ans passés dans les montagnes. Elle rentre alors clandestinement à Ankara sans être arrêtée. Celalettin est quant à lui arrêté par les militaires au bout de cinq mois passés dans les montagnes de Tunceli, sa région natale³. En juillet 1982, plusieurs groupes survivant de manière clandestine et plus ou moins isolée créent le *Faşizme Karşı Birleşik Direniş Cephesi* [FKBDC, Front d'unité et de résistance contre le fascisme]. On y trouve des militants de *Partizan* et *Dev-Sol* (entre lesquels émergent rapidement des conflits) mais aussi de *Dev-Yol*, du PKK, du TEP, du TKEP, des *Acilciler*, et de *Devrimci Savaş*. Le front se donne pour objectif la chute du régime militaire par le biais d'une lutte armée prolongée menée par une gauche unie⁴. Faute de moyens et compte tenu des tensions entre organisations, ce front de résistance s'avère éphémère⁵. Au final, l'expérience de la guérilla se solde souvent par un profond sentiment d'amertume et d'échec⁶.

2) Mobilisation discrète et protestation légale

Il semble aujourd'hui possible de dire que la résistance politique et syndicale au coup d'Etat a été faible compte tenu des faibles protestations à son encontre (manifestations, publications)⁷. Sans ignorer les positions idéologiques des militaires, partis politiques et syndicats tentent de se les concilier en insistant sur le caractère légal de leur action et en se dissociant des groupes révolutionnaires violents et « aventuristes ». La suspension des partis politiques puis l'interdiction de toute activité syndicale réduit au silence la capacité d'action de ces acteurs dans leurs champs respectifs. Parallèlement, le niveau de désorganisation des partis légaux semble à son comble face au coup d'Etat. Yiğit raconte par exemple que la direction du TIP n'a pas mis à l'abri ou détruit ses archives pour se prémunir des saisies :

¹ Entretien avec Leyla, Ankara, 18/11/2014.

² Les chiffres précis restent inconnus mais plusieurs centaines de personnes ont trouvé la mort dans ces affrontements. İnönü Alpat relève, pour les guérilleros liés à *Dev-Yol*, 76 tués sur la période 1980-1984, ALPAT I., *Randevuyu dağa verdik*, op. cit., pp. 271-275.

³ Entretien avec Celalettin, Istanbul, 02/04/2009.

⁴ SCHMID A. P. & JONGMAN A. J., *Political terrorism*, Transaction Publishers, New Brunswick & Londres, 2008 [1984], p. 676.

⁵ AYAŞLI Y., *Yeraltında beş yıl. 12 Eylül anıları*, op. cit., p. 221.

⁶ Comme le font sentir les journaux intimes de militants repris in ALPAT I., *Randevuyu dağa verdik*, op. cit.

⁷ Bien que le constat d'une faible résistance (et non de son absence) au coup d'Etat soit partagé dans la littérature sur le coup d'Etat, il me semble différent de spéculer sur la peur ou le consentement de la population vis-à-vis de la junte plutôt que de chercher les raisons sociologiques à cette faible résistance.

« Y : Le jour du coup d'Etat, quand la police est arrivée dans les locaux du parti, le fichier des membres et tout était là. Ils ont tout saisi. Impossible d'avoir la moindre clandestinité je veux dire, tous les noms, les adresses étaient aux mains de la police. Ca nous on ne savait pas, on l'a appris plus tard. Donc en fait tout a été... la junte a eu une tâche facile. Il n'y a pas eu de résistance au sens propre du terme »¹.

Ne pouvant plus mener d'activités politiques et militantes au sein des campus universitaires désormais sous le contrôle du YÖK, les étudiants engagés ont opté pour des modes d'action discrets² (se réunir chez des amis, lire des livres interdits...) et non protestataires. De petits groupes militants, qui ont échappé à la répression, tentent de rester mobilisés à très petite échelle dans les établissements dans lesquels ils étudient. Haluk, militant lycéen de la branche de jeunesse du TIP pendant les années 1970, entre à ITÜ en 1981 sur le campus de Maslak puis de Maçka. Les autorités contrôlent alors étroitement les campus rendant toute mobilisation impossible³ :

« H : Quand on entrait pour les cours dans la classe, la porte doit être... restée ouverte parce qu'il y avait un militaire à l'entrée de la classe. [L'université] c'était comme un désert. Il n'était pas possible de constituer des clubs. Quand j'étais en 3^e [année] on a créé un journal mural, c'était un grand pas ! ».

Resté en contact avec d'anciens camarades lycéens qui n'ont pas été arrêtés, il tente d'organiser un nouveau groupe en 1982 :

« H : On a créé une nouvelle organisation parce qu'il n'y avait personne, il n'y avait pas de parti, rien pour la jeunesse. On a décidé de créer une nouvelle organisation souterraine. Et on a commencé à faire une publication, toujours souterraine. C'était un peu aventureux, c'était dangereux quand même ».

Le groupe se maintient de manière clandestine et ne compte pas plus de quelques dizaines de membres, même après le régime militaire où la politique et le militantisme restent sévèrement contrôlés. Il tente de maintenir des liens avec la direction du TIP partie en exil à Bruxelles mais ces derniers se tendent rapidement :

« H : En 85, le chef de l'Etat Kenan Evren, est allé en Bulgarie et ils ont fait une cérémonie communiste. Ce n'était pas acceptable pour nous. On a fait un article critiquant le parti communiste bulgare. Les dirigeants de notre parti ont décidé de couper les liaisons. On est resté tous seuls.

P : Tu veux dire Behice Boran qui était en Belgique ? Ils ont décidé de vous laisser tomber ?

H : Ouais. Après cet événement [...] on a créé le parti communiste et une organisation de jeunesse souterraine ».

¹ Entretien avec Yiğit, Istanbul, 28/04/2015.

² JOHNSTON H., "Let's Get Small": The Dynamics of (Small) Contention in Repressive States", *Mobilization: An International Journal*, Vol. 11/2, 2006, p. 195-212.

³ Le YÖK édicte de nombreuses normes devant s'appliquer dans l'enseignement supérieur. Elles concernent jusqu'à la tenue des élèves et des enseignants : le costume simple est obligatoire, les voiles, barbes, favoris sont interdits ; les moustaches doivent respecter une certaine forme et taille et les insignes politiques quelles qu'elles soient sont prohibées, JACOB X., « Les tendances actuelles de l'enseignement », in DUMONT P. & GEORGEON F. (dirs.), *La Turquie au seuil de l'Europe*, op. cit., p. 124.

Reprenant les modes d'action des années 1970 où la naissance d'un groupe était actée par ses publications, le nouveau TKP¹ lance une publication clandestine en 1987, *Komünist* [Communiste] :

« H : La première publication souterraine c'était *Komünist*.

P : Mais cette première publication comment vous faisiez pour la publier, pour l'imprimer ?

H : [il rit] C'était... A l'époque ce n'était pas possible d'acheter une machine à photocopies parce que les policiers prenaient les noms des machines et ce n'était pas possible. Un ami a commencé à travailler à la TÜSIAD² et il a été le meilleur fonctionnaire de la TÜSIAD parce qu'il a fait des heures supplémentaires la nuit ! Et on a utilisé la machine à photocopier de la TÜSIAD. Jusqu'à maintenant ils ne le savent pas ! [Il rit].

P : Et c'était distribué à qui ?

H : Chez nous. A l'intérieur [du groupe]³ ».

Le nouveau TKP ne peut lancer une publication légale, *Iktidar Yolu* [La voie du pouvoir], qu'avec l'ouverture politique du début des années 1990.

Ce n'est qu'à partir de 1986, avec le recul relatif de la répression et le rétablissement du droit d'association, que les étudiants essaient d'utiliser le tissu associatif pour y développer des activités politiques et ainsi relancer la mobilisation estudiantine jusqu'ici largement clandestine⁴. Légèrement plus jeunes qu'Haluk, Samut et Hüseyin G. participent à la reconstitution d'un militantisme étudiant dans leurs universités respectives en 1985-86. Samut participe à la création d'une association étudiante proche du SODEP d'Erdal İnönü au sein de l'université Yıldız Teknik d'Istanbul⁵. L'association est rapidement dissoute et Samut est arrêté et détenu pendant plusieurs semaines. Libéré, il participe à la création d'une seconde association qu'il préside en 1988. Il est arrêté une nouvelle fois en 1990 et détenu pendant trois mois⁶. Hüseyin G., pour sa part, est arrêté et détenu pendant trois mois en 1981 pour son militantisme au sein du groupe *Partizan* à Ankara au cours des années 1970. Il perd une année de lycée à cause de son arrestation. Revenu à l'école après sa libération, il entre à l'université Gazi d'Ankara en 1983 dans le département d'économie. La première année est complètement atone, « on ne peut rien faire, rien dire, tout est sous contrôle [des autorités] »⁷. En 1985-86, il

¹ Le groupe reprend le nom de TKP en 1987 en opposition à la fusion dans le TBKP du TIP et du TKP en 1987. Cf. annexe 3.

² La *Türk Sanayicileri ve İşadamları Derneği* [TÜSIAD, Association des industriels et hommes d'affaires turcs], fondée en 1971, vise à promouvoir l'initiative et les entreprises privées en Turquie. Elle entretient depuis sa fondation des liens avec de proximité avec le CHP. Elle a été une des espaces de reconversion pour des militants de gauche des années 1970 après le régime militaire. La TÜSIAD est aujourd'hui en concurrence avec une organisation proche de l'AKP, la MÜSIAD [*Müstakil Sanayici ve İşadamları Derneği*, Association des industriels et hommes d'affaires indépendants].

³ Entretien avec Haluk, Istanbul, 29/04/2015.

⁴ YILMAZ M., « Le YÖK et la démobilisation collective du milieu universitaire en Turquie (1982-1987) : les mécanismes de la répression », *European Journal of Turkish Studies*, n°17, 2013.

⁵ Le campus de cette université est situé à Beşiktaş.

⁶ Entretien avec Samut, Ankara, 07/11/2014.

⁷ Entretien avec Hüseyin G., Ankara, 16/06/2014.

participe au renouveau de la mobilisation étudiante au sein de l'université. Comme à Istanbul, l'association ne peut prendre de positions politiques au risque d'entraîner une réaction ferme des autorités. Elle se concentre sur des questions académiques ou pratiques liées à la situation des étudiants (tarifs préférentiels dans les transports en commun, prix des repas à la cantine...). Ce qui n'empêche pas les autorités de sévir : Hüseyin est arrêté pour ses activités militantes et détenu plusieurs semaines en 1988. On constate donc que l'absence de protestation publique ne signifie pas nécessairement que le consentement domine face à la situation politique et peut même masquer des mobilisations, aussi ténues soient-elles.

Comment expliquer le maintien ou la recomposition, même à très petite échelle, de ces mobilisations ? Ces petits groupes sont créés par la cohorte de militants nés après 1960¹ qui étaient lycéens dans les années 1970, dans des partis légaux (TIP) ou des groupes illégaux (*Partizan*), et qui ont échappé aux arrestations concentrées sur les cadres et les dirigeants des différentes organisations. Privés de leurs groupes et de leurs cadres emprisonnés ou exilés, ces jeunes militants se trouvent de surcroît plongés dans des institutions universitaires autoritaires sévèrement contrôlées. Dans ce contexte, le maintien de relations sociales antérieures au coup d'Etat garantit une sociabilité amicale et la poursuite du militantisme permet le maintien de l'identité dans un environnement coercitif. Ce militantisme, comme l'explique Haluk, n'est pas tourné vers les autres étudiants et les autorités (protestation) comme dans la décennie précédente, mais, tout au contraire, uniquement centré sur le maintien de la cohésion du groupe (mobilisation). Il vise avant tout à préserver un entre-soi militant dans un environnement hostile et à valoriser une posture militante désormais impossible à tenir. Le maintien, fragile et clandestin, du contact avec la direction du parti exilé en Europe, conforte également l'impression de faire face au « fascisme » sur le terrain.

Les milieux intellectuels ont tenté de réagir à la répression qui frappait certains universitaires. La loi 1402 adoptée en 1983 évince 1 255 personnes, exclues ou non renouvelées, dans les universités. Ce chiffre est important compte tenu de la faiblesse numérique du personnel enseignant dans le supérieur. La répression entraîne une vague de démissions en guise de protestation dans toutes les grandes universités du pays². Ceux qui restent dans le milieu académique n'ont plus le droit d'appartenir à des organisations politiques et syndicales et font l'objet d'un contrôle étroit des autorités à travers le YÖK qui a désormais autorité sur les carrières. Après le retour des civils au pouvoir, un important groupe

¹ Haluk est né en 1961, Samut et Hüseyin G. sont nés en 1964.

² MONCEAU N., *Généralisations démocrates. Les élites turques et le pouvoir*, op. cit., p. 201.

d'intellectuels s'empare du droit de pétition légalement garanti par la Constitution de 1982 pour adresser, le 15 mai 1984, une lettre ouverte au président de la République, Kenan Evren, connue sous le nom d'*Aydınlar dilekçisi* [Manifeste des intellectuels] et intitulé « *Türkiye'de demokratik düzene ilişkin gözlem ve istemler* » [Observations et demandes concernant l'ordre démocratique en Turquie]. Le texte était prêt depuis longtemps mais ses signataires n'ont pas voulu le divulguer avant que le Conseil de l'Europe n'ait statué sur le retour de la Turquie comme membre de plein droit suite au retour des civils au pouvoir. On observe là, dans un contexte très répressif, l'usage stratégique de la protestation et du contexte politique de la part des acteurs¹. Les 1 256 signataires réclament le « plein fonctionnement de la démocratie en Turquie » et notamment le retour de la liberté de la presse mais aussi l'amélioration des conditions de détention et l'abolition de la peine de mort, ajoutant que la torture et les sévices ne devront plus être pratiqués². Le général Evren réagit en mobilisant la rhétorique de la sécurité nationale précédemment décrite. Il accuse ces intellectuels d'être « traîtres envers la patrie et complices des ennemis extérieurs qui cherchent à attaquer la citadelle par l'intérieur »³. Les autorités de la loi martiale toujours en vigueur intentent un procès contre 59 signataires tout en se montrant soucieuses d'éviter qu'il ne donne lieu à un débat public sur le contenu du texte lui-même⁴. Les pétitionnaires sont finalement acquittés en février 1986⁵.

Il semble donc judicieux de distinguer, tout en les articulant, consentement/mobilisation et protestation afin de rendre compte des réactions au coup d'Etat. Il s'avère dès lors difficile de considérer que le régime militaire n'a pas entraîné de résistances, même si celles-ci n'ont pas été en mesure de remettre en cause le pouvoir de la junte. Eparses et manquant de moyens, elles ont néanmoins contribué à maintenir des réseaux militants qui ont fourni des points d'appui pour la reconstitution des organisations de gauche au tournant des années 1990. Une autre stratégie de refus a également été mise en place pour poursuivre la lutte contre la junte : l'exil.

¹ « Du coup d'Etat du 12 septembre 1980 jusqu'à la fin des années 1980, la manifestation de rue comporte de tels risques que, par substitution, le nombre de pétitions augmente de manière exponentielle. Durant les sept premiers mois qui suivent le coup d'Etat, 59 318 pétitions sont déposées auprès du Conseil nationale sécurité (MGK) », UYSAL A., « Maintien de l'ordre et risques liés aux manifestations de rue », in DORRONSORO G. (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, op. cit., note 5, p. 33.

² UNSAL A., « Dans un manifeste remis au chef de l'Etat, 1 256 intellectuels et artistes demandent 'le plein fonctionnement de la démocratie' », *Le Monde*, 19/05/1984.

³ Cité in TREAN C., « Un procès-test pour les partisans d'un retour à la démocratie », *Le Monde*, 17/08/1984.

⁴ Les chefs d'accusation portent exclusivement sur les modalités de sa diffusion. Le texte aurait été transmis à la presse et rendu public par le biais de tracts et non directement adressé aux autorités.

⁵ MONCEAU N., *Généralisations démocrates. Les élites turques et le pouvoir*, op. cit., p. 14.

B) Partir. La gauche en exil

Au-delà des résistances directes qui ont pu être opposées au régime militaire et au pouvoir civil qui lui succède, l'exil¹ a constitué la seconde forme de maintien de l'engagement pour les militants de la gauche turque. Ils suivent des trajectoires d'exil variables et plus ou moins liées à des connexions avec des réseaux militants transnationaux. Ils tentent alors de restructurer un mouvement au sein des différents pays dans lesquels ils parviennent, et en particulier en France.

1) Comment sortir ? Trajectoires d'un exil multiple

De la même manière que les résistances désordonnées au coup d'Etat laissaient voir la faiblesse des groupes révolutionnaires, les trajectoires d'exil sont tout aussi désorganisées face à la répression. Peu de partis et de groupes révolutionnaires ont envisagé, à la veille du coup d'Etat, des pistes de sortie à l'étranger pour leurs militants. L'exil après le coup d'Etat de 1971 est resté quantitativement faible et davantage tourné vers les pays du Moyen-Orient qui abritent des camps palestiniens. Ergun a ainsi rejoint la Syrie et les camps du Fatah pour se préparer à la lutte armée avant de rentrer en Turquie après l'amnistie de 1974². Après le coup d'Etat du 12 septembre 1980, on observe, de manière schématique, deux grands types de trajectoires d'exil. Celles qui s'appuient sur des réseaux militants transnationaux constitués au cours des années 1970 et celles qui, dictées par les événements et la peur de la répression, poussent militants et militantes³ dans des trajectoires d'exil moins préparées.

Dans les années 1970, plusieurs groupes développent des liens avec des organisations de gauche européennes, quoique de manière modeste (cf. chapitre 2). Peu ont anticipé et envisagé un exil massif de leurs militants face une répression de grande ampleur. Les groupes dont les trajectoires d'exil sont les plus maîtrisées, ce qui ne signifie pas qu'elles soient aisées et empêchent les arrestations, sont les groupes les plus faibles numériquement, dont les liens

¹ « On peut définir l'exil comme l'obligation de quitter son Etat suite à un contexte de violence politique et de chercher refuge dans le cadre d'un autre Etat pendant une période d'une durée imprévisible. Sur le plan microsocial ce processus implique des conséquences directes pour les individus concernés: il imprime à leur émigration un caractère réactif (on s'en va de quelque part, on ne va pas vers quelque part) et aléatoire (la décision concernant la résidence dans un autre Etat et le moment du retour à leur pays échappant aux individus) », BOLZMAN C., « L'exil : ruptures, épreuves, preuves, résistances », *(Re)penser l'Exil*, n°1, 2012.

² Entretien avec Ergun, Istanbul, le 21/10/2013.

³ En raison de plusieurs refus je ne dispose pas d'entretien avec une femme exilée en Europe suite au coup d'Etat dans mon groupe d'enquêtés. Je ne peux donc pas comparer leurs trajectoires ni en fonction de leur groupe militant d'origine ni avec celles des hommes.

avec les organisations étrangères sont les plus solides et dont les acteurs sont les plus dotés en capitaux. On peut même avancer que ce sont davantage les capitaux individuels que les ressources organisationnelles qui permettent de préparer l'exil. Même les partis *a priori* les plus préparés à la répression et à l'éventualité de l'exil du fait de leurs antécédents se révèlent désorganisés lors du coup d'Etat et ne parviennent qu'à exfiltrer leurs cadres avec la bienveillante inaction des militaires¹. Trois groupes ont plus ou moins anticipé et préparé des trajectoires d'exil : le TKP, les trotskystes et les maoïstes. Ces deux derniers groupes, ainsi que je l'ai montré au chapitre 3, ont la particularité de compter relativement peu de membres et de regrouper des individus souvent fortement dotés en capitaux. Leurs activités militantes (publications de journaux, de brochures...) et leur maîtrise des langues étrangères les rend plus susceptibles de se connecter aux réseaux de gauche transnationaux au cours des années 1970. Ces éléments s'avèrent centraux lorsque la question de l'exil se pose dès l'été 1980 à mesure que l'éventualité d'un coup d'Etat se fait plus pressante. Ergun, alors membre du *Vatan Partisi* [VP, trotskyste] décide de quitter la Turquie dès l'annonce du coup d'Etat, non sans l'avoir anticipée :

« E : Moi, j'avais déjà fait ma préparation. Avant de revenir du Liban [en 1974] j'ai demandé aux camarades iraniens de me préparer un faux passeport. En disant que « Bon, je vais rentrer en Turquie mais j'en aurai probablement besoin ».

P : Un faux passeport turc ?

E : Non un faux passeport tunisien. Mais un vrai faux passeport parce qu'il a été imprimé par El Fatah. Vous donnez votre photo, ils en ont préparé un magnifique !

P : Un vrai faux passeport.

E : Exactement, un vrai faux passeport. Et puis, ils ont fait ce passeport et après quelques mois, ce camarade iranien il est venu à Istanbul et je l'ai gardé dans un endroit sécurisé. Et j'ai attendu encore deux mois, je ne suis pas sorti tout de suite parce qu'on s'était arrangés pour faire la préparation d'autres camarades de notre groupe pour sortir. Nous avons fait des passeports turcs en changeant la photo, on changeait les photos ».

Le choix de la destination est laissé à chacun comme semble le laisser entendre Ergun :

« E : [...] je parlais un peu d'anglais, c'est pour cette raison que je me suis dit : 'Bon, je vais aller en Angleterre'. Les autres camarades sont allés en Allemagne. Quelques-uns en Suède »².

Parti pour l'Angleterre, il se connecte rapidement sur place aux militants de la IVe Internationale à travers l'*International Marxist Group* de Tariq Ali avant de partir pour Paris rejoindre sa compagne. Les militants de la IVe Internationale soutiennent les nouveaux arrivants et les aident dans leurs démarches pour trouver un logement, un travail et régler les questions de permis de séjour ou d'obtention du statut de réfugié politique. D'autres, dans les réseaux trotskystes, sont accueillis par les militants de la *Ligue communiste révolutionnaire*

¹ Behice Boran quitte ainsi la Turquie légalement avec son passeport d'ex-parlementaire, KHOIJINIAN M., « L'exil belge de Behice Boran, présidente du Parti ouvrier de Turquie (1981-1987) », *op. cit.*

² Entretien avec Ergun, Istanbul, 21/10/2013.

[LCR]. Serge, militant de la Ligue qui connaît alors bien la Turquie pour y avoir séjourné, s'occupe de les aider. Il se souvient d'avoir accueilli une trentaine de militants issus du groupe dirigé par Masis Kürkçügil, *Sürekli Devrim* [SD, Révolution permanente] et du VP comme Ergun. Les militants de la Ligue les hébergent le temps qu'ils trouvent un logement – souvent grâce aux réseaux militants turcs – et les intègrent à leurs effectifs militants¹. Gün Zileli, militant maoïste du TIIKP, est un des rares dirigeants du parti à avoir quitté le pays après le coup d'Etat². Il raconte dans ses mémoires avoir été hébergé dans les réseaux maoïstes turcs en Europe de l'Ouest avant de se fixer en Angleterre³. Certains membres du TKP font le choix de la France du fait de la présence de plusieurs de leurs connaissances qui les « réceptionnent » à Paris⁴. Nejat F. sort de Turquie avec un vrai/faux passeport fait par le parti dont des militants sont parvenus à voler des passeports imprimés à l'imprimerie nationale. Pour éviter un potentiel contrôle à l'aéroport, il privilégie la voie terrestre et sort de Turquie en autocar. Il utilise la route qu'emploient les travailleurs turcs travaillant en Allemagne. Ils « prenaient des autocars à Istanbul pour Sofia d'où ils prenaient les avions est-allemands pour aller à Berlin-Est avant de passer à l'Ouest ». Cette route a l'avantage d'être sûre et peu onéreuse.

Les groupes à l'audience plus « nationale » sont à la fois les plus nombreux (*Dev-Yol, Kurtuluş...*) et les plus faiblement connectés aux réseaux militants de la gauche révolutionnaire internationale en raison de leur orientation idéologique et des caractéristiques de leurs dirigeants. Manquant de ressources collectives et de capitaux individuels susceptibles de leur fournir un soutien direct dans leur trajectoire d'exil, les militants de ces groupes prennent la route de l'exil de manière dispersée et selon des itinéraires variés qui, d'étape en étape, les conduisent le plus souvent en Europe de l'Ouest ou au Moyen-Orient⁵. Voyageant avec un faux passeport quand ils en ont un ou sans passeport du tout, le chemin le plus court pour fuir la répression est de passer en Grèce en traversant le fleuve Meriç (Maritsa) en Thrace. Les autorités grecques retiennent les jeunes militants dans le camp de Lavrion sur la côte à quelques dizaines de kilomètres d'Athènes. Mustafa Balbay, jeune militant de DY, quitte Izmir après le coup d'Etat et passe par ce camp avant de rejoindre l'Europe de l'Ouest. Il estime à 30 000 le nombre d'exilés internés dans ce camp et relâchés au fur et à mesure par

¹ Entretien avec Serge, Paris, 03/10/2014.

² Entretien avec Ragıp, Istanbul, 24/10/2013.

³ ZILELI G., *Sapak (1983-1992)*, *op. cit.*, p. 94.

⁴ Entretien avec Nedim, Paris, 16/01/2015.

⁵ Bülent Uluer, président de DY jusqu'en 1980 est un rares cadres de l'organisation à échapper à la détention. Il se réfugie, grâce à des connaissances, auprès du Fatah palestinien au Liban avant de gagner la France, ULUER B., « 64 arkadaşımın cenazesinde konuştuğum », *art. cit.*

les autorités grecques¹. Mesut Kimsesiz, incarcéré en France pour vol puis expulsé, s'est, selon ses dires, évadé de prison en Turquie et a traversé à la nage la distance entre la Turquie et une des îles grecques de la mer Egée. Il obtient de la Grèce, après un passage dans le camp de Lavrion, le statut de réfugié politique ce qui lui permet de voyager en Europe. Il part alors pour l'Allemagne avant de s'installer en France². Bien entendu, ces trajectoires individuelles escapistes connaissent des nuances individuelles. Mais cette présentation a le mérite de corréler les ressources collectives et les capitaux individuels aux trajectoires d'exil qui, à première vue, semblent aléatoires.

L'étude des trajectoires nous renseigne ainsi sur les différences qu'englobe le terme d'« exil politique ». Il reste toutefois difficile de quantifier ce phénomène dans les différentes sources statistiques disponibles. D'abord, l'exil politique se confond avec l'immigration économique légale ou illégale à destination principale des pays industrialisés de l'Europe de l'Ouest et avec les regroupements familiaux et matrimoniaux consécutifs à ce premier processus migratoire. Ensuite, on ne trouve, dans les listes de l'OFPPA, que celles/ceux qui ont obtenu le statut de réfugié. Enfin, les chiffres sur les réfugiés comptent, sans les distinguer, aussi bien les militants de droite que de gauche exilés pour faire face à la répression. Il est donc impossible de quantifier précisément cet exil. Néanmoins, selon les chiffres du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, 298 000 personnes de nationalité turque ont introduit une demande d'asile au cours de la période 1980-1990 en Europe et environ 30 000 d'entre eux ont obtenu le statut de réfugié politique³. Cet exil, numériquement important et majoritairement à destination de l'Allemagne, a contribué à accroître l'investissement politique des communautés immigrées de Turquie, par les relations de proximité établies sur les lieux de travail, dans les quartiers résidentiels ou par l'entremise des syndicats et des réseaux associatifs.

Arrivés en Europe après le coup d'Etat, les militants turcs exilés trouvent un réseau d'acteurs et d'antennes locales des organisations turques et kurdes⁴ déjà structurés. Surveillés mais bien moins réprimés qu'en Turquie même, ils trouvent un point d'appui pour poursuivre leur militantisme. On observe alors un double phénomène de reconstruction d'un entre-soi militant dans les pays d'accueil et, de manière quasi-simultanée, un processus d'ouverture aux

¹ BALBAY M., *78'liler. 12 Eylöl sol kırımı*, op. cit., p. 147.

² « Deux Turcs à la porte », *Le Monde*, 22/09/1984.

³ KHOIJINIAN M., « L'exil belge de Behice Boran, présidente du Parti ouvrier de Turquie (1981-1987) », op. cit., p. 111.

⁴ GROJEAN O., *La cause Kurde. De la Turquie vers l'Europe. Contribution à une sociologie de la transnationalisation des mobilisations*, op. cit.

organisations politiques locales et un travail de conscientisation des immigrés turcs dans ces pays. Ces groupes profitent des liens étroits unissant les immigrés à leurs pays d'origine et de la faiblesse de la présence étatique parmi eux¹. Ainsi, de l'autre côté du spectre politique, le MSP, le MHP² et leurs organes satellites ont très tôt investi la population émigrée en Europe pour tenter de la structurer, tantôt avec le soutien de l'Etat (quand ils participent au gouvernement) tantôt de manière concurrente³. La présence des « Loups Gris » est attestée en Europe à compter des années 1970 à travers l'Association des travailleurs Idéalistes [ÜİD, *Ülkücü İşçiler Derneği*] tandis que celle des islamistes est notamment représentée par le *Islamisches Kulturzentrum* [IKZ, Central culturel islamique]⁴ et le mouvement *Milli Görüş* [MG, Vision nationale]. Créé en 1969 par Necmettin Erbakan, il sert depuis lors de relais au MSP et à ses successeurs dans l'émigration turque en Europe⁵.

La gauche, pour sa part, se structure en important les lignes de partage politique effectives en Turquie. Selon les informations fournies par les services des différents pays concernés et rapportées par Didier Billion, on compte, en 1988, 408 associations turques réputées proches des groupes marxistes-léninistes : 289 en Allemagne, 29 en Hollande, 23 en Grande-Bretagne, 17 en Belgique, 13 en Suède et 12 en France. [...] »⁶. Ces chiffres ont le double mérite d'apporter une illustration de la géographie de l'exil de la gauche turque et de son importance quantitative. L'Allemagne constitue le cœur de l'émigration turque de travail en Europe depuis les années 1970 mais aussi le cœur de l'exil politique après le coup d'Etat. Tout comme pour la droite, l'implantation de la gauche en Europe ne date pas du coup d'Etat. Les travailleurs turcs arrivés au cours des années 1970 avaient déjà créé des structures politiques selon leurs orientations politiques et selon les clivages politiques qui prévalaient alors en Turquie. Les exilés ont contribué à renforcer ces structures. En 1977, la montée en puissance du TKP, en Allemagne comme en Turquie, amène la création de la *Göçmen Dernekleri Federasyonu* [GDF, Fédération des associations des immigrés] pour concurrencer les sociaux-démocrates⁷. Ceux-ci constituent la *Halkçı Devrimci Federasyonu* [HDF, Fédération populiste révolutionnaire] et participent à la campagne des législatives de 1977 qui

¹ BOZARSLAN H., « Une communauté et ses institutions : le cas des Turcs en RFA », *Revue européenne de migrations internationales*, Vol. 6, n°3, 1990, p. 63-82.

² ANTAKYALI F., « La droite nationaliste dans les milieux turcs immigrés », *art. cit.*

³ RIGONI I., *Mobilisations et enjeux des migrations turques en Europe de l'Ouest*, Paris, L'Harmattan, 2001.

⁴ Proche des Süleymançı et basé à Cologne, le centre dispose de 210 antennes réparties sur l'ensemble du territoire allemand en 1982, THRANHARDT D., « Patterns of Organization among Different Ethnic Minorities », *New German Critique*, n°46, 1989, p. 10-26.

⁵ Sur le mouvement *Milli Görüş* voir, ZARCONI T., *La Turquie moderne et l'islam*, *op. cit.*

⁶ BILLION D. « Turquie », *op. cit.*, p. 1321.

⁷ BOZARSLAN H., « Une communauté et ses institutions : le cas des Turcs en RFA », *art. cit.*, p. 78.

conduisent B. Ecevit au poste de premier ministre. La fédération est à l'origine de plusieurs publications à l'attention des immigrés turcs comme *Halkçı Demokratik Sol Dergi* [Revue de la gauche populiste et démocratique]. Ces réseaux deviennent la *Sosyal Demokrat Halk Dernekleri Federasyonu* [Fédération des associations sociale-démocrates du peuple], proche du SODEP d'E. İnönü.

Les groupes révolutionnaires comme *Dev-Yol* ou *Kurtuluş*, faute de ressources et de population militante, sont présents de manière moins structurée. Ils ne gagnent en importance qu'avec l'arrivée massive de militants en provenance de Turquie. Dans l'esprit des militants, le « repli » vers l'Europe de l'Ouest est temporaire et vise à poursuivre le combat pour la révolution en Turquie à long terme et à lutter contre la junte à court terme. Les militants installés en Europe sont censés assurer la logistique des groupes agissant directement en Turquie. La réalité est plus cruelle puisque les difficultés à maintenir une activité politique sous le régime militaire et l'isolement des guérillas limitent drastiquement les connexions entre les deux espaces. Seules quelques brochures¹ et pécules passent les frontières sous le manteau sans parvenir à organiser un véritable mouvement de résistance. Rapidement les exilés vont se tourner vers deux publics pour faire valoir leur cause. Ils vont d'abord s'adresser aux opinions publiques ouest-européennes pour les sensibiliser à la situation politique en Turquie, et notamment au sort réservé aux prisonniers politiques. Cette cause rencontre un certain écho, comme en témoigne la publication du reportage publié dans la revue *Quick* sur les prisons militaires présenté au chapitre 4. Les militants de *Dev-Yol* en exil, réunis dans les *Türkei Komitees*, publient *Türkei Information*² de 1980 à 1992. Directement en allemand, le journal rend compte de la situation politique en Turquie et de la répression³. Ce militantisme, cadré autour de la question des droits de l'Homme, vise à pousser les Etats européens à faire pression sur la Turquie afin qu'elle assouplisse la condition carcérale des prisonniers⁴. Ensuite, les militants exilés cherchent à politiser et à attirer vers eux les immigrés turcs installés en Allemagne. Les militants embauchés dans les usines s'investissent dans le militantisme syndical. Les proches de *Dev-Yol* publient ainsi *Devrimci İşçi* [Travailleur révolutionnaire] à destination des ouvriers.

¹ La mouvance trotskyste rédige et imprime depuis Paris un bulletin en français et en turc relatif à la situation en Turquie : *Imprecor*. Les cargaisons à destination de la Turquie voyageaient dans de fausses boîtes de conserve, entretien avec Serge, Paris, 03/10/2014.

² Certains numéros sont consultables sur le site des archives de *Dev-Yol* : <http://devrimciyolarsivi.org/category/tuerkei-information/>, consulté le 04/07/2016.

³ THRANHARDT D., "Patterns of Organization among Different Ethnic Minorities", *art. cit.*

⁴ Non sans un certain succès comme le souligne Ihsan Dagi, DAGI I. D., "Democratic Transition in Turkey, 1980-83: The Impact of European Diplomacy", *art. cit.*

2) En exil en France, continuer à militer pour la Turquie

Trois espaces vont constituer le lieu du déploiement du militantisme turc de gauche en France : le milieu étudiant dans les années 1960/1970, l'immigration de travail puis, à partir de 1980, les groupes d'exilés politiques. S'éloignant de toute posture misérabiliste ou harmonieuse de l'exil politique, Stéphane Dufoix conçoit cette période, non pas seulement comme une rupture individuelle, mais également comme un moment traversé de luttes entre les différents groupes d'exilés. Il définit ainsi l'exil comme « l'espace relationnel des groupes luttant politiquement contre le régime en place dans leur pays d'origine »¹. Cette perspective permet de saisir le maintien de la conflictualité politique entre groupes politiques y compris en exil et de mieux appréhender les dynamiques de maintien de l'engagement ou du désengagement.

L'histoire du militantisme étudiant turc à Paris reste à écrire. Les relations intellectuelles, et notamment étudiantes, entre la Turquie et la France, sont anciennes². Les étudiants francophones du lycée de Galatasaray notamment reçoivent des autorités françaises et turques des bourses pour poursuivre leurs études universitaires en France. A partir des années 1960, dans la foulée du mouvement 68 auxquels certains participent activement³ et en écho aux mobilisations en Turquie, se constitue ainsi à Paris un petit milieu étudiant sensible aux idées de gauche. Les militants se réunissent au sein de la FTÖB [*Fransa Türk Öğrenci Birliği*, Union des étudiants turcs de France], place Saint-Michel à Paris :

« A : Quand je suis arrivé [à Paris en 1973], je suis arrivé avec trois-quatre copains et un de mes amis du lycée avait pris contact tout de suite avec l'Union des étudiants de Turquie en France qui était notre point de ralliement à l'époque. Elle était tenue par des Turcs originaires de Turquie, de gauche évidemment, de tendance plutôt Parti ouvrier de Turquie [TIP] »⁴.

A mesure que les tendances idéologiques s'affirment, en Turquie comme en France, l'association est traversée de violents conflits, notamment dans la seconde moitié des années 1970. Ahmet, étudiant à la Sorbonne et président de l'association en témoigne :

A : « C'est à partir de 76. En 76 la gauche ici aussi, comme en Turquie, est devenue de plus en plus clivée. Et on a commencé à passer beaucoup plus de temps à se battre entre nous, surtout qu'en plus le fascisme [à Paris] n'existe pas [petit rire] ! [...] On passait beaucoup de temps à s'engueuler. [...] Il y avait autant d'organisations en Turquie qu'ici. Peut être que là bas ils étaient cent et ici ils étaient trois mais... [Il rit] il y avait autant d'organisations ».

Parallèlement, les étudiants turcs se rapprochent des groupes français qui partagent leur orientation idéologique comme Nedim liés aux militants maoïstes :

¹ DUFOIX S., « Les légitimations politiques de l'exil », *Genèses*, n°34, 1999, p. 53.

² ISIKSEL G. & SZUREK E. (dirs.), *Turcs et Français. Une histoire culturelle 1860-1960*, Rennes, PUR, 2014.

³ Entretien avec Yavuz, Ankara, 01/11/2013.

⁴ Entretien avec Ahmet, Paris, 12/03/2015.

« N : J'étais étudiant à Censier et mon frère, qui lui était... un militant même le chef d'un... d'une cellule maoïste, avait des contacts. [...] J'étais aussi souvent avec lui donc on a eu comme ça quelques contacts avec Geismar je crois... *La cause du peuple*. [...] On était un groupe maoïste turc ici parfois en rapport avec les maoïstes français, mais vraiment politiques »¹.

A mesure que se développe l'immigration de travail turque en France, les ouvriers anatoliens deviennent un enjeu politique pour les organisations politiques de gauche comme de droite. Certains militants s'impliquent dans des partis ou syndicats français parallèlement à leur engagement pour les groupes politiques turcs :

« A : Surtout, on essayait de mobiliser les ouvriers immigrés qui commençaient à arriver depuis quelques années. Parce qu'à l'époque il y avait très peu d'ouvriers, très peu de turcs en France. [...] Entre temps, j'ai adhéré au Parti communiste français, du coup j'avais un double militantisme. Un militantisme français, de base, union des étudiants communistes, UNEF et PC. J'étais secrétaire de cellule, membre de la section à Paris. Et puis de l'autre côté j'avais une activité avec les Turcs, à l'Union des étudiants de Turquie en France².

Le PCF publie une revue en turc à destination des ouvriers immigrés, *Işçinin Dostu* [L'ami de l'ouvrier]. Elle est rédigée par des militants de la gauche turque en exil qui forment des cellules par groupe linguistique. Militant CGT, Nejat F. fait « deux permanences par semaine rue du Château d'eau pour les ouvriers du textile » et une « à l'union locale du Xe arrondissement le dimanche ». Il fait également des déplacements à Sochaux pour les ouvriers automobiles turcs employés chez Peugeot³. Ce multipositionnement génère parfois des tensions. Endosser les positions du PCF peut aller à l'encontre des positions anti-impérialistes et antisoviétiques alors largement répandues dans les groupes révolutionnaires turcs. Ces positions inconciliables sont souvent tranchées en faveur des positions défendues au sein de la gauche turque :

« A : j'ai été exclu du Parti communiste en 79 quand on a protesté contre l'occupation de l'Afghanistan par l'Union soviétique »⁴.

Après le coup d'Etat, les étudiants turcs sont contraints de rester en France pour éviter d'être arrêtés pour leurs opinions politiques à leur retour en Turquie. Ils participent aux mobilisations contre le régime militaire. Les groupes turcs organisent des rassemblements en divers lieux parisiens où se retrouvent toutes les mouvances de la gauche « antifasciste » (PCF, maoïstes, trotskystes) pour les soutenir :

« N : Je participais à beaucoup de réunions, pour critiquer le régime : « A bas les fascistes ! » tout ça. Nous avons fait des affiches, on avait... on faisait des tracts. On distribuait des tracts sur le fascisme en Turquie, « A bas le régime fasciste ! » etc. [...] Et là nous avons le soutien de toute la gauche : maoïste, révisionniste, trotskyste etc. ».

¹ Entretien avec Nedim, Paris, 16/01/2015.

² Entretien avec Ahmet, Paris, 12/03/2015.

³ Entretien avec Nejat F., Bobigny, 27/02/2015.

⁴ Entretien avec Ahmet, Paris, 12/03/2015.

Bien qu'à l'époque à Paris les Turcs ne constituent qu'une minorité exilée parmi d'autres¹, les réseaux militants font circuler des pétitions demandant l'amnistie des prisonniers politiques et la grâce des condamnés à mort. Par exemple, le PCF intervient pour demander la grâce d'Hidir Aslan² en envoyant des lettres aux autorités françaises et turques³.



Illustration V-1 : Affiches produites en France après le coup d'Etat du 12 septembre 1980. L'affiche de gauche provient de l'Association des travailleurs de Turquie, la seconde n'est pas légendée.

Source : AYSAN Y., *Afişe çıkmak. 1963-1980 : Solun Görsel Serüveni*, op. cit., pp. 208-209.

Ces groupes de jeunes étudiants voient affluer au début des années 1980 des militants turcs qui, pour la plupart, ne parlent pas français et ne sont pas inscrits dans les universités parisiennes⁴. Ils cherchent du travail et en trouvent dans les grandes usines de la région parisienne ou dans les ateliers de confection tenus par des turcs dans le Xe arrondissement de la capitale. Progressivement, un espace politique d'exilés turcs⁵ se constitue sur la base des

¹ WRIGHT T. C. & ZUÑIGA R. O., "Chilean Political Exile", *Latin American Perspectives*, Vol. 34, n°4, 2007, p. 31-49 et FRANCO M., "Between Urgency and Strategy: Argentine Exiles in Paris, 1976-1983", *Latin American Perspectives*, Vol. 34, n°4, 2007, p. 50-67.

² Hidir Aslan (1958-1984) est un militant de *Dev-Yol* condamné à mort et exécuté en 1984.

³ « Le militant d'extrême gauche Aslan a été pendu », *Le Monde*, 26/10/1984.

⁴ D'après Yıldız Sertel, « [...] en 1981, sur 118 073 travailleurs turcs [en France] 1 316 sont des réfugiés politiques et 235 sont des apatrides », SERTEL Y., « La crise économique et l'immigration turque en Europe », *Les Temps Modernes*, n°456-457, 1984, p. 310.

⁵ Je rejoins ici ce que Stéphane Dufoix a qualifié de « politiques d'exil », c'est-à-dire un espace qui est à la fois un champ de luttes et un champ de forces, où s'affrontent des individus et des groupes pour la représentation à l'étranger. Dans cette perspective Les formes d'action politique en exil empruntent quatre registres : il s'agit de représenter (légitimité), de témoigner, d'informer et de maintenir l'engagement, DUFOIX S., *Politiques d'exil*, Paris, PUF, 2002.

hiérarchies symboliques et militantes passées¹. Ils se regroupent dans l'Association des travailleurs turcs de France [ATTF], rapidement contrôlée par les militants de *Dev-Yol* qui marginalisent progressivement les proches du TIP et du TKP. Le siège de l'association est situé au cœur du Xe arrondissement appelé, depuis cette période, la « petite Turquie »². Très revendicative, l'association organise de nombreuses grèves de la faim pour demander la régularisation des sans-papiers turcs³ et l'amélioration de leurs conditions de travail dans les ateliers de confection. Certains syndicats français la soutiennent et lui offrent une certaine publicité⁴.

Pourtant, le maintien sur le long terme de l'engagement individuel et collectif en exil se révèle difficile⁵. L'expérience militante en exil s'avère parfois décevante et est aujourd'hui évoquée avec amertume, comme chez Ergun :

« E : Pendant assez longtemps nous n'étions pas disons des militants au vrai sens du mot. J'ai distribué des tracts, vendu des journaux etc. Mais, vous savez, après les expériences que nous avons vécues dans la gauche turque... disons que c'était un travail de sympathisant. [...] D'autre part, nous nous sentions toujours... comme des militants de la gauche turque, on voulait faire quelque chose en pensant que dans quelques années nous allions revenir en Turquie. Je n'ai jamais pensé que j'allais passer vingt ans en Europe [silence]... »⁶

Les militants turcs se sentent peu intégrés dans le groupe et leur expérience leur paraît insuffisamment considérée :

P : Et les militants de la LCR n'étaient intéressés par la situation en Turquie ?

E : Franchement non, pas beaucoup. Je me souviens, quand j'ai été disons introduit dans notre cellule, j'ai attendu pendant des mois qu'un jour ils organisent, disons une petite réunion dans laquelle j'expliquerais mes expériences, ce que j'ai vécu en Turquie. Rien... Ils étaient assez respectueux mais c'est tout. Il y avait toujours une... une sorte de barrière. Je ne dirais pas xénophobie bien sûr, mais il y avait un côté comme ça. Nous étions des créatures un peu étrangers pour eux avec nos expériences... assez loin d'eux, pour des militants de la LCR disons ordinaires. [...] Et puis il y avait des questions de la barrière de la langue aussi. Parce que quand je suis arrivé à Paris je ne parlais même pas un mot de français [...] »⁷.

Par ailleurs, malgré des convergences temporaires, surtout pendant la période du régime militaire, les militants turcs vivent relativement repliés sur eux-mêmes. Toutes tendances idéologiques confondues (islam politique, gauche et droit nationaliste), les organisations

¹ Comme l'explique Sabettay, non sans humour : « Si tu disais [que tu connaissais Kaypakkaya] dans la communauté alévie de Paris tu pouvais manger gratis tous les jours partout ! », entretien téléphonique avec Sabettay, 10/02/2015.

² JEGO M. « Une 'petite Turquie' au cœur de Paris », *Le Monde*, 06/06/1998.

³ Sur la mobilisation du répertoire des grèves de la faim dans le cadre des mobilisations de sans-papiers en France, voir SIMEANT J., *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.

⁴ Exclu du PCF, Ahmet se rapproche de la CFDT au début des années 1980 qui participe activement aux grèves de la faim des sans-papiers et ouvriers turcs, entretien avec Ahmet, Paris, 12/03/2015.

⁵ Pour une présentation détaillée de l'exil politique français des organisations de la gauche turque voir, CHEVALIER C., *Itinéraire d'une communauté en exil : les réfugiés politiques turcs de gauche en France après le coup d'Etat militaire de septembre 1980 en Turquie*, Thèse pour le doctorat de sociologie, Paris, EHESS, 2009.

⁶ Entretien avec Ergun, Istanbul, 14/05/2014.

⁷ Entretien avec Ergun, Istanbul, 14/05/2014.

militantes visent avant tout le changement en Turquie et n'ont guère de revendications pour la terre d'accueil ce qui accélère la distanciation avec les groupes français. Le financement via les cotisations prélevées sur les salaires des militants embauchés en France ou via les activités illégales est exclusivement à destination des groupes qui tentent de se maintenir en Turquie, notamment les guérillas et *Dev-Sol*. Les différents groupes misent initialement sur un retour en Turquie à court terme. Or, l'exil se prolongeant plus que prévu, les mobilisations s'étiolent progressivement, accentuées par des conflits internes :

« E : Au début, c'était assez intéressant, nous étions environ neuf camarades membres de la LCR. Neuf camarades de Turquie. Mais après quelques temps, nous avons eu des... disons conflits, frictions avec les camarades de la section officielle de la IV^e Internationale de Turquie donc... et puis quelques-uns étaient indépendants et ils ont décidé de partir Nous ne sommes que trois à être restés assez longtemps membres de la LCR [silence] »¹.

Au final, l'effondrement des perspectives politiques et de retour malgré la fin du régime militaire, l'épuisement des rétributions militantes en exil, la pression du quotidien (environnements professionnel et familial) qui accompagnent le vieillissement social génèrent un phénomène de désengagement chez les militants restés en France. Seul le retour en Turquie permet de relancer l'engagement chez certains (cf. chapitre 6). Toutefois, ces mobilisations, notamment dans le cadre étudiant au cours des années 1970 et au début des années 1980, ont contribué à forger des réseaux solides qui se sont maintenus dans le temps. Combinés aux réseaux sociaux des établissements scolaires (Galatasaray), ils ont joué un rôle important dans la continuité des mouvements sociaux et dans les dynamiques de réengagement en Turquie à partir des années 1990.

Section 2 : Reconstruire un champ multi-organisationnel décomposé et dispersé après le régime militaire

La répression qui s'abat à compter de la fin de l'année 1978 et qui se poursuit sous le régime militaire fait disparaître en quelques mois le champ multi-organisationnel de la gauche. La réapparition de diverses mobilisations au cours des années 1980 a souvent été interprétée comme le signe de la naissance d'une « société civile » autonome de l'Etat central et, dans une perspective proche de la sociologie tourainienne, comme l'indice de l'émergence

¹ Entretien avec Ergun, Istanbul, 14/05/2014.

de mobilisations « identitaires » qui auraient délaissé le cadrage classiste au profit de luttes composites basées sur la reconnaissance des identités plurielles contre le modèle homogénéisant de la République. Cette seconde partie entend contester cette approche en analysant la profonde transformation de la gauche entre les mobilisations des années 1970 et celles qui ont suivi le coup d'Etat. Elle soutient qu'il s'agit plutôt d'une recomposition d'un espace militant contraint par la répression et que l'apparente nouveauté masque une perpétuation de réseaux et de répertoires militants historiquement enracinés.

A) Mobilisations identitaires et contournement de l'interdit : la « société civile » comme répertoire alternatif ?

Au cours des années 1980, émergent en Turquie des collectifs militants autour de la protection des droits de l'Homme face à la violence de la répression avant que ne se diversifie l'offre militante à travers l'émergence des causes dites « identitaires » sous une forme associative. Ce renouveau a été interprété comme l'acte de naissance d'une société civile en Turquie. Or, les continuités avec les années 1970 sont, à bien des égards, plus nombreuses qu'il n'y paraît. Une « cartographie » de la recomposition des espaces de reconversion de la gauche permet d'en rendre compte.

1) La défense des droits de l'Homme : l'arrière cour des groupes révolutionnaires

Gilles Dorronsoro s'interrogeait, au tournant des années 2000, sur les raisons de la faiblesse des mobilisations et la rareté des protestations publiques en Turquie alors même que la situation économique était désastreuse et que les scandales de corruption et la défiance envers les partis politiques s'accroissaient. Il y voyait les effets combinés de la répression, de l'idéologie sécuritaire et du discours médiatique, de la tension autour de la question minoritaire – les années noires de la guerre dans le sud-est s'achèvent alors tout juste – du clientélisme politique et de la faiblesse des solidarités. Les associations non politiques créées dans les années 1980-1990 ne seraient pas parvenues à briser le cloisonnement instauré par les militaires empêchant les mobilisations multisectorielles et elles n'auraient pas servi de

catalyseur à un renouveau de la contestation¹. A l'opposé, le fort développement du milieu associatif dans les années 1980 est 1990 a parfois été interprété comme le signe de l'avènement d'une société civile turque autonome et dynamique. En retissant ensemble les fils des mobilisations collectives des années 1970 aux années 2000, je propose, au-delà de toute posture normative, de déplacer le questionnement en observant comment le milieu associatif, *a priori* distancié de la politique, a opéré comme un vecteur de maintien des mobilisations de gauche en Turquie.

Encadré V-1 : Comment caractériser le champ multi-organisationnel turc post-1980 ?

Une critique de la notion de « société civile » [*sivil toplum*]

A mesure que se multipliaient les associations au cours des années 1980, s'est développée l'idée que la Turquie connaîtrait la naissance d'une véritable « société civile ». Le cas turc entre ici résonance avec d'autres pays au sein desquels se développe le discours de la société civile comme en Egypte, en Tunisie ou encore au Maroc². La notion a connu un grand succès dans la littérature sur la Turquie³ mais également chez les militants eux-mêmes. On la trouve exprimée dans plusieurs travaux et se trouve ici synthétisée :

« La croissance d'une société civile autonome, liée au développement de l'économie de marché et de l'individualisme, s'est réalisée à travers la résistance à un Etat tout-puissant, mais aussi à un système politique gangréné par le clientélisme et la corruption. En 1996, on dénombrait 50 000 associations, 2 700 fondations et 1 200 organisations syndicales et professionnelles. Leur nombre et leur influence n'ont cessé d'augmenter depuis. La société civile turque, active mais encore fragile, s'est mobilisée et structurée dans les années 1990 en faveur des droits de l'homme, du statut et de la place de la femme, de même que contre l'héritage anti-démocratique du régime militaire de 1980-1983, la corruption et la collusion de l'Etat et de la classe politique avec les milieux mafieux »⁴.

Dans cette perspective, le militaire s'oppose au « civil » qui se trouve tout entier voué à une résistance à l'Etat et à son autoritarisme post-1980. Il se caractérise par une volonté d'« apaisement » des conflits idéologiques et une demande de « tolérance » à l'égard du pluralisme social⁵. Il revendique l'ouverture de l'espace politique pour faire exploser

¹ DORRONSORO G., « Réflexions sur la causalité d'un manque. Pourquoi y a-t-il si peu de mobilisations en Turquie ? », *art. cit.*

² Voir notamment les différentes contributions réunies in BENNANI-CHRAÏBI M. & FILLIEULE O. (dirs.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, *op. cit.*

³ MARDIN S. « Le concept de société civile en tant qu'élément d'approche de la société turque », *Les Temps Modernes*, n°456-457, 1984, p. 53-65, GROG G., « La 'société civile' turque entre politique et individu », *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien*, n°26, 1998, GROG G., « Démocratie et société civile », *op. cit.*, KARAMAN L. & ARAS B., « The Crisis of Civil Society in Turkey », *Journal of Economic and Social Research*, Vol. 2, n°2, 2000, p. 39-58.

⁴ KAZANCIGIL A., « L'Etat, figure centrale de la modernité turque », in VANER S. (dir.), *La Turquie*, *op. cit.*, p. 146.

⁵ GÖLE N., « Toward an Autonomization of Politics and Civil Society in Turkey », in HEPER M. & EVIN A. (eds.), *Politics in Third Turkish Republic*, Boulder, Westview Press, 1994, p. 213.

l'unanimité et le consensus obligatoire en montrant que l'Etat, en tant que producteur d'universalisation et d'homogénéisation, est aussi vecteur de marginalisation et de violence. Gérard Groc postule ainsi que la société civile figure un « lieu différent d'action politique », et un « argument de résistance » nouveau lié à « la révélation d'une pluralité sociale insoupçonnée, comme référent alternatif opposable à l'Etat et pourvoyeur d'une légitimité nouvelle »¹.

Sans dénier la réalité des mobilisations qui se sont multipliées depuis les années 1980², il semble que le concept de « société civile » s'avère problématique à plusieurs égards pour rendre compte de la situation dans la Turquie post 80³. D'abord, le concept vient essentialiser des positions dichotomiques que l'on n'observe pas dans la réalité. Il postule une altérité et hostilité totales entre militaires et associations en tous genres. Comme je l'ai montré plus haut, les militaires, tout comme l'ensemble des structures étatiques, ne surplombent pas la société et n'agissent pas de manière totalement autonome. Ils s'appuient au contraire sur certains pans de celle-ci (nationalistes) contre d'autres (gauche, islamistes). Ensuite, la notion de société civile lisse les différences entre les causes brandies en son sein. Or, il n'y pas d'homogénéité dans les revendications et dans le rapport aux autorités de ces associations et groupements. La notion de société civile comporte par ailleurs une dimension normative intrinsèque indéniable. Elle conduit à poser comme synonymes « mobilisation » et « démocratisation »⁴ – ce que la force des mobilisations conservatrices et la violence nationaliste dans les années 1980-1990 dément. Elle tend, en creux, à donner une vision dépolitisée et apaisée des mobilisations. Le développement des causes *a priori* « apolitiques » masque en réalité la perpétuation de revendications de longue date. Un autre problème provient du fait que l'emploi de la notion de « société civile » crée des interférences entre le discours scientifique et le discours de légitimation politique des acteurs mobilisés. Le recours à la notion de *sivil toplum* a en effet servi de « référence légitimante »⁵ dans la perspective d'un cadrage légaliste qui succède au cadrage révolutionnaire de la décennie précédente pour

¹ GROC G., « Démocratie et société civile », *op. cit.*, p. 201.

² En septembre 2004, on dénombre plus de 80 700 associations. Mais le dynamisme associatif ne signifie pas nécessairement que la pression répressive a disparu. La loi du 7 octobre 1983, promulguée quelques semaines avant le retour des civils au pouvoir, est toujours en vigueur. Son article 5 précise qu'aucune association ne peut être fondée si elle est « contraire aux principes fondamentaux de la Constitution », ce qui permet de fermer les associations jugées suspectes, voire d'arrêter leurs responsables, PEROUSE J-F., *La Turquie en marche. Les grandes mutations depuis 1980*, *op. cit.*, pp. 230-231.

³ CAYLAK A., « Autocratic or Democratic? A Critical Approach to Civil Society Movements in Turkey », *Journal of Economic and Social Research*, Vol. 10, n°1, 2008, p. 115-151.

⁴ SIMEANT J., « Protester/mobiliser/ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain », *art. cit.*, p. 130.

⁵ MONCEAU N., « Les intellectuels mobilisés : le cas de la Fondation d'histoire de Turquie », in DORRONSORO G. (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, *op. cit.*, p. 111.

éviter la répression. Il est toutefois indéniable que ce changement de perspective politique introduit un renouvellement des répertoires d'action collective mobilisés qu'il convient d'analyser. Enfin, l'importance de ces nouveaux mouvements sociaux ne doit pas être surestimée et semble partiellement démentie par les faits. L'étude des mobilisations depuis les années 1980 montre que la capacité de mobilisation des acteurs syndicaux reste largement supérieure à celle des autres mouvements¹. Par ailleurs, les mobilisations ont eu peu d'effet dans l'ouverture progressive du régime sous le gouvernement puis la présidence Özal « à la fois parce que les mobilisations ne visent pas toutes à une démocratisation de la société et parce que l'Etat paraît peu réceptif aux revendications »².

Pourtant, la principale critique à l'encontre du concept de société civile concerne la rupture arbitraire qu'il dessine entre les années 1960/1970 et l'année 1980 constituée en « année zéro » d'une nouvelle ère. Il me semble avoir démontré la richesse et la pluralité des mobilisations antérieures au coup d'Etat. Comment dès lors instituer une rupture définitive entre les deux périodes – dont j'ai également relativisé le découpage historique – quand tout laisse à penser une certaine continuité ? Bien entendu, il ne s'agit pas de postuler une linéarité et une continuité totales. Il me semble possible de soutenir l'idée d'un maintien des réseaux militants, à défaut des structures organisationnelles, et de leur perpétuation dans un réinvestissement militant alternatif dans un contexte politique largement reconfiguré par le régime sécuritaire³. La recréation progressive d'espaces militants ancrés dans des réseaux militants préalablement constitués et renouvelés génère des opportunités de reconversion qui, par ajouts successifs, sont venus reconstituer un champ multi-organisationnel évidemment différent de celui des années 1970. L'abandon du cadrage général et du registre révolutionnaire au profit de luttes sectorielles et identitaires en témoigne. En m'éloignant d'une vision irénique qui fait de la société un espace de liberté et d'expression d'identités multiples, je m'attache à montrer que cet espace recomposé est le fruit des luttes entre les acteurs mobilisés d'un côté, et les gouvernants et leurs appareils sécuritaires de l'autre.

On ne peut rendre raison des mobilisations au cours des années 1970 sans expliciter des dynamiques macrosociales dans lesquelles celles-ci s'inscrivent. Mais on ne peut pas non plus comprendre leur impact sans garder à l'esprit qu'elles sont la matrice des mobilisations ultérieures. Comme dans d'autres régimes du Moyen-Orient, la défense des droits de l'Homme constitue un refuge, un espace de redéploiement du militantisme de gauche à partir

¹ DORRONSORO G., « Mobilisations et régime sécuritaire », *op. cit.*, p. 16.

² *Ibid.*, p. 17.

³ OSA M., *Solidarity and Contention: Networks of Polish Opposition*, *op. cit.*

des années 1980¹. Au milieu de la décennie, cette cause prend la forme d'un soutien aux prisonniers politiques et d'une solidarité avec leurs familles en mobilisant le registre de la défense des droits de l'Homme.

La mobilisation en faveur des droits de l'Homme n'est alors pas tout à fait nouvelle en Turquie. L'Association pour la paix [BD, *Bariş Derneği*] militait déjà, depuis les années 1970, pour le respect des droits de l'Homme, notamment dans les milieux intellectuels. La plupart de ses dirigeants ont été condamnés le 14 novembre 1983, après un an et demi de procès, à des peines de prison ferme pour infraction aux articles 141 & 142 du code pénal. Le procès, un des plus médiatisés du régime militaire suscite une vive émotion dans les milieux intellectuels. Il est intéressant de noter que deux des condamnés étaient des figures de proue de deux des organisations professionnelles les plus ancrées à gauche au cours des années 1970 : Orhan Apaydın, président de l'association, était bâtonnier d'Istanbul et le principal défenseur des dirigeants de la confédération syndicale DISK, et Erdal Atabek dirigeait l'Union des médecins [TTB, *Türk Tabipleri Birliği*]².

L'impossibilité de maintenir un engagement politique à gauche, faute d'espace politique, de possibilité juridique, de ressources et de militants conduit un groupe d'acteurs à employer le statut associatif adopté en 1983 sous le régime militaire pour reconstituer un cadre militant. Ce groupe va se saisir du registre des droits de l'Homme pour tenter de mobiliser en faveur des prisonniers politiques en Turquie et attaquer le régime. Un des fondateurs de l'Association des droits de l'Homme [IHD, *İnsan Hakları Derneği*], Yavuz, emprisonné en 1971 pour sa proximité avec Mahir Çayan, épargné par la répression militaire en 1980³, reste en dehors de tout engagement politique sous le régime militaire :

« Y : [...] à cette époque, se montrer comme politique, utiliser un langage politique, faire une critique ou bien former une organisation ou travailler dans une organisation c'était très très dangereux et c'était comme une faute, comme un délit. C'est pour ça qu'en 1986 [le 18/07] seulement, nous avons décidé de former, je suis l'un des fondateurs, de former le... l'association des droits de l'Homme. C'était la seule organisation... c'est pas de gauche mais de contestation, de... de sauvegarde des droits fondamentaux. Donc... je suis l'une des 99 personnes qui a fondé l'association [...] et pendant 20 ans [jusqu'en 2009] j'ai été le président de la fondation [TIHV, *Türkiye İnsan Hakları Vakfı*]⁴ »¹.

¹ GEISSER V., KARAM K. & VAIREL F., « Espaces du politique. Mobilisations et protestations », in PICARD E. (dir.), *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 200.

² « De lourdes peines ont été prononcées contre les anciens dirigeants du comité pour la paix », *Le Monde*, 16/11/1983.

³ « C'est très bizarre [Silence]. Un groupe de militaires, ils m'ont cherché à l'adresse de 1972 [...]. J'étais le président d'une organisation très bien connue, j'étais toujours devant la presse mais... pff je n'ai pas très bien compris pourquoi ils ne m'ont pas touché », entretien avec Yavuz, Ankara, 01/11/2013.

⁴ Fondée en 1990, la *Türkiye İnsan Hakları Vakfı* [TIHV, Fondation des droits de l'Homme de Turquie] est issue d'IHD et s'occupe plus particulièrement de la question de la torture en Turquie en recensant les cas avérés et en fournissant un soutien aux victimes.

On peut constater, dans le discours de Yavuz, le glissement qui s'opère entre le cadrage marxiste dominant dans les années 1970 vers la question des droits de l'Homme qui permet de contourner la répression en se mobilisant légalement (à travers le statut associatif) et en s'articulant à une cause alors largement internationalisée, celle des droits de l'Homme. Il faut également souligner la proximité de ces deux associations avec la mouvance kurde.

A un moment où l'espace pour le militantisme politique de gauche est très limité, l'IHD est la seule organisation légale ouverte aux militants révolutionnaires qui, en retour, lui garantissent un vivier militant. De la même manière qu'en Amérique latine, l'association est bâtie sur la base de réseaux militants antérieurs qui ont facilité l'émergence de l'organisation². Metin, actuel président de la TIHV, souligne que sa proximité au cours des années 1970 avec Yavuz a conduit ce dernier à le solliciter à sa sortie de prison pour la création d'IHD. Il s'estime « chanceux » de s'être vu offrir une telle opportunité quand d'autres de ses anciens camarades ont eu davantage de mal à opérer leur reconversion politique et professionnelle³. On saisit là le double mécanisme à l'œuvre dans l'institution : en recrutant des militants expérimentés, on s'assure une action militante efficace. Parallèlement, on offre à ces mêmes militants tout juste sortis de prison une opportunité de reconversion personnelle et symbolique. L'association soutient et publicise la cause des militants emprisonnés et participe à la prise en charge de celles et ceux qui sortent en leur offrant des opportunités de reconversion et un réseau sur lequel s'appuyer pour gérer la transition dans un contexte politique défavorable.

Progressivement, l'IHD bâtit un réseau d'antennes dans les villes du pays. En 1996, elle en compte 58 et revendique 16 000 adhérents⁴. Elle réunit un large éventail de bénévoles, parents et/ou amis de militants, notamment des femmes, membres du mouvement officiel ou simples sympathisants extérieurs⁵. L'Association des droits de l'Homme est parvenue, par son action, à politiser⁶ la question pénitentiaire. Elle a rendu publiques les violences faites aux gardés à vue et aux prisonniers au cours de leur trajectoire de détention et a milité pour

¹ Entretien avec Yavuz, Ankara, 01/11/2013.

² LOVEMAN M., "High-Risk Collective Action: Defending Human Rights in Chile, Uruguay, and Argentina", *American Journal of Sociology*, n°104, 1998, p. 477-525.

³ Entretien avec Metin, Ankara, 13/06/2014.

⁴ PLAGEMANN G., "Human Rights Organizations: Defending the Particular or the Universal?", in YERASIMOS S., SEUFERT G. & VORHOFF K. (dirs.), *Civil Society in the Grip of Nationalism*, *op. cit.*, 2000, p. 436-437.

⁵ On retrouve là les processus de structuration du soutien aux détenus politiques de gauche décrits par Patricia G. Steinhoff et Gilda Zwerman sur les cas américain et japonais, STEINHOFF P. G. & ZWERMAN G., « Passer puis renoncer à l'action violente. Les mouvements de la nouvelle gauche aux États-Unis et au Japon face à la répression », *Cultures & Conflits*, n°89, 2013, p. 79.

⁶ LAGROYE J., « Les processus de politisation », *op. cit.*

l'amélioration des conditions de détention qui n'avaient que peu fait l'objet d'attention et de débats jusqu'ici. Elle a fourni un soutien logistique et juridique aux prisonnier-ères bien que la focale soit avant tout portée sur les détenus politiques. Elle a également mené des campagnes pour demander une amnistie générale au gouvernement ANAP – obtenue en 1991 – et pour l'abolition de la peine de mort¹. De son côté, la TIHV publie des rapports faisant état de la situation pénitentiaire et des disparitions et décès survenus². L'intensification du conflit entre le PKK et l'Etat turc a progressivement poussée cette dernière à s'engager fortement en faveur des victimes de la guerre³.

La proximité d'IHD avec la gauche lui vaut de violentes attaques des autorités⁴. Elle est aussi concurrencée par d'autres groupes sur deux plans différents. D'abord, les partisans de *Dev-Sol* trouvent l'IHD trop légaliste et trop nuancée dans ses prises de position. Les proches de *Dev-Sol* créent la *Tutuklu ve Hükümlü Aileleri Yardımlaşma Derneği* [TAYAD, Association de soutien pour les prisonniers et familles de détenus de Turquie] en septembre 1986. Elle devient rapidement la vitrine légale du groupe. Elle sert de centre de ressources et de réseaux pour les militants en fuite et les détenus mais aussi d'interface avec les exilés en Europe où elle dispose d'antennes comme à Bielefeld en Allemagne où se trouve son siège. Le groupe publie également des documents faisant le bilan de la répression⁵. Très mobilisée autour des grèves de la faim des militants du DHKP-C au début des années 2000, l'association est fermée en 01/2001⁶. Parallèlement, leur proximité idéologique avec les groupes révolutionnaires et avec la mobilisation kurde ont contribué à marquer politiquement l'IHD et la TIHV, à affaiblir la légitimité de leur discours et limité sa capacité à prétendre à l'universalité leur projet et de leur cause comme le fait remarquer Ahmet :

« A : Malheureusement l'Association des droits de l'Homme [...] n'a pas obtenu une crédibilité forte au sein de la population. A cause de l'urgence du problème kurde et du problème des prisons, l'Association des droits de l'Homme a été trop assimilée dans l'opinion publique [au]

¹ La peine de mort est abolie par le gouvernement AKP en 2002.

² TÜRKIYE INSAN HAKLARI VAKFI, *Işkence dosyası. Gözaltında ya da cezaevinde ölenler. 12 Eylül 1980-12 Eylül 1995*, *op. cit.*

³ Sans disposer d'une sociologie des militants de la TIHV des années 1980-1990, l'engagement affirmé de son président, Yavuz Önen, en faveur de la cause Kurde me semble représenter une part de l'explication de cette prise de position de l'organisation. Il a par la suite été co-président du HDP du 12 octobre 2012 au 27 octobre 2013, entretien avec Yavuz, Ankara, 01/11/2013.

⁴ Quatorze de ses militants et cadres ont été assassinés au début des années 1990, surtout dans l'est du pays. En mai 1998 son président manque d'être assassiné au siège de l'organisation à Ankara. Plusieurs centaines de procès lui ont été intentés, certaines antennes ont été fermées par les autorités et l'association a subi des descentes régulières et musclées de la police, PEROUSE J-F., *La Turquie en marche. Les grandes mutations depuis 1980*, *op. cit.*, p. 201.

⁵ TAYAD SOLIDARITY COMMITTEE, *The Terror Report of Turkey 1980-2000*, Beilefeld, 2000.

⁶ « TAYAD kapatıldı » [La TAYAD a été fermée], *Hürriyet*, 05/01/2001.

soutien aux organisations d'extrême gauche. [...] Ça, c'était un handicap que nous payons encore aujourd'hui en Turquie »¹.

Ces positions leur valent des critiques de la part de militants proche de l'islam politique qui ressentent de plus en plus fortement la pression de l'armée sans se trouver représentés dans ces associations. Ils créent alors la *İnsan Hakları ve Mazlumlar İçin Dayanışma Derneği* [*Mazlum-Der*, Association pour les droits de l'Homme et de solidarité pour les opprimés] en 1991². La concurrence et les soubassements politiques sont donc au cœur des mobilisations en faveur des droits de l'Homme en Turquie depuis les années 1980.

2) La continuation de la politique par d'autres moyens : presse, associations et mobilisations identitaires

Sans prétendre à une exhaustivité des opportunités de reconversion militante individuelle et collective, j'ai retenu, au-delà du cas détaillé de la défense des droits de l'Homme, cinq espaces centraux au cours des années 1980-2000 et qui comptent en leur sein des militants engagés dans les années 1970 dans les deux espaces étudiés, Istanbul et Ankara : les *hemşehri* (cf. infra), la presse et l'édition politique, les associations culturelles, le féminisme, et l'alévisme³. Les réinvestissements au sein de ces espaces ne s'opèrent pas au hasard mais s'appuient sur des réseaux antérieurs, des expériences et des dispositions personnelles particulières (cf. chapitre 6).

A l'issue du régime militaire, l'espace politique reste extrêmement resserré et l'option protestataire très coûteuse. Ainsi que je l'ai montré dans le précédent chapitre, les réseaux familiaux dans un premier temps mais aussi locaux et géographiques (*hemşehrilik*⁴) dans un second temps vont s'avérer être un appui essentiel dans les processus de reconversion

¹ Entretien avec Ahmet, Paris, 12/03/2015.

² ARAT, Z., *Human Rights in Turkey*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2011. Notons au passage qu'Amnesty International ouvre une antenne en Turquie en 1995 <http://www.amnesty.org.tr/nav/30/turkiye-subesi-hakkinda>, consulté le 28/08/2016.

³ Comme dans les développements précédents, je laisse délibérément les associations et organisations Kurdes de côté. Il va cependant de soi que des transferts se sont opérés vers cette cause qui se structure progressivement depuis les années 1960 et constitue, à partir des années 1980, le principal pôle de contestation politique et sociale dans le pays.

⁴ Il s'agit d'associations regroupant, dans leur ville d'émigration, les habitants originaires d'un même endroit de Turquie (*memleket*). Il peut s'agir d'un village, d'une ville ou d'un département. Ces associations jouent un rôle central dans l'intégration des nouveaux migrants, assurent l'entretien des liens avec la région d'origine et organisent une sociabilité locale. Sur l'histoire et la répartition géographique des *hemşehri* voir, HERSANT J. & TOUMARKINE A., "Hometown organizations in Turkey: an overview", *European Journal of Turkish Studies*, n°2, 2005, TOUMARKINE A., « Le développement des associations de *hemşehri* en Turquie (1933-2003) à l'échelle nationale et départementale », *European Journal of Turkish Studies*, n°2, 2005 et PEROUSE J-F, « Phénomène migratoire, formation et différenciation des associations de *hemşehri* à Istanbul : chronologies et géographies croisées », *European Journal of Turkish Studies*, n°2, 2005.

professionnelle et politique. Le développement exponentiel des associations de *hemşehri* à mesure que l'exode rural s'est accru¹ depuis les années 1950 a eu des effets multiples, tour à tour économiques, politiques ou simplement caritatifs. Pourtant, ce mode d'organisation, en particulier après le régime militaire, ne va pas de soi pour les habitants des grandes villes qui vivent dans la peur des autorités et de la répression. Benoît Fliche a retracé le parcours mouvementé de constitution d'une association de *hemşehri* dans le quartier ankariote de Yenimahalle. Il souligne la méfiance initiale des habitants concernés par le projet². Ces associations ont néanmoins offert, tout au long des années 1980, de rares espaces d'action collective – sans recourir nécessairement à la protestation – dans lesquels les compétences et réseaux militants ont trouvé à se maintenir et s'actualiser. La plupart des militants non originaires d'Istanbul ou d'Ankara que j'ai interrogés sont aujourd'hui et de longue date membres d'associations de ce type. Réputées apolitiques, elles ont largement fonctionné comme des refuges ou, pour reprendre les termes d'Erving Goffman, des « lieux retirés »³ où l'identité militante, disqualifiée au dehors, a trouvé à s'affirmer sans dissimulation, parfois avec fierté. Ces associations sont par ailleurs un des leviers mobilisés par les partis politiques à l'approche des élections. Jean-François Pérouse évoque ainsi l'investissement par l'*İşçi Partisi* [IP, Parti des travailleurs, cf. infra encadré VI-3] des *hemşehri* d'Erzincan, dont Doğu Perinçek est originaire, lors des élections de 2002⁴. Reconnaissance de la communauté dont les membres s'appuient là sur des personnes ressources, ces positions sont également le résultat de trajectoires militantes qui se déploient dans plusieurs espaces sociaux (associations, partis...) et parfois à plusieurs échelles (quartier, ville et, parfois, à l'échelle nationale) (cf. chapitre 6).

Les *Halk Evleri* [HE], dont j'ai évoqué la centralité dans l'articulation entre groupes révolutionnaires et populations des quartiers urbains au cours des années 1970, sont fermées par le régime militaire en 1980 comme des milliers d'autres structures. Leurs cadres, souvent membres de TÖB-DER, de la DISK ou de DY par ailleurs, sont arrêtés et jugés en vertu des articles 141 & 142 du code pénal. Les archives des HE sont saisies par les militaires et probablement détruites (cf. annexe méthodologique). Les Maisons du peuple renaissent

¹ Jean-François Pérouse en recense 7 700 en 2004, PEROUSE J-F., *La Turquie en marche. Les grandes mutations depuis 1980*, op. cit., note 25, p. 121.

² « 'Association' signifiait pour eux 'örgüt', 'organisation politique', un terme négativement connoté puisque renvoyant aux organisations armées de gauche. Le souvenir encore très fort de la « période politique » (*siyaset dönemi*) aidant, ils ne voulaient surtout pas être mêlés à une « organisation » de ce genre », FLICHE, B., *Odyssées turques. Les migrations d'un village anatolien*, op. cit., p. 203.

³ GOFFMAN E., *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1975, p. 100.

⁴ PEROUSE J-F, « Phénomène migratoire, formation et différenciation des associations de *hemşehri* à Istanbul : chronologies et géographies croisées », art. cit.

pourtant de leurs cendres en 1987 bien que fortement diminuées par la répression. A la fin de la décennie, elles ne comptent que 24 antennes (18 à Istanbul, 6 à Ankara) alors que le pays en comptait 529 à la fin des années 1970¹. Evitant au départ des prises de position franchement politiques pour éviter la répression, elles sont toutefois parvenues à retrouver une position centrale dans le champ multi-organisationnel de la gauche en Turquie. Elles sont, grâce au maillage de leur implantation, des lieux de rassemblement, de discussion et un point de passage obligé pour les militants des organisations qui leurs sont proches. Elles sont parvenues à attirer vers elles des militants qui en faisaient déjà partie dans les années 1970 sans être à des postes de direction et qui sont parvenus à les remettre sur pied. Elles ont ainsi constitué une opportunité de professionnalisation militante pour quelques individus qui en sont désormais salariés (cf. chapitres 3 & 6). Lorsqu'elles sont présentes, elles s'investissent dans la vie du quartier en proposant des activités culturelles, du soutien scolaire et de l'éducation populaire. Elles participent à de nombreuses mobilisations : de la défense du droit des femmes à Gezi en passant par les procès des militaires putschistes.

A ces mobilisations associatives s'ajoute un fort dynamisme éditorial. Paradoxalement, les années 1980 qui restent largement fermées politiquement voient naître une presse écrite « indépendante », parfois adossée à des entreprises de diffusion culturelle comme des maisons d'édition. Ces publications critiques sont toutefois régulièrement poursuivies et fermées par les autorités. Sont d'abord apparus des hebdomadaires comme *Nokta* [Point, 1983-2007] puis *Yeni Gündem* [Nouvel agenda, 1984-1988], fermé après trois ans et demi d'une existence mouvementée ainsi que le relate Ahmet :

« A : On a lancé en 84 un bimensuel, *Yeni Gündem* qui était première... presse d'opposition légale comme ça. Il y avait les journaux bien sûr mais... *Yeni Gündem* essayait en même temps de dépasser les clivages de la gauche [...].

P : Et vous n'avez jamais été inquiétés personnellement par les militaires ?

A : Oui on a eu... Moi par exemple, quand on a lancé *Yeni Gündem*, deux ans après, on a commencé à le transformer, un peu comme le *Nouvel Obs*, en hebdomadaire. Et à l'époque la cité Kurde de Paris s'était ouverte et pour son ouverture j'avais fait un entretien avec Kendal Nezan² et cet entretien a... c'était juste la première fois qu'on parlait du Kurdistan, du problème kurde et cet entretien a coûté la saisie du journal. Le journal... le numéro du journal a été saisi et ils ont ouvert un procès contre moi avec le vieil article 141. Et... et donc je n'ai pas pu aller, jusqu'en 90, en Turquie »³.

De même, la revue *2000'e Doğru*⁴ [Vers l'an 2000, 1987-1992], véritable pôle oppositionnel connaît plusieurs interdictions temporaires après sa fondation en janvier 1987. D'autres

¹ <http://www.halkevleri.org.tr/hakkimizda>, consulté le 26/05/2014.

² Né en 1949, il dirige depuis sa fondation en 1983 l'Institut Kurde de Paris.

³ Entretien avec Ahmet, Paris, 12/03/2015.

⁴ Créée par Doğu Perinçek, la revue publie le 16 février 1992 un article affirmant que l'état-major forme les militants du *Hizbullah* turc à Diyarbakır dans le cadre de la guerre contre le PKK. Le 18/02, l'auteur de l'article,

périodiques, plus ou moins liés aux partis politiques de gauche, viennent ensuite enrichir cette presse militante comme les quotidiens *Evrensel* [Universel, depuis 1997] lié à l'EMEP, *Bir Gün* [Un jour, depuis 2004] proche de l'ÖDP¹ ou encore *Radikal* [Radical, 1996-2016] et *Taraf* [Direction, depuis 2007]. Ces organes de presse représentent une opportunité de reconversion pour les militants-journalistes des années 1970 ou ceux désireux de s'investir dans cette activité après leurs études mais dont l'orientation politique est incompatible avec la presse à grand tirage sévèrement contrôlée. Cette pression se desserre toutefois progressivement. Au cours des années 1990 des intellectuels intègrent les différents organes de presse comme chroniqueur, notamment chez *Cumhuriyet*². L'expansion de l'industrie médiatique et l'essor de la figure du chroniqueur comme intellectuel public a largement contribué à la diffusion le discours sur la « société civile » et la « démocratisation » dans les cercles intellectuels mais aussi au sein du mouvement socialiste en recomposition³. Au cours des années 1990-2000, la présence médiatique de ces figures intellectuelles de gauche s'est élargie vers la presse à grand tirage (*Milliyet* [La nation], *Sabah* [Le matin]) mais aussi la presse islamiste (*Yeni Şafak* [Aube nouvelle], *Zaman* [Le temps])⁴. La (re)parution de la revue *Birikim* [Economies] en 1989, organe central de la gauche intellectuelle dans les années 1970 et interdit en 1980 a permis une transmission en Turquie des débats et recherches parallèles dans la gauche internationale. A côté de ce travail journalistique, le milieu éditorial devient un espace refuge pour les militants de gauche les plus dotés en capitaux scolaires et culturels. Il permet de se reconverter professionnellement tout en maintenant un engagement politique. Un exemple de ce type d'entreprise est la maison d'édition *Iletişim* lancée en 1982 par l'équipe de *Birikim*, interdite en 1980 :

« A : Donc à ce moment là il y a une opportunité par un ami qui dispose d'un héritage et il nous propose de créer une grande maison d'édition et là on crée la maison d'édition *Iletişim*. Mais avant *Iletişim* pour pouvoir exister, pour pouvoir au moins créer quelques réseaux de liens, et surtout créer des emplois pour les gens qui étaient virés de l'université etc., on avait créé une agence de presse qui s'appelle *Iletişim Merkezi Basım Ajansı* [IMBA, Agence de presse du centre de communication]. D'où le nom *Iletişim*, il vient de là, de IMBA où les gens de *Tüm İktisatçılar Birliği* [TIB, Union des économistes], faisaient des bulletins d'information économique. [...] Bon, ça n'a pas bien marché. Mais IMBA a existé et après on a créé la maison d'édition en 82. Et là... et la maison d'édition c'était vraiment pour faire exister une voix d'opposition différente. Et nous avons réussi à lancer la première chose importante, c'était la

Halit Güngen, est assassiné et son assassin n'a jamais été retrouvé. Après le meurtre d'un autre journaliste de la revue la même année, le journal décide de s'auto-dissoudre.

¹ J'ai régulièrement trouvé des exemplaires de ce journal dans les divers lieux militants dans lesquels je me suis rendu pour conduire des entretiens comme dans les locaux de la TMMOB ou à la *78'liler DF* (cf. infra).

² Ancien militant maoïste, Celal Üster est ainsi devenu chroniqueur littéraire à *Cumhuriyet*.

³ AYDIN U., *Gauches, libéralisme et démocratie. Les mutations des intellectuels turcs (1980-2008)*, Thèse pour le doctorat, INALCO, 2009.

⁴ Sahin Alpay, ancien maoïste et professeur à l'université Bahçeşehir d'Istanbul, a été chroniqueur pour le journal proche de la mouvance Gülen, *Zaman* [Le temps].

fameuse encyclopédie de la République, *Cumhuriyet Ansikloepdisi*, qui était une tentative de casser cette fois-ci l'histoire officielle depuis le kémalisme, de mettre en cause... et puis de mettre en cause le discours militaire »¹.

La maison d'édition publie également des livres de sciences sociales et des traductions ainsi que des revues intellectuelles pour initier un contre-discours à la rhétorique sécuritaire et conservatrice².

On observe, dans la Turquie des années 1980, l'affirmation de mobilisations dites « identitaires »³ dont la plus visible est bien sûr la mobilisation kurde. Elles désignent « un registre de mobilisation dans lequel les demandes liées à l'identité prennent une place centrale, notamment les mouvements de lutte pour la reconnaissance de particularismes »⁴. Ces mobilisations viendraient démontrer l'autonomisation de la société civile et la reconnaissance de la pluralité intrinsèque de la société turque (multiculturalisme). Comme l'écrit Elise Massicard dans sa critique de cette interprétation de l'émergence de la mobilisation aléviste :

« Cette 'explosion' est souvent conçue dans le cadre d'une sorte de 'théorie du frigidaire' : les identités étaient présentes, mais étouffées par la répression kémaliste ; à peine la chape de plomb levée, elles s'expriment, 'librement'. Ce type d'analyse revient à essentialiser l'identité, qui est largement constituée et recomposée par les politiques identitaires elles-mêmes »⁵.

Par ailleurs, on peut souligner l'ambivalence de l'appellation « identitaire » en rappelant que l'identité est nécessairement impliquée dans toute mobilisation collective, d'un « nous » en lutte contre un « eux ». L'identité d'un groupe mobilisé est, dans un processus circulaire, entretenue pour pérenniser et renforcer la mobilisation. Néanmoins, il est important de préciser que cette catégorisation fait sens pour les acteurs engagés. Cet essor des mobilisations dites « identitaires » s'accompagne de l'apparition de l'identité comme problème public, et notamment de l'identité alévie comme cause autonome. Celle-ci avait en effet trouvé, à travers une réinterprétation de ses traditions, à s'exprimer à travers le registre marxiste. Ce dernier permettait d'articuler mobilisation socio-économique des dominés et valorisation des identités niées par le régime républicain. Il apparaît donc peu heuristique de

¹ Entretien avec Ahmet, Paris, 12/03/2015.

² « [...] on a lancé des revues pour casser le monopole de la droite sur l'histoire. On a lancé la revue mensuelle *Tarih ve Toplum* [Histoire et société, 1984/1993]. Pour casser le monopole de parole sur la jeunesse, on a créé une revue qui s'appelait *Gençlik ve Toplum* [Jeunesse et société], on a publié la revue de sciences sociales *Toplum ve Bilim* [Société et science, initiée dans les années 1970] », entretien avec Ahmet, Paris, 12/03/2015.

³ AYATA A., "The Emergence of Identity Politics in Turkey", *New Perspectives on Turkey*, n°17, 1997, p. 59-73.

⁴ « On entend par registre de mobilisation, une catégorie dans laquelle les acteurs inscrivent une mobilisation. Ils distinguent ainsi couramment entre les registres « politique » (communiste, libéral, etc.) et « identitaire » (nationaliste, particulariste) », MASSICARD E., « Les mobilisations 'identitaires' en Turquie après 1980: une libéralisation ambiguë », in DORRONSORO G. (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, op. cit., p. 89.

⁵ MASSICARD E., *L'autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires*, op. cit., p. 131.

séparer radicalement mouvements « identitaires » et mouvements structurés par les enjeux de distribution. Ils peuvent en effet s'interpénétrer ou se masquer mutuellement¹. On peut également émettre l'hypothèse que l'abandon d'un cadrage désormais criminalisé sous et après le régime militaire, en l'occurrence le marxisme, peut également permettre à des groupes peu intégrés et réprimés d'accéder ou d'influer sur les centres de pouvoir².

Deux interprétations différentes de l'autonomisation de la cause aléviste au cours des années 1980 se font jour. Selon Hamit Bozarslan, ce processus d'autonomisation ne s'explique que marginalement par le déclin du système communiste en Turquie et dans le monde. Les organisations de la gauche radicale demeureraient très actives en Turquie au sein de la communauté³. L'émergence de la mobilisation aléviste résulterait plutôt d'une distanciation et d'une entrée en militance d'une partie, jusque là inactive, de la communauté. S'il reste possible, sans toutefois pouvoir le prouver faute de recensement explicitant les appartenances religieuses, de faire l'hypothèse que les alévis restent majoritairement ancrés à gauche, la proximité n'est ni automatique ni permanente. La géographie de l'implantation des organisations de la gauche radicale (DHKP-C, TKP) est également loin de se superposer aux zones de peuplement aléviées, hormis dans des territoires bien spécifiques à Istanbul et dans l'Est du pays (cf. infra II-B-3). Elise Massicard, pour sa part, voit l'affirmation de la mobilisation aléviste d'abord comme une conséquence de la déroute de la gauche en Turquie après le coup d'Etat et dans le monde après la fin du bloc de l'Est au tournant des années 1980. Le mouvement serait aussi une réaction au développement de l'islamisme sunnite soutenu par les militaires puis affirmé à travers le *Refah Partisi*⁴. Parmi les autres facteurs explicatifs de la mobilisation citons le déclassement social que connaît le groupe dans les années 1980. Les fonctionnaires et ouvriers, au sein desquels se retrouvent nombre d'alévis, subissent une forte baisse de leur pouvoir d'achat suite aux réformes économiques lancées par le gouvernement Özal (cf. chapitre 4). Le mécontentement social et professionnel ne pouvant plus s'exprimer à travers le syndicalisme interdit, d'autres options latérales se trouvent alors mobilisées⁵. La mobilisation aléviste est pourtant loin de faire consensus dans la communauté mais également auprès des autorités et du reste de la population. Les associations aléviées sont

¹ SIMEANT J., « Protester/mobiliser/ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain », *art. cit.*, p. 134.

² Comme le fait remarquer Anthony Oberschall, in OBERSCHALL A., *Social Conflict and Social Movements*, *op. cit.*

³ BOZARSLAN H., « L'alévisme, la méta-histoire et les mythes fondateurs de la recherche », in RIGONI I. (dir.), *Turquie : les mille visages*, *op. cit.*, p. 78.

⁴ MASSICARD E., *L'autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires*, *op. cit.*, pp. 60-61.

⁵ MASSICARD E., « La question alévie », *op. cit.*, pp. 340-341.

souvent accusées d'être l'antichambre de la gauche radicale et d'attiser le « séparatisme » (*bölücülük*). Pour s'en démarquer et pouvoir exprimer des revendications dans le cadre du *master frame*¹ de l'unité nationale, les associations alévies affichent leur loyauté aux institutions ou à la société majoritaire. L'alévisme est alors envisagé comme repoussoir des figures stigmatisantes et vécu comme un « mode d'intégration »². Pourtant, une sociologie des cadres de ces organisations montrent clairement leurs antécédents au sein des groupes révolutionnaires des années 1970 et le maintien de relations étroites avec les associations et partis du champ multi-organisationnel de la gauche post-régime militaire³.

J'ai souligné dans le chapitre 3 la maigre place que réservaient les partis et les groupes révolutionnaires aux femmes dans leurs rangs malgré des tentatives d'organisation autonomes. Les années 1980 ont connu le développement d'un mouvement féministe dynamique qui perdure jusqu'à aujourd'hui. Şirin Tekeli souligne que le coup d'Etat a entraîné, pour les femmes mobilisées, un double effet. D'abord, la répression les a relativement moins touchées que les hommes, notamment en raison de leur absence dans les instances dirigeantes des organisations politiques et syndicales⁴. Ensuite, si les emprisonnements massifs des hommes les ont laissées « psychologiquement abattues », elles n'en étaient pas moins disponibles pour « réfléchir sur leurs expériences »⁵. C'est ce qu'exprime Asiye qui explique que les groupes de femmes révolutionnaires, comme la DKDF, n'étaient pas féministes mais avaient simplement vocation « à grossir simplement les rangs » des partis et des organisations⁶. Se forme alors, notamment à Istanbul, un petit groupe composé de militantes révolutionnaires des années 1970, d'intellectuelles et d'étudiantes rentrées d'Europe où elles ont fait l'expérience des différents mouvements de libération des femmes des années 1970. Elles rapportent en Turquie une expérience pratique et des ouvrages théoriques. Celui-ci se développe dans plusieurs grandes villes du pays (Ankara et Izmir notamment) de manière clandestine dans un premier temps⁷. En 1982, est organisé à Istanbul un symposium sur la condition féminine avant que ne soit fondé le Cercle des femmes [*Kadın*

¹ BENFORD, R. D. & SNOW D. A., "Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment", *Annual Review of Sociology*, Vol. 26, 2000, p. 611–639.

² MASSICARD E., *L'autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires*, op. cit., p. 276.

³ MASSICARD E., « Quand le militantisme s'adapte au terrain. Continuités et discontinuités dans les carrières militantes au sein du mouvement aléviste en Turquie et en Allemagne », art. cit.

⁴ Cette situation leur a valu de vertes critiques et le surnom de « septembristes », de la part de certains groupes révolutionnaires qui les ont accusées d'avoir profité du régime militaire pour développer des théories contre-révolutionnaires et petite-bourgeoises, BERKTAY F., "Has Anything Changed in the Outlook of Turkish Left on Women?", op. cit., note 8, p. 261.

⁵ TEKELI S., « Les femmes : le genre mal aimé de la République », in KAZANCIGIL A., BILICI F. & AKAGÜL D. (dirs.), *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, op. cit., p. 158.

⁶ Entretien avec Asiye, Ankara, 21/06/2014.

⁷ Entretien avec Asiye, Ankara, 21/06/2014.

Çevresi], sous la forme d'une maison d'édition afin d'éviter les formalités dissuasives de la nouvelle loi sur les associations¹. La maison d'édition Yazko traduit en turc et publie les classiques du féminisme. En 1987 a lieu à Kadıköy une des premières manifestations depuis 1980 où défilent 3 000 femmes. Rapidement toutefois des divisions apparaissent qui entraînent des publications concurrentes : les femmes proches des idées socialistes publient *Kaktüs* [Cactus] quand les féministes indépendantes publient *Feminist* [Féministe]. A partir des années 1990, le féminisme touche un public plus large à travers des publications comme *Pazartesi* [Lundi] *Kadınca* [Féminin]². Face à ce féminisme socialiste et laïc, se développe, comme dans le cas des droits de l'Homme, un féminisme islamique qui défend le port du voile³. Le féminisme turc a conduit à l'ouverture de plusieurs chantiers et à la politisation de plusieurs questions : les questions de violence, la révision du Code pénal, l'accès des filles à l'école...⁴. Si certaines femmes continuent de militer dans les partis de la gauche révolutionnaire ou légaliste, elles ne sont pas parvenues à arracher les postes de direction aux hommes ni à imposer la question féminine comme un enjeu saillant de leurs programmes. Seul le HDP installe, depuis 2012, un net changement. Le parti est systématiquement coprésidé par un homme et une femme.

Au final, cette brève cartographie souligne l'importance des réseaux de militants reconvertis qui permettent, au-delà des changements organisationnels et de cadrage, de maintenir une compétence militante. On constate une relative continuité dans la composition militante entre les groupes de gauche des années 1970 et certaines mobilisations des années 1980-1990. L'abandon, ou la mise en veilleuse, du cadrage marxiste a conduit à l'émergence de cadrages alternatifs auparavant euphémisés. Sans être radicalement inédits, ces positionnements entraînent cependant un renouvellement des conflits politiques. Ils viennent réactualiser les oppositions passées qui, après le régime militaire et la fin du bloc de l'Est, se révèlent caduques. Le redéploiement progressif des investissements dans l'associatif est à rapporter aux réappropriations différenciées, à partir des années 1980, d'une nouvelle offre d'engagement légitime mais aussi à la recomposition progressive du champ politique qui suscite des proximités plus ou moins grandes entre organisations dans le « nouveau » champ multi-organisationnel de gauche.

¹ TEKELI S., « Les femmes : le genre mal-aimé de la République », *op. cit.*, p. 271.

² *Ibid.*, note 1, p. 274.

³ GÖLE N., *Musulmanes et modernes. Voile et civilisation en Turquie*, Paris, La Découverte, 1993.

⁴ SIMSEK S., "New Social Movements in Turkey Since 1980", *Turkish Studies*, Vol. 5, n°2, 2004, p. 111-139.

B) La reconstruction d'un espace politique légal en contexte répressif

Ces processus de recomposition d'espaces de mobilisation pour les militants de la gauche vont progressivement s'articuler, non sans tensions et conflits, avec un syndicalisme et un espace partisan renaissant au cours des années 1990. En effet, le relatif assouplissement de la situation politique au tournant des années 1990 va favoriser la reconstruction d'un champ multi-organisationnel de gauche bien que ce dernier soit considérablement diminué par rapport à la décennie 1970. L'enjeu est ici d'analyser ce processus de recomposition en tenant compte des rapports de force internes à cet espace en lien avec les transformations du contexte social et politique.

1) Mouvement syndical et organisations professionnelles au cœur du renouveau de la gauche

On observe, de la fin des années 1980 à 1997, un phénomène de recomposition d'un espace militant multipolaire et légal de gauche dans un contexte de relative décompression autoritaire après le départ d'Evren de la présidence et son remplacement par Özal. La loi martiale est levée dans l'ouest du pays en 1987, des publications saisies sont rendues aux bibliothèques et les pressions sur la fonction publique s'assouplissent. En janvier 1990, une centaine de salariés licenciés de TRT après le coup d'Etat sont autorisés à réintégrer la structure¹. Les universitaires sont progressivement réintégrés dans l'enseignement supérieur par le YÖK². La bascule de la tension politique vers la question kurde entraîne l'abrogation des articles 141, 142 et 163 du code pénal (cf. chapitre 1) par le Parlement en 1989. Les condamnations à mort non exécutées sont annulées et des remises de peine sont prévues : 43 000 détenus sont libérés et les exilés sont autorisés à rentrer au pays³. Le 16 juillet 1991, la cour de cassation annule les condamnations à l'encontre de la DISK prononcées en 1986. Ses dirigeants sont acquittés et la confédération reprend possession de ses biens⁴. Elle redémarre ses activités le 9 septembre 1991. D'autres procès sont revus et de nombreuses personnes sont acquittées⁵. Cette opportunité politique contribue à redéfinir l'espace des possibles dans

¹ GERGER A., *12 Eylül sürgünleri* [Les exilés du 12 septembre], Istanbul, Babil Yayınları, 2004.

² « 1990 Kronolojisi », in *Cumhuriyet Ansiklopedisi, Cilt 4 (1981-2000)* [Encyclopédie de la République. Tome 4 (1981-2000)], Istanbul Yapı Kredi Yayınları, 2002.

³ Les 14 000 individus déchus de leur nationalité après le coup d'Etat ne sont pas concernés par l'amnistie.

⁴ MONCEAU N., *Génération démocrates. Les élites turques et le pouvoir*, op. cit., p. 250.

⁵ Entretien avec Nejat K., Ankara, 20/09/2013.

lequel vont se jouer les engagements successifs de la gauche¹. On observe donc que c'est l'assouplissement de la répression détournée vers d'autres cibles (Kurdes et islamistes) qui permet la recomposition d'une mouvance politique jusqu'ici étouffée.

La dispersion, physique et idéologique, de la gauche rend toutefois cette recomposition fragile dans le contexte de l'effondrement du bloc de l'Est et d'affaiblissement des repères idéologiques et alors que s'intensifie la guerre dans le sud-est maintenu sous le coup de la loi martiale. Pourtant, la mobilisation de la gauche ne repart pas de zéro. Le régime militaire a certes démantelé et délégitimé le mouvement syndical et partisan de gauche ainsi que les groupes révolutionnaires, mais une partie des réseaux militants se sont maintenus, en sommeil ou de manière clandestine, pendant les années 1980². Les discussions observables à travers les circulations et les publications clandestines et d'exil laissent entrevoir la transformation des lignes de fracture entre groupes face à la montée en puissance de la contestation kurde³, à l'évolution du régime et du contexte international. Comme le note Hélène Combes pour le cas mexicain, « la mobilisation ou la réactivation des réseaux ne s'opère pas de manière mécanique, mais dépend d'une multitude de facteurs liés au contexte politique (positionnement des organisations et du parti dans le champ politique, existence ou non d'un épisode contestataire) et de la dynamique de la trajectoire militante des entrepreneurs de causes »⁴.

Certaines associations professionnelles (ingénieurs, architectes, médecins, avocats) sont restées des actrices centrales dans le maintien des réseaux militants (cf. chapitre 6) et dans la reprise des mobilisations sociales au fil des années 1980. Les militaires, conscients de

¹ Je contourne ici à dessein la notion de structure des opportunités politiques (SOP) critiquée à juste titre pour sa vision statique, structuraliste et homogénéisante des logiques de situation et des acteurs mobilisés. Dans le cas turc, c'est davantage la conjonction de la transformation du contexte international, la fin du bloc de l'Est, de l'émergence, à l'échelle nationale de la « question Kurde » et des effets de la répression qui a profondément déstructuré la capacité de mobilisation de la gauche, légaliste comme révolutionnaire, qui constituent le cœur des relations ayant conduit à cette ouverture. FILLIEULE O., « Requiem pour un concept : vie et mort de la notion de structure des opportunités politiques », in DORRONSORO G. (dir.), *La Turquie contestée. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, op. cit., p. 201-218.

² SARIOĞLU S., « 12 Eylül sonrası devrimci sosyalist hareket üzerine » [A propos du mouvement socialiste révolutionnaire après le 12 septembre], in *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce. Cilt 8 Sol*, op. cit., p. 1004-1030.

³ Si, dans sa majorité, la gauche révolutionnaire turque est favorable au PKK, sa frange plus nationaliste rejoint les positions du CHP qui refuse toute négociation du dogme républicain turc. L'abandon par le PKK, en 1995, de la perspective marxiste-léniniste et de l'indépendance pour l'autonomie démocratique est perçu comme une trahison. Pour autant, plusieurs organisations et partis révolutionnaires se sont alliés, temporairement ou durablement, localement ou à l'échelle nationale, avec les partis politiques Kurdes proches du PKK lors des scrutins successifs. Ces alliances sont basées sur des affinités idéologiques mais aussi sur le fait que les Kurdes disposent de ressources, de réseaux et d'une audience que les partis de gauche n'ont plus de manière autonome. Sur les relations tumultueuses entre la gauche et la cause Kurde, voir YEĞEN M., « The Turkish Left and the Kurdish Question », *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, Vol. 18, n°2, 2016, p. 157-176.

⁴ COMBES H., *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, 2011, p. 318.

leur rôle et de leur poids, ont fait le choix de ne pas les dissoudre après le coup d'Etat. Ils ont plutôt imposé leurs hommes à leur tête avec des succès mitigés. Les associations proches de la droite ont été peu bouleversées tandis que celles qui étaient marquées par leur proximité avec la gauche se sont vues imposées de nouveaux dirigeants. Yavuz, président de la Chambre des architectes [TMMOB *Mimarlar Odası*] pendant les années 1970 est écarté avec ses proches de la direction¹. Lors du desserrement de la pression militaire, les élections professionnelles redonnent rapidement la tête de ces institutions à des proches de la gauche. Ces associations se sont substitués aux syndicats et partis de gauche pendant les années 1980 et ont continué à s'investir sur un grand nombre de sujets de société².

Au-delà de ces recompositions politiques, un évènement va accélérer la recomposition d'un syndicalisme de gauche³. D'importantes grèves éclatent en 1989 dans la zone industrielle de Zonguldak et s'étendent rapidement dans le pays et dans divers secteurs, notamment dans la fonction publique. Les grévistes réclament de meilleures conditions de travail et un allègement de la pression sécuritaire. Cet épisode est resté dans les mémoires sous le nom de « printemps ouvrier » [*İşçi baharı*]⁴. Le mouvement ouvrier prend de l'ampleur dans les années suivantes. Alors qu'en 1989, on ne compte que 171 grèves et 39 435 grévistes, le nombre de grèves en 1990 monte à 458 pour 166 306 grévistes, pour atteindre le nombre de 219 869 en 1991⁵. La centrale DISK tient sa première assemblée générale depuis 1980 en janvier 1992 après une période de recomposition de ses syndicats de branche. Parallèlement, entre 1987 et 1990, des coordinations syndicales sont créées, aboutissant à la création des premiers syndicats dans la fonction publique : *Eğitim-Sen* [Syndicat des travailleurs de l'éducation et de la science] le plus puissant ou encore *TümBelSen* [Syndicat de tous les travailleurs municipaux]. La fondation de la KESK en 1995 [*Kamu Emekçileri Sendikaları Konfederasyonu*, Confédération des syndicats de fonctionnaires] le 8 décembre 1995 marque la réapparition d'un mouvement syndical de fonctionnaires combattif dans un paysage politique tendu – avec l'arrivée de l'islam politique au pouvoir et sa confrontation avec l'armée – qui reste peu propice à l'apparition de mouvements contestataires. Nombre de membres, et en particulier ceux de la direction de la

¹ Entretien avec Yavuz, Ankara, 01/11/2013.

² PEROUSE J-F., *La Turquie en marche. Les grandes mutations depuis 1980*, op. cit., pp. 49-50.

³ Sur le syndicalisme en Turquie depuis 1980, voir ERDİNÇ I., *Les relations entre le champ syndical et le champ politique de 1980 à nos jours*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne, 2016.

⁴ DOĞAN M. G., "When Neoliberalism Confronts the Moral Economy of Workers: The Final Spring of Turkish Labor Unions", *European Journal of Turkish Studies*, n°11, 2010.

⁵ LELANDAIS G. E., *Altermondialistes en Turquie. Entre cosmopolitisme politique et ancrage militant*, op.cit., p. 258.

confédération et des syndicats de branche sont souvent issus des organisations marxistes d'extrême gauche¹ et de l'aile politique du mouvement nationaliste Kurde et développent « une vision révolutionnaire des rapports sociaux fondée sur la lutte des classes »². La DISK et la KESK entretiennent des liens étroits avec les organisations de gauche et de défense des droits de l'Homme en participant à des mobilisations communes (manifestations du 1^{er} mai, commémoration du 12 septembre 1980 (cf. infra), etc.) mais aussi du fait de la multipositionnalité de leurs adhérents³. De plus, la KESK a établi des liens avec les syndicats européens à travers le canal des réfugiés politiques ayant fui les persécutions du régime après le coup d'Etat de 1980, par exemple les anciens membres de TÖB-DER⁴. L'intervention militaire de 1997 freine de nouveau l'activisme syndical qui entre dans une crise profonde. Le nombre de syndiqués baisse alors de manière continue⁵. A l'heure actuelle, malgré le maintien de luttes importantes comme lors de l'accident de Soma⁶, la montée en puissance de la *Hak-İş*, soutenue par l'AKP, tend dans un grand nombre de secteurs à affaiblir un syndicalisme de gauche qui peinait déjà à retrouver le dynamisme des années 1970.

2) La recomposition d'une gauche légaliste, la tentative ÖDP et le retour des vieux démons

L'ouverture politique du début des années 1990 se traduit par la libération des militants de gauche encore emprisonnés et la conjonction de plusieurs mouvements concomitants (ouvriers, étudiants) qui vont accélérer la recomposition d'une gauche politique légale. La gauche revient progressivement dans le giron de la compétition électorale au cours des années 1990. La fusion, en exil, du TIP de Behice Boran et du TKP le 6 octobre 1987⁷ n'est pas suivie d'une reprise de l'activité politique en Turquie où l'espace politique reste très

¹ Emre Öngün cite l'EMEP et l'ÖDP (cf. infra) mais aussi des membres du CHP qui maintient jusqu'à aujourd'hui, dans ses structures locales plutôt que dans la direction, des liens avec les organisations syndicales (DISK et KESK) et politiques révolutionnaires.

² ÖNGÜN E., « L'effet retour' des stratégies transnationales. La modification de l'agenda et du répertoire d'action du syndicat KESK », in DORRONSORO G. (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, op. cit., p. 188.

³ Un exemple parmi d'autres. Un des adhérents de la *78'liler DF* à Ankara était également un cadre de la DISK-Bank. Discussion informelle lors d'une réunion de la Fédération, journal de terrain, 24/05/2014.

⁴ ÖNGÜN E., « L'effet retour' des stratégies transnationales. La modification de l'agenda et du répertoire d'action du syndicat KESK », op. cit., p. 191.

⁵ Seules 37 grèves sont recensées cette année là. LELANDAIS G. E., *Altermondialistes en Turquie. Entre cosmopolitisme politique et ancrage militant*, op. cit., pp. 258-259.

⁶ Le 13 mai 2014, une explosion dans la mine de Soma fait 301 victimes parmi les ouvriers et déclenche une vague de mobilisations sur les conditions de travail dans le secteur industriel. Pour une mise en perspective historique voir NICHOLS T. & KAHVECI E., "The Condition of Mine Labour in Turkey: Injuries to Miners in Zonguldak, 1942-90", *Middle Eastern Studies*, Vol. 31, n°2, 1995, p. 197-228.

⁷ ZÜRCHER E. J., *Turkey. A Modern History*, op. cit., p. 285.

fermé. La relance survient à partir de la création du *Birleşik Sosyalist Partisi* [BSP, Parti de l'unité socialiste] qui rassemble des membres du TKP, du TSIP, du TIP, de *Kurtuluş* et quelques militants trotskystes. Le parti, qui reste très faible, s'allie au HADEP lors des élections de 1995 sans parvenir à faire élire de candidats en raison de la barre des 10% (cf. chapitre 4). Dans une perspective d'élargissement de ce premier rassemblement, se crée l'*Özgürlük ve Dayanışma Partisi* [ÖDP, Parti de la liberté et de la solidarité] rejoint par *Dev-Yol*. DY apporte une base militante substantielle au parti, grâce aux jeunes qui l'ont relancée au cours des années 1980. Sa naissance donne lieu à un grand meeting à Ankara le 23 janvier 1996 en présence des grands noms de la gauche turque : Sadun Aren, Mihri Belli, Ertuğrul Kürkçü, Murat Belge, Oğuzhan Müftüoğlu, Bülent Forta, Bülent Uluer...

Le lancement de l'ÖDP entraîne un fort élan d'enthousiasme car le parti signe le retour d'une gauche (presque) unie dans le jeu politique¹. Le parti revendique 16 700 adhérents en février 1997 et une assise populaire². Masis Kürkçügil précise que « la quasi totalité de ses membres sont des salariés et près d'un quart d'entre eux sont des ouvriers d'usine. Il y a également un grand poids d'employés du secteur public »³. La sociologie des cadres du parti, disponible à travers l'étude qu'Ayşen Uysal et Oğuz Topak ont consacré aux partis politiques turcs, montre clairement la domination des cohortes politiquement actives dans les années 1970⁴ : l'ensemble des membres de la direction a alors entre 46 et 60 ans (soit une naissance entre 1947 et 1961) et 83,3% sont nés entre 1952 et 1961⁵. L'âge moyen des cadres du parti est identique à celui du CHP : 51,8 ans. Les cadres de l'ÖDP ont une carrière militante de 35 ans en moyenne, c'est-à-dire commencée après 1971⁶. Ils ont un niveau d'éducation équivalent au baccalauréat et un tiers a étudié dans le supérieur (université ou *yüksekokul*)⁷. Sur les six dirigeants interrogés, quatre ont commencé leur militantisme politique au sein de *Dev-Yol*, 1 au sein d'IGD et 1 au sein d'*Halkın Kurtuluşu*⁸. On constate également une différence dans le rapport à la répression dans l'ÖDP. Un tiers des cadres de l'ÖDP a été emprisonné (contre 1,8% à l'AKP, 6,2% au MHP et 12,3% au CHP) et la moitié placée en

¹ Cf. le schéma en annexe 3.

² Le parti profite de l'effet de choc provoqué par l'accident de Susurluk (cf. supra chap. 4 II-A-1) et des scandales de corruption qui se multiplient à cette période en Turquie.

³ KÜRKÇÜGİL M., « Les composantes politiques de l'ÖDP », 1997, en ligne, consulté le 21/06/2016, URL : <http://www.preavis.org/breche-numerique/article155.html>

⁴ Les partis étudiés sont : l'AKP, le CHP, le MHP, l'ÖDP, le DP et le DTP, UYSAL A. & TOPAK O., *Particiler. Türkiye'de partiler ve sosyal ağların inşası, op. cit.* L'enquête a été menée entre 2007 et 2009 et la population enquêtée est de six personnes.

⁵ A titre comparatif, 54,8% (40) des cadres du CHP sont nés sur cette dernière période et 45,2% (188) pour l'ensemble des partis étudiés, *ibid.*, p. 43.

⁶ UYSAL A. & TOPAK O., *ibid.*, p. 79.

⁷ UYSAL A. & TOPAK O., *ibid.*, p. 45.

⁸ UYSAL A. & TOPAK O., *ibid.*, p. 81.

garde à vue au cours de leur carrière militante (contre 1,8% à l'AKP, 6,2% au MHP et 23,6% au CHP)¹. L'ÖDP réunit aussi des représentants de différents mouvements sociaux qui ne se définissent pas forcément comme socialistes : des groupes féministes, écologistes, des militants des droits de l'Homme, des militants qui se battent pour les droits des homosexuels. Le parti lance des ponts avec les autres organisations du champ multi-organisationnel que constitue de nouveau la gauche. Il organise un meeting commun avec le HADEP, la DISK, la KESK et la TMMOB à Sultanahmet à Istanbul le 25 mai 1997. Il est important de noter qu'il s'agit d'organisations au sein desquelles bon nombre de cadres et militants de l'ÖDP sont aussi positionnés.

Toutefois, certains groupes refusent de rejoindre le parti. Une frange des militants trotskystes issue de *Kurtuluş* créé le DSIP² [*Devrimci Sosyalist İşçi Partisi*, Parti des travailleurs socialistes révolutionnaires] en 1997 et les anciens militants du TDKP créent l'*Emek Partisi* [Parti du travail] en novembre 1996 qui affiche son soutien aux causes kurde et aléviste³. Rapidement les tensions se font jour au sein de l'ÖDP entre les anciennes fractions révolutionnaires. Les anciens de DY prennent rapidement le contrôle du comité central en occupant 43 des 100 sièges dès 1997⁴. La question kurde constitue la seconde ligne de fracture au sein du parti. L'ÖDP évite dans les premiers temps de s'organiser dans les zones de combats avec le PKK pour ne pas risquer une interdiction tout en affichant la solidarité avec le parti kurde légal, le HADEP. Mais certaines tendances remettent en cause cette orientation et demandent une alliance électorale avec le parti kurde aux élections législatives de 1999. La direction ne cède pas mais ces élections sont perçues comme un échec car le parti ne totalise que 0,8% des voix⁵. Les tensions apparaissent alors au grand jour et nombre de militants s'éloignent du parti qui perd alors en influence⁶. La naissance du *Halkların Demokratik Partisi* [HDP, Parti démocratique des peuples] a conduit, depuis 2012, à une nouvelle phase et à un rapprochement plus marqué entre la gauche et le mouvement kurde dans la foulée du mouvement Gezi. Plusieurs de mes enquêtés m'ont déclaré soutenir désormais le HDP lors des différentes échéances électorales.

¹ UYSAL A. & TOPAK O., *ibid.*, p. 91.

² Les militants du DSIP se revendiquent d'une ligne politique proche de celle de Tony Cliff, fondateur du *Socialist Workers Party* (SWP) en Grande-Bretagne.

³ En réalité, les divisions ne sont pas aussi nettes que les différentes organisations le laissent penser. A la fin des années 1990, Hüseyin E. a été proche de l'ÖDP tout en étant membre de l'EMEP.

⁴ KÜRKÇÜGİL M., « Les composantes politiques de l'ÖDP », *art. cit.*

⁵ Il remporte 0,47% des voix aux législatives de 2002 et 0,15% en 2007.

⁶ Ainsi, un Parti communiste de Turquie (TKP) s'est constitué en 2000 et a même participé aux élections de novembre 2002, la mention « communiste » dans l'intitulé du parti étant enfin autorisée. Il n'y a toutefois pas de continuité militante entre l'ancien TKP et le nouveau. Ses militants y sont dans l'ensemble bien plus jeunes que ceux de l'ÖDP ou de l'EMEP.

Les partis de gauche (ÖDP, EMEP, TKP) participent ponctuellement et localement, faute de présence sur l'ensemble du territoire, aux élections au cours desquelles ils investissent souvent des candidats expérimentés, dont certains sont des militants des années 1970¹ (cf. chapitre 6). La reformation des partis de gauche ne leur a pas rendu leur audience des années 1970, ni conduit à un rassemblement pérenne. On observe plutôt la renaissance des anciens clivages, renforcés par l'émergence de nouveaux enjeux comme la question kurde ou le positionnement vis-à-vis de l'AKP. En effet, tout en restant méfiants envers le programme de ce dernier, certains groupes de gauche l'ont soutenu dans son conflit contre l'armée au nom de la démocratisation et de la lutte contre l'ingérence militaire dans la vie politique. Le DSIP a ainsi défendu l'AKP en 2008² face aux pressions qu'il subissait de la part de la justice constitutionnelle qui avait engagé une procédure à son encontre pour atteinte à la laïcité.

Encadré V-2 : Le cas Doğu Perinçek, de l'*Işçi Partisi* au *Vatan Partisi* : le repli nationaliste

Le MHP, qui se caractérise par sa posture conservatrice/islamique, n'est pas le seul mouvement ultranationaliste de Turquie. Un deuxième courant, qui se définit comme *ulusalcı* [nationaliste] se place à l'intersection d'un discours marxisant et d'un nationalisme intransigeant. Cette tendance s'est cristallisée autour de l'ex maoïste Doğu Perinçek. Figure polémique de la gauche depuis que son parti, le TIİKP, publiait dans son journal les adresses des militants des groupes de gauche concurrents impliqués dans des actions armées au cours des années 1970³, Perinçek participe, avec des anciens du TIİKP, à la fondation le 1^{er} février 1988 du *Sosyalist Partisi* [SP, Parti socialiste], premier parti de gauche légal depuis le coup d'Etat. Le parti est cependant fermé par la cour constitutionnelle le 10 juillet 1992⁴. Perinçek crée la même année l'*Işçi Partisi* [Parti des travailleurs]. Face à la guerre dans le sud-est du pays et à la montée de l'islam politique, le parti évolue vers des positions souverainistes et nationalistes teintées d'un discours de gauche⁵. Auteur prolifique, Perinçek développe depuis lors une vision des Turcs comme ethnie et comme classe « opprimés par d'autres ethno-classes, parmi lesquelles les minorités non musulmanes et/ou les Kurdes, au service des

¹ Il est très difficile de donner des chiffres concernant le nombre de candidats de ces partis qui sont des militants des années 1970. L'ÖDP et l'EMEP en comptent sans doute davantage que le DSIP composé de militants dans l'ensemble plus jeunes.

² Entretien avec Ferhat, Istanbul, 30/04/2015.

³ Entretien avec Ragıp, Istanbul, 25/10/2013.

⁴ AYKOL H., *Türkiye'de sol örgütler*, op. cit., p. 108.

⁵ RIEXINGER M., "Turkey, Completely Independent!". *Contemporary Turkish Left-Wing Nationalism (ulusal sol/ulusalcılık): its Predecessors, Objectives and Enemies*", art. cit.

‘puissances impérialistes’ »¹. Le parti se rapproche au mitan des années 1990 du « système d’action national-souverainiste » (cf. chapitre 4). Il tire ses ressources financières directement de l’armée², ce qui lui permet de disposer : d’un organe de presse quotidien (*Aydınlık*, [Clarté]), de plusieurs revues hebdomadaires et mensuelles comme la revue *Gençlik Cephesi* [Front de la jeunesse] et le mensuel *Bilim ve Utopya* [Science et utopie], d’une maison d’édition, *Kaynak Yayınları* [Editions de la source], et d’une chaîne de télévision, *Ulusal Kanal* [la Chaîne nationale]³. Le parti a ainsi pu toucher une audience qui dépassait largement la sphère de ses sympathisants. Son évolution politique lui a néanmoins valu un éloignement marqué de ses anciens membres et un renouvellement générationnel important de ses militants. Impliqué dans la déstabilisation de l’AKP dans le cadre de l’affaire Ergenekon, le parti voit l’arrestation et la condamnation de ses cadres dirigeants en 2008. Perinçek est arrêté en 2008, condamné à la prison à vie en 2013 avant d’être acquitté en 2014. L’IP est devenu le *Vatan Partisi* [VP, Parti de la patrie] en février 2015.

L’émergence d’un mouvement légal n’entraîne pas l’arrêt de la répression à l’encontre de la gauche et de ses militants. Celle-ci se maintient en raison de la persistance de mobilisations révolutionnaires violentes qui légitiment la surveillance de l’ensemble de la mouvance se revendiquant de la gauche. De plus, la légalisation des mobilisations n’est pas suivie d’une légitimation de la protestation comme mode d’expression politique dans le cadre du régime sécuritaire. Si, à partir de la suppression de l’état d’urgence en 1987, le recours à la rue comme moyen de faire de la politique est à nouveau devenu possible, le « caractère *aléatoire et imprévisible* de la répression policière »⁴ rend ce mode de protestation dangereux. Mustafa est ainsi arrêté et détenu trois mois après avoir manifesté pacifiquement sur la place Kızılay pour le onzième anniversaire du coup d’Etat en 1991⁵. Toute mobilisation, malgré la garantie constitutionnelle de la liberté pour chacun « d’organiser des réunions et des manifestations pacifiques et non armées sans autorisation préalable » se heurte à l’obstacle de la sécurité nationale et restreint la marge de manœuvre des citoyens qui veulent manifester une opposition extra-parlementaire⁶. Pour prendre un exemple symbolique, les militaires font

¹ BOZARSLAN H., *Histoire de la Turquie. De l’Empire à nos jours*, op. cit., pp. 425-426.

² GOURISSE B., *Militer à l’İşçi Partisi. Multiplicité des carrières militantes, modes d’activation et de conversion des ressources dans un parti politique turc ne donnant pas accès aux rétributions électorales*, Mémoire de recherche pour le DEA, Université Paris-I, 2005.

³ DORRONSORO G. & GOURISSE B., « L’armée turque en politique. Autonomie institutionnelle, formation de coalitions sociales et production des crises », art. cit., p. 625.

⁴ UYSAL A., « Organisation du maintien de l’ordre et répression policière en Turquie », op. cit., p. 270.

⁵ Entretien avec Mustafa, Ankara, 17/11/2014.

⁶ « La protection de l’ordre et de la sécurité publique donne souvent un prétexte aux préfets pour interdire les manifestations », UYSAL A., « Maintien de l’ordre et risques liés aux manifestations de rue », op. cit., p. 33.

voter le 17 mars 1981 une loi sur les jours fériés qui supprime, en même temps que d'autres commémorations, la fête du 1^{er} mai du calendrier turc. Parallèlement, on voit les autorités revenir à des pratiques coercitives à l'approche de cette date : arrestations de militants dans les derniers jours d'avril, mise en place de piquets de surveillance devant certains lieux de travail, chasse aux publications subversives¹. Cette gestion violente du maintien de l'ordre se poursuit jusqu'à aujourd'hui sans changements notables. La répression du mouvement Gezi est venue confirmer cette pesanteur répressive du régime². Les modalités d'exercice de la répression sont donc révélatrices de l'autonomie relative des institutions appartenant au champ sécuritaire et de leur capacité à criminaliser les comportements protestataires qui restent sans garantie juridique. Cette situation rend le calcul et l'anticipation des coûts de la mobilisation difficile. Largement pris au dépourvu par la violence de la répression née du coup d'Etat de 1980, les entrepreneurs de mobilisation se sont progressivement autolimités et ont acquis une compétence qui leur a permis d'adapter leur répertoire d'action aux nouvelles réalités³. Hormis chez certains groupes révolutionnaires et pour une partie de la mouvance kurde, la grande majorité des mobilisations observables depuis 1980 s'en tient à une stricte légalité dans les répertoires d'action mobilisés. Cette légalité est nécessaire pour construire une légitimité politique et espérer éviter la répression⁴.

3) Maintenir la flamme tout en passant le flambeau ? Autour du mouvement Gezi

La reformation de certaines organisations syndicales et politiques présentes durant les années 1970 ne doit pas conduire à masquer une dimension centrale dans la structuration du militantisme de gauche en Turquie à l'heure actuelle. Il faut en effet souligner, comme je l'ai fait à propos de la transition entre les années 1960 et 1970 que les cohortes successives qui entrent dans le militantisme se joignent aux précédentes. Ce phénomène garantit une certaine

¹ DUMONT P., « Le premier mai en Turquie », *op. cit.*, p. 253. A nouveau toléré, bien qu'interdit d'accès à Taksim, le défilé du 1^{er} mai tourne à l'affrontement le 1^{er} mai 1996 à Istanbul. On dénombre 3 morts, 67 blessés chez les manifestants et 50 policiers blessés. 227 personnes sont arrêtées.

² Huit manifestants ont trouvé la mort au cours de la répression de la mobilisation, plusieurs dizaines ont été mutilés et plus d'un millier de personnes ont été blessés, « Répression du mouvement de Gezi en Turquie : 2 policiers condamnés », *RFI*, 21/01/2015. Parmi plusieurs dizaines de procès ouverts par les autorités après les événements, le tribunal d'Istanbul condamne, le 23 octobre 2015, 244 personnes à des peines de prison ferme pour leur participation à la mobilisation, « 'Gezi Parkı Ana Davası'nda karar açıklandı » [Verdict annoncé dans le principal procès du parc Gezi], *Milliyet*, 23/10/2015.

³ DORRONSORO G., « Mobilisations et régime sécuritaire », *op. cit.*, p. 25.

⁴ Ce qui n'empêche pas que des mobilisations légales, comme les mobilisations étudiantes, soient qualifiées par les autorités de « terroristes » et subissent une répression féroce. On retrouve là une des caractéristiques du régime sécuritaire présenté au chapitre 4.

continuité organisationnelle mais conduit également à des changements. Il me semble à cet égard possible de rejeter, non seulement du point de vue du rapport à la politique, mais également du point de vue de la composition militante la théorie qui crée une dichotomie entre la « génération 78 » et les suivantes, à commencer par la génération dite « dépolitisée »¹ des années 1980².

J'ai montré plus haut que malgré leur faiblesse certaines résistances au régime militaire puis au régime sécuritaire étaient le fait de militants lycéens au cours des années 1970 qui, du fait de leur jeune âge, avaient été relativement épargnés par la répression. Entrés dans l'enseignement supérieur à l'issue de leurs études secondaires, ils conservent leurs idées politiques sans avoir de possibilité de les exprimer. Ils vont néanmoins être à l'origine de la reprise, circonscrite au milieu universitaire et particulièrement orienté contre le YÖK, du militantisme étudiant. Introduits en politique par leurs aînés au cours des années 1970, ils introduisent eux-mêmes leurs cadets à la politique, au cours des années 1980 en faisant circuler sous le manteau tracts et ouvrages interdits³. Ce renouveau de l'activisme étudiant conduit à la reformation clandestine de *Dev-Yol* dès la fin du régime militaire. Le groupe saccage le siège du YÖK à Ankara en 1983 et lance un mouvement d'occupation des rectorats en 1988⁴. Les conflits entre les militants de DY des années 1970 et les plus jeunes désireux de faire évoluer l'organisation conduisent à d'importants conflits internes⁵. De la même manière, *Dev-Sol* puis le DHKP-C, dirigés par des anciens des années 1970, arrivent à attirer à eux de jeunes militants des quartiers dans lesquels ils conservent des bases solides à Istanbul et qui seront à l'origine du renouveau de l'action violente du groupe et des mobilisations dans les prisons au tournant des années 2000. Il ne semble donc pas pertinent de poser une coupure nette entre les militants des années 1970 et ceux des années 1980/1990. Bien entendu, ces groupes cessent d'être des mouvements de masse comme dans les années 1970 durant lesquelles ils pouvaient mobiliser des dizaines de milliers de personnes. Les divisions idéologiques restent pourtant nettement présentes entre partis et groupes trotskystes (DSIP, *Antikapitalist*) ou marxistes-léninistes (DHKP-C, *Dev-Yol*) concurrents. Il existe aujourd'hui

¹ MONCEAU.N, « Le rôle des coups d'État militaires dans la formation et la trajectoire des générations politiques, l'exemple de la génération 68 en Turquie », *art. cit.*, p. 224.

² LÜKÜSLÜ D., *Türkiye'de gençlik miti. 1980 sonrası Türkiye gençliği*, *op. cit.*

³ Je n'ai pas fait d'enquête directement sur cette cohorte et je ne dispose pas d'informations précises sur ce point. Toutefois, les éléments épars dont je dispose à l'issue de ma recherche et des discussions avec des militants alors engagés semblent aller dans le sens de cette hypothèse. Elle mériterait une investigation plus poussée qui permettrait de relier mieux encore le militantisme des années 1970 au militantisme de gauche contemporain.

⁴ COPEAUX E., « Mobilisations étudiantes », *Susam sokak*, en ligne, consulté le 29/06/2016, URL : <http://www.susam-sokak.fr/article-esquisse-n-30-mobilisations-etudiantes-1-111295650.html>

⁵ *THKP-C ve Devrimci Yol'dan bugüne geçmiş değerlendirmesi. Bu tarih bizim*, *op. cit.*, p. 188.

plusieurs dizaines de publications militantes légalement distribuées représentant ces différentes tendances marxistes¹.

Les continuités s’observent également dans les espaces investis par ces groupes. On note cependant aujourd’hui, dans l’implantation spatiale de l’ensemble des organisations constituant le champ multi-organisationnel de la gauche turque, un repli sur les espaces qui constituaient les « noyaux durs » dans les années 1970. Ce resserrement de l’implantation géographique s’observe notamment dans la localisation des sièges des différentes organisations. A Ankara, la gauche est aujourd’hui cantonnée à ODTÜ et Kızılay (EMEP, TKP, DSIP, *78’liler DF*, *78’liler Birlik ve Dayanışma Derneği*, ÖDP, HDP, TIHV) où se déroulent également presque toutes les manifestations. Seules les HE conservent une implantation spatiale plus vaste du fait de leur ancrage dans les différents quartiers de la ville. Leur siège est cependant situé à Kızılay et leurs espaces d’implantation restent les quartiers les plus marqués à gauche : Dikmen, Çankaya, Mamak (trois antennes), Batıkent, Yenimahalle (deux antennes) et Keçiören. Ces groupes participent également aux luttes que mènent les habitants de certains quartiers contre les politiques publiques d’urbanisme de l’AKP. Les transformations urbaines – et le changement de climat politique – ont contribué à transformer, parfois en profondeur, certains quartiers. Balgat et Piyangotepe qui étaient, au cours des années 1970, des quartiers de *gecekondu* mobilisés par la gauche sont aujourd’hui des quartiers modernes et éloignés de leur investissement politique passé. A Ankara, les organisations de gauche restent implantées dans le quartier de Dikmen, un des fiefs historique de la gauche ankariote, en lutte contre les projets d’urbanisme de la municipalité et où elles reproduisent les modes d’action des années 1970². Les principales librairies de gauche (Imge et Ihlanihan, héritière de la librairie Erdost) se situent également à Kızılay. On observe le même phénomène à Istanbul quoique de manière plus nuancée. La majorité des organisations sont installées à Beyoğlu (TKP, *78’liler Birlik ve Dayanışma Derneği*, HDP) ou Şişli (DSIP, TIHV). Seul l’EMEP est installé à Fatih. Une fois encore, les lieux de fixation des HE suivent la géographie traditionnelle d’implantation de la gauche : Beyoğlu, Kadıköy, Kartal,

¹ Sachant que nombre de publications ne s’y trouvent pas, j’en ai relevé 18 dans les deux grandes librairies ankariotes (Dost et Imge) : *Yürüyüş* [Marche], *Marksist Tutum* [Position marxiste], *Söz ve Eylem* [Promesse et Action], *Tükenmez* [Inépuisable], *Barikat* [Barricade] *Parti Bayrağı* [Drapeau du parti], *Devrimci Gençlik* [Jeunesse révolutionnaire], *Marksist Bakış* [Regard marxiste], *Devrimci Hareket* [Mouvement révolutionnaire], *Komünist Zemin* [Sol communiste], *Kitle* [Masse], *Sosyalist İşçi* [Travailleur socialiste] proche du DSIP, *Ekim Gençliği* [Jeunesse d’octobre], *Kurtuluş* [Libération], *Kaldıraç* [Lever], *Devrimci Marksizm* [Marxisme révolutionnaire], *Sorun* [Problème], *Yeniyol* [Nouvelle voie]. On retrouve à travers ces titres une certaine continuité avec les intitulés des publications des années 1970.

² LELANDAIS G. E., « Le quartier comme espace de résistance et de politisation. La vallée de Dikmen à Ankara face à un projet de transformation urbaine », *Cultures & conflits*, Vol. 101/2, 2016, p. 139-167.

Bakırköy, Sarıyer, Ümraniye, Beykoz, Esenyurt et Okmeydanı. Les groupes qui maintiennent l'usage de la violence politique sont eux aussi ancrés au sein de « *safe spaces* »¹ historiques : Okmeydanı, Gülsuyu (Maltepe), Gazi (Sultangazi), Küçük Armutlu (Sarıyer) à Istanbul². Les mobilisations se déroulent principalement à Taksim (quand il est possible aux militants d'y accéder) ou dans ses environs ainsi qu'à Kadıköy sur la rive asiatique. On observe donc un double phénomène de continuité dans la présence spatiale de la gauche turque en même temps qu'une rétraction de ses terrains d'implantation organisationnelle.

En dépit de ces continuités qu'il est nécessaire de souligner, on ne peut manquer de noter les évolutions et les transformations de la gauche turque depuis les années 1970. La « constance nominale »³ de certains partis ou groupes masque en réalité des différences importantes. Ainsi, le TKP tel qu'il existe aujourd'hui se réclame de l'héritage du parti mais est très largement composé de jeunes militants et n'abrite plus de militants des années 1970⁴. Sans qu'il soit possible de dégager des chiffres précis concernant la sociologie et le nombre de militants impliqués dans ces groupes, il semble possible d'affirmer qu'ils concernent une faible part de la population et que leur capacité de mobilisation, électorale ou protestataire, est aujourd'hui négligeable. Le développement, au cours des années 1990-2000 d'un mouvement international altermondialiste⁵, a eu un écho paradoxal en Turquie. Les groupes turcs qui se sont investis dans l'altermondialisme (*Antikapitalist*, DSIP) sont majoritairement composés de jeunes militants et seulement pour une faible part, de militants des années 1970⁶. Aucun des militants que j'ai rencontrés au cours de l'enquête n'a évoqué, et *a fortiori* participé aux activités de ce courant de la gauche. La gauche radicale turque, très ancrée dans une approche nationale, n'est guère sensible au mouvement altermondialiste et sa faible transnationalisation passée semble avoir perduré.

¹ TILLY C., "Spaces of contention", *art. cit.*

² PEROUSE J-F., « Okmeydanı : un territoire ciblé », *OVIPOT*, 04/04/2014, en ligne, consulté le 29/06/2016, URL : <https://ovipot.hypotheses.org/10115>. Cette continuité d'implantation des organisations radicales est bien moins sensible à Ankara.

³ BOURDIEU P., « L'illusion biographique », *art. cit.*, p. 70.

⁴ Lors de mes premiers jours sur le terrain à Istanbul, j'ai croisé, en sortant du métro à Taksim, deux jeunes gens qui vendaient *Sol*, le journal du TKP. Engageant la conversation avec eux, nous fûmes mutuellement désarçonnés. Ils étaient étonnés que je les questionne sur la présence de militants des années 1970 dans leur groupe alors que j'étais surpris qu'il n'y en ait pas. Je n'en ai compris les raisons que plus tard.

⁵ SOMMIER I., *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003.

⁶ LELANDIS G. E., *Altermondialistes en Turquie. Entre cosmopolitisme politique et ancrage militant*, *op. cit.* Bien entendu, cette affirmation peut être nuancée selon certaines trajectoires individuelles ou des engagements ponctuels de certaines organisations (HE, EMEP) lors d'événements altermondialistes en Turquie ou à l'étranger.

Le point de croisement qui relie à lui seul ces similarités et ces différences est le mouvement Gezi¹, survenu au cours du mois de juin 2013. Parti d'une protestation contre la construction en lieu et place de l'actuel parc Gezi place Taksim de la reproduction d'une caserne ottomane qui abriterait un centre commercial, le mouvement prend rapidement de l'ampleur. Plusieurs dizaines de milliers de personnes convergent sur la place au plus fort du mouvement et d'autres grandes villes du pays (Ankara, Izmir...) voient fleurir les manifestations et occupations de parcs publics en soutien aux stambouliotes. Au-delà d'une protestation contre le projet, c'est l'ensemble des politiques urbaines menées par l'AKP qui est contesté et surtout, la figure du premier ministre d'alors, Recep Tayyip Erdoğan. Si l'on a observé un retard des partis et groupes politiques de gauche à saisir l'ampleur du mouvement, ceux-ci n'y ont pas moins participé. On a pu observer la présence des drapeaux de tous les mouvements suscités : HE, *Dev-Yol*, EMEP, ÖDP etc. ainsi que des portraits d'Ibrahim Kaypakkaya et de Deniz Gezmiş brandis par de jeunes militants ou affichés sur l'*Atatürk Kültür Merkezi* [Centre culturel Atatürk] qui borde la place. Certains gestes (poing gauche levé) et slogans (« *Faşizme karşı omuz omuza* », « Epaule contre épaule contre le fascisme ») observables à Gezi sont directement issus des mobilisations des années 1970.

Leur scepticisme a toutefois été balayé par l'enthousiasme de la jeunesse pendant le mouvement Gezi. Hüseyin E. voit ses deux fils participer au mouvement à Ankara et semble rassuré de voir la jeunesse mobilisée, bien qu'elle n'ait, en réalité, jamais cessé de l'être : « Ils étaient dans la résistance de Gezi, dans cette période de Gezi, du matin au soir, du soir au matin. Ils ne rentraient plus à la maison. S'ils revenaient ils passaient avec des amis, mangeaient et après ils ressortaient à nouveau. [Il rit] C'est comme ça... »². İnönü partage cet enthousiasme à propos des jeunes de Gezi qu'ils trouvent « *müthiş* » [fantastiques] et qui « nous donnent de l'espoir »³. Cet enthousiasme masque toutefois mal les incompréhensions entre les militants des années 1970 qui se posent en vétérans et les plus jeunes militants de Gezi :

« Y : [A partir de] 1990 ça a été un autre tournant très important. Nous sommes revenus dans les chambres [professionnelles] et nous avons commencé une autre vague de manifestations. Nous sommes descendus dans la rue encore une fois. Et les *çapulcu* de Gezi ce sont... nous sommes des ancêtres des *çapulcu* »⁴

¹ DAVID I. & TOKTAMIS K. F., *Everywhere Taksim: Sowing the Seeds for a New Turkey at Gezi*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2015.

² Entretien avec Hüseyin E., Ankara, le 13/09/2013.

³ Entretien avec İnönü, Ankara, 05/06/2014.

⁴ Entretien avec Yavuz, Ankara, 01/11/2013. Le terme *çapulcu* (littéralement, pillard), employé par Erdoğan pour stigmatiser les manifestants de Gezi a ironiquement été retourné par les militants eux-mêmes qui l'ont employé pour s'auto-labéliser.

Les relations entre les militants des années 1970 et les générations suivantes ont souvent été tendues dans les groupes et partis en raison d'un sentiment de supériorité des premiers qui leur vient des épreuves traversées. Tentant souvent d'imposer leurs stratégies et leurs idées, ils rendent problématiques les relations avec les plus jeunes. Les rapports restent ambivalents faute de transmission familiale et politique de la mémoire militante des années 1970. En effet, celle-ci est restée tue faute d'espace d'expression légitime¹. Les images (la figure de Gezmiş) et certains textes sont passés mais la mémoire est restée cloisonnée entre parents et enfants. On ressent nettement cette complexité de la transmission dans les textes littéraires d'anciens militants. Ils mettent au cœur de leur projet littéraire l'incommunicabilité du passé désormais révolu et la difficulté de transmettre ce passé des parents vers les enfants². Cette question introduit directement la problématique mémorielle qui fait l'objet de la dernière partie de ce chapitre.

Section 3 : La vision des vaincus³ : mobilisation victimaire et questions mémorielles

« Rien n'est aussi actuel que le souvenir »⁴

Etablir une histoire de la Turquie depuis les années 1970, fût-ce à travers le prisme politique, ne permet pas d'occulter les différentes mémoires qui ont progressivement émergé et se sont affirmées non sans conflits. Ces mémoires sont autant de discours concurrents qui viennent dire ce que furent les années 1970, le coup d'Etat et ses origines, le régime militaire et ses conséquences. Il me semble donc nécessaire d'en rendre compte, non pas sur le mode de la digression mais au contraire pour mettre au jour des formes d'actualisation d'engagements passés qui se perpétuent, tout en se transformant, à travers la lutte que se livrent les acteurs autour de la question mémorielle. Celle-ci n'est toutefois pas univoque et

¹ Uraz m'a ainsi raconté n'avoir découvert l'engagement passé de ses parents qu'en trouvant leurs livres politiques cachés chez un cousin militaire à leur retour d'exil en 1992. Entretien avec Uraz, Istanbul, 15/05/2014.

² BAYDAR O., *Et ne reste que des cendres*, op. cit.

³ WACHTEL N., *La vision des vaincus. Les Indiens du Pérou devant la Conquête espagnole*, Paris, Gallimard, 1971.

⁴ VAN REYBROUCK D., *Congo, une histoire*, Arles, Actes Sud, 2014, p. 20.

tend à générer des tensions entre la nécessité d'élaborer une mémoire collective unifiée dans le cadre d'une mobilisation victimaire et les mémoires individuelles dispersées issues d'expériences plurielles.

A) De « l'indicible à l'inaudible »¹ : légitimer une mobilisation victimaire

Le début des années 2000 est marqué par l'émergence d'une mobilisation d'anciens militants des groupes révolutionnaires turcs demandant la condamnation des putschistes du 12 septembre et la reconnaissance officielle de la responsabilité des autorités dans les disparitions et les victimes de torture. Cette mobilisation s'est longtemps heurtée au silence avant que le conflit entre l'AKP et l'armée ne vienne transformer la situation.

1) Les ambiguïtés de la mémoire d'Etat

Encadré V-3 : Travailler (sur) la mémoire en sociologie : enjeux théoriques et méthodologiques

On connaît l'intense débat qui agite les historiens sur la question de l'articulation entre histoire et mémoire². L'histoire n'est pas seulement une méthode d'analyse, elle est une ressource et en enjeu de luttes pour les acteurs. L'enjeu mémoriel est, par conséquent, un objet d'analyse central pour le chercheur. La sociologie a, depuis Maurice Halbwachs³, apporté une contribution centrale à l'étude de cette question en tentant de dépasser l'opposition histoire/mémoire⁴ et en tentant de penser l'articulation souvent complexe et potentiellement conflictuelle⁵ entre mémoire individuelle, groupes sociaux et mémoire officielle ou mémoire d'Etat. L'approfondissement de ce questionnement en contexte autoritaire peut s'avérer heuristique. Comment un régime autoritaire élabore-t-il une mémoire d'Etat et quelles relations entretient-il avec les contre-mémoires politiques ? Comment les mémoires individuelles parviennent-elles à s'harmoniser avec plus ou moins de bonheur avec

¹ AUDOUIN-ROUZEAU S. & BECKER A., *14-18. Retrouver la Guerre*, Paris, Gallimard, 2003, p. 71.

² La bibliographie est désormais pléthorique sur cette question. Citons toutefois RICOEUR, P., *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*, Paris, Seuil, 2003 et, pour une réflexion plus récente ROUSSO H., *Face au passé. Essais sur la mémoire contemporaine*, Paris, Belin 2016.

³ HALBWACHS M., *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994 [1925] & HALBWACHS M., *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997.

⁴ LAVABRE M-C., « Usages du passé, usages de la mémoire », *Revue française de science politique*, Vol. 44, n°3, 1994, p. 480-493. Voir aussi POLLAK M., *Une identité blessée. Etudes de sociologie et d'histoire*, op. cit.

⁵ BASTIDE R., « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *L'année sociologique*, n°21, 1970, p. 65-108.

la mémoire officielle et les mémoires des groupes au sein desquels elles s'inscrivent ? Constituer *les mémoires* – le pluriel prend tout son sens dans le cas turc – en objet d'étude permet deux choses. D'abord, de questionner les modalités d'ordonnement du passé (valorisations/occultations) ; ensuite, d'interroger le rapport au passé (et au présent) d'un groupe et/ou d'un individu¹. Je reprends ici la typologie proposée par Marie-Claire Lavabre qui distingue la mémoire historique – que j'appelle ici mémoire d'Etat –, la mémoire collective et la mémoire individuelle, pour réfléchir sur cette question mémorielle en contexte autoritaire et à son articulation avec l'émergence d'une mobilisation victimaire à caractère mémoriel.

Travailler sur les mémoires collectives et individuelles, qui plus est en contexte autoritaire, pose des questions méthodologiques importantes qui sont débattues depuis longtemps². La mémoire d'Etat, les mémoires collectives et individuelles ne peuvent être étudiées avec les mêmes outils. Pour les deux premières catégories de mémoires je me suis focalisé sur la production des discours mémoriels institutionnels en mettant l'accent sur les conflits autour de leur élaboration. A l'échelle individuelle, questionner la mémoire s'avère un exercice complexe. Il faut naviguer entre l'« infra-discursivité »³ d'un côté et l'effacement des singularités derrière des discours mémoriels préétablis qui « contaminent » les manières de raconter le passé et de se situer dans une histoire collective et nationale de l'autre. J'ai donc travaillé concomitamment deux dimensions de la mémoire individuelle : la remémoration des événements passés pour l'établissement de la trajectoire biographique et l'ajustement de la mémoire individuelle vis-à-vis des mémoires étatique et organisationnelles de ces périodes (les années 1970 et le régime militaire).

Avant de quitter le pouvoir en 1983, la junte a fait inscrire dans la nouvelle Constitution une immunité à vie pour les activités menées pendant le régime militaire (art. 15). L'ajout d'un article condamnant les insultes au chef de l'Etat dans le code pénal a

¹ La mémoire historique est tout à la fois « un récit finalisé du passé et instrumentalisation politique ». La mémoire collective « n'est pas une, comme l'est en son principe la mémoire historique, elle n'est pas non plus multiple, éclatée, comme le serait l'addition des mémoires individuelles atomisées. Interaction entre l'élaboration de l'histoire telle que l'opère le parti et la mémoire commune de ses adhérents, elle est en relation, tension et négociation entre l'unité de la norme et la diversité des itinéraires et des communautés militantes », LAVABRE M-C., *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la FNSP, 1994, p. 276.

² VOLDMAN D. (dir.), « La bouche de la Vérité ? La recherche historique et les sources orales », *Cahiers de l'IHTP* n°21, 1992.

³ La dimension infra-discursive de la mémoire « révèle d'un côté la logique pratique d'une mémoire personnelle observable dans des gestes de remémoration, et d'un autre côté met au jour la crise du discursif qui entoure la commémoration d'événements ambivalents », GOBILLE B., « La mémoire à demi-mots. Analyses d'une commémoration impossible », *Genèses*, n°28, 1997, p. 96.

également prémuni Evren de toute critique à son endroit¹. Le retour progressif des mobilisations de gauche au mitan des années 1990 et le conflit croissant entre civils et militaires va faciliter l'émergence d'acteurs demandant la traduction en justice des putschistes de 1980 qui, hormis le général Celasun décédé en 1998, sont alors tous vivants. Au cours des années 1990, le coup d'Etat et le régime militaire deviennent progressivement des objets de discussion publique. Mehmet Ali Birand réalise même en 1998 une série documentaire en neuf épisodes sur le coup d'Etat avec les protagonistes de l'époque (hommes politiques, militants de gauche et de droite ainsi qu'Evren lui-même, particulièrement goguenard)². La rhétorique faisant du coup d'Etat l'antidote à « l'anarchie rampante » et criminalisant la gauche comme agent de l'étranger propagateur du « terrorisme » rend toutefois les contre-mémoires indicibles. Le rapport entre l'AKP et les militaires à partir de 2002-2003 va accélérer la transformation de cette mémoire d'Etat.

Pour asseoir sa domination et envoyer un signe fort de changement d'époque, le premier ministre Recep Tayyip Erdoğan organise le 12 septembre 2010, soit trente ans jour pour jour après le coup d'Etat, une révision constitutionnelle qui conduit, après son adoption, à la levée d'immunité à l'encontre des généraux Evren et Şahinkaya (le général Ersin est mort en 2005, le général Tümer meurt en 2011). *Le Monde* relate ainsi que

« dès lundi 13 septembre au matin, une centaine de personnes a investi le tribunal de Beşiktaş, à Istanbul, pour réclamer '*justice contre les putschistes*'. Intellectuels, responsables d'organisations des droits de l'homme ou simples citoyens ont déposé plainte pour "*meurtres*", "*tortures*" et "*coup d'Etat*" »³.

A la suite d'un long procès à Ankara, auquel j'ai pu partiellement assister en compagnie des militants de gauche, les généraux Evren et Şahinkaya sont condamnés le 18 juin 2014⁴ à la prison à vie et à la dégradation militaire pour « renversement de l'ordre constitutionnel par la force » et « atteinte criminelle à la Constitution » (art. 146 du code pénal). Alors âgés de 97 et 89 ans⁵, et compte tenu de leur état de santé, les deux généraux sont dispensés d'effectuer leur peine⁶.

Ces évolutions, dans un pays où l'armée tient depuis 1923 un rôle de premier plan, ne sont pas à négliger. Toutefois, la condamnation des généraux et du régime militaire dans son

¹ Cet article, toujours en vigueur, est largement utilisé par Recep Tayyip Erdoğan pour attaquer ses contradicteurs et critiques, notamment les journalistes.

² BIRAND M. A., *12 Eylül. 1980 darbesi, op. cit.*

³ « Les Turcs demandent justice trente ans après le putsch », *Le Monde*, 15/09/2010.

⁴ « 12 Eylül Sonu » [La fin du 12 septembre], *Milliyet*, 19/06/2014.

⁵ Tous deux hospitalisés le jour pendant le procès, ils étaient présents aux audiences, accompagnés de leurs avocats, par vidéoconférence. Leur ligne de défense reposait sur « l'amour de la patrie » comme mobile d'intervention le 12 septembre 1980, journal de terrain, audience au tribunal d'Ankara, 28/05/2014.

⁶ Kenan Evren est décédé le 9 mai 2015 et Tahsin Şahinkaya le 9 juillet 2015.

ensemble n'est pas dénuée d'ambiguïtés de la part de l'AKP. La reconnaissance de l'illégalité du coup d'Etat n'est pas venue légitimer la cause des organisations de gauche des années 1970. Le processus n'a pas non plus donné lieu à la reconnaissance de la part des autorités de leur responsabilité dans la mort de plusieurs centaines de personnes « disparues » ou torturées, les généraux n'étant jugés que pour le renversement de l'ordre constitutionnel par la force. Je n'ai pas non plus constaté la volonté de mettre en place une politique mémorielle nationale, qu'elle s'articule autour d'une commission de type « Vérité et réconciliation » comme certains pays latino-américains ont pu le faire¹ ou par la mise en place de commémorations nationales publiques. Tout au contraire, la mort du général Evren le 9 mai 2015 a donné lieu à l'organisation d'obsèques nationales à Ankara du fait de son statut d'ancien président de la République. La manœuvre stratégique de l'AKP pour délégitimer le coup d'Etat militaire², et à travers lui, l'armée dans son ensemble qui fait pression sur les tenants de l'islam politique depuis le milieu des années 1990, n'est donc pas venu légitimer la mobilisation victimaire de gauche (dont les groupes ont pourtant soutenu le processus) et n'a pas entraîné l'émergence d'une mémoire d'Etat profondément différente de celle qui présidait jusqu'alors sur les questions de torture et de disparitions notamment.

Cette ambiguïté des autorités à l'égard de la répression politique passée trouve son illustration parfaite dans le conflit autour de la transformation de la prison d'Ulucanlar à Ankara. Lieu de détention majeur dans l'histoire de la République, il se trouve au cœur du quartier d'Altındağ, près de la vieille ville. Vétuste, la prison est vidée en 2007 par le ministère de la Justice qui souhaite la détruire. Compte tenu de l'histoire du lieu qui a accueilli la majorité des prisonniers politiques de renom du pays (de Nâzım Hikmet à Deniz Gezmiş en passant par Behice Boran), la Chambre des architectes d'Ankara (TMMOB *Ankara Mimarlar Odası*) et le barreau d'Ankara souhaitent en faire un musée et un « lieu de mémoire »³ de la répression politique. Ces deux institutions y organisent un festival la même année (en 2007) où, pendant quinze jours, se succèdent témoignages, ateliers et projections. Rapidement le ministère et la mairie d'Altındağ, tenue par l'AKP, souhaitent récupérer le projet et un conflit émerge avec la chambre des architectes qui avait commencé à travailler sur un projet d'aménagement du site. Mise sur la touche, cette dernière est contrainte d'abandonner le projet à la municipalité qui transforme la prison en musée. Le projet

¹ LEFRANC.S, *Politiques du pardon*, Paris, PUF, 2002.

² Dans son article de *Cumhuriyet* qui suit la condamnation, Alican Uludağ soutient que c'est toute « la période du 12 septembre qui a été officiellement condamnée hier », ULUDAG A., « 12'e müebbet » [Perpétuité pour le 12 septembre], *Cumhuriyet*, 19/06/2014, p .6.

³ NORA P. (dir.) *Les lieux de mémoire*, op. cit.

municipal a donné lieu à d'importants travaux visant à lisser la violence du lieu et son histoire : la prison est entourée d'un parc et de boutiques d'artisanat, les graffitis ont été effacés et les murs repeints, les cours pavées sont agrémentées d'arbres, les cellules assainies sont habitées par de personnages de cire et les cellules d'isolement mises en son et lumière¹. La brochure de présentation du musée invite le visiteur curieux à entreprendre « *a glamorous trip to Turkish political life* »². Dans le film et le livre réalisés par la TMMOB pour raconter l'histoire de la prison et retracer le conflit autour de sa transformation en musée, les architectes estiment que la mémoire est aujourd'hui maquillée, mutilée et réorientée par les autorités qui refusent de reconnaître la violence d'Etat et la masquent à travers un lieu de villégiature ludique³. Le conflit autour de la prison d'Ulucanlar vient illustrer la persistance des conflits politiques en Turquie, entre la gauche et l'AKP, mais montre surtout l'ambiguïté qui persiste autour de cette mémoire historique d'Etat : instrumentalisation politique du passé contre les militaires au nom de la justice et de la démocratie d'un côté qui ne se traduit pas, de l'autre, par une reconnaissance de la violence d'Etat passée comme présente.

2) Construire une mobilisation victimaire en contexte autoritaire

A côté des organisations de défense des droits de l'Homme des années 1980-1990, se constituent depuis le début des années 2000 des collectifs d'anciens militants de gauche qui demandent la reconnaissance des violations des droits de l'Homme et la condamnation des responsables des exactions sous le régime militaire. Ces organisations constituent l'exemple même des mobilisations victimaire⁴. Le pluriel est de rigueur car l'engagement victimaire se révèle concurrentiel et conflictuel.

Prétendant rassembler au-delà des clivages politiques de la gauche turque dans le but de montrer un front uni⁵, on retrouve, entre les entrepreneurs de mobilisation victimaire⁶, des luttes interpersonnelles et inter-organisationnelles qui viennent redoubler des clivages politiques anciens. Ces conflits ont donné lieu à une scission entre deux organisations rivales

¹ Voir les photos présentées en annexe 7.

² ULUCANLAR CEZAEVI MÜZESİ [Musée de la prison d'Ulucanlar], brochure de présentation, p. 2. Notons que la TMMOB n'y est pas citée parmi les participants au projet.

³ BEYSÜLEN Y. K., *Ulucanlar. Büyük yüzleşme*, Ankara, TMMOB Mimarlar Odası Ankara Subesi, 2012, 85 min.

⁴ LEFRANC.S, MATHIEU.L (dirs.), *Mobilisations de victimes*, Rennes, PUR, 2009.

⁵ Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 13/09/2013.

⁶ J'emploie ici le terme d'« entrepreneur de mobilisation » victimaire et, plus loin, celui d'« entrepreneur de mémoire ». Ces deux qualifications se recoupent partiellement mais les maintenir séparées garantit une meilleure visibilité des acteurs et processus à l'œuvre qui restent distincts dans leurs buts. Sur les entrepreneurs de mobilisation voir BECKER H. S., *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, op. cit.

travaillant à construire et imposer une vision légitime de la gauche des années 1970 et du régime militaire¹. La *78'liler Devrimci Federasyonu* [78'liler DF, Fédération révolutionnaire des soixante-dix-huitards], dont le siège se situe à Ankara, émerge en 2000 mais ne prend sa forme fédérative qu'en 2007. Cette association dispose, ainsi que sa rivale, de plusieurs antennes dans le pays : à Samsun, à Mersin, à Izmir et Antalya notamment. La seconde, *78'liler Birlik ve Dayanışma Derneği* [78'liler BDD, Association d'union et de solidarité des soixante-dix-huitards] est basée à Istanbul depuis 2008 bien que son président revendique la paternité de l'idée d'association mémorielle². Je ne suis pas parvenu à déceler clairement la cause initiale de leur conflit qui m'a été présenté comme un désaccord interpersonnel³ et politique. En réalité, la concurrence semble plutôt s'articuler autour de réseaux politiques locaux concurrents (majoritairement stambouliotes et ankariotes avec leurs relais dans les villes plus petites)⁴. Ces mobilisations doivent être replacées dans une perspective de plus longue durée, et ce, à plusieurs niveaux. La transformation du contexte politique depuis le début des années 1990 et la relative ouverture politique qu'a constituée l'arrivée au pouvoir de l'AKP a contribué à rebattre les cartes en facilitant l'énonciation des griefs et en offrant de nouveaux cadres à la dénonciation de l'injustice. La forte délégitimation du communisme, de la décennie 1970 et des modes d'action alors revendiqués (prise du pouvoir violente) dans l'espace politique a conduit certains acteurs à modifier leurs registres d'intervention politique. A l'échelle méso-sociologique, le rapide essoufflement de l'ÖDP a conduit certains groupes à se distancier – sans rompre – de l'activité politique traditionnelle. Enfin, à l'échelle individuelle, il faut réinscrire ces mobilisations dans l'histoire des dispositions et des engagements passés qui incline certains acteurs à endosser ce rôle social de « victime » sans nécessairement abandonner le militantisme.

¹ Ma méconnaissance de ce conflit m'a valu un impair lors de mon entrée sur le terrain. Ayant travaillé avec la *78'liler Derneği* en 2009 pour un précédent travail de recherche, je l'ai mentionnée auprès des représentants de *78'liler DF* lors de notre première rencontre en pensant qu'il n'y avait pas de différence entre les deux structures. Si cet incident n'a pas eu de répercussion directe sur l'enquête, il a eu le mérite de me placer au cœur des luttes de cet espace militant en m'obligeant à les objectiver.

² Entretien avec Celalettin, Istanbul, 19/03/2009. Je me suis rendu au siège à Istanbul en 2009 et à l'antenne ankariote en 2014.

³ « C. on ne l'aime pas trop ici », discussion informelle au Musée de la honte [*Utanç Müzesi*], journal de terrain, Ankara, 15/09/2013. Au cours d'un entretien Hüseyin E. m'explique que la scission avec C. viendrait de sa volonté d'être le « chef » alors que la fédération refuse ce mode de fonctionnement, entretien avec Hüseyin E., Ankara, 20/11/2014. Lors de l'audience d'Evren et Şahinkaya au tribunal d'Istanbul, les stambouliotes de la *78'liler Derneği* présents ne se sont pas mélangés aux membres ankariotes de *78'liler DF* (reconnaissables à leurs chasubles, casquettes cartonnées et badges), journal de terrain, 28/05/2014.

⁴ Ma difficulté à comprendre la différence entre les deux organisations était entretenue par une grande similarité dans les discours et l'iconographie mobilisés : affiches aux couleurs et à la typographie presque identiques, présence des mêmes photos de « martyrs » aux murs et dans les manifestations.

Comme le fait remarquer Caroline Baudinière « le discours victimaire élaboré conjugue [...] deux aspects : il permet de valoriser les ‘victimes’ (au sein du groupe) et de stigmatiser en retour les vainqueurs »¹. La mobilisation conjugue donc à la fois une posture à la fois victimaire (défense des victimes) et offensive c'est-à-dire politisée et accusatrice. En Turquie le cadrage de la mobilisation victimaire de gauche, qui recoupe en certains points la mobilisation kurde en faveur des victimes de la répression militaire, est concentré sur deux points. D’abord, les Etats-Unis auraient manipulé les militaires turcs et piloté le régime militaire pour conforter leurs intérêts impérialistes. Cette situation replace la gauche révolutionnaire turque dans une histoire plus large qui fait d’eux des sujets d’une *histoire globale* de la répression et de l’impérialisme (Chili, Argentine, Grèce...). Ensuite, le régime actuel est l’héritier direct du 12 septembre². Cela conduit les entrepreneurs victimaires à tirer un fil continu entre les années 1970 (massacres de Kahramanmaraş Corum...), la répression sous le régime militaire, les événements de Sivas en 1993, les émeutes de Gazi en 1995 et la répression de Gezi en 2013³ en soulignant la violence consubstantielle et constamment actualisée de l’Etat turc. Celui-ci, en répondant aux injonctions étrangères, ne s’appartiendrait plus et violenterait sa propre population au lieu de conduire le changement et la modernisation dans une perspective socialiste – fortement teintée de kémalisme comme on l’a vu. On retrouve là la position ambiguë de la gauche turque sur la question de l’Etat. Aussi la mobilisation s’organise-t-elle autour d’un triptyque de motifs constamment répétés depuis les années 1970 : indépendance (*bağımsızlık*), démocratie (*demokrasi*) et lutte socialiste contre la tendance à la fascisation des structures étatiques (*faşizme karşı sosyalist mücadele*).

Mais qui sont les victimes ? La définition et la délimitation des « unités pertinentes de mobilisation »⁴ est un enjeu central autant que conflictuel pour les entrepreneurs de mobilisation victimaire⁵. Le risque pour le sociologue est ici de venir ratifier des découpages « naturels » qui résultent en réalité d’une construction sociale par les acteurs mobilisés. Les victimes mises en avant par les deux associations sont avant tout les personnes décédées dans

¹ BAUDINIÈRE C., « Une mobilisation de victimes illégitimes. Quand les épurés français de la Seconde Guerre mondiale s’engagent à l’extrême droite », *art. cit.*, p. 38.

² Le communiqué de la 78^e liler DF lu devant la presse aux abords de l’ambassade des Etats-Unis à Ankara le 12 septembre 2013 est clair à ce propos : « Il y a 33 ans les Etats-Unis, à travers leurs enfants [l’armée], ont fomenté un coup d’Etat qui se prolonge depuis ». La situation de la Turquie aujourd’hui serait liée à ce maintien d’un régime issu du 12 septembre et par les ingérences impérialistes qui déstabilisent le Moyen-Orient et l’entourage de la Turquie.

³ L’exposition dans le Musée de la honte [Utancı Müzesi] organisée par la 78^e liler DF était constituée selon un parcours chronologique partant des années 1970 jusqu’à aujourd’hui.

⁴ LATTE S., « La ‘force de l’événement’ est-elle un artefact ? Les mobilisations de victimes au prisme des théories événementielles de l’action collective », *Revue française de science politique*, 2012/3, Vol. 62, p. 409.

⁵ LEFRANC S. & MATHIEU L., « De si probables mobilisations de victimes », in LEFRANC.S, MATHIEU.L (dirs.), *Mobilisations de victimes, op. cit.*, p. 11-26.

le cadre de leur militantisme politique au cours des années 1970 mais surtout après le coup d'Etat (disparus, exécutés, morts dans des grèves de la faim ou dans des affrontements avec les forces de sécurité). Ces individus sont transformés en « martyrs » [*şehitler*] de la cause. La demande de justice lors de l'audience au procès des généraux Evren et Şahinkaya concernait au premier chef les morts dont les portraits étaient brandis devant la cour par les militants présents. Les militants ne réclament pas de réparation pour les sévices subis pendant leur garde à vue ou leur incarcération, ils réclament la condamnation des putschistes, et à travers eux de l'interventionnisme militaire dans la vie politique et sociale, et des tortionnaires que les premiers ont laissé agir. C'est donc en premier lieu en l'honneur des camarades disparus que s'opère la mobilisation et en second lieu pour les victimes de torture encore vivants.

Pourtant, ces derniers, ainsi que les proches des disparus, n'en sont pas moins des victimes car ils ont été réprimés et ont souffert des « disparitions ». Dans cette perspective, le fait d'avoir subi la répression sous le régime militaire créerait automatiquement une communauté et des solidarités entre ceux qui eurent l'infortune de le rencontrer. Or, la réalité sociale est plus ambivalente. Dans ce travail permanent de découpage, d'inclusion et d'exclusion, je note que les exilés ne sont jamais mentionnés comme des victimes de la répression¹. Le faible nombre de militants impliqués dans les organisations victimaires, de quelques dizaines à quelques centaines suivant le groupe², contraste nettement avec l'ampleur des chiffres indiqués plus haut de la répression. L'affinité naturelle des victimes avec leurs défenseurs semble donc démentie. L'insistance sur les martyrs et le fort marquage politique des deux organisations contribue à éloigner des soutiens potentiels (cf. infra III-B-2).

Les répertoires mobilisés par les organisations victimaires sont multiples. Le premier concerne les commémorations³. Les commémorations peuvent prendre la forme de manifestations ou de « conférences de presse en plein air » [*basın açıklaması*]⁴ très utilisées

¹ Aucun exilé rencontré pendant mon enquête ne fait partie de l'une ou l'autre des associations de 78'ards.

² Hüseyin G. estime à 80 le nombre de militants de la *78'liler Derneği*. Je n'ai pas de chiffre concernant la *78'liler DF* qui semble toutefois capable de mobiliser davantage de personnes. Encore une fois, l'adhésion à ces associations n'est pas le signe d'un militantisme actif.

³ « [...] on entendra ici par commémoration tout rassemblement, organisé dans l'intention d'être publicisé au-delà du cercle de ses participants, et dont un motif, au moins, est l'hommage à une ou plusieurs personnes décédées. Cet entrelacs de pratiques aux confins des rites funèbres et des démonstrations politiques se décline ainsi en marches silencieuses, veillées commémoratives, inaugurations de stèles, obsèques publiques, fleurissements de sépultures, dévoilements de plaques, hommages officiels, journées nationales ou internationales du souvenir, etc. » (p. 116), LATTE S., « Commémoration », in FILLIEULE O., MATHIEU L. & PECHU C. (dirs.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, op. cit., p. 116-123. Voir aussi, LATTE S., « Le choix des larmes. La commémoration comme mode de protestation », *Politix*, 2015/2, n° 110, p. 7-34.

⁴ Cette forme de mobilisation joue un rôle important dans les formes d'action en Turquie. « C'est un rassemblement statique, en plein air, regroupant en général moins d'une cinquantaine de personnes, mais parfois plusieurs milliers de participants. [...] Le vide juridique sur la question des conférences de presse en plein air

pour contourner la répression¹. Elles peuvent aussi prendre la forme des rassemblements comme devant le siège de la radio à Ankara à 4h du matin tous les 12 septembre (heure de l'annonce du coup d'Etat) ou devant la prison militaire de Mamak redevenue une caserne militaire². Elles peuvent consister à mener des recherches sur les militants dont les corps n'ont pas été retrouvés et n'ont donc pas de sépulture. En parallèle d'une recherche menée par un militant de la 78'liler DF de Mersin sur l'exécution de Veysel Güney³ (1954-1981), le bureau de la fédération lève des fonds⁴ pour lui offrir une sépulture réalisée en juin 2015 dans sa région d'origine (Mersin). L'inhumation a donné lieu à un rassemblement des militants de la fédération et de ses anciens camarades de *Dev-Yol*⁵. Mais le grand épisode commémoratif a eu lieu lors de la tenue à Ankara du Musée de la honte [*Utanç Müzesi*] qui vise à mettre en lumière les crimes des autorités turques depuis les années 1970⁶. Il s'agit d'une exposition qui présente des objets ayant appartenu à des militants (dont la fameuse parka de Deniz Gezmiş et la veste de Mahir Çayan⁷), des photographies prises lors des grands massacres des années 1970, dans les prisons sous le régime militaire et jusqu'à la répression de Gezi, illustrant ainsi la continuité revendiquée entre le régime militaire et l'actuel gouvernement. Le clou de l'exposition est constitué par la présentation de l'ensemble des portraits des victimes⁸ (exécutées, disparues, mortes sous la torture ou dans les grèves de la faim) sur de petits présentoirs rassemblés comme dans un amphithéâtre (cf. infra). La mise en scène est accompagnée de chants lugubres et d'une lumière rouge⁹. Le but est évidemment de frapper le visiteur et vient souligner l'intime intrication entre mobilisation victimaire et émotions.

favorise l'adoption de cette modalité d'action. Les manifestants soutiennent en effet qu'il ne faut pas de déclaration préalable auprès des préfectures, ce que conteste la police », UYSAL A., « Maintien de l'ordre et risques liés aux manifestations de rue », *op. cit.*, p. 47.

¹ La 78'liler *Derneği* utilise régulièrement ce mode d'action, notamment lors des commémorations du 1^{er} mai 1977, entretien avec Celalettin, Istanbul, 19/03/2009.

² Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 13/09/2013.

³ DINÇER E., *Sizin Veysel. Darbenin kaybettiği bir devrimcinin izinde* [Votre Veysel. Sur la piste d'un révolutionnaire disparu], Ankara, Nota Bene, 2014.

⁴ Le projet était en cours lors de ma présence en Turquie. Le 24 mai 2014 j'ai pu assister à la présentation de l'ouvrage en présence de l'auteur et des militants de la fédération ainsi qu'à un point sur l'avancée des démarches concernant l'achat de la pierre tombale.

⁵ BERNARD J-P., « La liturgie funèbre des communistes (1924-1983) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°9, 1986, p. 37-52.

⁶ La première édition de cet événement remonte à 2010. L'exposition tourne ensuite dans les villes qui possèdent une antenne de la fédération, 78'liler DEVRIMCI FEDERASYONU, "12th of September Museum of Shame", en ligne, consulté le 13/06/2016, URL : <http://www.memorializeturkey.com/en/memorial/309/>

⁷ "These objects have symbolic value for the leftist movement in Turkey because they belonged to the leaders of the movement who were killed or executed", 78'liler DEVRIMCI FEDERASYONU, "12th of September Museum of Shame", en ligne, consulté le 13/06/2016, URL : <http://www.memorializeturkey.com/en/memorial/309/>

⁸ Cette mise en scène était doublée d'une liste chronologique des décès présentée dans le hall de l'exposition.

⁹ Journal de terrain, 11/09/2013.



Illustration V-2 : Portraits des martyrs de la gauche exposés au *Çağdaş Sanatlar Merkezi* [Centre des arts contemporains] à Ankara au cours de l'exposition *Utanç Müzesi* [Musée de la honte] en septembre 2013. On peut reconnaître, parmi les quatre portraits mis en avant au premier, plan : Deniz Gezmiş (à gauche), İbrahim Kaypakkaya (troisième en partant de la gauche) et Mahir Çayan (à droite).

Crédits : Paul Cormier

Reprenant un motif largement décliné depuis les années 1970, la commémoration met la martyrologie au cœur du dispositif¹ et célèbre le groupe en honorant les morts. Elle le mythifie à l'occasion en homogénéisant l'ensemble des victimes qui deviennent des « martyrs ». Cet investissement politique du deuil qui devient, de fait, infini, consacre l'émergence d'une « contre-culture de la mort »² omniprésente.

L'exposition dévoile également des photocopies d'archives, notamment les rapports de décès des militants incarcérés. Cette publicisation des archives est un des aspects centraux de la mobilisation victimaire qui cherche à attester ses dires preuves à l'appui. Cette exhumation des archives prend deux formes différentes. Elle consiste d'abord à photocopier des archives auxquelles les militants ont pu avoir accès – sans que je parvienne à savoir précisément comment. Ces archives ont été publiées par la *78'liler DF* dans deux ouvrages : l'un présente les listes et les actes de décès de prisonniers en détention ainsi que des résultats d'enquêtes administratives internes concernant des cas de torture ; le second donne à lire les lettres de

¹ BOUMAZA M. & CAMPANA A., « Comment fabrique-t-on des martyrs ? Enjeux théoriques et méthodologiques », *art. cit.*

² LATTE S., « Commémoration », *op. cit.*, p. 118.

suppliques des familles de prisonniers ou de disparus adressées aux autorités militaires¹. Ensuite, la fédération tente d'obtenir les dernières lettres écrites par les condamnés à mort par le régime militaire mais jamais transmises à leurs familles. La restitution des lettres donne lieu à des cérémonies médiatisées. Par exemple, en marge de l'audience des procès des généraux Evren et Şahinkaya, le président en exercice de la fédération a remis le 19 juin 2014 à la mère d'Ali Aktaş (mort à 23 ans à la prison d'Adana le 23 janvier 1983) l'original encadré de la dernière lettre de son fils². Parallèlement, la période de l'exposition du Musée de la honte est émaillée de mobilisations autour du coup d'Etat : manifestations publiques, projections de films et panels. Ces derniers constituent un registre de plus en plus employé en Turquie à l'heure actuelle. Ils visent à faire surgir la parole des témoins et des victimes. La TMMOB *Mimarlar Odası* d'Ankara [Chambre des architectes], dans le cadre de son projet autour de la sauvegarde de la prison d'Ulucanlar (cf. infra), a organisé des tables rondes au cours desquelles d'ancien-nes prisonniers sont venus parler de leur expérience de détention³. De la même manière *Bianet*, une agence de presse tenue par d'anciens militants de gauche et dirigée par Nadire Mater, organise des panels de discussion pour faire émerger la mémoire de cette période qui reste encore difficile à évoquer publiquement⁴.

« Portant des chasubles aux couleurs des différents groupes et brandissant des portraits des victimes du régime militaire, les militants scandent devant la cour chargée de juger les généraux Evren et Şahinkaya : « *Darbeciler halka, hesap verecek!* » [Les putschistes rendront des comptes aux peuples !], « *Adalet istiyoruz!* » [Nous voulons la justice !] »⁵. L'action en justice⁶ est le dernier répertoire mobilisé par les organisations victimaires en Turquie que je tiens à mentionner. Ayant saisi la justice après le référendum de 2010, les deux associations de victimes s'engagent dans la procédure judiciaire pour faire valoir leurs

¹ DEVRIMCI 78'LILER FEDERASYONU, *İşkenceci Ayağa Kalk !!! Suçlusun...* [Tortionnaire debout !!! Tu es coupable...], Ankara, sans date, DEVRIMCI 78'LILER FEDERASYONU, *Anaların Babaların Diliyle 12 Eylül (Çile Mektupları)* [Avec la langue des mères et des pères. 12 septembre (Lettres de supplique)], Ankara, sans date. Malheureusement, ces archives décontextualisées, non sourcées et mises bout à bout la suite n'offrent pas la possibilité de les analyser de manière sérieuse. Je les ai laissées de côté dans mon analyse de la répression.

² « Oğluna 31 yıl sonra sarılmış gibi. 12 Eylül'ün mahkûm edildiği gün o mektup aileye teslim edildi » [Comme étreinte par son fils 31 ans après. Condamné le 12 septembre, sa lettre a été remise à sa famille], *Cumhuriyet*, 19/06/2014, p. 1.

³ Ces panels ont donné lieu à une publication : TMMOB Mimarlar Odası Ankara Şubesi, *Tanıkların Ulucanlar'ı. Sözlü tarih* [Témoins d'Ulucanlar. Une histoire orale], Ankara, 2007.

⁴ « Panel Uncovers Post 1980-Coup Days in Ankara », Ankara, 15/04/2014, en ligne, consulté le 04/05/2016, URL : <http://www.bianet.org/english/human-rights/154972-panel-uncovers-post-1980-coup-days-in-ankara>

⁵ Journal de terrain, 21/05/2014.

⁶ GAÏTI B. & ISRAËL L., « Sur l'engagement du droit dans la construction des causes », *Politix*, Vol. 16, n°62, 2003, p. 17-30. Je n'ai pas pu réaliser d'entretiens avec les avocats inaccessibles le jour de l'audience. Ils étaient tous plus jeunes que les militants concernés par cette enquête et n'entraient pas directement dans le cadre que je m'étais fixé.

demandes de condamnation des putschistes survivants. Elles s'adjoignent les services d'avocats issus de réseaux militants proches – on se souvient de la politisation du barreau d'Istanbul précédemment évoquée – pour soutenir leur cause et s'investir dans le procès Nejat, président de la *78'liler DF*, avocat lui-même, est proche du groupe d'avocats qui défendent les victimes. Les audiences publiques du procès au tribunal d'Ankara mettent également en branle d'autres organisations (IHD) et groupes proches comme celles que les médias appellent les *Cuma anneleri* [Mères du vendredi]¹ venues d'Istanbul accompagnées par les militants de la *78'liler Derneği*, illustrant ainsi la contiguïté des mobilisations victimaires en Turquie.

Ces mobilisations victimaires tentent, pour se légitimer, de s'appuyer sur la (re)construction d'une mémoire collective de la gauche qui viendrait homogénéiser des mémoires plurielles et conflictuelles. La difficulté d'harmoniser ces mémoires est l'enjeu de la dernière sous-partie.

B) Harmoniser des mémoires en tension

La construction d'une mémoire collective commune à l'ensemble de la gauche turque et qui s'articulerait naturellement à la mobilisation victimaire est loin d'aller de soi. Les luttes pour l'imposition d'une mémoire légitime qui viendrait concurrencer la mémoire d'Etat sont particulièrement intenses depuis le début des années 2000. Ces processus de construction mémorielle s'avèrent par ailleurs plus ou moins ajustés aux mémoires individuelles.

1) La fabrication conflictuelle et inachevée d'une mémoire collective

Michaël Pollak souligne que « les mémoires collectives ne sont pas la simple sommation de souvenirs individuels, elles sont le résultat d'un travail spécifique qui vise justement à faire accéder les groupes à une conscience historique d'eux-mêmes qui transcende les consciences individuelles »². L'existence de mobilisations victimaires cherchant à faire reconnaître les sévices subis par les militants de gauche pendant le régime militaire et

¹ On regroupe sous ce nom, les « mères du vendredi » les parents des « disparus », principalement dans le cadre de la guerre contre le PKK, qui se rassemblent tous les vendredis devant le lycée Galatasaray, depuis le 27 mai 1995 et recourant au *sit-in* comme moyen d'action.

² POLLAK M., *Une identité blessée. Etudes de sociologie et d'histoire*, op. cit., p. 29.

demandant la traduction en justice des putschistes survivants ne doit pas laisser supposer que cette mobilisation s'appuie sur une mémoire collective stabilisée et partagée. Les militants Idéalistes ont, de leur côté, bâti une mémoire de cette période, notamment grâce à la survivance du MHP qui, tout en réorientant son discours et en tentant de faire oublier son passé auprès de son électorat, a su maintenir une mémoire vive de cette période en son sein¹. Au sein de la gauche, le processus s'avère beaucoup plus complexe. La difficulté de composer une mémoire collective stable et acceptée est liée à plusieurs logiques qui se renforcent mutuellement.

La première tension s'exprime sur le registre générationnel. J'ai souligné précédemment (chapitre 1) que la question générationnelle était autant un outil analytique pour le sociologue qu'un enjeu de conflit potentiel pour les acteurs. En effet, « l'existence d'un label 'génération politique' pour identifier, repérer dans le temps et dans les espaces considérés, les acteurs d'une mobilisation donnée, consiste avant tout à un travail définitionnel par les acteurs eux-mêmes s'érigeant en générations politiques »². En l'occurrence, dans le cas turc, la première tension s'observe entre la « génération 68 » (68 *kuşağı*) et la « génération 78 » (78 *kuşağı*)³, c'est-à-dire entre les individus mobilisés dans les années 1968-1971 et qui ont fait face au coup d'Etat de 1971 et ceux mobilisés dans les années 1974-1980 et qui ont subi le coup d'Etat de 1980. La mémoire de la « génération 68 » tend à être exprimée de manière relativement consensuelle par la *68'liler Birliği Vakfı* [Fondation de l'union des 68'ards] fondée en 1992⁴ et se trouve condensée dans un ouvrage manifeste, *Bizim '68* [Nous autres de 68] d'Aydın Cubukçu⁵. De manière courante, la distinction entre générations 68 et 78 repose sur des dichotomies valorisantes pour la première et stigmatisantes pour la seconde : les militants de 68 auraient été des « intellectuels » théoriquement mieux armés que les militants des années 1970 d'origine sociale plus modeste

¹ A travers un discours sur la « guerre juste » [*haklı şiddet*] pour la défense de la « patrie » [*yurt*] contre l'invasion communiste qui continue à légitimer sans remise en cause la violence perpétrée par le parti et ses alliés, BORA T. & AKYILDIZ K., « Siyasal hafıza ve ülkücülerin hatırasında 70'ler » [Les années 1970 dans la mémoire politique des Idéalistes], *Toplum ve Bilim*, n°127, 2013, p. 209-228.

² BOUMAZA M., « Les générations politiques au prisme de la comparaison : quelques propositions théoriques et méthodologiques », *Revue internationale de politique comparée*, 2009/2, Vol. 16, p. 198. Cette approche me semble plus productive qu'une définition « objectiviste » qui tend à observer des générations « en soi », qui existeraient à l'insu de leurs membres. Pour une telle approche voir BERTAUX D., LINHART D. & LE WITA B., « Mai 1968 et la formation de générations politiques en France », *Le mouvement social*, n°143, 1988, notamment p. 75.

³ On remarquera la symétrie et l'imitation dans les choix du nom des structures organisationnelles et dans l'auto-labellisation « génération 78 » dont le symbole politique est moins parlant.

⁴ <http://www.68lilerbirligivakfi.org/index.php/hakkimizda>, consulté le 28/08/2016.

⁵ ÇUBUKÇU A., *Bizim '68* [Nous autres de 68], Istanbul, Evrensel 2014 [1993].

et moins dotés en capitaux culturels et scolaires¹. Ceux de 68 auraient su contenir une violence déchaînée dans la décennie suivante et auraient donné naissance à des figures charismatiques centrales (Gezmiş, Çayan, Kaypakkaya) quand la génération suivante n'aurait été composée que de « seconds couteaux »² qui auraient peiné, du fait de leurs incessantes disputes, à faire émerger des « chefs »³. Celalettin, président de la *78'liler Derneği* participe à la construction de ces distinctions en essayant de renverser le stigmate tout soulignant la « complémentarité » des deux supposées générations :

« C : [...] la génération de 1978 était beaucoup moins 'fleur bleue' que celle de 1968 et c'est là une des principales différences entre les deux mouvements. La génération 1978 était plus marxiste, plus socialiste, plus anticapitaliste, plus démocratique et plus révolutionnaire que ne l'était la génération 1968. Ces derniers étaient plus bourgeois et plus insérés dans le système que nous. Pourtant ils ne sont pas fondamentalement différents et restent des grands frères de lutte. Les jeunes de 1978 ont repris les idées de 1968 pour les faire grandir. On ne peut pas effacer ceux de 1968, les deux mouvements sont complémentaires »⁴.

Comme le souligne Lilian Mathieu pour le cas français, la relecture qui distingue les « bonnes » années 1960 des « vilaines » années 1970 n'a rien de savant⁵. Par ailleurs, cette distinction est en réalité inopérante dans la mesure où elle fait des coups d'Etat des événements nécessairement fondateurs et séparateurs de générations quand la réalité, je l'ai souligné, est plus nuancée en ce qui concerne les trajectoires individuelles et la composition des cohortes révolutionnaires⁶. Si l'appartenance différenciée à ces deux soi-disant cohortes a pu entraîner des conséquences biographiques de l'engagement et de la répression différenciées – compte tenu de l'effet du vieillissement social⁷ – il me semble hasardeux de les distinguer radicalement *a priori*. En l'occurrence cette stratégie de distinction participe autant de la construction d'une mobilisation d'entre-soi, notamment en ce qui concerne la *68'liler Birliđi Vakfı* majoritairement composée de personnes fortement dotées en capitaux, que de la constitution de la communauté qu'elle est censée représenter⁸. Quoiqu'il en soit ces expériences variées sont vécues par les acteurs comme autant de « marqueurs générationnels

¹ MONCEAU N., *Généralions démocrates. Les élites turques et le pouvoir*, op. cit.

² Entretien avec Yiđit, Istanbul 28/04/2015.

³ Entretien avec Bora Gezmiş, le frère de Deniz, cité in BALBAY M., *78'liler. 12 Eylül sol kırımı*, op. cit., p. 208.

⁴ Entretien avec Celalettin, Istanbul, 19/03/2009.

⁵ MATHIEU L., *Les années 70, un âge d'or des luttes ?*, Paris, Textuel, 2009.

⁶ Cette critique de l'« événement fondateur » au cœur de la distinction des générations est formulée par Gérard Mauger, MAUGER G., *Agés et généralions*, op. cit., p. 64.

⁷ MONCEAU N., « Le rôle des coups d'Etat militaires dans la formation et la trajectoire des généralions politiques, l'exemple de la génération 68 en Turquie », art. cit.

⁸ BROQUA C., *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.

transmis et reconvertis en ressources symboliques mobilisables *a posteriori*, notamment à travers la possibilité de se doter de cadres mémoriels »¹.

Encadré V-4 : Archiver l’histoire de la gauche turque en Turquie : la TÜSTAV [Türkiye Sosyal Tarih Araştırma Vakfı, Fondation de recherche en histoire sociale de Turquie]²

Située au cœur en pleine transformation de Tarlabası, près de Taksim à Istanbul, la TÜSTAV collecte, classe et met à disposition des chercheurs et des militants intéressés les archives de la gauche turque. Créée en 1992 par d’anciens dirigeants de partis de gauche, dont Nabi Yağcı, ancien secrétaire du TKP puis du TBKP, la TÜSTAV a réuni des fonds turcs mais aussi soviétiques et est-allemands concernant le TKP, le TBKP et le TIP principalement, mais aussi à propos de la DISK. La fondation a créé une maison d’édition (*TÜSTAV Yayınları*) qui édite des travaux utilisant ses fonds d’archive et publie les mémoires d’anciens militants à travers une collection appelée *Sarı Defter* [Cahier jaune]³. Les groupes révolutionnaires qui ne sont pas directement reliés au TKP ou au TIP attendent toujours une structure susceptible d’accueillir des archives aujourd’hui dispersées...

La TÜSTAV introduit directement la seconde tension qui se fait jour autour de l’élaboration commune à la gauche des années 1970 et du régime militaire. Les dirigeants des partis socialistes légaux rendent certes le MHP responsable de la montée de la violence au cours de la décennie et du coup d’Etat, mais ils estiment que l’aventurisme « gauchiste » (*goşist*) des groupes révolutionnaires a amplifié le mouvement et offert sur un plateau une légitimité à l’intervention des militaires⁴. Ils considèrent que la voie légale aurait progressivement permis de gagner une part plus importante de la population au socialisme. On retrouve là les tensions idéologiques qui soutiennent les débats politiques depuis les années 1960 au moins. Dans ce contexte, partager une mémoire commune de la répression devient difficile puisque les partis légaux s’estiment plus injustement réprimés que les groupes révolutionnaires qui auraient détruit la possibilité même de maintien d’un mouvement socialiste en Turquie. De fait, je n’ai rencontré aucun membre d’un ancien parti socialiste dans les organisations mémorielles de la gauche des années soixante-dix. La troisième et dernière tension, plus centrale, se joue entre groupes révolutionnaires des années 1970. Les rancunes et inimitiés passées restent vivaces. La fragmentation entre groupes que

¹ BOUMAZA M., « Les générations politiques au prisme de la comparaison : quelques propositions théoriques et méthodologiques », *art. cit.*, p. 198.

² <http://tustav.com/tustav-hakkinda/>, consulté le 28/08/2016.

³ J’ai notamment mobilisé un des ouvrages de cette collection au cours de mon enquête : ÇOŞKUN S., *Tutukluymuşuk* [Nous avons été arrêtés], Istanbul, TÜSTAV Yayınları, 2009.

⁴ On retrouve notamment cette position chez les dirigeants du TIP et du TKP.

j'ai plusieurs fois souligné conduit à des luttes intenses entre anciens militants pour réclamer la légitimité à parler au nom de tous. Par exemple, si l'ensemble des groupes s'accorde à reconnaître la prééminence de *Dev-Yol* en termes quantitatifs au cours des années 1970, peu supportent le comportement jugé dominateur de ses anciens cadres dans les rassemblements mémoriels et dans l'organisation de l'ÖDP¹. Toutes ces raisons contribuent à faire de la mémoire de la gauche une mémoire fragmentée et conflictuelle.

Deux dimensions centrales de la question mémorielles doivent ici être soulignées. Comme l'engagement et les trajectoires individuelles, l'étude des mémoires gagne aussi à s'opérationnaliser dans ses dimensions locale² et spatiale. Les mémoires collectives, mais également les mémoires individuelles, s'incarnent en effet dans des lieux d'autant plus marqués qu'ils sont liés à des épisodes de violence³. Cette géographie des mémoires de gauche est vaste en ce qui concerne la Turquie des années 1970 : elle passe par Fatsa sur la Mer noire, par Corum, Malatya et Kahramanmaraş ou encore par Tariş à Izmir. Dans les deux villes au cœur de cette étude, elles se manifestent dans des lieux comme les places Taksim et Beyazit à Istanbul où ont régulièrement lieu des rassemblements, les prisons de Metris et Sağmacılar et les quartiers d'Okmeydanı, de Kartal et du 1^{er} mai pour ne citer que ceux-là ; à Ankara, elles s'incarnent dans le campus d'ODTÜ toujours fortement politisé, la place Kızılay mais aussi des quartiers comme Mamak, Dikmen et Balgat où s'actualisent les mémoires à travers les mobilisations actuelles. Les lieux et les mémoires des événements passés sont étroitement intriqués dans les discours des acteurs et des groupes politiques comme en témoignent les commémorations menées par les associations mémorielles. Cette attention aux dimensions locale et spatiale des mémoires⁴ n'est pas qu'un outil pour rendre compte de l'inscription du passé dans les mémoires individuelles par rapport au monde vécu d'alors. Elle est également nécessaire pour se garder d'aplanir les différences de représentation et d'appropriation des mémoires. Peut-on postuler que la mémoire des années

¹ Entretien avec Masis, Istanbul, 24/06/2014.

² HOURCADE R., « L'espace des politiques mémorielles locales. Variables territoriales et part du national dans quatre anciens ports négriers de France et du Royaume-Uni », *Revue internationale de politique comparée*, 2015/1, Vol. 22, p. 59-82.

³ COLOMBO P. & SCHINDEL E., *Space and the Memories of Violence. Landscapes of Erasure, Disappearance and Exception*, Palgrave Macmillan, 2014.

⁴ Comme l'indiquent Jean-Louis Briquet et Frédéric, « [...] l'espace politique local [est un] lieu de mémoire politique », BRIQUET J-L. & SAWICKI F., « L'analyse localisée du politique », *art. cit.*, p. 10.

1970 et/ou du régime militaire est identique, y compris au sein du même groupe, à Istanbul et à Diyarbakır ? A Elazığ et à Ankara¹ ?

Au final, la production de discours mémoriels au sein de la gauche semble un processus largement inachevé (si tant est qu'il puisse l'être) et hautement conflictuel. Cette dynamique prend racine dans l'actualisation de conflits anciens et dans la tension entre espaces locaux aux mémoires singulières. Comme le rappelle Marie-Claire Lavabre, les manifestations des différentes mémoires collectives doivent être situées « au carrefour des mémoires institutionnelles, officielles ou historiques et de la mémoire vivante des individus et des groupes auxquels ils appartiennent »².

2) Des mémoires individuelles plus ou moins ajustées aux mémoires collectives

La conflictualité autour de la mémoire de la gauche turque masque une hétérogénéité plus profonde encore : celle qui se réfugie dans le fort intérieur de chacun. En définitive, les expériences individuelles de la répression mais aussi l'hétérogénéité du militantisme révolutionnaire, et les revendications et ambitions politiques actuelles divergent considérablement³. On ne peut en effet homogénéiser *a priori* tous les vécus militants. Il me semble qu'il faut également distinguer, au moins dans l'analyse, la mémoire du militantisme des années 1970 et l'expérience de la répression sous le régime militaire. Celles-ci sont largement tributaires de la trajectoire et des caractéristiques individuelles mais aussi, sur le plan politique, du rôle et de l'ancienneté de l'acteur dans le groupe au sein duquel il s'est investi⁴.

Les entrepreneurs de mémoire au sein de la gauche sont des acteurs collectifs d'un côté (les associations de victimes) mais aussi certains acteurs individuels de premier plan,

¹ Il n'est à cet égard pas certain que les constructions mémorielles opérées par les deux associations étudiées ici reflètent l'ensemble des expériences militantes et de répression et trouvent un écho sur l'ensemble du territoire et parmi l'ensemble des populations potentiellement concernées.

² LAVABRE M-C., « Du poids et du choix du passé. Lecture critique du 'syndrome de Vichy' », in PESCHANSKI D., POLLAK M. & ROUSSO H., *Histoire politique et sciences sociales*, Bruxelles, Complexe-IHTP, 1991, p. 277.

³ Ainsi que Françoise Mayer l'a montré pour la République tchèque à propos de la mémoire du communisme, MAYER F., *Les Tchèques et leur communisme. Mémoire et identités politiques*, Paris, Editions de l'EHESS, 2003.

⁴ LAVABRE M-C., *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste, op. cit.*, p. 222.

comme Oğuzhan Müftüoğlu ou Bülent Uluer, anciens cadres de *Dev-Yol*¹. L'histoire de la gauche turque est principalement écrite par ses anciens leaders, ce qui montre au passage que les hiérarchies et les légitimités demeurent. Sans avoir les moyens de s'ériger en « gardien[s] de la mémoire »², comme ont pu le faire les associations de déportés étudiées par Michaël Pollak, ils n'en véhiculent pas moins une certaine image de l'engagement et de la répression. Cela conduit à masquer une partie de la réalité historique et une partie *des* mémoires de cette période. Cette mémoire que l'on retrouve dans la majorité des publications valorise les groupes et acteurs dominants et tend à marginaliser certaines organisations, plus petites, légales ou dont les membres ont été éliminés. Peut-on supposer que la mémoire des jeunes actifs dans les lycées de villes moyennes est la même que celle des cadres dirigeants de *Dev-Yol* ou de *Kurtuluş* ? Sans doute pas. J'ai souligné la pluralité de cohortes impliquées dans le militantisme révolutionnaire au cours des années 1970. Les membres de ces cohortes étaient eux-mêmes investis dans des espaces et des contextes hétérogènes (ville/campagne, grandes/petites villes, université/lycée...). On ne saurait donc en déduire que les effets du militantisme ou de la répression ont été les mêmes pour toutes et tous³. De la même manière, peut-on supposer que l'expérience de la répression et de ses conséquences est identique pour les militants partis en exil et celles et ceux restés en Turquie ? Une fois encore, c'est peu probable. Or, les exilés sont proprement absents de la mémoire qui tend à s'imposer aujourd'hui en Turquie⁴. Au final, la mémoire des « perdants » reste celle des dominants parmi les dominés. Il n'en reste pas moins que la mémoire collective fournit un appui, un soubassement à la mémoire individuelle souvent défaillante quarante ans après les faits (cf. annexe méthodologique). De plus, le travail de constitution d'une mémoire collective dans le cadre d'une association a pu aider certains individus à se décharger, au moins en partie, de leurs souvenirs traumatiques. Pour autant, l'élaboration d'une mémoire collective victimaire conduit à des réappropriations collectives largement surévaluées historiquement. A l'échelle individuelle le risque est de « voir le 'moi' souffrant se confondre avec le 'nous' du discours de mémoire collective de l'association »⁵.

¹ MÜFTÜOĞLU O. & BOSTANCIOĞLU A., *Bitmeyen yolculuk. Oğuzhan Müftüoğlu kitabı, op. cit.* et ULUER B., *Bülent Uluer anlatıyor : Çerkesim, Türküm, Kürdüm, Sosyalistim* [Bülent Uluer raconte : je suis tcherkesse, je suis turc, je suis Kurde, je suis socialiste], Istanbul, Dipnot, 2016.

² POLLAK M., *L'expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale*, Paris, Métailié, 1990, p. 245.

³ Il faudrait donc affiner le travail que Nicolas Monceau a proposé concernant les effets différenciés des coups d'Etat sur les trajectoires des générations politiques turques, MONCEAU N., « Le rôle des coups d'État militaires dans la formation et la trajectoire des générations politiques, l'exemple de la génération 68 en Turquie », *art. cit.*

⁴ BENER Y., *Le revenant, op. cit.*

⁵ POLLAK M., *L'expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale, op. cit.*, p. 245.

L'ensemble de ces éléments semble expliquer un phénomène que j'ai rencontré plusieurs fois au cours des entretiens et que je propose de qualifier de désajustement des mémoires individuelles. Ce désajustement peut se retrouver à propos de plusieurs éléments. D'abord, la question de la mémoire de la violence constitue un problème central qui regroupe deux acceptions différentes. L'expérience de la violence subie, de la part des forces de sécurité ou des militants adverses, a pu entraîner des réajustements mémoriels et identitaires profonds au niveau individuel et qui ne sont pas nécessairement en synergie avec le discours mémoriel martyrologique. Pour le dire autrement on peut se demander comment tenir sa place de vivant et vivre avec sa propre mémoire de la violence quand l'activité mémorielle est principalement tournée vers les disparus¹ ? Yiğit résume ainsi sa perception des associations mémorielles :

« Y : [Aujourd'hui] on ne fait plus des actions que pour les anniversaires de meurtre, d'assassinat ou de coups d'Etat. On ne se mobilise pas pour la vie moins chère, on ne se mobilise pas pour une revendication syndicale. [...] C'est devenu des petites chapelles, des petites sectes qui se nourrissent de la martyrologie, de leurs petites implantations locales et qui font du lavage de cerveau autour de ça »².

Cette attitude critique peut également être pressentie chez certains sympathisants de la cause qui ne participent que financièrement ou occasionnellement aux activités de l'association. Mehmet³, rencontré lors de l'audience du procès des généraux m'a invité à faire un entretien dans son magasin dans la banlieue d'Ankara. Il m'a expliqué venir aux actions de la fédération pour que les putschistes soient jugés mais ne pas se sentir tout à fait à l'aise avec les positions et le discours martyrologiques⁴. Bien que le sujet demeure difficile à aborder, Celalettin a reconnu que certains désengagements au sein de son association étaient liés à des désaccords « idéologiques »⁵. Ensuite, si la mémoire de la gauche, en particulier dans le cadre des mobilisations victimaires, met en avant la violence subie elle ne mentionne sa propre violence qu'à propos de l'auto-défense face aux Idéalistes. Or, il est désormais bien établi, sans pour autant valider le discours de la junte, que la gauche a eu recours à la violence défensive comme offensive, y compris en son sein :

¹ Le cortège funèbre lors de l'enterrement de Nasuh Mitap (1947-2014), cadre important de DY au sein SBF à Ankara au cours des années 1970, a rassemblé plus de 2 000 personnes. La présence du co-président du HDP, Selahattin Demirtaş, du vice-président du CHP, Sezgin Tanrikulu, des députés HDP passés par les groupes révolutionnaires Sırrı Süreyya Önder et Ertuğrul Kürkçü et du président de l'ÖDP, Alper Taş, souligne une fois de plus les proximités et circulations observables entre groupes révolutionnaires et partis politiques, « Nasuh Mitap son yolculuğuna uğurlandı » [Le dernier voyage de Nasuh Mitap], *Hürriyet*, 06/11/2014.

² Entretien avec Yiğit, Istanbul, 28/05/2015.

³ J'ai changé son nom à sa demande.

⁴ Entretien avec Mehmet, Gölbaşı, 06/06/2014.

⁵ « Il n'y a que deux ou trois personnes qui sont sorties à cause des idées. Une d'elle n'était pas contente des idées qu'elle trouvait trop radicales. Mais il reste proche de l'association », entretien avec Celalettin, Istanbul, 19/3/2009.

« Y : [...] surtout c'est les anciens dirigeants qui avaient conduit le mouvement droit au mur qui étaient toujours aux postes de commande [des associations mémorielles et des partis]. Et personne n'a jamais rendu de comptes sur les assassinats commis. Alors on est très bien pour demander à l'Etat de rendre des comptes sur les assassinats ou les fascistes mais on ne se retourne jamais envers les dirigeants de groupes qui avaient ordonné l'exécution des militants de l'autre groupe »¹.

La difficulté apparaît donc dans la reconstruction des relations avec les ex-camarades car les comptes de la défaite et de la répression n'ont pas été soldés.

Le second élément qui contribue à éloigner certains acteurs des mobilisations mémorielles est sa dimension fortement genrée. La mémoire du militantisme révolutionnaire est exclusivement masculine. Les femmes ont du mal à se retrouver dans cette mémoire qui les exclut. Le militantisme féminin, pourtant massif au cours des années 1970, est occulté et la seule position féminine valorisée est celle de mère (éplorée) ce qui génère de la distance chez les militantes. La place réservée aux femmes dans ces mobilisations reste une place traditionnelle de mère. On reconnaît leur activisme, notamment pour les *Cuma anneleri*, parce qu'il vient renforcer leur image de mère réclamant le retour de son/ses fils « pris par l'Etat ». Elles se trouvent par ailleurs cantonnées à une position passive dans le processus de recherche et de remise de la dernière lettre de leur fils par l'association². La domination masculine au sein des associations victimaires reste très nette. Les femmes que j'ai eu l'occasion de rencontrer au sein de la *78'liler DF* se présentaient comme les épouses d'un des militants présents ou, membres d'organisations proches comme IHD, elles ne faisaient que passer. Cet entre-soi masculin qui tend à ne valoriser que les figures masculines du militantisme des années 1970 éloigne fortement les femmes ce que regrette Asiye qui a pris ses distances avec le militantisme viriliste au sein des partis de gauche au profit de mobilisations féministes et de proximité³.

Cette criante absence des femmes dans l'historiographie militante des années 1970 et de ses suites tend néanmoins à s'éroder peu à peu. Face à l'évolution du militantisme féministe et aux critiques dont ils ont fait l'objet, une gêne est aujourd'hui perceptible chez certains anciens cadres révolutionnaires. Dans ses mémoires dialogués Oğuzhan Müftüoğlu nie l'existence d'une « *bacı kültürü* »⁴ tout en affirmant que les femmes étaient un soutien « moral ». Il justifie maladroitement la situation subordonnée des femmes dans *Dev-Yol* : « Nous en avons beaucoup parlé mais nous ne sommes pas parvenus à aboutir à une

¹ Entretien avec Yiğit, Istanbul, 28/05/2015.

² Cette affirmation ne contient aucun jugement quant à l'émotion légitime qui les étreint dans ce moment important.

³ Entretien avec Asiye, Ankara, 21/06/2014.

⁴ MÜFTÜOĞLU O. & BOSTANCIOĞLU A., *Bitmeyen yolculuk. Oğuzhan Müftüoğlu kitabı, op. cit.*, p. 220.

conclusion »¹. Parallèlement, à travers des publications collectives² – comme pour donner plus de poids à leur parole dans un espace qui leur en laisse peu – ou individuelles³, des femmes portent une mémoire différente de l’activisme politique des années 1970 et des conséquences de la répression sur leur propre trajectoire ou celle de leur entourage⁴.

Enfin, une des causes du désajustement des mémoires individuelles aux mémoires collectives relève de l’indicible, c’est-à-dire du vécu intime de la mémoire, de l’intimité du souvenir. Ces « mémoires souterraines »⁵, longtemps rejetées et tues faute d’espace public (et parfois privé) légitime, peinent toujours à trouver leur place ainsi que je l’ai montré dans le cadre de la transmission intergénérationnelle. Comme l’écrit Alain Dewerpe à propos de la tuerie de Charonne,

« le récit collectif compréhensible et racontable par tous peut également être travaillé par des processus de privatisation de l’expérience, d’individualisation de l’autobiographie, de fragmentation de la mémoire. [...] l’histoire du souvenir [...] est également celle de son amnésie, de sa censure et de son oubli, car ce qui a été construit peut aussi être détruit »⁶.

On touche là une dimension particulièrement difficile à objectiver dans le cadre des entretiens. On ne peut toutefois pas balayer l’hypothèse selon laquelle la répression et la chape de plomb qu’a imposée le régime sécuritaire ont généré des stratégies de distanciation vis-à-vis du passé, imposé le silence et même engendré un fort sentiment de culpabilité et d’échec.

Les discours mémoriels dominants à l’heure actuelle au sein de la gauche turque créent des désajustements avec certaines mémoires individuelles qui se trouvent marginalisées. Ils génèrent une palette de comportements qui vont du rejet aux accommodements. Ils conduisent également à des positionnements balançant entre l’engagement dans la mobilisation mémorielle et scepticisme, en passant par une distanciation critique. Ces différences de rapport à la mémoire me semblent expliquer en partie le faible investissement dans les mobilisations mémorielles et victimaires.

¹ *Ibid.*, p. 217.

² COLL., *Kaktüsler susuz da yaşar. Kadınlar Mamak cezaevini anlatıyor*, *op. cit.*

³ AKAL E., *Kızıl feministler. Bir sözlü tarih çalışması*, *op. cit.*

⁴ DELIKANLI E. & DELIKANLI Ö. (dirs.), *Keşke bir öpüp koklasaydım. Geride kalan aileler 12 Eylül’ü anlatıyor*, *op. cit.*

⁵ POLLAK M., « Mémoire, oubli, silence », *op. cit.*, p. 18.

⁶ DEWERPE A., *Charonne 8 février 1962. Anthropologie historique d’un massacre d’Etat*, *op. cit.*, pp. 549-550.

Après m'être consacré à dessiner les transformations sociopolitiques impliquées par le régime militaire, ce chapitre visait à caractériser les recompositions des espaces investis par le militantisme de gauche en Turquie entre 1983 et 2014. Il a d'abord mis en lumière des résistances au coup d'Etat puis au régime militaire, qu'elles aient été violentes ou non, en se questionnant sur leurs conditions de possibilité. Il s'est ensuite penché sur les tentatives et les difficultés du maintien de la gauche en exil dans les pays d'Europe de l'Ouest, et notamment en France.

Ensuite, à travers une critique de l'approche par le concept de « société civile » j'ai tenté de caractériser les différents espaces de reconversions militantes successivement ou concomitamment investis par les individus ayant maintenu leur engagement à partir de 1983. Les (re)prises de position et les circulations des acteurs de ce champ multi-organisationnel en recomposition sont un des enjeux du prochain chapitre. J'ai ensuite esquissé le processus de recomposition, fragile et provisoire, d'une gauche politique institutionnelle avant d'insister, à travers la mobilisation à propos du parc Gezi à Istanbul, sur les ambivalences et les incompréhensions autour de la transmission d'un héritage de la gauche des années 1970.

Enfin, la dernière partie a cherché à questionner la construction progressive d'une mobilisation victimaire du coup d'Etat de 1980 et ses ambiguïtés avant de questionner la constitution de mémoires antagonistes des années 1970 et du régime militaire qu'il s'agisse de la mémoire d'Etat ou des concurrences autour de l'élaboration d'une « mémoire de gauche » de cette période troublée. J'ai finalement cherché à mettre en avant les tensions qui sont au cœur de ces processus toujours inaboutis de construction mémorielle, notamment entre les mobilisations mémorielles collectives et les mémoires « désajustées » de certains militants. Les cendres de la gauche des années 1970 semblent encore bien chaudes et son histoire, pourtant si conflictuelle et sensible, toujours en mouvement.

CHAPITRE 6 :

MARCHER CONTRE LE VENT : LES CONSEQUENCES BIOGRAPHIQUES DE L'ENGAGEMENT EN CONTEXTE AUTORITAIRE

« Les avènements non advenus ne sont rien d'autre que des branches de son passé : des branches mortes »¹.

« L'entrée dans le socialisme est gratuite, en sortir coûte très cher »² écrit Oya Baydar dans son roman sur le destin brisé des militants communistes turcs des années 1970. Si le développement de la gauche est stoppé par la répression qui suit le coup d'Etat de septembre 1980, les vies des militants, elles, se poursuivent dans un environnement profondément transformé. Ce dernier chapitre vise à analyser les conséquences biographiques de l'engagement révolutionnaire et de la répression sur les militants des groupes révolutionnaires en cherchant à se rendre attentif « aux continuités qui peuvent se dissimuler derrière les ruptures proclamées, en même temps qu'aux ruptures qui peuvent affleurer derrière la continuité revendiquée par les acteurs eux-mêmes »³. Il s'emploie à faire dialoguer les différentes temporalités à l'œuvre dans ces processus et les interactions entre les différentes échelles qui ont jusqu'ici servi à rendre compte des trajectoires individuelles et de leur imbrication dans une pluralité de contextes.

Les conséquences biographiques de l'engagement et de la répression s'inscrivent dans des processus longs et complexes. On peut les approcher de deux manières complémentaires : la première, diachronique, est attentive aux stratégies (escapisme, résistances) mises en œuvre face à la répression en fonction des ressources organisationnelles, des capitaux individuels et des liens préexistants sur lesquels s'appuient les acteurs. On considère que les acteurs s'appuient sur leur expérience passée pour se doter de lignes de conduite et décoder les

¹ CALVINO I., *Les villes invisibles*, Paris, Gallimard, 2013, p. 40.

² BAYDAR O., *Et ne reste que des cendres*, op. cit., p. 381.

³ GAYER L., « Le parcours du combattant : une approche biographique des militant(e)s sikh(e)s du Khalistan », *Questions de Recherche*, CERI-Sciences Po, n°28, 2009.

situations présentes, mais aussi pour décider de ce qu'il faut faire, et c'est dans le cours de l'action que les décalages entre les anticipations et la réalité conduisent à des adaptations stratégiques. Ce modèle permet de penser la dynamique des processus sociaux. La seconde, synchronique, est soucieuse de rendre compte des investissements sociaux des acteurs dans les différentes sphères de vie en les reliant aux investissements précédents et aux contraintes structurelles auxquelles ils font face. Cette approche invite à penser ensemble le temps long de la socialisation et le temps court de l'événement (qui ne l'est pas toujours dans ses effets) et les remaniements existentiels qu'ils impliquent.

Ce chapitre est découpé en trois temps. Le premier, en lien avec le chapitre 4, s'attarde à observer les réactions face à la répression et les effets de la détention sur les acteurs. La seconde, s'intéresse à la reconstruction des sphères familiale et professionnelle et observe la manière dont les acteurs se sont frayés un chemin dans l'univers des possibles que dessinent les contraintes structurelles du régime sécuritaire. Enfin, la troisième partie questionne, en lien avec le chapitre 5, le retour vers le militantisme qui s'opère progressivement chez certains militants à partir des années 1990. Au final, ce chapitre cherche à analyser les évolutions des parcours biographiques en les rapportant aux investissements pluriels et aux reconversions successives. Il les lie aux contextes plus généraux de transformation des formes de mobilisation et des contraintes de l'action collective parallèles aux changements de l'offre politique après le régime militaire.

Section 1 : « Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés »¹ : les conséquences biographiques de la répression

La brutale intensification de la répression sur les groupes et partis de gauche après le coup d'Etat du 12 septembre 1980 pousse les individus à réagir pour tenter d'y échapper. A court terme, ils agissent en fonction des contextes (organisationnels, géographiques) dans lesquels ils se trouvent pris et des possibilités et des contraintes liées aux différents capitaux et dispositions précédemment acquis. Si quelques-uns parviennent à passer à travers les mailles du filet, la plupart sont contraints de prendre le chemin de l'exil (cf. chapitre 5) ou

¹ LA FONTAINE J., « Les animaux malades de la peste », in *Œuvres complètes de La Fontaine : Fables*, Paris, Garnier Frères, 1872, p. 5.

sont arrêtés. Cette première partie s'intéresse d'abord au vécu souvent contradictoire des conditions de détention par les militants avant de considérer les effets de la prison à moyen terme sur leurs trajectoires biographiques. Elle les laisse, à leur libération, dans un environnement social et politique hostile et dans une situation personnelle difficile qui les contraint au désengagement.

A) L'expérience pénitentiaire

La répression qui s'abat sur la gauche après la mise en œuvre de la loi martiale et, surtout, après le coup d'Etat conduit plusieurs dizaines de milliers de personnes devant les tribunaux militaires puis derrière les barreaux. La période de détention constitue un moment à la fois crucial dans les trajectoires biographiques et en même temps particulièrement difficile à objectiver pour le sociologue. La prison a des conséquences qui marquent durablement les acteurs. Ils parviennent parfois à lui résister et à mettre en place des stratégies collectives pour lui faire face.

1) Faire face à la répression : réactions à court terme et trajectoires carcérales

« L'imprudence des révolutionnaires a toujours été le meilleur auxiliaire de la police »¹ note Victor Serge dans son étude des techniques de la police tsariste à destination des militants révolutionnaires du début du XXe siècle. Les groupes turcs ne peuvent fournir les ressources nécessaires à leurs militants pour qu'ils puissent échapper à la répression à un moment où cette dernière modifie fortement la structure des coûts et des avantages de la mobilisation. Hormis les cadres des organisations qui ont fait l'expérience de la répression en 1971, peu de militants ont les moyens d'utiliser des refuges pour se protéger des forces de sécurité et des arrestations. Ils n'ont pas non plus les compétences pour se maintenir sur le long terme dans la clandestinité. Nejat K. change régulièrement de logement pour tenter d'échapper aux militaires : « après le coup d'Etat, je restais partout où je pouvais. Je ne suis plus jamais retourné en yurt »². Tentant de réagir au changement brutal des conditions politiques et faute d'autre recours ils restent ou rentrent auprès de leur famille où les autorités

¹ SERGE V., *Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression*, Paris, Zones, 2009, p. 74.

² Entretien avec Nejat K., Ankara, 20/09/2013.

n'ont aucun mal à les localiser. Hüseyin G., alors tout juste diplômé du lycée, aurait aimé rejoindre la guérilla mais n'en a pas les moyens et subit une forte pression de sa famille pour qu'il reste à Ankara¹ où il est arrêté quelques temps après suite à une dénonciation. Ceux qui, comme Hüseyin à Keçiören, vivent dans des quartiers où les tensions politiques sont fortes sont souvent dénoncés aux autorités par des voisins. Leyla subit le même sort à Mamak². Les suppliques de ses parents auprès des autorités ne suffisent à la faire libérer. Même dans des moments critiques comme le régime militaire peut en représenter, les acteurs restent travaillés par les tensions entre les différentes sphères de vie dans lesquelles ils sont inscrits. Une fois libérée de prison et revenue de sa tentative de guérilla, Leyla a l'opportunité de s'exiler mais refuse car son compagnon, lui aussi membre de *Dev-Yol*, est en prison. Elle s'emploie alors à soutenir ses anciens camarades emprisonnés. Nejat F., quant à lui, vit dans la clandestinité pendant plusieurs mois avec de faux-papiers qui lui ont été confiés par le TKP dont il est un membre important. Il se laisse pousser la barbe, évite soigneusement les endroits où il avait l'habitude d'aller et donne des cours de français pour vivre sans mentionner son activité syndicale et politique³. Ces stratégies n'empêchent toutefois pas l'arrestation de la grande majorité d'entre eux.

La mise en œuvre de la répression par la junte revêt un caractère relativement méthodique ainsi que je l'ai montré au chapitre 4. Une fois arrêtés, les militants ne sont pas d'emblée déférés devant un tribunal. Ils patientent d'abord quatre-vingt-dix jours en garde à vue au siège de la Sûreté [*Emniyet*]. Au cours de cette période ils n'ont pas de moyen de contacter leur famille ou un avocat. Jouant avec la législation, les militaires transfèrent parfois les militants dans d'autres villes pour prolonger les gardes à vue. Nejat K. a des camarades qui ont fait trois périodes de garde à vue consécutives soit 270 jours⁴. Les militaires attendent d'avoir rassemblé suffisamment de prévenus pour lancer des procès collectifs qui débutent sous le régime militaire et s'étalent sur le temps long. A Ankara, 142 personnes sont concernées par le procès d'*Halkın Kurtuluşu*. Hüseyin E. est alors sur le banc des accusés. Ironiquement, il est défendu, ainsi que ses camarades, par un ami avocat avec qui il était en garde à vue quelques temps auparavant⁵. Hüseyin ne reçoit sa condamnation (six années

¹ Entretien avec Hüseyin G., Ankara, 16/06/2014.

² Entretien avec Hüseyin G., Ankara, 16/06/2014 et entretien avec Leyla, Ankara, 18/11/2014.

³ Entretien avec Nejat F., Bobigny, 27/02/2015.

⁴ Entretien avec Nejat K., Ankara, 20/09/2013.

⁵ Il avait été le défenseur d'Erdal Eren devant la cour. Erdal Eren [1964-1980] est un jeune militant du TDKP accusé d'avoir tué un soldat lors d'une manifestation à Ankara en janvier 1980. Condamné à mort par la cour militaire d'Ankara, il est exécuté le 13 décembre 1980. N'étant pas majeur, son état civil est modifié par les autorités pour qu'il puisse être exécuté.

d'emprisonnement et deux ans de bannissement d'Ankara¹) pour « fondation d'organisation, leadership d'organisation, infraction aux articles, 141, 142/5 et 6136 sur l'emploi d'armes à feu » qu'en 1982, soit deux ans après son arrestation².

La durée des séjours en détention parmi mes enquêtés varie de trois mois à dix-neuf ans. Les plus jeunes, comme Yener, sont arrêtés et font trois mois de prison en garde à vue avant d'être relâchés. Les autres écotent de peines variables selon les décisions des tribunaux militaires : İnönü purge une peine de deux ans à Mamak, Özer une de trois ans, Kamber une de onze ans. Certains sont cités lors de plusieurs procès et voient leurs peines se cumuler :

« Ş : Si par exemple tu as fait une traduction, même la traduction des bouquins c'était interdit si tu réclames la dictature du prolétariat dans la traduction. Moi par exemple j'avais traduit un bouquin d'Ernest Mandel, *Introduction à l'économie politique*. Ce n'était pas important mais dans cette traduction il y avait un passage qui parlait de la dictature du prolétariat. Alors la dictature du prolétariat c'était interdit donc [j'ai eu] huit années de prison.

P : Que je comprenne bien, tu pouvais avoir plusieurs procès en même temps ? Par exemple pour la traduction et le procès collectif [de *Sürekli Devrim*] ?

Ş : Oui oui bien sûr bien sûr. Oui oui.

P : Après ils cumulaient les peines ?

Ş : C'est tout à fait ça »³.

De la même manière Nejat F., condamné par contumace, est cité au procès de la DISK, du TKP et de la *Bariş Derneği*⁴. Celalettin voit sa peine alourdie après qu'il se soit évadé de la prison de Malatya et ait été repris par les autorités à Istanbul. Il purge alors une condamnation de dix neuf ans de prison et ne sort qu'en 2000⁵. Parmi mes enquêtés, un a été condamné à mort avant que sa peine ne soit commuée en prison à vie. Il est finalement libéré lors de l'amnistie de 1991. En tant que condamné à mort il est à l'isolement en prison pendant plusieurs années à Mamak : « Quand je m'asseyais, mes pieds pouvaient toucher le mur ». Cette période prolongée de détention a eu un effet profond sur les trajectoires de ces individus⁶. Il apparaît clairement que la durée de l'emprisonnement joue sur les reconversions ultérieures des acteurs (cf. infra). Souvent tenues à l'écart des activités les plus répréhensibles au sein des groupes révolutionnaires, les femmes sont sévèrement réprimées et torturées. Les prisons militaires doivent faire face à un afflux de plusieurs milliers de femmes détenues. Parmi mes enquêtés, Hüsniye est enfermée trois ans à Mamak et Fecire deux ans.

¹ Il est le seul de mon groupe d'enquêtés à avoir été condamné à un exil intérieur par la justice militaire dans la ville de Niğde entre 1984 et 1986.

² Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 20/11/2014.

³ Entretien avec Şadi, Istanbul, 25/10/2013.

⁴ Entretien avec Nejat F., Bobigny, 27/02/2015.

⁵ D'après sa biographie disponible sur le site du journal *Milliyet* : <http://www.milliyet.com.tr/celalettin-can/>, consulté le 28/08/2016.

⁶ Cumhur considère qu'il n'a jamais pu « reprendre une vie normale », entretien avec Cumhur, Ankara, 20/09/2013.

Il est intéressant de se pencher sur la géographie des trajectoires carcérales qui ne se cantonnent pas à Istanbul et Ankara. Les prisonniers condamnés à des peines longues connaissent des trajectoires de détention migrantes :

« Ş : Il faut que tu sois à Istanbul pour participer au procès. Quand c'est fini tu n'es plus détenu tu es devenu prisonnier et on t'envoie dans d'autres villes. [...] Avant Metris c'était Selimiye. Puis une autre qui s'appelle Davutpaşa près de Metris et finalement Metris. Mais après Metris on nous a envoyés dans une autre prison, non pas militaire, qui était à Çanakkale »¹.

Durdu Gevher raconte dans ses souvenirs de prison être resté à Mamak pendant dix-huit mois avant d'être transféré à Metris du jour au lendemain². Teoman Ata est arrêté en 1981 pour appartenance au TKP. Il reste un mois au DAL à Ankara (p. 166) avant d'être envoyé à Mamak de mai 1981 à juillet 1983 puis à Ulucanlar, et à Bartın avant de retourner à Ulucanlar³. Pourquoi déplace-t-on ainsi les détenus ? D'abord en fonction des capacités d'accueil des prisons et des besoins pour les procès. Ensuite, ce fonctionnement vise à affaiblir leurs liens de camaraderie et les éloigner de leurs familles qui éprouvent alors davantage de difficultés à venir les visiter. Özgür condamné à onze ans de prison, est détenu pendant les deux dernières années à Ceyhan dans le département d'Adana loin d'Ankara où il vivait et de sa famille qui réside près de Çorum. Enfin, ce mode de gestion permet de laisser planer le sentiment de l'arbitraire et limite la possibilité de s'organiser.

Les conditions de détention sont également variables selon les lieux de détention. A Mamak et dans les autres prisons militaires, elles sont particulièrement sévères. Hüseyin E., au cours d'un panel sur les prisons après le 12 septembre 1980 publié par la chambre des architectes d'Ankara, décrit son séjour à Mamak comme « *eza, cefa ve işkence* » [calvaire, souffrance et torture]⁴. Transféré à Ulucanlar pour finir sa peine, il raconte que :

« par rapport à Mamak, venir à Ulucanlar c'était un peu l'hôtel quatre étoiles, il y avait des avantages et la vie était plus tranquille. On pouvait faire du sport et l'on n'était plus obligés de chanter l'*Istiklal Marşı* [La marche de l'indépendance, l'hymne national] ou de répéter '*Türküüm doğuyum*' [Je suis né Turc], ni de connaître par cœur les 128 pages des *Atatürk Ilke ve Devrimleri* [Principes et révolutions d'Atatürk] ou les discours du général Evren »⁵

A Mamak les familles pouvaient venir voir les détenus mais sans assurance d'y être autorisées. Elles patientaient parfois plusieurs heures devant la prison⁶. Quand elles parvenaient à entrer les parloirs étaient très brefs (cinq minutes) et requéraient

¹ Entretien avec Şadi, Istanbul, 25/10/2013.

² GEVHER D., *Mamak. Ardından tavşan yaşamı*, op. cit., p. 115.

³ TMMOB Mimarlar Odası Ankara Şubesi, *Tanıkların Ulucanlar'ı. Sözlü tarih*, op. cit., pp. 166-168.

⁴ *Ibid.*, p. 163.

⁵ *Ibid.*, p. 164.

⁶ Comme en témoignent plusieurs personnes in DELIKANLI E. & DELIKANLI Ö. (dirs.), *Keşke bir öpüp koklasaydım. Geride kalan aileler 12 Eylül'ü anlatıyor*, op. cit.

systématiquement la présence d'un soldat¹. Après le retour des civils au pouvoir et dans les prisons gérées par le ministère de la Justice les conditions sont plus souples.

2) Aux frontières de la sociologie : la torture

Les militaires se livrent à la torture à grande échelle après le coup d'Etat. J'ai précédemment décrit les lieux et les modalités de sa mise en œuvre. Reste à considérer ses effets sur les militants eux-mêmes. Certaines considérations préliminaires sont nécessaires pour appréhender ce phénomène complexe. D'abord, les tortures subies ne sont pas proportionnelles au degré d'engagement passé ; ensuite, leurs effets sociaux et psychiques ne sont pas proportionnels au degré de violence utilisé à l'encontre de l'individu. Il est donc particulièrement difficile de s'en saisir et d'en saisir les effets².

Au cours des entretiens j'ai éprouvé des difficultés, pour ne pas dire un malaise, à questionner les enquêtés sur les tortures subies. Je percevais la gêne et la réticence monter lors de son évocation. Le ton baissait et les visages se fermaient. La volonté d'évacuer le sujet se traduisait par une brève évocation de l'entrée en détention avant un glissement qui nous amenait brutalement vers la libération. La torture tient dans les entretiens et dans les mémoires une place curieuse. Présente telle une évidence et un trait commun à toutes les « victimes » de la répression, elle n'en est pas moins survolée³. Sans doute aurais-je dû être plus insistant et plus téméraire mais j'avais l'impression de me trouver devant ce que Michael Pollak a nommé « l'indicible », une expérience qui m'était incommensurable. J'approchais là le registre du « témoignage » qui m'éloignait de mon travail d'objectivation des parcours biographiques. Si l'expérience de la détention dans les prisons militaires a durablement marqué les militants, son analyse place le chercheur face au double écueil de « la sous-évaluation [et de] la surévaluation victimisante »⁴ de la violence subie qui est à la fois physique et symbolique. Cet indicible que constitue la torture renvoie à une notion couramment employée mais qui s'avère difficilement mobilisable par le sociologue : le

¹ ÇOŞKUN S., *Tutukluymuşuk*, *op. cit.*, p. 63.

² SIRONI F. & BRANCHE R., « La torture aux frontières de l'humain », *Revue internationale des sciences sociales*, 2002/4, n°174, p. 591-600.

³ On trouve une description détaillée des méthodes de torture et des sévices sexuels employés dans les prisons turque des années 1980 dans YILMAZ A., *Kara arşiv. 12 Eylül cezaevleri*, *op. cit.*

⁴ ROMANI V., « Enquêter dans les Territoires Palestiniens. Comprendre un quotidien au-delà de la violence immédiate », *Revue Française de Science Politique*, Vol 57, n°1, 2007, p. 45.

traumatisme¹. Faute d'outils analytiques, le chercheur ne peut alors que rester au seuil des conséquences psychiques de la torture. Il peut cependant rendre compte de l'usage social et militant de la torture et de ses effets² (cf. chapitre 5). Cependant, il me semble que subir la torture, un enfermement prolongé dans des conditions très difficiles, être coupé de ses proches ne peut que provoquer, au moins chez certains individus, des séquelles. Mais les enquêtés ont été très réticents à parler des conséquences néfastes de la prison sur leur parcours et leur personne. Cette réticence est aisément compréhensible ; elle les donne à voir en position de faiblesse et les contraint à évoquer des souvenirs difficiles. Une approche plus pertinente de la détention au regard de mon étude consiste à l'appréhender comme un temps et un espace où vont se reconfigurer certaines dimensions de l'existence des acteurs.

La torture vise, dans l'esprit de la junte, à recréer une distance symbolique entre les individus et les institutions, et notamment les forces de sécurité, en perte de légitimité avant le coup d'Etat. Elle ne vise que rarement à l'obtention de noms ou d'adresses de militants que les autorités souhaiteraient arrêter. Les souffrances occasionnées par la coercition dépossèdent durablement l'individu de la maîtrise de soi, de son temps et de son espace³. La torture peut avoir des effets variables sur les individus. Elle peut être appréhendée comme une atteinte aux fondements de l'identité individuelle provoquant une « brisure de soi »⁴ et une transformation de son rapport au monde. Les mauvais traitements subis en prison sont incorporés à l'histoire personnelle, appartiennent à « l'intimité du souvenir »⁵, et influencent la trajectoire des militants et les stratégies qu'ils mettent en place à l'issue de leur détention (cf. infra). Ainsi, la torture constitue presque toujours une rupture biographique qui entraîne une transformation de l'engagement⁶. Combinée aux effets du contexte politique au cours des années 1980, elle pousse les individus vers le désengagement. Ses conséquences se font sentir à long terme et jouent sur les capitaux individuels, notamment le capital social. Elle produit un effet désocialisateur qui joue sur les relations avec les anciens camarades : « la torture érige une barrière insurmontable entre les êtres les plus proches. Même entre les meilleurs amis, les

¹ Il s'agit là d'une notion psychanalytique qu'il s'agit de ne pas de faire entrer « en contrebande » et sans la questionner dans l'analyse sociologique. Pour sa définition psychanalytique voir LAPLANCHE J. & PONTALIS J-B., *Vocabulaire de la psychanalyse*, Paris, PUF, 2009 [1967], p. 499-503.

² FASSIN D. & RECHTMAN R., *L'empire du traumatisme. Enquête sur la condition de victime*, Paris, Flammarion, 2007.

³ ROMANI V., « Enquêter dans les Territoires Palestiniens. Comprendre un quotidien au-delà de la violence immédiate », *art. cit.*, pp. 30-31.

⁴ LE BRETON D., *Expériences de la douleur. Entre destruction et renaissance*, Paris, Métailié, 2010, p. 147.

⁵ ORRANTIA J. « Looking back-Looking in. Les conséquences de la terre et l'intimité du souvenir (essai d'anthropologie visuelle) », *Tracés*, 2010/2, n°19, p. 121-138.

⁶ DORRONSORO G., « La torture discrète : capital social, radicalisation et désengagement militant dans un régime sécuritaire », *art. cit.*

camarades. Ce fut le cas avec mes vieux camarades du parti : la torture s'était immiscée entre nous. Pourtant, j'ai été transporté de joie et empli de nostalgie quand j'ai frappé à leur porte »¹. Les conséquences de la torture doivent cependant être analysées en lien avec les effets du groupe sur l'individu en détention.

Encadré VI-1 : Crises et bifurcations biographiques

La répression et les expériences qu'elle induit impliquent de réfléchir à un ensemble de notions qui vient caractériser les inflexions des trajectoires individuelles. Les sciences sociales ont en effet des difficultés à traiter de l'imprévisibilité, des événements et des ruptures, qu'elles soient historiques ou individuelles alors qu'elles ne cessent de traverser leurs objets².

Plusieurs concepts ont été proposés pour rendre compte de ces bouleversements à l'échelle individuelle. Anselm Strauss, attentif aux *transformations identitaires* des acteurs, a développé la notion d'« accident biographique »³ en mettant l'accent sur les processus successifs de « désidentification » et d'« initiation » produits par une crise et qui peuvent entraîner des changements durables et irréversibles des identités. Tentant de relier à la fois les transformations objectives (professionnelles ou personnelles) et les évolutions subjectives, Michel Grossetti a proposé la notion de « bifurcation » qu'il définit comme « une situation dans laquelle des changements (partiellement) imprévisibles affectent (relativement) durablement les acteurs, les ressources ou les formes sociales »⁴. La bifurcation est ouverte par une crise dont l'origine peut être multiple « ouvrant un carrefour biographique imprévisible dont les voies sont elles aussi au départ imprévues – même si elles vont rapidement se limiter à quelques alternatives –, au sein desquelles sera choisie une issue qui induit un changement important d'orientation »⁵. Comme le précise Claire Bidart, les bifurcations ne couvrent pas les périodes de transition prévisibles (fin des études et orientation scolaire, décohabitation parentale, service militaire) mais au contraire viennent caractériser la survenue de l'imprévisible⁶.

¹ BENER Y., *Le revenant*, op. cit., p. 83.

² BESSIN M. et al., « L'enquête sur les bifurcations : une présentation », in GROSSETTI M. et al., *Bifurcations*, Paris, La Découverte, 2009 p. 7.

³ STRAUSS A., *Miroirs et masques. Une introduction à l'interactionnisme*, op. cit.

⁴ GROSSETTI M., *Sociologie de l'imprévisible. Dynamiques de l'activité et des formes sociales*, Paris, PUF, 2004, p. 187. Pour une discussion générale autour de cette notion voir, GROSSETTI M. et al., *Bifurcations*, op. cit.

⁵ GROSSETTI M., « L'imprévisibilité dans les parcours sociaux », art. cit., p. 32.

⁶ BIDART C., « Crises, décisions et temporalités : autour des bifurcations biographiques », *Cahiers internationaux de sociologie*, 2006/1, n°120, p. 31.

Dans cette perspective, l'entrée dans le militantisme radical puis la détention constituent à n'en pas douter des bifurcations. Pour autant, l'usage de cette notion n'est pas sans poser problème tant d'un point de vue théorique que méthodologique. Les crises et les bifurcations qui en résultent peuvent-elles être observées objectivement ou ne sont-elles que subjectivement vécues (ou plutôt reconstruites) comme telles ? Selon cette seconde approche, l'engagement radical n'est pas une bifurcation puisqu'il est vécu et raconté comme une continuité naturelle ou une nécessité contextuelle (cf. chapitre 3). Michel Grossetti reste donc prudent sur l'usage de cette notion qui est à la fois cruciale et lacunaire : comment objectiver des alternatives dans les situations décrites par les enquêtés ? Comment évaluer et objectivités les irréversibilités ?¹ Ne risque-t-on pas de surestimer la dimension disruptive des crises ou, tout au contraire, de la minorer en valorisant les continuités biographiques ? En clair, cela pose, d'une part, la question de la légitimité du chercheur à découper les séquences biographiques et à plaquer sur celles-ci ses concepts et, de l'autre, de la difficulté qu'il y a à emboîter naïvement le pas à l'acteur dans l'identification des épisodes clés de son parcours. De plus, à trop insister sur l'idée de rupture on risque de « faire l'impasse sur le travail de mise en cohérence effectué par l'acteur »². Ce travail n'est pas uniquement destiné à parasiter le travail du sociologue – comme celui-ci tend souvent à le croire –, il est aussi la condition du maintien de l'identité individuelle et d'un rapport apaisé à soi.

Une manière de tenir à distances ces difficultés consiste à ne pas nécessairement s'intéresser à la rupture en tant que telle mais plutôt à la réinscrire dans le temps long de la biographie de l'acteur d'un point de vue tant objectif que subjectif. Les bifurcations produisent des effets dans des sphères de vie et selon des temporalités multiples et doivent à ce titre être analysées comme les produits croisés d'une négociation subjective et de l'objectivité d'une contrainte de cheminement. Il s'agit dès lors de prêter une attention particulière aux dynamiques d'adaptation et de reconversion qui traversent les trajectoires sociales et influent sur l'économie générale des sphères de vie. En ce qui concerne les trajectoires des militants révolutionnaires turcs, il faut donc rester prudent et ne pas postuler *a priori* que tous les coups d'Etat constituent *nécessairement* des ruptures biographiques³ ni même que le coup d'Etat de 1980 est *la* bifurcation majeure de leur existence. Il en constitue objectivement une – sans qu'elle soit la seule – en ce sens qu'il redessine tant

¹ GROSSETTI M., « L'imprévisibilité dans les parcours sociaux », *art. cit.*, p. 26.

² VOEGTLI M., « Du jeu dans le Je : ruptures biographiques et travail de mise en cohérence », *Lien social et Politiques*, n°51, 2004, p. 145.

³ MONCEAU.N., « Le rôle des coups d'État militaires dans la formation et la trajectoire des générations politiques, l'exemple de la génération 68 en Turquie », *art. cit.*

individuellement que collectivement les possibles politiques, professionnels et personnels tout en reconfigurant à court et long termes la structure des capitaux individuels. Mais il constitue également une bifurcation subjective dont la prise en compte vient résorber une dimension apparemment contradictoire de sa mise en récit. Il est d'un côté maintenu dans sa dimension événementielle et critique dans le but de rendre ses conséquences dramatiques mobilisables politiquement (cf. chapitre 5) et, de l'autre, euphémisé à travers le travail de mise en cohérence individuelle produit par les acteurs pour garantir son intelligibilité et sa réinscription dans les biographies.

3) Le groupe, la famille et l'individu en détention, entre soutien et pression

Les conditions de vie dans les prisons, et notamment dans les prisons militaires, sont particulièrement difficiles. Le but des autorités est initialement de briser et d'atomiser les collectifs militants. La junte ne cherche en aucune manière à susciter des « repentis et [des] dissociés »¹ comme a pu le faire l'Etat italien à la même époque. A la fin des années 1970 l'administration pénitentiaire turque met en place des dortoirs² [*koğuş*] au sein des prisons en plus des cellules existantes³. Les dortoirs peuvent accueillir de 30 à 100 personnes mais sont largement surchargés du fait de l'afflux de prisonniers entre fin 1980 et fin 1982. Certains commandants de prison décident parfois de mélanger dans les mêmes dortoirs les militants et Idéalistes et révolutionnaires pour réaffirmer la supériorité de la discipline militaire et nationale sur leurs oppositions politiques. Dans ce contexte, la détention est à la fois le lieu de l'entretien de l'entre-soi et de la résistance militante à l'institution et un lieu de souffrance et de redéfinition de soi.

La mise en détention marque communément la fin du parcours, un coup d'arrêt dans la lutte, quand elle ne consacre pas brutalement la défaite. Or, la prison a été retournée et s'est muée en un espace de résistance. Pour les groupes révolutionnaires turcs qui n'ont plus aucune existence et visibilité à l'extérieur des lieux de détention, l'enjeu de faire 'tenir' les engagements en prison pour répondre à la répression étatique devient central⁴. La présence des cadres de l'organisation participe du maintien des hiérarchies et du collectif. Toute la

¹ SOMMIER I., « Repentir et dissociation : la fin des 'années de plomb' en Italie ? », *Cultures & Conflits*, n°40, 2000, p. 43-61.

² On peut en voir une version reconstituée dans le musée-prison d'Ulucanlar à Ankara, cf. annexe 7.

³ Nejat K. raconte ainsi avoir séjourné plusieurs mois dans une cellule de « trois mètres sur cinq ou six » prévue pour six personnes mais qu'ils partageaient en réalité à dix, entretien avec Nejat K., Ankara, 20/09/2013.

⁴ LACROIX I., « Maintenir son engagement en prison. Le cas des militants basques », in NICOURD S. (dir.), *Le travail militant*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 48.

direction ankariote de *Dev-Yol* se trouve ainsi enfermée à Mamak jusqu'en 1991¹. A côté de ce travail de maintien du groupe et de renforcement des liens collectifs, se déploie un mouvement de contestation de l'ordre carcéral (demande d'abandon du port de l'uniforme, amélioration des conditions de détention, obtention du statut de prisonnier politique) qui transforme l'enceinte pénitentiaire en terrain de lutte. Les militants reçoivent des injonctions au maintien de l'engagement et doivent écrire des rapports et des autocritiques tout en participant aux actions contre l'administration pénitentiaire qui peuvent être de troubler l'ordre, de recourir à la violence directe contre les gardiens si la situation le permet. Les mobilisations les plus emblématiques sont sans conteste les grèves de la faim. Plus répandues et plus meurtrières dans la zone kurde², elles se développent sur l'ensemble du territoire³ (cf. chapitre 4). Cependant, à la différence de la contestation de l'institution carcérale par les groupes révolutionnaires d'Europe de l'Ouest⁴, la mobilisation turque reste largement invisible sous le régime militaire. Seule la mobilisation d'IHD à partir de 1986 après le retour des civils au pouvoir entraîne une requalification politique de la question pénitentiaire en Turquie (cf. chapitre 5). Après le régime militaire, les conditions de détention s'assouplissent peu à peu. L'administration pénitentiaire, face à la résistance de certains groupes, laisse se mettre en place une sorte de « sous-traitance de l'ordre carcéral »⁵. Les différents groupes s'organisent alors en « *komiin* » [commune] autonomes dans l'espace pénitentiaire : *Dev-Yol*, *Kurtuluş*, *Halkın Kurtuluşu*, *TKP*, *Halkın Yolu* et le *PKK* (alors appelé Apocular)⁶. Les dortoirs sont alors politiquement homogénéisés et les militants sont davantage libres de leurs mouvements. S'y déploient toute une gamme d'activités individuelles ou collectives : écriture de poésie et de textes politiques, discussion politiques et activités sportives. Ces activités visent à maintenir le collectif et à organiser le maintien de la discipline. La présence du groupe aide ainsi l'acteur à résister au sein de la prison et crée à la sortie un sentiment de communauté de destin, comme une expérience subie en commun⁷.

¹ Il s'agit d'Ali Alfathı, Ali Başpınar, Mehmet Ali Yılmaz, Akın Dirik, Oğuzhan Müftüoğlu, Nasuh Mitap et Melih Pekdemir.

² Dans la prison militaire n°5 de Diyarbakir, les grèves de la faim répétées (en 1981, 1982 et 1983) et les immolations (en mars puis mai 1982) se soldent par la mort de plusieurs prisonniers, ÖZKAYA E., *La grève de la faim et le lien social : le cas des détenus de la gauche radicale turque (1978-2007)*, *op. cit.*

³ Fecire a ainsi participé à une grève de la faim dans le quartier de femmes de la prison de Mamak en 1982, entretien avec Fecire, Ankara, 20/06/2014.

⁴ LINHARDT D., « Réclusion révolutionnaire. La confrontation en prison entre des organisations clandestines révolutionnaires et un Etat : le cas de l'Allemagne dans les années 1970 », *Cultures & Conflits*, n°55, 2004, p. 11.

⁵ MASSICARD E., « La réforme carcérale en Turquie », *art. cit.*, p. 158.

⁶ Comme le signale Hüseyin E. in TMMOB Mimarlar Odası Ankara Şubesi, *Tanıkların Ulucanlar'ı. Sözlü tarih op. cit.*, p. 164.

⁷ POLLAK M., *L'expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale*, *op. cit.*, p. 312.

Pourtant, le séjour en détention est pétri d'injonctions contradictoires plus ou moins bien vécues par les acteurs. D'un côté, l'univers pénitentiaire commande de cesser le militantisme en son sein mais également une fois sorti sous peine d'une nouvelle incarcération et de traitements violents. Ces impératifs font entrer dans la balance le risque et le coût du maintien de l'engagement. De l'autre, l'organisation dont le militant fait partie garde un contrôle important sur lui dans un contexte de promiscuité tout en étant un refuge et lui ordonne de maintenir son engagement et de poursuivre la lutte, au moins en prison. Il est ainsi pris en étau alors qu'il est lui-même dans une période de redéfinition identitaire. Toutefois, les groupes ne parviennent pas toujours à empêcher les suicides qui se multiplient en détention : il y a eu dix suicides en trois mois à Mamak après le coup d'État¹. De plus, la réapparition des groupes selon les appartenances politiques des années 1970 conduit à des tensions et des exclusions parmi les détenus. Teoman Ata, membre du TKP avant 1980, est incarcéré dans un dortoir majoritairement composé de militants de *Dev-Yol*. Rejeté en raison de son appartenance politique il se rapproche progressivement des militants du TSIP incarcérés avec lui². Y compris au sein des groupes, la pression peut être mal vécue par certains militants qui ne supportent plus la double discipline du collectif et de l'institution. Erdal Boyoğlu, racontant son expérience en prison, qualifie son groupe de « *cezaevi içinde cezaevi* »³ [prison dans la prison]. Ne pas entrer dans la logique d'organisation des prisonniers c'est s'exposer à être considéré comme un traître. Ce lieu de passage qu'est l'institution carcérale n'est pas vide de sens pour l'acteur. Il constitue un épisode spécifique d'une biographie qui « oblige l'acteur enfermé à un *travail biographique*, au cours duquel passé, présent et futur se redessinent, et où les *conceptions de soi* sont à redéfinir »⁴. L'enfermement produit donc des effets diversifiés : non seulement de la peur et de la colère, mais aussi des sentiments de solitude, d'impuissance et de déception. Analyser les effets de la répression sur un mouvement et sur les continuités et discontinuités de l'engagement, c'est donc prendre en compte la variété des formes de répression mais aussi la variété des réponses que leur donnent les militants en fonction de leurs ressources, de leurs trajectoires propres et de la gestion des effets potentiellement contradictoires des injonctions qu'ils subissent.

Enfin, la prison ne fait pas disparaître les tensions entre les sphères de vie même si elle participe à leur aplanissement. La trajectoire professionnelle ou scolaire étant interrompue, la

¹ « Le gouvernement turc admet que quinze prisonniers sont morts sous la torture », *Le Monde*, 18/03/1982.

² TMMOB Mimarlar Odası Ankara Şubesi, *Tanıkların Ulucanlar'ı. Sözlü tarih*, op. cit., p. 166.

³ Cité in BOYOĞLU E., *Ölümden öte. Sol içi şiddeti sorgulamak ve aşmak*, op. cit., p. 204.

⁴ CHANTRAINE G., *Par delà les murs. Expériences et trajectoires en maison d'arrêt*, Paris, PUF-Le Monde, 2004, pp. 12-13.

sphère politique tend à occuper tout l'espace du fait de la situation. La sphère privée est, dans un premier temps, réduite à la portion congrue. En effet, sous le régime militaire, les contacts entre les détenus et leur famille sont très limités. Nejat K. ne voit ses parents que deux fois au cours de sa détention¹. L'assouplissement des conditions de détention dans la seconde moitié des années 1980 autorise des contacts plus réguliers. Cumhur peut voir sa famille qui doit cependant se déplacer dans les différentes prisons vers lesquelles il est envoyé². Les photographies publiées dans les mémoires militants³ montrent des groupes de détenus posant pour l'occasion avec le sourire ou en pleines retrouvailles avec leur famille :



Illustration VI-1 : Photographie non légendée (1986-1989 ?) de détenus avec leurs proches.
Source : Archives de la 78'lıler DF. Cette photographie a été exposée dans le cadre de l'*Utancı Müzesi* [Musée de la honte] à Ankara en septembre 2013.

Pour les militants, la famille constitue un élément crucial dans le maintien de l'identité et un important soutien dans la perspective de la sortie⁴. Les familles multiplient les démarches auprès des autorités pour obtenir leur libération ce qui implique pour les prisonniers d'adopter un comportement conforme aux exigences de l'institution pour espérer l'obtenir. Ceux qui sont mariés sont préoccupés par le sort de leur conjoint si celui-ci est en détention⁵ ; s'il est à l'extérieur, ses visites et son soutien aident à « tenir » face à la situation comme l'explique

¹ Entretien avec Nejat K., Ankara, 20/09/2013.

² Entretien avec Cumhur, Ankara, 20/09/2013.

³ Voir par exemple, MÜFTÜOĞLU O. avec BOSTANCIOĞLU A., *Bitmeyen yolculuk. Oğuzhan Müftüoğlu kitabı*, op. cit. & GÖCMEN S., *Fırtınalı denizin yolcuları*, op. cit.

⁴ Aucun militant n'a témoigné d'une rupture des liens avec sa famille lors de son incarcération.

⁵ Entretien avec Leyla, Ankara, 18/11/2014.

Hüseyin E.¹. Les militants de la cohorte ayant commencé à militer avant 1971 ont parfois des enfants qui viennent les voir en prison. Mustafa Çoşkun reçoit ainsi plusieurs fois la visite de sa femme et de ses enfants dans la prison d'Haymana au sud d'Ankara². C'est au cours de ces visites que les familles tentent d'anticiper la situation des militants une fois leur libération advenue. Les tensions entre les sphères de vie qui travaillaient l'engagement révolutionnaire au cours des années 1970 ne disparaissent donc pas au cours de la détention même si elles s'en trouvent reconfigurées.

Au final, la détention se révèle une expérience complexe qui ne saurait se résumer à un repli salvateur sur le groupe militant pour faire face à la répression. Ses effets sont au contraire multiples et souvent contradictoires. Gilles Chantraine a insisté sur la nécessité d'analyser les trajectoires de détention en pensant « l'après » comme partie intégrante de « l'expérience carcérale »³. La sortie de prison est en effet souvent une période difficile à négocier pour les acteurs qui ont souvent l'impression d'avoir quitté le champ social et de revenir dans un environnement qu'ils ne reconnaissent plus.

B) Le « grand cauchemar » des années 1980⁴

Les années 1980 sont à la fois la période de la détention pour un grand nombre de militants mais aussi, notamment dans sa seconde moitié, le moment de la libération et du retour à la vie civile. Celle-ci plonge alors les individus dans un environnement politique et social qui leur est profondément hostile alors que la répression a imposé une rupture dans leurs trajectoires familiales, politiques et scolaires ou professionnelles. Cette décennie, qu'elle soit vécue intégralement ou partiellement en détention, est un moment de crise personnelle et de doute. Isolés, les militants ne trouvent que difficilement à s'appuyer sur des repères et des structures antérieures au coup d'Etat. Elle est également la période du désengagement et de l'éloignement de la politique.

¹ TMMOB Mimarlar Odası Ankara Şubesi, *Tanıkların Ulucanlar'ı. Sözlü tarih, op. cit.*, p. 165.

² ÇOŞKUN S., *Tutukluymuşuk, op. cit.*, p. 63.

³ CHANTRAINE G., *Par delà les murs. Expériences et trajectoires en maison d'arrêt, op. cit.*, p. 13.

⁴ CUSSET F., *La décennie. Le grand cauchemar des années 1980*, Paris, La Découverte, 2006.

1) « Il faut continuer à vivre après cela »¹ : latence et désajustement

La répression qui s'abat sur les militants constitue un double verdict, à la fois juridique et social. Que ce soit chez les militants emprisonnés ou chez ceux qui sont parvenus à y échapper, la première moitié des années 1980 est une période de « latence »² qui demande un « temps d'adaptation »³. Celle-ci peut prendre plusieurs formes mais elle vient marquer le désajustement des acteurs et leur difficulté à définir et à faire face à la situation⁴ transformée par le régime militaire. Les travaux sur les effets de la répression en contexte autoritaire distinguent à juste titre dans leurs observations les militants les plus dotés des militants les moins dotés en capitaux⁵. Mais, si cette distinction est opérante dans l'analyse des reconversions, elle est moins utile pour rendre compte des périodes de doute et de déroutement que connaissent les individus aux prises avec les nécessités du retour à la vie « normale ». Ces phases de désajustement sont très largement partagées dans mon groupe d'enquêtés et touche les militants emprisonnés comme les exilés.

Cette latence est perceptible d'abord chez les acteurs qui échappent à la répression et constatent la multiplication des arrestations chez leurs camarades en même temps que l'obturation progressive de toutes les opportunités. Fuyant Istanbul et l'Académie des Beaux-arts où elle craint d'être arrêtée, Asiye arrive à Ankara en février 1981 où elle se réfugie chez sa sœur. Elle est alors dans une situation de profond désespoir et vit dans la terreur d'être arrêtée et torturée. Elle se fait discrète et ne révèle à personne son appartenance passée à *Dev-Yol* : « il fallait apprendre le silence et la discrétion ». Elle vit alors de petits boulots dans une grande précarité économique et ne reprend des études qu'après la fin du régime militaire (cf. infra)⁶. Son investissement modeste dans le groupe au cours des années 1970 lui épargne sans doute une arrestation mais n'en a pas moins des effets importants sur sa trajectoire. Le coup d'Etat vient interrompre sa carrière scolaire et déstructure profondément les réseaux sociaux

¹ Entretien avec Özgür, Ankara, 12/11/2014.

² NEGRONI C., « Ingrédients des bifurcations professionnelles : latence et événements déclencheurs », in GROSSETTI M. *et al.*, *Bifurcations*, *op. cit.*, p. 176.

³ MÜFTÜOĞLU O. avec BOSTANCIOĞLU A., *Bitmeyen yolculuk. Oğuzhan Müftüoğlu kitabı*, *op. cit.*, p. 294.

⁴ L'individu agit en fonction de l'environnement qu'il perçoit et de la situation à laquelle il doit faire face : « il peut définir chaque situation de sa vie sociale par l'intermédiaire de ses attitudes préalables, qui l'informent sur cet environnement et lui permettent de l'interpréter. La définition de la situation dépend donc à la fois de l'ordre social tel qu'il se présente à l'individu et de son histoire personnelle. Il y a toujours rivalité entre la définition spontanée d'une situation par un individu et les définitions sociales que sa société lui fournit », THOMAS W. I., « Définir la situation », in JOSEPH I. & GRAFMEYER Y., *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Flammarion, 2009, pp. 79-82.

⁵ GEISSER V., KARAM K. & VAIREL F., « Espaces du politique. Mobilisations et protestations », *op. cit.*, p. 200.

⁶ Entretien avec Asiye, Ankara, 21/06/2014.

dans lesquels elle se trouvait inscrite la laissant isolée et dans une situation de grande précarité.

Grâce à la loi sur l'élargissement conditionnel [*Şartlı Tahliye Yasası*], une partie des militants sort de prison en 1986-1987, l'autre en 1991¹. La sortie de détention constitue un choc parfois difficile à absorber par les militants. L'administration pénitentiaire militaire ou civile ne se préoccupe pas de la situation économique et sociale des détenus qu'elle libère. La majorité des militants libérés se trouve en grande difficulté et doit alors faire face aux urgences de la vie quotidienne. Sans logement, ils font souvent le choix de retourner auprès de leur famille qui peut les héberger le temps de trouver un emploi comme Irfan, libéré en 1987, qui retourne dans sa famille à Denizli² ou Özgür, libéré en 1991, qui revient chez son oncle à Tuzluca³. Ceux qui ont pu avoir des contacts réguliers avec leur entourage pendant leur détention ont un peu préparé leur sortie contrairement à leurs camarades isolés géographiquement. Le retour dans le foyer familial inaugure une période de transition complexe à gérer. En sortant de prison, Cumhur reste une semaine à Ankara avant de rentrer dans sa famille près d'Erzurum : « Je comptais repartir vite. Mais je n'avais pas d'argent »⁴. Hormis leur environnement familial, les militants sont alors relativement isolés de leurs anciens réseaux dispersés par la répression puis par les nécessités économiques. Le comité central de DY collectivement emprisonné à Mamak se sépare lors des libérations de ses membres qui rentrent dans leur région d'origine⁵. La pression politique reste encore très vive et limite les retrouvailles au strict minimum. Fecire qui retourne à Keçiören après sa libération de Mamak restreint au maximum les contacts avec ses anciens amis. S'ils se voient ils ne font ni ne parlent plus de politique.

Certains ne parviennent pas à faire face à cette nouvelle situation personnelle et globale. Julie Pagis, dans son étude des conséquences de Mai 68 note que « pour celles et ceux qui n'ont pas les ressources nécessaires pour avoir un minimum de prise sur le réel et renégocier des appartenances, les sorties de la marginalité peuvent s'avérer difficiles voire

¹ On ne peut discriminer dans les statistiques officielles les détenus « politiques » des détenus de droit commun. On observe toutefois que l'on passe de 32 413 sorties en 1985 à 48 611 en 1986. On compte 72 885 sorties en 1991 contre 44 158 en 1990, TÜRKIYE İSTATİSTİK KURUMU, *İstatistik göstergeler 1923-2009*, op. cit., p. 101.

² Entretien avec Irfan, Ankara, 09/06/2014.

³ Entretien avec Özgür, Ankara, 12/11/2014.

⁴ Entretien avec Cumhur, Ankara, 20/09/2013.

⁵ COLL., *Tarihle söyleşiler*, op. cit., pp. 101-102.

impossibles, provoquant des situations de grande précarité sociale et psychique (dépression, alcoolisme, drogues dures, voire suicide) »¹.

Il est très compliqué d'établir les cas de suicide chez les anciens militants de la gauche après le coup d'Etat. Si on constate un bond dans le nombre de suicides annuels en Turquie entre la fin des années 1970 et la fin des années 1980, ces chiffres ne détaillent ni les motifs ni les profils². Yiğit Bener, dans son roman autobiographique *Le revenant*, évoque la question des suicides³, des troubles psychologiques liées à la torture et à la détention et les retours d'exil plus ou moins faciles à négocier. Il souligne également le caractère largement tabou de ces thèmes chez les anciens militants⁴. Ces derniers peinent à faire entrer ces pertes dans le cadre martyrologique qui leur sert à penser la répression.

Encadré VI-2 : Après la prison militaire, le service militaire

Au cours des années 1980 et 1990, les militants révolutionnaires libérés sont rattrapés une nouvelle fois par l'institution militaire. Leur âge et leurs études au cours des années 1970 puis la détention et l'exil les ont empêchés d'effectuer leur service national obligatoire. Cette institution est centrale dans l'imaginaire social et politique turc et marque l'entrée dans l'âge adulte pour les jeunes hommes⁵. Profondément hostiles envers l'institution militaire qui a organisé la répression après le coup d'Etat, ils sont très réticents à l'idée d'être conscrits : « Les militaires m'avaient torturé, je ne les aime pas, je ne voulais pas y aller »⁶. De son côté, l'institution militaire n'est pas ravie d'accueillir des individus qu'elle estime peu fiables et dont elle préfère avoir la charge dans des prisons plutôt qu'armes à la main. Elle met en place une version « adaptée » du service militaire dans les années 1980 pour les ex-détenus. A peine libéré, Teoman Ata fait son service militaire de novembre 1984 à février 1985⁷. Özgür reste quelques mois et Irfan ne reste que quatre mois⁸ au lieu de dix-huit mois. Le problème demeure toutefois pour les exilés dont le retour en Turquie signifie l'obligation de se rendre disponibles pour le service militaire. C'est ce qui dissuade Nejat F. de rentrer en Turquie⁹. Un

¹ PAGIS J., *Mai 68, un pavé dans leur histoire. Evènements et socialisation politique*, op. cit.

² On constate un passage de 766 suicides en 1978 à 1 105 en 1982, TÜRKIYE İSTATİSTİK KURUMU, *İstatistik göstergeler 1923-2009*, op. cit., p. 46.

³ BENER Y., *Le revenant*, op. cit., p. 114.

⁴ Il a d'ailleurs essuyé de vives critiques de la part des journaux de gauche à ce sujet lors de la publication de l'ouvrage, entretien avec Yiğit, Istanbul, 28/05/2015.

⁵ KAYA S., « La fabrique du 'soldat-citoyen' à travers la conscription en Turquie », *European Journal of Turkish Studies*, n°8, 2008.

⁶ Entretien avec Özgür, Ankara, 12/11/2014.

⁷ TMMOB Mimarlar Odası Ankara Şubesi, *Tanıkların Ulucanlar'ı. Sözlü tarih*, op. cit., p. 166.

⁸ Entretien avec Irfan, Ankara, 09/06/2014.

⁹ Entretien avec Nejat F., Bobigny, 27/02/2015.

changement dans la loi permet, au tournant des années 1990, de payer pour ne faire qu'un à deux mois de service militaire (au lieu de deux ans) :

« E : A partir de 1991, je n'avais plus de problème judiciaire [...] mais j'avais le problème du service militaire. Comme j'avais refusé de le faire je n'y suis pas retourné. J'avais un peu d'argent pour payer parce qu'à cette époque là il y avait la possibilité de payer et de venir et de faire un mois de service militaire. Mes parents m'ont proposé mais j'ai dit : « Non, je n'ai pas envie de faire un mois de service militaire ». Mais en 1999, il y a eu une loi pour les gens de plus de 45 ans : aucun service militaire. J'ai payé, je sais pas, 7 000 euros je crois et puis j'ai été dispensé de service militaire »¹.

Cette disposition facilite les retours vers la Turquie. De la même manière, İnönü fait deux mois de service militaire après avoir payé une forte somme à l'armée. Il est alors dispensé de tout entraînement et du maniement des armes². Au-delà de l'expérience de conscrit, le service militaire représente l'obligation de plier une fois encore face à une institution violemment combattue par le passé. En retour, ce manque de conformité aux normes sociales et militaires en vigueur renforce encore quelque peu le caractère déviant des trajectoires des militants révolutionnaires au sein de la société turque au cours des années 1980 et 1990.

Le régime militaire et la détention place les militants dans une situation de grande incertitude morale, économique et statutaire. Il pousse l'ensemble des acteurs, et non seulement les moins dotés en capitaux, vers un désengagement massif et à un repli sur la sphère privée.

2) Un désengagement forcé et massif

Encadré VI-3 : A propos des désengagements

L'étude des processus de désengagement militant a fait l'objet d'une réévaluation ces dernières années³. Comme l'engagement radical, le désengagement est à comprendre à l'intersection entre les trajectoires individuelles et les effets des contextes multiples dans lesquels évoluent les acteurs⁴.

¹ Entretien avec Ergun, Istanbul, 21/10/2013.

² Entretien avec İnönü, Ankara, 05/06/2014.

³ FILLIEULE O. (dir.), *Le désengagement militant, op. cit.*, LECLERCQ C., *Histoires d'« ex ». Une approche socio-biographique du désengagement des militants du Parti communiste français, op. cit.*, BJØRGO, T. & HORGAN J., *Leaving Terrorism Behind: Individual and Collective Disengagement*, New York, Routledge, 2009 et HORGAN J., *Walking Away from Terrorism: Accounts of Disengagement from Radical and Extremist Movements*, Londres, Routledge, 2009.

⁴ Il est d'ailleurs nécessaire de considérer désengagement et déradicalisation comme deux processus distincts qui ne sont pas nécessairement coordonnés. On peut maintenir un engagement en abandonnant des positions radicales et sortir d'un engagement devenu trop coûteux en conservant ses positions idéologiques antérieures ce que certains militants révolutionnaires tures illustrent tout à fait. Sur l'articulation de ces deux notions voir,

Le désengagement peut être appréhendé à partir d'une réflexion sur trois niveaux interdépendants¹ : 1) *l'épuisement des rétributions* de l'engagement : la disparition des groupes de la gauche révolutionnaire entraîne une disparition consécutive des rétributions qui leur sont liées ainsi que l'absence totale d'opportunité de les reformer sous la pression du régime ; 2) *la perte de sens idéologique* du fait de « l'épuisement historique d'un modèle d'engagement »² et de l'obscurcissement des possibles entrevus ; 3) *la transformation des relations de sociabilité* : la répression joue un rôle dans le désengagement par la dispersion des individus, la violence qu'elle exerce à leur encontre, la peur et la contrainte qu'elle suscite dans les rangs. Ces éléments ne sont pas uniquement corrélés à la répression. J'ai souligné précédemment (chapitre 3) que des désengagements se sont produits *avant* 1980 qu'il s'agisse des scissions entre groupes ou des retraits du militantisme.

Il faut toutefois complexifier quelque peu l'analyse pour rendre compte de la diversité des « mises en disponibilité »³ que masque potentiellement le terme « désengagement ». Les sorties de l'engagement peuvent être tour à tour brèves ou longues, réversibles ou irréversibles, simples ou multiples, individuelles ou collectives. De plus, tous les désengagements ne sont ni désirés ni maîtrisés de la même manière par les acteurs. Ces deux derniers éléments sont centraux dans la capacité de l'individu à se constituer une identité d'« ex ». Il est ici intéressant de faire un détour par la sociologie des religions qui a beaucoup travaillé la question des désaffiliations religieuses et dressé des idéaux-types des parcours de désengagement. Dans cette perspective, Merlin B. Brinkerhoff and Kathryn L. Burke distinguent les « ritualistes » qui ont perdu une part de leurs croyances tout en continuant à s'identifier à la communauté de croyance, les « *outsiders* » qui professent une foi profonde mais ne s'identifient plus à la communauté d'origine et, enfin, les « apostats » qui ont à la fois renié leurs croyances et coupé les liens avec leur communauté se trouvant ainsi « totalement désaffiliés »⁴. Une telle approche permet d'appréhender le rapport entretenu par les acteurs avec l'engagement une fois celui-ci abandonné. Massimo Introvigne, pour sa part, s'intéresse davantage aux modalités du départ et de la distanciation. Il distingue les « *defectors* », qui

HORGAN J., "Deradicalization or Disengagement? A Process in Need of Clarity and a Counterterrorism Initiative in Need of Evaluation", *Perspectives on Terrorism*, Vol. 2, n°4, 2008.

¹ FILLIEULE O., « Désengagement », in FILLIEULE O., MATHIEU L. & PECHU C. (dirs.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, *op. cit.*, p. 183.

² FILLIEULE O., « Le désengagement d'organisations radicales. Approche par les processus et les configurations », *Lien social et Politiques*, n°68, 2012, p. 45.

³ SOMMIER I., « Une expérience incommunicable ? Les ex-militants d'extrême gauche français et italiens », in FILLIEULE O. (dir.), *Le désengagement militant*, *op. cit.*, p.175.

⁴ BRINKERHOFF M. B. & BURKE K. L., "Disaffiliation: Some Notes on Falling from the Faith", *Sociological Analysis*, Vol. 41/1, 1980, p. 43.

partent de manière négociée, les *apostats*, qui deviennent des ennemis professionnels de leur organisation et les *partants ordinaires* qui disparaissent sans qu'apparemment leur désengagement ne représente un coût sensible pour eux ou pour l'organisation¹. S'intéressant pour leur part aux conséquences du désengagement, Olivier Fillieule et Mounia Bennani-Chraïbi distinguent quatre types de destins militants : la cooptation par le régime, le retrait dans des formes plus ou moins légales d'accommodation, la reconversion dans d'autres espaces sociaux, le retrait pur et simple de toute activité contestataire². On verra qu'avoir en tête ces manières de rendre compte des sorties de rôle permet de mieux appréhender les désengagements des militants révolutionnaires mais aussi leurs réengagement successifs.

Un engagement est d'autant plus dur à délaissier quand l'abandon est imposé par la répression. Le désengagement d'un mouvement révolutionnaire entraîne un coût psychique et/ou matériel qui est le pendant de l'étendue des sacrifices consentis pour entrer dans le groupe (rites d'initiations, mises à l'épreuve, hiérarchisation et cloisonnement des collectifs), de la socialisation plus ou moins forte reçue au sein du groupe, qui se traduit notamment par le renforcement de l'attachement émotionnel, lequel varie en fonction du degré de renonciation aux relations sociales extérieures au groupe (réseaux familiaux et amicaux). L'existence de *possibles latéraux*, déterminée notamment par le degré d'autonomie des sphères de vie, dessinent un univers de contraintes facilitant plus ou moins la défection³. Le retrait d'une organisation politique n'est par ailleurs pas toujours vécu comme un désengagement⁴. La fidélité militante peut contribuer à orienter les conduites d'entrée dans le statut d'adulte par le biais d'effets socialisateurs convergents (profession, endogamie). La revendication d'une fidélité militante permet ainsi à l'individu de tenir ensemble des « morceaux » de sa vie et de rapprocher les sphères de vie dans lesquelles il s'inscrit qui sinon seraient disjointes. Ce « sens privé [et professionnel] de l'engagement » permet de réunir une trajectoire autour d'un sens rassurant⁵.

¹ INTROVIGNE M., "Defectors, Ordinary Leave-Takers, and Apostates: A Quantitative Study of Former Members of New Acropolis in France", *Nova Religio*, n°3, 2000, p. 83-99.

² BENNANI-CHRAÏBI M. & FILLIEULE O., « Exit, voice, loyalty et bien d'autres choses encore... », in BENNANI-CHRAÏBI M. & FILLIEULE O. (dirs.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, *op. cit.*, pp. 118 et sq.

³ FILLIEULE O. & PUDAL B., « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », in AGRİKOLIANSKY E., FILLIEULE O. & SOMMIER I. (dirs.), *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 179.

⁴ GROJEAN O., « Comment gérer une crise politique interne ? Façonnage organisationnel du militantisme, maintien de l'engagement et trajectoires de défection », *Politix*, 2013/2, n°102, p. 86.

⁵ WILLEMEZ L., « *Perseverare Diabolicum* : l'engagement militant à l'épreuve du vieillissement social », *Lien social et Politiques*, n°51, 2004, pp. 77-78.

Enfin, les analyses du désengagement militant ne peuvent se dispenser de questionner les processus par lesquels le genre et les rapports sociaux de sexe contribuent à structurer les recompositions successives du militantisme et jouent dans les processus de désengagement¹. C'est donc dans la combinaison d'un ensemble de processus sociaux que l'on trouve les déterminants du désengagement et de la rupture militante: dans l'affaiblissement ou l'effondrement des structures sociales qui l'encadraient, dans le tarissement des rétributions symboliques qui le nourrissaient et dans le « vieillissement » social et physique des militants.

De la même manière que l'engagement radical, le désengagement militant doit donc être compris à l'intersection des dimensions synchroniques et diachroniques des trajectoires individuelles et des différents contextes dans lesquels se trouvent pris les acteurs. La fin des années 1980 est marquée, en Turquie et dans le monde, par un profond changement de *Zeitgeist*². La junte militaire a profondément ré-ancré la Turquie dans le camp occidental, enterrant ainsi les espérances tiers-mondistes d'une « troisième voie nationale ». Le triomphe du libéralisme et l'ouverture européenne parachèvent cette réorientation. Parallèlement, le bloc de l'Est et les espérances révolutionnaires, déjà douchées par la répression, s'effondrent, laissant les militants révolutionnaires orphelins, non seulement du grand frère ennemi soviétique, mais de la cause communiste dans son ensemble. Nejat F se désengage à cette période qui voit la déliquescence du TIP en exil et du TKP : « Tout ça c'est fini... Je ne milite plus quoi »³. La chape de plomb répressive qui pèse sur le pays rend tout engagement contestataire très risqué et extrêmement coûteux alors même que le prix de l'engagement passé n'est pas encore acquitté. Malgré la fermeture par les militaires de la plupart des sorties possibles (accès à l'université, carrières professionnelles publiques) empêchant ainsi l'insertion des militants dans d'autres réseaux sociaux, la répression n'a pas contribué à une radicalisation du militantisme⁴. Au-delà de la disparition des perspectives révolutionnaires, le désengagement est également provoqué par la dissolution des groupes révolutionnaires eux-mêmes contraints, dans un premier temps à la clandestinité puis, faute de militants, à la déshérence. Ils ne survivent que sous la forme de microcellules clandestines isolées qui, faute d'espace, travaillent davantage à transmettre les textes militants sous le manteau qu'à

¹ BARGEL L. & DUNEZAT X., « Genre et militantisme », in FILLIEULE O., MATHIEU L. & PECHU C. (dirs.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, op. cit., p. 254.

² WHALEN J. & FLACKS R., *Beyond the Barricades. The Sixties Generation Grows Up*, Philadelphia, Temple University Press, 1989.

³ Entretien avec Nejat F, Bobigny, 27/02/2015.

⁴ Contrairement à ce que Guya Accornero a observé dans la situation portugaise au cours des années 1960-1970, ACCORNERO G., « La répression politique sous l'*Estado Novo* au Portugal et ses effets sur l'opposition estudiantine, des années 1960 à la fin du régime », *Cultures & Conflits*, n°89, 2013, p. 95.

organiser une contestation réelle (cf. chapitre 5). Le maintien des groupes au sein des prisons ne survit pas aux libérations qui s'étalent sur plusieurs années facilitant ainsi le délitement des collectifs.

La répression contraint donc les militants de gauche à un désengagement forcé et généralisé. Au-delà des dimensions contextuelles, le désengagement des militants au cours des années 1980 s'explique par le bouleversement de leur position sociale, la démonétisation de leurs compétences et de leurs capitaux¹ et une remise en question de soi. Doug McAdam a souligné dans son analyse du militantisme à haut risque qu'une des conséquences de celui-ci est de se trouver potentiellement en porte à faux avec la société². Chez les militants exilés le maintien de l'engagement reste possible plus longtemps mais ses rétributions tendent également à s'épuiser à mesure que les années passent et laissent place au découragement. Pour les militants qui ont vécu sous le régime militaire et ceux qui sortent de prison, la situation se révèle précaire. Par ailleurs, les mobilisations, désormais criminalisées et délégitimées, ne sont plus en mesure de fournir les rétributions (matérielles ou symboliques) dont les militants tiraient auparavant profit. Les exilés comme ceux qui sont restés en Turquie sont pris dans des contraintes matérielles fortes où la priorité est de trouver un toit et un emploi pour survivre, notamment pour ceux qui ont une famille à charge. On observe une réorientation de l'économie générale des sphères de vie autour d'une éclipse de la sphère militante au profit d'un repli sur la sphère privée et de la reconstitution progressive d'une sphère professionnelle (cf. infra). Le « vieillissement social » entre ici en ligne de compte. Il ne faut pas le considérer comme un assagissement – « il faut bien que jeunesse se passe » – mais plutôt comme la volonté d'avoir une vie que les militants n'ont pas pu vivre jusqu'ici. L'engagement dans une organisation radicale a généré un retard dans l'inscription dans les autres sphères de vie (professionnelle et familiale), accentuée par le séjour plus ou moins prolongé en prison au cours des années 1980. Cela a provoqué une entrée tardive dans les rôles attendus au sein de ces sphères de vie (mariages, naissances, emplois).

Pour autant, la tension entre les différentes sphères de vie ne disparaît pas totalement. Philippe Gottraux préfère parler de « diminution de la tension car chez les acteurs qui ont bâti pendant des années leur personnalité autour de l'identité militante, la fin du militantisme maintient, au moins pendant quelques temps, une forme de tension tributaire du passé militant, après la cessation des activités partisans », c'est-à-dire une forme de « mauvaise

¹ GOBILLE B., « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 1968. Capital politique, capital littéraire et conjoncture de crise », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005/3, n°158, p. 30-61.

² McADAM D., "Recruitment to High-Risk Activism: the Case of Freedom Summer", *art. cit.*

conscience »¹ et de sentiment de culpabilité au nom du passé militant. Le vide occupationnel et identitaire qui succède au désengagement génère une perte temporaire de repères parfois difficile à gérer. Nombre de militants mènent alors un travail de réflexion et amorcent leur sortie du rôle de révolutionnaire sous le double effet de la détention/torture et de la prise de conscience de l'échec du processus révolutionnaire qu'ils croyaient enclenché en Turquie. Cette sortie de rôle reste vécue de manière différente selon les acteurs. Elle peut prendre la forme d'une distanciation critique de soi en tant que militant², d'une forme de désespoir comme chez Yiğit Bener³ ou être envisagée comme une contrainte structurelle qui n'entraîne pas une remise en cause des valeurs et du passé militant. Ainsi, comme le souligne Mounia Bennani-Chraïbi, « à moyen et long terme, la répression occasionne une véritable reformation des identités individuelles [...] sur la base d'un processus de décomposition/recomposition [et] d'une redéfinition des stratégies »⁴. Ces processus de recomposition doivent maintenant être envisagés au sein de l'ensemble des sphères de vie des acteurs.

Section 2 : Rentrer dans le rang ? Reconversions familiales et professionnelles

Le bouleversement du champ des possibles impliqué par l'évènement qu'a été le coup d'Etat de 1980 a profondément déstructuré l'économie des sphères de vie chez les militants. Au cours des années 1970, la dimension politique prédominait au sein de celle-ci non sans générer des tensions avec les autres. À compter des années 1980, la répression et le changement de contexte contraignent les individus, qu'ils soient en exil ou restés sur le sol turc, à réorganiser les priorités et à tenter de conjurer le déclassement qu'ils subissent. Mettant la sphère militante de côté, ils s'attèlent à « rentrer dans le rang » et à trouver leur place au

¹ GOTTRAUX P., « Socialisme ou barbarie ». *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, *op. cit.*, note 64, p. 197.

² SOMMIER I., « Une expérience incommunicable ? Les ex-militants d'extrême gauche français et italiens », *op. cit.*, p.177.

³ « [...] en vérité, j'avais perdu la 'foi' en ma propre mission : après tout, nous avons échoué ! Le résultat n'était pas glorieux, pour tout dire, et je n'étais pas non ravi du trajet emprunté, de la méthode ou de la rhétorique. Si je pouvais y retourner avec ma vision d'aujourd'hui, il est évident que je ferais certaines choses différemment. [...] J'ai fini par rompre tous mes liens, déjà bien élimés, avec le militantisme », BENER Y., *Le revenant*, *op. cit.*, pp. 274 & 279.

⁴ BENNANI-CHRAÏBI M., « Parcours, cercles et médiations à Casablanca. Tous les chemins mènent à l'action associative de quartier », *op. cit.*, p. 346.

milieu d'une « offre de reconversion »¹ parfois limitée. Je m'intéresse dans cette seconde partie aux transformations des sphères professionnelles et familiales.

A) « On n'est pas des voleurs, on est des révolutionnaires ! »² : recomposer une sphère professionnelle post-répression

La situation financière dans laquelle se trouvent les militants exilés ou libérés de prison est très précaire tout au long des années 1980. Beaucoup d'entre eux ont vu leur trajectoire scolaire ou leur carrière professionnelle interrompue par la répression. Tout comme l'analyse du militantisme, les reconversions professionnelles ne peuvent être saisies qu'en articulant les trajectoires passées des acteurs et les contraintes structurelles auxquelles ils font face. En m'appuyant sur la littérature, désormais consistante sur les reconversions professionnelles des militants³, je fais ici une double hypothèse. D'abord, les reconversions reflètent les inégalités sociales initialement perceptibles dans la composition des groupes révolutionnaires : elles dépendent alors de la cohorte d'appartenance (et donc de l'âge) ainsi que des capitaux disponibles. Ensuite, je soutiens l'idée selon laquelle les reconversions tendent, dans la mesure du possible, à s'opérer de manière à générer le moins possible de tensions avec les convictions politiques précédemment acquises.

¹ SOMMIER I., « Une expérience incommunicable ? Les ex-militants d'extrême gauche français et italiens », *op. cit.*, p. 177.

² Entretien avec Özer, Ankara, 30/05/2014.

³ Qu'il s'agisse de l'étude de la politisation des pratiques professionnelles : MUEL-DREYFUS F., *Le métier d'éducateur. Les instituteurs de 1900, les éducateurs spécialisés de 1968*, Paris, Minuit, 1983 ; de la reconversion de ressources acquises dans le militantisme dans la sphère des activités professionnelles : BROQUA C., *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, *op. cit.*, TISSOT S., GAUBERT C. & LECHIEN M.-H. (dirs.), *Reconversions militantes*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2005 ; de l'orientation des choix de carrière en fonction des convictions idéologiques : FENDRICH J. M. & TARLEAU A. T., "Marching to a Different Drummer: Occupational and Political Correlates of Former Student Activists", *Social Forces*, Vol. 52, n°2, 1973, p. 245-253, WHALEN, J. & FLACKS, R., *Beyond the Barricades. The Sixties Generation Grows Up*, *op. cit.*, McADAM D., *Freedom Summer. Luttres pour les droits civiques Mississipi 1964*, Marseille, Agone, 2012 [1988], DAUVIN P. & SIMEANT J., *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, PAGIS J., *Mai 68, un pavé dans leur histoire. Evènements et socialisation politique*, *op. cit.*

1) Finir ou ne pas finir ses études, telle est la question

Encadré VI-4 : Autour des reconversions

Comme le rappelle Gérard Mauger, « l'engagement militant avait souvent permis de différer les classements professionnels et matrimoniaux, le désengagement y confronte et met en évidence les décalages entre classements et auto-classements, entre dispositions et positions, entre désirs et réalités »¹. La transformation du contexte politique et social après le régime militaire, la disparition des groupes et partis de gauche et les trajectoires individuelles faites de clandestinité, d'exil ou de détention ont contribué à modifier l'économie générale des sphères de vie et à transformer la valeur des capitaux accumulés à l'échelle individuelle. La répression de la gauche entraîne à la fois un stigmate de l'engagement et un déclassement vers le bas des acteurs.

Ce sont donc les trois sphères de vie précédemment dégagées qui se trouvent concernées par des dynamiques de reconversion après le coup d'Etat. Sylvie Tissot rappelle que la notion de reconversion recouvre trois perspectives différentes qu'il s'agit de tenir ensemble dans l'analyse : le déplacement dans l'espace social, les transformations et valorisations de ressources spécifiques et, enfin, les recompositions identitaires². Cette approche plurielle permet de souligner les dimensions à la fois objectives et subjectives des reconversions qui ont lieu dans une ou plusieurs sphères de vie en même temps ou selon des temporalités variables. Pour rendre raison de ces reconversions, il faut être attentif aux stratégies mises en œuvre par les acteurs et aux orientations données à leurs investissements matériels et symboliques vers d'autres activités ou d'autres insertions sociales. Enfin, il est nécessaire de poser la question du « taux de conversion des différentes espèces de capital »³ lors des reconversions, en particulier au sein d'un régime répressif qui stigmatise fortement l'engagement passé. On peut formuler trois hypothèses : la première soutient que les reconversions ont une dimension genrée, la seconde que les acteurs les mieux dotés en capitaux (économique, culturel, symbolique et social) ont les probabilités les plus élevées de

¹ MAUGER G., « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme. Pour une histoire de la génération de mai 1968 », *op. cit.*, p. 221.

² TISSOT S., « Les reconversions militantes », in TISSOT S., GAUBERT C. & LECHIEN M.-H. (dirs.), *Reconversions militantes, op. cit.*, p. 10.

³ BOURDIEU P., « Avenir de classe et causalité du probable », *Revue française de sociologie*, Vol. 15-1, 1974, p. 42.

réussir leur reconversion¹ et la troisième que les reconversions engagées ne suppriment pas nécessairement ou continûment les tensions entre les différentes sphères de vie.

Cette approche permet de penser à la fois l'effet d'*hystérésis* et le changement dans les biographies en questionnant la durabilité et la transposabilité des dispositions produites par le façonnage institutionnel passé. Ces produits de l'engagement fonctionnent « comme des générateurs de pratiques et de représentations dans les univers non militants, suivant un mécanisme de 'transfert analogique de schèmes' d'un domaine à l'autre de la pratique »². On peut ainsi rendre compte de la dialectique entre sphère professionnelle et sphère politique³. Les produits de la socialisation militante – savoirs et savoir-faire, visions du monde et perception de soi – sont souvent reconvertis dans la sphère professionnelle par exemple. Il faut toutefois se garder de faire de l'engagement en contexte autoritaire un vecteur univoque de déclassement vers le bas. Il peut aussi, suivant les périodes, être un des éléments des stratégies de reclassement⁴, notamment quand il donne accès au champ politique et à ses ressources.

La mise en œuvre empirique de ce projet théorique ne s'est pas faite sans difficulté. Si les militants de la gauche sont enclins à évoquer leur passé militant, et notamment les « glorieuses » années 1970, ils sont beaucoup plus réticents à évoquer les sphères de vie qu'ils n'estiment pas directement liés à leur activité politique. Ils ont vécu mes questions – pourtant annoncées dès la demande d'entretien – comme une violente intrusion dans leur vie privée. La pudeur à parler de soi donne l'impression à l'enquêteur de franchir constamment la ligne rouge qui sépare vie publique dicible (sphère politique et, dans une certaine mesure, professionnelle) et vie privée indicible. Cette situation s'explique en partie seulement par la réticence à parler des périodes difficiles qui ne donnent pas nécessairement une image positive de soi. Ce refus ne concernait pas que les périodes les plus tendues. Les analyses qui suivent sont donc tributaires de cette situation⁵.

¹ BOURDIEU P., BOLTANSKI L. & DE SAINT-MARTIN M., « Les stratégies de reconversion. Les classes sociales et le système d'enseignement », *Informations sur les sciences sociales*, Vol. XII-5, 1973, p. 61-113. Voir aussi dans cette perspective, DE SAINT MARTIN M., « Les reconversions culturelles : l'exemple de la noblesse », *Hermès, La Revue*, 1996/2, n°20, p. 189.

² LECLERCQ C. & PAGIS J., « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale », *art. cit.*, p. 7.

³ EL KHAWAGA D., « La génération seventies en Égypte. La société civile comme répertoire d'action alternative », in BENNANI-CHRAÏBI M. & FILLIEULE O. (dirs.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, *op. cit.*, p. 271-292.

⁴ SIMEANT J., « Entrer, rester en humanitaire : des fondateurs de MSF aux membres actuels des ONG médicales françaises », *op. cit.*

⁵ Cette difficulté à s'appuyer sur les sources orales est renforcée par les lacunes importantes en matière de sources (scientifiques, militantes, archivistiques) pour la période post-1980.

Le chapitre 3 a souligné combien l'engagement révolutionnaire au cours des années 1970 était lié au contexte scolaire. La grande majorité de mes enquêtés avaient alors atteint la fin de l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur ou projetaient de le faire. Pour la plupart le coup d'Etat de 1980 a impliqué une rupture dans les carrières scolaires et imposé de l'extérieur la nécessité d'une reconversion¹. Constaté le déclassement qu'a pu être le leur après le régime militaire, implique de réfléchir aux reclassements qui lui succèdent². Les acteurs gèrent de manières diverses leur désengagement comme leur reconversion en fonction des capitaux dont ils disposent, des configurations de relations dans lesquelles ils évoluent, ainsi que des institutions accessibles³. L'arrêt définitif, la reprise ou la continuation des études dépend de plusieurs facteurs : l'état d'avancement de la carrière avant le coup d'Etat, la cohorte d'appartenance des individus, la structure des capitaux individuels et la disponibilité.

Au sein de la troisième cohorte, la plus jeune, on observe une forte continuité dans les trajectoires scolaires pour plusieurs raisons⁴. Ces acteurs sont ceux qui subissent une répression moins féroce en raison de leur jeune âge tout en restant disponibles compte tenu de leur âge et de leur trajectoire scolaire. S'ils ont été arrêtés et gardés à vue trois mois par les autorités, ces jeunes lycéens ont rarement été condamnés à de la prison ferme. Cela les préserve à la fois contre l'interruption des études mais aussi contre le rejet de leur dossier d'inscription à l'université en raison d'une condamnation préalable pour des motifs politiques. Malgré la discrétion dont il faut faire preuve sur les campus étroitement surveillés (cf. chapitre 5), Haluk et Samut poursuivent leurs études au cours de la première moitié des années 1980. Ils n'ont des démêlés avec les autorités en raison de leurs activités militantes sur les campus que plus tard. Yener, arrêté en 1983, prépare comme il peut le concours d'entrée à l'université au cours de sa garde à vue dans la prison militaire d'Erzurum. Il parvient à décrocher une place à la faculté d'agriculture de l'université d'Ankara où il arrive en septembre 1983⁵. Quant à Hüseyin G., il perd un an de lycée à cause de son arrestation après

¹ Dans le cas des séminaristes et des prêtres travaillé par Charles Suaud, ces dynamiques externes (baisse de la pratique) à l'institution ou à l'acteur dans les reconversions jouent un rôle important, SUAUD C., *La vocation. Conversion et reconversion des prêtres ruraux*, op. cit., voir notamment la conclusion de l'ouvrage.

² BOURDIEU P., « Classement, déclassement, reclassement », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 24, 1978, p. 2-22.

³ DENAVE S., *Reconstruire sa vie professionnelle. Sociologie des bifurcations biographiques*, Paris, PUF, 2015.

⁴ Seul Ferhat constitue ici une exception : ayant échappé de peu à une arrestation, Ferhat, qui vient de terminer son diplôme de gestion à ODTÜ, s'inscrit en maîtrise de science politique à SBF pour éviter le service militaire. Il est possible de décaler le service militaire pour motif scolaire en Turquie. Inconnu des autorités en raison de sa distanciation avec le militantisme à la fin des années 1970, il n'est pas inquiété lors de son inscription, entretien avec Ferhat, Istanbul, 30/04/2015.

⁵ Entretien avec Yener, Ankara, 24/05/2014.

le coup d'Etat. Il parvient toutefois à combler son retard à sa sortie et à entrer à l'université Gazi d'Ankara en 1983 qu'il finit en 1986¹.

Parmi mes enquêtés, nombreux sont ceux au sein de la seconde cohorte qui ont dû interrompre leurs études suite au coup d'Etat. Ils sont alors soit lycéens diplômés et ne parviennent pas à entrer à l'université (Leyla, Özer), soit ils sont déjà étudiants à l'université et sont contraints de la quitter (Hüseyin E., Irfan). Yiğit, étudiant en médecine à Ankara quitte la Turquie sur ordre de son parti (le TIP), abandonnant là ses études qu'il ne finit pas une fois arrivé en Belgique². Hüsniye, très désireuse d'entrer à l'université après ses études secondaires difficiles à Istanbul loin de sa famille est emprisonnée jusqu'en 1984. Libérée, elle tente d'entrer au conservatoire avec le soutien de sa famille pour faire de la musique ou du théâtre – activité qu'elle a découverte à travers le militantisme – mais elle n'est pas reçue. Elle cherche alors du travail et continue le théâtre dans des troupes syndicales amateurs³. Cette impossibilité de finir ou de commencer les études supérieures qui s'ouvraient devant eux alors qu'ils étaient parfois les premiers de leur famille à y avoir accès, constitue une grande souffrance chez les militants comme pour Hüseyin E. Pris dans les contraintes de l'exil ou d'une nécessité de survivre à leur sortie de détention, ils abandonnent leur carrière scolaire faute de capitaux suffisants, pour entrer directement dans une carrière professionnelle.

Pourtant, au cours des années 1980 et 1990, plusieurs militants ayant dû interrompre leurs études les reprennent alors que certains les commencent. Après une période transitoire au cours de laquelle les militants libérés de prison ou sortis du système universitaire cherchent à survivre en travaillant, l'apaisement de la situation politique et la volonté de contrer le déclassement qu'ils subissent alors, les poussent à reprendre leurs études. Ce projet leur permet également d'assurer un diplôme crucial (capital scolaire) dans les stratégies de reconversion tout en faisant le lien entre l'avant et l'après coup d'Etat dans un désir de revanche sur les autorités et de continuité de soi. Asiye, après avoir quitté Istanbul et l'Académie des Beaux-arts face à la répression pour se réfugier à Ankara, s'y réinscrit en littérature après avoir occupé quelques petits boulots pour vivre. Elle espère ainsi pouvoir décrocher un emploi stable et mieux rémunéré⁴. Après avoir travaillé plusieurs années dans l'imprimerie de son oncle et s'être constitué un petit capital économique, Nejat K. reprend les

¹ Entretien avec Hüseyin G., Ankara, 16/06/2014.

² Entretien avec Yiğit, Istanbul, 28/05/2015.

³ Entretien avec Hüsniye, Ankara, 16/06/2014.

⁴ Entretien avec Asiye, Ankara, 21/06/2014.

études de droit qu'il avait commencées à Istanbul et que la prison avaient interrompues. Il obtient finalement son diplôme d'avocat et il exerce jusqu'à sa retraite à Ankara¹. Fecire avait, pour sa part, obtenu une place en faculté de biologie quelques temps avant d'être incarcérée pendant deux ans en 1981 pour son appartenance à *Dev-Yol*. Elle se présente dès sa sortie au concours et décroche la faculté d'économie d'Ankara dont elle ressort diplômée². Celalettin, libéré en 2000, décrit ainsi sa trajectoire universitaire accidentée :

« C : La dernière année d'université, la quatrième, je n'allais pas en cours parce que je militais et je risquais de me faire arrêter en allant à l'école. Du coup je n'ai pas fini mes études [...]. Après être sorti de prison j'ai fini mes études à l'université de Marmara en économie dans le cadre de la formation professionnelle. C'est ma seule vie universitaire classique »³.

Sans emploi et disponible en sortant de détention, il parvient donc à terminer sa formation grâce aux dispositifs de formation professionnelle mis en place par l'Etat turc pour les travailleurs.

Certains poursuivent leurs études en exil. Ils sont souvent membres de la première cohorte et comptent parmi les plus dotés en capitaux. Lors du coup d'Etat, Ahmet se trouve déjà à Paris où il finit sa thèse de doctorat. Censé rentrer en Turquie dès son achèvement en 1981, il devait occuper un poste d'assistant à l'université d'Istanbul. Contraint de rester en France pour éviter la répression, il y poursuit sa carrière académique avant de pouvoir retourner en Turquie au début des années 1990⁴. Ferhat, après avoir occupé un poste dans une entreprise et avoir été assistant dans une école de Muğla en 1983, retrouve un ami qui est en train de postuler pour une bourse d'études du gouvernement français. Il pose aussi sa candidature et « tout d'un coup je suis tombé dans le département de socio d'Alain Touraine. J'ai été étudiant de Touraine donc je suis devenu sociologue »⁵. Ergun, militant de *Dev-Genç* à Hacettepe à la fin des années 1960, avait déjà été contraint d'interrompre ses études après le coup d'Etat de 1971. A son retour du Moyen-Orient, il reprend une licence d'histoire à l'université d'Ankara qu'il obtient en 1978. En exil à Paris à partir de fin 1982, il s'inscrit en DEA à l'université Paris-7 avant de commencer un doctorat sur la gauche turque à l'université de Strasbourg qu'il obtient en 1993⁶. Comme tous les autres militants, il est obligé de composer avec la nécessité de trouver de l'argent pour vivre et multiplie les emplois précaires.

¹ Entretien avec Nejat K., Ankara, 20/09/2013.

² Entretien avec Fecire, Ankara, 20/06/2014.

³ Entretien avec Celalettin, Istanbul, 02/04/2009.

⁴ Entretien avec Ahmet, Paris, 12/03/2015.

⁵ Il soutient sa thèse en 1989 avec le sujet suivant : *La société turque entre totalitarisme et démocratie. Etude de la transformation des intellectuels révolutionnaires et islamistes*, Thèse de doctorat en sociologie, Paris, EHESS, 1989, entretien avec Ferhat, Istanbul, 30/04/2015.

⁶ Entretien avec Ergun, Istanbul, 21/10/2013.

2) L'intellectuel et le renégat : des reconversions précaires

« Il a oublié la révolution, il nous a oubliés » écrit Nedim Gürsel réfléchissant aux conséquences du coup d'Etat de 1971¹. Il existe, en Turquie comme en France ou aux Etats-Unis, une idée largement répandue selon laquelle les militants des groupes de gauche dans les années 1960 et 1970 ont connu une ascension sociale massive au prix – ou grâce ? – au reniement des valeurs qu'ils défendaient². Les militants des années 1970 ont la réputation d'avoir acquis des positions de pouvoir et de dominants dans plusieurs espaces sociaux prestigieux (universités journalisme, médias et publicité). Ils sont appelés les « *dönük* » [renégat], terme qui décrit tout autant les acteurs passés dans le « camp » du libéralisme qui s'impose au cours des années 1980³ ou dans celui de l'islam politique⁴. Pour la France cette vision a été fortement contestée par des travaux récents qui tendent à souligner le prisme déformant que constitue l'analyse des seules figures majeures du mouvement⁵ par rapport à la diversité des trajectoires des militants « ordinaires »⁶. Il en va de même en Turquie. Si l'on regarde de près les trajectoires des militants des années 1970 le risque est, en se focalisant sur les réseaux francophones et stambouliotes, de retrouver ce prisme. Un des objectifs de cette recherche est de déplacer socialement et géographiquement le regard pour observer la pluralité des parcours biographiques. Mettant de côté la discussion passionnée et la dimension morale intrinsèquement contenue dans l'idée de « reniement », ce premier point s'attache à décrire les reconversions professionnelles que l'on peut qualifier d'élitaires. Elles s'appuient

¹ GÜRSEL N., *Un long été à Istanbul*, op. cit., p. 134.

² Les tenants des deux « générations » – 68 et 78 – tendent d'ailleurs à croire que l'autre groupe a mieux réussi et est donc davantage compromis avec le « système » que le leur.

³ La figure constamment évoquée et qui cristallise toutes les critiques est Cengiz Çandar : né en 1948 et diplômé en 1970 de l'université d'Ankara, il est alors un membre actif du groupe maoïste *Aydınlik*. Journaliste et universitaire, il se rapproche de Turgut Özal dont il devient le conseiller diplomatique entre 1991 et 1993 avant de soutenir R. T Erdoğan.

⁴ Artun Gökalp parle, au détour d'une phrase et sans davantage de précisions, des individus qui « dans la foulée du gauchisme et maoïsme [...] ont rejoint la cause islamique en Turquie », GÖKALP A., « Turquie : les tabous d'une démocratie », *La pensée de midi*, 2006/3, n°19, p. 44. Jenny White décrit quant à elle sa rencontre avec un ancien militant de *Dev-Sol* travaillant, au cours des années 1990, pour une mairie contrôlée par le Refah auquel il a adhéré. Elle écrit même : « In fact, as we have seen, a number of leftists joined the Islamists ranks », WHITE J., *Islamist Mobilization in Turkey. A Study in Vernacular Politics*, op. cit., p. 204. Sans nier le fait que de tels transferts aient pu s'opérer, ce phénomène ne me semble pas être aussi massif que ce que ces deux auteurs laissent sous-entendre. L'opportunisme me semble un critère réducteur pour expliquer de telles trajectoires qui impliquent à la fois une transformation importante chez l'acteur et un accueil bienveillant de la part de la mouvance islamiste... Je n'ai, pour ma part, recueilli aucune évocation de ce type de bifurcation dans l'entourage des militants auprès desquels j'ai enquêté. La prudence s'impose toutefois dans la mesure où ces derniers évoluent encore aujourd'hui dans des réseaux et des espaces où la gauche est dominante. Il y a dès lors peu de chances qu'ils côtoient ou aient côtoyé les acteurs passés par l'islam politique.

⁵ Lilian Mathieu note justement que « la 'génération 68' ne s'est pas massivement ralliée à la résignation libérale et que l'arbre du carriérisme de quelques 'repentis' du gauchisme ne doit pas masquer la forêt de ceux qui, contre vents et marées, continuent à dire leur monde tel qu'il est », MATHIEU L., *Les années 70, un âge d'or des luttes ?*, op. cit., p. 123.

⁶ NEVEU E., « Trajectoires de 'soixante-huitards ordinaires' », op. cit.

sur des capitaux acquis *avant* et *à travers* le militantisme et doivent composer avec le contexte autoritaire turc.

Ces reconversions prennent notamment place dans les métiers du « contrôle social » qui amènent celles et ceux qui les occupent à exercer un magistère moral sur leurs concitoyens (enseignement, intellectuels et artistes). Il s'agit là d'un bassin privilégié de recrutement pour les engagements militants, notamment chez les acteurs fortement dotés en capital culturel. Les raisons de cette relation peuvent être multiples, à commencer par tout ce qui, dans les dispositions acquises au cours de leur socialisation primaire, favorise la l'investissement politique et contribue en même temps à orienter vers ces métiers. Pour analyser les reconversions professionnelles des militants, il faut, une fois encore, rester attentif aux temporalités à l'œuvre. On constate ainsi, de manière générale, que la précarité sur le long terme des carrières intellectuelles est une situation répandue. D'une certaine manière, les purges qui ont suivi la tentative de coup d'Etat en juillet 2016 viennent rappeler que cette précarité est consubstantielle aux régimes autoritaires. Si certains acteurs ont réussi à obtenir des postes d'enseignant dans des universités privées ou publiques au cours des années 1990 et à se faire une place dans les directions de revues ou de journaux, ils ont auparavant gagné leur vie comme « prolétaires du savoir ou de l'information »¹. Rendre compte des reconversions professionnelles, c'est aussi s'intéresser aux espaces investis par les acteurs. On peut alors déceler la manière dont ils reconfigurent les carrières professionnelles tout en étant eux-mêmes transformés par l'entrée de ces agents. On constate alors la contiguïté entre des « espaces transitionnels »² qui relèvent à la fois de la sphère professionnelle et militante. Ce positionnement permet, pour l'agent, de dresser des passerelles entre les espaces dans lesquels il est inscrit, de maintenir un sentiment de continuité de fidélité à soi tout en assurant la continuité des réseaux organisationnels.

La reconversion dans l'espace universitaire permet une « reconversion d'intérêts militants pour la politique en intérêts savants pour le politique »³. La fermeture des perspectives académiques après le coup d'Etat et les renvois d'universitaires de la fonction publique entraînent une forte instabilité professionnelle chez les militants qui comptaient s'investir dans ce domaine. Certains bifurquent alors vers le secteur privé (cf. infra) quand d'autres partent (ou restent) étudier et enseigner à l'étranger comme Ahmet ou encore

¹ AYDIN U., *Gauches, libéralisme et démocratie. Les mutations des intellectuels turcs (1980-2008)*, op. cit., pp. 150-151.

² PAGIS J., « Incidences biographiques du militantisme en Mai 68 », art. cit., p. 48.

³ PAGIS J., *Mai 68, un pavé dans leur histoire. Evènements et socialisation politique*, op. cit., p. 175.

l'historien Taner Akçam¹. Nedim, déjà installé en France pour ses études, rejoint le CNRS en 1981 après avoir soutenu sa thèse à Paris 3 en 1979². Au cours des années 1990 la loi 1402 est suspendue, ce qui permet une réouverture de la fonction publique et des universités aux anciens militants. Şadi, assistant à l'université Marmara d'Istanbul avant le coup d'Etat y retrouve un poste de maître de conférences en science politique³. Mais l'entrée dans le milieu académique n'est pas toujours aisée et se produit parfois tardivement. Ergun, pressenti pour un poste de maître de conférences à l'université Galatasaray, est finalement écarté par la rectrice en raison de ses positions politiques. Il est toutefois embauché – en 2004, il a alors 56 ans – par l'université Yıldız Teknik à Istanbul en raison, selon lui, des rapports de force entre kémalistes et tenants de l'islam politique :

« E : C'est une université disons dominée par les nationalistes, par les kémalistes. Juste il y a quelques années, c'était impossible pour des personnes comme moi de trouver un boulot là-bas. Mais durant la période de l'AKP, probablement ils se sont dit : 'Bon, on préfère le communiste au lieu des islamistes quand même !' »⁴.

Egalement écarté d'un poste dans le public sous la pression du YÖK, Ferhat se tourne vers les universités privées en plein essor dans les années 1990 :

« F : Entre temps Bilgi Üniversitesi voulait se... devenait de plus en plus une université libérale politiquement. [...] Donc là ils m'ont embauché. Et là je n'ai pas eu de problèmes du tout. Donc Bilgi j'étais très content là-bas. Et petit à petit, c'est devenu une université commerciale, comme une entreprise. [...] Là j'ai démissionné encore et depuis cinq ans je travaille ici [Istanbul Şehir Üniversitesi] »⁵.

On constate donc ici que le lien entre individus fortement dotés en ressources et trajectoires de reconversion aisées ne se vérifie pas nécessairement en contexte autoritaire. Si l'ascension sociale précède fréquemment l'entrée du militantisme, ce dernier a des effets ambivalents : indubitablement pourvoyeur de capitaux et de compétences militantes, il n'en a pas moins des conséquences perturbatrices sur les trajectoires professionnelles.

Que ce soit pour les fonctionnaires déjà en poste avant le coup d'Etat ou pour les militants entrant sur le marché du travail après le coup d'Etat, le secteur privé devient un refuge et le lieu privilégié des reconversions. Les militants vont ainsi intégrer un certain nombre d'espaces professionnels tout en contribuant à les transformer, notamment les moins

¹ Directeur de la revue *Dev-Genç* dans les années 1970, il est condamné par la justice en 1978. Evadé de prison, il se réfugie en Allemagne où il soutient une thèse (PhD) en 1996 à l'université d'Hanovre dans laquelle il soutient la qualification de « génocide arménien ». Plusieurs de ses travaux sur cette question ont été publiés en français. Il part pour les Etats-Unis en 2000 où il est professeur invité dans plusieurs universités. Informations tirées de son site personnel : <http://www.tanerakcam.com/biography/>, consulté le 31/08/2016.

² Il est par ailleurs poursuivi par l'armée en Turquie pour son roman *Uzun sürmüş bir yaz* [Un long été à Istanbul] paru en 1980, entretien avec Nedim, Paris, 16/01/2015.

³ Entretien avec Şadi, Istanbul, 25/10/2013.

⁴ Entretien avec Ergun, Istanbul, 21/10/2013.

⁵ Entretien avec Ferhat, Istanbul, 30/04/2015.

institutionnalisés d'entre eux¹. Privés de perspectives dans le secteur public, les individus qui se destinent à l'enseignement, comme la compagne d'Inönü², investissent alors le secteur des *dershane*³ alors en plein développement et en recherche de personnel. D'autres militants se tournent vers le milieu de l'édition. Mete Tunçay professeur à l'université d'Ankara est exclu en 1983. Il lance lors des revues de vulgarisation historique : *Tarih ve Toplum* [Histoire et société] de 1984 à 1993 (liée à İletişim) et *Toplumsal Tarihi* [Histoire sociale] de 1994 à 1996 pour lesquelles travaillent plusieurs anciens militants de gauche⁴. Au cours des années 1980, de grands projets éditoriaux (encyclopédies) sont alors lancés qui permettent également de donner du travail à certains⁵. Gün Zileli, comme plusieurs de ses camarades, participe à l'élaboration de la version turque de l'encyclopédie *Britannica*⁶ et à la fondation de Kaynak Yayınları [Editions de la source] en 1982⁷. Yalçın participe au lancement de la maison d'édition Nota Bene en 2010 qui publie des ouvrages de sciences sociales et des ouvrages militants⁸. Ces reconversions sont facilitées par le capital scolaire et culturel dont disposent les militants.

Le troisième espace de reconversion est le journalisme. Les compétences acquises dans les revues militantes sont reconverties dans le journalisme qui se recompose après le régime militaire. Le recrutement, bien souvent basé sur des affinités politiques, a conduit à une forte présence des anciens militants les plus dotés en capitaux de la gauche en son sein⁹. Toutefois, la pression qui pèse sur les médias turcs au cours des années 1980 rend l'exercice

¹ Comme le précise Pierre Bourdieu : « Ceux qui entendent échapper au déclassement peuvent en effet ou bien produire de nouvelles professions plus ajustées à leurs prétentions (socialement fondées dans un état antérieur des rapports entre les titres et les postes) ou bien aménager conformément à leurs prétentions, par une redéfinition impliquant une réévaluation, les professions auxquelles leurs titres leur donnent accès. [Les agents]. se dirigent en priorité vers les plus indéterminées des professions anciennes et vers les secteurs où s'élaborent les professions nouvelles. L'effet de redéfinition créatrice s'observe donc surtout dans les métiers à grande dispersion et peu professionnalisés et dans les secteurs les plus nouveaux de la production culturelle et artistique, comme les grandes entreprises publiques ou privées de production culturelle (radio, télévision, marketing, publicité, recherche en sciences sociales, etc.) où les postes et les carrières n'ont pas encore acquis la rigidité des vieilles professions bureaucratiques et où le recrutement se fait encore, le plus souvent, par cooptation, c'est-à-dire sur la base des 'relations' et des affinités d'habitus, plutôt qu'un nom des titres scolaires », BOURDIEU P., *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979, pp. 167-168.

² Entretien avec Inönü, Ankara, 05/06/2014.

³ Il s'agit de centres de préparation privés au concours d'entrée dans les universités turques. Je remercie Gökçe Susam d'avoir attiré mon attention sur ce point.

⁴ MONCEAU N., « Le rôle des coups d'État militaires dans la formation et la trajectoire des générations politiques, l'exemple de la génération 68 en Turquie », *art. cit.*, p. 238.

⁵ Citons par exemple la *Sosyalizm ve toplumsal mücadeleler ansiklopedisi* [Encyclopédie du socialisme et des luttes sociales] en huit tomes parue en 1988.

⁶ ZILELI G., *Havariiler (1972-1983)*, *op. cit.*, p. 491.

⁷ *Ibid.*, p. 498.

⁸ Entretien avec Yalçın, Ankara, 11/06/2014.

⁹ SÖNMEZ M., « Medya kuşatmasında 78li kuşak... » [La génération de 78 dans l'encerclement des médias], *BİA Haber Merkezi*, 2006.

du métier difficile. Ragıp préfère partir en Europe pour travailler : « Moi après *Aydınlık*, donc fin 1980, début 1981, j'ai trouvé un boulot à *Hürriyet*. J'étais journaliste. [Mais entre] 1983 et 1987 je suis parti à Londres travailler pour la section turque de la BBC »¹. Au fil de la décennie, plusieurs publications parviennent à émerger (cf. chapitre 5) et à rassembler d'anciens militants de gauche qui intègrent leur rédaction. Cette voie fut tout d'abord ouverte par le quotidien *Cumhuriyet* en quête de rénovation et d'ouverture politique dans les années 1980. *Yeni Gündem* et les diverses revues d'information et d'économie qui se multiplient dans cette période permettent aussi à ces intellectuels d'intégrer le champ de la presse. Kadri Gürsel, ancien militant de *Dev-Yol* et journaliste à *Milliyet* entre 2007 et 2015², a ainsi débuté sa carrière de journaliste à *Nokta* puis à *Cumhuriyet* au cours des années 1980. D'autres acteurs s'appuient sur leur notoriété acquise dans le champ académique, éditorial ou militant pour tenir un *köşe* [éditorial] dans une publication de gauche comme *Radikal İki* [Radical deux] ou *Taraf*³. Ahmet, universitaire en France et en Turquie, écrit ainsi régulièrement dans *Radikal İki*⁴. Ferhat qui a longtemps écrit dans *Taraf* écrit maintenant dans *Bas News* proche du mouvement kurde⁵.

Ces reconversions s'appuient sur des réseaux sociaux bâtis avant ou à travers le militantisme. Les anciens réseaux militants se trouvent ainsi à l'intersection de réseaux politiques et professionnels. Ragıp participe ainsi souvent aux réunions des anciens du journal *Aydınlık* où il travaillait dans les années 1970 :

« R : On se réunit au moins deux fois par an grâce à l'ancien directeur du quotidien. Pas les maoïstes, les gens du journal, du quotidien. On est assez nombreux, jusqu'à 100-150 personnes. Ces réunions s'appellent « Tous les gens d'*Aydınlık* sont invités à l'exception d'un seul » : Perinçek ! [Il rit]. Il ne vient pas. C'est des réunions de nostalgie mais aussi d'amitié parce qu'on avait travaillé au moins deux ans et demi ensemble au sein du même quotidien [...] Au niveau professionnel [il y a] beaucoup de professeurs d'université, beaucoup de journalistes et puis aussi beaucoup de techniciens du journalisme c'est-à-dire des gens qui travaillent dans les imprimeries et qui, à l'époque, travaillaient dans les imprimeries »⁶.

¹ Entretien avec Ragıp, Istanbul, 24/10/2013. Son expérience au sein du journal *Aydınlık* ne peut être dissociée de son origine sociale – il est le fils d'un professeur de droit francophone d'IÜ – et de sa trajectoire scolaire (lycée de Galatasaray) pour saisir les capitaux sur lesquels il a pu s'appuyer pour initier cette reconversion à l'étranger. Après avoir écrit pour de nombreux journaux turcs et étrangers, il est aujourd'hui correspondant de *Libération* en Turquie.

² Informations tirées de son site personnel: <http://kadrigursel.com/Biyografi-en>, consulté le 28/08/2016. Il est licencié par son journal suite aux pressions gouvernementales. Sollicité pour un entretien quelques temps avant, il a décliné, peu enthousiaste à l'idée de voir son passé militant remonter à la surface.

³ AYDIN U., *Gauches, libéralisme et démocratie. Les mutations des intellectuels turcs (1980-2008)*, op. cit., p. 199.

⁴ <http://www.radikal.com.tr/index/ahmet-insel/>, consulté le 28/08/2016.

⁵ Entretien avec Ferhat, Istanbul, 30/04/2015.

⁶ Entretien avec Ragıp, Istanbul, 24/10/2013.

De plus, en Turquie, les réseaux d'anciens élèves facilitent l'intégration sur le marché du travail. Dans la situation de contrainte dans laquelle ces acteurs se trouvent au cours des années 1980 et 1990, ces réseaux sont un recours précieux pour entamer une carrière professionnelle. Les réseaux des « *Galatasaraylı* » [anciens du lycée Galatasaray] et de la faculté de droit d'Istanbul ont facilité l'entrée d'un grand nombre d'entre eux dans le milieu de la presse écrite¹. La SBF et les universités Hacettepe ou ODTÜ disposent de réseaux du même type. Mais toutes les trajectoires d'anciens militants de la gauche turque ne correspondent pas à ces profils.

3) Fragilité et instabilité des carrières professionnelles

La majorité des militants rencontrés au cours de mon enquête ont connu des reconversions professionnelles difficiles et marquées par l'instabilité. Leur scolarité dans le secondaire et le supérieur leur offrait des « espérances objectives de carrière »² que le régime militaire est venu perturber. Ils ont alors subi une « relégation sociale »³ temporaire ou durable et une exclusion des différentes sphères d'activités sociales après 1980. Les reconversions dépendent à la fois de la cohorte à laquelle appartiennent les militants, des capitaux mobilisables, de l'articulation qu'ils parviennent à mettre en place entre les différentes sphères de vie, des dynamiques de genre et des effets des contextes macro et mesosociaux qu'ils traversent. Les reconversions professionnelles des militants de la gauche radicale turque s'avèrent difficiles, d'abord en raison de la répression (détention et fermeture de la fonction publique) mais aussi parce qu'ils sont contraints de se réinsérer dans une société globalement hostile⁴ alors que leurs capitaux sont largement démonétisés. Les carrières sont marquées par une plus grande instabilité professionnelle, dûe notamment à l'entrée tardive dans la vie active et aux plus fréquents changements d'emplois. Une approche sur le long terme permet toutefois de constater une stabilisation progressive des carrières dans le temps. Les individus tentent d'opérer des « choix » professionnels dans un contexte largement contraint dans le but de rentabiliser au maximum sur le marché du travail les

¹ PEROUSE J-F., « Istanbul depuis 1923 : la difficile entrée dans le XXe siècle ? », *op. cit.*, p. 287.

² FEDERINI F., *Ecrire ou combattre. Des intellectuels prennent les armes (1942-1944)*, *op. cit.*, p. 102.

³ COLLOVALD A. & NEVEU E., « Le 'néo-polar'. Du gauchisme politique au gauchisme littéraire », *Sociétés & Représentations*, 2001/1, n°11, p. 77-93.

⁴ Fecire se souvient que « nous subissions une grande pression » [« *Yüksek baskı yaşıyorduk* »] entretien avec Fecire, Ankara, 20/06/2014.

capitiaux précédemment acquis tout en s'assurant d'une continuité et d'une convertibilité entre les valeurs militantes et l'ethos professionnel¹.

A court terme, l'inquiétude est pourtant manifeste : « Quel métier vais-je faire en sortant [de prison] ? »² se demande Süleyman Çoşkun. Beaucoup de militants connaissent une période de chômage plus ou moins longue. Nejat K. résume ainsi la situation :

« N : Beaucoup de personnes avaient besoin de trouver un travail. Mais ils n'en trouvaient pas en sortant de prisons. Pourquoi? Ils étaient des 'terroristes'. Moi j'étais dans une situation où ma famille pouvait aisément me soutenir. C'est pour cela que je n'ai pas connu ce genre de situation. Mais beaucoup de mes amis ont traversé ce type de période »³

Au cours des années 1980, les militants vivent de petits emplois précaires : vendeur de porte à porte⁴, de cartes postales⁵ ou de *simit*⁶. Après une période de chômage, Fecire travaille comme vendeuse au bazar aux livres d'Ankara⁷. Özer se rend chez Coca-Cola pour chercher du travail : « Ils nous disaient, vous êtes communistes, vous êtes allés en prison, je ne veux pas vous donner du travail. Mais on n'est pas des voleurs, on est des révolutionnaires ! »⁸. Ces obstacles professionnels ont des conséquences dans les autres sphères de vie. Les militants mariés ou qui se marient à cette période décalent la naissance des enfants en raison de cette instabilité. Elle est également la cause de problèmes dans l'accès à la propriété. Hüseyin E. n'a pu acheter sa maison à Mamak qu'en 1996⁹. A moyen terme, les réseaux de sociabilité facilitent la poursuite des carrières¹⁰. Ces réseaux peuvent être familiaux : après une vie semi-clandestine précaire sous le régime militaire, Asiye est recommandée par son oncle à une entreprise. Peu tentée par l'expérience, elle décide de reprendre ses études et devient enseignante dans le secondaire¹¹. Rentré auprès de sa famille à Denizli après sa détention, Irfan travaille dans un restaurant puis dans une pension touristique. Il y gagne un peu d'argent qu'il emploie pour finir ses études en 1990. Il a alors 35 ans et part à Istanbul où il pense trouver du travail, sans succès : « A cause de mon passé politique, il n'y avait pas de

¹ C'est ce que suggère Charles Suaud dans son étude des reconversions des séminaristes, SUAUD C., *La vocation. Conversion et reconversion des prêtres ruraux*, op. cit., pp. 118-119.

² ÇOŞKUN S., *Tutukluymuşuk*, op. cit., p. 94.

³ Entretien avec Nejat K., Ankara, 20/09/2013.

⁴ UYSAL A., « Comme des pépins de grenade dispersés. Répression et devenir des militants de *Devrimci-Yol* en Turquie », art. cit., note 42, p. 119.

⁵ Entretien avec Cumhuri, Ankara, 20/09/2013.

⁶ Entretien avec Özgür, Ankara, 12/11/2014. Les *simit* sont de petits pains ronds au sésame que l'on trouve auprès de vendeurs ambulants dans les rues de Turquie.

⁷ Entretien avec Fecire, Ankara, 20/06/2014.

⁸ Entretien avec Özer, Ankara, 30/05/2014.

⁹ Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 21/05/2014.

¹⁰ DIANI M., "Social Movements and Social Capital: A Network Perspective on Movement Outcomes", *Mobilization: An International Journal*, Vol. 2/2, 1997, p. 129-147.

¹¹ Le fait qu'elle n'ait été ni arrêtée ni condamnée après le coup d'Etat facilite son insertion professionnelle.

travail »¹. Cette idée qu'Istanbul est plus ouverte et concentre les emplois est partagée par Leyla et son mari. Au chômage à la libération de ce dernier (1987)², ils partent pour Istanbul. Ils ne parviennent pas à s'y implanter et la naissance de leur fille en 1989 rend la situation critique. Ils retournent alors à Ankara où un membre de leur famille qui travaille dans la confection à Paris ouvre un atelier et embauche le mari de Leyla³.

Ces réseaux peuvent aussi être militants. Leur maintien, ou plutôt leur progressive recomposition, compense leur faible dotation en capital économique mais aussi scolaire en raison de l'interruption des carrières étudiantes. Les ex-militants ou sympathisants mieux intégrés servent de relais pour trouver du travail aux individus les plus touchés par la répression et les plus en difficulté. Certains espaces vont être des lieux privilégiés de reconversion à la fois militante et professionnelle⁴. Citons en premier lieu les chambres professionnelles (cf. chapitre 2). Les militants trouvent, dans ces espaces « spécifiques » (*özel*) selon le mot de Fecire, à reconvertir des compétences acquises à travers leurs études et le militantisme (organisation, publication, manifestations). Relativement épargnées par la répression par rapport aux syndicats, elles ont très vite été réinvesties par des militants de gauche et ont servi de base arrière professionnelle et militante. Cinq de mes enquêtés ont travaillé ou travaillent encore dans une de ces structures. Elles sont des institutions centrales pour saisir les circulations professionnelles et militantes depuis les années 1990. Après sa période de chômage, Irfan entre, grâce à d'anciens contacts, dans la DISK en plein reconstruction. Il entre ensuite dans la TMMOB *Metalurji* [TMMOB Métallurgie] dont il est devenu secrétaire général en avril 2014⁵. Fecire, aujourd'hui retraitée a trouvé un emploi au sein de la *Jeoloji Mühendis Odası* [Chambre des ingénieurs en géologie] tandis qu'Inönü travaille depuis 2004 au sein de la TMMOB. *Inşaat Mühendisleri Odası* [Chambre des ingénieurs en bâtiment]⁶. Avant d'entrer dans cette organisation professionnelle, il travaille quelques temps dans le syndicalisme enseignant lui aussi en plein renouveau mais surtout au sein de la mairie de Çankaya qui, à Ankara, constitue le second pôle de reconversion que j'ai

¹ Entretien avec Irfan, Ankara, 09/06/2014. Au-delà de la stigmatisation en raison du passé politique, On retrouve là la dimension localisée des réseaux sociaux décrits par la notion de capital d'autochtonie (cf. chapitre 3).

² Il souhaitait devenir enseignant après ses études mais son emprisonnement et l'interdiction d'exercice dans la fonction publique l'en empêchent.

³ Entretien avec Leyla, Ankara, 18/11/2014.

⁴ BRAUNGART M. M. & BRAUNGART R. G., "Political Career Patterns of Radical Activists in the 1960s and 1970s: Some Historical Comparisons", *Sociological Focus*, Vol. 13, n°3, 1980, p. 237-254.

⁵ Entretien avec Irfan, Ankara, 09/06/2014.

⁶ Entretiens avec Fecire, Ankara, 20/06/2014 et Inönü, Ankara, 05/06/2014.

identifié. Tenue de longue date par le CHP¹, il semble que l'appartenance politique ait joué un rôle clair dans les politiques de recrutement au-delà même des relations interpersonnelles². La manière dont Özgür raconte son recrutement semble illustrer ce phénomène. A sa sortie de prison, il ne parvient pas à trouver de travail stable et son foyer vit sur les revenus de sa compagne. En 1999, il fait une rencontre à Çankaya : « J'attendais le bus à un des arrêts des bus [...] et un ami que je connaissais d'avant le 12 septembre, des années 1970, arrive. Il me demande ce que je fais et je lui réponds : 'Ma femme travaille, elle gagne de l'argent et moi je le mange' »³. Son ami l'invite à passer à la mairie (*belediye*) et le présente au maire, Doğan Taşdelen qui l'engage. Ils se connaissent en réalité déjà puisqu'après le coup d'Etat ils ont été un temps emprisonnés ensemble à Mamak. Depuis cette date, Özgür travaille à la direction de la culture. C'est de la même manière que Mustafa est devenu secrétaire général du conseil municipal [*Çankaya Belediyesi Kent Konseyi*]⁴. Au-delà de l'observation des reconversions individuelles, ce phénomène, déjà pointé par Jenny White dans son étude des municipalités islamistes, vient souligner le maintien des stratégies de distribution des emplois municipaux et de politisation des structures administratives (cf. chapitre 1), y compris à l'échelle locale⁵.

Les conditions d'existence en exil se révèlent bien souvent précaires, notamment dans les premiers temps. L'exil génère une instabilité dans l'ensemble des sphères de vie (professionnelle, résidentielle, amoureuse). Les exilés sont une population majoritairement étudiante qui n'a pas obtenu de diplômes pour cause de combat politique et subit une déqualification professionnelle. Ils ne reçoivent pas d'argent de leur famille car les moyens de transfert sont alors peu développés et ces dernières n'en ont pas les moyens (compte tenu de la valeur de la livre turque). Lors de leur arrivée, les militants se mettent immédiatement en quête d'un emploi. Ils s'appuient pour ce faire sur les réseaux militants turcs ou non dans la ville qu'ils ont atteinte. Les militants pris en charge par des partis et groupes politiques locaux sont mieux lotis :

« E : L'Etat-providence en Angleterre à cette époque là était très fort au moment des années de Thatcher. Donc je me souviens, j'ai eu... un revenu de... de 10 livres sterling hebdomadaires et ils payaient mon loyer, l'électricité et puis en même temps je travaillais aussi, trois jours par

¹ Brièvement tenue par l'ANAP après le régime militaire et les élections municipales de 1984, elle repasse au CHP (alors SHP) en 1989 d'abord sous la houlette de Doğan Taşdelen (1989-1999). Elle reste un bastion du CHP sous l'AKP (Haydar Yılmaz de 1999 à 2004 puis Muzaffer Eryılmaz de 2004 à 2009). Bülent Tanık (né en 1949), maire de 2009 à 2014, est un urbaniste diplômé d'ODTÜ et ancien président de la TMMOB de 1981 à 1985. C'est sur le territoire de sa municipalité que se tient le Musée de la honte [*Utanç Müzesi*] organisé par la *78'liler DF* au cours du mois de septembre 2013. Il fait un discours lors de l'inauguration.

² GRANOVETTER M. S., "The Strength of Weak Ties", *American Journal of Sociology*, Vol. 78, n°6, 1973, p. 1360-1380.

³ Entretien avec Özgür, Ankara, 12/11/2014.

⁴ Entretien avec Mustafa, Ankara, 17/11/2014.

⁵ WHITE J., *Islamist Mobilization in Turkey. A Study in Vernacular Politics*, op. cit.

semaine dans le... à l'imprimerie de l'*International Marxist Group*. Donc c'était assez à l'aise d'ailleurs »¹.

A Paris, les militants se transmettent les emplois à mesure qu'ils les quittent pour des positions plus commodes. Il en va ainsi des postes de veilleur de nuit dans les hôtels parisiens² ou dans les foyers de travailleurs. Beaucoup trouvent du travail chez des Turcs qui ont déjà une entreprise (bâtiment, textile, restauration). Les conditions de travail dans les ateliers des Xe et XIe arrondissements sont particulièrement difficiles : installées dans des locaux qui ne sont pas prévus à cet effet et où le droit du travail n'est pas appliqué, de petites équipes payées à la pièce se partagent les tâches de confection³. Cette concentration d'activité génère tout un ensemble de commerces répondant aux besoins des immigrés turcs, fournissant alors des emplois aux nouveaux arrivants. A partir de ce point, deux types de trajectoires sont observables. D'un côté, les acteurs qui restent profondément ancrés dans la perspective militante⁴ et, de l'autre, ceux qui s'en éloignent peu à peu. Ces derniers cherchent alors à s'intégrer davantage à la société d'accueil et lancent souvent leur propre activité professionnelle qui contribue en retour à les éloigner de l'engagement et des réseaux militants. Ces acteurs sont souvent écartés de l'analyse dans la mesure où ils ne s'inscrivent plus dans l'histoire de la « communauté des proscrits »⁵. Chez les premiers, à mesure que le temps passe, certains tentent de reprendre des études tout en poursuivant les emplois alimentaires. D'autres tentent de jouer sur leurs capitaux scolaires pour se dégager de la précarité. Bülent Uluer fait des ménages en arrivant en France avant d'être embauché à l'entretien des cimetières. Après avoir appris le français, il parvient à trouver quelques contrats d'interprétariat qui améliorent sa situation⁶. Yiğit emprunte la même voie. Il devient interprète et traducteur français-turc après avoir été animateur pour enfants⁷. La sphère professionnelle en exil est donc précaire. Elle trouve parfois à s'améliorer lors du retour en Turquie dans les années 1990 (cf. infra).

Les rapports sociaux de sexe traversent l'ensemble des processus à l'œuvre dans le militantisme au cours des années 1970 (cf. chapitre 3) et ne sauraient disparaître en ce qui

¹ Entretien avec Ergun, Istanbul, 14/05/2014.

² Entretien avec Nejat F., Bobigny, 27/02/2015.

³ ÖZTÜRK K., « Les Turcs dans la confection à Paris », in JUND A., DUMONT P. & DE TAPIA S. (dirs.), *Enjeux de l'immigration turque en Europe. Les Turcs en France et en Europe*, Paris, CIEMI-L'Harmattan, 1995, p. 241-247.

⁴ Comme l'explique Ergun : « je n'ai jamais pensé ma vie de réfugié politique comme... disons s'établir dans ce pays. C'était seulement un moyen... pour travailler, disons pour lire, écrire, faire un travail d'organisation pour la Turquie », entretien avec Ergun, Istanbul, 21/10/2013.

⁵ APRILE S., *Le siècle des exilés. Bannis et proscrits de 1789 à la Commune*, Paris, CNRS Editions, 2010, p. 214.

⁶ ULUER B., « 64 arkadaşımın cenazesinde konuştum », *art. cit.*

⁷ Entretien avec Yiğit, Istanbul, 28/05/2015.

concerne les processus de reconversion dans les sphères privée, professionnelle et politique. Dans la majorité des cas que j'ai pu observer, les militantes ont connu des périodes de détention moins longues que celles de leurs homologues masculins. Celles qui n'ont pas été condamnées ont pu conserver ou trouver un poste dans le secteur public. La femme d'Hüseyin E. est enseignante et Asiye le devient au cours des années 1980. A la sortie des hommes, qu'elles soient déjà mariées ou non, elles ont souvent déjà un emploi. Au cours des années 1980, c'est cet emploi qui fait vivre la famille comme dans le cas précédemment cité d'Özgür. La compagne d'Hüseyin E. « travaille encore et moi je suis révolutionnaire [il rit] ! »¹. Ces plaisanteries masquent mal la gêne de ces hommes à vivre aux dépens de leur compagne dans une société où la figure de l'homme et du père est très importante et où nombre de femmes ne travaillent pas². Pour autant, à moyen terme, les foyers militants ont tendance à privilégier les reconversions masculines sur les reconversions féminines. Leyla cesse de travailler à partir du moment où naît sa fille en 1989. Elle ne reprend une activité professionnelle et politique qu'en 1999³. Je rejoins ici les conclusions de Julie Pagis – quoiqu'en gardant à l'esprit le faible nombre de profils féminins à comparer avec les trajectoires masculines dans mon groupes d'enquêtés – quand elle écrit que les hommes « ont tendance à reconvertir ces dispositions [militantes] dans la sphère professionnelle tandis que les femmes sont plus nombreuses à les réinvestir dans la sphère privée »⁴. Cette situation renvoie à la division des tâches dans les groupes révolutionnaires des années 1970 (cf. chapitre 3) ainsi qu'aux normes de genre qui imprègnent profondément ces acteurs.

On constate donc que les militants tentent, dans la mesure du possible, de « trouver un cadre d'investissement professionnel qui permet de s'insérer socialement, tout en réduisant au maximum les risques de dissonance entre [les] différentes sphères d'existence »⁵. Comme l'écrit Yiğit Bener, « la seule porte de sortie laissée à mes anciens camarades révolutionnaires était de continuer à vivre de leur côté dans la dignité. Sans vendre leur âme au système, sans renoncer à leurs valeurs humanistes [avec] la fierté de ne pas avoir entièrement capitulé »⁶.

¹ Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 21/05/2014.

² Ce modèle familial est d'ailleurs fortement valorisé par les autorités actuelles.

³ Entretien avec Leyla, Ankara, 18/11/2014.

⁴ PAGIS J., « Quand le genre entre en crise (politique)... Les effets biographiques du militantisme en Mai-68 », *art. cit.*, p. 249.

⁵ JOHSUA F., *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*, Paris, La Découverte, 2015, p. 63.

⁶ BENER Y., *Le revenant*, *op. cit.*, p. 95.

B) Les conséquences biographiques de l'engagement sur la sphère privée

« Lorsque pour une raison ou pour une autre la participation à la sphère publique se révèle décevante, le repli sur des préoccupations strictement privées apparaît comme une réaction évidente, n'ayant guère besoin d'être justifiée »¹ écrit Albert Hirschman. Si cette idée est aujourd'hui largement admise, il n'en reste pas moins que les conséquences familiales et personnelles de l'engagement restent insuffisamment fouillées par les travaux sociologiques². Ces dynamiques doivent être appréhendées sur le temps long c'est-à-dire en lien avec le vieillissement social des acteurs et les injonctions de rôle.

1) Réseaux sociaux et capital social : entre démonétisation et recomposition

La répression a profondément déstructuré à court terme les réseaux sociaux dans lesquels évoluaient les militants au cours des années 1970. La détention et l'exil ont également reconfiguré leur statut social et leurs relations familiales mais aussi leur manière de créer des liens³. Une des conséquences biographiques de l'engagement à prendre en compte est la transformation du capital social des acteurs et de sa valeur dans l'espace social. Le resserrement des liens autour des connaissances militantes dans les années 1970 a alors eu pour effet de consacrer l'insertion des acteurs dans l'espace de la gauche révolutionnaire. Mais il a pour conséquence, à moyen terme, de les éloigner de leur environnement familial et surtout de démonétiser le capital social des acteurs en raison de la stigmatisation et de l'affaiblissement des positions de l'ensemble (ou presque) des relations mobilisables après le régime militaire. A long terme, les reconversions dans certains espaces professionnels et le réinvestissement dans un espace militant de gauche recomposé au cours des années 1990-2000 ont participé à une restructuration des réseaux sociaux dans lesquels se sont inscrits les militants à une revalorisation, certes sectorielle, de leur capital social.

D'abord, les relations avec la famille proche et les parents ne sont pas toujours évidentes pour les militants qui sortent de prison ou vivent en exil. Ce dernier limite

¹ HIRSCHMAN A. O., *Bonheur privé, action publique*, op. cit., p. 107.

² FILLIEULE O., « Quelques réflexions sur les milieux étudiants dans les dynamiques de démobilisation », *European Journal of Turkish Studies*, n°17, 2013.

³ BIDART C., « Dynamiques des réseaux personnels et processus de socialisation : évolutions et influences des entourages lors des transitions vers la vie adulte », *Revue française de sociologie*, 2008/3, Vol. 49, p. 578.

drastiquement, faute de moyens, les rencontres avec la famille et facilite l'éloignement¹. Ergun ne reçoit qu'une seule visite de ses parents pendant son exil (1981-2000)². Le retour en Turquie ne rend pas nécessairement la situation plus aisée et peut conduire à une certaine marginalisation au sein de l'espace familial. Dans son roman autobiographique Yiğit Bener relate la souffrance de la séparation brutale et prolongée : « Et puis, tout le monde n'avait pas chassé de sa mémoire ceux qui étaient partis. Certains se souvenaient. Mon père et ma mère, surtout... De toute façon, comment auraient-ils pu oublier ? Ce n'est pas facile de perdre son enfant, de survivre à son absence. En réalité, ma famille a eu de la chance : ils ont pu retrouver leur fils, ne serait-ce qu'au bout de quelques années »³. Mais il dépeint aussi l'ambivalence des retrouvailles familiales et l'incommunicabilité qui règne autour de l'exil. Sa mère « ne savait pas grand-chose de mes dix années passées dans l'autre monde »⁴. De la même manière, Nejat F. se dit en marge de sa famille et reçoit des regards interloqués lorsqu'il évoque les années 1970 et sa vie à Prague quand il travaillait pour la Fédération syndicale mondiale à Prague au cours des années 1980⁵. La famille est un espace qui multiplie les injonctions à l'égard des militants qu'ils aient été exilés ou non. Soucieuse du maintien du prestige familial et de limiter le déclassement de leurs enfants, certains parents n'hésitent pas à leur forcer la main. Ainsi, quelques semaines après le retour de Yiğit Bener en Turquie, son père lui annonce son intention de dépenser ses économies pour qu'il ouvre une librairie à Ankara. Le statut de libraire indépendant siérait à son passé familial⁶ et à sa position. Refusant cette pression et l'idée de retourner vivre chez ses parents, Yiğit part s'installer à Istanbul⁷.

Au-delà du cercle familial, le passage du temps reconfigure les sociabilités locales, villageoises ou de quartier, au sein desquelles évoluaient les acteurs. Ces lieux dans lesquels ils ont grandi et/ou milité se sont transformés physiquement et politiquement sous le coup de la répression, des mouvements de population et des transformations urbaines successives. Les militants peinent parfois à les reconnaître à leur retour ce qui amplifie leur sentiment de désajustement. L'évolution des contextes, l'exil et la détention prolongés dévalorisent presque totalement leur capital d'autochtonie précédemment accumulé (cf. chapitre 3). Certains

¹ AKÇAM P., « 1975'ten sonra bir aile olarak ancak 1992'de bir araya gelebildik » [Après 1975 nous n'avons pu être une famille qu'en 1992], in DELIKANLI E. & DELIKANLI Ö., *Keşke bir öpüp koklasaydım. Geride kalan aileler 12 Eylül'ü anlatıyor*, op. cit., p. 416-443

² Entretien avec Ergun, Istanbul, 21/10/2013.

³ BENER Y., *Le revenant*, op. cit., p. 23.

⁴ *Ibid.*, p. 39.

⁵ Entretien avec Nejat F., Bobigny, 27/02/2015.

⁶ Son père, Erhan Bener (1929-2007) et son oncle, Vüs'at O. Bener (1923-2005), sont tous deux écrivains.

⁷ BENER Y., *Le revenant*, op. cit., p. 64.

décident toutefois de se réinstaller au sein des espaces qu'ils habitaient auparavant dans le but de s'appuyer sur ces relations et leur famille si elle y réside. Hüseyin E. réside toujours à Mamak où il s'est installé avec son épouse peu avant le coup d'Etat et où il a de nombreuses connaissances. Fecire, pour sa part, s'est installée à Batıkent à l'ouest d'Ankara qui est un quartier moderne, proche de Keçiören où elle a grandi et où elle s'investit dans de nombreuses activités¹. D'autres s'en éloignent pour des raisons professionnelles ou par besoin psychologique comme Yiğit qui quitte Ankara pour Istanbul à son retour en Turquie². Dans leurs choix résidentiels, les militants se tournent en priorité vers les quartiers historiquement les plus favorables à la gauche. Yener et İnönü vivent ainsi à Dikmen³.

Leurs réseaux amicaux subissent également des transformations importantes et se sont trouvés profondément reconfigurés depuis les années 1980. Erik Neveu notait qu'un des résultats de son enquête sur les maoïstes français est la faible proportion d'anciens camarades militants parmi les relations qu'ils fréquentent aujourd'hui, hormis dans les espaces professionnels qui concentrent les ex⁴. Cette situation se retrouve en partie seulement en ce qui concerne les militants révolutionnaires turcs. D'un côté, l'exil et la détention ont contribué à éclater les réseaux amicaux et militants d'avant 1980. La stigmatisation de l'engagement et les contraintes financières et professionnelles ne font pas des retrouvailles une priorité après le régime militaire. Yener a perdu deux de ses amis dans la guérilla contre la junte et a aujourd'hui peu de contacts avec ses camarades d'alors⁵, tout comme Cumhuriyet⁶. Les liens se distendent entre amis restés en Turquie et ceux partis en exil. Seules les associations d'anciens étudiants d'établissements prestigieux participent à ce maintien des liens ainsi que je l'ai souligné plus haut. Les reconversions des militants révolutionnaires dans certains espaces professionnels (HE, chambres professionnelles, municipalités) aujourd'hui pourvoyeurs de capital social sont intimement liées à celui accumulé au cours années 1970. Hormis pour certaines trajectoires élitaires, le capital social des militants est largement démonétisé en dehors de ces espaces, Grâce à eux néanmoins, Nejat K., avocat et membre du barreau d'Ankara, a pu entretenir ses relations et en acquérir de nouvelles :

¹ Entretien avec Fecire, Ankara, 20/06/2014.

² « Pour tout dire, je n'aimais pas vraiment cette ville qui avait supplicié mes jeunes années ; une ville trop militaire, trop policière, trop politicienne, arborant la cravate ou portant l'uniforme, qui incarne le génie bureaucratique jusqu'au bout des ongles : une cité mise au garde à vous... », BENER Y., *Le revenant, op. cit.*, p. 46.

³ Entretiens avec Yener, Ankara, 24/05/2014 et İnönü, Ankara, 05/06/2014.

⁴ NEVEU E., « Trajectoires de 'soixante-huitards ordinaires' », *op. cit.*, p. 313.

⁵ Entretien avec Yener, Ankara, 24/05/2014.

⁶ Entretien avec Cumhuriyet, Ankara, 20/09/2013.

« Il y en a encore beaucoup que je vois toujours bien sûr. Certains de mes amis sont entrés dans des carrières professionnelles différentes. Parmi eux, il y en a que je rencontre parfois fortuitement dans des environnements différents. Bien entendu j'en ai d'autres qui veulent maintenant mener une vie apolitique ce qui est une chose tout à fait naturelle. Il y a de tout »¹.

Le second espace de reconversion et d'accumulation de capital social pour les ex-révolutionnaires est l'espace politique de gauche en pleine reconfiguration depuis les années 1990-2000 (cf. chapitre 5). Là encore, les organisations de la gauche turque contemporaine sont à la fois des espaces de reconversion et d'accumulation nouvelle de capital social comme en témoignent certaines trajectoires partisans depuis les années 1990 (cf. infra III). Bien qu'Hüseyin E. souligne que « très peu » de militants de sa connaissance au cours des années 1970 ont maintenu ou sont revenus à l'engagement depuis les années 1990, il précise toutefois que son entrée dans la *78'liler DF* lui a permis de rencontrer des personnes qui militaient, à Ankara ou ailleurs, au cours des années 1970 et qu'il ne connaissait pas alors². Les conséquences de l'engagement en termes de réseaux sociaux sont donc multiples. Il faut, pour les appréhender dans leur complexité, tenir compte de leur pluralité mais aussi des temporalités dans lesquelles ils se déploient. On observe dès lors, suivant les espaces investis et l'évolution des contextes, tour à tour une rétraction ou au contraire une extension des réseaux sociaux des acteurs et une variabilité concomitante de la valeur du capital social mobilisable.

2) Reconstituer une sphère privée malmenée et se conformer aux rôles sociaux

L'entrée dans l'engagement à haut risque que constitue le militantisme révolutionnaire au cours des années 1970 et l'épisode répressif qui s'étale de la fin des années 1970 à la fin des années 1980 entraînent des retards plus ou moins accusés vers l'entrée dans certains rôles sociaux comme le mariage et la parentalité. Dans la continuité de l'analyse des relations de couple initiées à travers le militantisme (cf. chapitre 3), restituer les trajectoires maritales et parentales des militants s'avère complexe. D'abord, ils se sont montrés réticents à évoquer leur vie privée en dehors des grandes dates clés (mariage, naissance des enfants, divorce éventuel). Ensuite, je n'ai pas toujours pu rencontrer ni obtenir des informations sur le conjoint. Il m'est donc difficile de rendre compte précisément des stratégies matrimoniales des acteurs ou d'observer le degré d'endogamie au sein des couples. Il faut veiller à distinguer

¹ Entretien avec Nejat K., Ankara, 20/09/2013.

² Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 21/05/2014.

et croiser les trois cohortes dessinées plus haut et les temporalités selon lesquelles se réalise le développement de la sphère privée.

Le mariage est une institution centrale dans la société turque et un rite de passage vers l'âge adulte et la naissance éventuelle d'enfants. En 1980, on estime que seulement un petit tiers (27%) des militants de gauche sont alors mariés¹. Ces acteurs sont majoritairement issus de la première cohorte même si on y trouve quelques militants de la seconde cohorte. La répression n'a pas eu d'effet univoque sur les couples constitués avant le coup d'Etat. Dans certains cas, comme chez Hüseyin E., son mariage a constitué un point de stabilité face à la détention. Les visites régulières de sa compagne restée libre lui ont permis de tenir en détention puis au cours de l'exil intérieur qui lui est imposé jusqu'en 1986. A l'opposé, les militants emprisonnés ou ayant dû s'exiler ont connu une vie de couple plus tendue du fait de la déstructuration des univers sociaux auparavant partagés. Les divorces et remariages – jusqu'à trois – sont de loin les plus nombreux au sein de cette cohorte. Şadi, marié en 1978 avec une camarade de son groupe militant divorce en sortant de prison². Nejat F., marié peu de temps avant le coup d'Etat avec une historienne d'art qui débute alors sa carrière d'enseignante à l'université, part seul pour la France : « Elle, elle ne pouvait pas sortir [à cause de son travail], moi je ne pouvais pas entrer donc avec le temps bon ben... »³. Restés éloignés, ils divorcent quelques années plus tard. Nejat F. se remarie en 1989 avec une française, permanente à la CGT rencontrée au cours de ses activités militantes. Ergun, pour sa part, quitte la Turquie en novembre 1980 avec sa compagne, journaliste à *Cumhuriyet* et militante de *Kurtuluş*. Après un séjour à Londres jusqu'en 1982, ils militent ensemble en France au sein de la LCR avant de se séparer :

« E : On a divorcé en France. [Silence]. Au palais de justice à Paris d'ailleurs [petit rire].

P : Dans les années 80 ?

E : Ouais, 87 je crois. 87 ou 88.

P : Tu ne t'es pas remarié après ?

E : Non, non, non, non. Non, non. Je vivais seul, j'avais des copines mais jamais je ne me suis remarié »⁴.

L'exil place les militants dans un isolement qui ne facilite guère les rencontres et les possibilités matrimoniales. Masis, bien que né en 1947, n'est pas marié quand il part en exil – « comment aurais-je pu ? » – et ne se marie qu'au début des années 1990 après son retour en

¹ BOZARSLAN H., « Le phénomène milicien, une composante de la violence politique dans la Turquie des années 1970 », *art. cit.*, p. 207.

² Entretien avec Şadi, Istanbul, 25/10/2013.

³ Entretien avec Nejat F., Bobigny, 27/02/2015.

⁴ Entretien avec Ergun, Istanbul, 21/10/2013.

Turquie¹. La répression a donc interrompu ou fragilisé des trajectoires familiales initiées avant le coup d'Etat.

La majorité des militants que j'ai rencontrés au cours de l'enquête sont étudiants ou lycéens au cours des années 1970 et ne se marient pas avant le coup d'Etat. Pour autant, certains sont déjà en couple et les arrestations successives les éloignent temporairement ou durablement. Leyla, emprisonnée pendant l'hiver 1980, voit son compagnon détenu jusqu'en 1987, date à laquelle ils se marient. L'injonction sociale et familiale au mariage n'est pas contrebalancée par une critique de l'institution au cours de la période militante, bien au contraire. Seuls trois des mes enquêtés m'ont déclaré être célibataires², c'est-à-dire que malgré des trajectoires familiales retardées, l'écrasante majorité des militants a connu une mise en conformité avec les injonctions sociales du mariage. Ce processus est également à positionner au croisement des dynamiques de vieillissement social et de disponibilité biographique pour l'engagement marital. La constitution d'un foyer est vécue comme un remède au traumatisme de la répression et conçu comme un espace au sein duquel les valeurs développées au cours des années 1970 restent partagées et mises en œuvre. Couplé à l'entrée dans la vie professionnelle, le mariage est un vecteur de « normalisation » et de stabilisation de la situation sociale et une manière d'éviter la marginalisation.

Les mariages s'échelonnent du milieu des années 1980 au début des années 2000³, à mesure que les acteurs sortent de détention et finissent leurs études. Les militants qui se marient au cours de ces années dépassent nettement l'âge moyen du premier mariage qui est de 22 ans pour les femmes et 26,6 ans pour les hommes en 1990⁴. La plupart semblent autonomes dans le choix de leur conjoint. Le fait de vivre dans une grande ville et l'ouverture sociale qu'offre le militantisme ont considérablement élargi les possibilités matrimoniales des militants. Certains épousent pourtant des personnes issues de leur environnement proche et qu'ils connaissaient avant leur emprisonnement comme Yener⁵. Özgür épouse au début des années 1990 une jeune femme du quartier de Tuzluçayır où il habitait et militait dans les années 1970⁶. D'autres épousent une personne qu'ils n'ont rencontrée qu'après 1980 comme le raconte assez froidement Nejat :

¹ Entretien avec Masis, Istanbul, 24/06/2014.

² Deux ont vécu en exil en France et le troisième, issu de la troisième cohorte, est resté en Turquie après le coup d'Etat.

³ Irfan, sorti de prison en 1987, se marie en 2000. Il a alors 45 ans, entretien avec Irfan, Ankara, 09/06/2014.

⁴ INAN C., « La population de la Turquie. Évolutions démographiques depuis 1927 », *Démographie des Balkans*, Vol. 9, 2007, pp. 23-24.

⁵ Yener a épousé une femme avec qui il militait au lycée à Savşat, entretien avec Yener, Ankara, 24/05/2014.

⁶ Entretien avec Özgür, Ankara, 12/11/2014.

« Je suis marié. Je n'ai pas d'enfants. Ma femme est ingénieure en électronique. Elle est retraitée maintenant, elle ne travaille plus. [...] Je me suis marié dans les années 1990. Ce n'était pas dans les environs du coup d'Etat. C'était bien après le coup d'Etat, bien après la prison, en 1991 »¹.

Il semble que le caractère stigmatisant de la prison et la démonétisation des capitaux (notamment scolaire et économique) des militants ait été compensé par le « choix » d'un conjoint dans des familles au sein desquelles un passé militant de gauche n'était pas déconsidéré². Irfan épouse ainsi une femme plus jeune que lui (née en 1972) et qui n'a donc pas milité au cours des années 1970 mais qui est issue d'une famille de syndicalistes. Asiye et Fecire ont toutes deux rencontré leur conjoint après qu'il soit sorti de prison et grâce aux réseaux militants en pleine recomposition sur Ankara. Elles se marient toutes deux en 1991³. İnönü épouse en 1988 une ancienne militante d'ODTÜ emprisonnée après 1980⁴. Aucun militant ne m'a déclaré avoir épousé une personne opposée à la gauche et aux idées socialistes. Si certains entretiennent une proximité plus ou moins grande avec le militantisme, ils partagent tous les mêmes options idéologiques⁵.

Aucun des militants que j'ai rencontrés n'a eu d'enfants avant d'être marié. Cinq des militants que j'ai interrogés n'ont pas eu d'enfants suite à leur(s) mariage(s) et trois d'entre eux sont des exilés. Dans leur grande majorité, les militants ont un nombre d'enfants inférieur ou égal à l'indice de fécondité national⁶. Özer, Özgür, Fecire, Hüseyin E. et Cumhur ont deux enfants quand Asiye et Nejat n'en ont qu'un et Ferhat trois. Si certains militants ont leurs enfants dans la foulée du mariage, le décalage initial en entraîne un dans l'arrivée des enfants⁷ : Özgür, né en 1960, a deux enfants nés en 1994 et 1999, Cumhur, né en 1961, a deux filles nées en 1995 et 2003. On peut également comprendre ce décalage par la volonté de garantir un minimum de sécurité matérielle aux enfants et donc d'attendre une certaine stabilité professionnelle avant de les avoir. Je ne dispose pas d'informations suffisantes pour examiner de près le travail ou l'absence de transmission de la mémoire militante au sein des

¹ Entretien avec Nejat K., Ankara, 20/09/2013.

² Seul Hüseyin G. contrevient à ce modèle. Il a épousé en 1994 une femme aux sympathies de gauche bien que sa famille soutienne le MHP de longue date. Il doit ainsi composer avec sa belle-famille et « faire attention » selon ses propres termes, entretien avec Hüseyin G., Ankara, 16/06/2014.

³ Entretien avec Asiye, Ankara, 21/06/2014 et entretien avec Fecire, Ankara, 20/06/2014.

⁴ Entretien avec İnönü, Ankara, 05/06/2014.

⁵ MUXEL A., *Toi, moi et la politique. Amours et convictions*, Paris, Seuil, 2008.

⁶ Celui-ci était de 4,3 enfants par femme en 1983 et de 2,07 en 1993. Pour affiner l'analyse, si l'on ne prend en compte que les zones urbaines on obtient : 3,37 enfants en 1983 et 2,4 en 1993 ; si l'on ne prend en compte que l'Ouest du pays on obtient respectivement 3 enfants en 1983 et 2 en 1993, INAN C., « La population de la Turquie. Évolutions démographiques depuis 1927 », *op. cit.*, p. 33.

⁷ Je ne dispose pas de statistiques turques donnant l'âge moyen du père et de la mère à la première naissance.

familles qui mériterait d'ailleurs une recherche à lui seul¹. Hüseyin E. a toutefois prénommé ses deux fils Deniz, comme Deniz Gezmiş, et Erdal, comme Erdal Eren²...

3) Rester en exil ou rentrer en Turquie ?

L'exil est une sorte d'entre-deux temporel, un « présent qui ne passe pas » pour reprendre l'expression de Sylvie Aprile³, vécu à la fois individuellement et collectivement. D'un point de vue sociologique, il constitue une addition de ruptures qui affecte l'ensemble des sphères de vie et aboutit à une désorientation personnelle qui accompagne le déclassement politique et social. Sa gestion dépend des capitaux et des réseaux mobilisables par l'acteur. Les premiers temps de l'exil sont généralement voués à la réorganisation des groupes militants et à la lutte en vue d'organiser le changement dans le pays d'origine. Lorsque cet espoir devient plus ténu, l'activité militante en exil diminue ou disparaît (cf. chapitre 5), mais des activités plus centrées sur la sociabilité persistent néanmoins. Les exilés cessent de vivre exclusivement en fonction de leur pays d'origine et commencent à s'interroger sur leur place et celle de leurs enfants dans la société de résidence. S'ouvre alors une période de reclassement social, chacun cherchant à trouver un statut socioprofessionnel et plus largement une position sociale plus proche de celle qu'il avait connue. Ni le choix du retour ni la décision de rester dans le pays d'accueil ne sont simples.

La question du retour en Turquie pour les exilés se trouve au croisement de l'ensemble des sphères de vie et du contexte politique. La question du retour met en effet en tension la situation familiale, professionnelle et politique des militants installés en France ou ailleurs. La transformation du code pénal et de la loi sur le service militaire ouvrent une possibilité de retour aux exilés au tournant des années 1990. Pourtant, certains, comme Ahmet, n'ont pas attendu cette date pour rentrer : « Je n'ai pas pu aller en Turquie jusqu'en 90. Jusqu'à ce que cet article [141] soit abrogé. Donc j'y suis allé en clandestin, pas légalement »⁴. Masis, qui vit très mal son exil à Paris qu'il qualifie de « *zor durumu* » [période difficile], décide de revenir

¹ Sur cette question voir QUENIART A. & CHARPENTIER M., « La transmission des valeurs d'engagement des aînées à leur descendance : une étude de cas de deux lignées familiales », *Recherches féministes*, Vol. 21, n°2, 2008, p. 143-168, MASCLET C., "Examining the Intergenerational Outcomes of Social Movements. The Case of Feminist Activists and their Children", *op. cit.*, p. 106-129 et la thèse en cours de HIVERT J., « Les incidences biographiques du militantisme et la socialisation politique en contexte autoritaire. Une étude sur deux générations familiales marocaines : de la génération politique des années 70 à ses enfants », Thèse pour le doctorat de science politique, Université de Lausanne/Université d'Ottawa.

² Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 21/05/2014.

³ APRILE S., *Le siècle des exilés. Bannis et proscrits de 1789 à la Commune*, *op. cit.*, p. 12.

⁴ Entretien avec Ahmet, Paris, 12/03/2015.

en Turquie 1986. Il y vit clandestinement jusqu'en 1992¹. Pour les autres le retour se fait par étapes. Les exilés multiplient alors les voyages en Turquie et préparent autant que faire se peut le retour. L'explication de ce dernier est le plus souvent à chercher dans la conjonction de plusieurs facteurs. Dans la sphère professionnelle d'abord. La perspective de retrouver sa place dans la société turque après l'amnistie favorise les projets de retour, y compris pour les fonctionnaires chassés de leurs emplois. Les intellectuels espèrent également retrouver la position qu'était ou qu'aurait pu être la leur avant le départ. Le retour est donc perçu comme la conjuration du déclassement subi en exil. Mais il peut aussi être lié à la sphère familiale. Le vieillissement de leurs parents pousse certains militants à rentrer auprès d'eux. Enfin, en ce qui concerne la sphère politique, l'essoufflement de l'engagement dans le pays d'accueil conjugué à la fin du bloc de l'Est et au desserrement de l'étau répressif en Turquie joue un rôle important dans la décision de rentrer.

Resté vivre à Paris, Sabettay considère qu'en ce qui concerne les exilés politiques turcs « il n'y en a presque plus à Paris »². Ces derniers seraient massivement retournés en Turquie pour travailler ou, surtout, y passer leur retraite. Si leur nombre a fortement diminué après l'amnistie, certains ont fait le choix de rester dans leur pays d'accueil ou, pour être plus précis, de faire des allers-retours entre ce dernier et la Turquie. Ceux qui restent dans le pays d'accueil le font en raison de l'enracinement de leurs sphères de vie dans le pays d'accueil tandis que ceux qui partent sont ceux qui sont dans une situation précaire ou qui ont peu d'attaches qui les y retiennent (cf. infra). Les exilés qui ont un projet de vie pour eux et leurs enfants en France ne veulent pas vivre et faire vivre un second départ même s'il est différent. La question des enfants, c'est-à-dire de leur âge et de l'avancement de leur scolarité, est cruciale pour le retour. Nejat F. qui s'est remarié en France avec une Française et dont la fille a grandi en France : il décide de ne pas rentrer en Turquie³. Ceux qui sont restés en France ont, le plus souvent, appris la langue et repris des formations (professionnelles ou universitaires) pour trouver un emploi stable et ainsi améliorer leurs conditions de vie.

Les difficultés du « retour de l'exilé »⁴ en Turquie sont rarement explicitées, d'autant plus quand elles se conjuguent souvent avec une désillusion politique (cf. infra)⁵. Comme le souligne Corinne Chevalier, la réinsertion dans le pays ne s'est pas faite sans difficultés à ses débuts. Les obstacles au retour sont en effet nombreux : socioéconomiques (travail, logement,

¹ Entretien avec Masis, Istanbul, 24/06/2014.

² Entretien avec Sabettay, par téléphone, 10/02/2015.

³ Entretien avec Nejat F., Bobigny, 27/02/2015.

⁴ DUFOIX S., « Le retour des exilés », *Hommes et Migrations*, n°1216, 1998, p. 79-91.

⁵ Entretien avec Yiğit, Istanbul, 28/05/2015.

revenu), juridiques (nationalité, assurances sociales, diplômes) et psychosociaux (nouveau départ, nouvelles adaptations, rejet des exilés)¹. Au niveau professionnel, la majorité des personnes a obtenu du travail et connu une certaine ascension sociale. Dans l'ensemble, tous ceux qui sont rentrés ont retrouvé du travail mais aucun n'en avait en arrivant. Les fonctionnaires n'avaient aucune garantie de retrouver leur poste mais ils ont tous fait une demande en arrivant. Le retour au pays, parfois suite à quinze ans d'exil, n'est pas nécessairement harmonieux comme le raconte Ergun :

« E : Une nuit, je me suis dit « Qu'est ce que je fous là [à Paris] ? Peut-être que ce serait mieux de rentrer en Turquie ». J'ai dit ça et... [silence] dix jours après j'étais à Istanbul et je faisais un travail de traduction [il rit]. Parce que quand on est seul... Je n'avais qu'un petit studio de 24m² à Paris. Je n'avais que des bouquins, un lit, un travail. Et je suis revenu à Istanbul le 12 septembre [2000] et puis je suis resté environ deux mois. J'ai vu pas mal de gens, plus de cinquante personnes. Tous mes anciens camarades, pas mal de journalistes, pas mal d'anciens amis... Et puis j'ai participé à des réunions de l'ÖDP etc. A la fin des deux mois, avant de partir, j'ai dit à ma mère – mon père était mort depuis cinq ans : 'Ecoute je ne peux pas rester dans ce pays, parce que ce n'est pas la Turquie que j'ai quittée'. Et puis je suis retourné à Paris. Je n'avais pas l'intention de revenir [définitivement], revenir de temps en temps voilà »².

Ergun ne se réinstalle en Turquie qu'à la seconde tentative. Beaucoup constatent en arrivant que le pays a changé et qu'ils l'ont probablement idéalisé pendant l'exil. La dépolitisation de la société a beaucoup choqué ces ex-réfugiés qui ont quitté une Turquie structurée autour des conflits politiques³. De plus, aucune aide ni soutien pour les retours n'est prévu par les autorités peu désireuses de légitimer les anciens militants qui restent accusés d'être responsables des désordres des années 1970⁴. Cependant, nombre d'exilés qui rentrent en Turquie n'ont aucune intention de reprendre un quelconque engagement politique. Ils cherchent davantage la réintégration sociale⁵. Pour ceux qui cherchent à réintégrer les organisations de gauche, l'accueil que leur réserve leurs anciens camarades restés en Turquie n'est guère plus chaleureux. Se sentant trahis par ceux qui ont eu l'opportunité de partir quand eux faisaient face à la torture et à la détention, ils sont circonspects sur leur réintégration dans les groupes et partis politiques⁶. Le retour au militantisme en Turquie constitue néanmoins une des portes de réintégration de la vie turque.

¹ CHEVALIER C., *Itinéraire d'une communauté en exil : les réfugiés politiques turcs de gauche en France après le coup d'Etat militaire de septembre 1980 en Turquie*, op. cit., p. 98.

² Entretien avec Ergun, Istanbul, 21/10/2013.

³ CHEVALIER C., *Itinéraire d'une communauté en exil : les réfugiés politiques turcs de gauche en France après le coup d'Etat militaire de septembre 1980 en Turquie*, op. cit., p. 214.

⁴ Contrairement au Chili qui, après le départ de Pinochet, met en place un accueil des exilés de retour au pays, BOLZMAN C., « De l'exil à la diaspora : l'exemple de la migration chilienne », *Autrepart*, 2002/2, n°22, p. 91-107.

⁵ Comme le père d'Uraz qui prend un poste dans l'administration des douanes turques et s'éloigne de l'engagement, entretien avec Uraz, Istanbul, 15/05/2014.

⁶ GÜZEL M. S., « Syndicats français, immigrés turcs », in JUND A., DUMONT P. & DE TAPIA S. (dirs.), *Enjeux de l'immigration turque en Europe. Les Turcs en France et en Europe*, op. cit., p. 211.

Section 3 : Un retour pluriel vers l'engagement politique

« Mais qu'étaient devenus ces centaines de milliers de militants qui luttèrent pendant les années 1970 ? Ils n'avaient quand même pas tous été tués ! Est-ce que plus personne n'avait envie de changer le monde ? »¹.

Après 1980, quand l'engagement redevient possible à l'échelle individuelle, il ne s'effectue pas moins en situation de contrainte. Les circonstances historiques peuvent en effet limiter de manière drastique l'espace des possibilités de reconversion. La transformation de l'environnement économique, politique et social après le régime militaire a contribué à reconfigurer en profondeur l'offre et la légitimité de l'engagement. Cette dernière partie entend apprécier l'articulation des réengagements militants selon les différentes temporalités dans lesquels ils prennent place et en lien avec les différentes sphères de vie dans lesquelles évolue l'acteur. Les réengagements permettent de valoriser les capitaux et compétences précédemment acquises et de concilier des aspirations sociales, politiques et professionnelles.

A) Les associations : un espace entre sphère professionnelle et sphère militante

La connexion des militants aux mouvements sociaux naissants a favorisé des réinvestissements multiples dans des cadres alternatifs de mobilisation qui ont constitué autant de structures de rémanence dans un environnement politique devenu non réceptif à leur parcours². Par leur investissement dans de nouveaux espaces, les militants de la gauche révolutionnaire ont contribué à modifier leurs structures et à accélérer leur politisation. De cette manière l'engagement trouve ainsi une nouvelle dimension et une continuité, et se développe comme une nouvelle séquence de la carrière militante.

¹ BENER Y., *Le revenant*, op. cit., p. 94.

² JOHSUA F., « Les conditions de (re)production de la LCR. L'approche par les trajectoires militantes », in HAEGEL F. (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 25-67.

1) Un militantisme apolitique ? Les *hemşehri*

Le régime militaire a conduit à un désengagement massif des militants révolutionnaires. Comme en ce qui concerne les chiffres de l'engagement, je ne dispose pas de données statistiques qui permettraient, à partir d'un ensemble, de cerner qui se réengage et qui ne se réengage pas. Mes enquêtés constituent assurément une frange particulière au sein de l'ensemble des militants engagés au cours des années 1970 dans la mesure où je n'ai pu les identifier qu'en raison du fait qu'ils sont *toujours* engagés, bien qu'à des degrés divers. Dans tous les cas, ils restent inscrits dans les réseaux militants de gauche sur Istanbul et Ankara. Le retrait définitif de l'engagement constitue une des conséquences de la répression. Ses effets sur les esprits et les corps peuvent briser les énergies militantes qui peinent à être remobilisées quand le contexte politique dévalorise fortement l'engagement. Rien n'assure que le militant un temps très engagé reconvertira nécessairement ses dispositions et savoir-faire spécifiques en s'engageant dans une autre organisation ou pour une autre cause¹. Pour autant, qu'il soit temporaire ou définitif, le désengagement ne signifie pas automatiquement l'abandon des positions idéologiques².

Entre le désengagement militant et le maintien d'un engagement révolutionnaire au long cours, il est de nombreuses manières de continuer ou non à faire de la politique, de maintenir ou non une posture militante. Les dynamiques de réengagement dépendent donc des trajectoires individuelles mais aussi de dimensions contextuelles comme la valorisation ou la dévalorisation de telle ou telle forme de militantisme ainsi que de l'état de l'offre militante (cf. chapitre 5). Face à l'élévation du coût du militantisme pendant les années 1980 et à la stigmatisation qui l'accompagne, on remarque des dynamiques de retranchement dans des stratégies d'accommodation, la reconversion de l'engagement dans d'autres sphères (intellectuelles, associatives...) *a priori* moins « politiques »³ et/ou dans une direction réformiste⁴. On assiste alors à une adaptation des formes de militantisme. Progressivement installés dans des organisations telles que les syndicats, les chambres professionnelles ou les municipalités, on constate qu'il n'y a alors pas tant rupture dans les trajectoires individuelles

¹ Il faut ici rester vigilant à ne pas sous-entendre de jugement de valeur à travers l'analyse. L'absence de réengagement n'est pas nécessairement synonyme de reniement et n'est pas forcément vécue comme telle par les acteurs, qu'ils aient maintenu une forme d'engagement ou non.

² BJØRGO, T. & HORGAN J., *Leaving Terrorism Behind: Individual and Collective Disengagement*, *op. cit.*

³ BENNANI-CHRAÏBI M. & FILLIEULE O., « Exit, voice, loyalty et bien d'autres choses encore... », *op. cit.*, pp. 120-121.

⁴ EL KHAWAGA D., « La génération seventies en Égypte. La société civile comme répertoire d'action alternatif », *op. cit.*

que réadaptation à des conditions changeantes¹. Le réengagement ne s'opère pas directement de manière fixe dans une cause mais va davantage être une succession de réinvestissements dans le temps en fonction de l'offre d'engagement disponible, de l'attractivité des causes et de la disponibilité des militants. Le passage d'organisations politiques radicales au secteur associatif² implique le transfert de répertoires d'actions, d'expériences et de réseaux en parallèle de la recomposition des identités que le changement de contexte et de risques encourus implique. Cette transférabilité n'est pas toujours totale car le passage de dispositions (mentales et comportementales) d'un univers à l'autre ou de mise en tension de dispositions peut se révéler partiellement ou totalement incompatible³.

Au cours des années 1980, beaucoup de militants investissent les *hemşehri*. Elles fournissent un refuge à plusieurs niveaux. D'abord, elles permettent de maintenir ou de retrouver appui dans des réseaux sociaux locaux qui relient à la fois de lieu de vie (Istanbul et Ankara) et la région d'origine souvent rurale. Ces associations les reconnectent aux réseaux de leur ville face à la dispersion de leur réseau d'affinités et permettent de réinvestir un cercle de sociabilité. Elles fournissent un réseau d'entraide tout à fait central pour les militants en recherche d'emploi. Ensuite, l'engagement dans une de ces associations de pays est vécu comme une « fidélité à soi »⁴, à sa communauté d'appartenance locale et comme une continuité du travail d'« organisation » entamé dans les années 1970. Cet engagement est pourvoyeur de sens et de repères et permet aux militants de réinvestir le savoir faire obtenu par le passé, accroissant ainsi les ressources de l'association. De fait, les *hemşehri* deviennent le lieu de reconversion des compétences militantes préalablement acquises. Les activités menées par ces associations recourent en partie celles conduites par les militants des groupes révolutionnaires implantés dans les quartiers des grandes villes au cours des années 1970⁵. Leur militantisme passé leur donne des compétences d'organisation, de mise en place d'une structure de fonctionnement collective et de planification d'activités.

Les membres des *hemşehri* se révèlent accueillants face à l'arrivée de ces anciens militants révolutionnaires réprimés. Ils font partie des rares personnes issues de leur village à

¹ UYSAL A., « Comme des pépins de grenade dispersés. Répression et devenir des militants de *Devrimci-Yol* en Turquie », *art. cit.*

² Au sujet de la reconversion des ressources acquises dans la clandestinité puis dans des associations à la base de la formation d'un parti politique légal, COMBES H., « Des militants par intermittence ? Le Parti de la révolution démocratique au Mexique (1989-2000) », *Critique Internationale*, Vol. 30/1, 2006, p. 145-160.

³ DARMON M., *La socialisation*, *op. cit.*, p. 48.

⁴ CHEYNIS E., « Les reconversions dans l'associatif de militants politiques marocains. Ruptures, continuités et fidélité à soi », *Politix*, 2013/2, n°102, p. 147-173.

⁵ L'association dont est membre Kamber, originaire du département de Sivas, organise des activités théâtrales, des danses folkloriques, des repas en commun, entretien avec Kamber, Ankara, 08/11/2013.

avoir étudié. Ils sont même parfois le premier étudiant du village. Ils ont donc connu une ascension sociale importante et remarquable par rapport à leur milieu d'origine. Leur investissement dans les quartiers au sein desquels la population était, sinon active du moins bienveillante à l'égard des organisations révolutionnaires, leur vaut également un prestige non négligeable. Ce capital en fait des notables et des recours pour leurs co-villageois qui occupent des positions parfois marginales dans l'espace urbain. De ce fait, ils sont porteurs des caractéristiques sociales qui trouvent le mieux à s'exprimer dans les organisations de *hemşehri* qui constituent par ailleurs un environnement politique qui leur convient. Les anciens militants de gauche, au capital culturel et social important – relativement à la population locale – se retrouvent rapidement à des postes de direction, qu'ils sont parvenus à pérenniser depuis lors. Özer, engagé au sein de *Dev-Yol* dans la région de Şavşat au cours des années 1970, est, en 2014, président de l'*Artvin Kültür ve Yardımlaşma Derneği* [AKYD, Association culturelle et de solidarité d'Artvin]¹ à Ankara. De la même manière, Mustafa, originaire de Kars, est très investi dans les associations ankariotes (HE, associations de quartier). Il a été secrétaire général pendant plusieurs années d'une grande plateforme de *hemşehri* regroupant des habitants de Kars, d'Ardahan et d'Iğdır².

L'arrivée de militants issus d'organisations plus idéologisées a entraîné un processus de politisation de certaines des associations de *hemşehri*. En effet, j'ai pu constater une forte concurrence basée sur des critères politiques entre associations d'*hemşehrilik*³. Par exemple, à Ankara, l'AKYD, orientée à gauche, est en concurrence avec la *Yeşil Artvin Derneği* [YAD, Association d'Artvin la verte], réputée proche du MHP⁴. Pourtant, à long terme, le manque de possibilité d'ascension et de totale reconversion des compétences entraîne des sorties mais surtout l'intégration parallèle d'autres organisations. La réinsertion professionnelle des militants à l'intersection de la sphère militante (entrée dans les syndicats et chambres professionnelles) et la réouverture progressive d'un espace politique de gauche légal constituent autant de possibles latéraux pour continuer le militantisme. Il ne faut pas pour autant donner à l'engagement dans les *hemşehri* un caractère « transitoire »⁵. L'engagement dans les *hemşehri* se maintient dans le temps et constitue une sorte de « base arrière », d'appui dans ce processus de diversification des inscriptions militantes. Il se combine donc avec

¹ Entretien avec Özer, Ankara, 30/05/2014.

² Entretien avec Mustafa, Ankara, 17/11/2014. La forte représentation des militants issus de la région de la Mer noire illustre à la fois l'importance qu'a eue Ankara dans les trajectoires d'exode rural et en même temps la forte mobilisation de la gauche au sein de ces espaces au cours des années 1970.

³ Entretien avec Özer, Ankara, 30/05/2014.

⁴ Comme me l'a expliqué Yener, entretien avec Yener, Ankara, 24/05/2014.

⁵ MONCEAU N., *Généralisations démocrates. Les élites turques et le pouvoir*, op. cit., p. 250.

d'autres engagements et l'on observe des va et vient entre eux. Les milieux sociaux et les compositions de ces groupes se recoupent d'ailleurs largement¹.

2) Agir à l'échelle locale : investir l'espace associatif

La répression qui suit le coup d'Etat militaire parvient à briser l'agitation politique et décourage toute radicalisation de l'action militante. En effet, peu de mes enquêtés ont rejoint un engagement armé au cours des années 1980-1990. La pression sur les groupes révolutionnaires reste très forte au début des années 1990 comme Mustafa a pu en faire l'expérience. Né en 1966, il n'a que quatorze ans en 1980 mais se trouve arrêté quand même par les militaires. Après sa garde à vue, il s'investit dans les petits groupes qui tentent de faire vivre clandestinement la mémoire de *Dev-Yol* sur les campus universitaires. En 1991, après l'amnistie, il participe à la tentative de relancer *Dev-Yol* et d'en faire un mouvement aussi vaste qu'il l'était dans les années 1970. Il devient alors, selon ses propres termes, un militant « presque professionnel » et écrit dans la revue du groupe qui reparaît. Cette même année, son groupe, basé à Ankara, organise une manifestation à Kızılay pour commémorer les onze ans du coup d'Etat. Il n'ignore pas qu'une telle entreprise est « très risquée, très dangereuse ». La manifestation est rapidement dispersée et les protestataires arrêtés ; Mustafa est emprisonné pendant trois mois. A nouveau arrêté et emprisonné en 1993-94 pour ses activités politiques au sein de *Dev-Yol*, il s'éloigne alors de l'action radicale pour investir l'espace associatif, en l'occurrence les HE². Le cas de Mustafa illustre, en dépit, de l'ouverture politique du début des années 1990, le maintien de la criminalisation des mobilisations révolutionnaires. Cette attitude répressive des autorités décourage de nombreuses personnes de réinvestir ce type de militantisme.

A l'instar des *hemşehri* le secteur associatif va alors constituer un espace alternatif à l'engagement politique *stricto sensu*. D'un point de vue institutionnel, l'association (*dernek*) ou la fondation (*vakıf*) comme ensemble structuré de sections, sont les formes sociales qui s'imposent aux acteurs lorsqu'ils veulent s'organiser. Cette forme d'organisation collective se développe très largement en Turquie au cours des années 1980³. Le milieu associatif permet aux anciens militants révolutionnaires de convertir, de redéployer et d'enrichir leurs

¹ MASSICARD E., « Quand le militantisme s'adapte au terrain. Continuités et discontinuités dans les carrières militantes au sein du mouvement aléviste en Turquie et en Allemagne », *art. cit.*, p. 103.

² Entretien avec Mustafa, Ankara, 17/11/2014.

³ PEROUSE J-F., *La Turquie en marche. Les grandes mutations depuis 1980*, *op. cit.*, p. 230.

compétences organisationnelles, idéologiques, rhétoriques et leurs capitaux relationnels¹. Ces engagements post-régime militaire se déploient avant tout et comme au cours des années 1970 à l'échelle locale. Le quartier redevient l'espace prioritaire de réinscription sociale et militante. C'est par ce biais que se retissent des liens entre le militantisme des années 1970 et la situation qui prévaut au cours des années 1980. De plus, l'investissement de l'échelle locale vient rappeler l'importance de l'imbrication physique des sphères de vie. Les acteurs militent dans les espaces où ils habitent et, parfois, travaillent. Toutefois, reprendre une activité militante au cours des années 1980, même si elle ne prend pas une forme protestataire, doit faire face aux réticences des populations locales et des familles des militants, désormais terrorisées par les autorités². Dans le récit de la création de l'association du village de Kayalar à Ankara que fait Benoît Fliche, il repère clairement cette dimension :

« On décèle une certaine inquiétude dans le rapport à la bureaucratie. [...] On peut difficilement nier l'impact de la violence d'Etat : par la répression durant la période 1980-1983, celui-ci a pu imposer, dans les habitus, un certain rapport à l'autorité. [...] Chez les *Kayalarlı* [habitants ou originaires de Kayalar], l'après 12 septembre 1980 est marqué par l'affirmation accrue d'un loyalisme à l'Etat, ainsi que par la méfiance à l'égard de tout ce qui ressemble à une 'organisation' (*örgüt*) de gauche radicale [alors même que le quartier est marqué à gauche ou CHP dans sa majorité] »³.

Ainsi donc, à la différence de certains espaces, notamment à Istanbul, qui maintiennent et valorisent les postures radicales⁴, l'engagement politique est très largement stigmatisé y compris au sein de la population.

Pourquoi alors ces individus se sont-ils ensuite réengagés, alors qu'ils ont subi la répression et qu'ils perçoivent les risques de l'engagement dont les bénéfices sont peu clairs ? De plus, les effets conjugués du vieillissement social et des responsabilités familiales et professionnelles ne poussent-ils pas les acteurs à prendre leurs distances avec le militantisme ? Mes résultats, qui corroborent ceux d'Elise Massicard⁵ et d'Ayşen Uysal⁶,

¹ Il est important de ne pas considérer les capitaux et les compétences comme des éléments figés, acquis une fois pour toutes et simplement reproduits par la suite. Les réengagements successifs et les investissements dans d'autres espaces sociaux sont autant de moyens de les renforcer, de les renouveler ou d'en acquérir de nouveaux.

² Fecire confirme cette situation : « Ce n'était pas facile de faire de la politique après le 12 septembre. [...] Tout le monde avait peur, personne ne voulait faire d'action politique », entretien avec Fecire, Ankara, 20/06/2014.

³ FLICHE, B., *Odyssées turques. Les migrations d'un village anatolien*, op. cit., pp. 202-203.

⁴ YÜCEL H., « Les jeunes alévis du quartier de Gazi (Istanbul) et les associations de *hemşehri* : identifications croisées », *European Journal of Turkish Studies*, n°2, 2005.

⁵ MASSICARD E., « Quand le militantisme s'adapte au terrain. Continuités et discontinuités dans les carrières militantes au sein du mouvement aléviste en Turquie et en Allemagne », art. cit. Mon groupe d'enquêtés ne comporte pas de militants investis dans les associations alévistes. Leurs trajectoires comportent néanmoins de grandes similitudes. Pour une approche détaillée de la structuration du mouvement aléviste et une analyse des trajectoires des militants qui s'y investissent, voir MASSICARD E., *L'autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires*, op. cit.

⁶ UYSAL A., « Comme des pépins de grenade dispersés. Répression et devenir des militants de *Devrimci-Yol* en Turquie », art. cit.

montrent d'abord que ce ne sont pas seulement les anciens cadres des groupes révolutionnaires qui se réengagent. Ces derniers, emprisonnés ou exilés, se sont d'abord tenus à l'écart des engagements associatifs. Ils ne réapparaissent que lors de la reconstitution des partis de gauche (ÖDP, EMEP...) au milieu des années 1990. Au cours des années 1980, on observe plutôt la cohabitation de deux profils : d'abord les militants de la troisième cohorte. Ces derniers n'ont pas nécessairement vu leur carrière professionnelle brisée par la répression. Quand s'engager redevient possible vers la fin des années 1980, leur position sociale a évolué : ils ne sont plus lycéens ni étudiants, mais des actifs parfois chargés de famille. Ils ont parfois obtenu des positions professionnelles relativement élevées. Durant le régime militaire et les années qui suivent, ces acteurs ont enrichi leur capital scolaire en obtenant des diplômes du supérieur. En second lieu, ils ont acquis le capital social qui accompagne ces diplômes (associations de diplômés) et qui se renforce avec l'entrée dans la vie active. Enfin, ces individus ont acquis des compétences professionnelles qui, pour certaines, peuvent être réinvesties dans l'engagement (avocats, fonctionnaires...). Le second groupe qui se réengage est composé des militants de la seconde cohorte sortis de prison et fortement déclassés. Fecire revient ainsi dans les HE lors de leur renaissance en 1986-87. Son mari, tout juste sorti de prison est un des fondateurs de l'antenne de leur quartier à Batıkent¹. Peinant à retrouver un emploi conforme à leurs espérances scolaires, le réengagement devient alors le moyen de renouer avec des réseaux sociaux dont ils ont été coupés et de s'appuyer dessus dans la recherche d'un emploi. C'est ainsi que Samut, qui s'investit dans les HE en 1992 à la sortie de ses études, parvient à devenir salarié de l'association. Il mène alors des activités socioculturelles dans les *gecekondu* stambouliotes de Sarıyer avant d'être envoyé sur la Mer noire pour y structurer les antennes locales entre 2002 et 2006. Elu à la tête des HE en 2009, il vient alors s'installer à Ankara². C'est donc précisément le changement de registre d'engagement et des modalités de l'action qui permettent de résoudre le paradoxe apparent entre processus de reconversion et réengagement en situation de contrainte. Comme l'écrit Elise Massicard, « l'ouverture d'une offre alternative permet aux acteurs de réinvestir l'arène des activités sociales sous une bannière *a priori* peu politique, et donc moins risquée (ou perçue comme moins risquée). En outre, ce réengagement leur permet de valoriser leurs compétences et capitaux acquis, bref de concilier des aspirations sociales, politiques et professionnelles »³. S'engager est aussi un vecteur de réaffirmation d'une identité sociale

¹ Entretien avec Fecire, Ankara, 20/06/2014.

² Entretien avec Samut, Ankara, 07/11/2014.

³ MASSICARD E., « Quand le militantisme s'adapte au terrain. Continuités et discontinuités dans les carrières militantes au sein du mouvement aléviste en Turquie et en Allemagne », *art. cit.*, p. 99.

brisée par la répression. Ces engagements associatifs locaux peuvent se cumuler avec d'autres, notamment au sein des *hemşehri*. Au final, ces multipositionnements synchroniques et diachroniques participent de la construction d'un nouvel espace de gauche à partir de la fin des années 1980 décrit dans le chapitre 5.

B) Une reconversion dans les partis et groupes politiques : tenter une carrière politique légale ?

A partir de la fin des années 1980, le paysage politique international change radicalement. Le « référent de la guerre révolutionnaire »¹ disparaît chez les anciens militants qui se tournent alors vers les partis sociaux-démocrates autorisés à se reformer au milieu des années 1980. Le contexte politique et économique en Turquie a lui-même beaucoup changé. Les perspectives, au sens que donne Herbert Mead à ce terme², d'un avenir révolutionnaire sont alors bien minces. C'est pourtant à cette période que renaît un mouvement légal de gauche puis une mobilisation victimaire et mémorielle qui tentent de coaliser les forces militantes éparpillées, suscitant une vague de réengagements. Ces derniers restent toutefois à expliquer sur le long terme et en tenant compte des tensions qu'ils ne manquent pas de susciter avec les autres sphères de vie.

1) Vers la politique légitime : l'investissement dans les partis politiques légaux

Au-delà de la question de l'engagement militant en tant que tel, il semble que les militants aient conservé des positions politiques proches de celles qu'ils ont acquises au cours des années 1970, et ce, en dépit de la répression et du changement de contexte politique après le régime militaire³. Cela vient confirmer les recherches précédentes sur les effets politiques de l'engagement⁴ et infirmer celles qui postulent l'éloignement des positions critiques avec le

¹ SOMMIER I., « Une expérience incommunicable ? Les ex-militants d'extrême gauche français et italiens », *op. cit.*, p. 171.

² Les perspectives sont la « définition de la situation vécue, l'existence de buts et visées vers lesquelles tend l'action, l'ensemble d'idées quant aux pratiques qui seraient profitables et adéquates et un ensemble d'activités ou de pratiques congruentes avec ces représentations », DARMON M., *La socialisation, op. cit.*, p. 85.

³ FENDRICH J. M. & LOVOY K. L., "Back to the Future: Adult Political Behavior of Former Student Activists", *American Sociological Review*, Vol. 53, n°5, 1988, p. 783.

⁴ WHALEN J. & FLACKS R., *Beyond the Barricades. The Sixties Generation Grows Up, op. cit.*

temps et l'entrée dans la carrière professionnelle¹. McAdam montre dans son étude sur les militants de *Freedom Summer*² que lorsque l'on étudie les militants après leur phase d'engagement, ils montrent toujours des sympathies pour les idées de gauche et continuent de s'auto-définir comme « radicaux » ou révolutionnaires. De plus, l'absence ou la faible mobilisation au cours des années 1980 ne signifie pas que les militants ont renoncé aux valeurs qu'ils défendaient dans les années 1970. Leur investissement politique se manifeste aussi à travers leurs pratiques électorales. En dépit de leur trajectoire politique, aucun de mes enquêtés ne m'a confié s'abstenir lors des différents scrutins bien qu'il soit « difficile quand on est révolutionnaire de trouver des candidats aux élections aujourd'hui »³. Il est d'ailleurs intéressant de noter qu'en fonction des élections, ils adoptent des conduites différentes. İnönü vote pour le CHP aux élections municipales à Çankaya mais vote plutôt pour le HDP aux élections nationales. Leurs réengagements successifs au tournant des années 1990, qu'ils soient associatifs ou partisans, réformistes ou révolutionnaires, soulignent le maintien de l'idée d'engagement⁴. Le réinvestissement ou l'investissement de l'univers professionnel entraîne certains militants à y réemployer les ressources préalablement acquises qui vont fonctionner comme des « générateurs de pratiques et de représentations dans les univers non militants »⁵.

L'interdiction du retour de toute activité politique et syndicale socialiste légale au cours des années 1980 pousse certains militants à s'engager au sein des partis sociaux-démocrates autorisés à concourir politiquement à partir de 1984. La reconversion des compétences et des capitaux acquis à travers le militantisme radical – dont j'ai souligné les porosités avec le militantisme syndical et la politique légale au cours des années 1970 – conduit certains acteurs à entamer de véritables carrières politiques⁶. Pour Uraz Aydın, « l'adhésion d'un secteur considérable d'anciens militants révolutionnaires aux partis sociaux-démocrates comme SODEP et SHP dans les années quatre-vingt est un signe de cette déradicalisation vers le réformisme »⁷. Je suis plus prudent sur cette question dans la mesure où le qualificatif « considérable » me semble exagéré, surtout en ce qui concerne les années

¹ HOGE D. R. & ANKNEY T. L., "Occupations and Attitudes of Former Student Activists Ten Years Later", *Journal of Youth and Adolescence*, n°11, 1982, p. 355-371.

² McADAM D., *Freedom Summer. Lutttes pour les droits civiques Mississipi 1964*, *op. cit.*

³ Entretien avec İnönü, Ankara, 05/06/2014.

⁴ JENNINGS K. M., "Residues of a Movements: The Aging of the American Protest Generation", *American Political Science Review*, Vol. 81, n°2, 1987, p. 367-382.

⁵ LECLERCQ C. & PAGIS J., « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale », *art. cit.*, p. 7.

⁶ UYSAL A. & TOPAK O., *Particiler. Türkiye'de partiler ve sosyal ağların inşası*, *op. cit.*, p. 83.

⁷ AYDIN U., *Gauches, libéralisme et démocratie. Les mutations des intellectuels turcs (1980-2008)*, *op. cit.*, p. 165.

1980. Ce phénomène est malheureusement impossible à chiffrer. De plus, au cours de cette décennie les militants, comme je l'ai montré, ont d'autres préoccupations quand ils ne sont pas encore en détention. L'investissement partisan se fait davantage au cours des années 1990. S'ils se réengagent avant, ils privilégient alors le secteur associatif moins exposé. Enfin, l'entrée des militants révolutionnaires dans des partis réformistes ne signifie pas l'abandon de leurs positions antérieures. Leyla, militante au sein du CHP depuis le début des années 2000, m'a ainsi expliqué en entretien : « Si *Dev-Yol* renaissait aujourd'hui je les rejoindrai tout de suite ! »¹. Cela dit, il est clair que les partis sociaux-démocrates se sont appuyés sur les réseaux militants des années 1970 pour renforcer et élargir leur influence². A Adana, de nombreux cadres du CHP ont ainsi débuté leur carrière dans les organisations révolutionnaires³. Pour les militants, rejoindre le CHP c'est se rapprocher d'une formation qui dispose de nombreux réseaux qui peuvent faciliter la réussite professionnelle et politique. Leyla est aujourd'hui employée de la TMMOB *Inşaat Mühendisler Odası* à Ankara où travaillent plusieurs autres anciens militants de *Dev-Yol* et du CHP. Très investie dans son quartier depuis les années 1970, elle est élue en 2004 et 2009 au sein de l'opposition CHP au conseil municipal de la mairie de Mamak⁴ : « J'ai fini par faire de la politique légale ! [Elle rit] Je ne pensais jamais entrer dans un parti comme le CHP quand je défendais mes positions utopiques ». Elle justifie son adhésion au CHP, dont elle dit ne pas partager l'idéologie, par la présence d'anciens camarades au sein du parti (effet de réseau) et son scepticisme quant aux alternatives de gauche : « On ne pouvait rien faire d'autre. Même dans les petits partis de gauche on ne peut rien faire ! »⁵. Le cas de Leyla invite à ne pas rigidifier les oppositions idéologiques et à ne pas interpréter ces circulations militantes comme étant une forme d'incohérence ou de renoncement. Il suggère plutôt la nécessité d'être attentif à la pluralité des reconversions politiques qui se trouvent au confluent de réseaux personnels, professionnels et politiques. Elles permettent la reconversion de compétences et de capitaux préalablement acquis mais également renouvelés à travers les engagements successifs.

L'ouverture de l'espace politique après l'amnistie de 1991 constitue un appel d'air qui conduit à la réapparition des partis de gauche légaux. La création du *Birleşik Sosyalist Partisi* [BSP, Parti de l'union socialiste] en 1994 et surtout la tentative de réunion de l'ensemble de la

¹ Entretien avec Leyla, Ankara, 18/11/2014.

² MASSICARD E., « Modes de gestion des identités dans et par les partis politiques en Turquie », in DORRONSORO G. & GROJEAN O. (dirs.), *Identités et politique*, op. cit., p. 104.

³ UYSAL A. & TOPAK O., *Particiler. Türkiye'de partiler ve sosyal ağların inşası*, op. cit., pp. 77-78.

⁴ La mairie est tenue jusqu'en 1999 par le SHP. En 1999, le FP l'emporte puis l'AKP en 2004. Depuis 2009, le maire (AKP) est Mesut Akgül.

⁵ Entretien avec Leyla, Ankara, 18/11/2014.

gauche en 1996 à travers la création de l'ÖDP, signent le réengagement partisan de nombreux militants. Nicolas Monceau note qu'au sein de la Fondation d'Histoire (qui concentre nombre de militants de la première cohorte), 30,2% sont membres du CHP (alors HP) dans les années 1980 contre 39% dans les années 1990. Si près de 10% (9,3%) ont été membres du TKP dans les années 1970 très peu le sont resté (2% dans les années 1980 et 1990). Par contre, 23,8% sont entrés dans l'ÖDP lors de sa création en 1996¹. Ce phénomène est très large et touche même ceux qui s'étaient éloignés de toute activité politique, davantage préoccupés par leur reconversion professionnelle et le développement de la sphère familiale comme le souligne Nejat K. :

« N : Je ne suis pas retourné dans une organisation politique à cette période [les années 1980]. Cela dit, dans ma tête, la ligne [politique] n'avait pas changé mais les conditions de vie au jour le jour faisaient que c'était comme ça »².

Pourtant, au milieu des années 1990, ils se trouvent dans l'ensemble plus disponibles que par le passé pour un réengagement militant. L'ÖDP reconfigure l'espace de la gauche jusqu'ici fragmenté et joue à la fois comme un lieu de retrouvailles et d'entretien des sociabilités. Masis qui avait recréé une revue, *Yeni Yol* [Nouvelle voie], au début des années 1990, puis initié le BSP, participe à la création de l'ÖDP dont il est secrétaire général adjoint jusqu'en 2009³. Fecire, Asiye et Özgür s'impliquent dans le parti dès sa création. Malgré l'engouement que rencontre l'ÖDP certains groupes restent réticents à le rejoindre. Des scissions se font rapidement jour sous forme de partis politiques concurrents qui tendent à reproduire les anciennes oppositions idéologiques et personnelles. Şadi a ainsi constitué son propre parti :

« Ş : Et maintenant j'ai créé un... un parti, un parti ouvrier indépendant qui s'appelle le parti de la fraternité ouvrière [*İşçi Kardeşliği Partisi*, İKP]. C'est un tout petit parti qui se réclame de la classe ouvrière, de l'indépendance de la classe ouvrière »⁴.

Les anciens du TDKP (*Halkın Kurtuluşu*) créent l'EMEP en 1996. Son premier président, Abdullah Levent Tüzel, un avocat né en 1961, est un ancien membre d'IHD et président de l'antenne stambouliote de la *Çağdaş Hukukçular Derneği* [ÇHD, Association des juristes progressistes]⁵. Les anciens d'*Halkın Kurtuluşu* auprès de qui j'ai enquêté, Hüseyin E. et Kamber, sont tous deux entrés dans le parti à sa création. Hüseyin E. a été président de la section de l'EMEP à Mamak⁶. Il semble, à l'heure actuelle, qu'en dépit de la répression dont

¹ MONCEAU N., *Généralisations démocrates. Les élites turques et le pouvoir*, op. cit., p. 242.

² Entretien avec Nejat K., Ankara, 20/09/2013.

³ Entretien avec Masis, Istanbul, 14/06/2014.

⁴ Entretien avec Şadi, Istanbul, 25/10/2013.

⁵ Il a depuis été élu député indépendant en 2011 sous la bannière du « Bloc du travail, de la liberté et de la démocratie » qui est rallié au BDP,

https://www.tbmm.gov.tr/develop/owa/milletvekillerimiz_sd.bilgi?p_donem=24&p_sicil=6962, consulté le 28/08/2016.

⁶ Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 21/05/2014.

il fait l'objet, le HDP est parvenu à rassembler la gauche et le mouvement kurde¹. Metin, président de la TIHV est aujourd'hui membre du HDP².

A travers ces trajectoires de réengagement partisan, plusieurs éléments sont importants à considérer. On observe d'abord, un maintien des fidélités antérieures³. Les militants se sont tous orientés vers le parti qui revendiquait une continuité (incarnée dans ses fondateurs) avec les groupes et partis des années 1970. Ensuite, on constate la reproduction des hiérarchies militantes passées à travers les réengagements. Les partis créés au cours des années 1970 sont rapidement contrôlés par les anciens cadres des années 1970 qui laissent peu de place au renouvellement. Ces militants capitalisent les réseaux et le capital symbolique qui leur permettent de s'imposer comme des recours nécessaires. Bülent Uluer, cadre de Dev-Yol au cours des années 1970, est ainsi candidat aux législatives en 1995 à Istanbul dans l'alliance HADEP et BSP⁴. C'est cette reproduction des cadres qui pousse Yiğit à refuser d'entrer dans le comité central de l'ÖDP :

« Y : Quand l'ÖDP s'est fondé, entre temps j'étais devenu trotskyste [...]. J'étais avec Masis, je continuais à militer. [...] Et donc quand on est rentré dans l'ÖDP on avait droit à deux postes dans la direction. Masis m'a proposé d'y être. J'ai dit : « Non, je ne veux pas aller dans une direction avec les assassins des années 70 »⁵.

Enfin, on constate une forte mobilisation des acteurs multipositionnés qui investissent l'engagement partisan en parallèle de leurs engagements associatifs (HE, *hemşehri*, IHD, groupes mémoriels). Fecire, militante de l'ÖDP très impliquée dans les HE à l'échelle de son quartier depuis de nombreuses années, est élue *muhtar*⁶ de son arrondissement en 2014 en tant qu'indépendante (*bağımsız*), c'est-à-dire sans recourir à son identité partisane⁷. On observe ainsi à travers les trajectoires individuelles la structuration progressive d'un espace militant composé d'associations et de partis au sein desquels circulent les militants suivant les périodes et les lieux⁸. Par leurs insertions multiples, ils disposent d'un capital social élevé et

¹ L'alliance au sein du parti entre des figures du mouvement Kurde comme Selahattin Demirtaş et de la gauche révolutionnaire comme Ertuğrul Kürkçü, ancien proche de Mahir Çayan, le montre bien. Le rapprochement électoral a des conséquences de la faiblesse des partis de la gauche radicale turque qui ne parviennent que rarement, ou alors de manière très localisée, à présenter des candidats aux élections législatives

² Entretien avec Metin, Ankara, 13/06/2014.

³ Cet effet est en partie une conséquence de l'effet « boule de neige » utilisé pour rencontrer les enquêtés. On ne saurait donc en déduire que la totalité des militants de gauche des années 1970 s'inscrivent dans cette logique de fidélité.

⁴ ULUER B., « 64 arkadaşımın cenazesinde konuşum », *art. cit.*

⁵ Entretien avec Yiğit, Istanbul, 28/05/2015.

⁶ Le *muhtar* est une autorité élue à l'échelle du village ou du quartier. Dans les espaces urbains, il a principalement la charge de l'état civil. Les personnalités élues sont souvent des personnes connues dans leur quartier pour leur investissement dans la vie locale.

⁷ Entretien avec Fecire, Ankara, 20/06/2014.

⁸ Sur l'étude des militants multipositionnés comme révélateur d'un espace militant voir COMBES H., *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, *op. cit.*, p. 18.

peuvent faire jouer les compétences militantes et leurs capitaux scolaires précédemment acquis pour obtenir une position de notable qui s'incarne dans des postes de direction ou des investitures électorales.

2) Nouvelle phase de désengagement ou réorientation des engagements ?

Comme le laisse entrevoir les développements précédents, on ne saurait considérer les reconversions militantes après 1980 comme un phénomène homogène, bien que les enquêtés travaillent en entretien à construire des continuités dans leurs parcours. Très souvent, nous sommes devant une alternance d'engagements/désengagements successifs qui correspond aux trajectoires d'activisme communes à bon nombre d'individus tout en révélant les possibles militants suivant les périodes. Ces réengagements successifs s'articulent autour de sociabilités congruentes avec le militantisme. Le maintien ou le renouvellement de l'activisme se situe au carrefour des réseaux sociaux et politiques et de leur mise en cohérence dans l'identité des militants. Ce sont ces reconversions synchroniques ou diachroniques qui façonnent le champ multi-organisationnel de gauche recomposé à partir des années 1990. Elles permettent de « saisir les transhumances des acteurs à travers des lieux qui se transfigurent dans le temps [et la] circulation des répertoires d'action »¹.

La fin des années 1990 est marquée par une période de désenchantement vis-à-vis du retour à la politique légale. L'ÖDP, après être parvenu à rassembler de manière large la gauche révolutionnaire et légaliste, entre dans une crise profonde qui érode nettement sa force militante et politique. Face à la montée des tensions internes à la fois causes et conséquences du désastre électoral de 1999 (cf. chapitre 5), Özgür et İnönü quittent le parti au tournant des années 2000². Fecire et Yener y restent militants mais ne militent plus aussi activement et se tournent vers d'autres espaces (cf. infra). De la même manière, Hüseyin E., s'éloigne de l'engagement partisan au sein de l'EMEP quand il entre dans la *78'liler DF* au début des années 2000³. Ferhat, membre du DSIP, est attaché à l'indépendance de sa parole en tant qu'intellectuel qui dispose d'éditoriaux dans plusieurs publications. Il s'appuie sur ses capitaux culturel, scolaire et social pour garantir cette autonomie au sein du parti tout en

¹ BENNANI-CHRAÏBI M., « Parcours, cercles et médiations à Casablanca. Tous les chemins mènent à l'action associative de quartier », *op. cit.*, p. 346.

² Entretien avec Özgür, Ankara, 12/11/2014 et İnönü, Ankara, 05/06/2014.

³ Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 21/05/2014.

participant à des évènements organisés par ce dernier¹. De leur côté, les individus rentrés d'exil retrouvent un paysage politique très conflictuel et affaibli. Ils sont souvent déçus par la situation et surtout par le décalage avec leurs anciens camarades ou les militants du mouvement comme l'exprime Ergun : « A mon retour en 2001, je me suis inscrit à l'ÖDP. Mais quand j'ai fait mon inscription c'était la période de décomposition du parti politique [petit rire]. Donc je n'ai jamais été militant à l'ÖDP... »². Il tente alors d'initier d'autres pistes en se tournant vers ses anciens camarades, sans grand succès : « J'ai eu une expérience pendant un an avec Ertuğrul Kürkçü et son groupe avec ce journal, *Siyasi Gazete* [Journal de la politique]. Et après avec quelques intellectuels de la gauche turque, je leur ai proposé de faire un *think tank* pour les syndicats. Je leur ai dit : 'Ecoutez, il y a des *think tank* pour la bourgeoisie, faisons un *think tank*'. On a travaillé quelques mois mais ça n'a pas marché. Les intellectuels turcs, surtout de gauche, n'ont pas une tradition, disons, de travailler collectivement »³. Ces désengagements dans la fidélité⁴ laissent toutefois poindre une pointe de désespoir et d'amertume face à l'échec d'une recombinaison solide et durable d'un militantisme de gauche légal.

Ce sentiment d'amertume avait déjà été ressenti par de nombreuses femmes qui s'étaient senties marginalisées dans les groupes révolutionnaires des années 1970. Face à la dévalorisation du marxisme et du militantisme d'extrême gauche qui rend plus difficile pour les hommes le travail de mise en cohérence de leurs engagements, le mouvement féministe initié à Istanbul prend de l'ampleur au cours des années 1980 et se diffuse dans les grandes villes du pays, dont Ankara. Nicolas Monceau note dans son étude sur la Fondation d'Histoire que parmi les adhérents 20% ont participé à des organisations de femmes depuis 1980⁵. Fecire et Asiye s'y investissent. La première, qui avait connu les réunions de femmes révolutionnaires dans son quartier au cours des années 1970, est très sensible à cette question. Réinvestie dans les HE au sein de son quartier au milieu des années 1980, elle en fait un des axes d'intervention de l'association. Elle organise régulièrement des réunions de femmes et met en place un soutien aux personnes en difficulté. Directement engagée dans la mouvance féministe, Asiye crée, avec des amies à elle, un groupe de réflexion sur le modèle des cercles

¹ Comme, par exemple, les *Marksizm günleri* [Journées du marxisme], forum annuel organisé dans plusieurs grandes villes par le DSIP, entretien avec Ferhat, Istanbul, 30/04/2015.

² Entretien avec Ergun, Istanbul, 21/10/2013.

³ Entretien avec Ergun, Istanbul, 21/10/2013.

⁴ RAISON DU CLEUZIOU Y., « Des fidélités paradoxales. Recomposition des appartenances et militantisme institutionnel dans une institution en crise », in LAGROYE J. & OFFERLE M. (dirs.), *Sociologie de l'institution*, Paris, Belin, 2010, p. 267-290.

⁵ MONCEAU N., *Génération démocrates. Les élites turques et le pouvoir*, op. cit., p. 262. Aucun homme parmi mon groupe d'enquête ne semble s'être investi directement dans la cause des femmes.

stambouliotes. Elle transfère ensuite ce mode d'action et ses réflexions au sein de l'ÖDP au sein duquel elle milite depuis sa création. Elle s'insère de cette manière dans un des « angles morts du militantisme masculin »¹. Parallèlement, elle s'investit à l'échelle des quartiers dans lesquels elle réside successivement (100. Yıl et Çiğdem au sud-ouest d'Ankara) en organisant des forums de quartier qui mêlent groupes de parole pour les femmes et mobilisations sociales².

On ne peut dissocier l'essor du militantisme mémoriel en Turquie du désarroi partisan qui gagne un grand nombre de militants au début des années 2000. Comme le raconte Özer, qui compte parmi ses membres fondateurs, les premières discussions autour du projet de la 78'liler DF débutent en 2000 et se concrétisent avec la création de la fédération en 2004³. Le but de ce collectif est de transcender les clivages partisans qui avaient refait leur apparition à peine l'ÖDP créé pour entretenir la mémoire des luttes et de la répression tout en demandant la traduction en justice des tortionnaires et putschistes (cf. chapitre 5). Il constitue même un refuge hors des luttes politiques. C'est ce qu'exprime Hüseyin E. qui trouve dans la fédération un espace apaisé permettant de poursuivre la lutte de « tous les révolutionnaires » contre leurs adversaires militaires et de cesser les divisions internes⁴. L'associatif constitue donc un lieu de survivance et de perpétuation de l'histoire de la gauche et le militantisme victimaire s'inscrit pour eux dans le prolongement évident de leur militantisme passé⁵. La force des mobilisations autour des « années de plomb » du régime militaire s'explique par la conjonction de réseaux tissés par les anciennes victimes face à la répression et par le partage d'une condition commune. Ces réseaux se sont nourris dans la formulation d'un « nous » : les luttes politiques puis la détention ont chargé cette expérience commune de significations politiques que les tenants du régime ont tenté d'effacer en promouvant l'oubli des politiques coercitives. Les civils de retour au pouvoir ont profité de l'anathème général sur la gauche pour passer la répression sous silence avant d'en renvoyer la responsabilité sur les seuls militaires.

La 78'liler DF et sa concurrente, la 78'liler Derneği, sont composées d'anciens militants de différents groupes révolutionnaires (*Dev-Yol, Kurtuluş, Halkın Kurtuluşu,*

¹ DERMENJIAN G. & LOISEAU D., « Itinéraires de femmes communistes », in FILLIEULE O. & ROUX P. (dirs.), *Le sexe du militantisme*, op. cit., p. 105.

² Son collectif de quartier organise des manifestations suite à la mort de Berkin Elvan blessé par la police lors des manifestations du mouvement Gezi à Istanbul le 16/06/2013 (il décède le 11/03/2014) e à l'accident minier de Soma le 13/05/2014, entretien avec Asiye, Ankara, 21/06/2014.

³ Entretien avec Özer, Ankara, 30/05/2014.

⁴ Entretien avec Hüseyin E., Ankara, 21/05/2014.

⁵ Cela corrobore les observations d'Eric Cheynis à propos du cas marocain, CHEYNIS E., « Les reconversions dans l'associatif de militants politiques marocains. Ruptures, continuités et fidélité à soi », art. cit.

Partizan...) davantage que de militants issus des partis politiques légaux¹. Elles sont formées d'un noyau dur de militants retraités présents presque quotidiennement au siège de l'organisation. Les adhérents, plus ou moins actifs selon les périodes, sont informés par téléphone des diverses manifestations et des rassemblements organisés. La participation va d'un simple soutien financier (cotisation annuelle) à un investissement direct dans les diverses actions menées². Parmi l'hétérogénéité des trajectoires observables dans ces groupes, j'ai été frappé de constater qu'une bonne part des militants les plus régulièrement investis dans les mobilisations de ces deux structures étaient alors de jeunes lycéens qui avaient subi une répression moins intense que leurs aînés. Pour ces derniers la répression constitue une rupture biographique majeure. Mais pour les autres ? Au-delà de l'indéniable entretien de la sociabilité militante procuré par ce type d'engagement, d'ailleurs commun à tous les engagements précités, c'est justement la plus faible répression dont ils ont fait l'objet qui les rend aujourd'hui disponibles pour un engagement victimaire et mémoriel. La violence subie par leurs aînés a profondément touché les plus jeunes qui ont pu, plus tôt et plus sereinement, parvenir à mener à bout leurs études et à acquérir des situations sociales stables. Cette relative disponibilité, conjuguée au maintien de leurs positions politiques sur le long terme expliquent l'entrée de ces acteurs dans les associations victimaires. L'engagement dans ces collectifs doit donc être interprété comme une nouvelle dimension de l'implication militante plutôt que comme l'abandon d'un engagement politique partisan. De nombreux militants entretiennent des liens à la fois avec ces associations mémorielles et les partis de gauche. Les proximités observables sur le terrain entre l'ensemble de ces acteurs au cours d'évènements protestataires en attestent³ : Yener, membre de la *78'liler DF* depuis la fin des années 2000 est aussi militant de l'ÖDP⁴ et Hüseyin G., président de l'antenne ankariote de la *78'liler Derneği*, sans être membre d'un parti politique, entretient des liens étroits depuis longtemps avec les partis de la mouvance kurde⁵. L'engagement mémoriel constitue « une nouvelle séquence dans une carrière militante, fruit des nouvelles contraintes produites par la reconfiguration politique en Turquie et des capacités d'adaptation des acteurs »⁶.

¹ Vieille habitude révolutionnaire ou fluidité organisationnelle, il n'existe pas de liste ferme des membres – et encore moins des sympathisants – de ces deux organisations.

² Discussion informelle avec Nejat K. au siège de la *78'liler DF* à Ankara, journal de terrain, 08/11/2013.

³ Certains militants rencontrés au siège des HE portaient des chasubles IHD ou une casquette de la *78'liler DF* lors de l'audience du procès des généraux à laquelle j'ai assisté, journal de terrain, 21/05/2014.

⁴ Entretien avec Yener, Ankara, 24/05/2014.

⁵ Entretien avec Hüseyin G., Ankara, 16/06/2014.

⁶ MONCEAU N., *Généralisations démocrates. Les élites turques et le pouvoir*, op. cit., p. 270.

3) La permanence des tensions entre les sphères de vie

Comme l'écrit Fabienne Federini à propos des résistants à l'Occupation allemande pendant la Seconde Guerre mondiale :

« faire reposer exclusivement leur engagement [...] sur une expérience militante antérieure n'est guère satisfaisant. [...] c'est expliquer sur un mode tautologique l'action présente par l'action passée [...]. L'existence d'une expérience militante antérieure n'est donc à elle seule prédictive ni d'un engagement [...] ni des formes qu'il revêt »¹.

Je me suis attaché dans ce chapitre à décrire les logiques des réengagements et des désengagements afin de résoudre ce problème. Une dimension reste toutefois à explorer pour compléter l'analyse : l'économie des sphères de vie et les tensions potentielles entre elles. Comme je l'ai montré au chapitre 3, penser le militantisme des femmes et des hommes implique de ne pas dissocier les sphères de vie². Le degré d'autonomie des sphères de vie, dessine un univers de contraintes facilitant plus ou moins le réengagement. Les travaux de Miller McPherson et Pamela Popielarz ont produit des résultats intéressants sur le rôle des réseaux de sociabilité dans le maintien des engagements et la défection³. Ils montrent que les individus qui sont pris dans de multiples réseaux sont plus susceptibles de quitter les organisations, *a fortiori* si les injonctions multiples émises par ces sphères distinctes s'avèrent inconciliables.

Au cours des années 1980 et parfois 1990 la priorité est donnée aux carrières familiales et à la (re)constitution d'une sphère privée mise entre parenthèses ou décalée pendant les années de militantisme intensif. Chez les militants en exil, l'investissement dans la sphère professionnelle au sein du pays d'accueil scelle le retrait de la vie militante en raison de l'incompatibilité de deux investissements : « soit ils consacraient leur vie à la lutte soit ils y renonçaient en s'en éloignant »⁴. En Turquie, le choix d'investir davantage les sphères familiale et professionnelle est à la fois lié à un besoin de survivre, au vieillissement social (et aux injonctions sociales qui lui sont attachées) et à la forte contrainte qui pèse alors sur le militantisme. Les possibilités de réengagement font renaître la tension constitutive de l'engagement entre les différentes sphères de vie, notamment chez les femmes⁵. La

¹ FEDERINI F., *Ecrire ou combattre. Des intellectuels prennent les armes (1942-1944)*, op. cit., p. 14.

² LE QUENTREC Y., « Portraits de militants et d'hommes de militantes », in FILLIEULE O. & ROUX P. (dirs.), *Le sexe du militantisme*, op. cit., p. 138.

³ MCPHERSON J. M. & POPIELARZ P. A., "On the Edge or In Between: Niche Position, Niche Overlap, and the Duration of Voluntary Association Memberships", *American Journal of Sociology*, Vol. 101, n°3, 1995, p. 698-720.

⁴ CHEVALIER C., *Itinéraire d'une communauté en exil : les réfugiés politiques turcs de gauche en France après le coup d'Etat militaire de septembre 1980 en Turquie*, op. cit., p. 170.

⁵ KLATCH R. E., "The Contradictory Effects of Work and Family on Political Activism", *Qualitative Sociology*, Vol. 23/4, 2000, p. 505-519.

combinaison vie militante, professionnelle et familiale est parfois difficile à tenir, d'autant que l'engagement n'est pas sans danger. Tant que les acteurs restent impliqués dans des réseaux incitant au maintien de l'engagement et qu'ils maintiennent un « lien symbolique » entre leur militantisme et leur sphère professionnelle, le retour ou le maintien de l'engagement est plus aisé. Si une dissociation trop nette s'opère entre les sphères de vie alors le désengagement est davantage susceptible de se produire¹. Ce sont les hommes qui parviennent le plus facilement à concilier les trois sphères de vie. Ils ont souvent trouvé du travail dans des espaces au croisement de la sphère militante et professionnelle, restent impliqués dans des réseaux d'anciens militants et investissent moins la sphère familiale déléguée à leurs épouses. Il en va ainsi des individus impliqués dans les chambres professionnelles, les municipalités ou les syndicats. Nejat K. ne cherche pas à réinvestir le militantisme tant qu'il travaille dans l'imprimerie de son oncle. Ce n'est qu'une fois devenu avocat qu'il reprend place dans l'association professionnelle de gauche et retisse ainsi des liens militants qui s'étaient distendus².

A l'opposé, les femmes sont soumises à une forte pression qui les incite à surinvestir la sphère familiale (surtout si elles ont des enfants), quitte à délaisser les deux autres. Leyla cesse de travailler à la naissance de sa fille en 1989. Elle se tient alors à l'écart de la vie professionnelle et militante jusqu'en 1999, date à laquelle elle entre au CHP et devient conseillère municipale à Mamak³. Son réengagement est soumis à une tension plus faible dans la mesure où seule la sphère familiale est à prendre en compte. De plus, sa position d'élue est pourvoyeuse de ressources économiques, sociales et symboliques pour le foyer. Asiye, militante de l'ÖDP depuis sa création limite son investissement dans la sphère militante pour élever son fils et exercer son emploi d'enseignante dans le secondaire. Elle explique avoir fait ce « choix » pour aider son mari qui « travaille beaucoup ». Elle participe de loin aux manifestations et aux activités du parti et s'investit davantage dans l'action de quartier plus proche et moins chronophage⁴. La présence d'un conjoint militant peut faciliter le maintien ou le retour dans l'engagement. Fecire rencontre son mari au sein des HE. Ce dernier a reconstitué l'antenne de Batikent en 1986. Ils se marient en 1991 avant que ne naissent deux filles. Fecire continue à s'investir au sein des HE puis au sein de l'ÖDP en parallèle de son emploi à la chambre professionnelle des géologues. La congruence et la continuité vécue

¹ PASSY F. & GIUGNI M., "Life-Spheres, Networks, and Sustained Participation in Social Movements: A Phenomenological Approach to Political Commitment", *Sociological Forum*, Vol. 15, n°1, 2000, p. 117-144.

² Entretien avec Nejat K., Ankara, 20/09/2013.

³ Entretien avec Leyla, Ankara, 18/11/2014.

⁴ Entretien avec Asiye, Ankara, 21/06/2014.

entre les sphères de vie et l'engagement favorisent dans ce cas le maintien dans le militantisme¹.

L'articulation entre mobilisations et effets d'âge ne doit pas seulement être pensée à propos de la jeunesse sur laquelle porte la majorité des travaux. La sortie de la sphère professionnelle quand vient l'âge de la retraite constitue en quelque sorte une seconde disponibilité biographique mise à profit par les militants. Ils sont alors (enfin) libres de devenir révolutionnaires ou militants professionnels comme ils aspiraient à l'être dans les années 1970. La résorption de la tension entre sphères militante et professionnelle est vécue par certains comme une opportunité d'accroître l'investissement militant. De la même manière, la disparition des réseaux sociaux professionnels est alors compensée par le surinvestissement dans les réseaux militants. A partir des années 2000 qui plus est, la plupart des enfants des militants grandissent et nécessitent une attention moins soutenue. Entre 2013 et 2015, date à laquelle j'ai réalisé l'enquête de terrain, la grande majorité des enfants des militants, terminaient leurs études ou travaillaient déjà. La tension entre l'engagement et la sphère familiale se trouvait elle aussi réduite. Dans ce contexte, Hüseyin E. se consacre désormais pleinement à la *78'liler DF*. Il passe presque tous les jours dans les locaux de la fédération. Il y retrouve les autres militants aujourd'hui retraités : Kamber, Nejat K. C'est dans cet espace enfumé et convivial que ce sont déroulés, autour d'un thé, les entretiens menés dans le cadre de cette enquête. Hüseyin G. a, depuis sa retraite, pris la tête de l'antenne ankariote de la *78'liler Derneği* tout comme Nejat K. qui préside la *78'liler DF*. Asiye a pris des responsabilités au sein de l'ÖDP à partir du moment où sont fils a commencé ses études et qu'elle s'est trouvée être à la retraite : elle a été membre de la direction départementale du parti et responsable de sa section femmes. Ce n'est donc qu'en articulant les contextes et leur effets, les expériences passées, la structure individuelle des capitaux et l'économie des sphères de vie que l'on peut rendre justice des dynamiques successives d'engagement/désengagement/réengagement.

¹ Entretien avec Fecire, Ankara, 20/06/2014.

Ce dernier chapitre a cherché à articuler les temporalités plurielles des conséquences biographiques de l'engagement en les combinant aux effets diachroniques des inscriptions sociales des acteurs. J'ai dégagé les réactions au coup d'Etat (court terme) en les adossant aux capitaux dont disposent les individus ainsi que les conséquences de la répression sur les différentes sphères de vie à moyen et long terme. J'ai ensuite conduit une analyse des modalités des reconversions professionnelles et familiales en contexte autoritaire en les liant au passé militant, scolaire et familial des individus. On parvient ainsi à une analyse plus complexe qui laisse entrevoir les va-et-vient entre engagements, désengagements et reconversions. Ces phénomènes sont observables dans l'ensemble des sphères de vie en fonction des temporalités qui leur sont propres. Ces évolutions ne manquent d'ailleurs pas de générer des tensions entre les multiples inscriptions sociales des acteurs.

Dans un texte de synthèse, Doug McAdam a résumé les travaux anglophones sur les conséquences biographiques de l'engagement. Il me semble que les résultats de ma recherche corroborent les résultats avancés à l'aune de ces enquêtes¹. D'abord, les militants ont maintenu des positions politiques proches de celles qu'ils défendaient au cours des années 1970, montrant par là l'effet durable de l'engagement révolutionnaire. Ensuite, ils restent actifs dans des mouvements sociaux contemporains bien que leur engagement ait connu, suivant les contextes ou leurs conditions biographiques, plusieurs transformations successives. En matière d'orientation professionnelle, ils ont tenté, dans la mesure du possible, de limiter les dissonances entre leur carrière et leurs positions politiques. Ils se sont investis dans des espaces déjà imprégnés par la gauche ou dans des professions à vocation sociale ou intellectuelle. Enfin, leur trajectoire familiale est plus heurtée que celle de leurs pairs (divorces, mariage et parentalité tardifs). L'ensemble de ces éléments sous-tendent un profond et permanent travail de maintien de l'identité.

Enfin, ce chapitre visait à articuler les trajectoires individuelles prises dans leur complexité avec les deux autres échelles d'analyse distinguées. J'ai ainsi montré comment les compétences et les capitaux trouvent à se reconvertir dans des collectifs à la fois renouvelés mais en même temps profondément ancrés dans l'héritage de la gauche turque. Ils imposent aux acteurs une reformulation de leur engagement tout en se trouvant modifié par l'action des individus en leur sein. Mais ces groupes (associations et partis) sont eux-mêmes tributaires du contexte répressif que constitue le régime sécuritaire mis en place dans la foulée du régime

¹ McADAM D., "The Biographical Impact of Activism", in GIUGNI M., McADAM D. & TILLY C. (dirs.), *How Social Movements Matter*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999, pp. 121-122.

militaire. Il contraint la marge de manœuvre des acteurs protestataires en maintenant une pression sur les mobilisations collectives. Ces dernières parviennent cependant à se maintenir en jouant sur les interstices politiques.

REFLEXIONS A PARTIR DU CAS TURC :
CONCLUSION GENERALE

« On était des gamins, on avait 22 ans, 20 ans, 19 ans... Bon ben voilà. Et toute ma vie a changé à cause de ça. C'est un truc très bête »¹.

Ce travail de recherche qui partait de quelques lacunes de la sociologie des mobilisations, a permis de décrire et d'analyser les conséquences biographiques d'un engagement radical en contexte autoritaire à court et plus long terme. Il amène, d'un point de vue historiographique, à réinscrire les mouvements révolutionnaires turcs dans l'histoire mondiale de la gauche. Il n'est pourtant pas qu'une étude sur la Turquie et vise à proposer une approche théorique et méthodologique transposable à d'autres cas et dans d'autres temporalités puisqu'il répond à des questionnements largement partagés dans les disciplines ici convoquées. En même temps qu'un bref résumé des conclusions de l'enquête, ce propos conclusif s'attache à généraliser les résultats dégagés avant de développer des pistes pour des travaux ultérieurs.

Centrée sur l'analyse des trajectoires individuelles, cette recherche montre l'intérêt d'une approche attentive aux apports conjoints de la sociologie interactionniste et de la sociologie dispositionnaliste mais en même temps attachée à combler certains de leurs angles morts. Elle vise à tenir ensemble et au plus près des acteurs les différentes étapes et temporalités qui travaillent les parcours individuels, replacés dans les contextes au sein desquels ils évoluent et qui produisent des effets variables. J'ai été conduit, au fil de mes réflexions, à réévaluer le concept de « carrière » aujourd'hui largement routinisé en sociologie politique. S'il rend habilement compte des temporalités qui travaillent les trajectoires individuelles, il tend, notamment dans son opérationnalisation méthodologique, à se focaliser sur la trajectoire politique des agents, implicitement pensée comme variable à expliquer, minorant les autres sphères de vie et les tensions que ces inscriptions multiples suscitent chez les individus, réduites au rang de variable explicatives. En effet, les acteurs ne mènent pas une mais plusieurs carrières en même temps, carrières qui correspondent à leurs différentes inscriptions sociales. Ces dernières produisent simultanément leurs propres effets et font peser leurs propres contraintes. Dès lors, partant de l'idée que les inscriptions sociales des individus

¹ Entretien avec Yiğit, Istanbul, 28/05/2015.

sont à la fois plurielles et concomitantes, j'ai travaillé à les observer ensemble sur le long terme. Pour mieux caractériser cette situation, j'ai proposé la notion d'économie des sphères de vie qui permet de prendre en compte des inscriptions multiples (familiales, professionnelles, politiques ou encore locales) et de penser dans le même temps leurs tensions potentielles au cours d'une biographie.

Le choix d'une perspective interactionniste dispositionnaliste m'a amené à envisager ensemble les carrières multiples qui constituent une biographie ; j'ai ainsi pu montrer que le militantisme, et en particulier le militantisme radical, ne tient sur le long terme qu'à condition d'être articulé de manière congruente aux autres sphères de vie. La prise en compte conjointe de la situation contextuelle (répression, valorisation de tel ou tel type d'engagement, conflictualité sociale...) et de l'économie des sphères de vie permet ainsi d'appréhender de manière plus complexe, et sans doute plus fine, les comportements des acteurs pris dans une pluralité de contraintes et d'opportunités. C'est en s'appuyant sur ce cadre de réflexion théorique que l'on peut mieux restituer les dynamiques de socialisation, d'engagement, de désengagement et de radicalisation individuelle à travers le militantisme.

Partant de cette conception plurielle de l'acteur social, j'ai analysé les conséquences biographiques de l'engagement *et* de la répression sur les biographies individuelles. J'ai dégagé leurs effets selon des temporalités variables (court, moyen, long terme) et en tenant conjointement l'ensemble des sphères de vie dans lesquelles les acteurs étaient impliqués. L'engagement radical reconfigure profondément l'économie générale des sphères de vie tout en étant pourvoyeur de capitaux et de compétences particuliers. De la même manière, j'ai pu mettre au jour des tensions, temporaires ou durables, provoquées par l'engagement entre ces sphères et leur gestion différenciée par les acteurs. Ensuite, l'analyse de la répression mise en œuvre par les autorités à l'encontre des groupes révolutionnaires m'a amenée à décrire les réactions individuelles à son encontre et la manière dont les acteurs ont traversé la période du régime militaire et ses suites (exil, détention, clandestinité). La description des processus de reconversion doit s'opérer en veillant à les adosser à la fois aux expériences antérieures et à la structure des capitaux individuels mobilisables. Ces reconversions prennent place, simultanément ou successivement, dans les sphères professionnelle, familiale et politique. Rendre compte de ces trajectoires n'est possible qu'à condition de les tenir ensemble avec les transformations de l'offre de reconversion et des contraintes imposées par les différents contextes (économique, social, politique) dans lesquelles elles se déploient. Une dernière dimension clé à prendre en compte est le caractère genré des effets de l'engagement et des

reconversions sur les trajectoires individuelles. Au final, rendre raison des conséquences biographiques de l'engagement nécessite un va-et-vient constant dans l'analyse entre échelles (micro, meso, macro), temporalités (court, moyen, long terme) et inscriptions sociales des acteurs.

Un des principaux projets de ce travail était d'associer les dimensions temporelle et spatiale des mobilisations. L'étude spatialisée et comparée du militantisme révolutionnaire à Istanbul et Ankara permet de souligner la centralité de l'espace dans la construction des mobilisations. Celui-ci, loin d'être une simple toile de fond sans effet, est tout à la fois une ressource et une contrainte dans l'action. Mais il fait également l'objet d'usages pluriels et évolutifs dans le temps suivant qu'il est considéré comme symbolique ou non, comme lieu d'implantation ou de passage, une frontière ou un espace disputé en groupes concurrents. L'analyse du processus de fragmentation de l'espace urbain dans les deux grandes villes au cœur de cette enquête m'a permis de mettre en lumière les différentes stratégies mises en œuvre par les acteurs selon les espaces : incursions, occupations, homogénéisations, démonstrations de force... L'intégration dans l'analyse des forces de sécurité et de la lutte pour le contrôle de l'espace urbain permet de rendre compte des stratégies d'implantation des groupes contestataires et de leurs interactions avec les autorités dans et autour de ces mêmes espaces. L'étude de la dimension spatiale des mobilisations n'est pas dissociable de l'étude des trajectoires individuelles. L'espace et l'implantation locale des acteurs jouent un rôle dans leurs parcours sociaux. Loin d'être des aspects purement contextuels de la vie sociale, ils en constituent des données fondamentales. J'ai ainsi proposé de les réintroduire dans l'étude des biographies en soulignant la dimension spatiale et située des capitaux individuels. Sans doute cette orientation de recherche qui articule l'étude des groupes protestataires et les trajectoires des individus qui les composent mériterait d'être approfondie.

J'ai porté la focale sur la mise en œuvre à la fois locale et spatiale de la contestation révolutionnaire. Une telle approche des mobilisations, plus empirique, favorise la comparaison entre espaces et offre trois apports principaux. D'abord, elle permet de contourner le phénomène de la « porte d'entrée ». En obligeant le chercheur à diversifier les espaces observés, elle permet de limiter le biais lié au lieu d'entrée sur le terrain, en l'occurrence la principale ville du pays en ce qui concerne les pays du Sud, qui concentre souvent les acteurs les plus dotés en ressources. Loin d'être sans intérêt, ces derniers tendraient cependant à être considérés comme représentatifs de l'ensemble de la population enquêtée à l'échelle nationale. Le corollaire de ce choix comparatif dans l'enquête vise

également à se prémunir contre toute généralisation hâtive des résultats obtenus sur l'ensemble du territoire. L'approche comparative invite donc à la prudence et à un retour à l'analyse des situations localisées. Le résultat empirique de ce choix d'enquête que j'ai initié en comparant Istanbul et Ankara est productif en ce qu'il révèle à la fois les dynamiques locales similaires et différenciées de structuration de la contestation. La comparaison permet donc d'observer l'évolution d'une mobilisation politique en soulignant ses recompositions locales. L'analyse comparée trouve également toute sa valeur dans l'analyse des trajectoires individuelles. Elle permet de montrer ce que l'implantation locale fait aux trajectoires tout en rendant le chercheur attentif aux effets des circulations et des déplacements d'un espace à l'autre.

L'étude des régimes autoritaires ne saurait donc s'opérer « hors-sol » c'est-à-dire en dehors des contextes (diplomatique, économique, social, politique) avec lesquels les autorités elles-mêmes – et *a fortiori* les protestataires – doivent compter et composer. Elle gagne ainsi à analyser de pair les agents au pouvoir avec les mouvements, réformistes ou révolutionnaires, qui les contestent. On saisit alors les effets réciproques entre ces deux espaces. Il faut toutefois veiller, ainsi que je l'ai montré, à ne pas homogénéiser tant le régime que ses opposants. Une sociologie dense et précise des rapports de force internes à ces deux espaces est la condition de l'intelligibilité de leurs évolutions. De la même manière, l'analyse de la répression en contexte autoritaire doit articuler les perspectives synchronique et diachronique. Une sociologie historique des forces de l'ordre et des répertoires d'action protestataires est tout aussi nécessaire qu'une analyse du déploiement de la répression en contexte (et des réactions de ceux qui la subissent). Cette dialectique constamment maintenue entre les régimes autoritaires et leurs adversaires permet, enfin, d'observer sur le temps long les accommodements, les crises, les recompositions et les effets réciproques des coups joués par les acteurs. C'est ainsi que j'ai pu expliquer les raisons de l'effondrement de la gauche et montrer, en creux, les conditions du maintien de l'engagement d'extrême droite, kurde et islamiste en dépit de la répression qui a suivi le coup d'Etat de 1980.

Les éléments précédemment développés dessinent des pistes de recherche fertiles pour de futurs travaux autour de trois axes principaux : l'approfondissement de l'analyse des conséquences biographiques de l'engagement, de l'historicité des modalités pratiques d'exercice de la répression en contexte autoritaire et de la spatialisation de la vie sociale et de l'activité politique en particulier.

D'abord, en ce qui concerne le cas turc lui-même, il serait intéressant de mener une analyse comparée des trajectoires des militants issus des différentes mouvances politiques radicales sur la même période (militantisme d'extrême droite, d'extrême gauche, islamiste et indépendantisme kurde). On saisirait ainsi les modalités et les effets différenciés de l'engagement sur les parcours biographiques au sein de plusieurs mouvements politiques dans un même espace-temps. Plus généralement, l'étude des conséquences biographiques de l'engagement gagnerait à diversifier ses terrains historiques, géographiques et politiques pour s'ouvrir davantage à la comparaison. Une approche attentive à l'imbrication des échelles d'analyse et à la pluralité des inscriptions sociales des acteurs permettrait sans doute de renouveler l'approche d'objets comme la Commune de Paris par exemple¹.

Ensuite, le développement des recherches sur l'exercice concret de la répression en contexte autoritaire gagnerait à se développer davantage. Approfondir le transfert des travaux initiés par Alain Dewerpe attentif à la fois à l'historicisation et à la mise en œuvre pratique de la répression dans d'autres contextes politiques constitue également une piste de recherche intéressante². Cette perspective est d'autant plus riche lorsqu'elle est couplée avec une sociologie de l'Etat et des institutions sécuritaires. Elle permet de saisir comment s'articulent concrètement les transformations des structures étatiques et sécuritaires et la mise en œuvre de la répression politique en lien avec le contexte politique.

Enfin, l'approche localisée et spatialisée de la vie sociale et de la politique, protestataire, constitue un troisième chantier à poursuivre, notamment dans une approche comparative. Cette dernière pourrait être menée à la fois dans le temps et dans l'espace, c'est-à-dire dans diverses situations historiques et dans divers contextes politiques. Un tel projet approfondirait certaines pistes déjà dessinées par les travaux précédents et permettrait d'appliquer à d'autres situations les propositions théoriques et méthodologiques présentées dans cette recherche. L'espace a d'ailleurs constitué une dimension centrale des mobilisations protestataires de ces dernières années, du Caire à New York en passant par Istanbul.

¹ GOULD R. V., *Insurgent Identities. Class, Community, and Protest in Paris from 1848 to the Commune*, op. cit.

² DEWERPE A., *Charonne 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'Etat*, op. cit.

*Unutulmuş birer birer
Eski dostlar, eski dostlar
Ne bir selâm, ne bir haber
Eski dostlar, eski dostlar*

*Hayâl meyâl düşler gibi
Uçup giden kuşlar gibi
Yosun tutan taşlar gibi
Eski dostlar, eski dostlar*

*Unutulmuş isimlerde
Bilinmez ki nasıl, nerde
Şimdi yalnız resimlerde
Eski dostlar, eski dostlar¹*

¹ *Eski Dostlar* [Les vieux amis] est une chanson populaire des années 1970 chantée par Adnan Şenses [1935-2013].

Annexes :

Annexe 1 : Liste des entretiens biographiques menés dans le cadre de l'enquête

Annexe 2 : Arbre généalogique et structuration idéologique des organisations de la gauche turque

Annexe 3 : Liste des périodiques consultés et des articles cités dans le corps du texte

Annexe 4 : Carte de la Turquie

Annexe 5 : Carte d'Ankara en 1980 et carte des occupations dans les années 1970

Annexe 6 : Carte d'Istanbul en 1980 et carte des occupations dans les années 1970

Annexe 7 : Photos d'Ulucanlar Cezaevi [Prison d'Ulucanlar] à Ankara

Annexe 8 : Liste des sigles et acronymes rencontrés

Annexe 9 : Table des cartes, tableaux et encadrés

Annexe 1 : Liste des entretiens biographiques menés dans le cadre de l'enquête

NOM	SEXE	ANNEE DE NAISSANCE	Emploi actuel ou passé	LIEU	DATE	DUREE
Ahmet	M	1955	Universitaire	Paris	12/03/2015	1h10min
Asiye	F	1960	Enseignante	Ankara	21/06/2014	1h
Celalettin	H	1956	Retraité - Président de la <i>78'liler Derneği</i>	Istanbul	19/03/2009	45min
					02/04/2009	1h15min
Cumhur	M	1956	Employé municipal	Ankara	20/09/2013	1h45
Ercan	H	1943	Universitaire	Istanbul	25/02/2009	1h
Ergun	H	1948	Universitaire	Istanbul	21/10/2013	3h
					14/05/2014	1h
Fecire	F	1961	Retraîtée - Employée d'une chambre professionnelle	Ankara	20/06/2014	1h
Ferhat	H	1965	Universitaire	Istanbul	30/04/2015	1h
Haluk	M	1961	Fonctionnaire d'Etat	Istanbul	29/04/2015	1h10min
Hilmi	H	-	Universitaire	Ankara	23/09/2013	45min
Hüseyin E.	M	1955	Retraité - Ouvrier	Ankara	13/09/2013	1h20min
					21/05/2014	1h
					20/11/2014	50min
Hüseyin G.	M	1964	Retraité - Employé municipal	Ankara	16/06/2014	1h
Hüsniye	F	1959	Employée municipale	Ankara	16/06/2014	1h25min
Inönü	H	1962	Employé d'une chambre professionnelle	Ankara	05/06/2014	1h30
Irfan T.	H	1956	Employé d'une chambre professionnelle	Ankara	09/06/2014	1h20min
Irfan Ü.	H	1950	Commerçant	Gölbaşı	06/06/2014	2h15
Kamber	H	1959	Retraité - Permanent syndical	Ankara	08/11/2013	1h25min
Leyla	F	1962	Employée d'une chambre professionnelle	Ankara	18/11/2014	1h45min
Masis	H	1947	Retraité - Journaliste et secrétaire général de l'ÖDP	Istanbul	24/06/2014	45min
Metin	H	1957	Président de la TIHV	Ankara	13/06/2014	45min
Mustafa	H	1966	Fonctionnaire municipal	Ankara	17/11/2014	1h10min
Nedim	H	1951	Ecrivain	Paris	16/01/2015	1h30
Nejat F.	H	1951	Retraité - Permanent syndical	Bobigny	27/02/2015	2h35min
Nejat K.	H	1960	Avocat	Ankara	20/09/2013	1h15min
Özer	H	1961	Avocat	Ankara	30/05/2014	1h10min
Özgür	H	1960	Fonctionnaire municipal	Ankara	12/11/2014	45min
Ragıp	H	1954	Journaliste	Istanbul	25/10/2013	1h45min
Sabettay	H	-	Journaliste	Paris (par téléphone)	10/02/2015	45min
Şadi	H	1952	Universitaire	Istanbul	25/10/2013	1h
Saime	F	1953	Retraîtée - Journaliste	Istanbul	30/04/2015	1h
Samut	H	1964	Secrétaire générale des <i>Halk Evleri</i>	Ankara	07/11/2014	1h
Serge	H	1951	Guide touristique	Paris	03/10/2014	2h45

Şükrü	H	-	Universitaire	Istanbul	27/04/2015	1h
Tanıl	H	1963	Editeur	Ankara	11/11/2013	1h
Uraz	H	-	Universitaire	Istanbul	14/05/2014	1h15min
Yalçın	H	1957	Editeur	Ankara	11/06/2014	2h25min
Yavuz	H	1938	Retraité - Architecte	Ankara	01/11/2013	1h
Yener	H	1962	Retraité - Employé	Ankara	24/05/2014	1h
Yiğit	H	1958	Traducteur/écrivain	Istanbul	28/04/2015	1h

Annexe 2 : Liste des articles cités dans le corps du texte

Articles cités dans le corps du texte :

Milliyet :

« A.B.D elçisinin arabası yakıldı » [La voiture de l'ambassadeur des Etats-Unis incendiée], *Milliyet*, 07/01/1969, pp. 1&7.

« Öğrenciler dün de çatıştı 25 genç yaralandı » [Des étudiants se sont encore battus hier, 25 jeunes blessés], *Milliyet*, 10/05/1974.

« Ankara'da 143 öğrenci gözaltına alındı » [143 étudiants interpellés à Ankara], *Milliyet*, 05/12/1974.

« Sınavı engellemek isteyenler polisle çatıştı, 300 kişi gözaltında » [Ceux qui voulaient bloquer les examens se sont battus avec la police : 300 personnes en garde à vue] *Milliyet*, 25/06/1975, p. 1.

« Ankara valliliği ODTÜ-DER'i kapattı » [La préfecture d'Ankara ferme ODTÜ-DER], *Milliyet*, 02/02/1976, p. 1.

« Bir öğrenci öldürüldü... Sokak savaşı oldu » [« Un étudiant a été tué... Une situation de guerre de rue »], *Milliyet*, 17/01/1977, pp. 1&7.

« İstanbul Üniversitesi süresiz olarak kapatıldı. Üniversiteden çıkan öğrencilere bomba atıldı: 5 ölü, 5'i ağır 44 yaralı var » [L'Université d'Istanbul est fermée jusqu'à nouvel ordre. Une bombe a explosé sur des étudiants sortant de l'université : 5 morts, et 44 blessés dont 5 graves], *Milliyet*, 17/03/1978, pp. 1 & 9.

« Ankara'da 3 kahve, Kilis'te öğretmenler lokali tarandı : 5 ölü » [3 cafés à Ankara et le local des enseignants de Kilis mitraillés : 5 morts], *Milliyet*, 11/08/1978.

« Ankara'da otomatik silahlarla taranan belediye otobüsünde 2 kişi öldü, 15 kişi yaralandı [A Ankara 2 morts et 15 blessés dans un autobus municipal mitraillé avec des armes automatiques] », *Milliyet*, 09/08/1978, pp. 1 & 9.

« Eylemcilerin sınıfsal kökeni » [L'origine sociale des activistes], *Milliyet*, 18-21/04/1979.

« İstanbul'da dün 987 kişi gözaltına alındı » [987 personnes placées en garde hier à vue à Istanbul », *Milliyet*, 02/05/1979, p. 1.

« Ankara, Uşak ve Kırıkhan'da 3 kişi tabancıyla öldürüldü » [3 personnes tuées par arme à feu à Ankara, Uşak et Kırıkhan], *Milliyet*, 11/07/1979, p. 9.

« Beşiktaş'ta bir kahvede bomba patladı, 5 kişi öldü » [Un bombe explose dans un café de Beşiktaş, 5 morts], *Milliyet*, 16/12/1979, p. 1.

« İzmir'de bombalar patladı, çatışmalar sürdü » [A Izmir, des bombes ont explosé, les affrontements continuent], *Milliyet*, 12/02/1980, p. 1.

« Ankara'da hunharca cinayet. TIP'li 6 genç öldürüldü » [Assassinat brutal à Ankara. 6 jeunes du TIP ont été tués], *Milliyet*, 10/10/1980.

« PROVOSKAYON : Gaziosmanpaşa Gazi Mahallesi'nde dört kahveane ile bir pastane otomatik silahlarla tarandı : iki ölü, 16 yaralı » [PROVOCATION : quatre cafés et une pâtisserie mitraillés à l'arme automatique dans le quartier de Gazi à Gaziosmanpasa : 2 morts et 16 blessés], *Milliyet*, 13/03/1995, p. 1.

« 12 Eylül Sonu » [La fin du 12 septembre], *Milliyet*, 19/06/2014, p. 1.

« 'Gezi Parkı Ana Davası'nda karar açıklandı » [Verdict annoncé dans le principal procès du parc Gezi], *Milliyet*, en ligne, consulté le 01/07/2016, URL : <http://www.milliyet.com.tr/-gezi-parki-ana-davasi-nda-karar-gundem-2136781/>

Cumhuriyet :

ULUDAG A., « 12'e müebbet » [Perpétuité pour le 12 septembre], *Cumhuriyet*, 19/06/2014, p. 6.

« Oğluna 31 yıl sonra sarılmış gibi. 12 Eylül'ün mahkûm edildiği gün o mektup aileye teslim edildi » [Comme étreinte par son fils 31 ans après. Condamné le 12 septembre, sa lettre a été remise à sa famille], *Cumhuriyet*, 19/06/2014, p. 1.

Hürriyet :

« TAYAD kapatıldı » [La TAYAD a été fermée], *Hürriyet*, 05/01/2001, en ligne, consulté le 1^{er} juillet 2016, URL : <http://www.hurriyet.com.tr/tayad-kapatildi-39213164>

Le Monde :

UNSAL A., « La recrudescence de la violence politique crée un climat de guerre civile larvée », *Le Monde*, 23/03/1978.

UNSAL A., « 'L'armée ne se laissera pas entraîner par les provocations des terroristes' déclare le chef d'état-major », *Le Monde*, 04/09/1978.

NOBÉCOURT J., « Un pays menacé. L'anarchie et la démocratie », *Le Monde*, 25/07/1980.

UNSAL A., « Le général Kenan Evren promet de rétablir la démocratie dès que possible... », *Le Monde*, 15/09/1980.

UNSAL A., « Le premier ministre souligne la diminution du nombre des attentats », *Le Monde*, 09/12/1980.

UNSAL A., « Le chef du gouvernement a dressé un bilan positif de la lutte contre le terrorisme », *Le Monde*, 17/03/1981.

COMTE G., « Turquie-II. L'âge de la liberté », *Le Monde*, 19/08/1981.

« Le gouvernement turc admet que quinze prisonniers sont morts sous la torture », *Le Monde*, 18/03/1982.

« Cinq cent soixante-quatorze militants d'extrême gauche sont traduits en justice », *Le Monde*, 20/10/1982.

« Nouvelles purges dans les universités », *Le Monde*, 16/03/1983.

« De lourdes peines ont été prononcées contre les anciens dirigeants du comité pour la paix », *Le Monde*, 16/11/1983.

UNSAL A., « Dans un manifeste remis au chef de l'Etat, 1 256 intellectuels et artistes demandent 'le plein fonctionnement de la démocratie' », *Le Monde*, 19/05/1984.

TREAN C., « Un procès-test pour les partisans d'un retour à la démocratie », *Le Monde*, 17/08/1984.

« Deux Turcs à la porte », *Le Monde*, 22/09/1984.

« Le militant d'extrême gauche Aslan a été pendu », *Le Monde*, 26/10/1984.

« Turquie. Les prisons restent pleines », *Le Monde*, 20/07/1985.

« TURQUIE. 5 230 détenus ont déjà été libérés », *Le Monde*, 16/04/1991.

« Un opposant turc assassiné à Paris », *Le Monde*, 14/07/1991.

« TURQUIE : la lutte contre le terrorisme L'armée a intensifié son offensive contre les extrémistes Kurdes et d'extrême gauche », *Le Monde*, 19/04/1992.

« TURQUIE : quatre policiers tués à Istanbul », *Le Monde*, 19/11/1992.

JEGO M. « Une 'petite Turquie' au cœur de Paris », *Le Monde*, 06/06/1998.

« Les Turcs demandent justice trente ans après le putsch », *Le Monde*, 15/09/2010.

SEMO M. & JEGO M., « En Turquie, chronique d'un coup d'Etat raté », *Le Monde.fr*, 25/07/2016, consulté le 31/08/2016, URL : www.lemonde.fr/.../en-turquie-chronique-d-un-coup-d-etat-rate_4974167_3214.html

Slate :

BONZON A., « Les années de plomb et de sang en Turquie sous Kenan Evren, vues par un ancien militant de la gauche révolutionnaire », *Slate*, 13/05/2015, en ligne, consulté le 12 juin 2016, URL : <http://www.slate.fr/story/101515/kenan-evren-turquie>

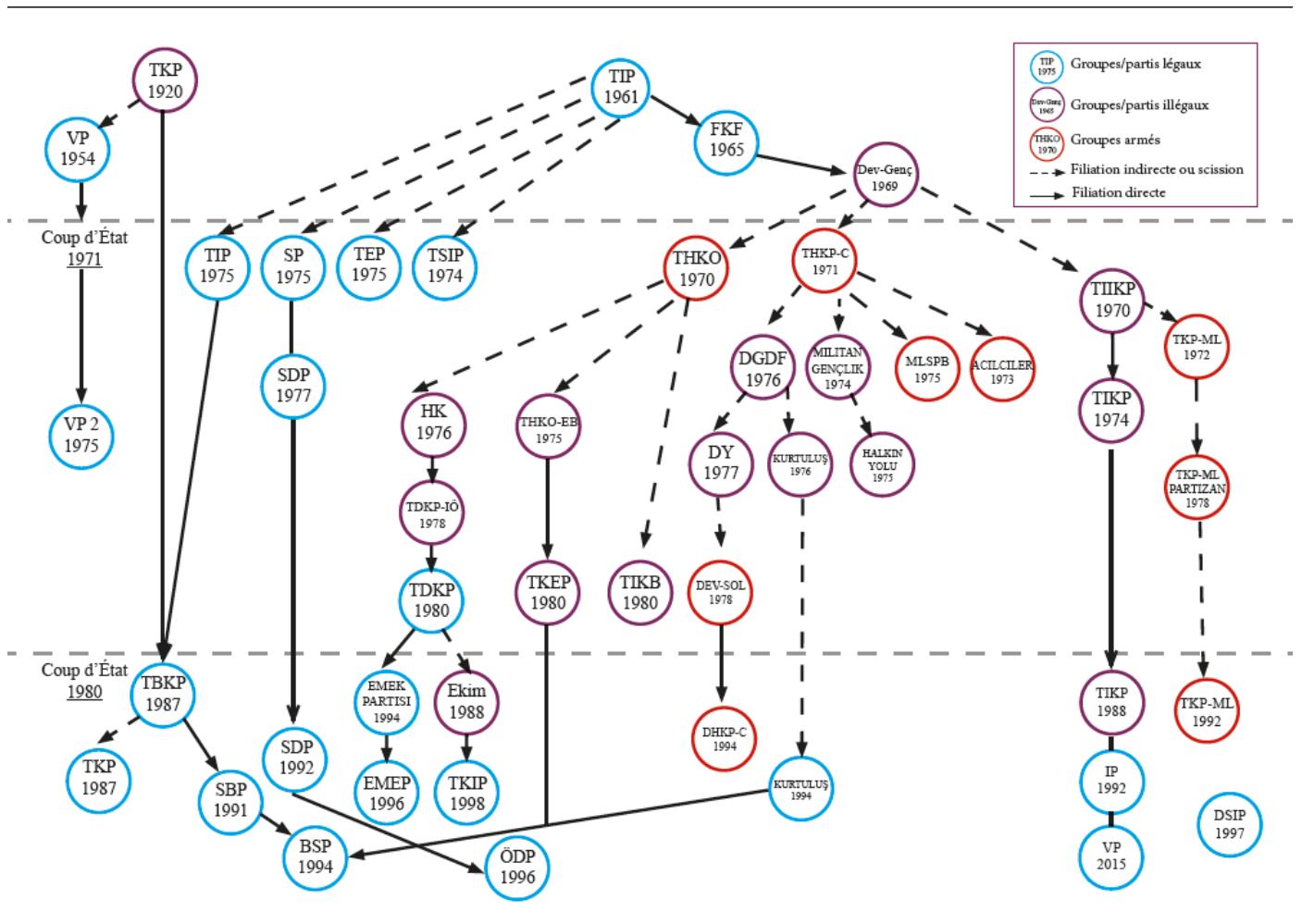
RFI :

« Répression du mouvement de Gezi en Turquie : 2 policiers condamnés », *RFI*, 21/01/2015, en ligne, consulté le 6 août, 2016, <http://www.rfi.fr/europe/20150121-repression-mouvement-gezi-turquie-2-policiers-condamnes>

Haber-Türk :

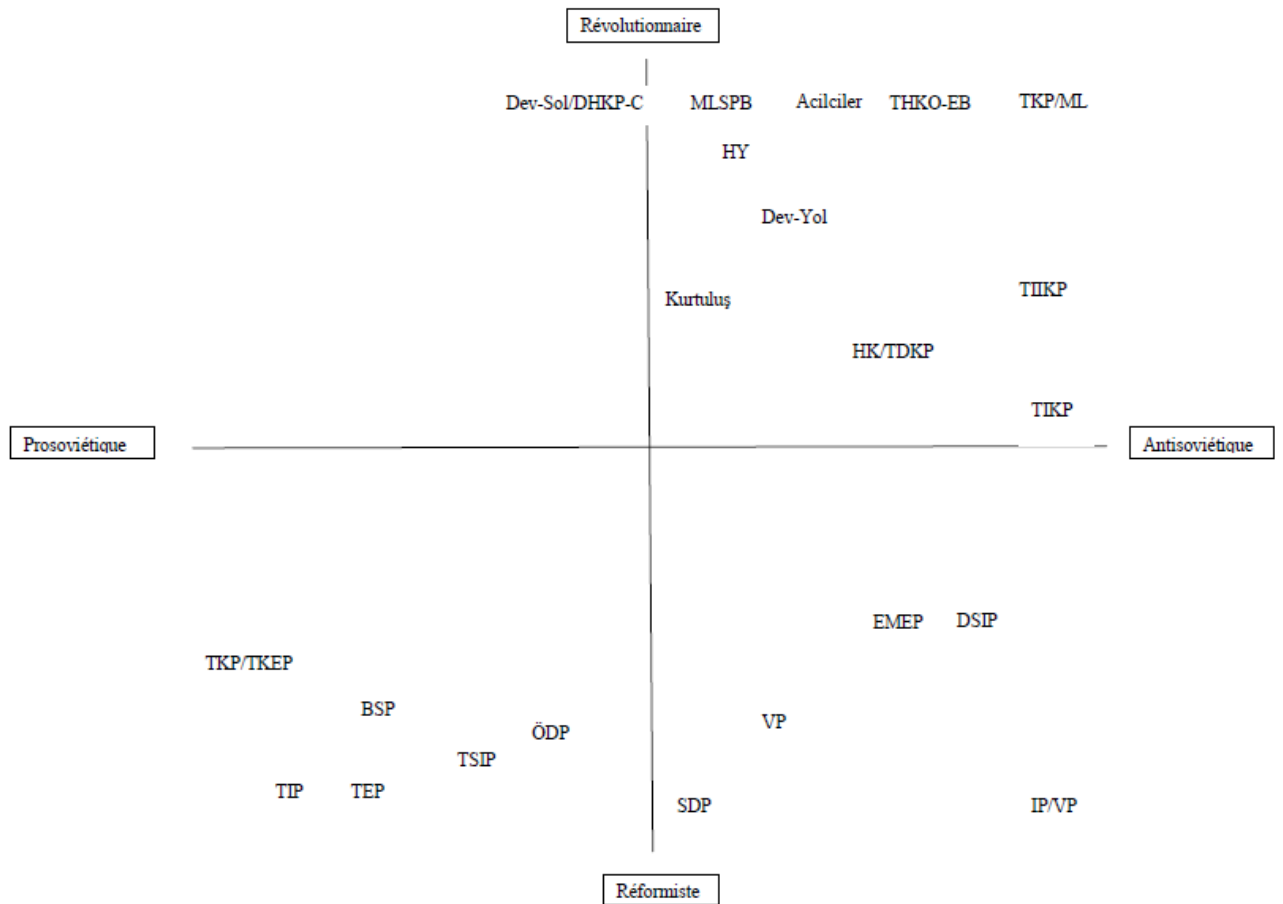
ULUER B., « 64 arkadaşımın cenazesinde konuştuğum » [J'ai parlé avec 64 de mes amis au cours des funérailles], *Haber Türk*, 08/09/2013, en ligne, consulté le 27 juillet 2016, URL : <http://www.haberturk.com/yasam/haber/875884-64-arkadasimin-cenazesinde-konustum>

Annexe 3 : Arbre généalogique et structuration idéologique de la gauche turque¹



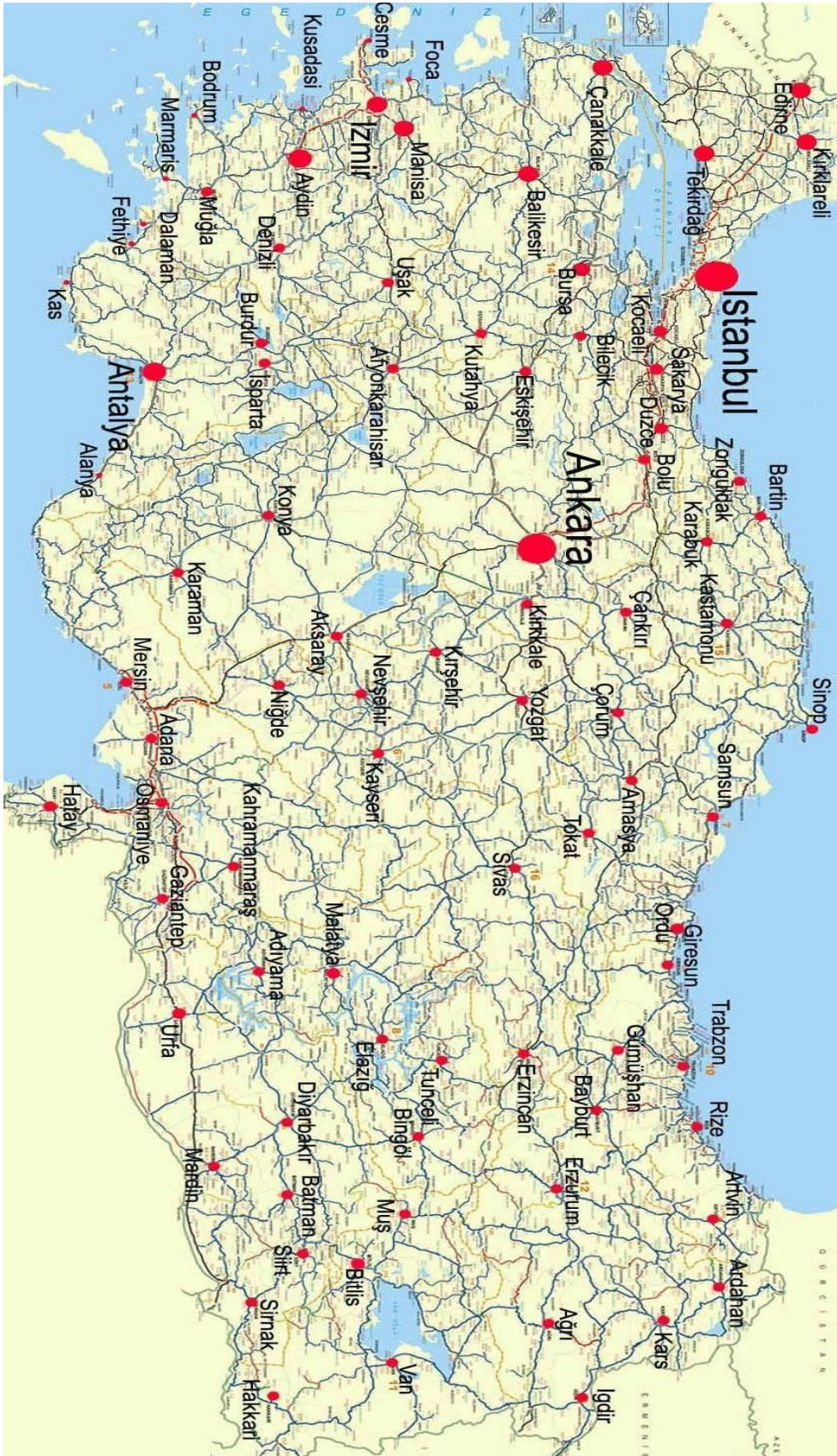
¹ On trouvera des représentations généalogiques très détaillées de la gauche turque in AYKOL H., *Türkiye'de Sol Örgütler*, op. cit. & ALPAT I., *Türkiye solu sözlüğü*, op. cit., pp. 428-429.

Gradient idéologique des principales organisations de gauche :

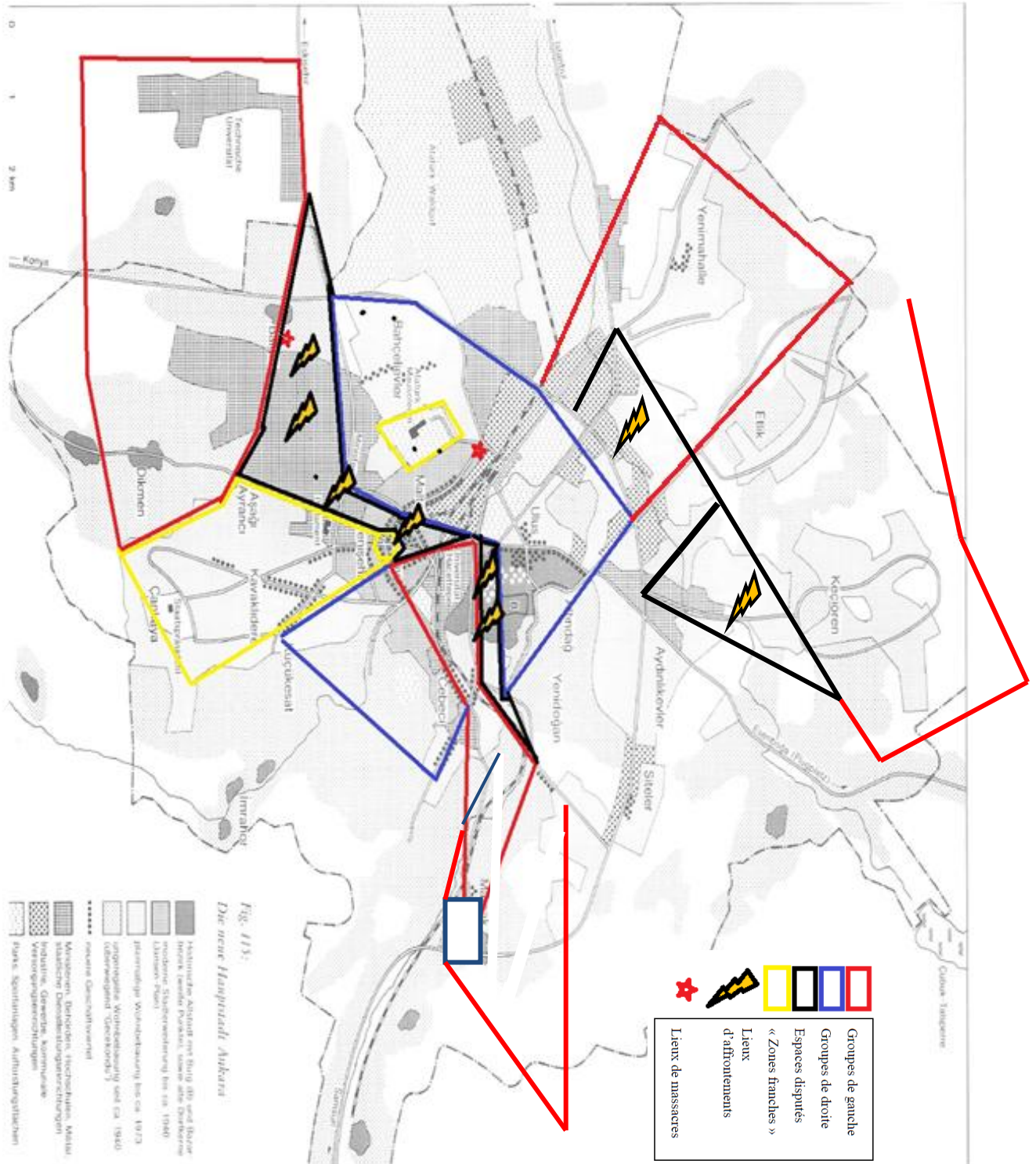


Légende : Ce graphique présente les principaux pôles d’opposition idéologiques entre les différentes organisations de la gauche turque depuis 1974 avec, en abscisse, l’opposition entre pro et antisoviétiques et, en ordonnée, l’opposition entre réformistes et révolutionnaires. Pour les acronymes on se reportera à l’annexe 9.

Annexe 4 : Carte de la Turquie

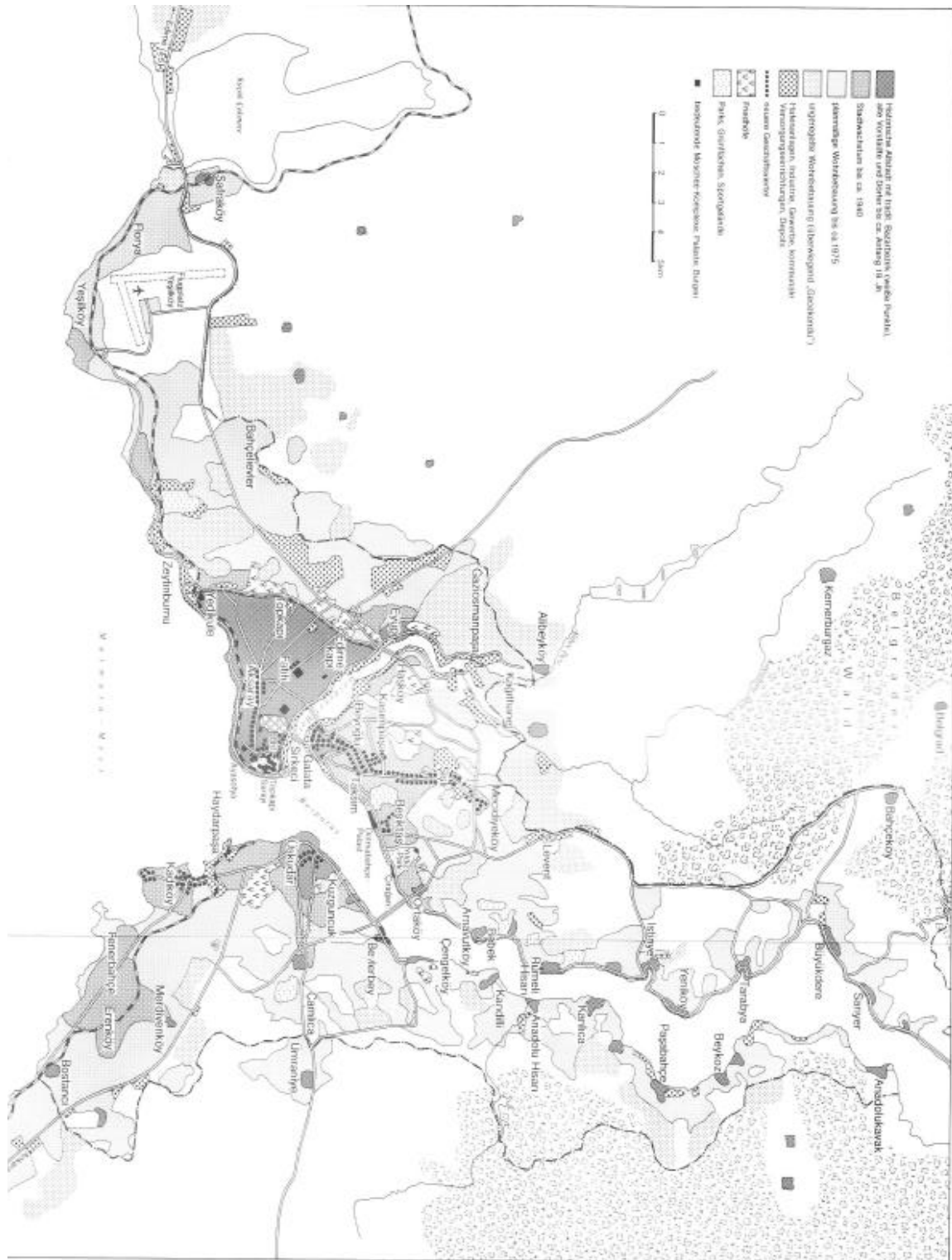


Carte de l'occupation des espaces urbains



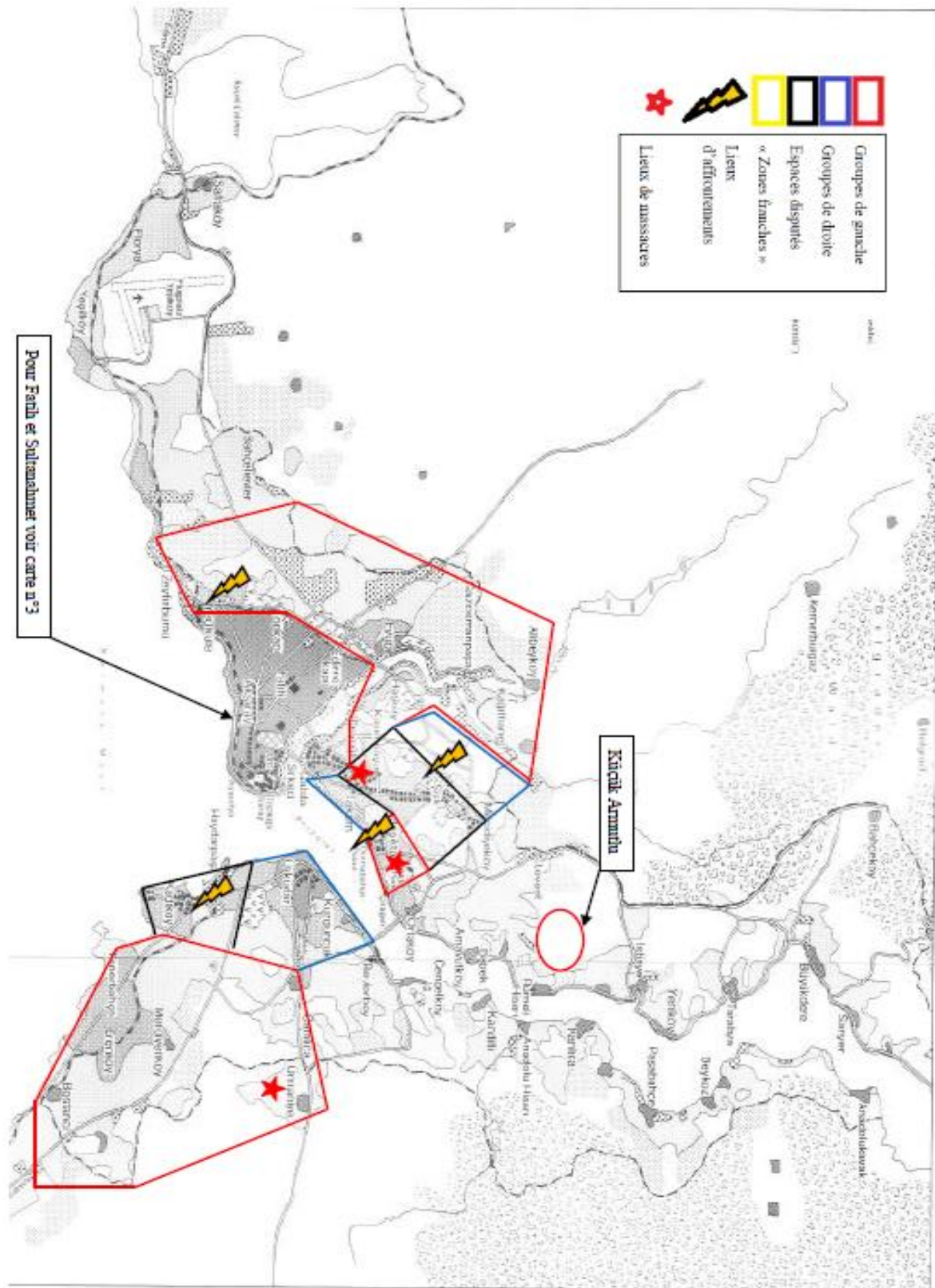
Carte établie à partir de HÜTTERHOTH W.-D., *Türkei*, Wissenschaftliche Länderkunden Band 21, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1982, pp. 490-491.

Annexe 6 : Carte d'Istanbul en 1980 et cartes des occupations dans les années 1970



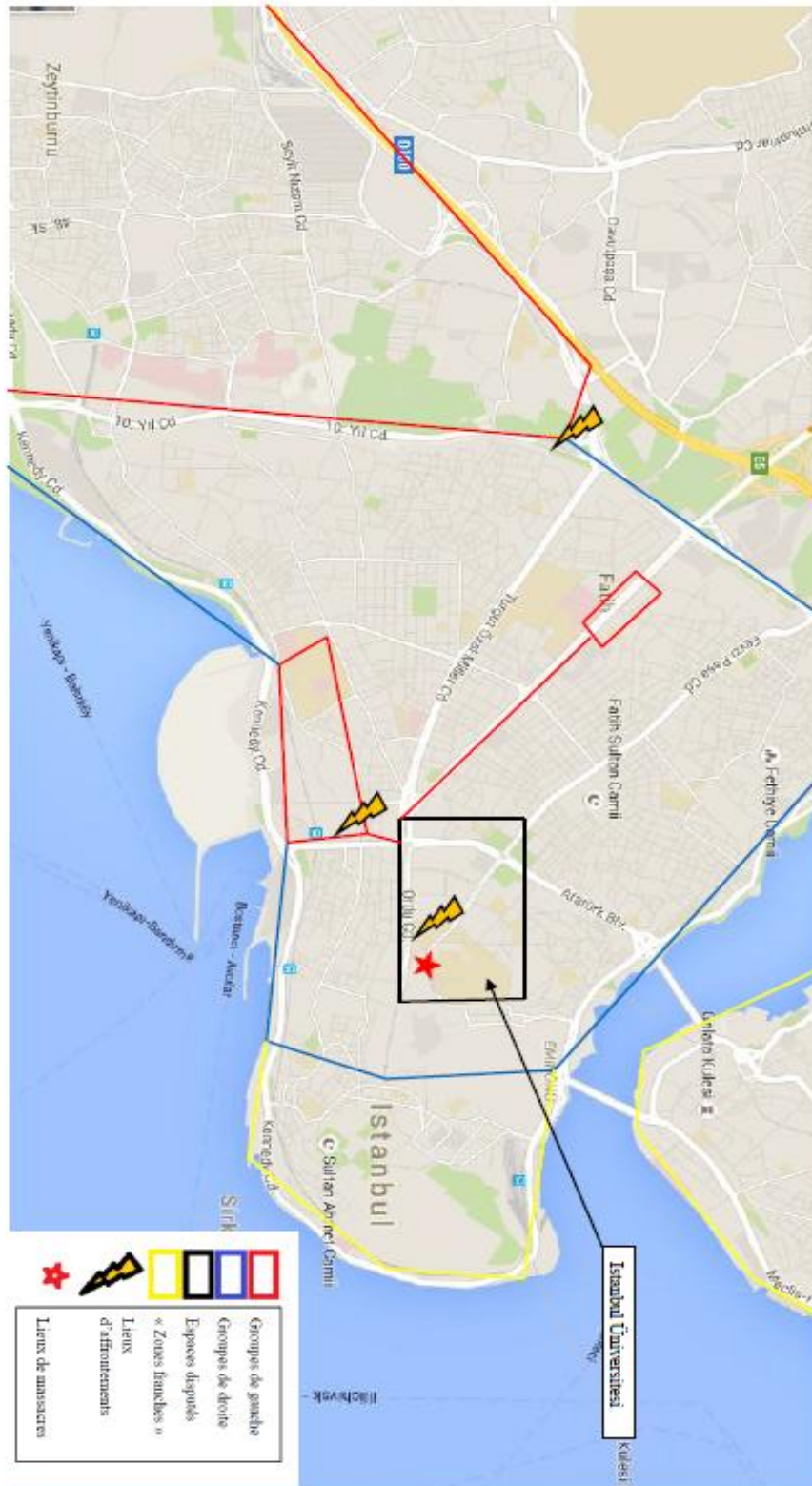
Source : HÜTTERHOTH W-D., *Türkei*, Wissenschaftliche Länderkunden Band 21, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1982, pp. 482-483.

Carte de l'occupation des espaces urbains



Carte établie à partir de HÜTTERHOTH W-D., *Türkei*, Wissenschaftliche Länderkunden Band 21, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1982, pp. 482-483.

Carte de l'occupation de Fatih et Sultanahmet



Carte établie à partir de GoogleMaps

Annexe 7: Photos d'Ulucanlar Cezaevi [Prison d'Ulucanlar] à Ankara¹



Cour intérieure de la prison



Un des dortoirs mis en scène

¹ Source : Paul Cormier.



Le parc autour de la prison



La potence de la prison où furent exécutés six détenus après 1980 (Necdet Adalı, Mustafa Pehlivanoglu, Erdal Eren, Fikri Arıkan, Ednan Kavaklı, Ali Bülent Orkan. La plaque qui surmonte l'installation indique que le 14/07/2004, l'Assemblée nationale a aboli la peine de mort.

Annexe 8 : Liste des sigles et acronymes rencontrés

68'liler BV : 68'liler Birliği Vakfı, Fondation de l'union des soixante-huitards

78'liler BDD : 78'liler Birlik ve Dayanışma Derneği, Association d'union et de solidarité des soixante-dix-huitards

78'liler DF : 78'liler Devrimci Federasyonu, Fédération des révolutionnaires soixante-dix-huitards

AAÖD : Ankara Orta Öğretim Derneği, Association de l'enseignement secondaire d'Ankara

ADD : Atatürkçü Düşünce Derneği, Association pour la pensée kémaliste

ADYÖD : Ankara Demokratik Yüksek Öğretim Derneği, Association démocratique de l'enseignement supérieur d'Ankara, puis devient AYÖD

AKDITYK : Atatürk Kültür, Dil ve Tarihi Yüksek Kurumu, Haute fondation Atatürk pour la culture, la langue et l'histoire

AKP : Adalet ve Kalkınma Partisi, Parti de la justice et du développement

AKYD : Artvin Kültür ve Yardımlaşma Derneği, Association culturelle et de solidarité d'Artvin

ANAP : Anavatan Partisi, Parti de la mère patrie

AP : Adalet Partisi, Parti de la justice, héritier du parti démocrate

ATTF : Association des travailleurs turcs de France

AÜ : Ankara Üniversitesi, Université d'Ankara

AYÖD : Ankara Yüksek Öğretim Derneği, Association de l'enseignement supérieur d'Ankara

BAKD : Beşevler Akademi Kültür Derneği, Association culturelle de l'académie de Beşevler

BBP : Büyük Birlik Partisi, Parti de la grande union

BD : Barış Derneği, Association pour la paix

BDP : Barış ve Demokrasi Partisi, Parti de la paix et de la démocratie

BSP : Birleşik Sosyalist Partisi, Parti de l'unité socialiste

BTP : Büyük Türkiye Partisi, Parti de la grande Turquie

CHP : Cumhuriyet Halk Partisi, Parti républicain du peuple

CKMP : Cumhuriyetçi Köylü Millet Partisi, Parti national paysan républicain, devient MHP

ÇAG : Çağdaş Avukatlar Grubu, Groupe des avocats progressistes

ÇHD : Çağdaş Hukukçular Derneği, Association des juristes progressistes

ÇYDD : Çağdaş Yaşamı Destekleme Derneği, Association de soutien à la vie moderne

DAL : Derin Araştırma Laboratuvarı, Laboratoire de recherche approfondie

DAZ : Devrimci Ahlak Zabıtası, Police révolutionnaire de la morale

DDKO : Devrimci Doğu Kultur Derneği, Foyers culturels révolutionnaires de l'Est

DEHAP : *Demokratik Halk Partisi*, Parti de la société démocratique

DEP : *Demokrasi Partisi*, Parti de la démocratie du peuple

Dev-Genç : *Türkiye Devrimci Gençlik Federasyonu*, Fédération de la jeunesse révolutionnaire de Turquie

Dev-Sol : *Devrimci Sol*, Gauche révolutionnaire

Dev-Yol : *Devrimci Yol*, Voie révolutionnaire

DGD : *Devrimci Gençlik Derneği*, Association de la jeunesse révolutionnaire

DGDF : *Devrimci Gençlik Dernekleri Federasyonu*, Fédération des associations de la jeunesse révolutionnaire

DISK : *Devrimci İşçiler Sendikaları Konfederasyonu*, Confédération des syndicats révolutionnaires des travailleurs

DK : *Direnış Komiteleri*, Comités de résistance

DKDF : *Devrimci Kadınlar Dernekleri Federasyonu*, Association des femmes révolutionnaires

DKM : *Devlet Güvenlik Mahkemesi*, Cour de sûreté de l'Etat

DÖB : *Devrimci Öğrenciler Birliđi*, Union des étudiants révolutionnaires

DP : *Demokrat Partisi*, Parti démocrate, dirigé par Menderes

DPT : *Devlet Planlama Teşkilatı*, Office de planification d'Etat

DS : *Devrimci Savaş*, Guerre révolutionnaire

DSB : *Devrimci Savaş Birliđi*, Unité de guerre révolutionnaire

DSIP : *Devrimci Sosyalist İşçi Partisi*, Parti des travailleurs socialistes révolutionnaires

DSP : *Demokrat Sol Partisi*, Parti de la gauche démocratique

DTP : *Demokratik Toplum Partisi*, Parti de la paix et de la démocratie

DY : *Devrimci-Yol*, Voie révolutionnaire

DYP : *Dođru Yol Partisi*, Parti de la juste voie

EB : *Eylem Birliđi*, Union de l'action

EKD : *Emekçi Kadınlar Derneđi*, Association des femmes ouvrières

EMEP : *Emek Partisi*, Parti du travail

ETKO : *Esir Türkleri Kurtarma Ordusu*, Armée de libération des Turcs asservis

FKBDC : *Faşizme Karşı Birleşik Direniş Cephesi*, Front uni de résistance antifasciste

FKF : *Fikir Küllipleri Federasyonu*, Fédération des clubs d'idées

FP : *Fazilet Partisi*, Parti de la vertu

FTÖB : *Fransa Türk Öğrenci Birliđi*, Union des étudiants turcs de France

GDF : *Göçmen Dernekleri Federasyonu*, Fédération des associations des immigrés

GSD : *Genç Sosyalistler Derneđi*, Association des jeunes socialistes

HADEP : *Halkın Demokrasi Partisi*, Parti de la démocratie du peuple

Hak-İş : *Türkiye Hak İşçi Sendikaları Konfederasyonu*, Confédération des vrais syndicats turcs

HB : *Halkın Birliği*, Union du peuple

HDF : *Halkçı Devrimci Federasyonu*, Fédération populiste révolutionnaire

HDP : *Halkların Demokratik Partisi*, Parti démocratique des peuples

HE : *Halk Evleri*, Maisons du peuple

HK : *Halkın Kurtuluşu*, Libération du peuple

HP : *Halkçı Partisi*, Parti populiste

IGD : *Ileri Gençler Derneği*, Association des progressistes

IHD : *İnsan Hakları Derneği*, Association turque des droits de l'Homme

IKD : *İlerici Kadınlar Derneği*, Association des femmes progressistes

IKZ : *İslamisches Kulturzentrum*, Central culturel islamique

ILD : *İlerici Liseliler Derneği*, Association des lycéens progressistes

IMBA : *İletişim Merkezi Basım Ajansı*, Agence de presse du centre de communication

IP : *İşçi Partisi*, Parti des travailleurs

İTÜ : *İstanbul Teknik Üniversitesi*, Université Technique d'Istanbul

İÜ : *İstanbul Üniversitesi*, Université d'Istanbul

IYÖD : *İstanbul Yüksek Öğrenim Derneği*, Association de l'enseignement supérieur d'Istanbul

IYÖKD : *İstanbul Yüksek Öğrenim Kültür Derneği*, Association culturelle de l'enseignement supérieur d'Istanbul

JITEM : *Jandarma İstihbarat ve Terörle Mücadele*, Service de renseignement et de lutte contre le terrorisme de la gendarmerie

KESK : *Kamu Emekçileri Sendikaları Konfederasyonu*, Confédération des syndicats de fonctionnaires

KKTC : *Kuzey Kıbrıs Türk Cumhuriyeti*, République turque de Chypre du Nord

KMD : *Komünizmle Mücadele Derneği*, Association pour la lutte contre le communisme

LGD : *Liseli Devrimci Gençlik*, Jeunesse révolutionnaire lycéenne

Mazlum-Der : *İnsan Hakları ve Mazlumlar İçin Dayanışma Derneği*, Association pour les droits de l'Homme et de solidarité pour les opprimés

MÇP : *Milliyetçi Çalışma Partisi*, Parti travailliste nationaliste

MDD : *Milli Demokratik Devrim*, Révolution démocratique nationale

MDP : *Milliyetçi Demokrasi Partisi*, Parti de la démocratie nationaliste

Memur Sen : *Memur Sendikaları Konfederasyonu*, Confédération des syndicats de fonctionnaires

MG : *Milli Görüş*, Vision nationale

MGK : *Milli Güvenlik Kurulu*, Conseil national de sécurité

MHP : *Milliyetçi Hareket Partisi*, Parti du mouvement nationaliste

MIH : *Millî İstihbarat Hizmeti*, Bureau du renseignement national

MISK : *Milliyetçi İşçi Sendikaları Konfederasyonu*, Confédération des syndicats des travailleurs nationalistes

MIT : *Millî İstihbarat Teşkilatı*, Organisation de renseignement national

MLSPB : *Marksist Leninist Silahlı Propaganda Birliği*, Union de la propagande armée marxiste-léniniste

MNP : *Millî Nizâm Partisi*, Parti de l'ordre national

MSP : *Millî Selamet Partisi*, Parti du salut national dirigé par Erbakan, ex-MNP interdit en 1971

MTTB : *Millî Türk Talebe Birliği*, Union nationale des étudiants turcs

MÜSIAD: *Müstakil Sanayici ve İşadamları Derneği*, Association des entrepreneurs et industriels indépendants

ODTÜ : *Orta Doğu Teknik Üniversitesi*, Université Technique du Moyen Orient

ODTÜ-DER : *Orta Doğu Teknik Üniversitesi Derneği*, Association de l'Université Technique du Moyen Orient

OYAK : *Ordu Yardımlaşma Kurumu*, Mutuelle d'entre-aide de l'armée

ÖDP : *Özgürlük ve Dayanışma Partisi*, Parti de la liberté et de la solidarité

ÖHD : *Özel Harp Dairesi*, Division de guerre spéciale

ÖTK : *Öğrenci Temsilcileri Konseyi*, Conseil représentatif des étudiants (d'ODTÜ)

PKK : *Partiya Karkerên Kurdistan*, Parti des travailleurs du Kurdistan

Pol-Der : *Polis Derneği*, Association de la police

RP : *Refah Partisi*, Parti de la prospérité

SBF : *Siyasal Bilimler Fakültesi*, Faculté de science politique (de l'Université d'Ankara)

SBF-DER : *Siyasal Bilimler Fakültesi Derneği*, Association de la faculté de science politique (de l'Université d'Ankara)

SCF : *Serbest Cumhuriyet Fırkası*, Parti républicain libéral

SD : *Sürekli Devrim*, Révolution permanente

SDB : *Silahlı Direniş Birlikleri*, Unités de résistance armées

SDHDF : *Sosyal Demokrat Halk Dernekleri Federasyonu*, Fédération des associations sociale-démocrates du peuple

SHP : *Sosyaldemokrat Halk Partisi*, Parti social-démocrate du peuple

SODEP : *Sosyal Demokrasi Partisi*, Parti de la social-démocratie

SP : *Saadet Partisi*, Parti de la félicité

SP: *Sosyalist Partisi*, Parti socialiste

TAYAD : *Tutuklu Hükümlü Aileleri Yardımlaşma Derneği*, Association de solidarité avec les familles des détenus

TBMM : *Türkiye Büyük Millet Meclisi*, Grande Assemblée nationale de Turquie

TCF : *Terakkiperver Cumhuriyet Fırkası*, Parti républicain progressiste

TDKP-HK : *Türkiye Devrimci Komünist Partisi-Halkın Kurtuluşu*, Parti communiste révolutionnaire de Turquie-Libération du peuple

TEP : *Türkiye Emekçi Partisi*, Parti des Travailleurs de Turquie

TDKP : *Türkiye Devrimci Komünist Partisi*, Parti communiste révolutionnaire de Turquie

TDKP-İÖ : *Türkiye Devrimci Komünist Partisi-İnşa Örgütü*, Parti communiste révolutionnaire de Turquie-Construction de l'organisation

THKO : *Türk Halk Kurtuluş Ordusu*, Armée de libération du peuple turc

THKP-C : *Türk Halk Kurtuluş Partisi – Cephesi*, Front-Parti de libération du peuple turc

TIB : *Tüm İktisatçılar Birliği*, Union des économistes

TIHV : *Türkiye İnsan Hakları Vakfı*, Association des droits de l'homme de Turquie

TIKP : *Türkiye İhtilalcı İşçi-Köylü Partisi*, Parti des paysans-ouvriers révolutionnaires de Turquie - puis TIKP, *Türkiye İşçi Köylü Partisi*, légal en 1978

TIKB : *Türkiye İhtilacı Komünistler Birliği*, Union des communistes révolutionnaires de Turquie

TIKKO : *Türkiye İşçi Köylü Kurtuluş Ordusu*, Armée de libération des paysans ouvriers de Turquie

TIKP : *Türkiye İşçi Köylü Partisi*, Parti ouvrier et paysan de Turquie

TIP : *Türkiye İşçi Partisi*, Parti ouvrier de Turquie

TIT : *Türk İntikam Tugayı*, Brigade de la vengeance turque

TKEP : *Türkiye Komünist Emek Partisi*, Parti communiste du travail de Turquie

TKP : *Türkiye Komünist Partisi*, Parti communiste de Turquie

TKP/B : *Türkiye Komünist Partisi/Birlik*, Parti communiste de Turquie/Union

TKP-ML : *Türkiye Komünist Partisi-Marksist Leninist*, Parti communiste de Turquie-Marxiste léniniste

TMMOB : *Türk Mühendis ve Mimar Odaları Birliği*, Confédération des ingénieurs et architectes de Turquie

TMTF : *Türkiye Millî Talebe Federasyonu*, Fédération nationale des étudiants turcs

TÖB-DER : *Tüm Öğretmen Birleşme ve Dayanışma Derneği*, Association d'union et de solidarité de tous les enseignants

TÖS : *Tüm Öğretmen Sendikası*, Syndicat de tous les enseignants

TRT : *Türkiye Radyo Televizyon Kurumu*, Radiotélévision de Turquie

TSIP : *Türkiye Sosyalist İşçi Partisi*, Parti des ouvriers socialistes de Turquie

TTB : *Türk Tabipleri Birliği*, Union des médecins de Turquie

Türk İş : *Türkiye İşçi Sendikaları Konfederasyonu*, Confédération des syndicats ouvriers de Turquie

TÜSIAD : *Türk Sanayicileri ve İşadamları Derneği*, Association des industriels et hommes d'affaires turcs

TÜSTAV : *Türkiye Sosyal Tarih Araştırma Vakfı*, Fondation de recherche en histoire sociale de Turquie

TÜTED : *Tüm Telekomünikasyon İş İnsanları Derneği*, Association de tous les travailleurs des télécommunications

TYO : *Türk Yıldırım Ordusu*, Armée de la foudre turque

TYT : (*Esir*) *Türkleri Kurtarma Ordusu*, Armée de libération des Turcs asservis

ÜGD : *Ülkücü Gençlik Derneği*, Association de la jeunesse Idéaliste, remplace l'ÜOD en 1978

Ülkü-Han : *Ülkücü Hanımları*, Femmes Idéalistes

ÜID : *Ülkücü İşçiler Derneği*, Association des travailleurs Idéalistes

ÜOD : *Ülkü Ocakları Derneği*, Association des foyers de l'idéal fermée en 1978

ÜPB : *Ülkücü Polisler Birliği*, Union des policiers Idéalistes dite *Pol-Bir*

VP : *Vatan Partisi*, Parti de la patrie

YAD : *Yeşil Artvin Derneği*, Association d'Artvin la verte

YÖK : *Yüksek Öğretim Kurulu*, Conseil de l'enseignement supérieur

Autres sigles :

AD : Action directe

AFL-CIO : *American Federation of Labour – Congress of Industrials Organisations*, Fédération américaine du travail – Congrès des organisations industrielles

BBC : *British Broadcasting Corporation*

BR : *Brigatte Rosse*, Brigades rouges

CEE : Communauté économique européenne

CGT : Confédération générale du travail

CIA : *Central Intelligence Agency*, Agence centrale de renseignement

CNRS : Centre national de la recherche scientifique

FMI : Fond monétaire international

FPLP : Front populaire de libération de la Palestine

IMG : *International Marxist Group*

LCR : Ligue communiste révolutionnaire

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

OFPRA : Office français de protection des réfugiés et apatrides

ONG : Organisation non gouvernementale

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord

PCF : Parti communiste français

PS : Parti socialiste

RAF : *Rote Armee Fraktion*, Fraction armée rouge

RFA : République Fédérale d'Allemagne (BRD, *Bundesrepublik Deutschland*)

UE : Union européenne

URSS : Union des républiques socialistes soviétiques

USA : *United States of America*, Etats-Unis d'Amérique

Annexe 9 : Table des cartes, illustrations, tableaux et encadrés

Cartes :

Carte II-1 : Carte représentant le nombre de victimes par quartier au cours du mois d'octobre 1980 à Istanbul

Photographies et illustrations :

Illustration III-1 : Affiche commémorant la mort du militant du *Dev-Yol*, Ruhi Özvar

Illustration IV-1 : Photographies de la prison militaire de Mamak et parues dans la revue allemande *Quick* en 1982

Illustration V-1 : Affiches produites en France après le coup d'Etat du 12 septembre 1980

Illustration V-2 : Portraits des martyrs de la gauche exposés au *Çağdaş Sanatlar Merkezi* [Centre des arts contemporains] à Ankara au cours de l'exposition *Utanç Müzesi* [Musée de la honte] en septembre 2013

Illustration VI-1 : Photographie de détenus avec leurs proches

Tableaux :

Tableau I-1 : Population d'Istanbul et Ankara entre 1960 et 1980

Tableau I-2 : Répartition des étudiants du supérieur entre facultés de 1959 à 1963

Tableau II-2 : Résultats électoraux aux élections législatives et municipales à Ankara entre 1965 & 1977

Tableau II-3 : Résultats électoraux aux élections législatives et municipales à Istanbul entre 1965 & 1977

Tableau III-1 : Répartition par tranches d'âge des militants de gauche et de droite

Tableau III-2 : Répartition par classes d'âge des accusés de *Dev-Yol* à Ankara

Tableau III-3 : Activité principale des militants de gauche et de droite en 1979

Tableau III-4 : Niveau d'éducation des militants de gauche et de droite en 1979

Tableau III-5 : Profession du père des militants de gauche et de droite en 1979

Tableau III-6 : Revenu total mensuel des familles des militants de gauche et de droite en 1979

Tableau III-7 : Lieu de naissance des militants de gauche et de droite en 1979

Tableau III-8 : Département de naissance des militants de gauche et de droite en 1979

Tableau III-9 : Origine géographique et structure des capitaux individuels chez les militants des groupes révolutionnaire

Tableau IV-1 : Périodes régies par la loi martiale en Turquie, 1920-1985

Tableau IV-2 : Répartition des détenus suivant leur situation, 1980-1987

Tableau IV-3 : Nombre de personnes décédées en prison ou en garde à vue, 1980-1985

Tableau IV-4 : Répartition des décès en détention entre Istanbul et Ankara, 1980-1985

Tableau IV-5 : Répartition des lieux de décès des détenus entre Istanbul et Ankara, 1980-1985

Tableau IV-6 : Répartition par organisation des peines de mort réclamées par le procureur militaire

Tableau IV-7 : Répartition des condamnations prononcées par organisation

Tableau IV-8 : Résultats électoraux (en %) aux élections législatives entre 1983 & 2015

Tableau IV-9 : Principaux indicateurs économiques de la Turquie entre 1979 et 1988

Encadrés :

Encadré I-1 : Le régime turc est-il un régime autoritaire ?

Encadré I-2 : Renouvellements de perspective dans l'étude de la répression politique

Encadré I-3 : Le *Milliyetçi Hareket Partisi* (MHP)

Encadré I-4 : Sept gouvernements entre 1974 et 1980

Encadré I-5 : Désexceptionnaliser la violence politique

Encadré II-1 : Reconstituer un espace militant disparu : enjeux méthodologiques

Encadré II-2 : Circonscrire et caractériser la gauche turque des années 1970 : enjeux théoriques

Encadré II-3 : La gauche turque : un produit importé impossible à exporter ?

Encadré II-4 : Analyse locale et spatiale : enjeux méthodologiques

Encadré II-5 : Financer les organisations révolutionnaires

Encadré III-1 : La population féminine dans les groupes révolutionnaires

Encadré III-2 : Un détour par la littérature, Orhan Pamuk et *La maison du silence*

Encadré III-3 : Le corps révolutionnaire : pratiques vestimentaires et pilosité

Encadré IV-1 : Les membres du *Milli Güvenlik Konseyi*

Encadré IV-2 : Bilan de la répression 1980-1983

Encadré IV-3 : La Turquie après 1980, un régime sécuritaire

Encadré V-1 : Comment caractériser l'espace militant turc post-1980 ? Une critique de la notion de « société civile » [*sivil toplum*]

Encadré V-2 : Le cas Perinçek, de l'*İşçi Partisi* au *Vatan Partisi* : le repli nationaliste

Encadré V-3 : Travailler (sur) la mémoire en sociologie : enjeux théoriques et méthodologiques

Encadré V-4 : Archiver l'histoire de la gauche turque en Turquie : la TÜSTAV [*Türkiye Sosyal Tarih Araştırma Vakfı*, Fondation de recherche en histoire sociale de Turquie]

Encadré VI-1 : Crises et bifurcations biographiques

Encadré VI-2 : Après la prison militaire, le service militaire

Encadré VI-3 : A propos des désengagements

Encadré VI-4 : Autour des reconversions

Bibliographie

Cette bibliographie ne contient que les textes cités dans le corps du texte et non l'ensemble des ouvrages et articles consultés au cours de cette recherche.

ACCORNERO G., « La répression politique sous l'*Estado Novo* au Portugal et ses effets sur l'opposition estudiantine, des années 1960 à la fin du régime », *Cultures & Conflits*, n°89, 2013, en ligne, consulté le 3 juillet 2013, URL : <http://conflits.revues.org/18664>

AGAMBEN G., *Etat d'exception. Homo Sacer*, Paris, Seuil, 2003.

AGRIKOLIANSKY E., « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, 2001/1, Vol. 51, p. 27-46.

AGRIKOLIANSKY E., HEURAUX J. & LE GRIGNOU B. (dirs.), *Paris en campagne. Les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2011.

AGRIKOLIANSKY E. & FILLIEULE O., « Les rétributions du militantisme. Du concept à la méthode », communication à la journée d'étude *Bilan et perspectives pour l'analyse sociologique du politique. Débats autour des travaux de Daniel Gaxie*, Université Paris 1-Panthéon Sorbonne, 10/11/09/2015.

AHMAD F., *The Turkish Experiment in Democracy, 1950-1975*, Hurst & Company, Londres, 1977.

AHMAD F., "Military Intervention and the Crisis in Turkey", *MERIP Reports*, n°93, 1981, p. 5-24.

AHMAD F., *The Making of Modern Turkey*, Londres, Routledge, 1993.

AHMAD F., "The Development of Working-Class Consciousness in Turkey", in LOCKMAN Z. (ed.) *Workers and Working Classes in the Middle East: Struggles, Histories, Historiographies*, Albany, NY, SUNY Press, 1994, p. 133-163.

AKAGÜL D., « Dynamismes et pesanteurs économiques », in VANER S., AKAGÜL D. & KALEGASI B., *La Turquie en mouvement*, Paris, Complexe, 1995, p 57-102.

AKAL E., *Kızıl feministler. Bir sözlü tarih çalışması*, [Les féministes rouges. Un travail d'histoire orale], Istanbul, İletişim, 2011.

AKÇA I., BEKMEN A. & ÖZDEN A., *Turkey Reframed. Constituting Neoliberal Hegemony*, Londres, Pluto Press, 2013.

AKÇAM P., « 1975'ten sonra bir aile olarak ancak 1992'de bir araya gelebildik » [Après 1975 nous n'avons pu être une famille qu'en 1992], in DELIKANLI E. & DELIKANLI Ö., *Keşke bir öpüp koklasaydım. Geride kalan aileler 12 Eylül'ü anlatıyor* [Si seulement je pouvais sentir un baiser. Les familles restées à l'arrière racontent le 12 septembre], Istanbul, Ayrıntı, 2014, p. 416-443

AKGÖNÜL S., « Islam turc, islams de Turquie : acteurs et réseaux en Europe », *Politique étrangère*, 2005/1, p. 35-47.

ALGÜL S., *DISK 1967-1975 : Türkiye'de sendika siyaset ilişkisi* [La DISK 1967-1975: relations entre politique et syndicat en Turquie], Istanbul, İletişim, 2015.

ALPAT I., *Türkiye solu sözlüğü* [Dictionnaire de la gauche turque], Istanbul, Siyah Beyaz, 2012.

ALPAT I., *Randevuyu dağa verdik* [Nous nous sommes donnés rendez-vous dans la montagne], Istanbul, Su Yayınları, 2012 [1995].

ALTINAY A. G., *The Myth of the Military-nation: Militarism, Gender, And Education in Turkey*, Londres, Palgrave Macmillan, 2006.

ALVER A., "Cultural Memory of the 1970s: Turkey the Psychological Effects of State Oppression on the Imprisoned Individual in the March 12th Novel 'Büyük Gözaltı'", *Turkish Studies*, Vol. 7/3, 2012, p. 203-219.

AMINZADE R., GOLDSTONE J., McADAM D., PERRY E., SEWELL W. Jr., TARROW S. & TILLY C., *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

ANDREWS M., *Lifetimes of Commitment: Ageing, Politics, Psychology*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

ANONYME, *State of Anarchy and Terror in Turkey*, Feryal Maatbaçılık, non daté.

ANSART P., *Les idéologies politiques*, Paris, PUF, 1974.

ANTAKYALI F., « La droite nationaliste dans les milieux turcs immigrés », *CEMOTI*, n°13, 1992, p. 45-68.

APRILE S., *Le siècle des exilés. Bannis et proscrits de 1789 à la Commune*, Paris, CNRS Editions, 2010.

ARAT, Z., *Human Rights in Turkey*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2011.

ARIKAN B., "The Programme of the Nationalist Action Party: An Iron Hand in a Velvet Glove?", *Middle Eastern Studies*, Vol. 34, n°4, 1998, p. 120-134.

ASLAN Ş., *1 Mayıs mahallesi. 1980 öncesi toplumsal mücadeleler ve kent* [Le quartier du 1^{er} mai. Ville et luttes sociales avant 1980, Istanbul, İletişim, 2010 [2004].

ATAY K. (dir.), *1 Mayıs 1977. İşçi bayramı neden ve nasıl kana bulandı* [1^{er} mai 1977. Pourquoi et comment le sang à couler le jour de la fête du travail], Istanbul, Metis/Siyahbeyaz, 2013.

ATILGAN G., *Behice Boran. Öğretim üyesi, siyasetçi, kuramcı* [Behice Boran. Enseignante, femme politique, théoricienne], Istanbul, Yordam Kitap, 2007.

ATILGAN G., *Yön-Devrim hareketi. Kemalizm ile marksizm arasında geleneksel aydınlar* [Le mouvement Yön-Devrim. Des intellectuels traditionnels entre kémalisme et marxisme], Istanbul, Yordam, 2008.

AUDOUIN-ROUZEAU S. & BECKER A., *14-18. Retrouver la Guerre*, Paris, Gallimard, 2003.

AUYERO J., « L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°160, 2005/5, p. 122-132.

AYAŞLI Y., *Yeraltında beş yıl. 12 Eylül anıları* [Cinq ans sous terre. Souvenirs du 12 septembre] Istanbul, Yordam, 2011.

AYATA A., "The Emergence of Identity Politics in Turkey", *New Perspectives on Turkey*, n°17, 1997, p. 59-73.

AYDIN S., TÜRKÖĞLU Ö., EMİROĞLU K. & ÖZSOY E. D. (dirs.), *Küçük Asya'nın bin yüzü: Ankara* [Les mille visages de la petite Asie : Ankara], Ankara, DOST, 2005.

AYDIN U., *Gauches, libéralisme et démocratie. Les mutations des intellectuels turcs (1980-2008)*, Thèse pour le doctorat, INALCO, 2009.

AYDINOĞLU E., *Türkiye solu (1960-1980). Bir amneziğin anıları* [La gauche turque (1960-1980). Souvenirs d'un amnésique], Istanbul, Versus, 2011 [2007].

AYKOL H., *Türkiye'de sol örgütler* [Les organisations de gauche en Turquie], Ankara, Phoenix, 2010.

AYMES M., « Le siècle de la Turquie. Une histoire contemporaine ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009/3, n°103, p. 47-61.

AYSAN Y., *Afişe çıkmak. 1963-1980. Solun görsel serüveni* [Collage. L'aventure visuelle de la gauche], Istanbul, İletişim, 2013.

BABALIK N., *Türkiye Komünist Partisinin sönmülmesi* [L'étouffement du parti communiste de Turquie], Ankara, Imge Kitabevi, 2005.

BAJOIT G., « Exit, voice, loyalty... and apathy. Les réactions individuelles au mécontentement », *Revue française de sociologie*, Vol. 29-2, 1988, p. 325-345.

BALBAY M., *78'liler. 12 Eylül sol kırımı* [Les 78'ards. Le 12 septembre et le massacre de la gauche], Istanbul, Cumhuriyet Kitapları, 2008.

BANTIGNY L., « Les jeunes, sujets et enjeux politiques (France, XXe siècle) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°4, 2008, en ligne, consulté le 21 mai 2015, URL : https://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=HP_004_0001

BARBOT J., « Mener un entretien de face à face », in PAUGAM S. (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, 2010, p. 115-141.

BARCHARD D., « Les intellectuels turcs et la crise des années 1980 », in DUMONT P. & GEORGEON F. (dirs.), *La Turquie au seuil de l'Europe*, Paris, L'Harmattan, 1991, p. 151-165.

BARGEL L. & DUNEZAT X., « Genre et militantisme », in FILLIEULE O., MATHIEU L. & PECHU C. (dirs.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 248-255.

BARKEY H., « Crises of the Turkish Political Economy of 1960-1980 », in EVIN A. O. (dir.), *Modern Turkey: Continuity and Change*, Opladen, Leske and Budrich, 1984, p. 47-63.

BASTIDE R., « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *L'année sociologique*, n°21, 1970, p. 65-108.

BATUMAN B., « 70'ler : siyasetin odağındaki kent, kentin odağındaki kent » [Les années 1970 : la ville au cœur de la politique, la politique au cœur de la ville], *Toplum ve Bilim*, n°127, 2013, p. 68-87.

BAUDINIÈRE C., « Une mobilisation de victimes illégitimes. Quand les épurés français de la Seconde Guerre mondiale s'engagent à l'extrême droite », *Raisons politiques*, 2008/2, n°30, p. 21-39.

BAYART J-F. & VANER S., « L'armée turque et le théâtre d'ombre kémaliste. 1960-1973 », in ROUQUIÉ A. (dir.), *La Politique de Mars. Les processus politiques dans les partis militaires contemporains*, Paris, Le Sycomore, 1981, p. 39-69.

BAYART J-F., *L'Etat en Afrique*, Paris, Fayard, 1989.

BAYART J-F., *L'Islam républicain. Ankara, Téhéran, Dakar*, Paris, Albin Michel, 2010.

BAYAT A., *Street Politics. Poor People's Movements in Iran*, New York, Columbia University Press, 1997.

BAYDAR O., *Et ne reste que des cendres*, Paris, Phébus, 2015.

BAYKAM B., *68'li yıllar. Eylemciler* [Les années 68. Les activistes], Ankara, Imge Yayınları, 2002.

BAZIN M., « Les disparités régionales en Turquie », in GÖKALP A. (dir.), *La Turquie en transition. Disparités. Identités. Pouvoirs*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1986, p. 17-47. BAVOUX J-J., *Introduction à l'analyse spatiale*, Paris, Armand Colin, 2010.

BAZIN M., « Disparités et déséquilibres régionaux », in DUMONT P. & GEORGEON F. (dirs.), *La Turquie au seuil de l'Europe*, Paris, L'Harmattan, 1991, p. 23-45.

- BAZIN M. & DE TAPIA S., « L'industrialisation de la Turquie : processus de développement et dynamiques spatiales », *Méditerranée*, Tome 87, 3-4, 1997, p. 121-133.
- BAZIN M., « La Turquie des villes au carrefour des systèmes urbains », in BAZIN M., KANCAL S., PEREZ R. & THOBIE J. (dirs.), *La Turquie entre trois mondes*, Paris, IFEA-L'Harmattan, 1998, p. 161-172.
- BAZIN M. & DE TAPIA S., *La Turquie. Géographie d'une puissance émergente*, Paris, Armand Colin, 2012.
- BECKER H. S., *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985.
- BECKER H. S., « Biographie et mosaïque scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 62-63, 1986, p. 105-110.
- BECKER H. S., *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2002.
- BECKER H. S., « Notes sur le concept d'engagement », *Tracés*, n°11, 2006, en ligne, consulté le 11 octobre 2012, URL : <http://traces.revues.org/257>
- BECKER J-J., « Le handicap de l'a posteriori », *Cahiers de l'IHTP*, n°4, 1987, p. 95-99.
- BEELEY B. W., "The Turkish Village Coffeehouse as a Social Institution", *Geographical Review*, Vol. 60, n°4, 1970, p. 475-493.
- BEININ J. & VAIREL F., "The Middle East and North Africa Beyond Classical Social Movement Theory", in BEININ J. & VAIREL F. (eds), *Social Movements, Mobilization, and Contestation in the Middle East and North Africa*, Stanford, Stanford University Press, 2011, p. 1-33.
- BELORGEY N. et al., « Théories en milieu militant », *Sociétés contemporaines*, 2011/1, n°81, p. 5-25.
- BENER Y., *Le revenant*, Arles, Actes Sud, 2015.
- BENNANI-CHRAÏBI M. & FILLIEULE O., « Appel d'air(e) », in BENNANI-CHRAÏBI M. & FILLIEULE O. (dirs.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 17-42.
- BENNANI-CHRAÏBI M. & FILLIEULE O. « Exit, voice, loyalty et bien d'autres choses encore... », in BENNANI-CHRAÏBI M. & FILLIEULE O. (dirs.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 43-126.
- BENNANI-CHRAÏBI M. « Parcours, cercles et médiations à Casablanca. Tous les chemins mènent à l'action associative de quartier », in BENNANI-CHRAÏBI M. & FILLIEULE O. (dirs.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003 p. 293-352.
- BENSA A. & FASSIN E., « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n°38, p. 5-20.
- BERGER P. & LUCKMAN T., *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, 1996 [1966].
- BERKTAY F., "Has Anything Changed in the Outlook of Turkish Left on Women?", in TEKELI S. (ed.), *Women in Modern Turkish Society. A Reader*, Londres, Zed Books, 1995, p. 250-263.
- BERNARD J-P., « La liturgie funèbre des communistes (1924-1983) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°9, 1986, p. 37-52.
- BERTAUX D., LINHART D. & LE WITA B., « Mai 1968 et la formation de générations politiques en France », *Le mouvement social*, n°143, 1988, p. 75-89.
- BERTAUX D., *Le récit de vie*, Paris, Armand Colin, 2010.
- BESSIN M. et al., « L'enquête sur les bifurcations : une présentation », in GROSSETTI M. et al., *Bifurcations*, Paris, La Découverte, 2009 p. 7-19.

- BEYSÜLEN Y. K., *Unlucanlar. Büyük yüzleşme* [Ulucanlar. Le grand affrontement], Ankara, TMMOB Mimarlar Odası Ankara Şubesi, 2012, 85 min.
- BIARD M., GAINOT B., PASTEUR P. & SERNA P. (dirs.), « *Extrême* » ? *Identités partisanses et stigmatisation des gauches en Europe, XVIIIe-XXe siècle*, Rennes, PUR, 2012.
- BIDART C., « Crises, décisions et temporalités : autour des bifurcations biographiques », *Cahiers internationaux de sociologie*, 2006/1, n°120, p. 29-57.
- BIDART C., « Dynamiques des réseaux personnels et processus de socialisation : évolutions et influences des entourages lors des transitions vers la vie adulte », *Revue française de sociologie*, 2008/3, Vol. 49, p. 559-583.
- BIGO D., « Disparitions, coercition et violence symbolique », *Cultures & Conflits*, n°13-14, 1994, en ligne, consulté le 6 décembre 2012, URL : <http://conflits.revues.org/181>
- BILICI N., *12 Eylül'e giden yol (Bir hukuk öğrencisinin günlükleri: 1976-1980)* [Sur la route du 12 septembre (Journal d'un étudiant de droit : 1976-1980)], Ankara, Savaş Yayınları, 2013.
- BILLION D., *La politique extérieure de la Turquie. Une longue quête d'identité*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- BILLION D. « Turquie », in BALECIE J.-M. & DE LA GRANGE A. (dirs.), *Mondes rebelles. Guérillas, milices, groupes terroristes*, Michalon, 2001, p. 1303-1325.
- BIRAND M. A., *12 Eylül. Saat : 04.00* [12 septembre. 04h00], Istanbul, Karacan Yayınları, 1984.
- BIRAND M.-A., *The Generals' Coup in Turkey. An Inside Story of 12 September 1980*, New York, Brassey's Defense Publishers, 1987.
- BIRAND M. A., *Shirts of Steel: An Anatomy of the Turkish Armed Forces*, Londres, I. B. Tauris, 1991.
- BIRAND M. A., *12 Eylül (1980 Darbesi)*, documentaire télévisé, 9 épisodes, 1998.
- BIRAND M. A., BİLÂ H. & AKAR R., *12 Eylül. Türkiye'nin miladı* [12 septembre. La nouvelle ère de la Turquie], Istanbul, Doğan Kitap, 2010 [1999].
- BIRIKIM, *Hapishaneler : zuladaki resmimiz* [Les prisons : l'officiel planqué], n°136, 2000.
- BJØRGO, T. & HORGAN J., *Leaving Terrorism Behind: Individual and Collective Disengagement*, New York, Routledge, 2009.
- BOLZMAN C., « De l'exil à la diaspora : l'exemple de la migration chilienne », *Autrepart*, 2002/2, n°22, p. 91-107.
- BOLZMAN C., « L'exil : ruptures, épreuves, preuves, résistances », *(Re)penser l'Exil*, n°1, 2012, en ligne, consulté le 19 août 2016, URL : <http://revue-exil.com/lexil-ruptures-epreuves-preuves-resistances/>
- BONI-LE GOFF I., « Emprises spatiales », *Genèses*, 2015/2, n°99, p. 3-7.
- BORA T., "Professional Chambers and Non-Voluntary Organizations in Turkey: The Intersection of Public, Civil and National", in YERASIMOS S., SEUFERT G. & VORHOFF K. (dirs.), *Civil Society in the Grip of Nationalism*, Istanbul, Orient-Institute, 2000, p. 99-142.
- BORA T. & CAN K., *Devlet, ocak, dergâh. 12 Eylül'den 1990'lara ülkücü hareket* [Etat, foyer, tekke. Le mouvement nationaliste du 12 septembre aux années 1990], Istanbul, İletişim, 2009 [1991].
- BORA T. & AKYILDIZ K., « Siyasal hafıza ve ülkücülerin hatırasında 70'ler » [Les années 1970 dans la mémoire politique des Idéalistes], *Toplum ve Bilim*, n°127, 2013, p. 209-228.
- BOSA B., « 'Se tenir au plus près ou reculer pour mieux voir ?' Le réglage de la focale dans les sciences sociales », *Revue Internationale de Sociologie*, Vol. 23/3, 2013, p. 647-670.

- BOSI L., « État des savoirs et pistes de recherche sur la violence politique », *Critique internationale*, 2012/1, n°54, p. 171-189.
- BOSI L., DEMETRIOU C. & MALTHANER S., “A Contentious Politics Approach to the Explanation of Radicalization”, in BOSI L., DEMETRIOU C. & MALTHANER S. (eds.), *Dynamics of Political Violence. A Process-Oriented Perspective on Radicalization and the Escalation of Political Conflict*, Londres, Ashgate, 2014, p. 1-23.
- BOSI L. & REITER H., “Historical Methodologies. Archival Research and Oral History in Social Movement Research”, in DELLA PORTA D. (ed.), *Methodological Practices in Social Movement Research*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 117-143.
- BOSI L., GIUGNI M. & UBA K., *The Consequences of Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016.
- BOUCHERON P., *Conjurer la peur Sienne, 1338. Essai sur la force politique des images*, Paris, Seuil, 2013.
- BOUDON R., « La crise universitaire française : essai de diagnostic sociologique », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, Vol. 24, n°3, 1969. p. 738-764.
- BOUMAZA M., « Les générations politiques au prisme de la comparaison : quelques propositions théoriques et méthodologiques », *Revue internationale de politique comparée*, 2009/2, Vol. 16, p. 189-203.
- BOUMAZA M. & CAMPANA A., « Comment fabrique-t-on des martyrs? Enjeux théoriques et méthodologiques », *Signes, Discours et Sociétés*, n°15, en ligne, consulté le 28 juin 2015, URL : <http://www.revue-signes.info/document.php?id=4632>
- BOURDIEU P., CHAMBOREDON J-C. & PASSERON J-C., *Le métier de sociologue*, Berlin, Mouton de Gruyter, 1968.
- BOURDIEU P., BOLTANSKI L. & DE SANT-MARTIN M., « Les stratégies de reconversion. Les classes sociales et le système d’enseignement », *Informations sur les sciences sociales*, XII-5, 1973, p. 61-113.
- BOURDIEU P., « Avenir de classe et causalité du probable », *Revue française de sociologie*, Vol. 15-1, 1974, p. 3-42.
- BOURDIEU P., « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 17-18, 1977, p. 2-5.
- BOURDIEU P., « Classement, déclassement, reclassement », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 24, 1978, p. 2-22.
- BOURDIEU P., *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979.
- BOURDIEU P., « Les trois états du capital culturel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 30, 1979, p. 3-6.
- BOURDIEU P., *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980.
- BOURDIEU P., « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 31, 1980, p. 2-3.
- BOURDIEU P., *Homo academicus*, Paris, Minuit, 1984.
- BOURDIEU P., « La force du droit », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 64, 1986. p. 3-19.
- BOURDIEU P., « L’illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 62-63, 1986, p. 69-72.
- BOURDIEU P., « Effets de lieux », in BOUDIEU P. (dir.), *La misère du monde*, Seuil, 1993, p. 249-262.

- BOURDIEU P., « Stratégies de reproduction et modes de domination », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 105, 1994, pp. 3-12
- BOURDIEU P., *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1998.
- BOURDIEU P., *Contre-feux I*, Paris, Liber/Raisons d'Agir, 1998.
- BOURDIEU P., *Propos sur le champ politique*, Lyon, PUL, 2000.
- BOURDIEU P., « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2002/5, n°145, p. 3-8.
- BOURDIEU P., *Sur l'Etat. Cours au Collège de France 1989-1992*, Paris, Raisons d'agir/Seuil, 2012.
- BOYOĞLU E., *Ölümden öte. Sol içi şiddeti sorgulamak ve aşmak* [Au delà de la mort. Interroger et dépasser la violence au sein de la gauche], Istanbul, Belge Yayınları, 2010.
- BOZARSLAN H., « Une communauté et ses institutions : le cas des Turcs en RFA », *Revue européenne de migrations internationales*, Vol. 6, n°3, 1990, p. 63-82.
- BOZARSLAN H., *La question kurde. Etats et minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1997.
- BOZARSLAN H., « Le chaos après le déluge : notes sur la crise turque des années 70 », *Cultures & Conflits*, n°24-25, 1997, p.79-89.
- BOZARSLAN H., « Le phénomène milicien, une composante de la violence politique dans la Turquie des années 1970 », *Turcica*, Vol. 31, 1999, p. 185-244.
- BOZARSLAN H., « L'alévisme, la méta-histoire et les mythes fondateurs de la recherche », in RIGONI I. (dir.), *Turquie : les mille visages*, Paris, Syllepses, 2000, p. 77-88.
- BOZARSLAN H., « La crise comme instrument politique en Turquie », *Esprit*, n°271, 2001, p. 140-151.
- BOZARSLAN H., *Histoire de la Turquie contemporaine*, Paris, La Découverte, 2004.
- BOZARSLAN H., « L'anti-américanisme en Turquie », *Le Banquet*, n°21, 2004/2, en ligne, consulté le 6 août 2016, URL : <http://www.revue-lebanquet.com/L-anti-americanisme-en-Turquie>
- BOZARSLAN H., « Structures de pouvoir, coercition et violence », in VANER S. (dir.), *La Turquie*, CERI-Fayard, Paris, 2005, p. 225-249.
- BOZARSLAN H., *Une histoire de la violence au Moyen-Orient. De la fin de l'Empire ottoman à Al-Qaida*, Paris, La Découverte, Paris, 2007.
- BOZARSLAN H., BATAILLON G. & JAFFRELOT C., *Passions révolutionnaires. Amérique Latine, Moyen-Orient, Inde*, Paris, Editions de l'EHESS, 2011.
- BOZARSLAN H., *Histoire de la Turquie. De l'Empire à nos jours*, Paris, Tallandier, 2013.
- BOZARSLAN H., « Armée et politique en Turquie (1908-1980) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2014/4, n°124, p. 87-98.
- BOZARSLAN H., « La transformation des cadres d'interprétation au Moyen-Orient. L'année 1979 », in DORRONSORO G. & GROJEAN O. (dirs.), *Identités et politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p. 277-292.
- BOZDEMIR M., « Une forme nouvelle de complexe militaro-industriel : le cas turc », *Pouvoirs*, n°34, 1985, p. 143-155.
- BRACONNIER C., « Braconnages sur terres d'État. Les inscriptions politiques séditeuses dans le Paris de l'après-Commune (1872-1885) », *Genèses*, n°35, 1999, p. 107-130.
- BRAUD P. *L'émotion en politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

- BRAUNGART M. M. & BRAUNGART R. G., “Political Career Patterns of Radical Activists in the 1960s and 1970s: Some Historical Comparisons”, *Sociological Focus*, Vol. 13, n°3, 1980, p. 237-254.
- BREUX S., REUCHAMPS M. & LOISEAU H. (dirs.), *Carte mentale et science politique. Regards et perspectives critiques sur l’emploi d’un outil prometteur*, Berne, Peter Lang, 2011.
- BRINKERHOFF M. B. & BURKE K. L., “Disaffiliation: Some Notes on Falling from the Faith”, *Sociological Analysis*, Vol. 41(1), 1980, p. 41-54.
- BRIQUET J-L & SAWICKI F., « L’analyse localisée du politique », *Politix*, Vol. 2, n°7-8, 1989, p. 6-16.
- BRIQUET J-L. & FAVAREL-GARRIGUES G. (dirs.), *Milieus criminels et pouvoir politique. Les ressorts illicites de l’Etat*, Paris, Karthala, 2008.
- BROCKETT C. D., *Political Movements and Violence in Central America*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- BRODIEZ A., « Penser les mutations de l’engagement : un dialogue entre histoire et sciences sociales », in OFFERLE M. & ROUSSO H. (dirs.), *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes, PUR, 2008, p. 37-45.
- BROQUA C., *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.
- BRUNETEAUX P., *Maintenir l’ordre. Les transformations de la violence d’Etat en régime démocratique*, Paris, Presses de Sciences Po/FNSP, 1995.
- BUGNON F., *Les « Amazones de la terreur ». Sur la violence politique des femmes, de la Fraction armée rouge à Action directe*, Paris, Payot, 2015.
- BUTLER J., *Qu’est-ce qu’une vie bonne ?*, Paris, Payot, 2014.
- BUTON F. & MARIOT N., « Socio-histoire », in Encyclopaedia Universalis, *Dictionnaire des idées*, Vol. 2, 2006, p. 731-733.
- ÇAGLAR A. N., “The Greywolves as a Metaphor”, in FINKEL A. & SIRMAN N (eds.), *Turkish State, Turkish Society*, Londres & New-York, Routledge, 1990, p. 79-101.
- ÇAKIR R., *Ayet ve slogan. Türkiye’de islami oluşumlar* [Versets et slogans. Les organisations islamiques en Turquie], Istanbul, Metis, 2012 [1990].
- ÇAKIR R., « La ville, piège ou tremplin pour les islamistes turcs ? », *Cahiers d’Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien*, n°19, 1995, en ligne, consulté le 3 juin 2013, URL : <http://cemoti.revues.org/1696>
- ÇALIŞKAN N., *ODTÜ tarihçe. 1956-1980* [Petite histoire d’ODTÜ. 1956-1980], Ankara, Arayış Yayınları, 2002.
- ÇALIŞLAR O., *12 Mart’tan, 12 Eylül’e Mamak* [Mamak du 12 mars au 12 septembre], Istanbul, Milliyet Yayınları, 1989.
- CALVINO I., *Les villes invisibles*, Paris, Gallimard, 2013.
- CALVINO I., *Ermite à Paris. Pages autobiographiques*, Paris, Gallimard, 2014.
- CAMAU M. & GEISSER V., *Le syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.
- CAMAU M. & MASSARDIER G. (dirs.), *Démocraties et autoritarismes. Fragmentation et hybridation des régimes*, Paris, Karthala, 2009.

- CAMELIO N., « 'Le droit saisi par les militaires' : la rédaction de la Constitution de 1961 », in AYMES M. GOURISSE B. & MASSICARD E., *L'art de l'Etat en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours*, Paris, Karthala, 2013, p. 127-149.
- CAN K., "Youth, Turkism and the Extreme Right: The Idealist Hearts", in YERASIMOS S., SEUFERT G. & VORHOFF K. (dirs.), *Civil Society in the Grip of Nationalism*, Istanbul, Orient-Institute, 2000, p. 335-373.
- ÇANDAR C., "A Turk in the Palestinian Resistance", *Journal of Palestine Studies*, Vol. 30, n°1, 2000, p. 68-82.
- CARDI C. & PRUVOST G., *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte, 2012.
- CARON J-C., « Indépassable fratricide. Réflexions sur la guerre civile en France et ailleurs », *Cités*, 2012/2, n°50, p. 39-47.
- ÇAYAN M., *Toplu yazılar* [Œuvres complètes], Istanbul, Su Yayınları, 2008.
- ÇAYLAK A., "Autocratic or Democratic? A Critical Approach to Civil Society Movements in Turkey", *Journal of Economic and Social Research*, Vol. 10/1, 2008, p. 115-151.
- CEM I., *12 Mart* [(Le régime militaire du) 12 mars], Istanbul, Cem Yayınları, 1973.
- CEMAL H., *12 Eylül günlüğü. T. 1 Tank sesiyle uyanmak* [Journal du 12 septembre. Tome 1. Se réveiller au son des chars], Istanbul, Everest Yayınları, 2012 [1986].
- CEMAL H., *12 Eylül günlüğü. T. 2 Demokrasi korkusu* [Journal du 12 septembre. Tome 2. La peur de la démocratie], Istanbul, Everest Yayınları, 2012 [1986].
- CENTLIVRES P., FABRE D. & ZONABEND F. (dirs.), *La fabrique des héros*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'Homme, 1999.
- CEYHAN A. & PERIES G., « L'ennemi intérieur : une construction discursive et politique », *Cultures & Conflits*, n°43, 2001, en ligne, consulté le 6 août 2016, URL : <https://conflits.revues.org/566>
- CHANTRAINE G., *Par delà les murs. Expériences et trajectoires en maison d'arrêt*, Paris, PUF-Le Monde, 2004.
- CHARLE C., « Situation spatiale et position sociale. Essai de géographie sociale du champ littéraire à la fin du XIXème siècle », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 13, 1977, p. 45-59.
- CHARTIER R., « Espace social et imaginaire social : les intellectuels frustrés au XVIIe siècle », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, Vol. 37, n°2, 1982, p. 389-400.
- CHARTIER R., « Communautés de lecteurs », in *Culture écrite et Société. L'ordre des livres (XIVe-XVIIIe siècles)*, Paris, Albin Michel, 1996.
- CHEVALIER C., *Itinéraire d'une communauté en exil : les réfugiés politiques turcs de gauche en France après le coup d'Etat militaire de septembre 1980 en Turquie*, Thèse pour le doctorat de sociologie, Paris, EHESS, 2009.
- CHEVALIER L., *Classes laborieuses et classes dangereuses*, Paris, Perrin, 2002 [1958].
- CHEVIRON N. & PEROUSE J-F., *Erdoğan. Nouveau père de la Turquie ?*, Paris, François Bourin, 2016.
- CHEYNIS E., « Les reconversions dans l'associatif de militants politiques marocains. Ruptures, continuités et fidélité à soi », *Politix*, 2013/2, n°102, p. 147-173.
- CODACCIONI V., *Punir les opposants. PCF et procès politiques (1947-1962)*, Paris, CNRS Editions, 2013.
- CODACCIONI V., *Justice d'exception. L'Etat face aux crimes politiques et terroristes*, Paris, CNRS Editions, 2015.

- COHEN Y., *Le siècle des chefs. Une histoire transnationale du commandement et de l'autorité (1890-1940)*, Paris, Amsterdam, 2013
- COLL., *Kaktüsler susuz da yaşar. Kadınlar Mamak cezaevini anlatıyor* [Les cactus poussent sans eau. Les femmes racontent la prison de Mamak], Ankara, Dipnot, 2011.
- COLL., *Modern Türkiye'de siyasi düşünce. Cilt 8. Sol* [La pensée politique dans la Turquie moderne. Tome 8 La gauche], Istanbul, İletişim, 2008.
- COLL., *Tarihle söyleşiler* [Dialogues avec l'histoire], Ankara, Özgür Açılım, 2014.
- COLLOVALD A. & NEVEU E., « Le 'néo-polar'. Du gauchisme politique au gauchisme littéraire », *Sociétés & Représentations*, 2001/1, n°11, p. 77-93.
- COLLOVALD A., « Pour une sociologie des carrières militantes », in COLLOVALD A., LECHIEN M-H., ROZIER S. & WILLEMEZ L. (dirs.), *L'humanitaire ou le management des dévouements : enquête sur un militantisme de solidarité internationale en faveur du Tiers monde*, Rennes, PUR, 2002, p. 177-229.
- COLLOVALD, A. & GAÏTI, B. (dirs.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute, 2006.
- COLLOVALD, A. & GAÏTI, B., « Questions sur la radicalisation politique », in COLLOVALD, A. & GAÏTI, B. (dirs.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute, 2006, p. 19-45.
- COLOMBO P. & SCHINDEL E., *Space and the Memories of Violence. Landscapes of Erasure, Disappearance and Exception*, Palgrave Macmillan, 2014.
- COMBES H., « Des militants par intermittence ? Le Parti de la révolution démocratique au Mexique (1989-2000) », *Critique Internationale*, Vol. 30/1, 2006, p. 145-160.
- COMBES H., « Répression », in FILLIEULE O., MATHIEU L. & PECHU C. (dirs.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 462-468.
- COMBES H., *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, 2011.
- COMBES H. & FILLIEULE O., « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire. Modèles structuraux et interactions stratégiques », *Revue française de science politique*, 2011/6, Vol. 61, p. 1047-1072.
- COMBES H., « 'Observer les mobilisations'. Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux », *Politix*, 2011/1, n°93, p. 7-27.
- COMBES H. GARIBAY D. & GOIRAND C. (dirs.), *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, Karthala, 2016.
- COPEAUX E., *Espaces et temps de la nation turque. Analyse d'une historiographie nationaliste, 1931-1993*, Paris, CNRS Editions, 1997.
- COPEAUX E., « Ahmed Arvasi, un idéologue de la synthèse Turco-Islamique », *Turcica*, Vol. 30, 1998, p. 211-223.
- COPEAUX E., « Le consensus obligatoire », in RIGONI I. (dir.), *Turquie : les mille visages*, Paris, Syllepses, 2000, p. 89-104.
- COPEAUX E., « Mobilisations étudiantes », *Susam sokak*, en ligne, consulté le 6 août 2016, URL : <http://www.susam-sokak.fr/article-esquisse-n-30-mobilisations-etudiantes-1-111295650.html>
- CORBIN A., « Le risque, pour l'historien désireux de comprendre le passé, de savoir ce qui est advenu après la période qu'il étudie », *Sociétés & Représentations*, 2015/2, n°40, p. 337-342.
- CORMIER P., « De la souplesse aux contorsions. Enquêter simultanément sur des engagements conflictuels : le cas de la gauche radicale et de l'islam politique en Turquie », Communication à l'atelier doctoral du CRAPUL, Lausanne, 02/04/2014.

- CORTAZAR M., *Marelle*, Paris, Gallimard, 1979.
- ÇOŞKUN S., *Tutukluymuşuk* [Nous avons été arrêtés], Istanbul, TÜSTAV Yayınları, 2009.
- CRETTEZ X., « Penser la violence politique », in CRETTEZ X. & MUCCHIELLI L., *Les violences politiques en Europe*, Paris, La Découverte, 2010, p. 7-28.
- ÇUBUKCU A., *Bizim '68* [Nous autres de 68], Istanbul, Evrensel 2014.
- Cumhuriyet Ansiklopedisi*, Istanbul, Yapı Kredi Yayınevi, 2003, Tomes 3 (1961-1980) & 4 (1981-2000).
- CUMMING E. & HENRY W. E., *Growing Old: The Process of Disengagement*, New York, Basic Books, 1961.
- CURTIS R-L. & ZURCHER L-A., “Stable Resources of Protest Movements: The Multi-Organizational Field”, *Social Forces*, Vol. 52, n°1, 1973, p. 53-61.
- CUSSET F., *La décennie. Le Grand Cauchemar des années 1980 ?*, Paris, La Découverte, 2008.
- DAGI I. D., “Democratic Transition in Turkey, 1980-83: The Impact of European Diplomacy”, *Middle Eastern Studies*, Vol. 32, n°2, 1996, p. 124-141
- DARMON M., *Devenir anorexique. Une approche sociologique*, Paris, La Découverte, 2008.
- DARMON M., « La notion de carrière : un instrument interactionniste d'objectivation », *Politix*, 2008/2, n°82, p. 149-167.
- DARMON M., *La socialisation. Domaines et approches*, Paris, Armand Colin, 2010.
- DAUVIN P. & SIMEANT J., *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.
- DAVENPORT C., JOHNSTON H. & MUELLER C. (eds.), *Repression and Mobilization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005.
- DAVID I. & TOKTAMIS K. F., *Everywhere Taksim: Sowing the Seeds for a New Turkey at Gezi*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2015.
- DE CERTEAU M., *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990.
- DELANEY C., « Untangling the Meanings of Hair in Turkish Society », *Anthropological Quarterly*, Vol. 67, n°4, 1994, p. 159-172.
- DELI F. & PEROUSE J-F., « Migrations internes vers Istanbul : discours, sources et quelques réalités », *Les dossiers de l'IFEA*, n°9, 2002.
- DELIKANLI E. & DELIKANLI Ö., *Keşke bir öpüp koklasaydım. Geride kalan aileler 12 Eylül'ü anlatıyor* [Si seulement je pouvais sentir un baiser. Les familles restées à l'arrière racontent le 12 septembre], Istanbul, Ayrıntı, 2014.
- DELIKANLI S., « Eşinizin içeride olmasına mı yanasınız çocuklarının dışarıda ayrı kalmasına mı ?... » [C'est une profonde tristesse : d'un côté, votre conjoint est détenu, de l'autre, ses enfants restent séparés de lui], in DELIKANLI E. & DELIKANLI Ö., *Keşke bir öpüp koklasaydım. Geride kalan aileler 12 Eylül'ü anlatıyor* [Si seulement je pouvais sentir un baiser. Les familles restées à l'arrière racontent le 12 septembre], Istanbul, Ayrıntı, 2014, p. 310-332.
- DELLA PORTA D., *Social Movements, Political Violence, and the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.
- DELLA PORTA D., « Mouvements sociaux et violence politique », in CRETTEZ X. & MUCCHIELLI L., *Les violences politiques en Europe*, Paris, La Découverte, 2010, p. 271-291.

- DELLA PORTA D., *Clandestine Political Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.
- DELOYE Y. & VOUTAT B. (dirs.), « Entre histoire et sociologie : l'hybridation de la science politique », in DÉLOYE Y. & VOUTAT B., *Faire de la science politique. Pour une analyse socio-historique du politique*, Paris, Belin, 2002, p. 7-24.
- DELOYE Y., *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 2003.
- DEMAZIERE D., « Quelles temporalités travaillent les entretiens biographiques rétrospectifs ? », *Bulletin de méthodologie sociologique*, n°93, 2007, en ligne, consulté le 2 juillet 2012, URL : <http://bms.revues.org/index506.html>
- DEMAZIERE D. & SAMUEL O., « Inscrire les parcours individuels dans leurs contextes », *Temporalités*, n°11, 2010, en ligne, consulté le 8 mars 2014, URL : <http://temporalites.revues.org/1167>
- DEMIREL T., "The Turkish Military's Decision to Intervene: 12 September 1980", *Armed Forces & Society*, Vol. 29, n°2, 2003, p. 253-280.
- DENAVE S., « Les ruptures professionnelles : analyser des évènements au croisement des dispositions individuelles et des contextes », in GROSSETTI M. *et al.*, *Bifurcations*, Paris, La Découverte, 2009, p. 168-175.
- DENAVE S., *Reconstruire sa vie professionnelle. Sociologie des bifurcations biographiques*, Paris, PUF, 2015.
- DE SAINT MARTIN M., « Les reconversions culturelles : l'exemple de la noblesse », *Hermès, La Revue*, 1996/2, n°20, p. 183-191.
- DIANI M., "Social Movements and Social Capital: A Network Perspective on Movement Outcomes", *Mobilization: An International Journal*, Vol. 2/2, 1997, p. 129-147.
- DE QUEIROZ J-M. & ZIOLKOWSKI M., *L'interactionnisme symbolique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1997.
- DERMENJIAN G. & LOISEAU D., « Itinéraires de femmes communistes », in FILLIEULE O. & ROUX P. (dirs.), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 93-113.
- DESCAMPS F. (dir.), *Les sources orales et l'histoire. Récits de vie, entretiens, témoignages oraux*, Paris, Bréal, 2006.
- DE TAPIA S., « De l'émigration au retour : les mutations du champ migratoire turc », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°52-53, 1989. p. 255-272.
- DEV-GENÇ, *Bağımsızlık, demokrasi ve sosyalizm mücadelesinde. Gençlik. Cilt. 1 1974-1980* [Dans la lutte pour l'indépendance, la démocratie et le socialisme. La jeunesse. Tome 1 : 1974-1980], Istanbul, Boran Yayinevi, 1999 [1988].
- DEVRIMCI SOL, *Revolutionary Left*, brochure non datée.
- DEVRIMCI 78'LILER FEDERASYONU, *Anaların babaların diliyle 12 Eylül (Çile mektupları)* [Le 12 septembre avec les mots des mères et des pères. (Lettres de supplique)], Ankara, non daté.
- DEVRIMCI 78'LILER FEDERASYONU, *Işkenceci ayağa kalk !!! Suçlusun...* [Tortionnaire debout !!! Tu es coupable...], Ankara, non daté.
- DEWERPE A., *Charonne 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'Etat*, Paris, Gallimard, 2006.
- DEZALAY Y. & GARTH B. G., *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'Etat en Amérique latine, entre notables du droit et « Chicago boys »*, Paris, Seuil, 2002.
- DIANI M., "Social Movements and Social Capital: A Network Perspective on Movement Outcomes", *Mobilization: An International Journal*, Vol. 2/2, 1997, p. 129-147.
- DİNÇER E., *Sizin Veysel. Darbenin kaybettiği bir devrimcinin izinde* [Votre Veysel. Sur la piste d'un révolutionnaire disparu], Ankara, Nota Bene, 2014.

- DOBRY M., *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009 [1986].
- DODD C-H., "The Containment of Terrorism: Violence in Turkish Politics 1965-1980", in O'SULLIVAN N. (dir.), *Terrorism, Ideology and Revolution*, Sussex, Wheatsheaf Books, 1986, p. 132-149.
- DODD C. H., *The Crisis of Turkish Democracy*, Londres, Eothen Press, 1990.
- DODD C. H., "The Turkish Republic", in HEPER M. & SAYARI S. (eds.), *The Routledge Handbook of Modern Turkey*, Londres, Routledge, 2012, p. 53-64.
- DOGAN M. G., "When Neoliberalism Confronts the Moral Economy of Workers: The Final Spring of Turkish Labor Unions", *European Journal of Turkish Studies*, n°11, 2010, en ligne, consulté le 27 juin 2012, URL : [/index4321.html](http://www.ejts.org/index4321.html)
- DORRONSORO G., « Réflexions sur la causalité d'un manque : pourquoi y a-t-il si peu de mobilisations en Turquie ? », CERI, 2001, URL : <http://www.ceri-sciences-po.org>
- DORRONSORO G., MASSICARD E. & PEROUSE J-F., « Turquie : changement de gouvernement ou changement de régime ? », *Critique internationale*, n°18, 2003, p. 8-15.
- DORRONSORO G. & GROJEAN O., « Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie », *European Journal of Turkish Studies*, 2004, en ligne, consulté le 6 août 2016, URL : <http://www.ejts.org/document198.html>
- DORRONSORO G., « Mobilisations et régime sécuritaire », in DORRONSORO G. (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Éditions, 2005, p. 13-30.
- DORRONSORO G., « La torture discrète : capital social, radicalisation et désengagement militant dans un régime sécuritaire », *European Journal of Turkish Studies*, n°8, 2008, en ligne, consulté le 6 août 2016, URL : <http://ejts.revues.org/index2223.html>
- DORRONSORO G., *Que veut la Turquie ? Ambitions et stratégies internationales*, Paris, Autrement, 2009.
- DORRONSORO G. & GROJEAN O., « Identité, hiérarchie et mobilisation », in DORRONSORO G. & GROJEAN O. (dirs.), *Identités et politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p. 13-43.
- DORRONSORO G. & GOURISSE B., « Une clé de lecture du politique en Turquie : les rapports État-Partis », *Politix*, 2014/3, n°107, p. 195-218.
- DORRONSORO G. & GOURISSE B., « L'armée turque en politique. Autonomie institutionnelle, formation de coalitions sociales et production des crises », *Revue française de science politique*, 2015/4, Vol. 65, p. 609-631.
- DRESSEN M., *De l'Amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine 1967-1989*, Paris, Belin, 2000.
- DUCHESNE S. & HAEGEL F., « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, Vol. 54, n°6, 2004, p. 877-909.
- DUFOIX S., « Le retour des exilés », *Hommes et Migrations*, n°1216, 1998, p. 79-91.
- DUFOIX S., « Les légitimations politiques de l'exil », *Genèses*, n°34, 1999, p. 53-79.
- DUFOIX S., *Politiques d'exil*, Paris, PUF, 2002.
- DUMONT P., *Mustafa Kemal invente la Turquie moderne. 1919-1924*, Bruxelles, Editions Complexes, 1983.
- DUMONT P., « Les 'disciples de la lumière'. Le mouvement *nourdjou* en Turquie », in CARRE O. & DUMONT P. (dirs.), *Radicalismes islamiques. Tome 1 Iran, Liban, Turquie*, Paris, L'Harmattan, 1985, p. 215-256.
- DUMONT P. & GEORGEON F. (dirs.), *La Turquie au seuil de l'Europe*, Paris, L'Harmattan, 1991.

- DUMONT P., « Le premier mai en Turquie », in THOBIE J. & KANCAL S., *Industrialisation, communication et rapports sociaux en Turquie et en Méditerranée orientale*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 245-257.
- DUNEZAT X., « Trajectoires militantes et rapports sociaux de sexe », in FILLIEULE O. & ROUX P. (dirs.), *Le sexe du militantisme*, Presses de Sciences Po, 2009, p. 243-260.
- DURKHEIM E., *Le suicide*, Paris, PUF, 2013 [1897].
- DURKHEIM E., *L'évolution pédagogique en France*, Paris, PUF, 1990 [1938].
- EARL J., "Tanks, Tear Gas, and Taxes: Toward a Theory of Movement Repression", *Sociological Theory*, Vol. 21, n°1, 2003, p. 44-68.
- EBAUGH H. F., *Becoming an Ex. The Process of Role Exit*, Chicago, University of Chicago Press, 1988.
- ECEN A., DOĞRUEL, S. & DOĞRUEL F., "Economic Growth and Structural Change in Turkey 1960-1988", *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 26, n°1, 1994, p. 190-208.
- EDGÜ F., *Une saison à Hakkâri*, Paris, Gallimard, 1989.
- ELIAS N., *Qu'est ce que la sociologie ?*, Paris, Pocket, 1991.
- EL KHAWAGA D., « La génération seventies en Égypte. La société civile comme répertoire d'action alternatif », in BENNANI-CHRAÏBI M. & FILLIEULE O. (dirs.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003 p. 271-292.
- ERDİNÇ I., *Les relations entre le champ syndical et le champ politique de 1980 à nos jours*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne, 2016.
- ERDOĞAN F. E., *Direnış Komiteleri. Faşizme karşı demokratik halk iktidarı yolunda* [Les comités de résistance. La voie du pouvoir démocratique et populaire contre le fascisme], Istanbul, Pratika, 2013.
- ERGİL D., *Türkiye'de terör ve şiddet* [Terreur et violence en Turquie], Ankara, Turhan Kitabevi, 1980.
- ERGÜDEN I., « 1970'li yıllar Türkiye'sinde bir silahlı propaganda deneyimi: MLSPB » [Un essai de propagande armée dans les années 1970 : le MLSPB], *Birikim*, n°274, 2012, en ligne, consulté le 12 juin 2016, URL : <http://toplumsaldayanisma.org/Article/Detail/34>
- ERIKSON E. H., *Adolescence et crise. La quête de l'identité*, Paris, Flammarion, 1972.
- ERNAUX A., *Le vrai lieu. Entretiens avec Michelle Porte*, Paris, Gallimard, 2014.
- ERSAN V., *1970'lerde Türkiye solu* [La gauche turque dans les années 1970], Istanbul, İletişim, 2013.
- ETHUIN N., « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Les écoles du PCF (1970–1990) », *Politix*, Vol. 16, n°63, 2003, p. 145-168.
- EVANS S. M. & BOYTE H.C., *Free Spaces. The Sources of Democratic Change in America*, Chicago, Chicago University Press, 1992 [1986].
- EVREN K., « Ankara : le pari de la modernité », *Politique internationale*, n°36, 1987, p. 193-201.
- EVREN K., *Kenan Evren'in anıları* [Mémoires de Kenan Evren], Istanbul, Milliyet Yayınları, 1991.
- EXTERMANN L. « La criminalisation de la contestation politique : un échec du libéralisme », *Déviance et société*, Vol. 2, n°2, 1978, p. 199-213.
- FARGE A., « Penser et définir l'événement en histoire. Approche des situations et des acteurs sociaux », *Terrain*, n°38, 2002, en ligne, consulté le 16/02/2015, URL : <http://terrain.revues.org/1929>

- FASSIN D. & RECHTMAN R., *L'empire du traumatisme. Enquête sur la condition de victime*, Paris, Flammarion, 2007.
- FASSIN D., *L'ombre du monde. Une anthropologie de la condition carcérale*, Paris, Seuil, 2015.
- FAURE S., *Apprendre par corps. Socio-anthropologie des techniques de danse*, Paris, La Dispute, 1998.
- FAVRE P., *Comprendre le monde pour le changer. Epistémologie du politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.
- FEDERINI F., *Ecrire ou combattre. Des intellectuels prennent les armes (1942-1944)*, Paris, La Découverte, 2006.
- FENDRICH J. M. & LOVOY K. L., "Back to the Future: Adult Political Behavior of Former Student Activists", *American Sociological Review*, n°53, 1988, p. 780-784.
- FENDRICH J. M. & TARLEAU A. T., "Marching to a Different Drummer: Occupational and Political Correlates of Former Student Activists", *Social Forces*, Vol. 52, n°2, 1973, p. 245-253.
- FILLIEULE O. & MAYER N., « Devenirs militants », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n°1-2, 2001, p. 19-25.
- FILLIEULE O., « Post-scriptum : propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n°1-2, 2001, p. 199-217.
- FILLIEULE O. (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.
- FILLIEULE O., « Requiem pour un concept : vie et mort de la notion de structure des opportunités politiques », in DORRONSORO G. (dir.), *La Turquie contestée*, Paris, CNRS Editions, 2005, p. 201-218.
- FILLIEULE O. & DELLA PORTA D., « Variations de contexte et contrôle des mouvements collectifs », in FILLIEULE O. & DELLA PORTA D. (dirs.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p. 17-40.
- FILLIEULE O., « On n'y voit rien. Le recours aux sources de presse pour l'analyse des mobilisations protestataires », in FAVRE P. et al., *L'atelier du politiste*, Paris, La Découverte, 2007, p. 215-240.
- FILLIEULE O., « Carrière militante », in FILLIEULE O., MATHIEU L. & PECHU C. (dirs.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 85-94.
- FILLIEULE O., « Désengagement », in FILLIEULE O., MATHIEU L. & PECHU C. (dirs.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 180-188.
- FILLIEULE O. & PUDAL B., « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », in AGRİKOLIANSKY E., FILLIEULE O. & SOMMIER I. (dirs.), *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 163-184.
- FILLIEULE O., « Travail, famille, politisation », in SAINSAULIEU Y. & SURDEZ M. (dirs.), *Sens politiques du travail*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 345-357.
- FILLIEULE O., « Le désengagement d'organisations radicales. Approche par les processus et les configurations », *Lien social et Politiques*, n°68, 2012, p. 37-59.
- FILLIEULE O., « Quelques réflexions sur les milieux étudiants dans les dynamiques de démobilisation », *European Journal of Turkish Studies*, n°17, 2013, en ligne, consulté le 13 mars 2014, URL : <http://ejts.revues.org/4834>
- FILLIEULE O., "Age and Social Movements", in SNOW D. A., DELLA PORTA D., KLANDERMANS B. & McADAM D. (eds.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Blackwell Publishing Ltd, 2013.

- FINKEL A. & HALE W., "Politics and Procedure in the 1987 Turkish General Election", in FINKEL A. & SIRMAN N (eds.), *Turkish State, Turkish Society*, Londres & New-York, Routledge, 1990, p. 103-138.
- FIRAT D. & TOPALOĞLU H., "Total kurum, disipliner cezaevi, kamp: Goffman, Foucault ve Agamben'in kavramlarıyla Diyarbakır Askerî cezaevi (1980-84)" [Institutions totales, prisons disciplinaires, camp : la prison militaire de Diyarbakır (1980-84) avec les concepts de Goffman, Foucault et Agamben, *Toplum ve Bilim*, n°123, 2012, p.76-92.
- FIRAT D. (dir.), *Sokağın belleği. 1 Mayıs 1977'den Gezi direnişine toplumsal hareketler ve kent mekanı* [La mémoire de la rue. Du 1er mai 1977 à la résistance de Gezi. Mobilisations sociales et espace urbain], Istanbul, Dipnot, 2014.
- FLICHE B., « Quand cela tient à un cheveu. Pilosité et identité chez les turcs de Strasbourg », *Terrain*, n°35, 2000, p. 155-165.
- FLICHE, B., *Odyssées turques. Les migrations d'un village anatolien*, Paris, CNRS Editions, 2007.
- FLICHE B., « 'Écraser le serpent' ? Violences privées et violences politiques dans l'espace rural turc », *Etudes rurales*, 2010/2, n°186, p. 197-208.
- FOA J., « Le repaire et la bergerie des brebis du Seigneur au milieu de la France. Le paysage urbain à Orléans au temps des guerres de Religion », *Histoire urbaine*, 2014/3, n°41, p. 147-168.
- FOSSE-POLIAK C., « Ascension sociale, promotion culturelle et militantisme. Une étude de cas », *Sociétés contemporaines*, n°3, 1990, p. 117-129.
- FOUCAULT M., *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.
- FRANCO M., "Between Urgency and Strategy: Argentine Exiles in Paris, 1976-1983", *Latin American Perspectives*, Vol. 34, n°4, 2007, p. 50-67.
- FRANKLIN C. H., "Issue Preferences, Socialization, and the Evolution of Party Identification", *American Journal of Political Science*, Vol. 28, n°3, 1984, p. 459-478.
- FRETEL J., « Quand les catholiques vont au parti. De la constitution d'une illusion paradoxale et du passage à l'acte chez les 'militants' de l'UDF », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004/5, n°155, p. 77-89.
- GAÏTI B. & ISRAËL L., « Sur l'engagement du droit dans la construction des causes », *Politix*, Vol. 16, n°62, 2003, p. 17-30.
- GAMSON W., "Safe Spaces and Social Movements", *Perspectives on Social Problems*, n°8, 1996, p. 27-38.
- GANSER D., *Les armées secrètes de l'OTAN : réseaux Stay Behind, opération Gladio et terrorisme en Europe de l'Ouest*, Paris, Demi Lune, 2007.
- GARRIGOU A., *Le vote et la vertu. Comment les Français sont devenus électeurs*, Paris, Presses de la FNSP, 1992.
- GARRIOCH D., *La fabrique du Paris révolutionnaire*, Paris, La Découverte, 2013.
- GAXIE D., « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, n°27, 1977, p.123-154.
- GAXIE D., « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue Suisse de Science Politique*, Vol. 11, n°1, 2005, p. 157-188.
- GAYER L., « Le parcours du combattant : une approche biographique des militant(e)s sikh(e)s du Khalistan », *Questions de Recherche*, CERI-Sciences Po, n°28, 2009, en ligne, consulté le 26 août 2016, URL : www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/qdr28.pdf

GAYER L., « En vers et contre tout : poésie et politique chez les Mohajirs de Karachi », Sciences Po/CERI, 2009, en ligne, consulté le 25/08/2016, http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/art_lg2.pdf

GAYER L., « Faire l'amour et la guerre. Le problème des 'relations physiques' au sein de la *People's Liberation Army* (PLA) du Népal », *Politix*, 2014/3, n°107, p. 85-115.

GEISSER V., KARAM K. & VAIREL F., « Espaces du politique. Mobilisations et protestations », in PICARD E. (dir.), *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 193-213.

GEOFFRAY M-L., « Étudier la contestation en contexte autoritaire: le cas cubain », *Politix*, 2011/1, n°93, p. 29-45.

GEORGEON F., « La politique de l'enseignement en Turquie », *Les Temps Modernes*, n°456-457, 1984, p. 378-395.

GEORGEON F., « A la recherche d'une identité : le nationalisme turc », in GÖKALP A. (dir.), *La Turquie en transition. Disparités. Identités. Pouvoirs*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1986, p. 125-153.

GERGER A., *12 Eylül sürgünleri* [Les exilés du 12 septembre], Istanbul, Babil Yayınları, 2004.

GERTH H. & MILLS C. W., *Character and Social Structure. The Psychology of Social Institutions*, Londres, Routledge & Kegan Paul PLC, 1954.

GEVHER D., *Mamak. Ardından tavşan yaşamı* [Mamak. Après ma vie de lapin], Istanbul, Belge, 2014.

GIERYN, T. F., "A Space for Place in Sociology", *Annual Review of Sociology*, n°26, 2000, p. 463-496.

GILDEA R., MARK J. & WARRING A. (eds.), *Europe's 1968. Voices of Revolt*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

GIONO J., *Le désastre de Pavie. 24 février 1525*, Paris, Gallimard, 2012 [1963].

GIRARDET R., « Préface », in ZOLA E., *La débâcle*, Paris, Gallimard, 1984.

GIUGNI M., "Biographical Consequences of Activism", in SNOW D. A., DELLA PORTA D., KLANDERMANS B. & McADAM D (eds.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, 2013.

GOBILLE B., « La mémoire à demi-mots. Analyses d'une commémoration impossible », *Genèses*, n°28, 1997, p. 95-110.

GOBILLE B., « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 1968. Capital politique, capital littéraire et conjoncture de crise », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005/3, n°158, p. 30-61.

GOBILLE B., « L'événement Mai 68. Pour une sociohistoire du temps court », *Annales HSS*, Vol. 63/2, 2008, p. 321-349.

GÖÇMEN S., *Fırtınalı denizin yolcuları* [Voyageurs sur une mer démontée], Istanbul, Ayrıntı, 2013.

GOFFMAN E., *Stigmaté. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1963.

GOFFMAN E., *Asiles. Etude sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Minuit, 1968.

GOFFMAN E., *La mise en scène de la vie quotidienne. 1. La présentation de soi*, Paris, Minuit, 1973 [1959].

GOFFMAN E., « La condition de félicité - 1 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 64, 1986, p. 63-78.

GÖKALP A., « Espace rural, village, ruralité : à la recherche du paysan anatolien », in GÖKALP A. (dir.), *La Turquie en transition. Disparités. Identités. Pouvoirs*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1986, p. 49-82.

- GÖKALP A., « Turquie : les tabous d'une démocratie », *La pensée de midi*, 2006/3, n°19, p. 38-49.
- GÖKMEN M., DE SOCIO M. & GHAZI-WALID F., "Geopolitics from Above: A Review of U.S-Turkey Bilateral Relations, 1947–2006", *The Arab World Geographer*, Vol. 11, n°1-2, 2008, p. 1-17.
- GOLDSTONE J. A. & McADAM D., "Contention in Demographic and Life-Course Context", in AMINZADE R. *et al.*, *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 195-221.
- GÖLE N., « Modernité et société civile en Turquie : l'action et l'idéologie des ingénieurs », in GÖKALP A. (dir.), *La Turquie en transition. Disparités. Identités. Pouvoirs*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1986, p. 199-217.
- GÖLE N., "Toward an Autonomization of Politics and Civil Society in Turkey", in HEPER M. & EVIN A. (eds.), *Politics in Third Turkish Republic*, Boulder, Westview Press, 1994, p. 213-222.
- GÖLE N., *Musulmanes et modernes. Voile et civilisation en Turquie*, Paris, La Découverte, 2003 [1993].
- GOODWIN J., "The Libidinal Constitution of a High-Risk Social Movement: Affectual Ties and Solidarity in the Huk Rebellion, 1946 to 1954", *American Sociological Review*, Vol. 62, n°1, 1997, p. 53-69
- GOODWIN J., *No Other Way Out: States and Revolutionary Movements, 1945-1991*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- GOODWIN J., "Introduction to a Special Issue on Political Violence and Terrorism: Political Violence as Contentious Politics", *Mobilization: An International Journal*, n°17/1, 2012, p. 1-5
- GOTTRAUX P., « *Socialisme ou barbarie* ». *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, 1997.
- GOTTRAUX P., « 'Socialisme ou Barbarie' : un itinéraire saisi par l'histoire et la sociologie », in DÉLOYE Y. & VOUTAT B., *Faire de la science politique. Pour une analyse socio-historique du politique*, Paris, Belin, 2002, p. 185-200.
- GOTTRAUX P. & PECHU C., « Le réalignment politique à droite d'un petit commerçant : complexité de l'analyse des 'dispositions politiques' », in SAINSAULIEU Y. & SURDEZ M. (dirs.), *Sens politiques du travail*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 155-170.
- GOULD R. V., *Insurgent Identities. Class, Community, and Protest in Paris from 1848 to the Commune*, Chicago, University of Chicago Press, 1995.
- GOURISSE B., *Militer à l'Işçi Partisi. Multiplicité des carrières militantes, modes d'activation et de conversion des ressources dans un parti politique turc ne donnant pas accès aux rétributions électorales*, Mémoire de recherche pour le DEA, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne, 2005.
- GOURISSE B., « Pluralité des rapports aux normes professionnelles et politisation des pratiques dans la police turque des années 1970 », *European Journal of Turkish Studies*, n°8, 2008, en ligne, consulté le 6 août 2016, URL : <http://ejts.revues.org/index2273.html>
- GOURISSE B., « Enquête sur les relations entre politisation et études supérieures : le cas turc (1970-1980) », *Critique internationale*, n°50, 2011, p. 39-53.
- GOURISSE B., « Variation des ressources collectives et organisation des activités de violence au sein du Mouvement nationaliste en Turquie (1975-1980) », *Cultures & Conflits*, n°81-82, 2011, p. 81-100.
- GOURISSE B., « Participation électorale, pénétration de l'État et violence armée dans la crise politique turque de la seconde moitié des années 1970. Contribution à l'analyse des crises politiques longues », *Politix*, 2012/2, n°98, p. 171-193.
- GOURISSE B., « Ordonner et transiger : l'action publique au concret dans l'Empire ottoman et en Turquie », in AYMES M. GOURISSE B. & MASSICARD E., *L'art de l'Etat en Turquie*.

- Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours*, Paris, Karthala, 2013, p. 11-34.
- GOURISSE B., *La violence politique en Turquie. L'Etat en jeu (1975-1980)*, Paris, Karthala, 2014.
- GOURISSE B., « Une transformation non consensuelle du jeu politique. Autorisation du multipartisme et alternance politique en Turquie (1945-1950) », *Revue française de science politique*, 2015/3, Vol. 65, p. 429-449.
- GRANOVETTER M. S., "The Strength of Weak Ties", *American Journal of Sociology*, Vol. 78, n°6, 1973, p. 1360-1380.
- GRIBAUDI M., *Itinéraires ouvriers. Espaces et groupes sociaux à Turin au début du XXe siècle*, Paris, Editions de l'EHESS, 1987.
- GRIBAUDI M., « Espace ouvrier et parcours sociaux : Turin dans la première moitié du siècle », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, Vol. 42, n°2, 1987, p. 243-263.
- GROC G., « La Turquie et l'option atlantique », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n°50, 1988, p. 183-197.
- GROC G., « La 'société civile' turque entre politique et individu », *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien*, n°26, 1998, en ligne, consulté le 9 mars 2012, URL : <http://cemoti.revues.org/129>
- GROC G., « Démocratie et société civile », in VANER S. (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard-CERI, 2005, p. 193-224.
- GROJEAN O., *La cause kurde. De la Turquie vers l'Europe. Contribution à une sociologie de la transnationalisation des mobilisations*, Thèse pour le doctorat, EHESS, 2008.
- GROJEAN O., « Violences contre soi », in FILLIEULE O., MATHIEU L. & PECHU C. (dirs.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 564-570.
- GROJEAN O., « Comment gérer une crise politique interne ? Façonnage organisationnel du militantisme, maintien de l'engagement et trajectoires de défection », *Politix*, 2013/2, n°102, p. 63-88.
- GROSSETTI M., *Sociologie de l'imprévisible. Dynamiques de l'activité et des formes sociales*, Paris, PUF, 2004.
- GROSSETTI M., « L'imprévisibilité dans les parcours sociaux », *Cahiers internationaux de sociologie*, 2006/1, n°120, p. 5-28.
- GRUEL L., *La rébellion de 68. Une relecture sociologique*, Rennes, PUR, 2004.
- GUEVARA E., *Journal du Congo*, Paris, Mille et une nuits, 2009.
- GUEVARA E., *Journal de Bolivie*, Paris, Mille et une nuits, 2008.
- GÜLTEKIN B., « L'économie turque entre néo-libéralisme et pesanteur étatique », in ROY O. (dir.), *La Turquie aujourd'hui. Un pays européen ?*, Paris, Encyclopedia Universalis, 2004, p. 41-54.
- GUNTER M., "Political Instability in Turkey During the 1970s", *Conflict Quarterly: Journal of the Center of Conflict studies*, n°1, 1989, p. 63-77.
- GÜREL B., "'Communist Police!' The State in the 1970s Turkey", *Journal of Historical Studies*, n°2, 2004, p. 1-18.
- GURR T., *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press, 1971.
- GÜRSEL N., « Yachar Kemal, romancier d'une période de transition », in GÖKALP A. (dir.), *La Turquie en transition. Disparités. Identités. Pouvoirs*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1986, p. 97-123.
- GÜRSEL N., *Un long été à Istanbul*, Paris, Gallimard, 1999 [1980].
- GÜZEL Ş. *Türkiye'de işçi hareketi 1908-1984* [Le mouvement ouvrier en Turquie 1908-1984], Istanbul, Kaynak Yayınları, 1984.

- GÜZEL Ş., « Etre ouvrier en Turquie », *Les Temps Modernes*, n°456-457, 1984, p. 267-298.
- GÜZEL S., « Faire la grève en Turquie », in GÖKALP A. (dir.), *La Turquie en transition. Disparités. Identités. Pouvoirs*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1986, p. 219-227.
- GÜZEL Ş., « La grève des 15 et 16 juin 1970 à Istanbul », in BROWN L., HOURCADE B., JOLE M. & al., *Etat, ville et mouvements sociaux au Maghreb et au Moyen-Orient*, L'Harmattan, 1989, p. 163-178.
- GÜZEL M. S., « Syndicats français, immigrés turcs », in JUND A., DUMONT P. & DE TAPIA S. (dirs.), *Enjeux de l'immigration turque en Europe. Les Turcs en France et en Europe*, Paris, CIEMI-L'Harmattan, 1995, p. 199-212.
- HALBWACHS M., *La Mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997.
- HALBWACHS M., *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994.
- HALE W. M., *The Political and Economic Development of Modern Turkey*, New York, St. Martin's Press, 1981.
- HALE W., « Military Rule and Political Change in Turkey, 1980-1984 », in GÖKALP A. (dir.), *La Turquie en transition. Disparités. Identités. Pouvoirs*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1986, p. 155-175.
- HARRIS G., *The Origins of Communism in Turkey*, Stanford, Hoover Institution Publications, 1967.
- HARRIS G., « The Causes of the 1960 Revolution in Turkey », *Middle East Journal*, Vol. 24, n°4, 1970, p. 438-454.
- HARRIS G., *Turkey: Coping with Crisis*, Boulder, Westview Press, 1985.
- HEPER M., *The State Tradition in Turkey*, Northgate, The Eothen Press, 1985.
- HERMET G., « Dictature bourgeoise et modernisation conservatrice : problèmes méthodologiques de l'analyse des situations autoritaires », *Revue française de science politique*, Vol. 25, n°6, 1975, p. 1029-1061.
- HERSANT J. & TOUMARKINE A., « Hometown organizations in Turkey: an overview », *European Journal of Turkish Studies*, n°2, en ligne, consulté le 6 août 2016, URL : <http://www.ejts.org/document397.html>
- HIBOU B., *La force de l'obéissance. Economie politique de la répression en Tunisie*, Paris, La Découverte, 2006.
- HIKMET N., *C'est un dur métier que l'exil*, Anthologie établie et présentée par DOBZYNSKI C., Pantin, Le Temps des Cerises, 1999.
- HIRSCHMAN A. O., *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983.
- HIRSCHMAN A. O., *Exit, voice, loyalty. Défection et prise de parole*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2011.
- HIVERT J., « Les incidences biographiques du militantisme et la socialisation politique en contexte autoritaire. Une étude sur deux générations familiales marocaines : de la génération politique des années 70 à ses enfants », Thèse pour le doctorat de science politique, Université de Lausanne/Université d'Ottawa, en cours.
- HMED C., « Des mouvements sociaux 'sur une tête d'épingle' ? Le rôle de l'espace physique dans le processus contestataire à partir de l'exemple des mobilisations dans les foyers de travailleurs migrants », *Politix*, 2008/4 n°84, p. 145-165.
- HMED C., « Réseaux dormants, contingence et structures. Genèses de la révolution tunisienne », *Revue française de science politique*, 2012/5, Vol. 62, p. 797-820.

- HMED C., « Répression d'État et situation révolutionnaire en Tunisie (2010-2011) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2015/4, n°128, p. 77-90.
- HOBBSAWM E., « Sexe, symboles, vêtements et socialisme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 23, 1978, p. 2-18.
- HOBBSAWM E. & RANGER T., *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.
- HOGUE D. R. & ANKNEY Th. L., "Occupations and Attitudes of Former Student Activists Ten Years Later", *Journal of Youth and Adolescence*, n°11, 1982, p. 355-371.
- HORGAN J., "Deradicalization or Disengagement? A Process in Need of Clarity and a Counterterrorism Initiative in Need of Evaluation", *Perspectives on Terrorism*, Vol. 2, n°4, 2008, en ligne, consulté le 15 août 2016, URL : <http://www.terrorismanalysts.com/pt/index.php/pot/article/view/32/html>
- HORGAN J., *Walking Away from Terrorism: Accounts of Disengagement from Radical and Extremist Movements*, Londres, Routledge, 2009.
- HOURCADE R., « L'espace des politiques mémorielles locales. Variables territoriales et part du national dans quatre anciens ports négriers de France et du Royaume-Uni », *Revue internationale de politique comparée*, 2015/1, Vol. 22, p. 59-82.
- HOUSTON C., "How Globalization Really Happens: Remembering Activism in the Transformation of Istanbul", *International Journal Of Urban And Regional Research*, Vol. 39, n°1, 2014, p. 46-61.
- HUGHES E., "The Making of a Physician", *Human Organization*, n°14, 1955, p. 21-25.
- HUGHES E. C., *Le regard sociologique. Essais choisis*, Paris, Editions de l'EHESS, 1996.
- HUTTEROTH W. D., *Turkei*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1982.
- IBIKOĞLU A., "Disciplinary Evolution Of Turkish Prisons, 1980s-1990s", *Studies In Law, Politics & Society*, n°51, 2010, p. 67-94.
- INAN C., « La population de la Turquie. Évolutions démographiques depuis 1927 », *Démographie des Balkans*, Vol. 9, 2007, en ligne, consulté le 26 août 2016, URL : www.demobalk.org/publications/papers/docs/demobalk_papers_doc_00017.pdf
- INCE N. & OLSON R. W., "Yön and its Influence on the Leftist Movement in Turkey and on Foreign and Domestic Policy", *Turcica*, n°12, 1980, p. 174-186.
- INSEL A., « 'Cet État n'est pas sans propriétaires !' Forces prétoriennes et autoritarisme en Turquie », in DABENE O., GEISSER V. & MASSARDIER G. (dirs.), *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2008, p. 133-153.
- INSEL A. & BAYRAMOĞLU A. (dirs.), *Bir zümre, bir parti. Türkiye'de ordu* [Un clan, un parti. L'armée en Turquie], Istanbul, İletişim, 2013.
- INSEL A., *La nouvelle Turquie d'Erdoğan*, Paris, La Découverte, 2015.
- INTROVIGNE M., "Defectors, Ordinary Leave-Takers, and Apostates: A Quantitative Study of Former Members of New Acropolis in France", *Nova Religio*, n°3, 2000, p. 83-99, en ligne, consulté le 18 mars 2015, URL : <http://www.cesnur.org/testi/Acropolis.htm>
- ISIKSEL G. & SZUREK E. (dirs.), *Turcs et Français. Une histoire culturelle 1860-1960*, Rennes, PUR, 2014.
- ISRAEL L., « Cause lawyering », in FILLIEULE O., MATHIEU L. & PECHU C. (dirs.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 94-100.

- JACOB X., « Les tendances actuelles de l'enseignement », in DUMONT P. & GEORGEON F. (dirs.), *La Turquie au seuil de l'Europe*, Paris, L'Harmattan, 1991, p. 117-139.
- JACQUEMART A. & ALBENGA V., « Pour une approche microsociologique des idées politiques. Les appropriations ordinaires des idées féministes », *Politix*, 2015/1, n°109, p. 7-20.
- JENNINGS K.M., "Residues of a Movements: The Aging of the American Protest Generation", *American Political Science Review*, Vol. 81, n°2, 1987, p. 367-382.
- JEVAKOFF A., « Le kémalisme : 50 ans après », *Cahiers d'études sur la Méditerranée et le Monde Turco-Iranien*, n°8, 1989.
- JOHNSTON H., "‘Let’s Get Small’: The Dynamics of (Small) Contention in Repressive States", *Mobilization: An International Journal*, Vol. 11(2), 2006, p. 195-212.
- JOHSUA F., « Les conditions de (re)production de la LCR. L'approche par les trajectoires militantes », in HAEGEL F. (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 25-67.
- JOHSUA F., « ‘Nous vengerons nos pères...’ De l'usage de la colère dans les organisations politiques d'extrême gauche dans les années 1968 », *Politix*, 2013/4, n°104, p. 203-233.
- JOHSUA F., *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*, Paris, La Découverte, 2015.
- JUHEM P., « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue française de science politique*, 2001/1, Vol. 51, p. 131-153.
- KABASAKAL ARAT Z. F., « Women », in HEPER M. & SAYARI S. (eds.), *The Routledge Handbook of Modern Turkey*, Londres, Routledge, 2012, p. 259-270.
- KARAMAN L. & ARAS B., "The Crisis of Civil Society in Turkey", *Journal of Economic and Social Research*, Vol. 2/2, 2000, p. 39-58.
- KARPAT K. H., *The Gecekondu: Rural Migration and Urbanization*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976.
- KARPAT K., "Turkish Democracy at Impasse: Ideology, Party Politics and the Third Military Intervention", in KARPAT K., *Studies on Turkish Politics and Society: Selected Articles and Essays*, Leiden, Brill, 2004, p. 272-336.
- KARPAT K., "Military Interventions: Army-Civilian Relations in Turkey Before and After 1980", in KARPAT K., *Studies on Turkish Politics and Society: Selected Articles and Essays*, Leiden, Brill, 2004, p. 353-377.
- KARPAT K., "The Genesis of the Gecekondu: Rural Migration and Urbanization (1976)", *European Journal of Turkish Studies*, n°1, 2004, en ligne, consulté le 8 octobre 2012, URL : [/index54.html](#)
- KAYA M., *Siyasal katılım : Zeytinburnu örneği* [Participation politique : l'exemple de Zeytinburnu], Yüksek Lisans Tezi, Yıldız Teknik Üniversitesi, İstanbul, 2004.
- KAYA S., « La fabrique du ‘soldat-citoyen’ à travers la conscription en Turquie », *European Journal of Turkish Studies*, n°8, 2008, en ligne, consulté le 6 août 2016, URL : <http://ejts.revues.org/index2922.html>
- KAZANCIGIL A., « L'Etat, figure centrale de la modernité turque », in VANER S. (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard-CERI, 2005, p. 119-150.
- KAZANCIGIL A., BILICI F. & AKAGÜL D. (dirs.), *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, Paris, Fayard, 2013.
- KELEŞ R. & UNSAL A., *Kent ve siyasal şiddet* [Ville et violence politique], Ankara, Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları, 1982.

- KEMAL O., *Sur les terres fertiles*, Paris, Gallimard, 1971.
- KEMAL Y., *Memèd le mince*, Paris, Gallimard, 1979.
- KENTEL F., *La société turque entre totalitarisme et démocratie. Etude de la transformation des intellectuels révolutionnaires et islamistes*, Thèse de doctorat en sociologie, Paris, EHESS, 1989.
- KHOIJINIAN M., « L'exil belge de Behice Boran, présidente du Parti ouvrier de Turquie (1981-1987) », in PIETTE V. & GUBIN E. (dirs.), *Femmes exilés politiques*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2009, p. 107-130.
- KLATCH R. E., "The Contradictory Effects of Work and Family on Political Activism", *Qualitative Sociology*, Vol. 23/4, 2000, p. 505-519.
- KOÇ C. & KOÇ Y., *DISK tarihi. Efsane mi gerçek mi?* [Histoire de la DISK. Mythe ou réalité ?], Ankara, Epos, 2008.
- KOĞACIOĞLU D., « Hukukçu otobiyografileri ile 12 Eylül yasallığının dinamiklerini düşünmek », *European Journal of Turkish Studies*, n°15, 2012, en ligne, consulté le 27/11/2015, URL : <http://ejts.revues.org/4733>
- KOLOGLU O., « La presse turque : évolution et orientations depuis 1945 », in GÖKALP A. (dir.), *La Turquie en transition. Disparités. Identités. Pouvoirs*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1986, p. 177-198.
- KORNETIS K., *Children of the Dictatorship: Student Resistance, Cultural Politics and the "Long 1960s" in Greece*, Oxford, Berghahn Books, 2013.
- KOYRE A., *La cinquième colonne*, Paris, Allia, 1997.
- KRAUS K., *Pro domo et mundo. Aphorismes et réflexions II*, Paris, Payot-Rivages, 2015.
- KÜRKÇÜGİL M., « Du radicalisme républicain au socialisme », *Imprecor*, n°426, 1998, en ligne, consulté le 12 juin 2016, URL : <http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=556>
- KÜRKÇÜGİL M., « Les composantes politiques de l'ÖDP », 1997, en ligne, consulté le 12 juin 2016, URL : <http://www.preavis.org/breche-numerique/article155.html>
- LACROIX I., « Maintenir son engagement en prison. Le cas des militants basques », in NICOURD S. (dir.), *Le travail militant*, Rennes, PUR, 2009, p. 47-56.
- LAFONT V., « Les jeunes militants du Front national : trois modèles d'engagement et de cheminement », *Revue française de science politique*, 2001/1, Vol. 51, p. 175-198.
- LA FONTAINE J., *Œuvres complètes de La Fontaine : Fables*, Paris, Garnier Frères, 1872.
- LAGROYE J. & SIMEANT J., « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », in FAVRE P. et al., *Être gouverné. Études en l'honneur de Jean Leca*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 53-71.
- LAGROYE J., « Les processus de politisation », in LAGROYE J. (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 359-372.
- LAGROYE J., FRANÇOIS B. & SAWICKI F., *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po/Dalloz, 2006.
- LAHIRE B., *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Fayard, 2001.
- LAHIRE B., *Portraits sociologiques. Dispositions et variations individuelles*, Paris, Nathan, 2002.
- LAHIRE B., *L'esprit sociologique*, Paris, La Découverte, 2007.
- LAHIRE B., *Monde pluriel. Penser l'unité des sciences sociales*, Paris, Seuil, 2012.

- LAHIRE B., *Dans les plis singuliers du social. Individus, institutions, socialisations*, Paris, La Découverte, 2013.
- LANDAU J-M., *Radical Politics in Modern Turkey*, Brill, Leiden, 1974.
- LANDAU J-M., "Images of the Turkish Left", *Problems of Communism*, Vol. 32, n°5, 1983, p. 72-74.
- LAPLANCHE J. & PONTALIS J-B., *Vocabulaire de la psychanalyse*, Paris, PUF, 2009 [1967].
- LATTE S., « Commémoration », in FILLIEULE O., MATHIEU L. & PECHU C. (dirs.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 116-123.
- LATTE S., « La 'force de l'événement' est-elle un artefact ? Les mobilisations de victimes au prisme des théories événementielles de l'action collective », *Revue française de science politique*, 2012/3, Vol. 62, p. 409-432.
- LATTE S., « Le choix des larmes. La commémoration comme mode de protestation », *Politix*, 2015/2, n°110, p. 7-34.
- LAVABRE M-C., « Du poids et du choix du passé. Lecture critique du *Syndrome de Vichy* », in PESCHANSKI D., POLLAK M. & ROUSSO H., *Histoire politique et sciences sociales*, Bruxelles, Complexe-IHTP, 1991, p. 265-278.
- LAVABRE M-C., *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la FNSP, 1994.
- LAVABRE M-C., « Usages du passé, usages de la mémoire », *Revue française de science politique*, Vol. 44, n°3, 1994, p. 480-493.
- LE BRETON D., *Expériences de la douleur. Entre destruction et renaissance*, Paris, Métailié, 2010.
- LECLERCQ C., *Histoires d'« ex ». Une approche socio-biographique du désengagement des militants du Parti communiste français*, Thèse pour le doctorat de science politique, IEP de Paris, 2008.
- LECLERCQ C. & PAGIS J., « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale », *Sociétés contemporaines*, 2011/4, n°84, p. 5-23.
- LEFEBVRE H., *La production de l'espace*, Paris, Editions Anthropos, 1986 [1974].
- LEFRANC.S., *Politiques du pardon*, Paris, PUF, 2002.
- LEFRANC.S., MATHIEU.L (dirs.), *Mobilisations de victimes*, Rennes, PUR, 2009.
- LEFRANC S. & MATHIEU L., « De si probables mobilisations de victimes », in LEFRANC.S., MATHIEU.L (dirs.), *Mobilisations de victimes*, Rennes, PUR, 2009, p. 11-26.
- LEFRANC S. & SOMMIER I., « Les émotions et la sociologie des mouvements sociaux », in TRAJNI C. (dir.), *Émotions... Mobilisation!*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 273-293.
- LELANDAIS G. E., *Altermondialistes en Turquie. Entre cosmopolitisme politique et ancrage militant*, Paris, L'Harmattan, 2011.
- LELANDAIS G. E., « Le quartier comme espace de résistance et de politisation. La vallée de Dikmen à Ankara face à un projet de transformation urbaine », *Cultures & conflits*, Vol. 101/2, 2016, p. 139-167.
- LE QUENTREC Y., « Portraits de militants et d'hommes de militantes », in FILLIEULE O. & ROUX P. (dirs.), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 115-139.
- LESURE M., *Lépante. La crise de l'Empire ottoman*, Folio, Paris, Gallimard, 2013.
- LEVI G., « Les usages de la biographie », *Annales ESC*, Vol. 44/6, 1989, p. 1225-1236.
- LEVY J., « Invitation au voyage. Propos sur l'espace politique », *Politix*, Vol. 2, n°5, 1989, p. 69-73.

- LEVY J., « Capital spatial », in LEVY J. et LUSSAULT M. (dirs.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, p. 124-126.
- LINHARDT D., « Réclusion révolutionnaire. La confrontation en prison entre des organisations clandestines révolutionnaires et un Etat. Le cas de l'Allemagne dans les années 1970 », *Cultures & Conflits*, n°55, 2004, p. 113-148.
- LINZ J. J., *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, Boulder (Colo.), Lynne Rienner Publishers, 2000.
- LIPOVSKY I. P., *The Socialist Movement in Turkey. 1960-1980*, Brill, Leiden, 1992.
- LOVEMAN M., "High-Risk Collective Action: Defending Human Rights in Chile, Uruguay, and Argentina", *American Journal of Sociology*, n°104, 1998, p. 477-525.
- LÜKÜSLÜ D., « L'invention de la jeunesse par l'Etat ottoman et turc », *CEMOTI*, n°37, 2004, p. 229-249.
- LÜKÜSLÜ D., *Türkiye'de gençlik miti. 1980 sonrası Türkiye gençliği* [Le mythe de la jeunesse en Turquie. La jeunesse en Turquie après 1980], Istanbul, İletişim, 2009.
- MAKAL M., *Un village anatolien*, Paris, Plon, 1963.
- MALAPARTE C., *Technique du coup d'état*, Paris, Grasset, 2008 [1931].
- MALTHANER S. & WALDMANN P., "The Radical Milieu: Conceptualizing the Supportive Social Environment of Terrorist Groups", *Studies in Conflict & Terrorism*, n°37, 2014, p. 979-998.
- MARDIN S., "Center-Periphery Relations: A Key to Turkish Politics?", *Daedalus*, Vol. 102, n°1, 1973, p. 169-190.
- MARDIN S. « Le concept de société civile en tant qu'élément d'approche de la société turque », *Les Temps Modernes*, n°456-457, 1984, p. 53-65.
- MARGULIES R. & YILDIZOĞLU E., "Trade Unions and Turkey's Working Class", *MERIP*, n°121, 1984, p. 15-20.
- MARIOT N., « L'habitus du dehors. Questions sans réponse et présence des institutions », *Politix*, 2012/4, n°100, p. 189-200.
- MASCLET C., « La quête des féministes. Techniques et enjeux de reconstruction d'un mouvement social », *Genèses*, 2014/2, n°95, p. 120-135.
- MASCLET C., "Examining the Intergenerational Outcomes of Social Movements. The Case of Feminist Activists and their Children", in BOSI L., GIUGNI M. & UBA K., *The Consequences of Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016, p. 106-129.
- MASCLET C., « Les militantes de la deuxième vague. Incidences biographiques et transmission familiale d'un engagement féministe », Thèse pour le doctorat, Université Paris 8/Université de Lausanne, 2016.
- MASSICARD E., « La réforme carcérale en Turquie », *Critique internationale*, n°16, 2002, p. 169-181.
- MASSICARD E., « Entre l'intermédiaire et 'l'homme d'honneur'. Savoir-faire et dilemmes notabiliaires en Turquie », *Politix*, Vol. 17, n°67, 2004. p. 101-127.
- MASSICARD E., *L'autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires*, Paris, PUF, 2005.
- MASSICARD E., « La question alévie », in VANER S. (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard/CERI, 2005, p. 331-350.

- MASSICARD E., « Les mobilisations 'identitaires' en Turquie après 1980 : une libéralisation ambiguë », in DORRONSORO G. (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005, p. 89-107.
- MASSICARD E., « La politique à l'articulation entre institutions de sécurité et univers criminel. Les 'bandes en uniforme' en Turquie », in BRIQUET J-L. & FAVAREL-GARRIGUES G. (dirs.), *Milieux criminels et pouvoir politique. Les ressorts illicites de l'Etat*, Paris, Karthala, 2008, p. 57-94.
- MASSICARD E., « Le factionnalisme comme mode d'ancrage social. Le Parti républicain du peuple à Adana (Turquie) », *Politix*, 2010/4, n°92, p. 53-75.
- MASSICARD E., « Répression et changement des formes de militantisme : carrières et remobilisation à gauche après 1980 en Turquie », *Revue européenne d'analyse des sociétés politiques*, n°28, 2010, en ligne, consulté le 6 août 2016, URL : <http://www.fasopo.org/reasopo/n28/article.pdf>
- MASSICARD E. & WATTS N. (eds.), *Negotiating Political Power in Turkey. Breaking Up the Party*, Londres, Routledge, 2013.
- MASSICARD E., « Quand le militantisme s'adapte au terrain. Continuités et discontinuités dans les carrières militantes au sein du mouvement aléviste en Turquie et en Allemagne », *Politix*, 2013/2, n°102, p. 89-108.
- MASSICARD E., « Modes de gestion des identités dans et par les partis politiques en Turquie », in DORRONSORO G. & GROJEAN O. (dirs.), *Identités et politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p. 93-115.
- MATER T., *Devrimci-Yol savunması. 12 Eylül öncesi ve sonrası* [Défense de Devrimci Yol. Avant et après le 12 septembre], Istanbul, Simge Yayınları, 1989.
- MATHIEU L., « Les manifestations en mai-juin 68 », in DAMAMME D., GOBILLE B., MATONTI F. & PUDAL B. (dirs.), *Mai-juin 68*, Paris, Editions de l'Atelier, 2008, p. 195-206.
- MATHIEU L., *Les années 70, un âge d'or des luttes ?*, Paris, Textuel, 2009.
- MATHIEU L., « Secteur », in FILLIEULE O., MATHIEU L. & PECHU C. (dirs.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 489-196.
- MATHIEU L., *L'espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2012.
- MATONTI F., POUPEAU F., « Le capital militant (1). Engagements improbables, apprentissages et techniques de lutte », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004/5, n°155, p. 4-11
- MAUGER G. & POLIAK C., « Les loubards », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 50, 1983, p. 49-68.
- MAUGER G. & FOSSE-POLLIAK C., « La politique des bandes », *Politix*, 1991, n°14, p. 27-43.
- MAUGER G., « Gauchisme, contre-culture et néo libéralisme. Pour une histoire de la génération de mai 1968 », in CURAPP, *L'identité politique*, Paris, PUF, 1994, p. 206-226.
- MAUGER G., *Ages et générations*, Paris, La Découverte, 2015.
- MAURY R-G., « Géodémographie de la Turquie : une transition difficile », *Méditerranée*, t. 50, n°4, 1983, p. 51-61.
- MAUSS M., « Les techniques du corps », *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1983 [1950], p. 365-386.
- MAUSS M., « Esquisse d'une théorie générale de la magie », *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1983 [1950].
- MAYER F., *Les Tchèques et leur communisme. Mémoire et identités politiques*, Paris, Editions de l'EHESS, 2003.
- MCADAM D., "Recruitment to High-Risk Activism: the Case of Freedom Summer", *American Journal of Sociology*, Vol. 92, n°, 1986, p. 64-90.

- MCADAM D., "The Biographical Consequences of Activism", *American Sociological Review*, Vol. 54, n°5, 1989, p. 744-760.
- MCADAM D. & PAULSEN R., "Specifying the Relationship Between Social Ties and Activism", *American Journal of Sociology*, Vol. 99, n°3, 1993, p. 640-667.
- MCADAM D., "The Biographical Impact of Activism", in GIUGNI M., McADAM D. & TILLY C. (dirs.), *How Social Movements Matter*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999, p. 117-146.
- MCADAM D., TARROW S. & TILLY C., *Dynamics of contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
- MCADAM D. & SEWELL Jr. W. H., "It's About Time: Temporality in the Study of Social Movements and Revolutions", in AMINZADE R. *et al.*, *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 89-125.
- MCADAM D., *Freedom Summer. Luttés pour les droits civiques Mississipi 1964*, Marseille, Agone, 2012 [1988].
- MCCARTHY J., ZALD D. & MAYER N., "Resource Mobilization and Social Movements: a Partial Theory", *American journal of sociology*, Vol. 82, 1977, p. 1212-1224.
- MCPHERSON J. M. & POPIELARZ P. A., "On the Edge or In Between: Niche Position, Niche Overlap, and the Duration of Voluntary Association Memberships", *American Journal of Sociology*, Vol. 101, n°3, 1995, p. 698-720.
- MELLO B., "Communists and Compromisers: Explaining Divergences Within Turkish Labor Activism, 1960-1980", *European Journal of Turkish Studies*, n°11, 2010, en ligne, consulté le 12 juin 2016, URL : <http://ejts.revues.org/index4343.html>
- MELLO B., "(Re)Considering the Labor Movement in Turkey", *European Journal of Turkish Studies*, n°11, 2010, en ligne, consulté le 26 juin 2012, URL° : </index4305.html>
- MERIP, "The Torture of Hüseyin Yıldırım", *MERIP Reports*, n°121, 1984, p. 13-14.
- MEYER J. W., RAMIREZ F. O., RUBINSON R. & BOLI-BENNETT J., "The World Educational Revolution, 1950-1970", *Sociology of Education*, Vol. 50, n°4, 1977, p. 242-258.
- MICHELAT G. & SIMON M., *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1977.
- MICHON S., « Études et engagement politique : l'interdépendance des carrières militantes et étudiantes », in NEYRAT Y. (dir.), *Les cultures étudiantes. Socio-anthropologie de l'univers étudiant*, Paris, L'Harmattan, 2010, p.41-53.
- MILLER, B. A., *Geography and Social Movements: Comparing Antinuclear Activism in the Boston Area*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2001.
- MILLI GÜVENLİK KURUMU, *12 September in Turkey: Before and After*, Ankara, Öngün Kardeşler, 1982.
- MILLS C. W., *L'imagination sociologique*, Paris, La Découverte, 2006.
- MISCHI J., « Observer un collectif militant en milieu populaire », *Politix*, 2012/4, n°100, p. 113-128.
- MONCEAU N., « Les intellectuels mobilisés : le cas de la Fondation d'histoire de Turquie », in DORRONSORO G. (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005, p. 109-126.
- MONCEAU N., *Génération démocrates. Les élites turques et le pouvoir*, Paris, Dalloz, Paris, 2007.
- MONCEAU N., « Le rôle des coups d'État militaires dans la formation et la trajectoire des générations politiques, l'exemple de la génération 68 en Turquie », *Revue internationale de politique comparée*, 2009/2, Vol. 16, p. 221-239.

MORALDO D., « Analyser sociologiquement des autobiographies », *SociologieS*, en ligne, consulté le 12 mars 2015, URL : <http://sociologies.revues.org/4688>

MUEL-DREYFUS F., *Le métier d'éducateur. Les instituteurs de 1900, les éducateurs spécialisés de 1968*, Paris, Minuit, 1983.

MÜFTÜOĞLU O. & BOSTANCIOĞLU A., *Bitmeyen yolculuk. Oğuzhan Müftüoğlu kitabı* [Le voyage qui ne finit pas. Le livre d'Oğuzhan Müftüoğlu], Istanbul, Ayrıntı, 2001.

MÜFTÜOĞLU O., *Devrimci Yol savunması. 12 Eylül ve Türkiye gerçeği* [Défense de *Devrimci Yol*. Le 12 septembre et la vérité de la Turquie], BirGün Kitap, 2012.

MUXEL A., *Toi, moi et la politique. Amours et convictions*, Paris, Seuil, 2008.

MUXEL A., « La politisation dans ou par l'intime », in MUXEL A. (dir.), *La vie privée des convictions*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p. 13-22.

NASSI A. L., "Survivors of the Sixties: Comparative Psychological and Political Development of Former Berkeley Student Activists", *American Psychologist*, n°36, 1981, p. 753-761.

NEGRONI C., « Ingrédients des bifurcations professionnelles : latence et événements déclencheurs », in GROSSETTI M. *et al.*, *Bifurcations*, Paris, La Découverte, 2009, p. 176-183.

NEVEU E., « Trajectoires de 'soixante-huitards ordinaires' », in DAMAMME D., GOBILLE B., MATONTI F. & PUDAL B. (dirs.), *Mai-juin 68*, Paris, Editions de l'Atelier, 2008, p. 306-318.

NEVEU E., *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011.

NEVEU E., « Les sciences sociales doivent-elles accumuler les capitaux ? A propos de Catherine Hakim, *Erotic Capital*, et de quelques marcottages intempestifs de la notion de capital », *Revue française de science politique*, 2013/2, Vol. 63, p. 337-358.

NEYZI L., "Object or Subject? The Paradox of 'Youth' in Turkey", *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 33, n°3, 2001, p. 411-432.

NEYZI L., "Oral History and Memory Studies in Turkey", in KERSLAKE C., ÖKTEM K. & ROBINS P. (eds.), *Turkey's Engagement with Modernity: Conflict and Change in the Twentieth Century*, Londres, Palgrave Macmillan, 2010, p. 443-459.

NICHOLS T. & KAHVECI E., "The Condition of Mine Labour in Turkey: Injuries to Miners in Zonguldak, 1942-90", *Middle Eastern Studies*, Vol. 31, n°2, 1995, p. 197-228.

NICHOLLS W. J., MILLER B. & BEAUMONT J. (eds.), *Spaces of Contention. Spatialities and Social Movements*, Farnham, Ashgate, 2013.

NOIRIEL G., *Introduction à la sociohistoire*, Paris, La Découverte, 2006.

NORA P. (dir.), *Les lieux de mémoire, Tome I La République*, Paris, Gallimard, 1984.

NORTON CRU J., *Du témoignage*, Paris, Allia, 2008.

NYE R. P., "Civil-Military Confrontation in Turkey: The 1973 Presidential Election", *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 8, n°2, 1977, p. 209-228.

OBERSCHALL A. *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, NJ, Prentice Hall Inc., 1973.

OBERSCHALL A., "The Manipulation of Ethnicity: From Ethnic Cooperation to Violence and War in Yugoslavia", *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 23, n°6, 2000, p. 982-1001.

- OFFERLE M., *Les partis politiques*, Paris, PUF, 2012 [1987].
- OKYAR O., "Universities in Turkey", *Minerva*, Vol. 6, n°2, 1968, p. 213-243.
- OLIVERA P., « Les livres de Mai », in DAMAMME D., GOBILLE B., MATONTI F. & PUDAL B. (dirs.), *Mai-Juin 68*, Paris, Editions de l'Atelier, 2008, p. 144-157.
- ÖNGÜN E., « L'effet retour' des stratégies transnationales. La modification de l'agenda et du répertoire d'action du syndicat KESK », in DORRONSORO G. (dir.), *La Turquie contestée. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, Paris, 2005, p. 167-182.
- ÖNGÜN E. & HASSAN M., "How Political Dynamics Work in Professional Organizations. The Radical Left and the Istanbul Bar Association", in MASSICARD E. & WATTS N. (eds.), *Negotiating Political Power in Turkey. Breaking Up the Party*, Londres, Routledge, 2013, p. 140-156.
- OPP K. D. & ROEHL W., "Repression, Micromobilization, and Political Protest", *Social Forces*, Vol. 69, n°2, 1990, p. 521-547.
- ORRANTIA J. « Looking back-Looking in. Les conséquences de la terreur et l'intimité du souvenir (essai d'anthropologie visuelle) », *Tracés*, 2010/2, n°19, p. 121-138.
- OSA M., *Solidarity and Contention: Networks of Polish Opposition*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2003.
- ÖZ M., *Mamak tatlısı* [Le goût de Mamak], Bilim Ve Sanat Yayınları, 2013.
- ÖZBUDUN E., "The Status of the President of the Republic under the Turkish Constitution of 1982: Presidentialism ou Parlementarism?", in HEPER M. & EVIN A. (eds.), *State, Democracy and the Military. Turkey in the 1980's*, Berlin-New York, Walter de Gruyter, 1988, p. 37-45.
- ÖZGÜDEN D. (ed.), *Black Book on the Militarist "Democracy" in Turkey*, Bruxelles, Info-Türk, 1986.
- ÖZKAYA E., *La grève de la faim et le lien social : le cas des détenus de la gauche radicale turque (1978-2007)*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2010.
- ÖZKAYA E., « Mourir pour que les autres puissent vivre : la fabrication des martyrs dans les organisations de la gauche radicale turque », *Signes, Discours et Sociétés*, n°15, en ligne, consulté le 25 juin 2015, URL : <http://www.revue-signes.info/document.php?id=4497>
- ÖZTÜRK I., *THKP-C'den Kurtuluş'a. Mücadele hayatım* [Du THKP-C à Kurtuluş. Ma vie de lutte], Ankara, Dipnot, 2010.
- ÖZTÜRK K., « Les Turcs dans la confection à Paris », in JUND A., DUMONT P. & DE TAPIA S. (dirs.), *Enjeux de l'immigration turque en Europe. Les Turcs en France et en Europe*, Paris, CIEMI-L'Harmattan, 1995, p. 241-247.
- PAGIS J., « Quand le genre entre en crise (politique)... Les effets biographiques du militantisme en Mai-68 », *Sociétés & Représentations*, 2007/2, n°24, p. 233-249.
- PAGIS J., « Incidences biographiques du militantisme en Mai 68 », *Sociétés contemporaines*, 2011/4, n°84, p. 25-51.
- PAGIS J., *Mai 68, un pavé dans leur histoire. Evènements et socialisation politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014.
- PAMUK S., "Political Economy of Industrialization in Turkey", *MERIP Reports*, n°93, 1981, p. 26-32.
- PAMUK O., *La maison du silence*, Paris, Gallimard, 2010.

- PASSERON J.-C., « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, 1990, Vol. 31, n°1, p. 3-22.
- PASSY F., *L'action altruiste*, Genève, Droz, 1998.
- PASSY F. & GIUGNI M., "Life-Spheres, Networks, and Sustained Participation in Social Movements: A Phenomenological Approach to Political Commitment", *Sociological Forum*, Vol. 15, n°1, 2000, p. 117-144.
- PASSY F., "Social Networks Matter. But How?", in DIANI M. & McADAM D. (dirs.), *Social Movements and Networks*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- PASSY F., « Interaction sociales et imbrications des sphères de vie », in FILLIEULE O. (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 111-130.
- PECHU C., « Les générations militantes à Droit au logement », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n°2, 2001, p. 73-104.
- PEKDEMIR M., *Devrimcilik güzel şey be kardeşim* [Le révolutionnarisme est une belle chose mon frère], Istanbul, Ayrıntı, 2014.
- PENEFF J., *La méthode biographique*, Paris, Armand Colin, 1997.
- PENISSAT É., « Les occupations de locaux dans les années 1960-1970 : processus sociohistoriques de 'réinvention' d'un mode d'action », *Genèses*, 2005/2, n°59, p. 71-93.
- PERCHERON A., « La socialisation politique : défense et illustration », in GRAWITZ M & LECA J. (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985, tome 3, p. 165-235.
- PEREC G., *Espèces d'espaces*, Paris, Galilée, 2000.
- PEROUSE J.-F., *La Turquie en marche. Les grandes mutations depuis 1980*, Paris, Editions de la Martinière, 2004.
- PEROUSE J.-F., « Les tribulations du terme *gecekondu* (1947-2004) : une lente perte de substance. Pour une clarification terminologique. », *European Journal of Turkish Studies*, n°1, 2004, en ligne, consulté le 7 octobre 2012, URL : </index117.html>
- PEROUSE J.-F., « Les compétences des acteurs dans les micro-mobilisations habitantes à Istanbul », in DORRONSORO G. (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005, p. 127-145.
- PEROUSE J.-F., « Phénomène migratoire, formation et différenciation des associations de *hemşehri* à Istanbul : chronologies et géographies croisées », *European Journal of Turkish Studies*, n°2, 2005, en ligne, consulté le 20 octobre 2012, URL : </index369.html>
- PEROUSE J.-F., « Istanbul depuis 1923 : la difficile entrée dans le XXe siècle ? », in MONCEAU N. (dir.), *Istanbul. Histoire, promenades, anthologie et dictionnaire*, Paris, Laffont, 2010, p. 230-290.
- PEROUSE J.-F., « Okmeydanı : un territoire ciblé », *OVIPO*, 04/04/2014, en ligne, consulté le 6 août 2016, URL : <https://ovipot.hypotheses.org/10115>
- PICARD E., « Armée et sécurité au cœur de l'autoritarisme », in DABENE O., GEISSER V. & MASSARDIER G. (dirs.), *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2008, p. 303-329.
- PIERCE J. E., *Life in a Turkish Village*, New-York, Holt, Rinehart and Winston, 1964.
- PINÇON M. & PINÇON-CHARLOT M., « L'aristocratie et la bourgeoisie au bord de la mer. La dynamique urbaine de Deauville », *Genèses*, n°16, 1994, p. 69-93.
- PIVEN F. F. & CLOWARD R., *Poor People's Movements: Why They Succeed, How They Fail*, New York, Vintage, 1978.

- PLAGEMANN G., "Human Rights Organizations: Defending the Particular or the Universal?", in YERASIMOS S., SEUFERT G. & VORHOFF K. (dirs.), *Civil Society in the Grip of Nationalism*, Istanbul, Orient-Institute, 2000, p. 433-473.
- POLLAK M., *L'expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale*, Paris, Métailié, 1990.
- POLLAK M., *Une identité blessée. Etudes de sociologie et d'histoire*, Paris, Métailié, 1993.
- POLLETTA F., "'Free Spaces' in Collective Action", *Theory and Society*, 1999, Vol. 28, p. 1-38.
- POMMEROLLE, M-E., « La démobilisation collective au Cameroun : entre régime postautoritaire et militantisme extraverti », *Critique internationale*, Vol. 40/3, 2008, p. 73-94.
- POMMEROLLE M-E. & VAIREL F., « S'engager en situation de contrainte », *Genèses*, 2009/4, n°77, p. 2-6.
- PONSARD N. & ROUSSEAU S., « Pour une histoire des lectures militantes au XXe siècle en France », *Siècles*, n°29, 2009, en ligne, consulté le 28 juillet 2014, URL : <http://siecles.revues.org/78>
- POULTON H., *Top Hat, Grey Wolf and Crescent. Turkish Nationalism and the Turkish Republic*, Londres, Hurst and Company, 1997.
- PUDAL B., *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989.
- PUDAL B. & PENNETIER C. (dirs.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, 2002.
- PUDAL B., « La vocation communiste et ses récits », in LAGROYE J. (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 147-161.
- QUENIART A. & CHARPENTIER M., « La transmission des valeurs d'engagement des aînées à leur descendance : une étude de cas de deux lignées familiales », *Recherches féministes*, Vol. 21, n°2, 2008, p. 143-168.
- RAISON DU CLEUZIYOU Y., « Des fidélités paradoxales. Recomposition des appartenances et militantisme institutionnel dans une institution en crise », in LAGROYE J. & OFFERLE M. (dirs.), *Sociologie de l'institution*, Paris, Belin, 2010, p. 267-290.
- RASLER K., "Concessions, Repression, and Political Protest in the Iranian Revolution", *American Sociological Review*, Vol. 61, n°1, 1996, p. 132-152.
- REAL PINTO G. A., *Armée sans frontière. Redéploiement économique du pouvoir militaire dans la Turquie néolibérale*, Thèse de doctorat, Institut d'Études Politiques de Paris, 2012.
- RENAHY N., « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion », *Regards Sociologiques*, n°40, 2010, p. 9-26.
- REVEL J. (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard/Seuil, 1998.
- RICOEUR, P., *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*, Paris, Seuil, 2003.
- RIEXINGER M., "'Turkey, Completely Independent!'. Contemporary Turkish Left-Wing Nationalism (*ulusal sol/ulusalcılık*): its Predecessors, Objectives and Enemies", *Oriente Moderno*, Vol. 90, n°2, 2010, p. 353-395.
- RIGONI I., *Mobilisations et enjeux des migrations de Turquie en Europe de l'Ouest*, Paris, L'Harmattan, 2001.

RIPOLL F., *La dimension spatiale des mouvements sociaux. Essais sur la géographie et l'action collective dans la France contemporaine à partir des mouvements de « chômeurs » et « altermondialistes »*, Thèse de doctorat, Université de Caen, 2005.

RIPOLL F., « Attention, un espace peut en cacher un autre », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2012/5, n°195, p. 112-121.

ROLIN J., *L'Organisation*, Paris, Gallimard, 1996.

ROMANI V., « Enquêter dans les Territoires Palestiniens. Comprendre un quotidien au-delà de la violence immédiate », *Revue Française de Science Politique*, Vol 57, n°1, 2007, p. 27-45.

ROOS L. L., ROOS N. P. & FIELD G. R., “Students and Politics in Turkey”, *Daedalus*, Vol. 97, n°1, 1968, p. 184-203.

ROSS K., *Rimbaud, la Commune de Paris et l'invention de l'histoire spatiale*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2013.

ROUQUIE A., « Les processus politiques au sein des partis militaires : définitions et dynamiques », in ROUQUIE A. (dir.), *La politique de Mars. Les processus politiques dans les partis militaires contemporains*, Paris, Le sycomore, 1981, p. 17-38.

ROUSSO H. & CONAN E., *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994.

ROUSSO H., *Face au passé. Essais sur la mémoire contemporaine*, Paris, Belin 2016.

ROWNTREE B., « Les cartes mentales, outil géographique pour la connaissance urbaine. Le cas d'Angers (Maine-et-Loire) », *Norois*, n°176, 1997, p. 585-604.

RUSTOW D. A., “The Development of Parties in Turkey”, in LA PALOMBARA J. & WEINER M. (eds.), *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1966, p. 107-133.

SAĞIR A., *Bizi güneşe çıkardılar [Ils nous ont emmenés au soleil]*, Istanbul, Ayrıntı, 2015.

SAKALLIOĞLU Ü., “The Anatomy of the Turkish Military's Political Autonomy”, *Comparative Politics*, Vol. 29, n°2, 1997, p. 151-166.

SALÂH M., “The Turkish Working Class and Socialist Movement in Perspective”, *Khamsin*, n°11, 1984, p. 95-99.

SAMIM A., “The Tragedy of the Turkish Left”, *New Left Review*, I/126, 1981, p. 60-85.

SARIOĞLU S., « 12 Eylül sonrası devrimci sosyalist hareket üzerine » [A propos du mouvement socialiste révolutionnaire après le 12 septembre], in *Modern Türkiye'de siyasi düşünce. Cilt. 8 Sol [La pensée politique dans la Turquie moderne. Tome 8 La gauche]*, Istanbul, İletişim, 2008, p. 1004-1030.

SAWICKI F., « Questions de recherche : pour une analyse locale des partis politiques », *Politix*, Vol. 1, n°2, 1988, p. 13-28.

SAWICKI F., « Les politistes et le microscope », in BACHIR M. (dir.), *Les méthodes au concret*, Paris, PUF, 2000, p. 143-164.

SAWICKI F., « Les temps de l'engagement. A propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », in LAGROYE J. (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 123-146.

SAWICKI, F., SIMEANT, J., « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, Vol. 51/1, 2009, p. 97-125.

SAYARI S., “The Terrorist Movement in Turkey: Social Composition and Generational Changes”, *Conflict Quarterly*, 1987, p. 21-32.

- SAYARI S. & HOFFMAN B., *Urbanization and Insurgency. The Turkish Case, 1976-1980*. Santa Monica, California, RAND Corporation, 1991.
- SCHMID A. P. & JONGMAN A. J., *Political terrorism*, Transaction Publishers, New Brunswick & Londres, 2008 [1984].
- SCHMITT C. *La dictature*, Paris, Seuil, 2015.
- SCHWARTZ O., « Le baroque des biographies », *Cahiers de philosophie*, n°10, 1990, p 173-183.
- SCOTT J. C., *La Domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Amsterdam, 2008.
- SEDGWICK M., “The Concept of Radicalization as a Source of Confusion”, *Terrorism and Political Violence*, n°22, 2010, p. 479-494.
- SERENY G., *Dans l'ombre du Reich. Enquêtes sur un traumatisme allemand (1938-2001)*, Paris, Editions Plein Jour, 2015.
- SERGE V., *Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression*, Paris, Zones, 2009.
- SERTEL Y., « La crise économique et l'immigration turque en Europe », *Les Temps Modernes*, n°456-457, 1984, p. 299-319.
- SEWELL W. H., “Space in Contentious Politics”, in AMINZADE R. *et al.*, *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 51-89.
- SEWELL W. H. Jr., « Trois temporalités : vers une sociologie événementielle », in GROSSETTI M. *et al.*, *Bifurcations*, Paris, La Découverte, 2009, p. 109-146.
- SEZGIN I. G., “How Islamist Parties Emerge. The Case of the National Order Party”, in MASSICARD E. & WATTS N. (eds.), *Negotiating Political Power in Turkey: Breaking up the Party*, Londres New-York, Routledge, 2012, p. 77-98.
- SHERKAT D. E. & BLOCKER T. J., “Explaining the Political and Personal Consequences of Protest”, *Social Forces*, Vol. 75, n°3, 1997, p. 1049-1070.
- SIMEANT J., *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.
- SIMEANT J., « Entrer, rester en humanitaire : des fondateurs de MSF aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue française de science politique*, 2001/1, Vol. 51, p. 47-72.
- SIMEANT J., *La grève de la faim*, Presses de Sciences Po, 2009.
- SIMEANT J., « Protester/mobiliser/ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain », *Revue internationale de politique comparée*, 2013/2, Vol. 20, p. 125-143.
- SIMEANT J., *Contester au Mali. Formes de la mobilisation et de la critique à Bamako*, Paris, Karthala, 2014.
- SIMSEK S., “New Social Movements in Turkey Since 1980”, *Turkish Studies*, Vol. 5, n°2, 2004, p. 111-139.
- SIRINELLI J.-F., « Génération, générations », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°98, 2008, p. 113-124.
- SIRONI F. & BRANCHE R., « La torture aux frontières de l'humain », *Revue internationale des sciences sociales*, 2002/4, n°174, p. 591-600.
- SNOW D.-A., ZURCHER L.-A. & EKLAND-OLSON S., “Social Networks and Social Movements: A Microstructural Approach to Differential Recruitment”, *American Sociological Review*, Vol. 45, n°5, 1980, p. 787-801.

- SOHN A.-M., « Classes juvéniles, classes dangereuses (XIXe-XXIe siècles) », in BERGEL P. & MILLIOT V. (dirs.), *La ville en ébullition. Sociétés urbaines à l'épreuve*, Rennes, PUR, 2014, p. 63-81.
- SOJA E. W., *Postmodern Geographies. The Reassertion of Space in Critical Social Theory*, Londres, Verso, 2011.
- SOMMIER I., *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Rennes, PUR, 1998.
- SOMMIER I., « Repentir et dissociation : la fin des 'années de plomb' en Italie ? », *Cultures & Conflits*, n°40, 2000, p. 43-61.
- SOMMIER I., *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003.
- SOMMIER I., « Une expérience incommunicable ? Les ex-militants d'extrême gauche français et italiens », in FILLIEULE O. (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p.171-188.
- SOMMIER I., *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.
- SOMMIER I., « Les gauchismes », in DAMAMME D., GOBILLE B., MATONTI F. & PUDAL B. (dirs.), *Mai-juin 68*, Paris, Editions de l'Atelier, 2008, p. 295-305.
- SOMMIER I., « La contestation juvénile des années 1960 âge de la rébellion ou temps de la révolution ? », in MUXEL A., *La politique au fil de l'âge*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011, p. 250-265.
- SOMMIER I., « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, n°68, 2012, p. 15-35.
- SÖNMEZ M., « Medya kuşatmasında 78li kuşak... » [La génération 1978 dans l'encerclement des médias], *BİA Haber Merkezi*, 2006, en ligne, consulté le 12 juin 2016, URL : <http://bianet.org/bianet/toplum/85381-medya-kusatmasinda-78li-kusak>
- Sosyalizm ve toplumsal mücadeleler ansiklopedisi. Cilt 7 : 1960-1980* [Encyclopédie du socialisme et des luttes sociales. Tome 7 : 1960-1980], Istanbul, İletişim, 1988.
- STEINHOFF P. G. & ZWERMAN G., « Passer puis renoncer à l'action violente », *Cultures & Conflits*, n°89, 2013, en ligne, consulté le 3 juillet 2013, URL : <http://conflits.revues.org/18649>
- STIRLING P., *Turkish Village*, Londres, Weidenfield and Nicholson, 1965.
- STRAUSS A., *Miroirs et masques. Une introduction à l'interactionnisme*, Paris, Métailié, 1992.
- SUAUD C., *La vocation. Conversion et reconversion des prêtres ruraux*, Paris, Minuit, 1978.
- SUNAY I., « La redémocratisation en Turquie », in DUMONT P. & GEORGEON F. (dirs.), *La Turquie au seuil de l'Europe*, Paris, L'Harmattan, 1991, p. 103-115.
- SZYLIOWICZ J. S., "The Political Dynamics of Rural Turkey", *Middle East Journal*, Vol. 16, n°4, 1962, p. 430-442.
- SZYLIOWICZ J., *A Political Analysis of Student Activism: The Turkish Case*. Comparative Political Series, Londres, Sage Publications, 1972.
- TACKETT T., *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997.
- TAYAD SOLIDARITY COMMITTEE, *The Terror Report of Turkey 1980-2000*, Beilefeld, 2000.
- TAYLA A., « L'AKP et l'autoritarisme en Turquie : une rupture illusoire », *Confluences Méditerranée*, 2012/4, n°83, p. 87-97.

- TAYLOR V., « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes », in FILLIEULE O. (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 229-250.
- TEJEL GORGAS J., « Où sont les étudiants du supérieur ? Démobilisation et réengagement du milieu universitaire en Turquie et au-delà », *European Journal of Turkish Studies*, n°17, 2013, en ligne, consulté le 13/05/2014, URL : <http://ejts.revues.org/4796>
- TEKELI S. (ed.), *Women in Modern Turkish Society. A Reader*, Londres, Zed Books, 1995.
- TEKELI S., « Les femmes : le genre mal-aimé de la République », in VANER S., *La Turquie*, Paris, Fayard-CERI, 2005, p. 251-281.
- TEKELI S., « Les femmes : le genre mal aimé de la République », in KAZANCIGIL A., BILICI F. & AKAGÜL D. (dirs.), *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, Paris, Fayard, 2013, p. 145-170.
- THKP-C ve Devrimci Yol'dan bugüne geçmiş değerlendirmesi. Bu tarih bizim* [Une évaluation du passé, du THKP-C et la Voie Révolutionnaire à aujourd'hui. Cette histoire est la nôtre], Istanbul, Devrim, 2006.
- THRANHARDT D., "Patterns of Organization among Different Ethnic Minorities", *New German Critique*, n°46, 1989, p. 10-26.
- TILLY C., *From Mobilisation to Revolution*, Addison-Wesley Publishing Company, 1978.
- TILLY C., « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle*, n°4, 1984, p. 89-108.
- TILLY C., "Spaces of Contention", *Mobilization: An International Journal*, 2000, Vol. 5(2), p. 135-159.
- TILLY C., "Why and How History Matters", in GOODIN R. E. & TILLY C. (dirs.), *The Oxford Handbook of Contextual Political Analysis*, Oxford, Oxford University Press, 2008.
- TILLY C. & TARROW S., *La politique du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.
- THOMAS W. I. & ZNANIECKI F., *The Polish Peasant in Europe and America: A Classic Work in Immigration History*, Champaign, University of Illinois Press, 1996 [1918].
- THOMAS W. I., « Définir la situation », in JOSEPH I. & GRAFMEYER Y., *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Flammarion, 2009, pp. 79-82.
- TISSOT S., « Les reconversions militantes », in TISSOT S., GAUBERT C. & LECHIEN M.-H. (dirs.), *Reconversions militantes*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2005, p. 9-17.
- TMMOB Mimarlar Odası Ankara Şubesi, *Tanıkların Ulucanlar'ı. sözlü tarih* [Témoins d'Ulucanlar. Histoire orale], Ankara, TMMOB, 2007.
- TOPLUM VE BILIM, « 1970'ler : kapanmamış parantez [Les années 1970 : La parenthèse non refermée] », n°127, Istanbul, Birikim, 2013.
- TOPRAK B., "Religion as State Ideology in a Secular Settings: The Turkish-Islamic Synthesis", in WAGSTAFF M. (dir.), *Aspects of Religion in Secular Turkey*, University of Durham, Center for Middle Eastern Studies, Occ. Paper Series, n°40, 1990, p. 10-15.
- TOPRAK B., "The State, Politics, and Religion in Turkey", in HEPER M. & EVIN A. (eds.), *State, Democracy and the Military Turkey in the 1980's*, Berlin New-York, Walter de Gruyter, 1988, p. 119-136.
- TOUMARKINE A., « Le développement des associations de *hemşehri* en Turquie (1933-2003) à l'échelle nationale et départementale », *European Journal of Turkish Studies*, n°2, 2005, en ligne, consulté le 6 août 2016, URL : <http://ejts.revues.org/index409.html>
- TUNCAY M., *Türkiye'de sol akımlar 1908-1925 (Cilt 1)* [Les courants de la gauche turque Tome 1 : 1908-1925], Istanbul, İletişim, 2009.

TUNCAY M., *Türkiye'de sol akımlar 1925-1936 (Cilt 2)* [Les courants de la gauche turque Tome 2 : 1925-1936], Istanbul, İletişim, 2009.

TÜRKEŞ M., "The Ideology of the *Kadro* Movement: A Patriotic Leftist Movement in Turkey", *Middle Eastern Studies*, Vol. 34, n°4, 1998, p. 92-119.

TÜRKİYE İNSAN HAKLARI VAKFI, *İşkence dosyası. Gözaltında ya da cezaevinde ölenler. 12 Eylül 1980-12 Eylül 1995* [Le dossier de la torture. Les morts en prison et sous la torture. 12 septembre 1980-12 septembre 1995], Ankara, TIHV Yayınları, 1996.

TÜRKİYE İSTATİSTİK KURUMU, *İstatistik göstergeler 1923-2009* [Indicateurs statistiques, 1923-2009], Ankara, 2010.

TÜRKMEN E. A., *Türkiye sosyalist solu kitabı 1. 20'lerden 70'lere seçme metinler* [Le livre de la gauche socialiste de Turquie 1. Textes choisis des années 20 aux années 70], Istanbul, Dipnot, 2013.

TÜRKMEN E. A. & ÖZGER Ü., *Türkiye sosyalist solu kitabı 2. 70'lerden 80'lere seçme metinler* [Le livre de la gauche socialiste turque. 2. Des années 1970 aux années 1980, un choix de textes] Ankara, Dipnot, 2014.

Ülkücü Komando Kampları. AP Hükümeti'nin 1970'te Hazırlattığı MHP Raporu [Les camps de commandos Idéalistes. Les rapports qu'a fait préparer le gouvernement AP en 1970], Istanbul, Kaynak Yayınları, 1978.

ULUER B., *Bülent Uluer anlatıyor : Çerkesim, Türkiüm, Kürdüüm, sosyalistim* [Bülent Uluer raconte : je suis tcherkesse, je suis turc, je suis Kurde, je suis socialiste], Istanbul, Dipnot, 2016.

ULUS Ö. M., *The Army and the Radical Left in Turkey: Military Coups, Socialist Revolution and Kemalism*, Londres, I. B. Tauris, 2011.

UNSAL A., *Umuttan yalnızlığa. Türkiye İşçi Partisi 1961-1971* [De la solitude à l'espoir. Le Parti des Travailleurs de Turquie 1961-1971], Istanbul, Tarih Vakfı, 2002.

ÜNSALDI L., *Le militaire et la politique en Turquie*, Paris, L'Harmattan, 2003.

ÜNSALDI L., « Évolution du concept de développement en Turquie », *Mondes en développement*, 2011/1, n°153, p. 87-98.

ÜSTEL F., « La synthèse turco-islamique entre traditionalisme et modernisme », in THOBIE J. & KANCAL S., *Industrialisation, communication et rapports sociaux en Turquie et en Méditerranée orientale*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 387-400.

UYSAL A., « Maintien de l'ordre et risques liés aux manifestations de rue », in DORRONSORO G. (dir.), *La Turquie contestée. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005, p. 31-49.

UYSAL A., « Organisation du maintien de l'ordre et répression policière en Turquie », in DELLA PORTA D. & FILLIEULE O. (dirs.), *Police et manifestants*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p. 257-278.

UYSAL A., « Importation du Mouvement 68 en Turquie. Circulations des idées et des pratiques », *Storicamente*, n°5, 2009, en ligne, consulté le 12 juin 2016, URL : http://www.storicamente.org/07_dossier/68-en-turquie.htm

UYSAL A. & TOPAK O., *Particiler. Türkiye'de partiler ve sosyal ağların inşası* [Partisans. Partis et construction des réseaux sociaux en Turquie], Istanbul, İletişim, 2010.

UYSAL A., « Comme des pépins de grenade dispersés. Répression et devenir des militants de *Devrimci-Yol* en Turquie », *Politix*, 2013/2, n°102, p. 109-128.

- VAIREL F., « L'opposition en situation autoritaire : statut et modes d'action », in DABENE O., GEISSER V. & MASSARDIER G. (dirs.), *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2008, p. 213-232.
- VAIREL F., *Politique et mouvement sociaux au Maroc. La révolution désamorcée ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014.
- VAN DYKE, N., McADAM, D. & WILHELM, B., "Gendered Outcomes: Gender Differences in the Biographical Consequences of Activism", *Mobilization*, Vol. 5/2, 2000, p. 161-177.
- VANER S., « Violence politique et terrorismes en Turquie », *Esprit*, n°10-11, 1984, p. 79-104.
- VANER S., AKAGÜL D. & KALEAGASI B., *La Turquie en mouvement*, Bruxelles, Complexe, 1995.
- VANER S., « La démocratie à l'épreuve », in VANER S., AKAGÜL D. & KALEAGASI B., *La Turquie en mouvement*, Bruxelles, Complexe, 1995, p 13-55.
- VANER S., « Turquie: la démocratie ou la mort », *Politique étrangère*, Vol. 63, n°4, 1998, p. 763-778.
- VANER S., « La démocratie et l'autoritarisme vont de pair », in VANER S. (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard-CERI, 2005, p. 151-191.
- VAN REYBROUCK D., *Congo, une histoire*, Arles, Actes Sud, 2012.
- VEGIN N., « Urbanisation et changements dans les attitudes socio-politiques », in DUMONT P. & GEORGEON F. (dirs.), *La Turquie au seuil de l'Europe*, Paris, L'Harmattan, 1991, p. 67-77.
- VESCHAMBRE V., « Appropriation et marquage symbolique de l'espace : quelques éléments de réflexion », *ESO*, n°21, 2004, p. 73-77.
- VIGNA X., « L'insubordination ouvrière dans l'après 68 », in DAMAMME D., GOBILLE B., MATONTI F. & PUDAL B. (dirs.), *Mai-juin 68*, Paris, Editions de l'Atelier, 2008, p. 319-328.
- VIGNA X. & VIGREUX J., *Mai-Juin 1968 : huit semaines qui ébranlèrent la France*, Dijon, Presses universitaires de Dijon, 2010.
- VOEGTLI M., « Du jeu dans le Je : ruptures biographiques et travail de mise en cohérence », *Lien social et Politiques*, n°51, 2004, p. 145-158.
- VOLDMAN D. (dir.), « La bouche de la Vérité ? La recherche historique et les sources orales », *Cahiers de l'IHTP*, n°21, 1992.
- VOVELLE M., *La mentalité révolutionnaire*, Paris, Messidor/Editions sociales, 1985.
- WACHTEL N., *La vision des vaincus. Les Indiens du Pérou devant la Conquête espagnole, 1530-1570*, Paris, Gallimard, 2004 [1971].
- WEBER F. G., *The Evasive Neutral: Germany, Britain and the Quest for a Turkish Alliance in the Second World War*, Columbia, University of Missouri Press, 1985.
- WEBER F., "Settings, Interactions and Things. A Plea for Multi-Integrative Ethnography", *Ethnography*, Vol. 2, n°4, 2001, p. 475-499.
- WEBER M., *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, 1965.
- WEBER M., « Possibilité objective et causation adéquate dans l'approche causale en histoire », *Tracés*, 1/2013, n° 24, p. 143-178.
- WERTH N., *La terreur et le désarroi. Staline et son système*, Paris, Perrin, 2007.

WHALEN J. & FLACKS R., *Beyond the Barricades. The Sixties Generation Grows Up*, Philadelphia, Temple University Press, 1989.

WHITE J., *Islamist Mobilization in Turkey. A Study in Vernacular Politics*, Seattle, University of Washington Press, 2002.

WHITTIER N., *Feminist Generations: The Persistence of the Radical Women's Movement*, Temple, Temple University Press, 1995.

WHYTE W. F., *Street Corner Society. La structure sociale d'un quartier italo-américain*, Paris, La Découverte, 2007.

WILLEMEZ L., « Engagement professionnel et fidélités militantes. Les avocats travaillistes dans la défense judiciaire des salariés », *Politix*, Vol. 16, n°62, 2003, p. 145-164.

WILLEMEZ L., « *Perseverare Diabolicum* : l'engagement militant à l'épreuve du vieillissement social », *Lien social et Politiques*, n°51, 2004, p. 71-82.

WRIGHT T. C. & ZUÑIGA R. O., "Chilean Political Exile", *Latin American Perspectives*, Vol. 34, n°4, 2007, p. 31-49.

YANKAYA-PEAN D., *La nouvelle bourgeoisie islamique. Le modèle turc*, Paris, PUF, 2013.

YAZGAN O. N. & OVACIK Ö., *Aynı göğün öyküsü. Suretimiz Mamak* [Histoire d'un même ciel. Notre période à Mamak], 10 Yayınları, Ankara, 2007.

YEĞEN M., "The Turkish Left and the Kurdish Question"; *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, Vol. 18, n°2, 2016, p. 157-176.

YERASIMOS S. & VANER S., « Petite chronique des 'gecekondu' », in VANER S. (dir.), *Istanbul. Gloires et dérives*, Paris, Autrement, 1988.

YILMAZ A., *Kara arşiv. 12 Eylül cezaevleri* [Les archives noires. Les prisons du 12 septembre], Siyahbeyaz, Istanbul, Metis, 2013.

YILMAZ M., « Le YÖK et le Politique : un rapport paralysant la réforme de l'enseignement supérieur en Turquie », *Confluences Méditerranée*, 2012/4, n°83, p. 153-168.

YILMAZ M., « Le YÖK et la démobilisation collective du milieu universitaire en Turquie (1982-1987) : les mécanismes de la répression », *European Journal of Turkish Studies*, n°17, 2013, en ligne, consulté le 12 mai 2014, URL : <http://ejts.revues.org/4800>

YON K., « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI », *Politix*, 2005/2, n°70, p. 137-167.

YÜCEL H., « Les jeunes alévis du quartier de Gazi (Istanbul) et les associations de *hemşehri* : identifications croisées », *European Journal of Turkish Studies*, n°2, 2005, en ligne, consulté le 24 août 2016, URL : <http://ejts.revues.orgwww.ejtse.revues.org/406>

ZALD D., MAYER N. & USEM B., "Movement and Counter Movement Interaction: Mobilization, Tactics, and State Involvement", in MC CARTHY J., ZALD D. & MAYER N., *Social Movement in an Organizational Society*, Morristown, Transaction Books, 1987, p. 247-272.

ZARCA B., « Le sens social des enfants », *Sociétés contemporaines*, Vol. 36, n°1, 1999, p. 67-101.

ZARCONI T., *La Turquie moderne et l'islam*, Paris, Flammarion, 2004.

ZARCONI T., *La Turquie. De l'Empire ottoman à la République d'Atatürk*, Paris, Gallimard, 2005.

- ZHAO D., "Ecologies of Social Movements: Student Mobilization during the 1989 Prodemocracy Movement in Beijing", *American Journal of Sociology*, Vol. 103, n°6, 1998, p. 1493-1529.
- ZILELI G., *Yarılma (1954-1972)* [Division (1954-1972)], Istanbul, İletişim, 2000.
- ZILELI G., *Havariler (1972-1983)* [Les apostats (1972-1983)], Istanbul, İletişim, 2002.
- ZILELI G., *Sapak (1983-1992)* [Détour (1983-1992)], Istanbul, İletişim, 2003.
- ZOLBERG A., "Moments of Madness", *Politics and Society*, n°2, 1972, p. 183-207.
- ZÜRCHER E. J., *Turkey. A Modern History*, Londres, I. B. Tauris, 2004.
- ZWERMAN G. & STEINHOFF P., "When Activist Ask for Trouble: State-Dissident Interactions and the New Left Cycle of Resistance", in DAVENPORT C., JOHNSTON H. & MUELLER C. (dirs.), *Repression and Mobilization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005, p. 85-107.

Table des matières

Remerciements	9
Note sur la prononciation du turc.....	11
Sommaire.....	13
Introduction générale : d'un coup d'Etat à l'autre, 1980-2016	5
Section 1 : Etat de l'art : points aveugles de la littérature « turcologique » et de la sociologie des mouvements sociaux	9
A) Régime politique et mobilisations en Turquie	9
B) De quelques angles morts de la sociologie des mouvements sociaux	11
Section 2 : Orientations théoriques et hypothèses de la recherche	14
A) Une approche pluridisciplinaire.....	14
B) Échelles, espace et temporalités.....	15
C) Des lacunes dans l'analyse biographique : carrières et conséquences biographiques de l'engagement	17
1) De la carrière... ..	17
2) ... aux conséquences biographiques de l'engagement.....	20
D) Articuler capitaux et sphères de vie	22
1) Des inscriptions sociales multiples	22
2) Des capitaux et des compétences	24
Section 3 : Construction de l'objet et travail de terrain	26
A) Déroulement de la recherche et délimitation de l'objet	26
B) Sources et méthodes mobilisées.....	29
1) Récits de vie	29
2) Sources écrites	33
3) Les archives	36
4) Les observations ethnographiques	38
5) L'analyse spatiale (cartes et relevés)	40
6) Les sources de presse.....	41
Section 4 : Plan de la thèse.....	42
Première partie : Révolutionnaires sans révolution(s)	47
Chapitre 1 : Les années 1970 en Turquie : sociohistoire d'une décennie tourmentée.....	49
Section 1 : Sociogenèse du « syndrome autoritaire » turc	51
A) La République du « consensus obligatoire »	51
1) Un régime autoritaire ? Enjeu classificatoire et dynamiques historiques	51
Encadré I-1 : Le régime turc est-il un régime autoritaire ?	51
2) Une politique répressive complexe à l'égard de la contestation	55
Encadré I-2 : Renouvellements de perspective dans l'étude de la répression politique	55
B) L'armée : actrice dominante dans le système politique et économique	62
1) Une implication croissante des militaires dans la politique turque: les coups d'Etat de 1960 et 1971	63
2) La politisation interne de l'armée et les reprises en main des effectifs.....	67
C) Peut-on diviser la nation turque ? Conflits sociaux et minorités.....	70
1) La question minoritaire en Turquie : alévis et Kurdes	70
2) Jeunesse et lutte de classes	74

Section 2 : 1960-1980 : des bouleversements profonds aux crises multiples.....	77
A) Une société en pleine évolution	77
1) Un modèle économique en mutation	77
2) Exode rural et développement urbain	80
3) La massification de l'enseignement supérieur et ses conséquences	83
B) Les années 1970 : la décennie du chaos ?.....	88
1) Un pays sous tension pendant la Guerre froide	88
2) Une situation politique de blocage et de désobjectivation des structures étatiques	92
Encadré I-3 : Le Milliyetçi Hareket Partisi (MHP).....	93
Encadré I-4 : Sept gouvernements se succèdent entre 1974 et 1980.....	95
3) La décennie de la violence ? Du bon usage de la notion de guerre civile en Turquie	97
Encadré I-5 : Désexceptionnaliser la violence politique	97
***	101

Chapitre 2 : Reconstituer et spatialiser le « grand petit monde » de la gauche turque : un essai de comparaison

Section 1 : Une brève histoire de la gauche turque	104
A) Du socialisme ottoman à la bouillonnante décennie 1960 : genèse de la gauche turque	104
1) L'impossible constitution d'un socialisme légal.....	105
Encadré II-1 : Reconstituer un espace militant disparu : enjeux méthodologiques.....	105
2) Les mouvements étudiants et la tentation du guérillero.....	109
B) Une cartographie de l'offre militante de gauche dans les années 1970	111
1) Les partis politiques légaux et illégaux.....	111
Encadré II-2 : Circonscrire et caractériser la gauche turque des années 1970 : enjeux théoriques ..	111
2) Le mouvement syndical et les organisations professionnelles.....	115
3) Les organisations armées clandestines	117
Encadré II-3 : La gauche turque : un produit importé impossible à exporter ?.....	118
4) Les organisations issues du milieu étudiant.....	119
5) La gauche et le CHP : des relations ambiguës	123
C) Scissiparité, concurrence et coordination des luttes	124
1) Concurrence et scissiparité sont les marques de la gauche	125
2) Une coordination ponctuelle sur des enjeux précis.....	127
Section 2 : Une analyse localisée et spatialisée du militantisme révolutionnaire étudiant : comparer Istanbul et Ankara.....	129
A) Localiser et spatialiser l'analyse du militantisme révolutionnaire : quelques enjeux théoriques.....	129
1) L'analyse localisée du politique	130
2) La question spatiale en sociologie des mobilisations.....	132
Encadré II-4 : Analyse locale et spatiale : enjeux méthodologiques :.....	134
B) Les logiques de l'implantation des organisations de gauche à Ankara et Istanbul	136
1) Istanbul et Ankara dans les années 1970 : deux métropoles en contexte.....	136
2) Universités et <i>yurt</i> : l'enseignement supérieur au cœur des mobilisations	139
Encadré II-5 : Financer les organisations révolutionnaires	143
3) Gagner du terrain : organisations révolutionnaires et investissement des quartiers.....	144
4) Utiliser l'espace urbain pour montrer sa force : investir les « zones franches ».....	148
5) Un essai de typologie des mobilités militantes	150
C) Mettre en œuvre la violence politique.....	153
1) Démêler les logiques de la violence politique	153
2) Les logiques de la violence politique à Istanbul et Ankara.....	156
***	160

Chapitre 3 : Comment devient-on révolutionnaire ? Trajectoires d'engagement radical et façonnage institutionnel au sein des groupes révolutionnaires turcs des années 1970 163

Section 1 : De la sociographie à l'étude des trajectoires biographiques des militants révolutionnaires turcs 164

A) Une sociographie des groupes révolutionnaires turcs	165
1) Démêler les cohortes au sein des groupes révolutionnaires	165
2) Une analyse de la composition sociale des groupes révolutionnaires.....	168
Encadré III-1 : La population féminine dans les groupes révolutionnaires	168
B) Des trajectoires résidentielles et familiales plurielles	174
1) Jeunesse des villes ou jeunesse des champs ? Origine sociale et trajectoires géographiques des militants révolutionnaires.....	174
2) Des processus de socialisations complexes	180
Encadré III-2 : Un détour par la littérature, Orhan Pamuk et <i>La maison du silence</i>	184
C) Les dynamiques d'engagement dans un militantisme radical à « haut risque ».....	186
1) Disponibilité biographique et rôle des entrepreneurs de mobilisation.....	186
2) Tout corps plongé dans un environnement radical en sort-il radicalisé ? Les effets de contexte : quartiers et établissements scolaires.....	190

Section 2 : Etre révolutionnaire au quotidien : la pratique militante au sein de la gauche turque 197

A) Un façonnage institutionnel ambivalent	197
1) La structure interne des groupes révolutionnaires	198
2) Le « bricolage » de la formation idéologique au croisement du formel et de l'informel.....	201
3) « Faites la guerre, pas l'amour ! » Genre et révolution sexuelle dans les organisations révolutionnaires.....	207
Encadré III-3 : Le corps révolutionnaire : pratiques vestimentaires et pilosité.....	211
4) Devenir révolutionnaire : émotions et transformation identitaire	213
B) La pratique de la violence dans un contexte de légitimation des activités violentes et illégales.....	217
1) La légitimation de la violence politique.....	217
2) Organisation et pratique de la violence par les militants de la gauche révolutionnaire	220
3) Faire l'expérience de la répression : la violence des autorités avant 1980.....	224
C) Harmoniser des sphères de vie en tension	227
1) Le militantisme génère-t-il de nouveaux capitaux ? Capital spatial, capital d'autochtonie et capital militant	227
2) Etudier ou faire la révolution, faut-il choisir ?.....	230
3) Concilier vie privée et vie politique.....	234
***	237

Seconde partie : Voyageurs sur une mer démontée 241

Chapitre 4 : Sous le talon de fer : les suites du coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980..... 243

Section 1 : Le « bras droit » de l'Etat doit tomber « comme une massue » sur la gauche : le coup d'Etat du 12 septembre 1980..... 244

A) Technique du coup d'Etat : « se réveiller au son des chars »	245
Encadré IV-1 : Les membres du <i>Milli Güvenlik Kurulu</i> :	248
B) Espaces et temps de la répression : deux dimensions négligées	249
1) Distinguer les temporalités répressives.....	249
Encadré IV-2 : Bilan de la répression 1980-1983 :	249
2) De la spatialisation du militantisme à la spatialisation de la répression politique	255
C) Des cours de sûreté de l'Etat aux prisons militaires : réprimer la dissidence	260
1) Avoir la loi pour soi : réprimer par le droit.....	261
2) La Turquie, une prison à ciel ouvert ? Le régime carcéral dans les années 1980	266

Section 2 : Maintien et reconfiguration de l'autoritarisme turc depuis 1983 : la démocratie sécuritaire.....	272
A) La reconfiguration de l'autoritarisme turc	272
1) Le raidissement autoritaire : réformer la Constitution et les structures du pouvoir	272
Encadré IV-3 : La Turquie après 1980, un régime sécuritaire	272
2) Recomposition des élites et des alliances de pouvoir	277
3) La réorientation idéologique du régime turc : la « synthèse turco-islamique » et l'« atatürkisme »	280
4) Les nouveaux ennemis intérieurs : de la menace « rouge » aux périls « séparatiste » et « vert ».....	283
B) Recomposition et émergence d'un champ politique	286
1) La revanche des civils : les résistances au développement d'un champ politique autonome	286
2) L'enracinement de l'islam politique et sa confrontation avec l'armée	291
C) Les continuités manifestes : fidélité occidentale et libéralisation économique	296
1) Pressions étrangères et nouveau contexte international	296
2) Une libéralisation économique à marche forcée	299
***	301

Chapitre 5 : Ne reste-t-il que des cendres ? Reconstitution d'un espace militant et émergence d'une mémoire collective en contexte autoritaire : 1980-2014..... 303

Section 1 : Guerre de mouvement ou guerre de position ? Résister au coup d'Etat.....	305
A) De la résistance armée à la résistance légale : mobiliser et contester en contexte répressif	305
1) L'échec des guérillas et des <i>Direnış Komiteleri</i>	306
2) Mobilisation discrète et protestation légale	310
B) Partir. La gauche en exil	315
1) Comment sortir ? Trajectoires d'un exil multiple	315
2) En exil en France, continuer à militer pour la Turquie	321
Section 2 : Reconstruire un champ multi-organisationnel décomposé et dispersé après le régime militaire	326
A) Mobilisations identitaires et contournement de l'interdit : la « société civile » comme répertoire alternatif ?	326
1) La défense des droits de l'Homme : l'arrière cour des groupes révolutionnaires	327
Encadré V-1 : Comment caractériser le champ multi-organisationnel turc post-1980 ? Une critique de la notion de « société civile » [<i>sivil toplum</i>]	327
2) La continuation de la politique par d'autres moyens : presse, associations et mobilisations identitaires	333
B) La reconstruction d'un espace politique légal en contexte répressif.....	341
1) Mouvement syndical et organisations professionnelles au cœur du renouveau de la gauche	341
2) La recomposition d'une gauche légaliste, la tentative ÖDP et le retour des vieux démons.....	345
Encadré V-2 : Le cas Doğu Perinçek, de l'İşçi Partisi au Vatan Partisi : le repli nationaliste	348
3) Maintenir la flamme tout en passant le flambeau ? Autour du mouvement Gezi	350
Section 3 : La vision des vaincus : mobilisation victimaire et questions mémorielles.....	355
A) De « l'indicible à l'inaudible » : légitimer une mobilisation victimaire	355
1) Les ambiguïtés de la mémoire d'Etat	356
Encadré V-3 : Travailler (sur) la mémoire en sociologie : enjeux théoriques et méthodologiques..	356
2) Construire une mobilisation victimaire en contexte autoritaire	360
B) Harmoniser des mémoires en tension	367
1) La fabrication conflictuelle et inachevée d'une mémoire collective.....	367
Encadré V-4 : Archiver l'histoire de la gauche turque en Turquie : la TÜSTAV [<i>Türkiye Sosyal Tarih Araştırma Vakfı</i> , Fondation de recherche en histoire sociale de Turquie]	370
2) Des mémoires individuelles plus ou moins ajustées aux mémoires collectives.....	372
***	376

Chapitre 6 : Marcher contre le vent : les conséquences biographiques de l'engagement en contexte autoritaire 378

Section 1 : « Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés » : les conséquences

biographiques de la répression..... 379

- A) L'expérience pénitentiaire 380
 - 1) Faire face à la répression : réactions à court terme et trajectoires carcérales 380
 - 2) Aux frontières de la sociologie : la torture..... 384
 - Encadré VI-1 : Crises et bifurcations biographiques..... 386
 - 3) Le groupe, la famille et l'individu en détention, entre soutien et pression 388
- B) Le « grand cauchemar » des années 1980..... 392
 - 1) « Il faut continuer à vivre après cela » : latence et désajustement 393
 - Encadré VI-2 : Après la prison militaire, le service militaire..... 395
 - 2) Un désengagement forcé et massif 396
 - Encadré VI-3 : A propos des désengagements 396

Section 2 : Rentrer dans le rang ? Reconversions familiales et professionnelles..... 401

- A) « On n'est pas des voleurs, on est des révolutionnaires ! » : recomposer une sphère professionnelle post-répression 402
 - 1) Finir ou ne pas finir ses études, telle est la question 403
 - Encadré VI-4 : Autour des reconversions 403
 - 2) L'intellectuel et le renégat : des reconversions précaires..... 408
 - 3) Fragilité et instabilité des carrières professionnelles 413
- B) Les conséquences biographiques de l'engagement sur la sphère privée 419
 - 1) Réseaux sociaux et capital social : entre démonétisation et recomposition 419
 - 2) Reconstituer une sphère privée malmenée et se conformer aux rôles sociaux 422
 - 3) Rester en exil ou rentrer en Turquie ?..... 426

Section 3 : Un retour pluriel vers l'engagement politique..... 429

- A) Les associations : un espace entre sphère professionnelle et sphère militante..... 429
 - 1) Un militantisme apolitique ? Les *hemşehri* 430
 - 2) Agir à l'échelle locale : investir l'espace associatif..... 433
- B) Une reconversion dans les partis et groupes politiques : tenter une carrière politique légale ? 436
 - 1) Vers la politique légitime : l'investissement dans les partis politiques légaux 436
 - 2) Nouvelle phase de désengagement ou réorientation des engagements ? 441
 - 3) La permanence des tensions entre les sphères de vie..... 445
- *** 448

Réflexions à partir du cas turc : conclusion générale 450

Annexes : 460

- Annexe 1 : Liste des entretiens biographiques menés dans le cadre de l'enquête 462
- Annexe 2 : Liste des articles cités dans le corps du texte 464
- Annexe 3 : Arbre généalogique et structuration idéologique de la gauche turque 468
- Annexe 4 : Carte de la Turquie 470
- Annexe 5 : Carte d'Ankara en 1980 et carte des occupations dans les années 1970 472
- Annexe 6 : Carte d'Istanbul en 1980 et cartes des occupations dans les années 1970..... 474
- Annexe 7 : Photos d'*Ulucanlar cezaevi* [prison d'Ulucanlar] à Ankara..... 478
- Annexe 8 : Liste des sigles et acronymes rencontrés..... 480
- Annexe 9 : Table des cartes, illustrations, tableaux et encadrés 488

Bibliographie..... 492

Table des matières 532

